Archaeology of Conflict / Archaeology in Conflict

Julie Bessenay-Prolonge, Jean-Jacques Herr, Mathilde Mura, Amaury Havé

▶ **To cite this version:**

Julie Bessenay-Prolonge, Jean-Jacques Herr, Mathilde Mura, Amaury Havé. Archaeology of Conflict / Archaeology in Conflict: Documenting Destruction of Cultural Heritage in the Middle East and Central Asia. Routes de l'Orient, Actes II, 2019. halshs-03927654

HAL Id: halshs-03927654
https://shs.hal.science/halshs-03927654

Submitted on 6 Jan 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

ARCHÉOLOGIE CONFLITS

RdO
ROUTES DE L'ORIENT
REVUE DE L'ORIENT ANCIEN

ARCHÉOLOGIE DES CONFLITS / ARCHÉOLOGIE EN CONFLIT
ARCHAEOLOGY OF CONFLICT / ARCHAEOLOGY IN CONFLICT

DOCUMENTER LA DESTRUCTION AU MOYEN-ORIENT ET EN ASIE CENTRALE

DOCUMENTING DESTRUCTION OF CULTURAL HERITAGE IN THE MIDDLE-EAST AND CENTRAL ASIA

PROCEEDINGS OF THE INTERNATIONAL CONFERENCE HELD IN PARIS, INHA, 2ND & 3RD NOVEMBER 2017

ACTES DU COLLOQUE INTERNATIONAL DE PARIS, INHA, 2 & 3 NOVEMBRE 2017

ÉDITÉS PAR / EDITED BY

BESSENAY-PROLONGE J., HERR J.-J., MURA M.

AVEC LA COLLABORATION DE A. HAVÉ

Vue satellite du site d'Ai Khanoum, Afghanistan, BingImagery, colonnes de Palmyre, mise en page JBP, JJH, MM

JUIN 2019 PARIS

ARCHÉOLOGIE CONFLITS

RdO
ROUTES DE L'ORIENT
REVUE DE L'ORIENT ANCIEN

ARCHÉOLOGIE DES CONFLITS/ ARCHÉOLOGIE EN CONFLIT
ARCHAEOLOGY OF CONFLICT / ARCHAEOLOGY IN CONFLICT

DOCUMENTER LA DESTRUCTION AU MOYEN-ORIENT ET EN ASIE CENTRALE

DOCUMENTING DESTRUCTION OF CULTURAL HERITAGE IN THE MIDDLE-EAST AND CENTRAL ASIA

PROCEEDINGS OF THE INTERNATIONAL CONFERENCE HELD IN PARIS, INHA, 2ND & 3RD NOVEMBER 2017

ACTES DU COLLOQUE INTERNATIONAL DE PARIS, INHA, 2 & 3 NOVEMBRE 2017

ÉDITÉS PAR / EDITED BY

BESSENAY-PROLONGE J., HERR J.-J., MURA M.

AVEC LA COLLABORATION DE A. HAVÉ

JUIN 2019 PARIS

En souvenir de notre cher collègue / In memory of our dear colleague
Yassir A. Mahdi

Routes de l'Orient Actes II

Archéologie des Conflits / Archéologie en Conflit
Archaeology of Conflict / Archaeology in Conflict

Documenter la Destruction au Moyen-Orient et en Asie Centrale
Documenting Destruction of Cultural Heritage in the Middle-East and Central Asia

Actes du Colloque International de Paris

INHA, 2 & 3 Nov. 2017

Édités par / Edited by Julie Bessenay-Prolonge, Jean-Jacques Herr, Mathilde Mura

avec la collaboration de Amaury Havé

Paris, juin 2019

Éditeurs

Julie Bessenay-Prolonge

(Chercheuse associée, UMR 7041 ArScAn – VEPMO)

Jean-Jacques Herr

(Chercheur associé, UMR 7041 ArScAn – VEPMO et Stipendiat des Peshdar Plain Projects der Alexander von Humboldt-Professur für die Alte Geschichte des Nahen und Mittleren Ostens)

Mathilde Mura

(Doctorante, Univ. Paris 1 Panthéon-Sorbonne, UMR 7041 ArScAn – VEPMO)

Comité scientifique des Actes

Alya Aglan (Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, UMR 8138 SIRICE)
Michel Al-Maqdissi (Direction Générale des Antiquités et des Musées, Université Saint-Joseph, Musée du Louvre)
Julio Bendezu-Sarmiento (CNRS, UMR 7206 Eco-Anthropologie)
François Bridey (Musée du Louvre, UMR 7041 ArScAn – VEPMO)
Annie Caubet (Musée du Louvre, UMR 8167 Mondes Sémitiques)
Emma Cunliffe (Newcastle University)
Jessica Giraud (ArCHaïos, UMR 7041 ArScAn - VEPMO)
Alfredo Gonzalez-Ruibal (SNRC, Institute of Heritage Sciences)
Camille Lecompte (CNRS, UMR 7041 ArScAn – VEPMO)
Cécile Michel (CNRS, UMR 7041 ArScAn – HAROC)
Michel Mouton (CNRS, UMR 8167, Mondes Sémitiques, Directeur de l'IFPO)
Simone Muehl (Ludwig-Maximilians – Universitat München)
Vincent Négri (CNRS, UMR 7220 ISP)
Martin Sauvage (CNRS, UMR 7041 ArScAn – VEPMO)
Ariane Thomas (Musée du Louvre, UMR 7192 Digitorient)
Régis Vallet (CNRS, IFPO-Erbil, UMR 7041 ArScAn – VEPMO)
François Villeneuve (Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, UMR 7041 ArScAn - APOHR)

Traduction des résumés

Mustapha Ahmad (Arabe), Abdullah Bakr Othman (Kurde Sorani), Bashir Ahmad Rustaqi (Dari)

Comité éditorial & Maquette

Amaury Havé

(Doctorant, Univ. Paris 1 Panthéon-Sorbonne, UMR 7041 ArScAn – VEPMO)

Noredin Akka, Amel Betouche, Coralie Gracienne, Sibylle Hiblot-Giudicelli, Mitchka Shahryari, Kilian Moreau & Iullana Ungureanu

ISSN 2272-8120 - Dépôt légal : mars 2014

Les opinions exprimées dans ces colonnes n'engagent que la responsabilité de leurs auteurs. Toute reproduction totale ou partielle des articles et illustrations de cette revue est interdite sans autorisation écrite de l'auteur ou de l'éditeur.

Remerciements

Nous tenons à remercier ici l'ensemble des personnes et des institutions dont le soutien a permis la réalisation de ce colloque et des actes qui en découlent.

Soutiens financiers du colloque et de la publication

Association Routes de l'Orient
Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne (École Doctorale 112 et Collège des Écoles Doctorales)
Université Paris-Sorbonne (Paris IV) (École Doctorale 124 et FIR)
École Pratique des Hautes Études (École Doctorale 472, Service des Relations Internationales, FSDIE)
UMR 7041 ArScAn et son l'équipe du Village à l'État au Proche et Moyen-Orient
Équipe Mondes Sémitiques de l'UMR 8167 Orient et Méditerranée
Délégation Archéologique Française en Afghanistan
Ambassade de France en Irak.
CNRS

Comité scientifique du colloque

Julio Bendezu-Sarmiento (CNRS, alors directeur de la DAFA)
Pascal Butterlin (Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, UMR 7041 ArScAn-VEPMO)
Annie Caubet (UMR 8167 Orient et Méditerranée Mondes sémitiques)
Jessica Giraud (ARCHAIOS, UMR 7041 ArScAn-VEPMO)
Alfredo Gonzalez-Ruibal (Institute of Heritage Sciences of the Spanish National Research Council)
Michel Al-Maqdissi (Direction Générale des Antiquités et des Musées, Université Saint-Joseph, Musée du Louvre)
Cécile Michel (CNRS, UMR 7041 ArScAn-HAROC)
Jean-Yves Monchambert (Université Paris-Sorbonne, Antiquité Classique et Tardive, UMR 8167 Orient et Méditerranée)
Michel Mouton (CNRS, UMR 8167 Orient-Méditerranée Mondes sémitiques)
Simone Muehl (Wissenscha liche Mitarbeiterin Leiterin des DFG-Emmy Noether Projektes)
Régis Vallet (CNRS, UMR 7041 ArScAn-VEPMO, IFPO Erbil)
François Villeneuve (Paris 1 Panthéon-Sorbonne, UMR 7041 ArScAn-APOHR)

Responsables institutionnels

Thierry d'Anna & Thierry Vergon (Service culturel de coopération de l'ambassade de France en Irak), Hélène Criaud (ED 112), Laurence Frabolot, Marion Peresiecki, Laure Carreau & Virginie Cardaillac-Andrée (EPHE), Camille Lecompte & Victoria De Casteja (URMR 7041 VEPMO), Françoise Briquel-Chatonnet & Maria Grazia Masetti-Rouault (UMR 8167- Mondes Sémitiques), Zinayda Polimenova, Antoine Scotto d'Abusco, Maxime Gresle & Laurent Patault (INHA)

Les bénévoles de Routes de l'Orient

Guido Antinori, Emmanuel Baudouin, Nolwen Chatiron, Tiphanie Chica-Lefort, Gwenaelle Colas, Carolyne Douché, Julie Goy, Amaury Havé, Sibylle Hiblot, Paul Jarossay, Anne-Sophie Laurent, Léa Legouix, Kilian Moreau, Paul Morieux, Charles Piver, Delphine Poinsot, Marie-Aliette Pot, Rachel Ramadan, Fanny Roilette, Mitchka Shahryari, Gabrielle Sheehan, Margaux Spruyt, Fiona Pichon, Margot Tomi, Alice Vinet et l'ensemble des membres de l'association.

Édito

L'association Routes de l'Orient s'est réunie au printemps 2015 peu après la destruction médiatisée de Nimrud par le groupe État Islamique. C'est à cette occasion que nous avons commencé à échanger sur notre engagement et notre ressenti en tant qu'étudiants travaillant sur des régions de plus en plus impactées par les conflits armés. Nous appartenons en effet à une génération de jeunes archéologues qui ont dû faire face dès le début de leurs études à une fermeture progressive des terrains de recherche au Moyen-Orient et en Asie Centrale ainsi qu'aux destructions de grands sites emblématiques.

Étudiants et jeunes chercheurs, nous avons souhaité nous s'inscrire dans le mouvement de réflexion initiée par notre communauté scientifique sur le renouvellement épistémologique de l'archéologie confrontée aux conflits armés contemporains.

Nous avons organisé le colloque international *Archéologie des Conflits / Archéologie en Conflit, documenter la destruction au Moyen-*

Orient et en Asie Centrale qui s'est tenu les 2 et 3 novembre à l'Institut National d'Histoire de l'Art à Paris. Ces deux journées ont permis de réunir près de 200 participants autour d'une trentaine d'intervenants de nationalités différentes.

L'archéologie des conflits entend renouveler l'appréhension de l'histoire mouvementée, marquée de conflits, des régions du Moyen-Orient et de l'Asie centrale. La notion de « conflit » est fréquemment abordée en archéologie puisqu'elle est à l'origine de bouleversements et de ruptures dans l'histoire des sociétés humaines. Ces bouleversements, qui segmentent des périodes de continuités, sont en effet des objets privilégiés de la réflexion archéologique. Nous avons choisi d'utiliser le pluriel « conflits » car il embrasse une acception bien plus large que le seul « conflit armé » en considérant également les dimensions politique, économique et identitaire, selon plusieurs échelles temporelles. Cet ouvrage présente une série d'articles qui mettent en avant les apports de l'archéologie pour l'Histoire contemporaine en documentant les destructions et les traces des conflits armés à l'échelle du site comme à celle du paysage. L'objectif est ainsi de dépasser une archéologie des champs de bataille et de la simple histoire événementielle des régions considérées.

Par ailleurs, la volonté d'un discours réflexif sur notre propre pratique de la discipline archéologique « en [contexte de] conflit » constituait une partie importante de notre démarche Il s'agit dans ce présent volume de discuter des expériences des archéologues de la guerre et de questionner l'avenir de l'archéologie dans des États en proie aux conflits armés au Moyen-Orient et en Asie centrale. Outre des désastres humains, les conflits armés contemporains engendrent destructions, spoliations et pillages, relançant aujourd'hui plus que jamais le débat sur la place et le rôle des archéologues dans la préservation du patrimoine de ces pays. Au-delà des enjeux mémoriels et éthiques, cet ouvrage expose les méthodes et les solutions souvent empiriques mises en œuvre par les archéologues pour continuer leur travail de documentation et de préservation des vestiges.

Ces actes regroupent quinze articles qui ont pour ambition de refléter les présentations et les débats qui ont animé cette rencontre. Le volume s'articule autour de quatre sections thématiques qui renvoient aux différentes sessions organisées lors du colloque.

La section 1 intitulée *Le patrimoine des pays en guerre: législations, institutions et enjeux* rassemble quatre articles. Celui de Vanessa Rose offre tout d'abord une synthèse sur l'évolution de la législation internationale protégeant le patrimoine archéologique, depuis l'après-guerre jusqu'à nos jours. À travers les cas de la Syrie, du Yémen et des Territoires Palestiniens, les contributions suivantes nous proposent un dramatique tour d'horizon de l'archéologie en temps de conflits. La contribution de Shaker Al-Shbib présente ainsi les courageuses initiatives menées par les archéologues syriens pour protéger le patrimoine de leur pays en temps de guerre. Jérémie Schiettecatte nous expose quant à lui les atteintes subies par les musées et les sites archéologiques et patrimoniaux yéménites. Gaëlle Thévenin nous explique enfin le difficile travail des archéologues œuvrant dans la bande de Gaza.

À travers la section 2 intitulée *Archéologie de la destruction: approches historiographiques*, nous élargissons la focale afin d'échanger sur les expériences de chercheurs dont les objets d'étude mêmes sont les conflits contemporains et leurs conséquences. Ainsi, Zoé Vannier nous expose quelles ont été les mesures de gestion et d'évacuation des collections prises par le personnel du musée du Louvre durant la Seconde Guerre mondiale. Benoit Labbey et Jan Veron nous présentent les fouilles menées sur les traces archéologiques d'un champ de bataille normand de 1944. Salvatore Garfi nous offre quant à lui un aperçu des recherches sur la guerre civile espagnole entreprises dans le cadre du International Brigades Archaeology Project. L'article de Johnny Samuele Baldi nous ramène ensuite au Moyen-Orient grâce à son étude «archéographique» des vestiges de la guerre civile libanaise à Beyrouth. Enfin, Mohamed Metallaoui nous propose un pas de coté avec le cas de la destruction politico-militaire de la basse Casbah d'Alger durant la colonisation française.

La section 3, *La destruction au Proche-Orient et en Asie Centrale: études de cas*, regroupe trois articles chacun centré sur un site archéologique ou patrimonial impacté par des conflits récents. Ainsi, la contribution de Pascal Butterlin et de Mathilde Mura présente à la fois une évaluation des dommages subis par le site syrien

de Mari, ainsi qu'un aperçu des travaux de valorisation de la documentation associée au site. L'article coécrit par Jean-Jacques Herr, Ilaria Calini et Maria Grazia Masetti-Rouault s'intéresse au tell iraquien de Qasr Shemamok, bombardé au cours de la Guerre d'Irak. Enfin, Karel Nováček se penche sur les destructions systématiques du patrimoine architectural de la ville de Mossoul par l'Etat Islamique (Daesh) entre 2014 et 2017.

La quatrième et dernière section *Quelle archéologie en post-conflit ? Méthodologies, technologies pour l'avenir*, nous offre de nous interroger sur les objectifs, les moyens et les méthodes de l'archéologie en contexte post-conflictuel au Moyen-Orient et en Asie Centrale. L'article d'Allison Cuneo et de Michael Danti présente ainsi les travaux menés par l'American Schools of Oriental Research sur des sites syriens et irakiens dans le cadre du programme Cultural Heritage Initiatives. Mathilde Mura nous propose quant à elle les premiers résultats de sa thèse de doctorat au moyen d'une étude portant sur des tells archéologiques irakiens et afghans employés comme bases militaires au cours des conflits récents. Pour finir, Lucie Robert nous expose ses pistes de recherche concernant la conservation préventive post-conflit, en prenant pour cas d'étude les collections de la Délégation Archéologique Française en Afghanistan.

Ce deuxième volume de la série *Actes* de la revue *Routes de l'Orient* cherche donc à dépasser les traditionnels champs d'études de la recherche archéologique. Malgré les tragédies humaines, les destructions archéologiques et patrimoniales et les coups d'arrêt aux activités de terrain, les articles présentés ici témoignent d'une volonté de renouvellement et d'une vitalité de notre discipline.

Bonne lecture…

Julie Bessenay-Prolonge,
Mathilde Mura et
Jean-Jacques Herr

Editorial

Routes de l'Orient student society met in spring 2015 shortly after the media coverage of the destruction of Nimrud by the Islamic State group. On this occasion we began to discuss our commitment and feelings as students working in regions increasingly impacted by armed conflict. We belong to a generation of young archaeologists who have faced, from the very beginning of their studies, a gradual closure of archaeological sites in the Middle East and Central Asia as well as the destruction of major iconic sites. As students and young researchers, we wanted to join the movement of reflection initiated by our scientific community on the epistemological renewal of archaeology confronted with contemporary armed conflicts.

We organized an international conference on *Archaeology of Conflict / Archaeology in Conflict : Documenting Destruction of Cultural Heritage in the Middle East and Central Asia* which was held on 2 and 3 November at the Institut National d'Histoire de l'Art in Paris. These two days brought together nearly 200 participants around thirty speakers of different nationalities.

Archaeology of conflict aims to renew the understanding of the turbulent and conflict-ridden history of the Middle East and Central Asia regions. «Conflict» is frequently discussed in archaeology as it is at the origin of upheavals and ruptures in the history of human societies. These upheavals, which segment periods of continuity, are indeed privileged objects of archaeological reflection. We have chosen to embrace a much broader meaning of «conflict» than just «armed conflict» by also considering the political, economic and identity dimensions, on several time scales. These proceedings present a series of articles that highlight the contributions of archaeology to contemporary history by documenting the destruction and traces of armed conflict at both site and landscape levels. The objective is thus to go beyond the archaeology of the battlefields and the simple history of events in the regions under consideration.

In addition, the desire for a reflective discourse on our own practice of archaeological discipline «in[context of] conflict» was an important part of our approach. In this volume, we discuss the experiences of war archaeologists and question the future of archaeology in the Middle East and Central

Asia. In addition to human disasters, contemporary armed conflicts are causing destruction, spoliation and looting, reviving today more than ever the debate on the role of archaeologists in the preservation of the heritage of these countries. Beyond the memory and ethical issues, this volume presents the empirical methods and solutions, implemented by archaeologists to continue their work of documentation and preservation of the archaeological remains.

These proceedings include fifteen articles intended to reflect the presentations and debates that animated this meeting. The volume is structured around four thematic sections that refer to the different sessions organized during the symposium.

Section 1, entitled *Cultural Heritage during Armed Conflicts : Laws, Institution, Issues* contains four articles. First of all, Vanessa Rose's paper provides a summary of the evolution of international legislation protecting archaeological heritage from the post-WWII period to the present day. Through the cases of Syria, Yemen and the Palestinian Territories, the following contributions offer us a dramatic overview of archaeology in times of conflict. Shaker Al-Shbib's contribution thus presents the brave initiatives undertaken by Syrian archaeologists to protect their country's heritage in times of war. Jérémie Schiettecatte explains the damage suffered by Yemeni museums and archaeological and heritage sites. Finally, Gaëlle Thévenin explains the difficult work of archaeologists in the Gaza Strip.

Through section 2 entitled *The Archaeology of Destruction : Historical Approaches* we broaden the focus to exchange experiences of researchers whose objects of study are contemporary conflicts and their consequences. Zoé Vannier explains to us the measures taken by the Louvre Museum staff during the Second World War to manage and evacuate the collections. Benoit Labbey and Jan Veron present the excavations carried out on the archaeological remains of a Norman battlefield from 1944. Salvatore Garfi gives us an overview of the research on the Spanish Civil War undertaken as part of the International Brigades Archaeology Project. Johnny Samuele Baldi's article then takes us back to the Middle East with his «archaeographic» study of the remains of the Lebanese civil war in Beirut. Finally, Mohamed Metallaoui proposes a step aside with the case of the political-military destruction of the lower Kasbah of Algiers during the French colonization.

Section 3, *Destructions in the Middle East and Central Asia : Case studies*, contains three articles each focusing on an archaeological or heritage site affected by recent conflicts. Thus, the contribution of Pascal Butterlin and Mathilde Mura presents both an assessment of the damage suffered by the Syrian site of Mari, as well as an overview of the work to promote the documentation associated with the site. The article, co-authored by Jean-Jacques Herr, Ilaria Calini and Maria Grazia Masetti-Rouault, focuses on the Iraqi tell of Qasr Shemamok, bombed during the Iraq War. Finally, Karel Nováček looks at the systematic destruction of the architectural heritage of Mosul by the Islamic State (Daesh) between 2014 and 2017.

The fourth and last section P*ost-Conflict Archaeology? Methodological and Technological Perspectives for the Future*, offers us the opportunity to question the objectives, means and methods of archaeology in a post-conflict context in the Middle East and Central Asia. The article by Allison Cuneo and Michael Danti presents the work carried out by the American Schools of Oriental Research on Syrian and Iraqi sites as part of the Cultural Heritage Initiatives programme. Mathilde Mura offers us the first results of her PhD thesis through a study of Iraqi and Afghan archaeological sites used as military bases during recent conflicts. Finally, Lucie Robert presents her research on preventive post-conflict conservation, taking as a case study the collections of the Délégation Archéologique Française en Afghanistan.

This second volume of the series *Proceedings* of the journal *Routes de l'Orient* therefore seeks to go beyond the traditional fields of archaeological research. Despite human tragedies, archaeological and heritage destruction and disruptions in field activities, the articles presented here reflect a desire for renewal and vitality in our discipline.

Wishing you a good read...

Julie Bessenay-Prolonge,
Mathilde Mura and
Jean-Jacques Herr

Sommaire

Section 1
Le patrimoine des pays en guerre : législations, institutions et enjeux
Cultural Heritage during Armed Conflicts : Laws, Institutions, Issues

Vanessa Rose
La protection internationale du patrimoine archéologique de 1954 à aujourd'hui
Avancées et limites 15

Shaker Al Shbib
La préservation du patrimoine syrien pendant le conflit
Les défis et les mesures d'urgence 41

Jérémie Schiettecatte
Yémen. Un patrimoine vandalisé dans un pays en proie au chaos
. 63

Gaëlle Thévenin
Archaeologists in Gaza
Study an endangered heritage 89

Section 2
Archéologie de la destruction : approches historiographiques
The Archaeology of Destruction : Historiographical Approaches

Zoé Vannier
L'évacuation et la gestion du département des Antiquités orientales du musée du Louvre pendant la Seconde Guerre mondiale
. 109

Benoît Labbey & Jan Veron
Archéologie de la bataille de Normandie (6 juin-29 août 1944)
L'exemple du site d'Hérouvillette, RD 513 125

Salvatore Garfi
Archaeology and Memory, and the International Brigades, in a Battlescape of the Spanish Civil War
. 145

Johnny Samuele Baldi
Picturing concrete matters
an archaeography of Lebanese destroyed family homes 165

Mohamed Abdelaziz Metallaoui
L'utilisation de la destruction comme instrument politico-militaire
Cas de la démolition de la basse *Casbah* d'Alger 183

Section 3
La destruction au Proche-Orient et en Asie Centrale : études de cas
Destructions in the Middle East and Central Asia : Case Studies

Pascal Butterlin & Mathilde Mura
Mari et la crise syrienne
. 199

Ilaria Calini, Jean-Jacques Herr, Maria Grazia Masetti-Rouault
Craters at Qasr Shemamok (Kurdistan, Iraq)
opportunities and problems for excavations 225

Karel Nováček
Mosul : systematic annihilation of a city's architectural heritage, its analysis and post-crisis management
. 249

Section 4
Quelle archéologie en post-conflit ? Méthodologies, technologies pour l'avenir
Post-Conflict Archaeology ? Methodological and Technological Perspectives for the Future

Allison E. Cuneo, Michael D. Danti
Tracking Heritage Loss in the Mids of Armed Conflict
The Asor Cultural Heritage Initiatives 265

Mathilde Mura
Documenting Military Occupation on Archaeological Sites
From the Impacts on Ancient Remains to Modern Conflict Archaeology 285

Lucie Robert
Pour une conservation préventive de post-conflit
Réflexions sur le devenir d'un patrimoine en crise, à partir des collections archéologiques de la Délégation Archéologique Française en Afghanistan (DAFA) 301

Contributeurs / Contributors
. 317

Quelques mots sur / About *Routes de l'Orient*
. 319

SECTION 1:

LE PATRIMOINE DES PAYS EN GUERRE: LÉGISLATIONS, INSTITUTIONS, ENJEUX
/ CULTURAL HERITAGE DURING ARMED CONFLICTS: LAWS, INSTITUTIONS, ISSUES

La protection internationale du patrimoine archéologique de 1954 à aujourd'hui

AVANCÉES ET LIMITES

Vanessa Rose[1]

Résumé : En revenant sur la protection internationale du patrimoine depuis le début du XX^e^ siècle, cette synthèse propose de faire un point sur les textes juridiques internationaux existants pour la protection du patrimoine archéologique et la protection des biens culturels dans les conflits armés. l'étude du patrimoine archéologique du Moyen-Orient et des mondes musulmans, permettra de mettre en valeur les spécificités de ce patrimoine particulièrement menacé aujourd'hui, que ce soit par les conflits, les destructions terroristes ou bien par le trafic des biens culturels. Cette synthèse présente également les avancées dans le domaine de la protection juridique internationale du patrimoine visant à faire face aux menaces et à répondre à ces situations par des instruments normatifs et législatifs, mais aussi des outils de softlaw, des bonnes pratiques et des actions de terrain innovantes. L'actualité juridique dans ce domaine a en effet été extrêmement importante ces dernières années, notamment en ce qui concerne les avancées en matière de protection juridique et de pénalisation des atteintes au patrimoine. Enfin, quelques actions importantes ainsi que les limites du droit international et de son action face aux situations actuelles sont également présentées et discutées.

Mots clefs : droit international, instruments juridiques, protection des biens culturels, conflits armés, mondes musulmans

Abstract : The international protection of the archaeological heritage from 1954 to today : progress and limitations

By returning to the international protection of cultural heritage since the early 20^th^ century, this synthesis provides an overview of existing international legal texts for the protection of archaeological heritage and the protection of cultural property in armed conflicts. The study of archaeological heritage in the Middle East and the Islamic world will help emphasize the specificities of this heritage that is particularly endangered today, either by conflicts, terrorist destructions or trafficking in cultural property. Progress in international legal protection of cultural heritage are presented in order to address these threats and these situations with normative and legislative instruments but also with softlaw tools, good practice and innovative on-field action. Legal developments in this area were of paramount importance in recent years, including progress in legal protection and criminalization of damage to cultural heritage. Lastly, some important actions along with the bounds of international law and of its action to address current situations are also presented and discussed.

Key words : international law, legal tools, protection of cultural property, armed conflicts, Islamic world

1. Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, UMR Orient et Méditerranée.

ملخص / پووخته / خلاصه

الحماية الدولية للتراث الأثري من عام ١٩٥٤ إلى الوقت الحاضر: التقدم والصعوبات

بالعودة إلى الحماية الدولية للتراث منذ بداية القرن العشرين، تقترح هذه الخلاصة تقييماً للنصوص القانونية الدولية الحالية لحماية التراث الأثري وحماية الممتلكات الثقافية في النزاعات المسلحة. تسلط دراسة التراث الأثري في الشرق الأوسط والعالم الإسلامي الضوء على خصائص هذا التراث المهدد بشكل خاص اليوم، سواء بسبب الصراع أو التدمير الإرهابي أو الاتجار بالممتلكات الثقافية. إن التقدم في مجال الحماية القانونية الدولية للتراث يسمح بمواجهة التهديدات والاستجابة لهذه الحالات من خلال الصكوك المعيارية والتشريعية وكذلك أدوات اللوائح التنظيمية وأفضل الممارسات والإجراءات الميدانية المبتكرة. كانت التحديثات القانونية في هذا المجال بالغة الأهمية في السنوات الأخيرة، وخاصة التقدم الذي تم إحرازه من حيث الحماية القانونية وعقوبات الأضرار التي تلحق بالتراث. أخيراً، يتم أيضاً عرض ومناقشة بعض الإجراءات المهمة وحدود القانون الدولي وإجراءاته في مواجهة الحالات الراهنة.

الكلمات المفتاحية: القانون الدولي، الصكوك القانونية، حماية الممتلكات الثقافية، النزاعات المسلحة، العالم الإسلامي.

پاراستنی نێودەوڵەتی توراسی شوێنەواری لە 1954 تا ئەمڕۆکە: پێشکەوتوو و دیاری کراو

گەرانەوە بۆ پاراستنی نێودەوڵەتی لە توراس لە سەرەتایەکانی سەدەی بیستەمدا، ئەم پێکهاتەیە هەڵسەنگاندنی دەقەکانی یاسایی دەوڵەتی ئێستا بۆ پاراستنی توراس دەکات و وە پارستنی کلتور لە ناکۆکیە جەکداریەکان دەکات. لێکۆڵینەوەی توراسی شوێنەواری لە رۆژهەلاتی ناوەراست و جیهانی ئیسلامی تیشك دەخاتە سەر تایبەتمەندیەکانی ئەو توراسانەی تووشی مەترسی بوونەتەوە بە شێوەیەکی تایبەت لەمڕۆکەدا، چ لە بەر ناکۆکی یا دەستدرێژی تیرۆرستی و بازرگانی بە مولکی کلتوری بکرێت. پێشکەوتنی گۆرانکاریەکان لە بورای پاراستنی یاسایی دەوڵەتی بۆ توراس لە پێناو رووبەرووبونەوەی مەترسی و وەلامدانەوەی ئەو بارانە بووە کە لە رێگای یاسایی و تەشریعی و رێکخراوەیەکان و ئەنجامدانی کاری نوێ مەیدانی داهێنراو بووە، وە تایبەتی پێشکەوتنی وورد لە رووی پاراستنی یاسابی و سزادانی مافەکانی خاوەندارێتی. وە لە کۆتایدا، گفتوگۆ و نیشاندانی هەندێ رێکاری پێویست دەگرێتە دەستەوە وە یاسای نێودەوڵەتی و رێکارەکانی بۆ بارە نەخوازراوەکاندا دەگرێتە دەست.

ووشەی تێپەر: یاسای نێودەوڵەتی، رێکارە یاساییەکان،پاراستنی مومتەلەکاتی کلتوری، ناکۆکی جەکداری، جیهانی ئیسلامی.

حافظت بین المللی از میراث فرهنگی، از 1954 میلادی تا امروز: پیشرفت‌ها و محدودیت‌ها

در ادامه بحث روی موضوع حفاظت بین المللی از میراث فرهنگی، که از اوایل قرن ۲۰ میلادی بدینسو وجود دارد؛ در این چکیده روی متون موجود حقوق بین الملل برای حفاظت از میراث و مالکیت‌های فرهنگی در جریان جنگ‌های نظامی نیز گفتگو می نمایم مطالعه میراث فرهنگی خاورمیانه و دوره‌های اسلامی، که امروز در معرض تهدیدات گوناگونی چون جنگ‌ها، تخریب توسط تروریزم وقاچاق قرار دارند، برای ما اجازه میدهد، تا خصوصیات این میراث فرهنگی را برجسته نمایم. پیشرفت هایی در حوزه حفاظت حقوق بین المللی میراث فرهنگی بخاطر تقابل بر تهدیدات و پاسخ به آنها ارائه گردیده اند، تا با استدلال معیاری، قانونی، ابزار حقوق نرم، کارکرد های بهتر و ابتکاری، جوابگوی اینچنین حالاتی (مملو از تهدیدات) باشند.

در سالهای اخیر، رویداد های حقوق در این بخش دارای اهمیت بسزایی بودند، مخصوصاً پیشرفت‌هایی در رابطه به حقوق حفاظتی و تعیین مجازات برای تخریب کنندگان میراث فرهنگی. در آخر، چند اقدام مهم و محدودیت‌های حقوق بین الملل و واکنش آن در مقابل حالات امروزی ارائه و مورد بحث و گفتگو گرفته شده است.

واژه‌های کلیدی: حقوق بین الملل، اسباب حقوقی، حفاظت از مالکیت‌های فرهنگی، جنگ‌های نظامی، جهان اسلام.

Le patrimoine et les biens culturels sont par définition des objets de convoitise et des marqueurs culturels et historiques, depuis l'Antiquité, particulièrement ciblés lors des conflits et des crises. Par ailleurs, les menaces se sont décuplées et diversifiées depuis le début du 20e siècle avec les développements technologiques. Pour répondre aux enjeux de conflictualité, le droit international, et particulièrement la branche du droit humanitaire se sont considérablement développés. Au lendemain de la deuxième guerre mondiale, le 16 novembre 1945 est créée l'UNESCO, l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, une institution spécialisée des Nations Unies. La convention de La Haye de 1954 pour la protection des biens culturels dans les conflits armés, première convention culturelle établie par l'UNESCO, marque un tournant dans la protection juridique internationale du patrimoine et sa prise en compte par les États parties dans le cadre de conflits armés. Depuis une quinzaine d'années, la situation ne cesse de se dégrader toutes régions confondues alors que l'activité normative internationale dans ce domaine continue de croître. Le patrimoine est une cible privilégiée, le symbole à détruire lors d'une crise. Ces menaces évoluent avec le développement technologique des armes, leur prolifération horizontale et verticale, la multiplication des crises et surtout l'apparition des conflits asymétriques. La typologie des conflits et des crises s'étend, de même que les motivations des belligérants. Le terrorisme s'est développé avec des attaques dirigées contre le patrimoine culturel et les crises internes se sont multipliées depuis la fin de la seconde guerre mondiale. Une violence iconoclaste « fondée sur des motifs politiques ou religieux, la promotion d'un nouvel ordre social ou politique peut entraîner un acharnement sur les témoins des cultures passées, qui ne sont plus considérés comme des œuvres d'art, et qui incarnent des symboles d'une époque ou d'une civilisation qui doivent être anéantis au nom d'idéologies sectaires »[2]. Une nouvelle donne est apparue au cours des dernières années : la médiatisation des destructions. Cette médiatisation démarre avec les guerres dans les Balkans dans les années 1990, notamment la destruction de Dubrovnik en Croatie en 1991 et du Stari Most de Mostar en Bosnie-Herzégovine en 1993. A partir de 2001, avec la destruction des Bouddhas géants de Bamiyan en Afghanistan par les talibans, ces actions correspondent, de façon nouvelle dans un contexte de paix, à des destructions intentionnelles et sont souvent menées en direct sur les chaînes d'information continue. Médiatisation et mondialisation des crises décuplent les attaques et favorisent le trafic des biens culturels.

Différentes questions se posent alors quant à la législation existante et concernant le patrimoine en période de conflit, sur les nouvelles menaces qui pèsent sur ces biens et les réponses juridiques à y apporter, et surtout sur l'efficacité du panel des textes normatifs face aux dangers auxquels le patrimoine est aujourd'hui confronté.

Nous reviendrons dans cette synthèse sur les textes juridiques internationaux qui protègent les biens culturels dans les conflits armés et plus spécifiquement en ce qui concerne le patrimoine archéologique au Moyen-Orient. Enfin, nous ferons un point sur quelques sujets de l'actualité juridique, à savoir les avancées légales, des actions mises en œuvre et les limites du droit international.

2. Négri 2014, p. XII.

1. LA PROTECTION JURIDIQUE DU PATRIMOINE DANS LES CONFLITS ARMÉS

1.1. Les débuts de la protection juridique internationale des biens culturels dans les conflits armés

Lors de la création de l'UNESCO en 1945, dans son Acte constitutif, « l'Organisation se propose de contribuer au maintien de la paix et de la sécurité en resserrant, par l'éducation, la science et la culture, la collaboration entre nations, afin d'assurer le respect universel de la justice, de la loi, des droits de l'homme et des libertés fondamentales pour tous, sans distinction de race, de sexe, de langue ou de religion, que la Charte des Nations Unies reconnaît à tous les peuples » (art. 1-1), notamment en « veillant à la conservation et protection du patrimoine universel de livres, d'œuvres d'art et d'autres monuments d'intérêt historique ou scientifique, et en recommandant aux peuples intéressés des conventions internationales à cet effet » (art. 1-2-b).

La notion de patrimoine culturel est ancienne et a acquis sa définition juridique avec l'UNESCO[3], qui en a fait le cœur de son activité normative culturelle dès sa création, lui conférant une portée collective et universelle. A la notion de patrimoine culturel qui se développe à partir de 1945, est liée la notion de biens culturels, dont la définition est établie dès 1954, dans une volonté de protection, en temps de guerre puis en temps de paix. La prise en compte juridique du patrimoine culturel lors des conflits armés avait commencé avec les Conventions de La Haye de 1899 et de 1907. La Convention IV concernant les lois et coutumes de la guerre sur terre de 1907, dans son Règlement situé en Annexe à la Convention, prévoit deux articles consacrés à la protection des biens culturels : « Dans les sièges et bombardements, toutes les mesures nécessaires doivent être prises pour épargner, autant que possible, les édifices consacrés aux cultes, aux arts, aux sciences et à la bienfaisance, les monuments historiques, les hôpitaux et les lieux de rassemblement de malades et de blessés, à condition qu'ils ne soient pas employés en même temps à un but militaire. » (art. 27) et « Toute saisie, destruction ou dégradation intentionnelle de semblables établissements, de monuments historiques, d'œuvres d'art et de science, est interdite et doit être poursuivie » (art. 56, alinéa 2). La protection des biens culturels y est limitée par la nécessité militaire. En 1921, un congrès international à Paris concluait sur la nécessité d'une prise en considération du patrimoine à l'échelle internationale et dès 1922, l'Office International des Musées (OIM) est créé au sein de la SDN qui œuvre à la coopération intellectuelle depuis 1920[4]. Des projets de textes juridiques, des conférences et des travaux sont menés mais aucune convention ne verra le jour. Pourtant le souhait de renforcer les Conventions de La Haye de 1899 et 1907 concernant la protection du patrimoine en temps de guerre est présent dès 1936 et malgré les initiatives et un « avant-projet de convention internationale pour la protection des monuments et œuvres d'art au cours des conflits armés » en 1938, aucun texte n'est signé[5]. En 1935, le Pacte de Roerich, signé à Washington, demande la protection et la prise en compte de la neutralité des lieux historiques et artistiques.

1.2. Les Conventions de La Haye pour la protection des biens culturels dans les conflits armés

La Convention de La Haye de 1954 est d'une portée plus grande que les textes précédemment établis. C'est la première convention qui ne concerne que le patrimoine en contexte de conflit armé. Elle touche à la fois les biens culturels meubles et immeubles. C'est aussi la première convention établie par l'UNESCO, à l'issue de deux

3. Ve Conférence Générale de l'UNESCO à Florence en juin 1950, adoption d'une résolution sur la préservation du patrimoine culturel de l'humanité dans Négri 2017, « patrimoine culturel (droit international) ».

4. Tanchoux 2013, p. 148-149.

5. Tanchoux 2013, p. 152.

conflits mondiaux ayant fait des ravages dans le domaine patrimonial. Son but était d'éviter, pour le futur, de nouvelles destructions[6]. La protection du patrimoine a donc démarré avec la question de la guerre, pour parer à l'urgence.

Cette convention marque un tournant dans la manière de considérer le patrimoine dans les conflits. Son article premier propose une première définition du « bien culturel », quoique cette notion diffère selon les législations ; elle est ensuite reprise dans ses deux protocoles additionnels. Cette définition tente de synthétiser les différents biens meubles et immeubles qui peuvent être considérés comme des biens culturels et qui peuvent être touchés en temps de guerre, allant des collections d'objets aux sites archéologiques en passant par les bibliothèques et les monuments, en soulignant la notion de bien de l'Humanité : « les biens, meubles ou immeubles, qui présentent une grande importance pour le patrimoine culturel des peuples » (art. 1). La Convention inclut un certain nombre de mesures à prendre en temps de paix : mesures de sauvegarde et de conservation préventive (art. 3), protection spéciale de certains biens (chap. II et art. 11 à 14 du Règlement d'exécution), apposition d'un signe distinctif (art. 6, 16, 17), formation des forces armées (art. 7), prévention et diffusion de la Convention (art. 25), adaptation des sanctions pénales des États (art. 28). Elle inclut aussi des mesures à respecter en période de conflit armé : respect des biens culturels sur les territoires des parties au conflit et contrer les attaques faites aux biens (art. 4), prise de sanctions pénales en cas d'infraction (art. 28), protection des biens culturels et prise de mesures à cette fin en cas de nécessité (art. 5).

Cependant, quatre faiblesses peuvent être trouvées à ce texte : tout d'abord, le projet initial incluant les clauses de restitution n'a pas été retenu. Un premier protocole sur cette question a été proposé à la ratification dès 1954. Ensuite, il fait peser sur l'État occupant un territoire le devoir de restitution, mais seuls les États l'ayant ratifié y sont soumis. Troisièmement, la nature des « mesures préparatoires contre les effets prévisibles d'un conflit armé[7] » n'est pas précisée (art.3). Enfin, les sanctions pénales sont laissées à l'appréciation des États (art. 28).

Un premier protocole concernant la restitution est proposé à ratification en 1954, la même année, afin de compléter le champ de la convention. Le devoir de restitution pèse alors sur l'État, responsable de l'occupation d'un territoire et donc des biens culturels qui s'y trouvent. Les biens culturels ne peuvent donc en aucun cas être assimilés aux dommages de guerre (I, § 3). Les États parties au Protocole recevant d'un territoire occupé de tels biens par importation, directe ou indirecte, s'engagent à les mettre sous séquestre (I, § 1). Par ailleurs, le détenteur de « bonne foi » d'un bien culturel volé en temps de guerre sera indemnisé (I, § 4). Il faut rappeler que le principe de non-rétroactivité des textes juridiques internationaux fait qu'ils ne peuvent pas s'appliquer à tous les pillages et aux spoliations des deux guerres mondiales. G. Carducci souligne d'ailleurs l'absence d'un consensus sur cette règle et l'absence d'une règle coutumière quant à la restitution[8]. La Convention n'établit donc aucune contrainte et aucune obligation à la restitution sauf pour les pays ayant ratifié le protocole spécial[9]. La Convention ne couvre ainsi que la protection de biens culturels pendant la période du conflit. En 2018, 133 États sont parties à cette Convention[10].

Un second protocole a été adjoint en 1999. Rédigé dans le contexte de la guerre en ex-Yougoslavie, entre 1990 et 1995, il cherche à prendre en compte l'évolution des conflits et les nouvelles menaces pesant sur le patrimoine, en raison de la multiplication des conflits internes et ethniques échappant au droit international de la guerre classique au sens interétatique du terme. Il renforce les dispositions de la Convention, en exigeant l'adoption de me-

6. Carducci 2000, p. 332.

7. Hladik 2003, p. 45.

8. Carducci 2000, p. 336.

9. 110 États parties en 2018.

10. UNESCO 2011.

sures préventives pour la protection du patrimoine et en créant une « protection renforcée » concernant les biens culturels revêtant la plus haute importance pour l'humanité, protégés par des dispositions légales et administratives adéquates au niveau national et non utilisées à des fins militaires (art. 10). Pour la première fois, ce texte engage la responsabilité pénale individuelle en cas de « violations graves » du droit et définit les infractions (art. 15). Il interdit par ailleurs le déplacement et le transfert de propriété illicite de biens culturels (art. 9) et insiste sur la nécessité d'éloigner les objectifs militaires des biens culturels (art. 8). Ce texte est contraignant et doit permettre une meilleure protection du patrimoine avec un champ de compétences élargi en cas de conflit[11].

La mise en œuvre de ce Protocole et donc *de facto* de la Convention de 1954 est assurée par un Comité pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé composé de douze États parties. Le texte est entré en vigueur en 2004 et la première réunion du Comité s'est tenue au Siège de l'UNESCO le 26 octobre 2005. Seules les Hautes Parties contractantes à la Convention de La Haye peuvent devenir parties au Deuxième Protocole. L'application de ce texte récent reste restreinte, d'autant que 82 États seulement l'ont ratifié ou y ont adhéré[12]. Mais un intérêt croissant est à souligner avec l'adhésion de 13 États entre 2017 et 2018. La France et la Grande-Bretagne n'y adhèrent que depuis 2017 et le Mali depuis 2012, au moment de la destruction du patrimoine culturel de Tombouctou sur lequel nous reviendrons. A ce jour, l'Iraq et la République arabe syrienne ne sont pas parties au Deuxième Protocole.

1.3. Les textes juridiques internationaux concernant la protection des biens culturels dans les conflits armés depuis 1954

La Convention de 1954 concernant la protection des biens culturels en cas de conflit armé a donc largement permis la prise en compte et la reconnaissance de la question du respect et de la préservation des biens culturels dans les territoires en conflit. A la suite, plusieurs mentions de ces questions ont vu le jour dans des textes juridiques internationaux fondamentaux comme les deux protocoles additionnels de 1977 aux conventions de Genève de 1949. Ces deux protocoles incluent dorénavant dans la Convention de Genève la protection des biens culturels et des lieux de culte, la question des sanctions contre les infractions commises contre eux, la considération des infractions commises contre eux comme « crimes de guerre »[13] et la référence à la Convention de La Haye de 1954. La question des biens culturels est donc entrée dans le droit international humanitaire par les deux protocoles additionnels de 1977 aux conventions de Genève de 1949. En 1993, la condamnation des destructions du patrimoine culturel prend toute sa place dans le Statut du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (art. 3-d). D'ailleurs, « les travaux de la Commission [Commission d'experts de l'ONU] ont permis d'ajouter la destruction intentionnelle du patrimoine religieux musulman et croate à l'accusation de génocide et de crimes contre l'humanité, portée contre les leaders politiques et militaires des Serbes bosniaques en 1995 (United Nations. International War Crimes Tribunal in the Hague, 1995) »[14]. Enfin, le conflit en ex-Yougoslavie permettra également aux Nations Unies d'inclure cette problématique et la prise en compte des biens culturels dans sa pratique sur le terrain,

11. « A la demande des États-Unis, une exception a été introduite, suivant laquelle les ressortissants des États qui ne sont pas parties au Deuxième Protocole n'encourent pas de responsabilité pénale individuelle en vertu du Protocole et sont ainsi exclus du régime de la compétence universelle obligatoire. Le Deuxième Protocole ne peut donc pas constituer la base juridique pour l'exercice de la compétence. » in Mainetti 2014, p. 163.

12. Selon l'instrument juridique déposé par l'Etat.

13. Protocole additionnel aux Conventions de Genève du 12 août 1949 relatif à la protection des victimes des conflits armés internationaux (Protocole I) : art. 53, art. 85 ; Protocole additionnel aux Conventions de Genève du 12 août 1949 relatif à la protection des victimes des conflits armés non-internationaux (Protocole II) : art. 16.

14. Blažina 1996, p. 16.

comme en témoigne la Circulaire du Secrétaire général des Nations Unies du 6 août 1999 sur le Respect du droit international humanitaire par les forces des Nations Unies (art. 6-6) qui interdit à ses forces les attaques, représailles, pillages, etc. contre les biens et sites patrimoniaux et culturels[15].

En 1998, le Statut de Rome de la Cour Pénale Internationale[16] condamne les destructions intentionnelles du patrimoine dans le cadre de conflits armés interétatiques[17] et internes[18], et permet leur poursuite par cette juridiction permanente[19]. Enfin, et dans l'urgence, la 32e session de la Conférence Générale de l'UNESCO a adopté, le 17 octobre 2003, une Déclaration concernant la destruction intentionnelle du patrimoine culturel. Ce texte affirme le principe de la responsabilité des États qui détruisent intentionnellement le patrimoine culturel ou qui n'ont pas interdit ou fait cesser la destruction intentionnelle. Cependant, la nature de la responsabilité et son étendue n'y sont pas explicitées[20]. Là encore, il s'agit d'un texte non contraignant mais dont on ne peut nier la force et, selon Manlio Frigo, l'engagement dans une voie de détermination d'une nouvelle forme de responsabilité *erga omnes*[21] qui serait une responsabilité de la Communauté internationale, un « droit d'interférence culturelle » pour protéger le patrimoine en cas de violation grave d'intérêt collectif.

Les instruments de l'UNESCO novateurs et complémentaires sont essentiels et d'actualité dans le contexte géopolitique et économique que nous connaissons aujourd'hui où les conflits armés internes sont nombreux, les belligérants difficilement identifiables, les guerres non déclarées, notamment avec le terrorisme, où le patrimoine est une cible privilégiée lors des conflits afin de détruire l'identité, la culture de l'autre, ainsi que pour des raisons lucratives, à l'heure où le trafic illégal de biens culturels n'a jamais été aussi fort, en particulier grâce à Internet, et devient un véritable enjeu économique.

2. SPÉCIFICITÉS DU PATRIMOINE ARCHÉOLOGIQUE : INSTRUMENTS JURIDIQUES ET MENACES

2.1. La protection internationale du patrimoine archéologique dans les conflits

Concernant plus particulièrement le patrimoine archéologique, l'UNESCO s'en est inquiétée dès 1956, en adoptant une Recommandation définissant les principes internationaux à appliquer en matière de fouilles archéologiques. Un texte qui trouve son origine dans le résultat d'une conférence tenue au Caire en 1937 sur le statut des fouilles archéologiques dans le cadre de l'action de l'OIM sous les auspices de la SDN. La conférence donne lieu à « un acte officiel qui fixe la déontologie dans le domaine archéologique, tant sur la méthode des fouilles que sur le statut des découvertes.

À défaut d'une convention internationale, c'est toute une série de préconisations techniques, documentaires et administratives à destination des législateurs nationaux qui se font jour »[22] et notamment les principes de législation interne, la réglementation du commerce des antiquités, le régime des fouilles, la pénalisation des fouilles clandestines, l'organisation de la collaboration internationale en archéologie, la détermination de la propriété scien-

15. Blažina 1996, p. 16.

16. Il est entré en vigueur le 1er juillet 2002.

17. Art. 8-2-b-ix

18. Art. 8-2-e-iv

19. En 2017, le Statut de Rome de la Cour pénale internationale compte 123 États Parties.

20. Frigo 2014, p. 150.

21. Sujet développé par Frigo 2014, p. 147-150.

22. Tanchoux 2013, p. 151.

tifique du fouilleur[23].

La Recommandation de l'UNESCO de 1956 reprend largement ce premier texte. Si ces principes portent notamment sur les mesures juridiques que les États devraient adopter (art. 4 et 5), sur la gestion et la conservation des biens issus des fouilles (art. 10, 11, 21, 22, 23), la collaboration internationale (art. 15, 16, 17, 18), les publications, la propriété scientifique du fouilleur (art. 24), la prévention contre le trafic illicite d'antiquités (chap. IV), la Recommandation règle aussi la question délicate des fouilles en territoire occupé (chap. VI). Une dernière question qui apparaît dans cette Recommandation et qui n'existait pas dans l'acte officiel de la Conférence du Caire de 1937, élargissant ainsi le champ d'intervention et le contexte de ce texte de 1956. Un texte complet, non contraignant, qui semble d'une grande portée grâce à des principes largement acceptés.

Le Conseil de l'Europe a adopté en 1969 la première Convention européenne pour la protection du patrimoine archéologique, révisée en 1992 et connue comme la Convention de Malte, « privilégiant la préservation de l'in situ, la constitution de réserves archéologiques et l'élaboration d'inventaires. [. . .] Légitimant l'archéologie préventive, la Convention promeut une gestion patrimoniale durable laissant à la discrétion des États les moyens pour y parvenir.[24] ». Cette gestion durable passe notamment par le financement de la recherche et de la conservation archéologique (art. 7) et la collecte et la diffusion de l'information scientifique (art. 8). Bien sûr, la question de la prévention de la circulation illicite d'éléments de ce patrimoine (art. 10 et 11) fait partie des préoccupations de cette Convention qui régit le patrimoine archéologique pour les Etats membres du Conseil de l'Europe et complète sur le plan de l'archéologie celle de l'UNESCO de 1970 concernant les mesures à prendre pour interdire et empêcher l'importation, l'exportation et le transfert de propriété illicites des biens culturels, qui ne s'intéressait aux biens qu'après leur pillage.

Le patrimoine archéologique non excavé est délicat à traiter puisqu'il ne fait partie d'aucun inventaire et sa définition est peu claire. C'est d'ailleurs ce qui fait de ce matériel un objet de convoitise et de pillage difficile à contrôler, notamment en temps de crise. Les sites sont difficiles à surveiller, les biens ardus à localiser, et l'ampleur générale du patrimoine enfoui presque impossible à évaluer. La menace qui pèse sur le patrimoine non excavé est très importante : les fouilles clandestines constituent notamment une perte historique et économique et causent de grands dommages à la recherche en détruisant les contextes et la stratigraphie. Il n'existe aucun consensus international autour d'un texte contraignant sur la question du patrimoine archéologique et du matériel non excavé.

Cependant, il faut noter que les biens archéologiques sont avant tout protégés par la législation nationale du territoire sur lequel ils se trouvent, qui octroie souvent un droit de propriété à l'État[25]. Cependant, une fois sorti du territoire, le principe de territorialité (*lex rei sitae*) rend « inefficace l'inaliénabilité du bien culturel en cas d'acquisition par un acquéreur de bonne foi selon le droit du nouveau lieu de situation »[26]. La Convention Unidroit de 1995 « assimile le produit d'une fouille illicite à un objet volé et ne peut donc être acquis même de bonne foi »[27]. Cependant, la portée de cette convention est encore faible puisque seulement 30 États l'ont ratifiée. Enfin, d'une façon générale, il faut noter que les législations nationales sont les plus à même de protéger le patrimoine archéologique enfoui ; il faut donc tendre à leur amélioration dans le cadre du droit interne des États, amélioration encouragée par l'UNESCO et Unidroit qui ont rédigé des dispositions modèles en matière de propriété de l'État sur les

23. IICI & OIM 1939, p. 221-230.

24. Lenfant 2006.

25. Renold 2016, p. 127.

26. Renold 2016, p. 128.

27. Renold 2016, p. 131.

28. Dispositions législatives modèles UNESCO - Unidroit définissant la propriété de l'Etat sur les biens culturels non découverts, 2011.

biens culturels non découverts[28]. Quelques mécanismes issus du droit international privé, suisse et belge notamment, peuvent également permettre « la prise en considération des règles sur l'inaliénabilité et l'interdiction d'exportation du produit de fouille »[29]. Dans tous les cas, la constitution de l'infraction est difficile par la nature même du patrimoine archéologique qui le rend vulnérable : la difficulté d'attribution de la propriété et le manque de traçabilité du bien et donc la difficulté à déterminer son origine et la date de son excavation ainsi que son caractère illicite[30].

2.2. Les menaces sur les sites archéologiques

Les pillages de sites sont favorisés par l'état de crise ou d'insurrection d'un État plus que le résultat de sa législation si peu protectrice soit-elle. Par exemple, si de nombreux pays du monde arabe semblent touchés par le trafic illicite de biens culturels et le pillage des sites archéologiques, force est de constater que ceux-ci sont également touchés par des crises et révoltes internes d'importance.

Le problème contemporain des pillages en contexte de conflit en Iraq remonte en réalité à la Première Guerre du Golfe en 1991. On pense bien sûr au pillage du Koweït par l'Iraq et à la saisie de la collection Al-Sabah, restituée la même année sous l'égide du Groupe des Nations Unies pour la restitution des biens (UNROP), puis restaurée grâce aux experts du PNUD et de l'UNESCO[31]. Mais l'opération « Tempête du Désert » n'a pas épargné les sites archéologiques et les musées iraquiens largement pillés ; « les Irakiens ont présenté une liste de quelque 4000 objets disparus.[32] ». Malgré l'interdiction de commerce des objets par le Conseil de Sécurité[33], les marchés occidentaux ont été alimentés et un très grand nombre de biens, saisis à la frontière jordanienne[34]. « Les sanctions qui ont suivi la guerre ont empêché qu'une évaluation sérieuse des pertes puisse se faire et ont retardé ou bloqué l'aide internationale. Avec le soutien de l'UNESCO, le musée [de Bagdad] a été restauré dès 1998 et ouvert au public en avril 2000[35] ». Il a cependant fermé en 2003[36], au moment où débute la guerre entre les États-Unis et l'Iraq, qui a mené à un nouveau pillage en avril lorsque les troupes américaines sont entrées dans la capitale.

L'action américaine très critiquée par la communauté internationale entraîne une destruction immense du patrimoine iraquien. En ce sens, le cas iraquien semble mettre en question le respect de la Convention de 1954 par les parties au conflit : « le restaurateur du musée demande à nouveau aux troupes américaines postées à proximité d'assurer la protection du musée : sans résultat[37] ». Le Musée national de Bagdad est pillé entre le 9 et le 13 avril 2003[38] sans aucune force pour arrêter les vols. Le pillage du seul Musée de Bagdad est estimé à 14000 pièces par l'UNESCO, en 2005 « moins de la moitié d'entre elles ont pu être récupérées, dont environ 4000 pièces à l'étranger.[39] » En 2008, 2050 pièces lui ont été restituées[40], ce qui montre une amélioration de la situation mais surtout un meilleur respect des restitutions de ces objets volés pendant le conflit. Des restitutions locales mais aussi internationales comme le note l'UNESCO : « Sept mille ont été récupérés : 2 000 aux États-Unis, 250 en Suisse, 100 par les

29. Renold 2016, p. 133.

30. Fortis 2015, p. 185-187.

31. Toman 2005, p. 20.

32. *Ibid.*, p. 22.

33. Résolution du Conseil de Sécurité 661 (1990), 6 août 1990.

34. Toman 2005, p. 22.

35. Toman 2005, p. 22.

36. Réouverture du musée national d'Iraq à Bagdad le 28 février 2015.

37. al-Radi 2003, p. 105.

38. al-Radi 2003, p. 104-105.

39. Baqué 2005, p. 19.

40. Imad 2008 – http://www.unesco.org/culture/laws/pdf/Return_Iraq.pdf.

carabinieri italiens, 2 000 ont été interceptés en Jordanie, et d'autres objets ont été récupérés à Beyrouth et en Suisse, d'où ils devaient rejoindre New York. [. . .] L'État de Delaware (États-Unis) a restitué 25 tablettes cunéiformes à l'Iraq, où elles avaient été dérobées. Elles ont été retrouvées en juillet 2010 par un marchand d'art, en Californie.[41] »

Un autre fléau récent est inquiétant et lié à ces conflits internationaux : l'installation de bases armées des forces multinationales sur les sites archéologiques qu'elles doivent protéger dans le respect des conventions internationales. Ce fut le cas en 2003 lors de l'installation de bases de l'armée américaine notamment à Samarra et Hatra et sur d'autres sites iraquiens. Des fouilles illicites et des vols ont été constatés durant cette période d'occupation. Les sites pillés, dégradés sont inaccessibles depuis plusieurs années. De 2014 à 2015, le site archéologique de Samarra, capitale éphémère et préservée de l'empire abbasside entre 836 et 892, fut à nouveau le terrain de combats entre l'armée iraquienne, les milices chiites et les djihadistes du groupe État Islamique.

La Syrie voit aussi l'ensemble de ses sites pillés, comme les mosaïques romaines d'Apamée à Hama, recherchées par Interpol[42]. Le trafic est lucratif et a débuté dès l'origine du conflit en 2011. Les fouilles clandestines sont toujours plus nombreuses et dévastatrices, notamment dans les cités antiques et millénaires de Mari, Ebla et Doura-Europos et les nombreuses églises byzantines au nord du pays. Les combats se déroulent sur un terrain historique et archéologique unique : comme le rappelle Samir Abdulac, secrétaire général d'ICOMOS France, « 178 missions archéologiques étaient menées simultanément en Syrie, avant le début du conflit ». En 2012, Karim Hendili, spécialiste des États arabes auprès de l'UNESCO, soulignait que la Syrie compte 10000 sites archéologiques et 40 musées selon Maamoun Abdulkarim, Directeur général des antiquités et des musées de Syrie[43]. Le pillage est le lot de toutes les guerres, lorsque plus aucune règle n'existe.

C'est aussi le cas en Égypte où « dans les zones reculées, de nombreuses tombes et magasins archéologiques ont été pillés par des ouvriers des chantiers, notamment au nord de l'Égypte. A Gizeh, à Saqqarah, Dachour, Abousir, Kafr El-Cheikh, à Beheira, dans le delta du Nil, dans le Sinaï, à Alexandrie, Ismaïlia, Sharqiya et Abydos [. . .][44] ». Parfois ce sont les bas-reliefs qui sont découpés à la scie dans les tombes[45]. Une situation ancienne en Égypte où les sites sont extrêmement nombreux. Il s'agit d'une activité extrêmement lucrative en dehors de tout conflit mais dans un contexte économique tendu.

Mais le monde arabe n'est pas la seule région à souffrir des pillages. Ainsi, en Chine, en 2010 un conservateur estimait à près de 10 000 les tombeaux pillés. Alors que « selon les estimations de l'ancien conservateur du Musée national de Chine, entre 1998 et 1999, sur une période de dix mois, ils n'avaient été que 800 à l'être »[46]. Les conflits ne sont pas la raison de ces pillages, qui sont plutôt à attribuer à une sensibilisation faible et récente des populations au patrimoine culturel, ainsi qu'au caractère lucratif du pillage.

Un état de crise qui ne signifie pas que le patrimoine soit menacé exclusivement en temps de conflit, ni uniquement par la faible sensibilisation des populations puisque, comme nous l'avons évoqué précédemment, c'est le gouvernement taliban qui a décidé de la destruction des deux Bouddhas fin février 2001[47]. Le problème des pillages en Afghanistan remonte à la guerre contre les Soviétiques (1979-1989) et plus particulièrement « lors des combats

41. UNESCO 2011.

42. Interpol, « Interpol appelle à la vigilance face au pillage de mosaïques anciennes en Syrie », le 21/05/12 : http ://www.interpol.int/fr/Internet/Centre-des-m% C3% A9dias/Nouvelles-et-communiqu% C3% A9s-de-presse/2012/N20120521 (consulté le 20/03/13).

43. Evin 2013.

44. Talon 2012.

45. Evin 2011.

46. Couvelaire 2012.

47. Centlivres 2009, p. 17, § 19.

qui ont accompagné, en 1988, le départ des Soviétiques de Kaboul, le Musée national afghan a été vidé de son contenu. Soixante-dix pour cent des collections ont disparu. Et ce qui est resté a finalement été détruit sur ordre des talibans[48] ». Après la guerre contre les Soviétiques, la situation pour le patrimoine culturel ne s'est pas améliorée : l'Afghanistan est déchiré par les conflits internes, connaît une situation permanente d'instabilité politique et économique même en temps de paix. Les Bouddhas de Bamyian ne sont que le symbole des destructions dans ce pays déchiré par les crises et pillages des principaux musées : Kaboul, Ghazni et Hérat. En effet, les talibans ont instauré un émirat islamique en 1996 avec le mollah Omar à leur tête. Après avoir ordonné la protection du patrimoine historique national dès 1999, voyant dans cet héritage un potentiel économique, et avoir même souhaité le classement des Bouddhas sur la Liste du patrimoine mondial de l'UNESCO, le mollah en ordonna la destruction deux ans plus tard[49]. Un revirement dû sans doute à un radicalisme plus profond, marqué par la montée en puissance d'Oussama ben Laden dans le pays et sa doctrine iconoclaste, ainsi qu'aux sanctions internationales votées par le Conseil de sécurité contre l'émirat afghan dès la fin 2000.

Une décision de destruction et un droit à détruire obtenu par la justice, puisqu'une première *fatwah* obtenue par un mollah pour la destruction de statues est confirmée par un jugement de la Cour suprême afghane à la demande du mollah Omar. l'ordre de destruction des bouddhas de Bamiyan et de toutes les statues et sanctuaires non islamiques du pays[50] est signé du chef taliban le 26 février 2001 et les statues, attaquées puis achevées à la dynamite. « Le 14 mars 2001, les talibans annoncent la destruction complète des bouddhas de Bamiyan et des statues du musée national afghan, ainsi que de celles des autres musées d'Afghanistan »[51]. l'iconoclasme et l'atteinte portée aux biens de l'humanité et donc à la communauté internationale, sont des notions importantes au cours des dernières décennies. Les destructions au nom de principes religieux ou en représailles à des actions internationales sont devenues plus nombreuses. La même année, éclate une guerre de dimension internationale, engageant les États-Unis, les forces de coalition et les forces de l'OTAN, à la suite des attaques terroristes d'Al-Qaïda sur le sol américain le 11 septembre 2001. L'Afghanistan et le régime taliban sont accusés d'héberger et de financer les groupes terroristes dont le chef d'Al-Qaïda Oussama Ben Laden. L'invasion de l'Afghanistan doit permettre de le capturer, de restaurer la paix et la sécurité de la région en mettant en place de nouvelles institutions, de créer une force afghane et d'instaurer un nouveau gouvernement pour enrayer le terrorisme et les forces talibanes. Pourtant, durant cette guerre menée par une coalition internationale engagée par les États-Unis, les musées ont été détruits et de nombreux sites archéologiques pillés, et continuent à l'être. l'Afghanistan n'était pas partie à la Convention de 1954 jusqu'en 2017, ne protégeant pas les biens dans les situations de guerre, notamment dans le contexte des conflits afghans contre les Soviétiques puis dans celui de l'intervention militaire de la coalition de 2001, bien qu'une obligation *erga omnes* de protection du patrimoine de l'Humanité puisse être arguée[52].

Un contexte de terrorisme particulièrement important depuis le début du XXIe siècle.

Depuis 2014, l'Iraq et la Syrie ont été le terrain d'attaques terroristes du groupe Etat islamique contre leur patrimoine culturel. Plusieurs de ces sites, monuments et musées, ont été définitivement endommagés ou détruits comme les temples de Bêl et de Baalshamin en 2015 à Palmyre, un cas hyper-médiatisé, et aussi les sites de Mari, du musée de Palmyre, plusieurs sites chrétiens, des mosquées. En Iraq, sites archéologiques, mosquées, mausolées, bibliothèques, musée de Mossul, ont été ciblés. Les

48. Toman 2005, p. 22.

49. Puech 2004.

50. Centlivres 2014, p. 126.

51. Centlivres 2009, p. 17, § 19.

52. Francioni & Lenzerini 2003, p. 638.

attaques sont symboliques, identitaires, religieuses, iconoclastes et touchent au cœur les populations aux niveaux local et international en s'attaquant à l'histoire de l'humanité. Le terrorisme est une menace majeure pour le patrimoine culturel, une cible privilégiée des destructions et des pillages finançant les organisations terroristes. l'Etat islamique dispose d'une unité spéciale s'occupant de ces attaques, montrant la détermination de l'organisation ainsi que l'importance accordée à ces actions très médiatisées dans un contexte qui échappe au droit et à l'application des traités.

2.3. Les résolutions des instances de l'ONU

Les évolutions du droit international découlant des Conventions pour la protection des biens culturels témoignent d'une réponse constante de la part du système juridique international comme la pratique la plus récente, l'adoption des résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU.

Le Conseil de sécurité s'est régulièrement saisi du problème. Plusieurs résolutions font date dans la lutte contre la déprédation et la destruction du patrimoine culturel et archéologique, notamment au Moyen-Orient. Tout d'abord, celles du Conseil de Sécurité des Nations unies qui montrent l'ancienneté du problème et la prise de conscience de cette instance dès le début des années 1990 concernant la protection des biens culturels et les menaces qui pèsent sur eux, en en faisant une question de sécurité internationale.

Pour l'Iraq, la résolution 661 (1990) concernant l'Iraq et le Koweït, fut la première à se saisir de la question du commerce illicite des biens culturels en appelant à l'interdiction de commerce des objets et marchandises. Puis, la résolution 1483 (2003) concernant la situation entre l'Iraq et le Koweït, appelait au respect du patrimoine iraquien et à sa protection, interdisait le commerce et le transfert des biens et demandait la restitution du patrimoine culturel et historique iraquien. Dans ce prolongement, la résolution 2199 (2015) établit une interdiction du commerce d'antiquités exportées illégalement d'Iraq depuis le 6 août 1990 et de Syrie depuis le 15 mars 2011, reconnaissant le trafic illicite d'antiquités comme source potentielle de financement d'organisations terroristes. Il s'agit d'une résolution essentielle qui s'appuie sur le Chapitre VII de la Charte des Nations Unies et invite les États membres à prendre des mesures juridiquement contraignantes pour empêcher le commerce illicite des biens culturels en provenance de ces deux États dans le cadre de la lutte contre le terrorisme. La prise en compte du patrimoine de l'Humanité entre désormais dans le champ d'intervention du Conseil de Sécurité et de son pouvoir normatif et des aspects à prendre en compte dans le cadre du maintien de la paix et de la sécurité internationales. Cette résolution est renforcée par la résolution 2253 (2015) qui réaffirme la nécessité de développer des relations solides avec le secteur privé dans la lutte contre le financement du terrorisme, le blanchiment des produits du crime et le renforcement des processus de diligence requise. Le 24 mars 2017, le Conseil de Sécurité des Nations Unies a adopté la résolution 2347, la première à porter exclusivement sur la protection du patrimoine culturel, et qui reconnaît que la protection du patrimoine culturel est liée à la paix et à la sécurité, ainsi qu'au combat contre le terrorisme dans le monde. La protection du patrimoine est donc considérée comme un impératif pour la paix et la sécurité internationale. Cette résolution historique porte sur l'ensemble du patrimoine culturel, sans limitation géographique, et sur l'ensemble des menaces dans toutes les situations de conflit, rappelant aux Etats leurs engagements et la nécessité d'adopter des législations nationales adéquates avec des mesures préventives pour la protection du patrimoine.

Jusqu'alors, les résolutions concernaient des situations de crise définies comme l'Iraq, ou comme la résolution 1267 (1999) qui appelait au respect du patrimoine culturel et historique afghan. Par ailleurs, en 2013 la résolution 2100 créant une mission de stabilisation au Mali est la première à inclure la protection du patrimoine culturel dans le mandat d'une opération de paix, celui de la MINUSMA.

l'assemblée générale de l'ONU s'est également saisie du problème, particulièrement depuis le début des années 2000 et elle a notamment adopté le 28 mai 2015 la résolution 69/281 sur la « Sauvegarde du patrimoine culturel de l'Iraq » et le 9 décembre 2015, la résolution 70/76 pour la restitution des biens culturels à leur pays d'origine.

Enfin le Conseil économique et social des Nations Unies a également adopté plusieurs résolutions concernant la « protection contre le trafic de biens culturels »[53] et pour le « renforcement des mesures de prévention du crime et de justice pénale visant à protéger les biens culturels, eu égard en particulier à leur trafic »[54].

Ce n'est donc pas l'existence d'un arsenal juridique adapté qui pose problème, mais le plus souvent, sa mise en œuvre.

3. ACTUALITÉ JURIDIQUE ET ACTIONS DE PROTECTION

3.1. Réflexions stratégiques et mise en œuvre d'actions de protection

L'actualité juridique a été riche ces dernières années et des avancées notables sont à souligner.

Sur le plan des textes, plusieurs conférences internationales se sont récemment tenues à Milan, Paris et Abu Dhabi, mobilisant largement les experts et la communauté internationale et mettant en place différentes initiatives en faveur de la protection du patrimoine en péril. En avril 2015, le Conseil Exécutif de l'UNESCO a demandé l'arrêt des destructions du patrimoine en Iraq, Syrie et Lybie. Puis, en novembre 2015, la 38e Conférence générale de l'UNESCO a adopté une Stratégie pour le renforcement des actions de l'Organisation pour la protection de la culture et la promotion du pluralisme culturel en cas de conflit armé (38C/49).

Cette stratégie a donné lieu à une série de réflexions et d'initiatives nationales pour la mettre en action, notamment la numérisation et la mise à disposition des archives sur la Syrie et l'Iraq souvent conservées dans les pays européens. C'est le cas en France avec le projet PAPSI[55], mené par le musée du Louvre depuis 2016 et qui aboutira à une publication en ligne décrivant les fonds conservés en France portant sur le patrimoine de la Syrie et de l'Iraq. Depuis 2016, le site Patrimoine du Proche-Orient[56] a également été mis en ligne par le Ministère de la Culture et de la Communication pour mettre à disposition les résultats de la recherche scientifique, des ressources iconographiques, notamment des images 3D, diffuser les connaissances sur les sites du patrimoine en péril du Proche-Orient et encourager les contributions individuelles en envoyant des images personnelles concernant les sites pour préserver leur mémoire et aider à leur documentation. Un vaste projet est mené en parallèle en Allemagne depuis 2013, le Syrian Heritage Archive Project, qui possède une riche base de données en ligne d'images, bibliographies, cartographie[57]. Le projet a été mené par le département Orient de l'Institut archéologique allemand (DAI) et le Museum für Islamische Kunst de Berlin.

Le travail du Conseil International des Musées (ICOM)[58] est à souligner, notamment avec son Comité pour la gestion des risques en cas de catastrophes qui assiste et forme les professionnels sur le terrain comme ce fut le cas récemment au Mali, en Égypte et au Népal. l'ICOM est également à l'origine du programme des « listes rouges », outils de grande valeur dans la lutte contre le trafic illicite des biens culturels. Ces listes rouges, à défaut d'être exhaustives, ciblent certains objets particulièrement menacés, se trouvant dans des zones à risques

53. Résolution 2003/29 de 2003, résolution 2004/34 de 2004 et résolution 2008/23 de 2008.

54. Résolution 2010/19 de 2010.

55. Projet de recensement des Archives sur le Patrimoine islamique Syrien et Irakien

56. Patrimoineprocheorient.fr (consulté le 14/11/18).

57. Syrian Heritage Archive Project : https ://arachne.dainst.org/project/syrher (consulté le 25/05/18).

58. Nous n'évoquerons pas ici les actions des nombreuses ONG, organisations professionnelles, qui œuvrent dans le domaine de la protection du patrimoine culturel et font un travail important sur le terrain, notamment ICBS, ICA, ICOMOS, IFLA, CCAAA et d'autres OIG telle que l'ICCROM.

ou en conflit. Il en existe pour l'Iraq, l'Égypte, la Syrie, la Libye et l'Afrique de l'Ouest. La liste pour le Yémen est la dernière parue, début 2018. Enfin, les Codes de déontologie élaborés par l'ICOM offrent des bases éthiques, normatives et pratiques pour les personnels en charge de collections apportant des outils pour leur gestion et leur contrôle. Ces outils élaborés par l'ICOM constituent un moyen de prévention essentiel à l'usage des professionnels de la culture, des musées, des marchands d'art, des polices et douanes, afin d'identifier les objets volés ou pillés sur le marché de l'art avant que ceux-ci n'intègrent d'autres collections sur des territoires étrangers et posent le difficile problème des retours et restitutions ou ne disparaissent dans les collections privées.

Depuis 2013, la Commission Européenne finance un Observatoire international du trafic illicite des biens culturels mis en œuvre par l'ICOM. En 2014, un Observatoire du Patrimoine culturel syrien a également été lancé, fruit d'un partenariat entre l'UNESCO et l'Union Européenne, qui rassemble les données utiles pour la reconstruction post-conflit. Sur le terrain, malheureusement l'UNESCO, organisation garante des Conventions internationales dans le domaine de la culture, est impuissante lors des conflits. Aucun bras armé ne lui est attaché.

l'ICOM, l'OMD[59], l'ONUDC[60], l'UNESCO et Interpol travaillent en partenariat à la lutte sur le terrain pour enrayer le trafic des biens culturels et appliquer les conventions internationales, en collaboration avec les services de police et de douane nationales. Ces partenariats entre le Conseil International des Musées et les services policiers et douaniers internationaux ont été officialisés en 2000 : « le 25 janvier 2000 à Bruxelles, l'ICOM et l'Organisation mondiale des douanes (OMD) ont signé un Protocole d'accord de coopération. Le 11 avril 2000, l'ICOM a également signé un Accord officiel de coopération avec INTERPOL[61] ». l'OMD et Interpol ont signé un accord de coopération en 1998[62]. Mais l'engagement d'Interpol dans le domaine de la lutte contre le trafic illicite des biens culturels est ancien, remontant à 1947 lorsque « la première notice internationale sur les objets d'art volés a été publiée [63]». Depuis 1995, l'organisation de coopération policière s'est dotée d'une base de données mondiale des biens culturels volés, ouverte au public depuis 2009 et contenant près de 37 000 objets[64]. Les coopérations policières et douanières permettent de développer et de mettre en place des outils de prévention et de répression du trafic des biens culturels, non seulement en diffusant les photographies et les informations des biens volés, mais aussi en permettant leur restitution dans le cadre des saisies et en participant activement à l'élaboration des outils normatifs de l'UNESCO. C'est le cas notamment de l'OMD qui a participé à l'élaboration de la Convention de l'UNESCO de 1970 qui renforce la coopération douanière dans les domaines touchés par le texte.

Ces différentes organisations intergouvernementales luttent en matière de trafic illicite des biens culturels et donc pour une régulation du marché devant permettre à terme de prévenir le fléau et d'endiguer le problème des retours ou restitutions avec un meilleur suivi des biens sur leur territoire et un contrôle des transferts d'œuvres. Ces organismes agissent dans les domaines normatifs et éthiques, visant à la mise en place de bonnes pratiques et d'une meilleure coopération des professionnels, des États, des services policiers et douaniers nationaux pour une harmonisation des pratiques, des législations et une diffusion rapide et efficace de l'information.

Au-delà des textes normatifs, des actions existent notamment au niveau des armées pour la sensibilisation des militaires aux patrimoines à protéger. Ainsi, parmi les expériences, en 2007, le Département américain de la Dé-

59. Organisation mondiale des douanes.

60. Organisation des Nations Unies contre la drogue et le crime.

61. Information ICOM. URL : http ://icom.museum/que-faisons-nous/programmes/lutte-contre-le-trafic-illicite/listes-rouges/L/2.html

62. Théfo 2014, p. 208.

63. Information UNESCO. URL : http ://www.unesco.org/new/fr/culture/themes/movable-heritage-and-museums/illicit-traffic-of-cultural-property/partnerships/intergovernmental-organizations/international-criminal-police-organization/

64. Théfo 2014, p. 207.

fense a distribué à ses soldats basés en Iraq et en Afghanistan 40 000 jeux de cartes illustrés de sites, d'objets à protéger, de règles concernant la préservation des biens et des sites archéologiques afin de les sensibiliser et de les familiariser au patrimoine local[65]. Une initiative plusieurs fois reprise depuis, par la Norvège[66] ou encore les Pays-Bas[67]. Les Norvégiens ont également importé ce concept dans la société civile auprès des acteurs du marché des biens culturels et des touristes en créant un jeu leur étant destiné en anglais et en norvégien.

Une autre initiative intéressante a été menée par l'UNESCO en collaboration avec la Direction Nationale du Patrimoine Culturel du Mali et le Centre international de construction en terre (CRAterre) en réponse au conflit armé au Nord Mali en 2012. Il s'agit de supports d'information : une carte illustrée sous forme d'affiche et surtout un « passeport pour le patrimoine », livret de 40 pages facilement transportable, qui fournissent des informations sur la localisation et l'importance des biens culturels des régions du Nord Mali sous forme pédagogique, illustrée et commentée. Ils donnent aussi les principes juridiques de cette protection et aident à la collecte d'information sur le patrimoine en danger. Ces supports ont été distribués aux autorités militaires maliennes et aux organisations humanitaires lors d'une mission du Centre du patrimoine mondial à Bamako en décembre 2012[68]. Ils ont ensuite été distribués plus largement auprès des pays engagés au Mali dans l'intervention militaire pour sécuriser la région.

3.2. Mesures de protection internationales

L'Afghanistan a pu être le laboratoire d'une expérience inédite menée entre 1998 et 2006[69] en accord avec la Convention de La Haye qui demande la préservation des biens culturels en période de conflit et la prise de mesures conservatoires, mais surtout en accord avec le protocole additionnel de 1954 concernant les restitutions : « les biens culturels provenant du territoire d'une Haute Partie contractante et déposée par Elle, en vue de leur protection contre les dangers d'un conflit armé, sur le territoire d'une Haute Partie contractante seront, à la fin des hostilités, remis par cette dernière aux autorités compétentes du territoire de provenance » (II, § 5). Cette expérience est d'autant plus unique qu'elle a lieu en 1998, en plein conflit interne de l'Afghanistan entre l'Alliance du Nord et les talibans. Les deux parties au conflit demandent alors à la Suisse, qui possède une fondation gérant un centre de documentation sur l'Afghanistan, la création d'un dépôt pour protéger les biens culturels de l'Afghanistan. La Suisse y est favorable, soumet la proposition à l'UNESCO, et dès 1999, le Musée-en-exil est installé à Bübendorf dans un bâtiment aménagé à cet effet. Le musée a alors reçu des objets, archives, photographies, pièces issues de fouilles, essentiellement de donateurs privés et de collectionneurs (afghans ou non), 1423 biens culturels ont été réunis et hébergés[70].

Faisant suite à la destruction des Bouddhas de Bamiyan, un accord avec l'UNESCO stipulait « que la Fondation ne procéderait à aucun transfert d'objet en l'absence de notification écrite de l'UNESCO. En septembre 2006, après réception d'une demande de restitution des objets émanant du Ministère afghan de l'Information et de la Culture, l'UNESCO a donné son accord pour le retour au Musée national d'Afghanistan à Kaboul de la collection d'objets détenus en Suisse par le Musée-en-exil[71] ». Le cas est donc très intéressant, montrant tout l'intérêt de ce Protocole additionnel de 1954 qui, même s'il n'engage pas les

65. Schlesinger 2007, p. 9.

66. Projet « Protect Cultural Heritage » mené à partir de 2012 par la Direction du patrimoine culturel, le Conseil des arts de Norvège, ICOM Norvège, le Bouclier bleu et les forces armées norvégiennes.

67. Kila 2012, p. 204.

68. Le passeport peut être consulté en ligne sur le site de l'UNESCO : https ://whc.unesco.org/fr/actualites/981/ (consulté le 25/05/18).

69. Viviani 2014, p. 233-237.

70. Viviani 2014, p. 236.

71. Information UNESCO : http ://www.unesco.org/new/fr/culture/themes/museums/museum-projects/archive/museum-in-exile-swiss-foundation-safeguards-over-1400-afghan-artefacts/ (consulté le 25/05/18).

Parties dans ce cas de conflit interne, inspire la recherche de solution pour la protection et la restitution de biens culturels, grâce au dépôt de son patrimoine national à un État tiers en vue de sa protection, sous l'égide de l'UNESCO.

Cette initiative a été suivie rapidement par une seconde pour le patrimoine afghan avec une exposition montée par le musée Guimet et le musée national d'Afghanistan inaugurée à Paris le 6 décembre 2006. Elle est le résultat d'un accord signé en 2006 entre les chefs d'États français et afghan, Jacques Chirac et Hamid Karzaï, et validé par le parlement afghan malgré des oppositions internes, notamment concernant la question de sortie des œuvres. Elle présentait plus de 200 objets provenant des collections du musée de Kaboul et des objets afghans des collections du musée Guimet. l'exposition « Afghanistan : les trésors retrouvés » a poursuivi son voyage jusqu'à aujourd'hui dans de nombreux pays avec les objets des collections afghanes offrant un revenu important pour le musée national de Kaboul et permettant la sécurisation, la restauration et la valorisation des œuvres présentées.

3.3. Condamnations des destructions du patrimoine

Le Statut du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY), créé par le Conseil de Sécurité agissant en vertu du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies, pour juger les personnes présumées responsables de violations graves de droit international humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis 1991, a été adopté le 25 mai 1993 (Résolution 827). Ce Statut érige en crime « la saisie, la destruction ou l'endommagement délibéré d'édifices consacrés à la religion, à la bienfaisance et à l'enseignement, aux arts et aux sciences, à des monuments historiques, à des œuvres d'art et à des œuvres de caractère scientifique » (art. 3-d). Dans ce cadre juridique historique et encore unique, ces crimes vont pouvoir être jugés et retenus à charge contre plusieurs responsables. Le 22 février 2001, le Procureur du Tribunal, Carla Del Ponte, a établi un acte d'accusation relatif aux attaques lancées en 1991 contre la ville de Dubrovnik et ses environs, confirmé le 27 février 2001, et rendu public le 2 octobre 2001. Plusieurs personnes y étaient mises en cause pour des infractions graves aux Conventions de Genève de 1949 et pour des violations des lois ou coutumes de la guerre, faisant suite aux attaques lancées par l'Armée populaire yougoslave sur la région de Dubrovnik, entre le 1er octobre et le 31 décembre 1991. l'acte d'accusation met en cause le commandement de l'Armée populaire yougoslave (JNA), accusé de l'attaque : Pavle Strugar, Miodrag Jokić, Milan Zec et Vladimir Kovačević. Deux de ces accusés, Miodrag Jokić et Pavle Strugar, ont été jugés par le TPIY pour ces crimes[72]. Dès le 12 novembre 2001, Miodrag Jokić s'est rendu de son plein gré au Tribunal. Le 25 août 2003, il a conclu un accord sur le plaidoyer de culpabilité avec l'Accusation, portant sur les six chefs de violation des lois ou coutumes de la guerre de l'article 3 du Statut du TPIY, ainsi que sur sa responsabilité dans ces crimes au titre des articles 7-1 et 7-3 du Statut, concernant des faits liés au bombardement de la vieille ville de Dubrovnik le 6 décembre 1991, rappelant également que celle-ci est inscrite sur le Liste du patrimoine mondial de l'UNESCO. Le 18 mars 2004, un jugement portant condamnation était prononcé par la chambre de première instance I du TPIY dans l'affaire Le Procureur c/ Miodrag Jokić[73].

Puis, le 31 janvier 2005, un jugement était rendu par la chambre de première instance II du TPIY dans l'affaire Le Procureur c/ Pavle Strugar[74]. Pavle Strugar, général de division à la retraite de l'ex-armée populaire yougoslave (JNA), était notamment accusé d'avoir causé au moins dans une certaine mesure, l'endommagement ou la destruction de nombreux bâtiments et constructions revêtant une importance historique et culturelle au cours de l'attaque du 6 décembre 1991 contre la vieille ville de Du-

72. Les chefs d'accusation contre Milan Zec ont été retirés le 26 juillet 2001 et le procès Vladimir Kovačević, arrêté en 2003 en Serbie, a été renvoyé devant les instances nationales serbes. Il n'a pas été jugé à ce jour en raison de troubles mentaux.

73. Affaire n° IT-01-42/1-S, Le Procureur c/ Miodrag Jokić, jugement portant condamnation, 18 mars 2004. Jugement confirmé par la Chambre d'appel, arrêt du 30 août 2005.

74. Affaire IT-01-42-T, Le Procureur c/ Pavle Strugar, jugement, 31 janvier 2005.

brovnik[75] en Croatie. Il est important de noter que l'acte d'accusation porte sur les six chefs de violation des lois ou coutumes de la guerre de l'article 3 du Statut du TPIY et que la Chambre a finalement retenu contre l'accusé, sur la base de l'article 7-3, deux chefs d'accusation, dont la destruction des biens culturels[76], pour lesquels il a été reconnu coupable.

Vittorio Mainetti rappelle que dans un communiqué de presse du 13 mars 2001, le Directeur général de l'UNESCO, Koïchiro Matsura, a déclaré : « cela constitue un précédent historique puisque c'est la première fois depuis les jugements des tribunaux de Nuremberg et de Tokyo qu'un crime contre un bien culturel est sanctionné par un tribunal international »[77].

Cette jurisprudence considère les destructions des biens culturels comme des crimes de guerre, ces condamnations essentielles marquent la pénalisation des destructions du patrimoine et des attaques dirigées contre les biens culturels, dans les conflits internationaux ou non. l'implication particulière du TPIY dans ces crimes contre le patrimoine culturel a permis de juger plus d'une quinzaine de ces auteurs[78], notamment ceux ayant ordonné les bombardements menant à l'incendie de la bibliothèque de Sarajevo. Son affaire la plus récente et retentissante fut le jugement de Slobodan Praljak, l'un des six accusés d'un procès qui se tenait notamment pour juger de leur responsabilité dans la destruction du Stari Most en 1993, le vieux pont de Mostar en Bosnie-Herzégovine. Le jugement rendu en 2013 par la Chambre de première instance III[79] s'était prononcé positivement quant à sa responsabilité dans la destruction du pont en refusant l'argument de l'objectif militaire[80] et en soulignant la disproportion de l'acte faisant de ce dommage un crime de guerre et considérant le pont dans son aspect patrimonial. Le jugement en appel le 29 novembre 2017, très médiatisé en raison du suicide par empoisonnement de Slobodan Praljak à l'énoncé du verdict, fut contradictoire, revenant sur la destruction volontaire du pont en tant que bien culturel et sur la volonté de discriminer et de terroriser les populations dans cet acte, considérant le pont comme une cible militaire et sa destruction déterminée par la nécessité militaire.

Les destructions identitaires du terrorisme religieux récentes les plus marquantes restent celles du Mali en 2012 et 2013. Lorsque les villes de Kidal, Gao et Tombouctou au Nord du Mali sont tombées aux mains des islamistes, les destructions du patrimoine furent terribles. Tombouctou[81], ville fondée au XI^{e} siècle, fut la plus touchée par les destructions comme symbole culturel, symbole de respect et de savoirs millénaires. Ainsi, la ville aux « 333 saints », a vu ses mausolées pillés, saccagés, détruits[82], puis ce fut le tour des mosquées Sidi Yahia[83] et Djingareyber[84] d'être ciblées par les attaques des terroristes, et enfin les manuscrits dont Tombouctou était un centre mondial majeur furent largement touchés. Selon Lazare Eloundou-Assomo du Centre du patrimoine mondial de l'UNESCO, « [...] environ 4200 manuscrits de l'Institut des hautes études et de recherches islamiques Ahmed Baba ont été brûlés et que 300 000 autres issus de la région de Tombouctou sont

75. Affaire IT-01-42-T, Le Procureur c/ Pavle Strugar, jugement, 31 janvier 2005, § 313-314. Jugement modifié par la Chambre d'appel, arrêt du 17 juillet 2008.

76. Ibid., § 478. La Chambre d'appel a réduit la peine d'emprisonnement, arrêt du 17 juillet 2008.

77. Mainetti 2014, p. 168.

78. Hazan 2017.

79. Affaire n° IT-04-74-T, Le Procureur c/Jadranko Prlić, Bruno Stojić, Slobodan Praljak, Milivoj Petković, Valentin Ćorić, Berislav Pušić, jugement, 29 mai 2013. Jugement modifié par la Chambre d'appel, arrêt du 29 novembre 2017.

80. Le pont ottoman du XVI^{e} siècle permettait de ravitailler en armes et en munitions les soldats bosniaques de l'ABiH contre les forces croates du HVO, mais il était également essentiel à l'approvisionnement des civils de la rive gauche de la Neretva.

81. Inscrite au patrimoine mondial de l'UNESCO depuis 1988.

82. Quinze mausolées sur les seize principaux mausolées de saints musulmans, dont neuf inscrits au Patrimoine Mondial : informations UNESCO : http ://www.unesco.org/new/fr/unesco/resources/unesco-expert-mission-evaluates-damage-to-malis-cultural-heritage/

83. AFP 2012*b*.

84. ODG 2013.

exposés au trafic illicite[85] ». Faisant suite à la demande du Mali de placer les biens culturels classés sur la Liste du patrimoine mondial en péril et l'approbation de cette demande par le Comité[86], les attaques se sont intensifiées au Mali en représailles de cette décision, en défiance de l'Organisation[87], et des appels de la CPI[88] rappelant que ces destructions sont des « crimes de guerre » au titre de l'article 8 du statut de Rome de la CPI[89]. Le Conseil de sécurité de l'ONU a intégré dans la résolution 2056[90] sur le Mali une mention sur la protection du patrimoine et dans la résolution 2100[91], il confie à la MINUSMA la mission de protéger les sites culturels au Mali en collaboration avec l'UNESCO. Cette résolution fait de la protection du patrimoine culturel une partie intégrante des opérations de maintien de la paix.

Il faut donc constater que la situation afghane tend à se répéter et les actions restent difficiles à mettre en place. Les attaques ont été délibérément conduites contre le patrimoine culturel du pays, sa culture et son savoir, l'identité étant bien la cible de ce terrorisme et de ses destructions systématiques et massives. Enfin, la cible secondaire était la communauté internationale et les règles juridiques internationales. Ces attaques sont des actes hostiles politiquement forts, venant de groupes terroristes extrémistes cherchant à imposer leurs lois sur un territoire dont ils prennent le contrôle par la force. Ces attaques visent la pratique même de l'islam dans cette région qui vénère des saints musulmans, une conception de la religion condamnée par les salafistes et les wahhabites.

Ahmad Al-Faqi Al-Mahdi, ancien membre du groupe terroriste Ansar Dine, après un procès qui s'est tenu du 22 au 24 août 2016, a été reconnu coupable par la Cour pénale internationale le 27 septembre 2016 de crime de guerre[92]. Il est responsable du crime de guerre consistant à attaquer des biens protégés, tel que visé à l'article 8-2-e-iv du Statut de Rome, et coupable au sens de l'article 25-3-a du Statut de Rome de la CPI (commission et coaction de la commission du crime de guerre) d'avoir dirigé intentionnellement des attaques contre des bâtiments à caractère religieux et historiques à Tombouctou, au Mali, dont 9 mausolées et une mosquée, entre le 30 juin et le 11 juillet 2012. l'article 8-2-e-iv s'applique précisément dans ce cas, dans la mesure où ces attaques ont eu lieu dans le cadre d'un conflit armé qui ne présente pas un caractère international et qui oppose de manière prolongée sur le territoire d'un État les autorités de cet État et des groupes armés organisés (art 8-2-e), tel que prévu par le Statut de Rome. La Chambre de première instance VIII de la CPI a rendu un jugement portant condamnation dans cette affaire, en application des articles 8-2-e-iv, 23, 25-3-a, 65 et 76 à 78 du Statut de Rome et des règles 139 et 145 du Règlement de procédure et de preuve[93]. Il s'agit de la première condamnation prononcée par la CPI pour la destruction du patrimoine culturel, une première rappelée dans le jugement portant condam-

85. Services Web Unesco 2013.

86. 37e session du Comité du Patrimoine Mondial, Saint-Pétersbourg, 2013.

87. AFP 2012*c*.

88. AFP 2012*a*.

89. Art. 8-e-iv : « Le fait de diriger intentionnellement des attaques contre des bâtiments consacrés à la religion, à l'enseignement, à l'art, à la science ou à l'action caritative, des monuments historiques, des hôpitaux et des lieux où des malades et des blessés sont rassemblés, pour autant que ces bâtiments ne soient pas des objectifs militaires ».

90. S/RES/2056 (2012) Paix et sécurité en Afrique : « Condamnant fermement la profanation, la dégradation et la destruction de sites de caractère sacré, historique ou culturel, particulièrement mais pas seulement ceux désignés comme étant des sites du patrimoine mondial de l'UNESCO, dont la cité de Tombouctou ».

91. S/RES/2100 (2013) La situation en Mali.

92. Affaire n° ICC-01/12-01/15, Le Procureur c. Ahmad Al Faqi Al Mahdi, jugement portant condamnation, 27 septembre 2016.

93. Il a été condamné à neuf ans d'emprisonnement et sa responsabilité a été évaluée. Une ordonnance de réparation rendue le 17 août 2017 fixe à 2,7 millions d'euros la responsabilité de M. Al Mahdi au titre des réparations individuelles et collectives à verser à la communauté de Tombouctou.

94. Affaire n° ICC-01/12-01/15, Le Procureur c. Ahmad Al Faqi Al Mahdi, jugement portant condamnation, 27 septembre 2016, § 13.

nation du 27 septembre 2016[94].

Comme le note Neil Brodie : « Lorsque l'anéantissement de la culture est l'objectif principal de la guerre, il est difficile de concevoir que la législation internationale puisse réellement être effective[95] ». l'article a montré que les instruments juridiques existants sont nombreux, complémentaires, essentiels et surtout d'actualité, dans le contexte géopolitique et économique que nous connaissons aujourd'hui. Qu'il soit conventionnel ou coutumier, le droit relatif à la protection des biens culturels est lié aux conflits classiques où sont pris en compte l'intention des personnes menant les opérations militaires, la nécessité militaire, les dommages collatéraux, le principe de distinction des objectifs et le principe de proportionnalité de l'attaque. Mais désormais, ces principes sont difficilement applicables dans le contexte actuel où le profil des belligérants change et ils ne sont plus forcément ni des militaires ni des États parties au conflit. Le terrorisme a particulièrement bouleversé l'actualité et entraîné une activité normative importante ainsi que de nouvelles réflexions dans le champ du droit international du patrimoine culturel. Les destructions et pillages de biens culturels, d'édifices et de sites archéologiques ont fait entrer ce champ du droit dans l'activité normative du Conseil de Sécurité qui prend désormais des résolutions dans ce domaine, lui donnant une importance majeure pour le maintien de la paix et de la sécurité internationale. Par ailleurs, les récents procès, TPIY et CPI, mettent en valeur une évolution dans la prise en compte de ces crimes et laissent envisager une pénalisation plus importante de ces attaques contre les biens culturels et donc une place accrue pour le patrimoine de l'Humanité.

Si les Conventions semblent parfois peu appliquées, sur le terrain elles tendent à moraliser les systèmes étatiques et sensibiliser les populations. Par ailleurs, un certain nombre de textes non contraignants à portée universelle et édictant des principes largement reconnus aident à créer des cadres juridiques et des pratiques internationales importantes. Ainsi, l'esprit des lois prime parfois sur ses mécanismes formels menant à de belles réalisations et une prise en compte accrue des menaces pesant sur les biens culturels et leur pillage. On peut noter à ce sujet que le travail des services policiers et douaniers est d'une importance essentielle dans les restitutions aujourd'hui, en appui de la Convention de 1954 et de ses mécanismes et surtout de son esprit, allant vers une moralisation des États dans le domaine du patrimoine culturel et du principe de restitution des objets à leur pays d'origine. Ainsi, la Convention de 1970[96] a mis en place des outils de lutte contre le trafic illicite des biens culturels, en plaçant sur un pied d'égalité les États qui désormais comprennent l'importance des restitutions dans la lutte contre ce trafic ainsi que dans le contexte géopolitique, la construction des États, de leur identité et de leur Histoire pour assurer la paix entre les nations. Une Convention renforcée par la Convention Unidroit de 1995 qui ajoute un volet privé mais qui demeure peu ratifiée[97].

On peut également souligner l'importance évidente de la Convention de 1972 concernant la protection du patrimoine mondial culturel et naturel, qui a su fédérer au-delà des institutions, des professionnels et des États, grâce à une forte médiatisation. La société civile s'est approprié le concept de Patrimoine de l'Humanité et s'intéresse à sa mise en valeur et à sa protection. Cet élan unique[98] a dépassé le texte normatif ; la sensibilisation à la protection des biens matériels culturels et naturels a permis à chacun, quelle que soit sa culture, de s'approprier la notion et de s'intéresser au passé de tous. Ce projet fédère aussi bien les États que les citoyens qui œuvrent à cette protection

95. Brodie 2003, p. 12.

96. Convention concernant les mesures à prendre pour interdire et empêcher l'importation, l'exportation et le transfert de propriété illicites des biens culturels, 1970.

97. La Convention Unidroit de 1995 établie à la demande de l'UNESCO, doit palier aux carences de la Convention UNESCO de 1970 tels que l'acquéreur de bonne foi, les fouilles clandestines, le délai de prescription, une mise en œuvre simplifiée qui n'exige pas de transcription dans le droit national et résout les conflits entre lois nationales. Les normes sont donc beaucoup plus strictes. Lire Prott, 2011.

98. 193 États parties à la Convention de 1972 au 31 janvier 2017.

et cette mise en valeur du patrimoine. Chaque inscription reste une victoire et une célébration, une source de fierté et de reconnaissance pour les États et leurs peuples, un encouragement dans la voie de la préservation des biens sur le territoire et une ressource économique non négligeable. Une Convention qui prévoit également l'inscription des sites sur une liste du patrimoine en péril permettant le suivi des menaces, leur médiatisation et d'accorder une assistance dans le cadre du Fonds du patrimoine mondial.

C'est dans cette démarche et cette volonté initiées par la Convention de 1972 que s'est inscrite la Convention de 2003 pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel. Une liste a été créée pour susciter le même engouement, d'autant que ce patrimoine est plus difficile à préserver. Les traditions, souvent orales, sont difficiles à pérenniser dans un contexte de mondialisation. Mais cette convention doit susciter la même fierté, la même appropriation et la même prise de conscience d'un devoir de mémoire de l'Humanité et de préservation du patrimoine culturel de chacun. Pour être efficaces, les textes juridiques ne doivent pas seulement être adoptés par les États, mais aussi être compris et assimilés par les populations. Les textes normatifs, leur promotion, la sensibilisation des populations à ces questions et à ces enjeux sont donc essentiels au respect du patrimoine culturel de l'Humanité et à sa préservation. Les récentes condamnations font partie de cette prise de conscience, de la plus grande prise en compte des destructions du patrimoine dans les conflits armés et de l'importance de lutter à sa préservation dans le cadre plus large de la sécurité internationale. Depuis 2005, la Convention sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles promeut le dialogue entre les cultures et l'interculturalité. Une Convention qui sert de socle à de nombreuses actions en faveur des jeunes pour les sensibiliser au patrimoine culturel, à la diversité culturelle, à la tolérance, notamment par le biais des médias sociaux et de programmes éducatifs qui doivent favoriser les notions d'identité, de tolérance et de patrimoine commun de l'Humanité pour lutter en particulier contre l'extrémisme violent et impliquer les jeunes générations dans la préservation du patrimoine et des cultures. l'arsenal juridique concernant la protection du patrimoine dans toutes ses expressions est donc très large. Le travail pour leur connaissance et leur appropriation est encore nécessaire et garant de leur efficacité.

Malheureusement, cette courte synthèse démontre aussi que la situation du patrimoine culturel et particulièrement du patrimoine archéologique est beaucoup plus compliquée. Leur situation est peu contrôlable dans le cadre des conflits armés, les dégâts sont difficiles à évaluer et impossibles à endiguer, la lutte contre le pillage des sites demeure problématique. Les défis principaux restent donc aujourd'hui une plus large ratification des textes existants par les États, l'adoption des textes dans les législations nationales et une plus grande prise de conscience du rôle de l'éducation dans la préservation de ce patrimoine. Les textes normatifs, leur promotion, la sensibilisation des populations à ces questions et à ces enjeux sont essentiels au respect du patrimoine culturel de l'Humanité et à sa préservation. Les actions de recensement, de numérisation des sites et des archives, la formation juridique des acteurs de l'archéologie favorisent un meilleur cadre, une coopération, une connaissance des sites mais aussi de leur potentiel comme de leurs caractéristiques afin de prévenir les atteintes à ces biens, les limiter et de permettre des projets post-crise. l'implication des archéologues est donc nécessaire dans la prévention, la reconstruction mais aussi dans la définition des besoins juridiques. Les archéologues doivent tenir un rôle important dans les politiques menées et les évolutions juridiques afin de renforcer la protection sur le terrain et la formation des différents acteurs lors des conflits. Leur rôle dans la reconstruction et les programmes post-conflit doit également s'affirmer, au-delà des projets numériques, en décloisonnant les spécialités et en encourageant la coopération entre les acteurs juridiques, militaires, éducatifs, culturels, politiques, archéologues, chercheurs, et en impliquant toujours plus les populations locales.

De plus, l'archéologie des conflits s'est largement développée ces dernières années, apportant un nouveau champ de recherche, travaillant sur la mémoire, la violence, l'organisation et la sociologie du conflit et son quotidien. Un travail qui permettra un éclairage différent des conflits récents. Il faudra également envisager des actions en ce sens

sur ces nouveaux terrains de conflits, travailler sur la mémoire de ces sites qui désormais s'inscrivent dans l'histoire de ces pays et de ces populations et sur la présentation des vestiges des conflits contemporains. La numérisation en 3D des sites détruits comme l'a réalisée la société ICONEM et présentée lors de l'exposition « Cités millénaires : voyage virtuel de Palmyre à Mossoul » à l'Institut du Monde Arabe à Paris du 10 octobre 2018 au 17 février 2019 contribue au témoignage de ces destructions, de la situation, et documente l'histoire des sites tout en sensibilisant le grand public à l'urgence de la situation. Les initiatives pour la protection du patrimoine doivent aller au-delà du champ juridique pour être efficaces, celle du musée en exil d'Afghanistan ou la sensibilisation des armées sur le terrain par des passeports patrimoines ou des jeux de cartes en sont des exemples probants.

Il reste à inventer et proposer de nouvelles actions adaptées à chaque situation et qui rendent sensibles les acteurs à la nécessité de la protection du patrimoine et les règles juridiques qui la régissent. Les perspectives d'évolution dans le *soft law* semblent importantes et nécessaires sur le terrain et à l'appui des textes juridiques existants.

BIBLIOGRAPHIE

AFP, 2012*a*, «Destruction des mausolées de Tombouctou : un « crime de guerre » selon la CPI», *Le Monde.fr [01/07/12]* .

AFP, 2012*b*, «Mali : après les mausolées, les islamistes s'en prennent à une mosquée de Tombouctou», *Libération.fr [02/07/12]* URL http://www.liberation.fr/monde/2012/07/02/apres-les-mausolees-les-islamistes-ciblent-une-mosquee-a-tombouctou_830555.

AFP, 2012*c*, «A Tombouctou, les islamistes détruisent les mausolées musulmans », *Le Monde.fr [30/06/12]* .

Baqué P., 2005, «Enquête sur le pillage des objets d'art », *Le Monde diplomatique [janvier 2005]* , p. 19URL https://www.monde-diplomatique.fr/2005/01/BAQUE/11810.

Blažina V., 1996, «Mémoricide ou la purification culturelle : la guerre contre les bibliothèques de Croatie et de Bosnie-Herzégovine», *Documentation et bibliothèques* 42, 4, p. 149–164.

Brodie N., 2003, «L'histoire volée : le pillage et le trafic illicite », *Museum International* 219-220, p. 10–22.

Carducci G., 2000, «L'obligation de restitution des biens culturels et des objets d'art en cas de conflit armé : droit coutumier et droit conventionnel avant et après la convention de La Haye de 1954 : l'importance du facteur temporel dans les rapports entre les traités et la coutume », *Revue générale de Droit international public* 2, p. 289–357.

Centlivres P., 2009, «Vie, mort et survie des Bouddhas de Bamiyan (Afghanistan) », *Livraisons de l'histoire de l'architecture* 17, p. 13–26, URL http://journals.openedition.org/lha/200.

Centlivres P., 2014, «La destruction des Bouddhas de Bamiyan», *in Le patrimoine culturel, cible des conflits armés : de la guerre civile espagnole aux guerres du 21e siècle*, Bruylant, Bruxelles, p. 119–136.

Couvelaire L., 2012, «En Chine, des tombeaux pillés par milliers », *M le magazine du Monde [14/01/12]* .

Evin F., 2011, «L'Unesco sonne l'urgence pour contrer les pillages des sites antiques en Égypte », *Le Monde [17/03/11]* .

Evin F., 2013, «En Syrie, un patrimoine culturel dévasté », *Le Monde [30/08/13]* .

Fortis E., 2015, «La protection pénale du patrimoine archéologique », *in Le patrimoine archéologique et son droit : questions juridiques, éthiques et culturelles : actes du colloque international « Le patrimoine archéologique et son droit » 9 et 10 octobre 2012, Musée du Quai Branly (Paris)*, Bruylant, Bruxelles, p. 177–197.

Francioni F. & Lenzerini F., 2003, «The Destruction of the Buddhas of Bamiyan and International Law», *European Journal of International Law* 14, 4, p. 619–651.

Frigo M., 2014, «Le patrimoine en danger et la responsabilité collective des Etats», *in Le patrimoine culturel, cible des conflits armés : de la guerre civile espagnole aux guerres du 21e siècle*, Bruylant, Bruxelles, p. 137–150.

Hazan P., 2017, «La destruction du Vieux Pont de Mostar est-elle un crime de guerre ? », *Crime et châtiment* URL https://blogs.letemps.ch/pierre-hazan/2017/12/16/la-destruction-du-vieux-pont-de-mostar-est-elle-un-crime-de-guerre/.

Hladik J., 2003, «Le deuxième protocole de la Convention de La Haye de 1954 et les progrès de la législation humanitaire internationale », *Museum International* 219-220, p. 44–50.

IICI & OIM, 1939, *Mouseion, vol.45-46*, Paris.

Imad A., 2008, «More than 2,000 artifacts returned to Iraq Museum», *Unesco.org* URL http://www.unesco.org/culture/laws/pdf/Return_Iraq.pdf.

Kila J., 2012, *Heritage Under Siege: Military Implementation of Cultural Property Protection Following the 1954 Hague Convention*, Brill, Leiden / Boston.

Lenfant P.-E., 2006, « Patrimoine archéologique et Europe : les instruments d'une construction culturelle », *Bulletin de l'ICOMOS [6 avril 2006]* 28-29.

Mainetti V., 2014, « De Nuremberg à La Haye: l'émergence des crimes contre la culture et la pratique des tribunaux internationaux », *in Le patrimoine culturel, cible des conflits armés : de la guerre civile espagnole aux guerres du 21e siècle*, Bruylant, Bruxelles, p. 151–182.

Négri V., 2014, « Prolégomènes - Le patrimoine culturel, cible des conflits armés », *in Le patrimoine culturel, cible des conflits armés : de la guerre civile espagnole aux guerres du 21e siècle*, Bruylant, Bruxelles, p. VII–XV.

Négri V., 2017, « Patrimoine culturel (droit international) », *in* Cornu M., Orsi F. & Rochfeld J. (eds.), *Dictionnaire des biens communs*, PUF, Paris.

ODG, 2013, « La Directrice générale déplore l'attentat suicide à proximité de la mosquée de Djingareyber», *Unesco.org* URL http://www.unesco.org/new/fr/media-services/single-view/news/the_director_general_deplores_the_suicide_attack_near_djinga/.

Puech O., 2004, « La destruction des bouddhas de Bamiyan aurait-elle pu être évitée ? », *Le Monde.fr [octobre 2004]* URL https://www.lemonde.fr/culture/article/2004/10/05/la-destruction-des-bouddhas-de-bamiyan-aurait-elle-pu-etre-evitee_381844_3246.html.

al-Radi S., 2003, « La destruction du Musée national », *Museum International* 219-220, p. 102–106.

Renold M.-A., 2016, « La protection internationale du patrimoine archéologique : questions de droit international privé », *in La protection du patrimoine archéologique : fondements sociaux et enjeux juridiques*, L'Harmattan, Paris, p. 127–138.

Schlesinger V., 2007, « Desert Solitaire», *Archaeology. A publication of the Archaeological Institute of America* 60, 4, p. 9.

Services Web Unesco, 2013, « Une mission d'experts menée par l'UNESCO au Mali afin d'évaluer les dommages causés à son patrimoine culturel », *Unesco.org* URL http://www.unesco.org/new/fr/unesco/resources/unesco-expert-mission-evaluates-damage-to-malis-cultural-heritage.

Talon C., 2012, « Pilleurs d'Egypte», *Le Monde [10/03/12]* .

Tanchoux P., 2013, « Aux origines européennes de la Convention de 1972 : l'héritage des travaux de l'OIM et de l'IICI dans la conception d'une protection internationale du patrimoine », *in Patrimonium, Espaces patrimoniaux : enjeux juridiques, politiques et environnementaux, [actes du colloque Patrimonium : 2ème conférence internationale, Sep 2012, Clermont-Ferrand]*, France, p. 141–163.

Théfo S., 2014, « L'action d'Interpol dans la sauvegarde du patrimoine en cas de conflit armé », *in Le patrimoine culturel, cible des conflits armés : de la guerre civile espagnole aux guerres du 21e siècle*, Bruylant, Bruxelles, p. 205–210.

Toman J., 2005, « La Convention de La Haye : un pas décisif de la communauté internationale », *Museum International* 228, p. 7–31.

UNESCO, 2011, « La lutte contre le trafic illicite des biens culturels. la convention de 1970 : bilan et perspectives », dossier d'information, UNESCO, Paris, URL http://unesdoc.unesco.org/images/0019/001916/191606f.pdf.

Viviani M., 2014, « Le Musée de l'Afghanistan en exil (2000-2006) », *in Le patrimoine culturel, cible des conflits armés : de la guerre civile espagnole aux guerres du 21e siècle*, Bruylant, Bruxelles, p. 233–238.

Textes de référence

- Convention II de La Haye, principes applicables à la guerre sur terre, 29 juillet 1899.
- Convention IV de La Haye sur les lois et coutumes de la guerre sur terre, 18 octobre 1907.
- Charte des Nations Unies, San Francisco, 1945.
- Convention créant une Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, Londres, 1945.
- Protocole additionnel aux Conventions de Genève de 1949 sur le droit humanitaire dans les conflits armés internationaux (Protocole I), 10 juin 1977.
- Protocole additionnel aux Conventions de Genève de 1949 sur le droit humanitaire dans les conflits armés internationaux (Protocole II), 10 juin 1977.
- Convention de La Haye de 1954 pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé et ses deux Protocoles (1954 et 1999).
- Convention européenne pour la protection du patrimoine archéologique (Londres), 1969.
- Convention concernant les mesures à prendre pour interdire et empêcher l'importation, l'exportation et le transfert de propriété illicites des biens culturels, 1970.
- Convention concernant la protection du patrimoine mondial, culturel et naturel, 1972.
- Convention européenne pour la protection du patrimoine archéologique (révisée) (La Valette) 1992.
- Convention Unidroit sur les biens culturels voles ou illicitement exportés, 1995.
- Statut de Rome de la Cour pénale internationale, 1998.
- Convention pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel, 2003.
- Convention sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles, 2005.
- Recommandation définissant les principes internationaux à appliquer en matière de fouilles archéologiques, 1956.
- Déclaration de l'UNESCO concernant la destruction intentionnelle du patrimoine culturel, 17 octobre 2003.
- Circulaire du Secrétaire général des Nations Unies du 6 août 1999 sur le Respect du droit international humanitaire par les forces des Nations Unies.
- Résolutions du Conseil de Sécurité :
  - S/RES/661 (1990) Iraq et Koweït.
  - S/RES/808 (1993) création du TPIY.
  - S/RES/827 (1993) création du TPIY.
  - S/RES/1267 (1999) sur la situation en Afghanistan.
  - S/RES/1483 (2003) sur la situation entre l'Iraq et le Koweït.

- S/RES/1966 (2010) Statut actualisé du TPIY.
- S/RES/2056 (2012) Paix et sécurité en Afrique.
- S/RES/2100 (2013) La situation en Mali.
- S/RES/2199 (2015) Menaces contre la paix et la sécurité internationales résultant d'actes de terrorisme.
- S/RES/2253 (2015) Menaces contre la paix et la sécurité internationales résultant d'actes de terrorisme.
- S/RES/2347 (2017) Maintien de la paix et de la sécurité internationale.

• Résolutions Assemblée générale UN :

- A/RES/69/281 Sauvegarde du patrimoine culturel de l'Iraq.
- A/RES/70/76 Retour ou restitution de biens culturels à leur pays d'origine.

• Résolutions ECOSOC :

- 2003/29 Prevention of crimes that infringe on the cultural heritage of peoples in the form of movable property.
- 2004/34 Protection against trafficking in cultural property.
- 2008/23 Protection against trafficking in cultural property.
- 2010/19 Twelfth United Nations Congress on Crime Prevention and Criminal Justice (E/2010/30, chap. I, sect. A, draft resolution IV, and E/2010/SR.45).

• TPIY :

- Affaire n° IT-01-42/1-S, Le Procureur c/ Miodrag Jokić.
- Affaire IT-01-42-T, Le Procureur c/ Pavle Strugar.
- Affaire n° IT-04-74-T, Le Procureur c/ Jadranko Prlić, Bruno Stojić, Slobodan Praljak, Milivoj Petković, Valentin Ćorić, Berislav Pušić.

• CPI :

- Affaire n° ICC-01/12-01/15, Le Procureur c. Ahmad Al Faqi Al Mahdi.

Sites Internet

- Site de l'ICOM – http://icom.museum/
- Site de l'UNESCO – http://www.unesco.org/
- Site d'Interpol – http://www.interpol.int/fr/
- Patrimoine du Proche-Orient – http://archeologie.culture.fr/proche-orient/fr

La préservation du patrimoine syrien pendant le conflit

LES DÉFIS ET LES MESURES D'URGENCE

Shaker Al Shbib[1]

Résumé : La Syrie dans l'acceptation de ses frontières actuelles recèle un patrimoine exceptionnel, à vocation universelle. Avec à ce jour, 6000 sites archéologiques recensés, 6 sites classés au Patrimoine mondial, et 12 biens soumis à la liste indicative, la Syrie présente un patrimoine archéologique tout à fait exceptionnel et une histoire particulièrement riche. Depuis 2011, malheureusement, ce pays est ravagé par une guerre civile sans précédent, dont les populations sont évidemment les premières victimes. Mais le conflit cause aussi des destructions aux musées, aux monuments historiques et aux sites archéologiques, lesquels voient encore s'accroître les pillages et les trafics.

En dépit de ces grandes difficultés, de l'isolement, de la négligence et bien sûr de cette guerre, une grande partie de nos amis et collègues sur place (archéologues et conservateurs des musées) ont relevé le défi : ils ont travaillé, grâce à un peu de soutien financier de la part de quelques institutions spécialisées sur les questions de préservation du patrimoine pendant les conflits.

Nous, les archéologues en exil, avec nos collègues archéologues en Syrie, essayons d'intervenir au mieux dans les zones tenues par l'opposition pour protéger des sites, musées, monuments et objets archéologiques.

Mots-clefs : Syrie, Guerre, patrimoine, préservation, conservation, destruction, pillage, communauté locale.

Abstract : The preservation of Syrian heritage during the conflict

Syria, in the sense of its present borders, has an exceptional heritage, with an universal vocation. With, to date, 6,000 listed archaeological sites, 6 World Heritage sites, and 12 submitted on the Tentative List, Syria has an exceptionally archaeological heritage and a particularly rich history. Since 2011, unfortunately, this country is ravaged by an unprecedented civil war, whose populations are obviously the first victims. But the conflict also causes destruction to museums, historical monuments and archaeological sites, which are still increasing looting and trafficking.

Despite these great difficulties, isolation, neglect and of course this war, many of our colleagues inside Syria (archaeologists and museum curators) took up the challenge : they worked, with some financial support, from some specialized institutions on heritage preservation issues during conflict.

We, the archaeologists in exile, with our archeological colleagues in Syria, are trying to intervene at best in the areas held by the opposition to protect sites, museums, monuments and archaeological objects.

Keywords : Syria, War, heritage, preservation, conservation, destruction, looting, local community.

1. ArScAn – UMR 7041, *LabEx* Les passés dans le présent – Université Paris Nanterre.

ملخص / پووخته / خلاصه

الحفاظ على تراث سوريا أثناء النزاع: التحديات وإجراءات الطوارئ

تخفي سوريا ضمن حدودها الحالية تراثاً استثنائياً بنطاق عالمي. مع وجود ٦٠٠٠ موقع أثري مدرج على القائمة، و٦ مواقع للتراث العالمي، و١٢ موقع في القائمة المؤقتة حتى الآن، تتمتع سوريا بشكل خاص بتراث أثري استثنائي وتاريخ غني. منذ عام ٢٠١١، ولسوء الحظ، تم تخريب هذا البلد بحرب أهلية غير مسبوقة، والتي أضحى سكانها الضحية الأولى لها. لكن تسبب الصراع أيضاً في تدمير المتاحف والمعالم التاريخية والمواقع الأثرية والذي ترافق مع المزيد من النهب والاتجار. وعلى الرغم من هذه الصعوبات الكبيرة، والعزلة، والإهمال، وبالطبع الحرب، فقد واجه العديد من أصدقائنا وزملائنا على الارض (الآثاريون والقائمون على المتاحف) التحدي. واستطاعوا أن يعملوا بفضل بعض الدعم المالي المقدم من بعض المؤسسات المتخصصة في قضايا الحفاظ على التراث خلال النزاع. نحاول نحن، علماء الآثار في المنفى، مع زملائنا الآثاريين في سوريا التدخل بقدر المستطاع في المناطق التي تسيطر عليها المعارضة لحماية المواقع والمتاحف والمعالم الأثرية.

الكلمات المفتاحية: سوريا، الحرب، التراث، الوقاية، الحفظ، التدمير، النهب، المجتمع المحلي.

پاراستنی کلتوری سوریا لە کاتی جەنگدا: سەرکەشیکان و ئەنجامدانی کاری فریاگوزاری

سوریا لە رازیبونی سنورەکانی ئێستا و وە لە لدەستدانی کلتور، لە گەلّ پانگەشەی جیهانی، لە گەلّ هەبوونی 6000 ناوچەی شوێنەواری کەوا تۆمارکراون لە لیستدا، وە 6 ناوچەی توراسی جیهانی، وە 12 مادە لە لیستی کاتی تاکو ئێستا، سوریا دۆلّەمەندە بە توراسی شوێنەواری و میّژوویّکی دۆلّەمەند بە شێوەی تایبەتی. لە ماوەی 2011 دا، وە لە بەر نەگونجان، ئەم وولآتە بە شەری ناوەخۆ پێشوەختە وێران بوو، وە ئەوەی رووند دانشتوانەکەی قوربانی یەکەمبوون. بەلام جەنگ دەبێت هۆی تێکچوونی مۆزەرەخانەو پاشماوە شوینەواریەکان و ناوچە شوێنەواریەکان کەوا تا ئێستا کرداری تالآن و دزین بەسەریەوە دەبینرێت. سەرەرای ئەو تەگەرە گەورانە و جوداخوازانەی و پشتگوێخستن وە تایبەت جەنگ، زۆرێك لە هاورێکانمان لە ناوچەکە (زانای شوێنەوارناسی و تۆژەنکەرەوە لە مۆزەخانەکان) رووبەرووی ئەم بەرهەلەستیانە بوونەتەوە: کەوا زانیویانە، وە بە هۆی هەندیَ پالّپشتی دارایی لە تێوان دەزگایەکانی تایبەت بەو باسە بۆ پاراستنی توراس لە کاتی جەنگدا. ئێمە، وەك زانای شوێنەوارناسان لە دووروەوە، لە گەلّ هاورێیانی شوێنەوارناسی لە سوریا، وێستمان دەستمان لە باشترکردنی باری ناوچەکەدا هەبێت بۆ زالّ بوون بەسەر پاراستنی ناوچەو مۆزەخانەکان و پاشماوە بەرچاوە شوێنەواریەکان.

ووشەی تێپەر: سوریا، جەنگ، توراس، پاراستن، پارێزگاری کردن، وێرانکردن، تالان کردن، کۆمەلّگای میلی.

حفاظت میراث فرهنگی سوریه در جریان جنگ: چالش‌ها و اقدامات فوری

با قبول خطوط مرزی امروزی، کشور سوریه دارای میراث فرهنگی جهانی بی نظیر است. این کشور امروز با داشتن شش هزار ساحه باستانی، شش ساحه شامل فهرست میراث جهانی و دوازده ساحه مشمول فهرست امتحانی جهانی، یک میراث فرهنگی کاملاً بی نظیر و تاریخ فوق العاده غنی را ارائه میکند. از سال ۲۰۱۱ میلادی بدینسو، متأسفانه این کشور توسط جنگ بی سابقه داخلی ویران گردید، که مردم این کشور یقیناً از اولین قربانیان این جنگ اند. این جنگ همچنان موزه/موزیم ها، آبدات تاریخی و ساحات باستانی را تخریب و باعث افزایش غارت و قاچاق آثار باستانی گردید.

باوجود این مشکلات عظیم، انزوا، غفلت و یقیناً جنگ، تعدادی زیادی از دوستان و همکاران موجود ما در ساحه (باستان شناسان و موزه/موزیم‌داران) این چالش‌ها را مؤفقانه پشت سر گذشتاندند: آنها فعالیت خود را با همکاری‌های اندکی؛ از جانب بعضی از مؤسساتی، که مختص به حفاظت میراث فرهنگی در هنگام جنگ اند، انجام دادند. ما باستان شناسانی در تبعید همراه با همکاران باستان شناسان خود در داخل سوریه تلاش داریم تا در مناطق که در کنترل نیروهای مخالف اند، بخاطر حافظت از ساحات، موزه/موزیم‌ها، آبدات و آثار باستانی مداخله نمایم.

واژه‌های کلیدی: سوریه، جنگ، میراث فرهنگی، محفاظت، نگهداری، تخریب، غارت، اجتماع محلی.

Peut-on parler de protection du patrimoine culturel pendant la guerre ? Quels sont les défis pour la préservation du patrimoine culturel pendant les conflits armés ? Est-il possible de mettre en œuvre des mesures de protection ? Et si oui, lesquelles ?

Dans cet article nous tentons de répondre à ces questions, en évaluant la situation du patrimoine syrien entre 2011 et 2017.

Pour qui connaît la Syrie, les manifestations pacifiques de 2011 et leur répression laissaient présager de la gravité de leurs conséquences pour le pays et sa population. Car les confrontations armées entre manifestants et armée syrienne comme la guerre qui s'en est suivie n'ont pas seulement détruit des villes et des villages : ils ont anéanti la composante humaine et sociale de la Syrie.

Avec la disparition de la vie culturelle syrienne, auparavant si riche de sa diversité, nous assistons à la perte d'une humanité, à l'effacement d'une identité, à la négation du lien avec son passé ou son présent. Le patrimoine culturel syrien est, depuis 2011, la cible de différents types de destructions. Bombardements, vandalismes ou pillages le privent de sa valeur scientifique, historique ou humaine. La dimension universelle du patrimoine culturel syrien pourtant protégé par les conventions internationales ne suffit pas à le préserver.

Cette étude est composée de trois parties ; les défis de préservation du patrimoine syrien, l'état des lieux, et les mesures d'urgence que nous avons réalisé dans les zones les plus menacées et les plus touchées par le conflit, surtout dans une zone précise de la Syrie du Nord, la province d'Idlib et une partie de celle d'Alep. Il y a plusieurs raisons au choix de cette zone. Tout d'abord, c'est l'une des régions les plus endommagées par le conflit puisque les sites et monuments archéologiques ont été touchés par des bombardements, des combats, et des installations militaires. La deuxième raison est que le patrimoine culturel de cette zone a été négligé et abandonné à son sort sans aucun projet de la part des organisations et institutions concernées car elle n'a plus été gouvernée par le régime.

Enfin, si je limite cette étude à cette seule zone c'est surtout en raison des initiatives pour la préservation du patrimoine qui ont été entreprises grâce à l'implication personnelle et grâce à l'engagement d'archéologues et de spécialistes qui y vivent et y travaillent. Leur travail mérite d'être mis en lumière.

1. LES DÉFIS DE LA PRÉSERVATION DU PATRIMOINE

La protection du patrimoine en Syrie se heurte évidemment à la guerre, qui représente pour elle un immense défi. Cette guerre entraîne des catastrophes pour toutes les composantes humaines, sociales, économiques et culturelles de Syrie. La guerre en Syrie ne cause pas seulement la perte et la destruction du patrimoine culturel : elle neutralise aussi toute tentative de protection[2]. Dans les zones de combats, comment intervenir pour protéger le patrimoine syrien ? Ces combats, les changements politiques qui en résultent et la mobilité des forces militaires sur le terrain rendent toute protection aléatoire voire impossible[3].

La présence des forces militaires et leur contrôle sur tous les aspects de la vie forme un défi majeur pour la protection du patrimoine syrien. Dans les zones contrôlées par le régime, l'armée régulière ne trouve aucun intérêt à protéger et à préserver ce patrimoine. À l'inverse, elle s'arroge le droit d'endommager des monuments ou sites archéologiques, voire même de les détruire, y compris sans que cela soit nécessaire pour une quelconque activité liée à une stratégie militaire. Elle a montré qu'elle ne respecte ni conventions internationales ni lois nationales protégeant le patrimoine culturel. Si de tels actes émanent d'institutions qui représentent un gouvernement internationalement reconnu et signataire de conventions internationales, on peut hélas facilement imaginer la situation du patrimoine culturel situé dans les zones contrôlées par des groupes armés d'opposition et l'armée Kurde, non reconnus par la communauté internationale et dépourvus d'engagements internationaux, et dans lesquelles aucune autorité civile organisée n'est reconnue.

Une autre menace, aussi dangereuse que la guerre elle-même, et qui représente un défi important, est l'absence de toute autorité patrimoniale, qu'elle soit locale ou internationale. La direction générale des Antiquités et des Musées (DGAM) et les institutions internationales ont délaissé les sites archéologiques, les musées et toute autre composante de ce patrimoine mondial, sans aucune attention, sans aucune politique pour tenter de les sauver.

2. al Shbib *et al.* 2014, p. 201-209.

3. Pour avoir une idée sur les zones de concentration des forces militaire en conflit et de tous les changements récents, voir par exemple : https://www.edmaps.com/html/syrian_civil_war_in_maps.html.

La vulnérabilité du patrimoine culturel syrien est d'autant plus inquiétante que les autorités nationales syriennes, comme les organisations internationales ont montré leur incapacité à proposer ou mettre en œuvre un plan alternatif permettant de protéger le patrimoine culturel se trouvant dans des territoires hors du contrôle du régime syrien. Les organisations internationales, incapables de passer outre leurs lois et règlements internes, n'ont pas davantage soutenu ou mis en place des initiatives locales visant à protéger le patrimoine culturel dans ces zones.

Et les initiatives locales qui ont germé dans ces zones, dépourvues de reconnaissance ou de protection internationale indispensables n'ont pu s'imposer comme organismes chargés de protéger le patrimoine culturel dans les régions qui échappent au contrôle du régime. Ce qui a accéléré d'une manière ou d'une autre la destruction du patrimoine : le désengagement de toute autorité chargée de préserver le patrimoine a fourni aux nombreux groupes ou individus présents sur le territoire un prétexte supplémentaire pour piller ou détruire.

Bien avant 2011, la présence de ces institutions ne parvenait pas à éradiquer pillages ou vandalisme. Cela renvoie à la fragilité de la relation pourtant fondatrice entre l'homme et son patrimoine. D'où mon alerte, en préambule, sur la destruction du facteur humain, facteur pourtant essentiel à la protection et à l'existence même de la notion de patrimoine.

Or cette relation, qui reste la condition essentielle de toute protection du patrimoine, a été complètement occultée alors même qu'elle aurait dû être encouragée et cultivée. Dès lors, ce sont la peur ou la haine qui caractérisent le rapport entre une large part des populations de Syrie et leur patrimoine. Les sites archéologiques ou monuments historiques sont pour eux des entraves ou des freins au développement de leur activité économique. Ils les empêchent notamment d'investir dans leurs terres et de construire ou agrandir leurs maisons. Cette douloureuse réalité fonde en grande partie l'indifférence des habitants vis-à-vis de la préservation des monuments ou des sites archéologiques. Elle explique aussi que vandalisme et pillage soient perçus comme naturels, nécessaires voire légitimes et *a fortiori* se poursuivent dans une certaine indifférence localement.

Par conséquent, l'efficacité de tout processus de protection du patrimoine syrien dépend de la capacité à inverser cette tendance en redéfinissant et en construisant une véritable relation entre l'homme et son patrimoine.

2. ETAT DES LIEUX

Tout d'abord, pour mieux comprendre la situation et pour donner quelques précisions, nous devons mentionner la répartition géographique des différents acteurs de ce conflit, ce qui nous permettra d'identifier les dangers et leurs origines. Au cours des derniers mois, de nombreux changements politiques et militaires ont affecté la division qui a prévalu ces deux dernières années. Malgré ces changements, nous pouvons encore distinguer quatre différentes zones : celles qui sont sous le contrôle du régime, et qui sont étendues avec la reprise du contrôle sur Alep et d'autres secteurs de Homs et de Hama, celles qui sont contrôlées par l'opposition armée, ou par l'armé Kurde, et finalement, ce qui reste de la zone qui avait été contrôlée par Daech et qui se réduit chaque jour.

La situation dans les zones contrôlées par Daesh diffère d'un site à l'autre ; à Palmyre et pour sa propagande, l'organisation a dynamité les monuments les plus connus[4]. Mais d'autres sites, comme Mari et Doura-Europos[5] sur l'Euphrate (Figures 1 and 2), ont été pillés ou détruits, parfois même par le recourt à des machines lourdes. D'autres sites d'importance significative, tels que Halabiya, Zalabiya, Rassafa et quelques autres sites célèbres, rarement mentionnés, ne sont pas exposés aux mêmes circonstances. Mais le pire dans cette zone reste le pillage systématique, organisé et même supervisé, par Diwan Er rikaze (trésors), créé par Daesh[6].

Ce « *Diwan*[7] » donne des autorisations de pillage, moyennant finances, pour un terrain ou un site archéologique ; une fois des objets d'art découverts, les experts qui travaillent pour Daech en estiment la valeur et font payer aux pilleurs un pourcentage de 20% du prix total de chaque objet[8].

4. http://www.asor-syrianheritage.org/new-damage-in-palmyra-uncovered-by-asor-chi/

5. https://www.aaas.org/sites/default/files/content_files/AAAS-SyrianTWHS-122014.pdf.

6. Information orale via des témoignes résidants dans ces régions.

7. Institution.

8. Keller 2015. http://www.state.gov/e/eb/rls/rm/2015/247610, accessed April 15, 2016.-Bunyard 2016, p.19.

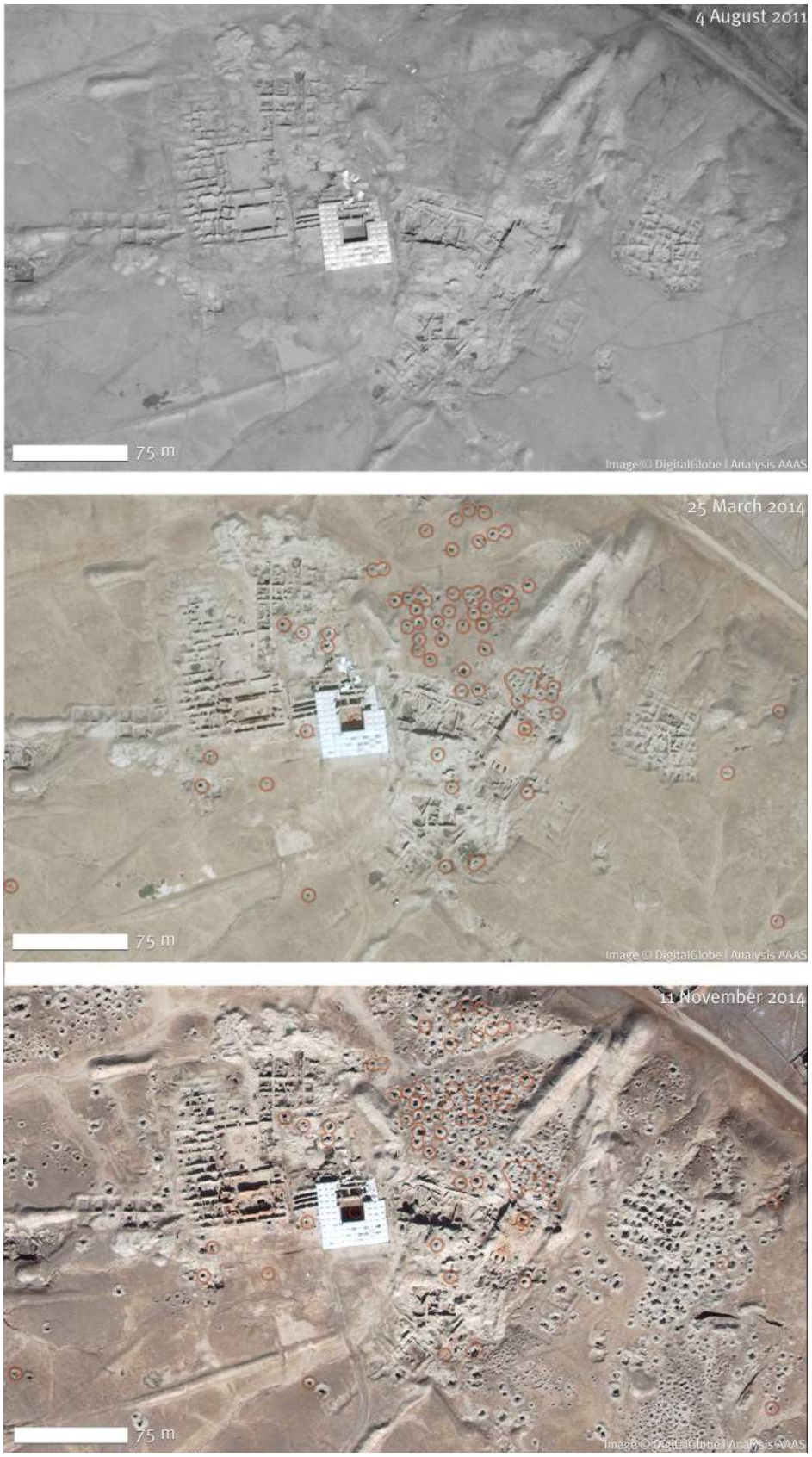


Fig. 1: Détail du pillage à Mari (©DigitalGlobe | U.S. Department of State, NextView License, Analysis AAAS, https://www.aaas.org/sites/default/files/content_files/AAAS-SyrianTWHS-122014.pdf).

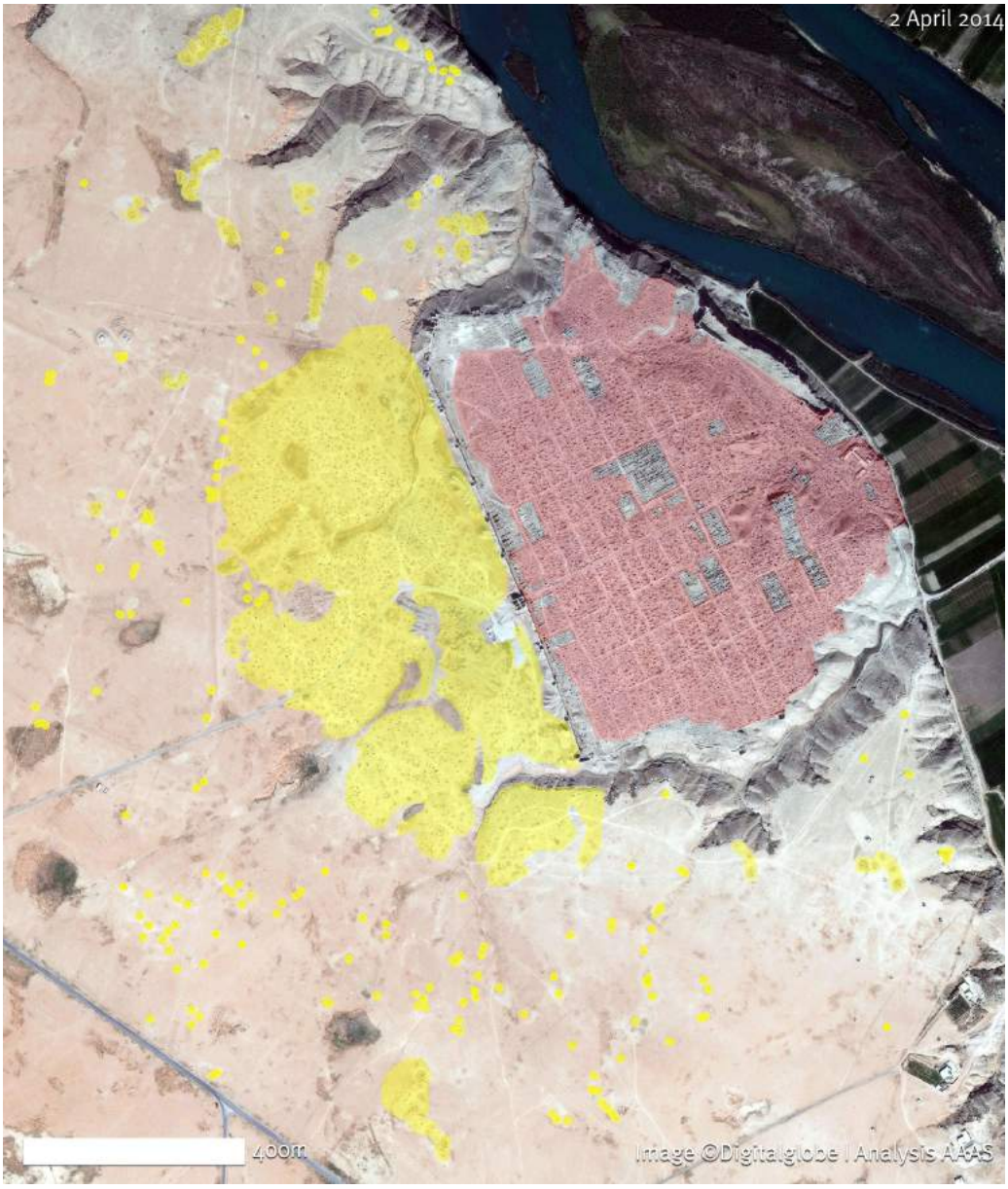


Fig. 2: Détail du pillage à Dura-Europos (©DigitalGlobe, U.S. Department of State, NextView License, Analysis AAAS, https://www.aaas.org/sites/default/files/content_files/AAAS-SyrianTWHS-122014.pdf).

Dans les zones contrôlées par le régime, la situation est peut-être moins grave, mais le patrimoine archéologique est menacé par l'utilisation des sites archéologiques par les militaires, comme Palmyre, la citadelle d'Apamée, la citadelle d'Alep et beaucoup d'autres. La deuxième menace est le pillage, comme c'est le cas à Apamée de l'Oronte, Palmyre et de nombreux autres sites.

Dans les zones contrôlées par les forces de l'opposition ou par l'armée Kurde[9], la pire menace provient des bombardements de sites archéologiques et culturels par la flotte d'avion du régime ou des autres acteurs de cette guerre, comme les Russes. À cela s'ajoute, la destruction causée par les tunnels (les sapes) creusés par les rebelles pour faire sauter des bâtiments utilisés par les soldats du régime : la vieille ville d'Alep est la plus menacée par ce type de destruction.

Dans ces zones contrôlées par les rebelles, les sites archéologiques sont menacés aussi par l'utilisation militaire, comme c'est le cas de la vieille ville d'Alep, du site d'Ebla et de certaines villes

9. Cette zone qui se trouve sous le contrôle de l'armée kurde n'a pas connu des combats ou des bombardements avant 2018, donc les sites archéologiques ont été épargnés de certains dommages.

Fig. 3: Le musée de Maarat Al Nouman, conséquences des bombardements du 15 juin 2015, ou l'aviation de l'armée du régime a jeté un baril explosif sur le musée à 23h00 heure locale (© Idlib Antiquité centre).

mortes ou les sites et les tells qui se trouvent dans les régions qui sont sous le contrôle de l'armée kurde.

Ces mêmes sites et tant d'autres encore subissent également les pillages.

Ces pillages sont perpétrés par des amateurs qui pratiquent cette activité parfois depuis longtemps, ou par des individus qui pour subvenir à leurs besoins et juste pour survivre ont été obligés de recourir à de tels moyens.

3. MESURES D'URGENCE ENTREPRISES

En ce qui concerne les mesures qui ont été entreprises pour la préservation du patrimoine syrien, et comme j'ai déjà expliqué auparavant, je vais me limiter à une seule zone en Syrie du Nord. Ces mesures peuvent être classées en trois catégories :

- III.1. Documentation des dommages
- III.2. Préservations objets, sites, monuments et musée, consolidation,
- III.3. Campagnes de sensibilisation et implication de la communauté dans la conservation du patrimoine.

3.1. Documentation des dommages

Par la documentation que, nous, archéologues syriens, nous réalisons, puis la consultation des différents rapports préparés par de nombreuses institutions concernées, nous notons que les principaux problèmes qui menacent le patrimoine syrien sont : le bombardement, l'utilisation militaire des sites et des monuments archéologiques, le pillage et le vandalisme[10].

3.1.1 Les bombardements

Le danger le plus destructeur est le bombardement par l'ensemble des belligérants, au mépris des conventions internationales, en particulier la Convention de la Haye pour la protection des biens culturels[11].

10. al Maqdissi 2016, p. 34-38, Cunliffe 2014, p.1-5.

11. La Convention de La Haye : convention pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé, Protocole, La Haye, le 14 mai 1954, Deuxième Protocole, La Haye, le 26 mars 1999. Notamment : Article 2. Protection des biens culturels, Article 3. Sauvegarde des biens culturels, Article 4. Respect des biens culturels et l'Article 19. Conflits de caractère non international.

Fig. 4: Le musée d'Idlib, conséquences des bombardements du 1 Mars 2015, causée par une frappe aérienne de l'armée du régime (© Idlib Antiquité centre).

Fig. 5: Saint Siméon, conséquences des bombardements causé par une frappe aérienne russe le 13 Mai 2016. (©UNESCO https://medium.com/@AreYouSyrious/ays-report-unesco-world-heritage-site-of-qalat-se-man-destroyed-in-a-russian-airstrike-c2ea4d36b8f3)

En Syrie du Nord, par exemple, un grand nombre de ces biens a été endommagé sans justification militaire et tactique, puisqu'ils n'étaient pas utilisés militairement et ne représentaient aucune menace. C'est le cas du musée de Ma'arat Al Nouman, bombardé le 15 juin 2015 et le 9 mai 2016 (Figure 4).

D'énormes dégâts ont été constatés après les explosions du 15 juin 2015. Le musée d'Idlib a été sévèrement endommagé à deux reprises, le 01 avril 2015 et le 09 mai 2016 (Figure 4), de sorte que le mur oriental du dépôt a été éventré : cette ouverture a mis en danger la collection qui y était conservée. Parmi les villages antiques de la région, nous pouvons mentionner le site de saint Siméon[12] (Figure 5) et Chancharah[13], qui ont aussi été bombardé bien que qu'ils ne représentent aucune menace militaire. Des attaques similaires ont été constatées sur de nombreux sites, comme le Krak des Chevaliers[14], Bosra (Figure 6) et Qalat El Mudiq[15], bombardé à plusieurs reprises en 2012 et 2013.

Par ailleurs, plusieurs sites, quartier, ou monuments ont été dynamités par les différents groupes armées, et ici on doit citer la vieillie ville d'Alep dont le patrimoine est peut-être le plus touché par ces actes criminels. Pour donner une image plus précise de l'ampleur de la catastrophe, nous pouvons compter sur certains rapports[16] qui avancent une constatation chiffrée des dé-

Fig. 6: Bosra, théâtre : conséquences des bombardements, frappe aérienne de l'armée du régime (© D.A. Bosra Al Sham)

12.

- https://www.nouvelobs.com/monde/guerre-en-syrie/20161214.OBS2652/avant-apres-le-terrible-panorama-en-photos-des-destructions-a-alep.html.
- https://fr.unesco.org/syrian-observatory/news/villages-antiques-du-nord-de-la-syrie-inscrits-en-2011.
- https://www.facebook.com/107086895626469 9/photos/pcb.1195516913799902/1195516797133247/?type=3$&$theater.

13. le patrimoine archéologique syrien en danger – https://www.facebook.com/Archeologie.syrienne/posts/4552566112093 35/.

14.

- https://www.facebook.com/Archeologie.syrienne/photos/a.168560016545664/588959171172411.
- https://www.alhurra.com/a/syria-krak-des-chevaliers-castle/227260.html.

15. Gelin *et al.* 2015, p. 226,Gelin 2012,Cunliffe 2012, p. 26-31..
https://www.facebook.com/Archeologie.syrienne/photos/a.168560016545664/486278158107180.

16. Unosat 2014.

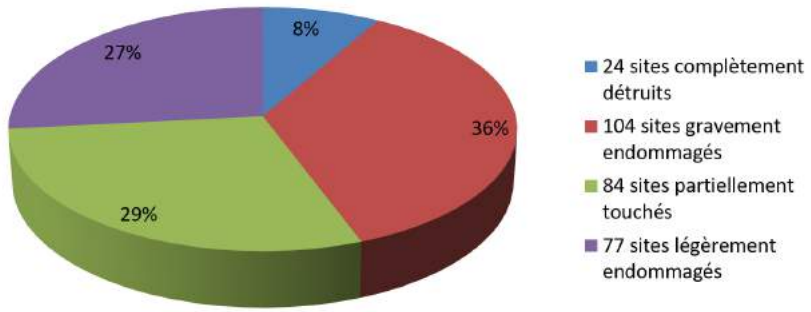


Fig. 7: Graphique du pourcentage de sites détruits, endommagés et touchés par la guerre.

gâts sur les sites endommagés en Syrie. Selon ces rapports, 300 sites environ ont subi des destructions, dont 24 sites complètement détruits, 104 gravement endommagés, 84 partiellement touchés, et plus de 77 avec des dégradations plus limitées (Figure 7). Mais je pense que ces chiffres sont en dessous de la réalité, et l'ampleur des destructions et du nombre de sites touchés est malheureusement encore plus lourde et plus large.

3.1.2 L'utilisation militaire des sites et monuments

Certains sites, malheureusement, ont été utilisés à des fins militaires par les différents acteurs de ce conflit, comme, la citadelle d'Alep, le Crac des chevalier, Ebla (Figure 9), Tell Al Mastumah (Figure 8), Villages Antiques en Syrie du nord (Figure 10), Palmyre et tous les tells dans les zones contrôlées par les forces militaire kurdes. Cette utilisation militaire a bien endommagé des sites, monuments et tells par des constructions ou des creusements des tranchés et l'ouverture des passages ou des chemins pour les machines et les véhicules militaires. Par exemples, sur les tells, les militaires nivellent le sommet et détruisent les niveaux supérieurs parfois très bien conservés.

Fig. 8: Tall Al Mastoumah : des installations militaires de l'armée du régime sur le sommet du tell (© Idlib Antiquity Center).

Fig. 9: Ebla : des installations militaires dans la partie occidentale du site, surtout sur le rempart de la ville, (© Idlib Antiquity Center)

Fig. 10: Villages antiques de Syrie du Nord : installations militaires sur le site de Chancharah, (© Idlib Antiquity Center)

3.1.3 Les pillages organisés et non organisés

Le pillage a touché tous les sites en Syrie, partout dans le pays. Nous pouvons distinguer plusieurs types de pillage. Certains sont organisés et parfois supervisés par des responsables, comme c'est le cas dans les zones contrôlées par Daech et par certains groupes armés.

Il y a aussi les pillages effectués par des « amateurs » qui pratiquent cette activité clandestine depuis longtemps, encore différents des pillages réalisés par des individus dont la situation économique les a poussés à rechercher des nouveaux moyens pour vivre. Le problème des pillages clandestins menace quasiment la totalité des sites archéologiques. En se fondant sur une étude américaine réalisée sur un échantillon de 1300 sites sur les 8000 sites inventoriés en Syrie, nous devons prendre conscience de la gravité de la situation et l'étendue des dégâts sur l'ensemble du territoire syrien. Les résultats de cette étude montrent que 26% des sites ont été pillés dans les zones contrôlées par les forces d'opposition ou les forces militaire Kurdes, 21,4% des sites pillés dans les zones contrôlées par Daesh et 16,5% des zones contrôlées par le régime[17] (Figure 11).

En ce qui concerne les musées archéologiques, la situation est aussi grave que pour les sites et monuments archéologiques. Quatre musées archéologiques ont été endommagés : il s'agit des musées de Al Raqqa, Homs, Idlib et Ma'arat Al Nouman. Les deux musées qui ont été le plus largement pillés sont celui d'Al Raqqa et d'Idlib (Figure 12). Le pillage, et la destruction a touché malheureusement, un grand nombre de musées spécialisés, tels que des musées de médecine et de science, ou les musées de tradition/mémoire populaire, comme à Alep, Al Raqqa, Deir Az Zor, Bosra, et à Homs.

3.1.4 Vandalisme, saccages

Au cours de cette guerre, nous avons observé un nouveau phénomène qui était presque inexistant avant 2011, le vandalisme et le saccage des sites et des bâtiments archéologiques, en tant que vestiges représentant des symboles, comme la tombe pyramide d'El Bara. Un autre type de vandalisme est lié à la réutilisation de blocs ou de bâtiments archéologiques comme carrières de matériau, ou le déblayage de vestiges archéologiques pour les besoins de nouvelles constructions (Figure 13).

3.2. Préservations objets, sites, monuments et musée, consolidation[18]

La documentation des dommages et les visites permanentes que notre équipe réalise en Syrie nous aident à identifier les causes des dommages, et donc le type d'intervention que nous pouvons faire pour sauver les sites et les monuments pour réduire les impacts. Nos travaux antérieurs dans cette région, nous ont permis d'acquérir une bonne connaissance de ses sites, ce qui nous aide à prendre des mesures proactives pour protéger les sites, les bâtiments et les monuments archéologiques. Ce qui a été fait pour protéger les mosaïques du musée Ma'arat al-

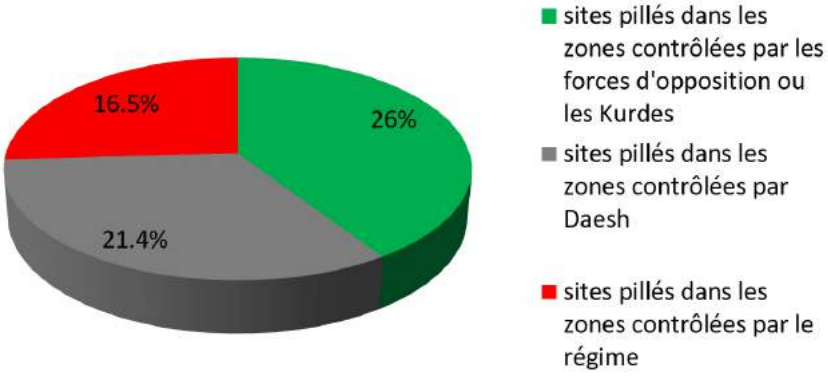


Fig. 11: Graphique du pourcentage de sites pillés dans les différentes zones en Syrie.

17. Casana 2015, p.142-152.

18. al Shbib & Heitmann 2018, p. 164-167; voir également site internet SIMAT https://syriansforheritage.org/reports-2/.https://fr-fr.facebook.com/Archeologie.syrienne.

19. al Quntar & Daniels 2016, p.381-397. 154-160.- https://global.si.edu/success-stories/safeguarding-cultural-heritage-syria-and-iraq.

Fig. 12: Le musée d'Idlib : l'état des réserves après le pillage, cette photo est prise dans une salle dédié aux objets découverts à Ebla (© Idlib Antiquité centre).

Nu'man[19], et la mosaïque de Ferkyia, ces deux projets présentent un bon exemple de nos actions dans la préservation de patrimoine syrien. Le projet sur la préservation des mosaïques du musée de Ma'arat Al-Nouman a déjà été publiée, pour cette raison je ne présente dans cet article que le projet de protection de la mosaïque de Ferkyia. D'autres projets ont été menés sur des bâtiments après avoir été exposés à des dommages : afin de réduire les risques de dommages, des interventions urgentes et rapides ont été menées pour éliminer complètement l'effondrement des bâtiments. Comme c'est le cas dans le site d'Ebla et le monastère de Soubat (Deir Soubat) dans le site d'Al- Bara.

3.2.1 Préservation d'urgence de la mosaïque de Ferkyia

Ferkyia est l'un des anciens villages occupé d'une façon continue jusqu'à nos jours. De nombreux bâtiments archéologiques ont été réutilisés par les villageois. En 2007, la mosaïque de Ferkyia a été découverte et représente une constellation dédiée aux animaux. Cette mosaïque a été réalisée dans une chambre funéraire qui contient sept sarcophages. Cette pièce semble faire partie d'un monastère datant du sixième siècle. Après l'achèvement de l'étude, nous avons décidé de garder cette mosaïque en place et de travailler sur la réparation du bâtiment. En 2016, lorsque les circonstances ont permis l'accès au village, nous avons travaillé sur un projet préventif visant à protéger cette mosaïque de la même manière que pour les mosaïques au musée de Ma'arat al-Nouman.

La mosaïque (Figure 14) a été protégée contre le vol, le vandalisme ou la destruction liée au bombardement. Notre méthode a donc consisté à recouvrir de sable la mosaïque, à renforcer les murs et à réparer les fissures pour éviter les fuites d'eau. Dans le même but, le toit a été renforcé.

3.2.2 Préservation et consolidations d'urgence du site d'Ebla

Ce site, comme beaucoup d'autres dans cette zone, s'est trouvé sous le contrôle d'un groupe armé qui en a interdit l'accès entre 2012 et 2014. Après de longues négociations, nos collègues sur place ont réussi à entrer dans le site et à évaluer son état. Ensuite, nous avons établi un programme concerté sur les actions d'urgence à entreprendre, en commençant par la documentation de l'état actuel du site et des dommages qu'il a subi, du fait des destructions dues aux installations militaires, aux pillages, ou à des facteurs d'érosion naturels.

Fig. 13: Villages antique en Syrie du nord : réutilisation de blocs ou de bâtiments archéologiques comme carrières de matériau, et le déblayage de vestiges archéologiques pour les besoins de nouvelles constructions. (© Idlib Antiquité centre).

Fig. 14: Mosaïque de Ferkyia : protection et préservation de la mosaïque et des sarcophages. (© Idlib Antiquity Center).

Fig. 15: Ebla : consolidation de l'escalier du palais G, avant et après notre intervention (© Idlib Antiquity Center).

Les différentes phases de ce projet ont été :

- Photographies des fosses de pillage, en utilisant un panneau sur lequel étaient indiqués la date, le secteur, le numéro de la fosse, et le nord.
- Localisation des fosses de pillage sur le plan du site grâce au GPS inclus dans l'appareil photo.
- Description et mesure des trous de pillages, grâce à la fiche d'inventaire.

À la fin de cette deuxième phase de notre projet, nous avons constaté la nécessité de faire des consolidations d'urgence sur certains murs menacés d'écroulement à cause des trous qui ont été creusés par les pilleurs au pied et sous ces murs. Cette consolidation préventive avec les moyens sur place (Figures 15 and 16) est essentielle en attendant une réelle restauration.

3.2.3 Consolidation de Deir Soubat dans le site d'Al-Bara.

Au cours de la période 2015-2017, Al-Bara, comme d'autres villages anciens du nord de la Syrie dans la région d'Idlib, a subi de nombreuses violations. L'un des plus graves a été la destruction au bulldozer de bâtiments archéologiques pour casser et réutiliser les blocs anciens pour la construction de maisons modernes. Le projet, qui a été mis en œuvre à Al-Bara, se limitait à la phase actuelle de restauration et de consolidation d'un mur du monastère (Deir Soubat, Figure 17), attaqué par des saboteurs. Un certain nombre de pierres a été enlevé sur le côté de l'une des portes de ce monastère, exposant l'intérieur du mur et risquant de faire effondrer tout le bâtiment. Afin d'éviter ce désastre, les pierres manquantes ont été remplacées et le vide dans les murs a pu être comblé. Le bâtiment a été construit en pierre calcaire de grande taille. Pour soutenir cette façade, des pierres de calcaire ont été également utilisées, mais dans des dimensions plus petites, car il était difficile de manipuler des gros blocs. En effet, le travail a été fait manuellement car les machines de levage ne peuvent pas atteindre le bâtiment. Enfin, pour fixer ces pierres, un mortier traditionnel a été utilisé.

Outre la préservation du bâtiment, nous avons également atteint d'autres objectifs. Par ce travail, nous avons envoyé un message pour sensibiliser et démontrer l'importance de ces sites archéologique ainsi que la nécessité de les préserver.

3.3. Campagnes de sensibilisation et implication de la communauté dans la conservation du patrimoine : participation des communautés locales à la protection du patrimoine archéologique

Les populations locales sont porteuses de patrimoine et elles sont les principaux acteurs de sa protection. Estimant que la participation de la communauté locale à la protection du patrimoine est une étape majeure, et acceptant qu'il s'agisse d'un long processus, nous avons pris l'initiative de travailler avec la communauté syrienne locale du nord-ouest de la Syrie pour sauvegarder le patrimoine. Ce projet vise à reconnecter les habitants syriens d'un village à leur patrimoine grâce à différentes activités. Cette connexion est essentiellement parallèle aux actions "physiques" de protection du patrimoine syrien construit.

Nous cherchons également à travers le projet à former une génération qui apprécie et qui travaille pour son patrimoine, ainsi que pour en tirer profit. Mais aussi nous souhaitons donner une chance de pouvoir faire revivre certains travaux manuels traditionnels ; puisque certaines personnes dans les localités ont encore les connaissances dans ce domaine. Cette étape a deux résultats positifs qui sont la restauration et la revitalisation de l'artisanat traditionnel (plats et paniers en vannerie), et la fourniture d'une source de revenus aux femmes. En outre, les jeunes générations ont la possibilité de s'impliquer et d'apprendre de telles traditions. Ils sont invités à participer, à rechercher et à découvrir de telles manipulations et à prendre l'initiative de produire des plats ou des paniers ou autres produits qu'on utilise dans la vie quotidienne. L'un des objectifs d'une telle démarche est également de pouvoir documenter des pratiques qui constituent le patrimoine que les personnes âgées peuvent encore transmettre.

Pour essayer de relayer cette transmission, nous avons travaillé également avec les enfants qui sont des futurs citoyens (nouvelle génération) et qui deviendront responsables de ce patrimoine. Nous avons focalisé nos activités de sensibilisation vers ce jeune public, en leur enseignant l'importance de leur patrimoine et la nécessité de sa protection. Mais surtout, nous avons essayé de construire une nouvelle « relation correcte » entre eux et les vestiges de l'histoire. Pour cela nous avons organisé des visites des sites archéologiques pour les enfants des écoles. Nous avons organisé des ateliers de fouille archéologique et de restauration.

FIG. 16: Ebla : consolidation de l'entrée du temple D (Grand temple), avant et après l'intervention (© Idlib Antiquity Center).

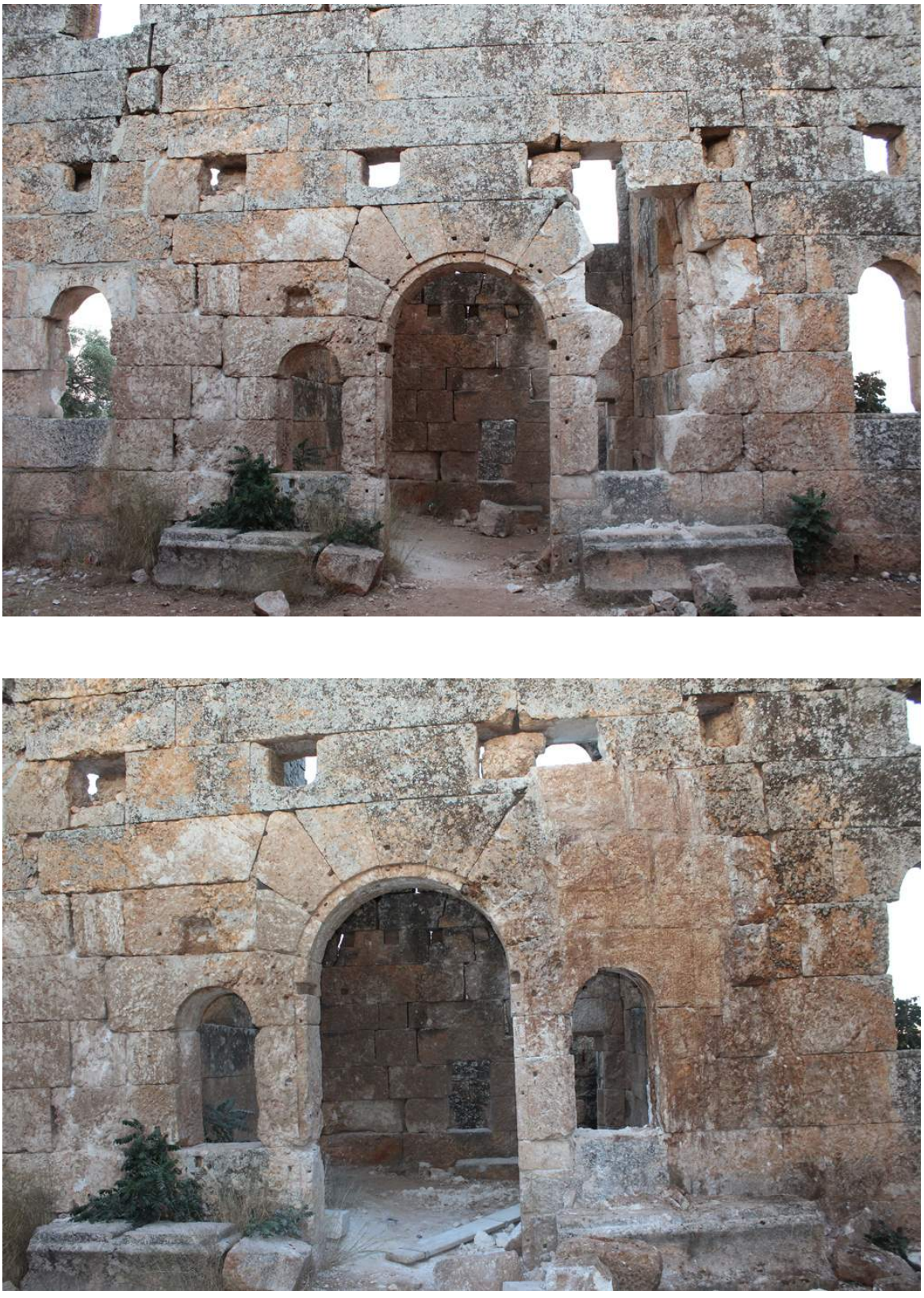


Fig. 17: Deir Soubat : sauvetage du monastère, consolidation de la façade en remplaçant les blocs manquants (© Idlib Antiquity Center).

4. CONCLUSION

Après cette analyse de la situation en Syrie, et ces observations sur les dangers qui menacent et qui entravent les efforts de préservation et de protection du patrimoine culturel, nous pouvons tirer plusieurs constats.

Premier constat : c'est la première fois dans l'histoire des conflits armés, que l'on parle autant du patrimoine culturel, et ce n'est malheureusement pas une bonne nouvelle puisqu'il a été instrumentalisé. En effet, le patrimoine syrien est malheureusement devenu un outil de propagande sur lequel se sont appuyés les différentes parties en conflit en Syrie. Il est devenu un outil pour étendre l'influence régionale et internationale pour certains groupes djihadistes, ou même pour le régime syrien.

Deuxième constat : c'est l'incapacité des institutions internationales à jouer leur rôle de protecteur, et à mobiliser pour la préservation du patrimoine d'une façon active. De plus, la communauté internationale n'a pas réagi de manière impartiale et équilibrée face aux différents dangers qui pèsent sur le patrimoine. Par exemple, pendant les deux années passées, tous les médias et les mobilisations publiques ont été concentrés sur les menaces liés à l'État Islamique (Daech), en passant sous silence les autres crimes et catastrophes. Les destructions causées par les bombardements du musée d'Idlib, de Ma'arat Al Nouman, ou de l'église de Saint-Siméon ont été à peine connus et n'ont pas mobilisé à l'international, alors que le détail de ce que Daech a détruit à Palmyre a été amplement exposé. Cette surexposition peut être légitime en raison de l'importance de ce site, mais cela a contribué à créer certains malentendus sur la crise du patrimoine antique en Syrie en focalisant l'intérêt sur un seul responsable. D'ailleurs, et d'après des images satellites obtenues par l'American Schools of Oriental Research (ASOR), le conflit syrien, par sa durée, son étendue et le nombre d'intervenants, a entraîné la destruction de bien plus de monuments que l'organisation terroriste Daech.

Troisième constat : aucune mise en place de plans de protection par les institutions nationales et internationales. Comme nous l'avons vu, de nombreuses initiatives locales ont cherché à protéger et à préserver ce qui peut être protégé de ce patrimoine, en particulier dans les zones le plus menacées, auxquelles la DGAM n'a plus accès. En outre, la DGAM n'a pas cherché à élaborer un plan alternatif pour protéger le patrimoine culturel dans ces zones. Par conséquent, les organisations internationales, qui ne peuvent traiter qu'avec des institutions gouvernementales, n'ont rien pu faire pour protéger le patrimoine dans ces zones. Le résultat est sans appel, toutes ces initiatives locales ont été injustement ignorées, ce qui a limité grandement leur efficacité malgré l'importance et la nécessité des projets mis en œuvre et ayant joué un rôle dans la protection de nombreux bâtiments, musées et artefacts archéologiques.

La dernière observation, sur laquelle il faut mettre l'accent, est la nécessité de coopérer, ou de faire participer la société civile dans tous projets liés à la protection du patrimoine culturel, car elle peut jouer un rôle majeur dans la protection du patrimoine culturel, notamment pendant les périodes de conflit.

BIBLIOGRAPHIE

Bunyard K. L., 2016, *ISIL and the illegal antiquities trade*, Mémoire de Bachelor, University of Arizona, Grenoble, URL https://repository.arizona.edu/bitstream/handle/10150/612623/azu_etd_mr_2016_0028_sip1_m.pdf.

Casana J., 2015, «Satellite Imagery-Based Analysis of Archaeological Looting in Syria», *Near Eastern Archaeology* 78, 3, p. 142–152.

Cunliffe E., 2012, *Damage to the soul : Syria's cultural heritage in conflict*, Durham University and Global Heritage Fund.

Cunliffe E., 2014, «Summary Report on heritage damage during the Conflict in Syria given to the BANEA AGM: January 2014», Report, URL https://www.academia.edu/5797992/Summary_Report_on_heritage_damage_during_the_Conflict_in_Syria_given_to_the_BANEA_AGM_January_2014.

Gelin M., 2012, «Le patrimoine archéologique, dommage collatéral », *Les Carnets de l'Ifpo. La recherche en train de se faire à l'Institut français du Proche-Orient* URL http://ifpo.hypotheses.org/3355.

Gelin M., al Shbib S., Abdul Massih J. & Shinichi N., 2015, «Qalaat al-Mudiq, citadel of Apamea : Past and Present», *in Archaeological explorations in Syria 2000-2011*, Proceeding of ISCACH- Beirut.

Keller A., 2015, «Documenting ISIL's Antiquities Trafficking: The Looting and Destruction of Iraqi and Syrian Cultural Heritage: What We Know and What Can Be Done», *Economic and Business Affairs Remarks.* URL https://2009-2017.state.gov/e/eb/rls/rm/2015/247610.htm, washington D.C.: U.S. State Department, Bureau of Economic and Business Affairs.

al Maqdissi M., 2016, «La destruction du patrimoine archéologique syrien », *Les nouvelles de l'archéologie* , 144, p. 34–38.

al Quntar S. & Daniels B.-I., 2016, «Responses to the Destruction of Syrian Cultural Heritage: A Critical Review of Current Efforts», *International Journal of Islamic Architecture* 5, 2, p. 381–397.

al Shbib S., Chenevez A. & Nouvello Pagliantu N., 2014, «Patrimoine syrien en danger », *in L'invention de la valeur universelle exceptionnelle de l'UNESCO*, Harmattan, p. 201–209.

al Shbib S. & Heitmann R., 2018, «Salvaging Syrian Artifacts from the Idleb Museum», *Kunst und Recht, Journal für Kunstrecht* , 6, p. 164–167.

Unosat, 2014, «Satellite-based Damage Assessment to Cultural Heritage Sites in Syria», Rapport de l'ONU, URL http://unosat.web.cern.ch/unosat/unitar/downloads/chs/FINAL_Syria_WHS.pdf.

Sites internet

- SIMAT Syrians For Heritage – التراث أجل من سوريون – https ://syriansforheritage.org/reports-2/.
- Le patrimoine archéologique syrien en danger – https ://fr-fr.facebook.com/Archeologie.syrienne/.
- Idleb Antiquites Center – https ://www.facebook.com/Idleb-Antiquites-Center-1070868956264699/.
- Association for the protection of Syrian archaeology – apsa2011.com
- Ancient History, Modern Destruction : Assessing the Current Status of Syria's World Heritage Sites Using High-Resolution Satellite Imagery https ://www.aaas.org/resources/ancient-history-modern-destruction-assessing-current-status-syria-s-world-heritage-sites.
- Carte des changements militaires – https://www.edmaps.com/html/syrian_civil_war_in_maps.html

Yémen. Un patrimoine vandalisé dans un pays en proie au chaos

Jérémie Schiettecatte[1]

Résumé : Le Yémen fait face depuis plusieurs années à trois menaces patrimoniales majeures :

- La menace de la guerre qui, depuis l'intervention armée d'une coalition militaire internationale en mars 2015, a provoqué la destruction de musées, sites archéologiques et patrimoniaux.
- La menace islamiste qui se traduit par des destructions volontaires et idéologiques ou sous la forme de dommages collatéraux d'attentats terroristes.
- La menace du pillage enfin qui affecte depuis plus de vingt ans les sites archéologiques des régions échappant à tout contrôle étatique.

Notre propos est de présenter ces trois phénomènes, la succession des événements qui a conduit à une telle situation, enfin les initiatives qui ont été mises en place par les organismes culturels locaux et internationaux ainsi que la communauté scientifique afin de sensibiliser l'opinion publique, documenter les dommages, réunir les données, former et fournir une assistance technique aux acteurs présents sur le terrain.

Mots-clefs : Yémen ; patrimoine ; destruction ; pillage.

Abstract : Yemen. A heritage vandalized in a country in the throes of chaos

For many years, Yemeni heritage has been under three critical threats :

- A war waged by an international military coalition headed by Saudi Arabia against Zaydi militias (the 'Houthis'), which started in March 2015, and caused the destruction of museums, archaeological sites and historical cities ;
- Violent Islamist groups whose ideology led to the deliberate destruction of mausoleums and churches, and whose bomb attacks badly damaged historical cities ;
- Looters, who have been plundering some of the major archaeological sites for over 20 years, in particular in marginalized and deprived areas where the state control has always been weak.

Our purpose is to describe these three phenomena, as well as the succession of events which have led up to this critical situation, and the initiatives of local and international cultural organisations to raise awareness, document damage, collect information, train and provide technical support to the Yemenis who are active on the field.

Keywords : Yemen ; heritage ; destruction ; looting.

1. CNRS, UMR 8167 Orient et Méditerranée, Ivry-sur-Seine

ملخص / پووخته / خلاصه

اليمن. تراث مخرب في بلد يمر بحالة من الفوضى

يواجه اليمن منذ ثلاثة أعوام ثلاث تهديدات رئيسية على التراث: - تهديد الحرب، الذي أدى منذ التدخل المسلح للتحالف العسكري الدولي في آذار ٢٠١٥ إلى تدمير المتاحف والمواقع الأثرية والتراثية. - التهديد الإسلامي الذي ينتج عنه تدمير متعمد وأيديولوجي أو على شكل أضرار جانبية جراء الهجمات الإرهابية. - وأخيراً خطر السرقات الذي يؤثر منذ أكثر من عشرين عاماً على المواقع الأثرية في المناطق الخارجة عن سيطرة الدولة. نهدف إلى عرض هذه الظواهر الثلاث وتعاقب الأحداث التي أدت إلى هذا الحالة، وأخيراً المبادرات التي وضعت من قبل المنظمات الثقافية المحلية والدولية والمجتمع العلمي لزيادة الوعي العام وتوثيق الأضرار وجمع البيانات، والتدريب وتقديم المساعدة التقنية للجهات الفاعلة في هذا المجال على الأرض.

كلمات مفتاحية: اليمن، التراث، تدمير، نهب.

وولآتی یەمەن: کلتوری وێران بوو لە وولآتێك لە باری ئاژاوەدا

وولاتی یەمەن لەماوەی ئەم سێ ساڵەدا تووشی سێ مەترسی فەرهەنگی کلتوری بۆوەتەوە: • مەترسیەکانی جەنگ، لە ماوەی دەستێوەردانی چەکدارە هاوپەیمانی سەربازی دەولەتی دا لە مارسی 2015 دا، بووە هۆی تێکچوونی مۆزەخانەو شوێنەو شوێنەواری و کلتوریەکاندا. • مەترسی ئیسلامی توندرەو کەبووە هۆی وێرانکاری بە ئەنقەستی و بیروباوەری یا لە شێوەی زیان پێکەوتووی هێرشە تیرۆرستیەکان. • مەترسی دزین کەوا بەم کۆتاییانە کاریگەری لە سەر 20 سالّی ناوچە شوێنەواریەکانی ناوچەکانی دەرەوەی دەسەلآتی دەولەت هەبووە. ئامانجمان پێشکەش کردنی ئەم سێ دیاردەن، بەدواداچوون بۆ ئەم رووداوانەی کەوا دەبنە هۆی رووداتی ئەم جۆرە کارەساتانە، وە لە کۆتاییدا ئەو بریارانەی کەوا رێکخراوە میلی و دوولیەکان دەیگرن وە هەروەها کۆمەڵگای زانستی بۆ زیادکردنی هۆشیاری گشتی، بە بەڵگەکردنی زیانەکان، کۆکردنەوەی زانیاریەکان،وە راهێنانکردن و هەڵسەنگاندنی یارمەتیە هونەریە کاریگەریکان بۆ ئەم بوارەدا.

ووشەی تێپەڕ: یەمەن: کلتور، وێرانکدن، تالآن کردن.

یمـــن. یک میراث فرهنگی تباه شده در کشوری قربانی آشوب

از چندین سال بدینسو، سه نوع چالش عمده میراث فرهنگی یمن را تهدید میکنند، که عبارت اند از : • چالش جنگ، که بعد از مداخله نظامی ائتلاف بین المللی در مارس ۲۰۱۵ میلادی باعث تخریب تعدادی موزه/موزیم ها، ساحات باستانی و میراث فرهنگی گردید. • چالش افراط گراهایی اسلامی که منجر به تخریب عمدی و ایدئولوژیک، مانندی صدمات جانبی حملات تروریستی. • چالش غارت، که از اضافه تر از بیست سال بدینسو متوجه ساحات باستانیای است که دولت بر آن کنترل ندارد. هدف این مقاله شرح این سه پدیده، ارائه تسلسل رویدادهایکه منجر به چنین حالت شده و بلاخره ابتکارات، که توسط مؤسسات فرهنگی محلی و بین المللی بر علاوه مجتمع علمی، بخاطر آگاهی دهی مردم، اسناد سازی خسارات، جمع بندی دادهها، آموزش و ایجاد دستیارهای تکنیکی برای بازیگرهای موجود در ساحه روی دست گرفته شدهاست، میباشد.

واژههای کلیدی: یمن، میراث فرهنگی، تخریب، غارت.

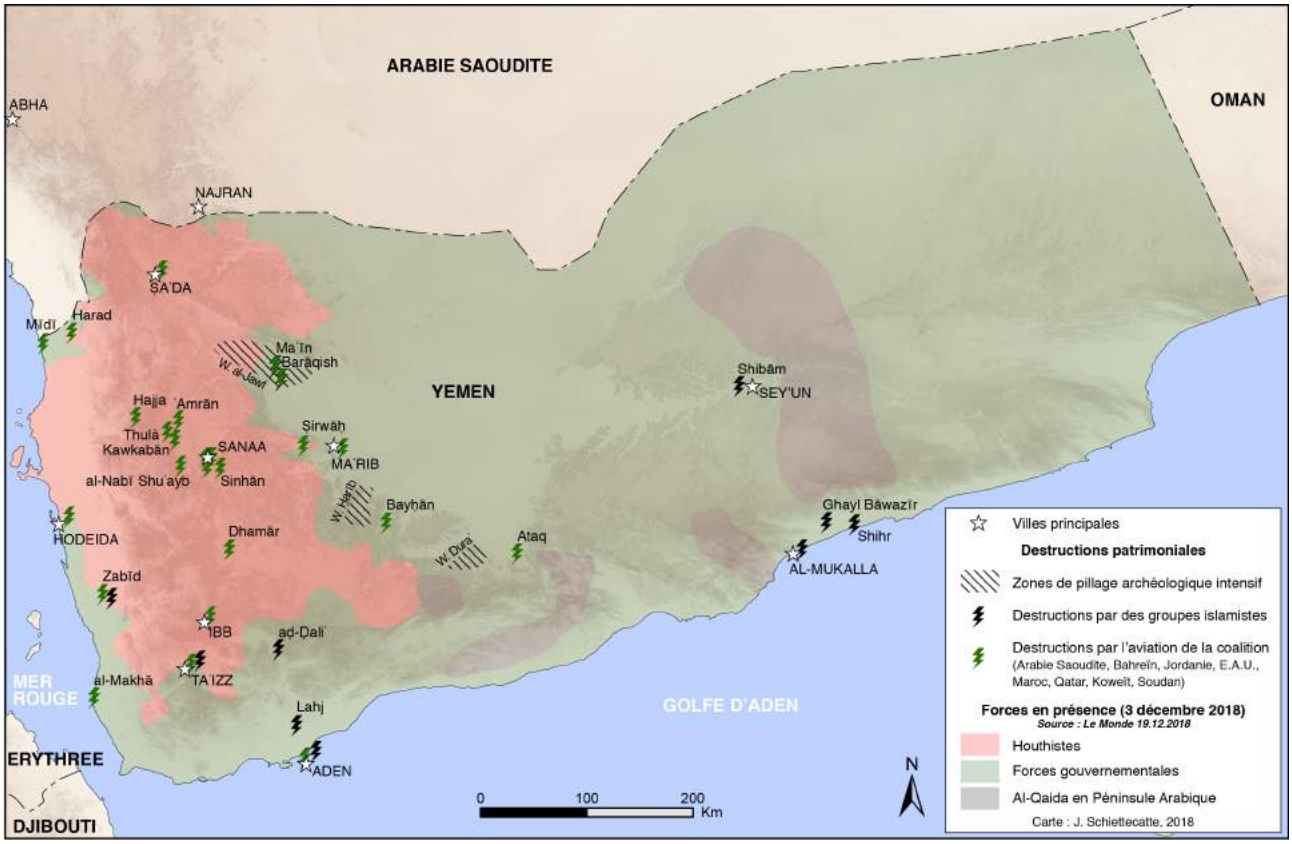


Fig. 1: Carte des destructions patrimoniales et zones de pillage au Yémen (J. Schiettecatte).

1. INTRODUCTION

Les destructions des bouddhas de Bâmiyân (Afghanistan), du temple de Bel à Palmyre (Syrie) et des vestiges de Nimrud (Iraq) furent largement médiatisées, suscitant l'émotion de la communauté internationale. Celles du temple de Barāqish et du musée de Dhamār au Yémen sont passées inaperçues, hormis les communiqués d'Irina Bokova, alors directrice générale de l'Unesco, et quelques trop rares échos dans la presse[2].

Depuis 2014, le Yémen est le cadre d'un conflit qui se déroule à l'abri des regards. Les journalistes étrangers y sont privés d'accès. « Guerre 'cachée' ou 'oubliée' »[3], « 'guerre par procuration entre l'Iran et l'Arabie Saoudite »[4], ce conflit meurtrier et sans issue visible engendre le chaos, le sécessionnisme régional et la faillite d'un pays. Il entraîne dans son sillage une crise humanitaire sans précédent et, dommage collatéral, la destruction de son patrimoine.

Si le conflit est à l'origine des pertes patrimoniales les plus significatives, il serait toutefois réducteur de limiter l'équation à ces deux éléments. Les destructions sont également le fait d'islamistes radicaux et de pilleurs dont l'activité est bien antérieure (Figure 1).

Nous nous proposons ici de passer en revue ces différents phénomènes qui ont pour conséquence commune de ruiner progressivement ce qui faisait la fierté et l'unité d'un pays : son patrimoine archéologique, historique et architectural.

2. Arlandis 2015; Gerlach 2015; Khalidi 2015*b*,*a*; N. 2015; Romey 2015; Taylor 2015; Zawisza 2016.

3. Bonnefoy 2017.

4. Mermier 2018.

Fig. 2: Barāqish, rempart antique (J. Schiettecatte).

Fig. 3: Ma'rib, prise d'eau septentrionale du barrage antique (Ch. J.Robin).

1 – LA PATRIMOINE YÉMÉNITE, ENJEU DE FIERTÉ ET D'UNITÉ

Dans l'imaginaire collectif occidental, le Yémen est rarement perçu autrement que comme un désert dépourvu de ressources. C'est trop vite oublier que le pays est d'abord un pays de montagnes, de hauts plateaux, arrosés par les pluies de mousson. Sa population, sédentaire, y a développé depuis 5000 ans maintenant une agriculture irriguée au moyen de savants ouvrages hydrauliques [5]. Les paysages y sont sculptés en terrasses. A l'est du pays, dans le Ḥaḍramawt, de profondes vallées incisées dans un vaste plateau calcaire abritent là aussi de vastes terroirs agricoles, aux palmeraies immenses.

L'arbre à encens (*Boswellia sacra*) et à myrrhe (*Commiphora myrrha*) qui y poussent ont alimenté un commerce international antique qui a fait la richesse de royaumes sudarabiques [6]. Leur attrait motiva la seule expédition romaine connue en péninsule Arabique, une entreprise menée par Ælius Gallus, préfet d'Égypte, et vouée à l'échec [7].

La position stratégique du pays, à la jonction entre océan Indien et mer Rouge en a fait un relais le long des voies maritimes du tournant de l'ère chrétienne à l'époque contemporaine [8]. À l'époque médiévale, ses ports, Aden en premier, furent pourvoyeurs de cuir, de textile, de parfums, de minerai, de chevaux [9]. Au XVIII[e] siècle, le café cultivé dans la montagne yéménite alimentait les comptoirs français et hollandais établis dans le port d'al-Makhā, resté célèbre en Europe sous le nom de Mo-

5. Wilkinson 2006.

6. Avanzini 1997; Groom 1981.

7. Von Wissman 1976; Buschmann 1991; Sidebotham 1986; Simon 2002; Speidel 2015; Arbach & Schiettecatte 2017.

8. Vagnon & Vallet 2017.

9. Vallet 2010.

Fig. 4: Inscription sudarabique de langue sabéenne, v. I^er^ siècle avant / après J.-C., provenance : Kāniṭ (J. Schiettecatte).

ka[10].

Le cadre environnemental favorable, la position stratégique sur les grandes routes du commerce maritime et les ressources naturelles dont a bénéficié le pays ont tous trois contribué à l'essor de royaumes successifs qui se caractérisèrent tous par une tradition architecturale monumentale, par une culture de l'écrit et par des programmes artistiques qui donnèrent forme au patrimoine archéologique et historique du Yémen contemporain [11]. On retiendra principalement :

- De la préhistoire : le mégalithisme et l'art rupestre ;
- De l'âge du Bronze : les milliers de tombes en pierre sèche (tombes-tours, tombes à traînes) ; les statues-menhirs et stèles de guerriers ;
- De l'époque des royaumes sudarabiques (VIII[e] siècle avant – VI[e] siècle après J.-C.) : les cités fortifiées (Figure 2), les barrages monumentaux (Figure 3), les temples hypostyles, les milliers d'inscriptions monumentales (Figure 3) ; la statuaire en albâtre et en bronze (Figure 5) ;
- De l'époque médiévale : les mosquées et madrasas aux décors intérieurs peints (Figure 6) ; les villes fortes ; les manuscrits des plus anciens Corans connus à ce jour (Figure 7) ; les manuscrits rasūlides ;
- De l'époque moderne : les palais, mosquées et hammams d'époque ottomane (Figure 8), les palais en terre crue de Tarīm influencés par l'architecture britannique et hollandaise d'Inde et d'Indonésie (Figure 9).
- Et toutes époques confondues, une architecture vernaculaire de terre crue ou cuite, de pierre, de plâtre, de verre et d'albâtre dont l'expression la plus aboutie se retrouve dans les trois villes du Yémen qui ont fait l'objet d'un classement sur la liste du patrimoine mondial de l'Unesco : Shibām dans le Ḥaḍramawt, dite « Manhattan du désert » (Figure 10), la vieille ville de Sanaa (Figure 11) sur les hauts plateaux de l'ouest du pays et Zabīd dans la plaine côtière de la Tihāma (Figure 12).

Fig. 5: Statue d'albâtre, musée de Lahj (J. Schiettecatte).

Fig. 6: Rada', cour intérieure de la mosquée dite 'Amriyya (J. Schiettecatte).

10. Labrousse 1984.

11. Charloux & Schiettecatte 2016.

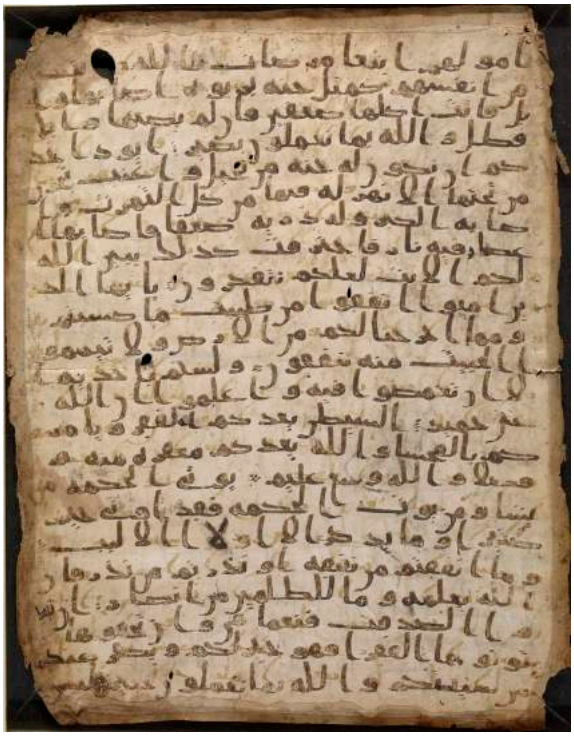


Fig. 7: Manuscrit du Coran (versets 2:265-271) sur palimpseste d'un Coran antérieur à 671, Sanaa (Behnam Sadeghi, Stanford University).

Fig. 8: Sanaa, vieille ville, mosquée ʿUmar bin al-Khaṭṭāb (J.Schiettecatte).

En dépit des convergences culturelles observées aux différentes périodes et de la particularité géographique de la région au sein de la péninsule Arabique, l'unité du Yémen ne va pas de soi. Et pour cause, la région ne fut réellement politiquement unifiée qu'à trois reprises dans sa longue histoire : à l'apogée du royaume de Ḥimyar (IV^{e}-VI^{e} siècles après J.-C.) [12] puis de 1660 à 1682 sous la dynastie qāsimide [13] et enfin depuis 1990 à la suite de l'unification des République Arabe du Yémen (Nord Yémen) et République Démocratique Populaire du Yémen (Sud Yémen).

Le Yémen est une mosaïque tribale ; son territoire est marqué par des clivages religieux, des variations dialectales fortes, des ressources naturelles inégalement réparties et une pratique de la politique héritée de traditions différentes selon que l'on soit originaire de l'ancien Nord Yémen ou de l'ancien Sud Yémen. Dans un pays où l'identité se décline par référence à l'une ou l'autre de ces nombreuses facettes [14], la richesse patrimoniale a constitué au cours des dernières décennies un élément structurant de l'identité et de l'unité yéménite. La nation a mobilisé dans des cadres variés les références à ce passé commun et bien souvent préislamique. On les trouve sur les billets de banque où les deux faces de chacune des émissions sont illustrées par un monument emblématique du patrimoine yéménite (Figure 13), sur l'avenue al-Sabaʿīn, lieu des parades militaires et civiques organisées par le parti du Congrès général du peuple au pouvoir jusqu'en 2015, où les piliers du Maḥram Bilqīs sont reproduis en béton et sur le barrage moderne de Ma'rib, bâti en amont du barrage antique, où le président Ali Abdallah Saleh avait fait graver l'inscription de fondation en arabe et en sabéen, en y reproduisant la structure textuelle des grandes inscriptions royales antiques[15] (Figure 14).

A cet égard, la destruction du patrimoine yéménite à laquelle nous assistons actuellement n'est pas simplement la démolition matérielle de monuments anciens. C'est également l'effacement progressif d'une mémoire collective, ferment d'une identité commune. Ces destructions contribuent un peu plus encore au délitement et au morcellement d'une nation fragilisée.

12. Gajda 2009.

13. Klaric 2008.

14. Chevalier *et al.* 2008.

15. Robin 1988.

Fig. 9: Tarīm, palais de la famille al-Kāf (J. Schiettecatte).

Fig. 10: Shibām, Ḥaḍramawt (J. Schiettecatte).

Fig. 11: Sanaa, vieille ville (J. Schiettecatte).

Fig. 12: Zabīd, vieille ville (J. Schiettecatte).

Fig. 13: Billets de banque de 50 et 500 riyals yéménites faisant figurer la statue antique en bronze de Ma'dīkarib (haut) et les piliers du portique du temple Bar'ān de Ma'rib (bas).

Fig. 14: Ma'rib, barrage moderne. Inscription commémorant la construction rédigée en arabe et en sabéen (Ch. J. Robin).

2 – LES DESTRUCTIONS PATRIMONIALES, DOMMAGES COLLATÉRAUX D'UNE GUERRE AVEUGLE

Les causes de la guerre qui frappe le Yémen depuis 2014 sont profondes. Elles plongent leurs racines dans un processus d'unification jugé inéquitable par les populations de l'ex Sud-Yémen et dans une guerre au nord du pays qui opposa de 2004 à 2010 le président Ali Abdallah Saleh aux milices zaydites — courant minoritaire du chiisme — du mouvement *Anṣār Allah*. Ces milices sont généralement dites houthistes, du nom du premier dirigeant du mouvement Hussain al-Houthī.

Ces fractures anciennes se sont accentuées dans la foulée du Printemps arabe et de la démission du président yéménite Ali Abdallah Saleh (février 2011), alors que le Yémen s'engageait dans un processus de transition politique nationale. Les milices houthistes de la région de Ṣa'da, au nord-ouest du Yémen, marginalisées et réprimées, entreprirent de marcher sur les grandes villes du pays. Avec l'appui des troupes restées fidèles au président déchu Ali Abdallah Saleh, elles se sont successivement emparées de 'Amrān puis de Sanaa, le 21 septembre 2014. Le 21 février 2015, elles ont contraint à la fuite le président Abdrabbo Mansour Hadi. Un mois plus tard, elles ont pris le contrôle de la seconde ville du pays, Ta'izz ; le 25 mars 2015, elles étaient aux portes d'Aden.

Ce même jour, face à cette avancée et à la menace d'un effondrement du pouvoir légal, une coalition de pays arabes déclenchait l'opération *Tempête décisive* à l'initiative de l'Arabie Saoudite. Elle avait à sa tête celui qui n'était alors encore que ministre de la Défense saoudienne, Mohammed bin Salman al-Saoud, devenu depuis prince héritier du royaume. L'opération *Restaurer l'espoir* lui succéda le 21 avril 2015. Un doux nom pour une opération militaire assortie d'un blocus qui ont depuis entraîné la mort de milliers de combattants et de civils, une famine affectant la grande majorité de la population, une épidémie de choléra ayant dépassé le million de cas suspects et plus de 2000 morts, la ruine d'un pays, de ses institutions, de ses infrastructures et — dommage collatéral — la destruction d'une partie de son patrimoine matériel et immatériel.

La Table 1 fait l'inventaire des sites majeurs partiellement ou totalement détruits, parfois lors d'affrontements au sol mais le plus souvent au cours des bombardements aériens de la coalition militaire menée par l'Arabie Saoudite.

Les sites affectés sont de natures variées, incluant des cités

Fig. 15: Ta'izz, la citadelle al-Qāḥira sous les bombardements aériens (Abdulnasser Alseddik/AP).

Fig. 16: Sanaa, maisons-tours de la vieille ville détruite par des bombardements aériens (Muhannad al-Siyani/GOAM).

Fig. 17: Taʿizz, palais Sala détruit par des bombardements aériens (GOAM).

pré-islamiques : Barāqish, Ṣirwāḥ ; le barrage antique de Ma'rib ; des citadelles et mosquées médiévales et ottomanes : citadelles de ʿAmrān, Aden, Hodeida, Taʿizz (Figure 15), du Jabal Nuqum, mosquées de Saʿda, al-Makhā, Sanaa, etc.

Ce sont autant les centres historiques de grandes villes, dont certains ont fait l'objet d'une inscription sur la liste du patrimoine mondial par l'UNESCO (quartiers al-Qasimī et al-Falayhī à Sanaa (Figure 16), vieille ville de Zabīd), que des bourgades plus modestes (Thulà, Kawkabān, etc.) ou des lieux parfaitement isolés (Maʿīn, Ṣirwāḥ).

Ce sont enfin plusieurs musées qui ont été partiellement endommagés : musée archéologique d'Aden, musée d'Ataq, musée national de Sanaa, ou totalement détruits : palais Sala de Taʿizz (Figure 17), musée de Dhamār (Figure 19).

L'inaccessibilité des lignes de front et des zones déclarées militaires de Ṣaʿda et Taʿizz ne permet pas aux institutions patrimoniales locales (GOAM, GOPHCY)[16] d'y recenser précisément les destructions. Les journalistes n'accèdent pas plus à ces zones. Les informations collectées par téléphone auprès des populations locales varient et rendent leur fiabilité douteuse.

D'autres dommages sont moins aisés à recenser. L'effet de souffle des explosions par bombardements aériens, parfois d'une extrême violence (Figure 18), fragilisent la structure des bâtiments anciens, font voler en éclat les vitraux (*qamariyya*), les volets et les moucharabiehs de bois.

Les trois quarts des sites endommagés ou détruits (37 sur 49) l'ont été dans les trois premiers mois de l'opération *Restaurer l'espoir*, entre avril et juin 2015, alors que les bombardements furent particulièrement intenses et violents. Le nombre des destructions a ensuite décru avec la stabilisation des lignes de front.

Dès le mois de mai 2015, une liste de sites à sanctuariser constituée par un groupe d'archéologues français et allemands ayant œuvré au Yémen fut transmise à l'Unesco et remise par la responsable du bureau de Doha au quartier général des opérations militaires de la coalition à Riyad et au prince Sultan bin Salman al-Saoud, président de la Commission saoudienne du tourisme et du patrimoine national. La réponse délivrée en retour fut que toute cible abritant des combattants ou armes serait bombardée, quelle que soit sa nature, en violation de la Convention de La Haye pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé à laquelle tous les États de la coalition ont adhéré (à l'exception des E.A.U.)[17].

Fig. 18: Sanaa, violente explosion lors du bombardement du village de Fajj ʿAttān, à proximité de la capitale (Reuters).

16. GOAM : General Organization for Antiquities and Museums, Sanaa. GOPHCY : General Organization for the Preservation of Historical Cities in Yemen, Sanaa.

17. Parmi les États membres de la coalition armée de l'opération Restaurer l'espoir, sont signataires de la Convention de la Haye : l'Arabie Saoudite, Bahreïn, l'Égypte, les États-Unis d'Amérique, le Maroc, le Qatar et le Soudan. Tous les États soutenant la coalition par la vente d'armes sont signataires de cette convention : Allemagne, Canada, France, Royaume-Uni et Turquie.

Fig. 19: Dhamār, musée archéologique après achèvement (haut) et après bombardement aérien (bas) (haut : GOAM, bas : Hussain Albukhaiti).

S'ensuivirent les bombardements du barrage antique de Ma'rib (huit frappes les 31 mai et 21 juillet 2015). Son isolement permet difficilement de concevoir comment l'édifice aurait pu constituer une cible militaire. En usage du VII^e^ siècle avant J.-C. au VI^e^ siècle après J.-C., il constitue le plus grand barrage de l'Ancien Monde [18]. La levée de terre qui bloquait le cours du Wādī Dhana était longue de 700 mètres. Elle n'est préservée qu'en de rares portions. En revanche, les vannes aux deux extrémités sont des ouvrages monumentaux de pierre de taille qui ont traversé les siècles. À l'extrémité nord, la vanne est longue de 140 m, large de 45 m et haute de 10 m. C'est cette structure qui a fait l'objet de bombardements (Figure 20).

A 85 km au nord-ouest du barrage de Ma'rib, c'est le temple intra-muros de la ville antique de Barāqish qui fut pris pour cible le 12 septembre 2015. Ce temple antique consacré à Nakraḥ avait été fouillé dans les années 1990 puis restauré en 2003 par une mission archéologique italienne [19]. En 2015, les bombardements l'ont pulvérisé (Figure 21), endommageant également le rempart antique de la ville.

Le musée de la ville de Dhamār fut pour sa part intégralement détruit peu après son achèvement (Figure 19). Il abritait plus de 12000 objets archéologiques. Il était gardé 24h sur 24 et l'argument d'une cache d'armes avancé par les belligérants pour justifier sa destruction est mis à mal par les témoignages de la présidence du GOAM. La fouille de ses décombres a permis de retrouver les restes de 7000 objets.

Certains des sites patrimoniaux détruits par des frappes aériennes sont éminemment symboliques et les raisons avancées de leur destruction — objectifs militaires — laissent parfois sceptique. On le voit ici, le patrimoine, pas plus que les civils,[20] ne compte guère dans ce conflit aux confins de l'Arabie et fermé aux regards extérieurs.

Fig. 20: Ma'rib, prise d'eau septentrionale du barrage antique endommagée par des bombardements aériens (Hussain Albukhaiti).

18. Darles *et al.* 2011.

19. De Maigret 2004, 2006, 2010; Agostini 2015.

20. Pour n'évoquer que les actes les plus dramatiques, furent visés par les bombardements aériens une salle de mariage (131 morts, septembre 2015) et un bus de civils (41 morts dont 40 enfants, 9 août 2018).

Fig. 21: Barāqish, temple de Nakraḥ après sa restauration en 2006 (haut) et après bombardement aérien en 2015 (bas). La flèche noire fournit un repère commun aux deux photographies (haut : J. Schiettecatte ; bas : GOAM).

Les condamnations occidentales furent timides. Le risque de perdre des contrats d'armement de plusieurs milliards de dollars — centaines de milliards pour les États-Unis — était trop grand.[21] La position des pays occidentaux, fournisseurs d'armes de l'Arabie Saoudite, commence à peine à évoluer, presque 4 ans après le début du conflit [22].

Site	Monument	Date des destructions
ʿAmrān	Mosquée Habūr	9/2015
	Citadelle	6/2016
	Bayt al-Māl	2/2016
	Mosquée Uwaydīn	6/2015
Aden	Bâtiment de la Douane	1/2016
	Musée	6/2015
	Citadelle	6/2015
al-Nabī Shuʿayb	Mosquée	8/2016
Ataq	Musée	6/2015
Barāqish	Vestiges anciens (pré-islamiques), temple antique	8/2015, 3/2016
Bayḥān	Vestiges anciens (pré-islamiques)	3/2016
	Citadelle	3/2016
Bayt Baws	Village	1/2016
Dhamār	Musée	5/2015
Fajj ʿAttān	Village	4/2015
Hajja	Vestiges anciens (islamiques)	6/2015
	Ḥuṣn al-Mansūra	5/2015
	Ḥuṣn al-Nuʿmān	5/2015
Harad	Vestiges anciens, citadelle	6/2015
Hodeida	Citadelle	5/2015
Ibb	Vestiges d'Asʿad al-Kāmil	5/2015
Kawkabān	Vestiges anciens (islamiques)	2/2016
Maʿīn	Vestiges anciens (pré-islamiques)	6/2015
Maʾrib	Barrage (vanne Nord)	5/2015, 07/2015
	Vestiges anciens (islamiques et pré-islamiques)	6/2015
Mīdī	Vestiges anciens (islamique)	6/2015

21. Voir parmi les nombreux articles de presse ceux parus dans *Middle East Eye* (Kharief 2018), *Aujourd'hui en France* (S. 2017), *Le Monde.fr* (Service International 2018).

22. Paris 2018

Site	Monument	Date des destructions
	Gouvernorat	6/2015
	Citadelle	6/2015
Al-Makhā	Mosquée	1/2017
	Mausolée	8/2017
Jabal Nuqum	Citadelle	5/2015
Ṣaʿda	Citadelle al-Qafla	5/2015
	Citadelle Harām	6/2015
	Vieille ville historique	4/2015
	Mosquée al-Hādī	5/2015
Sanaa	Mosquée Faylahī	6/2015
	Mosquée al-Hādī	6/2015
	Vieille ville (UNESCO WHL)	6/2015, 12/2015
	Qaṣr Dār al-Hijr	6/2015
	Qaṣr al-Silāh	6/2015
	Musée national	5/2015
Sinhān	Mosquée al-Hayd	4/2015
Ṣirwāḥ	Vestiges anciens (pré-islamiques), temple antique	4/2015, 1/2016
Taʿizz	Palais Sāla	10/2015
	Madrassa Ashrafiyya	5/2015
	Citadelle d'al-Qāḥira	5/2015
Thulà	Vieille ville	5/2015
Zabīd	Mosquée	5/2015
	Ville (UNESCO WHL)	6/2015

Tab. 1: Liste des principaux sites partiellement ou totalement détruits lors d'affrontements au sol ou, plus généralement, au cours des bombardements aériens de la coalition militaire menée par l'Arabie Saoudite.

3 – L'EXTRÉMISME ISLAMISTE ET LES DESTRUCTIONS IDÉOLOGIQUES

Second corollaire du conflit qui secoue le Yémen, les groupes islamistes prônant l'action violente ont renforcé leur ancrage dans le paysage yéménite. Ce sont d'une part les milices salafistes armées et soutenues par la coalition des pays arabes dans le sud-ouest du pays, mais aussi les organisations terroristes de l'État islamique (EI) et surtout d'Al-Qaida en Péninsule Arabique (AQPA). Cette dernière est née en janvier 2009 de la fusion des branches saoudiennes et yéménites d'al-Qaida ; elle est localement connue sous le nom des « Défenseurs de la Charia » (*anṣār al-shariyaʿa*), organisation parallèle créée en 2011 par AQPA pour faciliter son implantation locale [23].

D'abord présents de manière disséminée dans les gouvernorats d'Abyan, al-Bayḍā' et Shabwa, AQPA et son avatar, les Défenseurs de la Charia, ont renforcé leur présence dans le gouvernorat d'Abyan à la suite du Printemps arabe, prenant notamment la ville de Zinjibar avant d'en être délogé en 2012.

Le conflit entre le gouvernement légitime yéménite et les milices houthistes puis son internationalisation ont favorisé un peu plus encore l'expansion d'AQPA dans l'est du Yémen. La désorganisation des institutions et le climat d'insécurité général lui ont permis de s'y imposer comme garant de la sécurité de la ville d'al-Mukalla, première ville de l'est du Yémen, à partir d'avril 2015. AQPA n'en fut chassé qu'un an plus tard, en avril 2016, par les milices armées de « l'Élite hadramie » (*al-nukhba al-ḥaḍramiyya*) et de « l'Élite de Shabwa » (*al-nukhba al-shabwaniyya)* créées avec le soutien des Émirats Arabes Unis.

Dans les deux cas de figures, à Zinjibar comme à al-Mukalla, la présence de ces groupes islamistes s'est accompagnée de destructions (Table 2) : le musée archéologique récemment édifié à Zinjibar fut totalement saccagé (Figure 22) ; dans les environs d'al-Mukalla, ce sont les mausolées soufis qui furent tantôt dynamités, tantôt rasés au bulldozer (Figure 23). Parallèlement, des opérations localisées visant à détruire des monuments chrétiens ou soufis sont également attribuées à des groupes islamistes (incendie d'églises à Aden, destructions de mausolées à Aden, Lahj et aḍ-Ḍāliʿ).

Fig. 22: Zinjibar, musée archéologique saccagé à la suite de la prise de la ville par le groupe islamiste Anṣār al-Sharia en 2011 (GOAM).

Fig. 23: Région d'al-Mukalla, mausolée soufi avant et après destruction par le groupe islamiste AQPA (GOAM).

23. Mermier 2018, p. 154.

Enfin, le 20 novembre 2015, l'explosion d'un camion piégé au niveau d'un barrage routier à proximité de la ville de Shibām, dans la vallée du Ḥaḍramawt, a occasionné des dommages importants aux maisons-tours du quart sud-ouest de la ville. Le site est inscrit sur la liste du patrimoine mondial de l'Unesco.

Des dégradations d'un autre type m'ont été rapportées en juin 2018 par le président du GOAM : l'affichage sauvage de peintures murales prônant la propagande houthiste anti-américaine et antisémite sur une quarantaine de maisons-tours de la vieille ville de Sanaa, également inscrite sur la liste du patrimoine mondial de l'Unesco. Le GOAM et le GOPHCY sont depuis parvenus à stopper ces dégradations superficielles.

Site	Monument	Date de destruction
Aden	Mausolée	5/2015
	Église al-Bārūdī	5/2015
	Église Hāfūn	5/2015
	Mausolée	5/2015
Barūm (Ḥaḍramawt)	Mausolée	2/2016
Aḍ-Ḍāliʿ	Mausolée	5/2016
	Dār Hassan al-Sayyad	4/2015
Ghayl Bāwazīr	Mausolée	9/2015
	Mausolée	2/2016
Lahj	Mausolée	2/2016
Al-Mukalla	Mausolée	5/2015
Shibām (Ḥaḍramawt)	Ville (enceinte) (UNESCO WHL)	2/2016
Shihr	Mausolée	2/2016
Taʿizz	Mausolée	8/2015
Zabīd	Mausolée	6/2018

Tab. 2: Liste des principaux sites partiellement ou totalement détruits par des groupes islamistes (AQPA, Ansar al-Sharia).

Fig. 24: As-Sawdā', vallée du Jawf, vue satellite du site et des puits de pillage intra et extra muros (Google Earth/Airbus/CNES).

4 – LES PILLAGES SYSTÉMATISÉS DE RÉGIONS FAIBLEMENT CONTRÔLÉES

Le pillage archéologique est le troisième fléau qui frappe le patrimoine yéménite. Il est d'une ampleur bien plus vaste et occasionne des dommages bien plus importants que les deux précédents. Les articles de presse qui s'en sont émus sont inexistants. Les spécialistes de la région se limitent le plus souvent à le déplorer en préliminaire de la publication d'inscriptions pillées, au mieux vues dans les catalogues de ventes aux enchères, au pire expertisées pour les maisons de vente et collectionneurs privés. Et pourtant ce sont des sites entiers qui sont criblés de puits, de galeries et vidés de leur contenu afin d'alimenter les circuits internationaux de vente d'œuvres d'art.

Si depuis le début du conflit armé au Yémen, l'insécurité généralisée a pu favoriser quelques fouilles clandestines, les pillages à grande échelle ont surtout été menés à la fin des années 1990 et au début des années 2000 dans des régions où le contrôle et les investissements du pouvoir central étaient inexistants : principalement les Wādī al-Jawf, Wādī Ḥarīb et Wādī Dura'. Il semble en effet beaucoup plus compliqué d'écouler le butin du pillage depuis que les contrôles des milices et de l'armée se sont multipliés et que la frontière saoudienne fait l'objet d'une surveillance renforcée.

Les pillages récents qui nous ont été rapportés se limitent au creusement de puits sous les maisons de la vieille ville de Sanaa à la recherche d'or (plus de 20 fosses ont été localisées aux environs de la Grande Mosquée de Sanaa), à visiter des tombes rupestres (al-Ṭawīla) ou à voler des objets de musée (Aden).

En revanche, si l'on remonte à la première décennie des années 2000, ce sont des milliers d'objets qui sont sortis de fouilles clandestines (Figure 24). Plus de 1100 objets pillés dans la vallée du Jawf (céramiques, stèles funéraires, inscriptions monumentales, piliers sculptés, bâtonnets inscrits, statues en albâtre, etc.) ont pu, grâce à la ténacité de Mounir Arbach et Rémy Audouin, être restitués au musée national de Sanaa entre 2004 et 2006 [24]. Cinq objets furent saisis dans le port franc de Genève

24. Arbach & Schiettecatte 2006; Arbach & Audouin 2007; Arbach *et al.* 2008.

après avoir transité par le Qatar et les Émirats Arabes Unis [25]. Le reste des objets s'est écoulé sur les places de vente parisiennes, londoniennes et américaines ou a alimenté les collections princières des pays du Golfe.

C'est ainsi qu'une inscription sabéenne exhumée lors des fouilles de l'American Foundation for the Study of Man en 2005 à Ma'rib et pillée depuis fut vendue dans une capitale européenne il y a quelques années. Il fut également possible au mois de septembre 2018 d'admirer, dans la collection qatarie de Hamad bin Abdullah al-Thani exposée au château de Fontainebleau, un bouquetin de bronze issu du pillage du temple de Ḥawkam dans le Wādī Ḥarīb et un vase en argent orné d'une gigantomachie pillé dans le Wādī Dura' [26].

5 – CONTRE LE CHAOS ET LE SILENCE…

François-Xavier Trégan avait très justement intitulé son documentaire projeté sur Arte en mars 2018 « Yémen, le chaos et le silence ». Ces deux termes résument la situation désastreuse dans laquelle le pays est plongé. La communauté internationale — principalement l'Occident — porte une lourde part de responsabilité par sa complicité. Complice au mieux par ignorance, au pire par complaisance. La complaisance de gouvernements qui privilégient leurs alliés saoudiens et émiratis, en dépit des crimes de guerre, de peur que de substantiels contrats commerciaux ne soient dénoncés — contrats le plus souvent relatifs à la vente d'armement. La complaisance de nos institutions culturelles qui, à l'instar du musée de Fontainebleau ou prochainement de l'Hôtel de la Marine, n'hésitent pas en échange du financement d'une restauration à exposer le fruit du pillage d'un pays laissé pour compte.

Mais ne soyons pas totalement négatifs. Des initiatives ont été prises et essaient en dépit du chaos, de rompre avec le silence et d'apporter des solutions à court et moyen terme.

La plus louable est l'activité persistante des deux organismes yéménites du GOAM et du GOPHCY, qui en dépit de la fracture du pays et de salaires rarement payés, continuent d'œuvrer à l'enregistrement des dommages et au sauvetage du patrimoine.

Le Conseil International des Musées (ICOM) a dressé une liste rouge des biens culturels en péril du Yémen afin de sensibiliser les forces de l'ordre et les professionnels du patrimoine aux risques accrus de trafic d'antiquité.

L'Unesco a dès juillet 2015 mobilisé les institutions patrimoniales internationales et les spécialistes du patrimoine yéménite pour sensibiliser l'opinion publique, fédérer les initiatives de collecte des informations et des savoirs, coordonner les actions patrimoniales et apporter une assistance technique aux institutions et acteurs yéménites de terrain.

Du point de vue archéologique, l'une des initiatives significatives fut la mise en place d'une « carte archéologique » du Yémen sous la forme d'une base de données des sites archéologiques et patrimoniaux et de sa projection cartographique. L'outil, destiné à la gestion des sites patrimoniaux (*Yemeni Heritage Management Platform*) a été développé dans le cadre du programme EAMENA des universités d'Oxford, Durham et Leicester[27], à l'initiative du GOAM, de l'UNESCO, du CNRS et de l'Université d'Oxford. Une formation de membres du GOAM a été organisée en juillet 2017 à Amman.

Le principal frein à toute activité d'assistance reste néanmoins l'inaccessibilité du terrain. Il est à craindre que le développement de milices d'obédience salafiste soutenues par les Émirats Arabes Unis et l'Arabie Saoudite, les polarisations confessionnelles à l'œuvre, la prolifération de groupes armés jihadistes et les mouvements séparatistes à Aden empêchent un règlement rapide du conflit. En attendant, il incombe à la communauté scientifique de maintenir cette activité de veille et d'enregistrement des dégâts, de sensibiliser le public et les décideurs et de soutenir les organismes yéménites dévoués envers et contre tout à la cause de leur patrimoine.

25. Roselli 2016.

26. Droguet 2018, p. 74-77 et 92-95.

27. http ://eamena.arch.ox.ac.uk/

BIBLIOGRAPHIE

Agostini A., 2015, «The excavation of the temple of ʿAthtar dhû-Qabḍ in Barāqish. Stratigraphic data and historical reconstruction », *Proceedings of the Seminar for Arabian Studies* 45, p. 1–14.

Arbach M. & Audouin R., 2007, *Sana'ā National Museum. Part II. Collection of Epigraphic and Archaeological Artifacts from Al-Jawf Sites*, UNESCO / FSD / CEFAS, Sanaa.

Arbach M. & Schiettecatte J., 2006, *Catalogue des pièces archéologiques et épigraphiques du Jawf au Musée National de Sanʿā'*, UNESCO / FSD / CEFAS, Sanaa.

Arbach M. & Schiettecatte J., 2017, «Premiers échos de l'expédition romaine d'Ælius Gallus dans la documentation sudarabique », *Comptes rendus des séances de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres* , p. 675–700.

Arbach M., Schiettecatte J. & al Hadi I., 2008, *Collection of Funerary Stelae from the Jawf Valley*, UNESCO / FSD, Sanaa.

Arlandis F., 2015, «Pourquoi la destruction du patrimoine yéménite passe inaperçue », *Slate.fr [2 octobre 2015]* URL http://www.slate.fr/story/107111/yemen-destruction-patrimoine-inapercue.

Avanzini A. (ed.), 1997, *Profumi d'Arabia : Atti Del Convegno*, "L'Erma" di Bretschneider, Rome.

Bonnefoy L., 2017, «Enlisement saoudien au Yémen», *Le Monde diplomatique [décembre 2017]* , p. 6–7.

Buschmann K., 1991, «Motiv und Ziel des Aelius-Gallus-Zuges nach Südarabien », *Die Welt Des Orients* 22, p. 85–93.

Charloux G. & Schiettecatte J. (eds.), 2016, *Yémen : terre d'archéologie*, CEFAS / Libraire orientaliste Paul Geuthner, Paris.

Chevalier P., Martignon V. & Schiettecatte J. (eds.), 2008, *Yémen : Territoires et Identités*, Revue des Mondes Musulmans et de La Méditerranée 121-122, Edisud, Aix-en-Provence.

Darles C., Robin C. J., Schiettecatte J. & El Masri G., 2011, «Contribution à une meilleure compréhension de l'histoire de la digue de Ma'rib au Yémen », *in* Baratte F. & Robin C. J. (eds.), *Regards Croisés d'Orient et d'Occident : Les Barrages dans l'Antiquité Tardive*, De Boccard, Paris, p. 9–70.

De Maigret A., 2004, *Barāqish, Minaean Yathill. Excavation and Restoration of the Temple of Nakra*, Il Torcoliere, Naples.

De Maigret A., 2006, «Excavation of Italian Archaeological Mission in the second temple at Barāqish », *in* Robin C. J. & Jazim M. (eds.), *Le Pèlerin des Forteresses du Savoir. Hommage au Qâdî Ismâ'îl b. Alî al-Akwa à l'occasion de son 85ème anniversaire*, CEFAS, Sanaa, p. 81–92.

De Maigret A., 2010, «A Sabaean stratigraphy from Barāqish », *Arabia* 4, p. 67–96.

Droguet V. (ed.), 2018, *Rois du monde : art et pouvoir royal à travers les chefs-d'œuvre de la collection Al Thani*, Réunion des musées nationaux, Paris.

Gajda I., 2009, *Le royaume de Himyar à l'époque monothéiste. L'histoire de l'Arabie du Sud ancienne de la fin du IVe siècle de l'ère chrétienne jusqu'à l'avènement de l'islam*, Académie des inscriptions et belles-lettres, Paris.

Gerlach I., 2015, «Zerstörte Vergangenheit, verlorene Zukunft», *Neue Zürcher Zeitung [8 septembre 2015]* URL https://www.nzz.ch/feuilleton/kunst_architektur/zerstoerte-vergangenheit-verlorene-zukunft-1.18609127.

Groom M., 1981, *Frankincense and Myrrh, A Study of the Arabian Incense Trade*, Longman, Londres.

Khalidi L., 2015*a*, «Le patrimoine du Yémen bombardé », *Le Monde [28 juillet 2015]* , p. 13.

Khalidi L., 2015*b*, «Yemeni Heritage, Saudi Vandalism», *The New York Times [26 juin 2015]* URL http://www.nytimes.com/2015/06/27/opinion/yemeni-heritage-saudi-vandalism.html.

Kharief A., 2018, «Canada-Arabie saoudite : menace sur un énorme contrat d'armement », *Middle East Eye [9 août 2018]* URL https://www.middleeasteye.net/fr/reportages/canada-arabie-saoudite-menace-sur-un-norme-contrat-darmement-1127601346.

Klaric T., 2008, «Le Yémen au XVIIe siècle : territoire et identités », *in* Chevalier P., Martignon P. & Schiettecatte J. (eds.), *Yémen : Territoires et Identités*, Revue Des Mondes Musulmans et de La Méditerranée 121-122, Édisud, Aix-en-Provence, p. 69–78.

Labrousse H., 1984, « L'Arabie du Sud et l'Europe à l'aube des temps modernes », *in* Chelhod J. (ed.), *L'Arabie du sud, histoire et civilisation, 1 : le peuple yéménite et ses racines*, Maisonneuve et Larose, Paris, p. 91–109.

Mermier F., 2018, « Yémen : chronique d'un délitement », *ContreTemps* 37, p. 142–157.

N. P., 2015, « Unhappy Arabia - The religious and cultural heritage being ruined by Yemen's war », *The Economist [9 septembre 2015]* URL https://www.economist.com/erasmus/2015/09/09/the-religious-and-cultural-heritage-being-ruined-by-yemens-war.

Paris G., 2018, « Le Sénat américain vote l'arrêt du soutien logistique à Riyadh », *Le Monde [14 décembre 2018]* , p. 3.

Robin C. J., 1988, « Le texte de fondation, en langue sabéenne, de la nouvelle digue de Ma'rib, inaugurée en 1986 », *Proceedings of the Seminar for Arabian Studies* 18, p. 115–122.

Romey K., 2015, « Engineering Marvel' of Queen of Sheba's City Damaged in Airstrike », *National Geographic [3 juin 2015]* URL https://news.nationalgeographic.com/2015/06/150603-Yemen-ancient-Sheba-dam-heritage-destruction-Middle-East-archaeology/.

Roselli S., 2016, « Des biens pillés en Syrie saisis aux Ports Francs », *Tribune de Genève [2 décembre 2016]* URL https://www.tdg.ch/geneve/actu-genevoise/biens-pilles-syrie-saisis-ports-francs/story/13875352.

S. C., 2017, « Plus de 380 milliards » de dollars de contrats signés entre les États-Unis et l'Arabie saoudite », *Aujourd'hui en France [20 mai 2017]* URL http://www.leparisien.fr/international/armes-110-milliards-de-dollars-de-contrats-signes-entre-les-etats-unis-et-l-arabie-saoudite-20-05-2017-6967410.php.

Service International, 2018, « Ventes d'armes à l'Arabie saoudite : le timide embarras des pays européens », *Le Monde [1 octobre 2018]* URL https://www.lemonde.fr/yemen/article/2018/10/01/ventes-d-armes-a-l-arabie-saoudite-le-timide-embarras-des-pays-europeens_5362768_1667193.html.

Sidebotham S. E., 1986, « Aelius Gallus and Arabia », *Latomus* 45, p. 590–602.

Simon R., 2002, « Aelius Gallus' Campaign and the Arab Trade in the Augustan Age », *Acta Orientalia Academiae Scientiarum Hungaricae* 55, 4, p. 309–318.

Speidel M. A., 2015, « Almaqah in Rom ? Zu den Beziehungen zwischen dem kaiserzeitlichen Imperium Romanun und Südarabien im Spiegel der dokumentarischen Überlieferung », *Zeitschrift für Papyrologie und Epigraphik* 194, p. 241–258.

Taylor A., 2015, « The world may be ignoring the destruction of cultural treasures in Yemen », *The Washington Post [5 juin 2015]* URL https://www.washingtonpost.com/news/worldviews/wp/2015/06/05/the-world-may-be-ignoring-the-destruction-of-cultural-treasures-in-yemen/.

Vagnon E. & Vallet E. (eds.), 2017, *La Fabrique de l'océan Indien: Cartes d'Orient et d'Occident (Antiquité-XVIe Siècle)*, Publications de la Sorbonne, Paris.

Vallet E., 2010, *L'Arabie Marchande. État et commerce sous les sultans rasûlides du Yémen (262-858/1229-1454)*, Publications de la Sorbonne, Paris.

Von Wissman H., 1976, « Die Geschichte des Sabäerreichs und der Feldzug des Aelius Gallus », *in* Temporini H. & Haase W. (eds.), *Aufstieg und Niedergang der römischen Welt*, de Gruyter, Berlin / New York, p. 308–544.

Wilkinson T. J., 2006, « From Highland to Desert. The Organization of Landscape and irrigation in Southern Arabia », *in* Marcus J. & Stanish C. (eds.), *Agricultural Strategies*, University of California Press, Los Angeles, p. 38–68.

Zawisza M., 2016, « Le patrimoine yéménite sous les raids saoudiens », *Le Journal des Arts* 448, URL https://www.lejournaldesarts.fr/actualites/le-patrimoine-yemenite-sous-les-raids-saoudiens-127721.

Archaeologists in Gaza

STUDY AN ENDANGERED HERITAGE

Gaëlle Thévenin[1]

Résumé : Être archéologue à Gaza : étudier un patrimoine en péril

À Gaza, la recherche archéologique et historique et la sauvegarde du patrimoine local sont des enjeux de taille, menacés à la fois par un conflit qui s'enlise, mais aussi par l'expansion permanente d'une population grandissante. Etudier l'histoire de ce territoire suppose une certaine prise de risques : les bombardements y sont réguliers, menaçant aussi bien les hommes que les sites.

Gaza est une cité millénaire, à l'histoire riche et ancienne ; certaines zones de son territoire ont pu être fouillé par une équipe franco-palestinienne de 1995 à 2012, malgré des interruptions (2006-2010) et de nombreux aléas (construction de bâtiments sur les zones de chantier, destruction de certains sites). Les informations collectées composent aujourd'hui un matériel inédit, dont les sources sont désormais inaccessibles voire disparues.

A l'exemple de l'Apollon de Gaza découvert en 2013, nombre d'objets archéologiques y sont pillés, déplacés, vendus ou détruits, en fonction de leur importance supposée, de leur valeur marchande et de la situation politique. Les collections privées de Gaza constituent alors, face au pillage du patrimoine local, l'occasion pour les archéologues et les historiens d'approfondir leur quête.

Travailler sur place nécessite une adaptation parfois complexe – en utilisant les moyens du bord, souvent réduits – et une grande rigueur afin de collecter le maximum d'informations possibles. Ainsi le trésor de Rafah, découvert en 2010, n'a pu être étudié que durant deux mois en août 2012 et 2013, avant que l'accès à Gaza ne soit interdit. Le travail sur les matériaux de fouilles est désormais limité faute d'accès au territoire.

Le travail archéologique exécuté sur place doit être rigoureux et intense ; s'y ajoute une collecte d'informations permanente et ininterrompue. Ces informations permettent aux chercheurs, une fois revenus de leur séjour, d'exploiter les données recueillies et d'éclairer un peu plus nos connaissance pour ce territoire, à la fois pour éviter la destruction de pans entiers de l'Histoire, mais aussi pour rendre à la population de Gaza son passé.

Mots-clefs : Apollon, Conflit israélo-palestinien, histoire ancienne, monde perse, monde grec ancien, monde romain, numismatique, pillage, archéologie d'urgence.

1. Université Paris IV Sorbonne, UMR Orient et Méditerranée (8167).

Abstract : In Gaza, the whole historical and patrimonial dimension is a major challenge, both by the conflict situation and by the poor and constantly expanding population, greedy for land. To work on its ancient history supposes the taking of personal risks : the bombardments are permanent there, threatening the men as well as the sites.

As the example of the Gaza's Apollo discovered in 2013, many archaeological objects are looted, displaced, sold or destroyed, depending on their importance or value. In this regard, the private collections of Gaza are a wealth and an opportunity for archaeologists and historians in their quest. Place of a rich and ancient history, some sites in the neighbourhoood of Gaza were exacavated by a French-Palestinian team from 1995 to 2012, with a long interruption (2006-2010) and many hazards (construction of buildings on the excavation site, destruction of sites). The material collected gives plenty new informations, through the archaeological discoveries which alas could, in the peculiar conditions of Gaza, easily disappear.

Working on site requires full adaptation - using the means of the edge, often reduced - and a great rigor in order to collect as much information as possible. Thus the Rafah treasure, discovered in 2010, could only be studied for two months in August 2012 and 2013, before access was forbidden. The work on EBAF (Ecole Biblique et Archéologique Française de Jérusalem) excavation materials was limited due to a restraint access to the territory.

It is both flexible and adaptable work that needs to be done on site, coupled with ongoing, uninterrupted information gathering. These gathered informations allow the researchers, once returned from the stay, to exploit the collected data and enlighten knowledge toward this territory, both to avoid the destruction of whole areas of History, and to give back to the Gazaeans, a piece of their hidden past.

Keywords : Apollo, Israeli-Palestinian Conflict, Ancient History, Persian World, Greek World, Roman World, Numismatics, Looting, Emergency Archeology.

ملخص / پووخته / خلاصه

علماء الآثار في غزة: دراسة التراث المهدد بالخطر

في غزة، يعد البحث الأثري والتاريخي وحماية التراث المحلي من القضايا الرئيسية التي يهددها كل من الصراع، والتوسع الدائم في عدد السكان المتزايد. تفترض دراسة تاريخ هذه الأرض وجود قدر معين من المخاطرة فيما يخص التفجيرات المستمرة التي تهدد الرجال والمواقع. غزة مدينة عمرها آلاف الأعوام، ولها تاريخ غني وقديم. قام فريق فرنسي-فلسطيني بالتنقيب في بعض المناطق في أراضيها من عام ١٩٩٥ إلى عام ٢٠١٢، وذلك على الرغم من الانقطاعات (٢٠٠٦-٢٠١٠) والعديد من المخاطر (تشييد المباني في مواقع البناء وتدمير بعض المواقع). المعلومات التي تم جمعها اليوم تتكون من مواد جديدة غير منشورة والتي أضحت مصادرها غير قابلة للوصول أو أنها اختفت.

على غرار مثال أبولو غزة الذي تم اكتشافه في عام ٢٠١٣، يتم نهب أو تهجير أو بيع أو تدمير العديد من اللقى الأثرية، اعتماداً على أهميتها المفترضة وقيمتها السوقية والوضع السياسي. تشكل المجموعات الخاصة في غزة، بمواجهة نهب التراث المحلي، فرصة لعلماء الآثار والمؤرخين لتعميق بحثهم. يتطلب العمل في الموقع تكيفاً معقدًا في بعض الأحيان - باستخدام إمكانيات ضعيفة، وغالبًا ما تكون غير كافية، وبضغط شديد من أجل جمع أكبر قدر ممكن من المعلومات. وبالتالي، فإن كنز رفح، الذي اكتشف عام ٢٠١٠، تم دراسته خلال مدة شهرين في آب ٢٠١٢ و٢٠١٣ وذلك قبل حظر الدخول إلى غزة. العمل على نتائج التنقيبات محدود الآن بسبب عدم إمكانية الوصول إلى الأرض.

يجب أن يكون العمل الأثري المنجز في الموقع دقيقًا ومكثفًا، بالإضافة إلى المجموعة الدائمة وغير المنقطعة من المعلومات. تتيح هذه المعلومات للباحثين، بمجرد العودة من إقامتهم، استخدام البيانات التي تم جمعها وإلقاء مزيد من الضوء على معرفتنا لهذه الأرض، وذلك لتجنب تدمير مناطق كاملة من التاريخ، وأيضاً لإعادة الماضي إلى أهل غزة. **الكلمات المفتاحية:** أبولو، الصراع الإسرائيلي الفلسطيني، التاريخ القديم، العالم الفارسي، العالم اليوناني القديم، العالم الروماني، النمّيات، النهب، علم الآثار الطارئ.

زانایانی شوێنەوار لە غەزە: لێکۆڵینەوەی توراسی هەرەشەی تێچوونیان لە سەرە

لە غەزە، تویژینەوەی شوێنەواری و مێژووی وە پاراستنی توراسی ناوخۆیی بابەتێکی سەرەکیە کەا جەنگی دەیێتە هی مەترسی رووخانی، وە لەگەڵ ئەوەشدا بە هۆی زیاردبوونی بەردەوامی ژمارەی دانشتوان. لێکۆڵینەوە لەو ناوچەیەدا دەەخاتە مەترسیەوە: تەقینەوە بەدوای یەکەکەندا دەبنە مەترسی بۆ سەر مرۆظ و ناوچەکان. غزە شارێکە تەمەنی هەزاران سالّە، وە مێژوویێکی دۆڵەمەند و کۆنی هیە، تیمی فەرەنسی فەلەستینی بە هەڵکۆڵینی هەندیَ ناوچە لە سالآنی 1995 تا 2012، هەرچەندە بچران لە کارکردندا هەبووە(2006-2010) لە گەڵ هەبوونی زۆر مەترسی (درووست کردنی بینایە لە ناوچەکانی بینایە و رووخاندنی هەندی ناوچەی دیکە). ئەو زانیاریانەی کەوا ئێستا کۆکراونەتەوە لە مادەی نوێ پێکهاتوون وە سەرچاوەکانیان لە ئێستادا پەسەند نیە بۆ گەیشتن یا هەتاکو لە دەستداندا.

وەك دۆزینەوەی ئەپۆلۆی غەزە کەوا لە 2013دا دۆزرایەوە، کۆمەڵێك پاشماوەی شوێنەواری دزران و تالان کران یا فرۆشران و زۆرشیان رووخان و تێکچوون، بە و پێەی کەوا گرنگن و نرخی بازاریان هەیە لە باری سیاسدا. کۆمەڵە تایبەتەکانی غەزە بریتین لە، رووبەرووبوونەوەی بە تالآن بردنی توراسی ناوخۆیی، دەرفەتێك بوو بۆ زانایانی شوێنەوارناس و مێژوونووسان بۆ زیاتر قوولبوونەوە لە تویژینەوەکانیاندا. پێویستی بە کاری دەست بەجیَ بوو ئەمەش کارێکی زەحمەتە لە هەندیَ کاتدا-بە بەکارهێنانی رێگایەکی ئاسان، وە زۆرجار کەمدەبوو-وە هەوڵدان بۆ کۆکردنەوەی زۆرترین زانیاری بە پێی پێویست.وە هەوەها، گەنجینەی رەفا، کەوا لە سالی 2010 دا دۆزرایەوە، تەنها لە دوو مانگدا توانرا دیراسە بکرێت لە ئۆغستسی 2012 و 2013، پێش ئەوەی چوون بۆ غەزە قەدەغە بکرێت. کارکردن لە سەر مادە دۆزراوەکان قورس بووە لە ئێستا دا لە بەر ئەوەی ناتوانرێت بگەین بەو شوێنانە.

کاری شوێنەواری ئەنجامدراو لە سەر ناوچەکاندا دەبێت وورد و چربێت، لەوە زیاتر، کۆمەڵ زانیاریێکی بەردەوام و بە بیَ چڕان بووە. ئەم زانیاریانە رێگە خۆش دەکەن بۆ تویژەران، لە کاتی گەرانەوەیان بۆ شوێنی خۆیان، بە بەکارهێنانی زانیاریە کۆکراوەکان و زیاتر تیشك خستنە سەر زانیاریەکانمان لە سەر ناوچەکە، وە دوورکەوتنەوەی ناوچەکان بە تەواوەتی لە رووخانی یێووبدا، وە بۆ بۆ گەرانەوە رابردووەی بۆ هاولآتیانی غەزە.

ووشەی تێپەر: ئاپۆلو، ناکۆکی ئیسرائیل و فەلەستین، مێژووی کۆن، جیهانی فارسی، جیهانی یۆنانی کۆن، جیهانی رۆمانی، دراوی، تالان بردن، فریاگوزاری شوێنەواری.

باستانشناسان در غزه: مطالعه میراث فرهنگی در معرض نابودی

در غزه، تحقیقات باستان شناسی و تاریخی و حافظت از میراث فرهنگی محلی اهدافی بزرگی اند. میراث فرهنگی این کشور از یکسو توسط جنگ به لجن زاری تبدیل شده و از جانب دیگر توسط رشد مداوم نفوس تهدید میگردد. مطالعه تاریخ این قلمرو چالش‌های را با خود به همراه دارد، بطور نمونه: بمباردمان مداوم تهدید جدی هم برای جمعیت و ساحات باستانی بشمار می‌رود. غزه شهری با هزاران سال قدمت، تاریخ غنی و قدیم است؛ بعضی از نقاط این قلمرو در سالهای ۱۹۹۵ تا ۲۰۱۲ میلادی؛ باوجودی وقفه‌های سالهای (2006-2010) میلادی و خطرات دیگری چون (ساخت و ساز روی ساحات باستانی و تخریب بعضی از ساحات) توسط تیمی مشترک فرانسه – فلسطینی حفاری گردید. امروز معلومات گردآوری شده این کاوش‌ها منابع نادر، غیر قابل دسترس و حتی ناپدید شده‌اند.

بطور مثال، تعداد زیادی از اشیای باستانی، که در آپولون غزه در سال 2013 میلادی کشف گردیدند، نظر به اهمیت فرضی، ارزش مادی و حالات نظامی، غارت، انتقال، تخریب و به فروش رسیدند. در مقابل، کلکسیون‌های شخصی غزه، فرصتی برای مؤرخین و باستان شناسان است، تا به تحقیقات خویش بپردازند. کارکردن در روی ساحه ضرورت به سازشی دارد، که بعضی از اوقات مغلق اند. بطور نمونه باید با امکانات محدود، گاهاً ناچیز - و با دقت بیشتر به جمع آوری حداکثر اطلاعات ممکن پرداخت.

همچنان، گنجینه رفح که در سال ۲۰۱۰ میلادی کشف گردید، فقط در جریان ماه‌های اوت/اگست ۲۰۱۲ و ۲۰۱۳ میلادی مورد مطالعه قرار گرفت؛ قبل ازینکه ورود به غزه ممنوع گردد. بعد از این زمان، تحقیق و دسترسی به اشیای که از کاوش‌ها بدست‌آمده؛ بخاطر عدم ورود به این قلمرو محدود باقی مانده اند.

تحقیقات باستان شناسی، که در ساحه اجرأ میشوند باید دقیق، فراگیر و اطلاعات بگونه مداوم و بدون وقفه جمع آوری گردند. معلومات جمع آوری شده پس از ختم تحقیقات ساحوی برای پژوهشگران اجازه میدهد تا نتایج بیشتری را از بطن این داده ها بیرون و روشنایی بیشتری برای شناخت بهتر این قلمرو ارائه نمایند. نتایج این اطلاعات بخاطر جلوگیری از تخریب بخش از تاریخ و احیای دوباره گذشته مردم غزه ضروری پنداشته میشود.

واژه‌های کلیدی: آپولون، منازعهٔ فلسطین-اسرائیل، تاریخ قدیم، امپراتوری پارس، امپراتوری یونان قدیم، امپراتوری روم، سکه شناسی، غارت، باستان شناسی اضطراری.

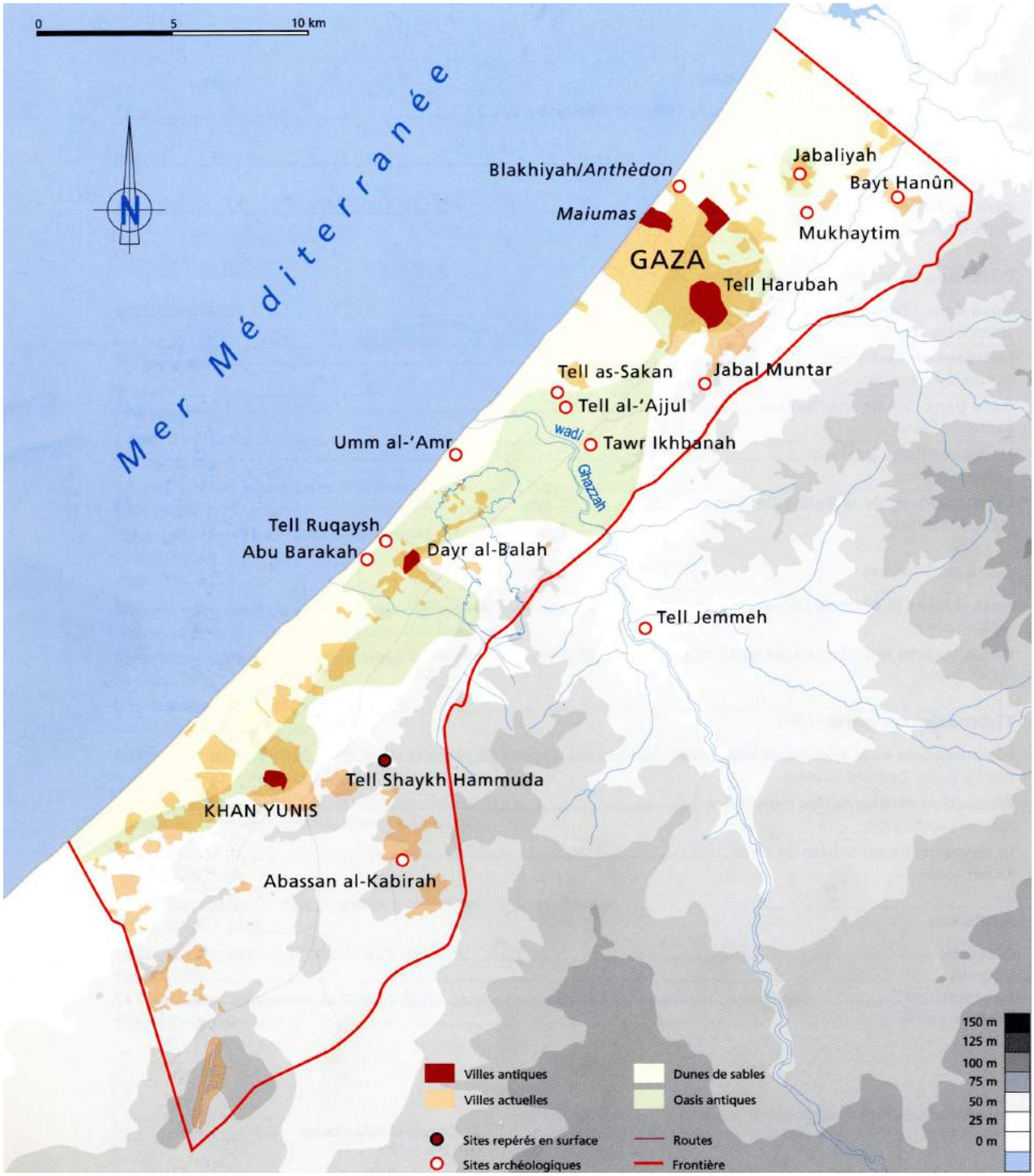


Fig. 1: Excavation sites. Map from Haldimann *et al.* 2007, p. 6.

INTRODUCTION

Gaza and its region are now very well known, but much more because of media propaganda about the Israeli-Palestinian conflict and about accusations of terrorism, than for the incredible cultural and archaeological amplitude of its past history.

Yet, in Gaza, historical materials and the cultural heritage are a major issue. Excavations in Gaza and its region over the past century have revealed ancient sites of extraordinary wealth. Gaza, a former Philistine city, is at the center of a region which is a major crossroads of trade between the eastern Mediterranean and the Arab and Egyptian worlds, during the Bronze Age and Iron Age: Tell es Sakkan (1995), Deir el Balah 1972-81), Tell Ruqeish, Tell Ajjul (1931-37), Tell Blakhiyah (1995-2012), are all major sites on the Philistine coast[2] (fig. 1).

Excavations in the area have been frequently interrupted by the wars of the twentieth century which have opposed the great European powers[3]. Beginning in 1948, the State of Israel developed a growing archaeological interest for Palestine, but Gaza remained apart from this movement until the 1970s; under occupation, excavations were carried out in the form of preventive archaeology; the results of the excavations and surveys of this period are not always accessible[4].

However, the peculiar situation in this part of the world did not prevent the beginning of new archaeological excavations, in collaboration between France and Palestine from 1995 onwards. Local antiquities strengthened the preservation of archaeological and historical heritage. In 2006, Hamas' seizure of power in the Gaza Strip resulted in the closure of the region, preventing access to the Gaza Strip, under blockade. This situation caused the missions to be suspended for a few years. The missions resume from 2010 onwards with the restoration project of the monastic complex of Umm el 'Amr under the direction of René Elter (2010-2014)[5], additional excavations on the Blakhiyah site and study missions of the material could be carried out in 2013 and 2014, while in the same time, two study missions of the Rafah's Hoard (2010), were made in 2012 and 2013[6].

During the conflict between Israel and Palestine, and particularly since 2005, research in the Gaza Strip has been considerably slowed down; the consequences of the political conflict take the form of complications or limited access to the territory, while the material found by the first missions, or scattered by the constructions or by looting, remains inaccessible. The discovery and especially the preservation of archaeological documentation is then dependent on the individual actions and those of the Department of Antiquities. The corollary of this conflict is the regular destruction of built-up areas and deserted areas, and consequently the reconstruction of these areas, to which is added the urban extension in formerly deserted areas, often on archaeological sites.

Working on the ancient history of Gaza, from archaeological sources, requires taking into account many parameters, of which conflict is a major factor. Consequently, participation in these missions presupposes an awareness of the risks: personal safety is a real subject, and the work on site requires a scientific, human and material adaptation. [Anecdote - In purely administrative terms, no insurance covers a European who would leave for Gaza without a specific NGO]

2. For a general archaeological History, see Stern 2001.

3. Surveys and excavations : Mackenzie 1918, Garstang 1920, Phythian-Adams 1923*a*, Phythian-Adams 1923*b*, Petrie 1931 ; excavation under Israelian occupation see Mazar 1992, p. 10-26; then French excavations of EBAF (École Biblique et Archéologique Française) 1995 - 2012 under the direction of Jean-Baptiste Humbert.

4. Humbert & Sadek 2000, 40.

5. Elter 2014.

6. Bauzou & Thevenin 2013.

Figure 2: Gaza's Apollo, Photo Credit Hiyam Al-Betar, Gaza, 2013.

1. AN HISTORICAL AND HERITAGE ISSUE

The cultural and heritage issues in Gaza are particularly present. Not a month passes without the discovery or interception of archaeological documents looted or destroyed. The example of the Gaza's Apollo gives an idea of the historical, but also political, stakes.

1.1. The surprises of an antique site: the Apollo of Gaza

1.1.1 Discovery and controversy

During our stay in August 2013, we learned that a bronze statue of Apollo was discovered offshore by a fisherman. We quickly got access to photos that were taken by one of our contacts (Hayam Al Betar). Weighing about 500 kilos for 1,70 meters, it was an unusual object: only three other statues of ancient bronze of Apollo are known at the present time. Alas it was impossible to see the object: it was in possession of the discoverer's family, who refused any visit (fig. 2).

The discovery of this statue attracted the attention of all European newspapers in the months that followed. The first article on this discovery was published on October 10, 2013, and in February of the following year, the articles on the subject multiplied[7]. Apart from the exceptional aspect of this discovery, was highlighted where and how the statue was found. There was much debate and doubt about the history of the statue. The circumstances of the discovery appeared to be very unlikely, partly because of the appearance of the statue, which did not look like expected, the corrosion created by underwater conservation being invisible on the statue, and partly because of the way the statue was said to be extracted out of the water by a single man[8].

7. Article of Scuto 2013 in October (10th) 2013, then Le Monde (Zecchini 2014), Le Monde Juif.info (Partouche 2014), RFI (Paradon 2014), France24 (Hamza 2014), Géopolis France TV (Ribadeau Dumas 2014), Bloomberg businessweek (Silver 2014).

8. See the articles of conflictantiquities.wordpress.com : Hardy 2013*a*,*b*, 2014*b*,*a*.

Finally, after weeks of newspapers' articles and various questions, the statue suddenly disappears from the news, even in Gaza itself. After so much publicity, all information concerning the Apollo has dried up, and nothing has emerged since.

1.1.2 Reality of power and archaeological importance

As the journalist Nadéra Bouazza mentioned in an article published in December 2014, more than a year after the actual discovery of the statue, it is the question of the reality of power in Gaza that is exposed through the localization, the future and the conservation of the statue[9]. Permanent threat and local environment dictate the need to limit the available information on Gaza's policy, explaining the opacity regarding the provenance and conservation of the statue. Holder of an historical value, it also carries economic value for its owners. It is probable that without the publicity that was given to him by posting his picture on Ebay, the discovery would never have filtered out of Gaza: how many other objects could have been looted, sold without any filtering details?

None of the journalists nor specialists could have known the provenance of the statue, and when it was discovered in August 2013, my colleague and I, who were then on site, did not get the information. Nevertheless, some local sources have told us that the statue was unearthed by accident in a secret place and absolutely not found in the sea. In order not to divulge the information, a story was invented, avoiding the real discoverers to be put in difficulty. In any case, the emergence of this exceptional statue, and the voluntary opacity concerning its discovery, as well as its disappearance a few months later, are symptomatic of the complex political situation in Gaza. According to our contacts, the statue was partly damaged by the war in 2014; its place of preservation remains unknown. It is now lost to science, and the only information we have is the photographs taken in August 2013.

This statue is a witness of the wealth of archaeological sites in Gaza. It is, in the image of this object, an extraordinary patrimony which is regularly plundered. It is easy to understand that a population subjected to blockade and deprived of everything is in the necessity of finding expedients for its own survival, to such an extent that archaeological objects become financial expedients whose historical or cultural value is only addressed in its political dimension: to assert the demands of one or the other, or to legitimize a policy or a government[10].

1.2. The recurrent question of looting and the leakage of archaeological heritage

A large number of archaeological objects, often looted for survival reasons, are resold on the black market in Gaza as elsewhere; and then emerge on sale in the antique dealers of Jerusalem without official provenance - or under a false provenance. This trend, well-known in the Middle-East, tends to be amplified by the territorial consequences of the conflict. People need money to survive, and they use archaeological objects to earn more. So actions are necessary to limit the loss.

1.2.1 The action of the Department of Antiquities of Gaza

Regularly, my colleague and I are contacted by agents of the Department of Antiquities in Gaza, with the aim of identifying archaeological objects, mostly seized by police officers. Any type of object is concerned, often small ones, probably easier to hide.

Our contacts send some photos; they at least allow us to have an idea of what can be found in Gaza, but rarely with information about their provenance. The plunderers hardly supply their sources. What proportion of plundered objects reaches us? Many of the objects seized are of a monetary nature, probably because of their small size, easy to hide then sell. It is impossible to know the reason that explains this particular proportion, but it still remains a very interesting indication of the role that Gaza may have had during the ancient periods, especially during the Persian and Hellenistic periods. Many of the currencies found are Alexander's coins or Athenian owls, two large monetary series, as important for antiquity as the dollar is in our contemporary civilization.

1.2.2 Border control and archaeological leakage

In 2013, a hoard of coins of Alexander's staters (about fifty) were found off Gaza, bearing the traces of an underwater stay: each currency was stuck in a sand hull mixed with silver oxide. This hoard was purchased by a local collector . In 2016, the second part of this hoard was found; in addition to the fifty previous currencies, there would be more than 5 000 additional tétradrachmas (fig. 3). The coins are easily identifiable: they are

9. Bouazza 2014.

10. The same problem is known for Iraq, during the Golfe war and after ; also for Syria and (too)many other countries. See for example Bonis 2016 ; Singer 2011.

of the same type, with the same invoice, of similar oxidation. In the absence of a buyer, some of these currencies took the black market route. It is impossible to know how many of these coins there was in the hoard, but we know now that there are at least 5000 coins (now in Canada), and probably some thousands more are still in Gaza. Some of them probably succeeded in crossing the border; four were intercepted by the Israeli authorities, and information about the interception were made public on 16 July 2016[11].

This hoard, composed of Alexander III currencies, forms a monetary unit probably struck during the period of Alexander's conquest. For the knowledge of currency movements, the types of currencies used, the destinations of these currencies, allowing to trace a whole military and commercial network; it is a huge loss that the disappearance of this treasure. It remains to skim the online shops and antique shops to gradually rediscover these currencies that will emerge necessarily at one time or another[12].

Confronted with looting and the disappearance of the historical heritage, the importance of the network of research and the scientific links between researchers, archaeologists and numismatists is fundamental.

Research under these conditions is tainted by adaptations sometimes incongruous to local conditions and geopolitical situation: the conflict makes collaborations very difficult, and requires a permanent documentary watch on the antiquity dealers' websites.

Figure 3: The Alexander hoard, Photo Credit Fadel Al-Otol, Gaza, 2013.

11. Arutz Sheva Staff 2017; Times of Israël staff 2017.

12. Thevenin & Bauzou 2019.

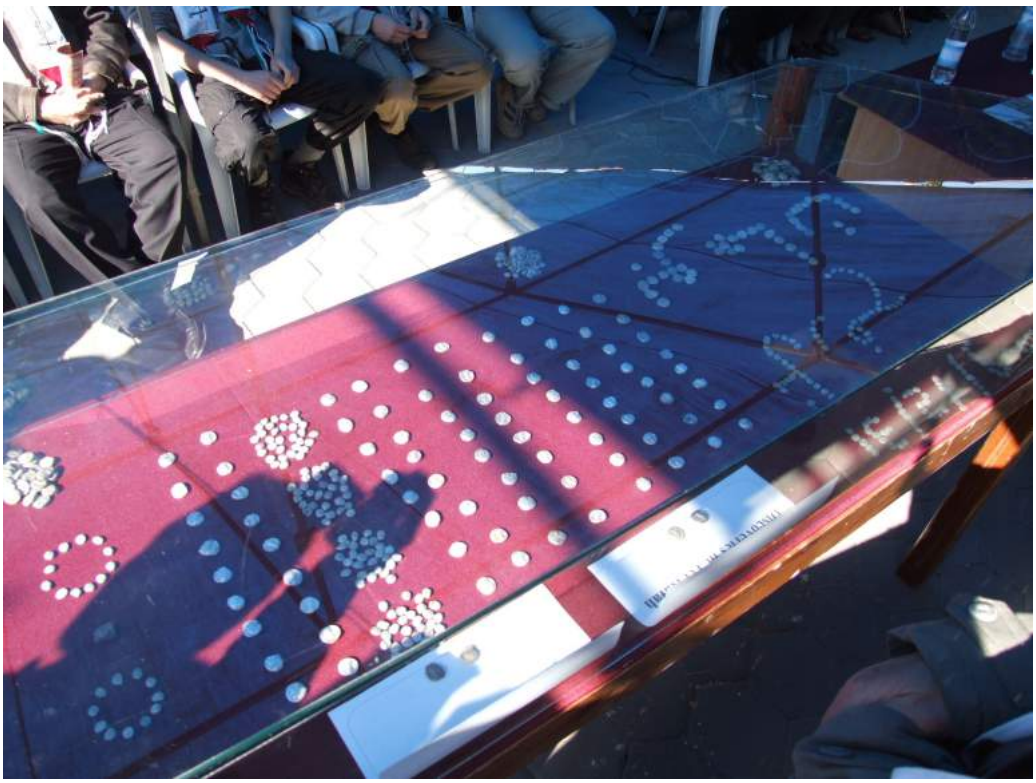


Figure 4: The athenian hoard exhibition, Photo Credit Hayam Al-betar, Gaza, 2010.

2. RESEARCH IN A CONFLICT ZONE

The Gaza Strip has been extensively excavated, often unpublished; between 1995 and 2013, several missions of excavations and studies were carried out. The French School of Biblical and Archaeological History has held a prominent place under the direction of Jean-Baptiste Humbert and with the support of the Consulate General of France in Palestine. It was thanks to the unwavering support of the French authorities and the obstinacy of our director of excavations that, despite the difficulties, excavations could be carried out.

2.1. Multiple works and threats

Gaza was the subject of both Israeli and Franco-Palestinian excavations from 1995 to 2005 on the basis of a Franco-Palestinian cooperation agreement, with the creation of an Antiquities Department and training of future local specialists on a building site.

2.1.1 The work of the EBAF

The existing conflict situation has clearly oriented the choice of excavation sites, which have been chosen in the emergency of immovable buildings.

It was following the digging of a sewer collector for a refugee camp that the old tell of the port of Gaza was ripped open, revealing a rich and abundant material, and urging the local authorities to open a preventive site on the area before its destruction, through the building of the Es-Shatteh refugee camp (1995).

The site would have been located on the central part of the tell along the coast. Between the time of the decision and the actual excavations, the refugee camp had been built, and the site was then installed on a still virgin ledge at the edge of the tell, along the newly built road near the beach. The political difficulties associated with the presence in Gaza and its region of a large number of post-Six-Day War refugees, required rapid construction of buildings - despite the archaeological project.

The same year, a planned construction buildings was in-

13. De Mirochedji 2000; De Miroschedji & Sadek 2000; De Miroschedji 2001.

terrupted in extremis to save a Bronze Age Tell, hidden under several meters of sand, Tell Es Sakkan, then excavated by P. de Miroschedji (1995)[13].

From 2005 onwards, the excavations were suspended following the blockade on the Gaza Strip. It was not until 2010 that new excavations and study campaigns were able to resume until 2014. Five sites were opened between 1995 and 2012, in addition to a study mission in 2013.

2.1.2 The actions of the Gaza Antiquities Department for local findings

Permanent constructions in Gaza require enormous amount of sand, and ancient tells are heights where the sand has accumulated for hundreds of years, covering and protecting the sites. It is therefore on these sites that the tons of sand needed for urban expansion are taken. In 2010, the Tell Rafah, located in the extreme south of the Gaza Strip on the border of Egypt, was partly destroyed by shovels. One of them then broke a jar, buried there for over 2000 years, revealing nearly 1,400 silver coins.

This hoard was very quickly seized by the authorities of the Department of Antiquities of Gaza and shown through a special exhibition (fig. 4). Between the discovery and the seizure, nearly 200 coins were taken, which were found, for some, in local private collections, for others on online antiquity dealers' websites. This hoard is exceptional in two ways:

1. The first hoard known of this importance, found in the Gaza Strip,

2. The hoard could have been quickly seized by the local authorities and studied.

16 coins have been found on websites, 22 in private collections, 1218 in the museum of the Gaza Antiquities Department, in Qasr El Pacha. The Ministry of Antiquities has requested the collaboration of European specialists to study the treasure thus secured (photos of work in Qasr). This was the subject of two surveys in 2012 and 2013.

As a result of this discovery, the site was evacuated and placed under the control of the department; local archaeologists have defined three sites; two down the tell, one at its top. The excavations were interrupted following difficulties at the Egyptian border in 2013 and 2014. The study of the hoard is still on course.

2.2. Human and material adaptation

2.2.1 Adapting to human and political constraints

Working in Gaza requires maintaining cordial relations with both sides of the conflict. This is a diplomatic game requiring some adaptation. The simple passage of the border takes time: a complete administrative file on each participant must be filled in, and the permissions are not always granted. This simple passage sometimes takes several months: it is a question of finding an agreement between the official Israeli administrations, the official administrations in Gaza, and the French consulate. It is clear that the latent war situation and the Gaza government's ranking as a terrorist state limits the accessibility of the sites and makes each passage more complex, especially in times of tension (for example 2014-2015).

The conditions and length of stay on the spot, are submitted to the local situation. The Rafah's Hoard, discovered in 2010, has been studied two months in August 2012 and 2013. In 2014, only a short two-week stay was permitted in April, working on the private collection, and a second longer stay was interrupted following the declaration of war on July 7.

2.2.2 The diplomatic constraint – a personal reflexion

It is absolutely necessary to maintain contacts as tight as possible both in the Palestinian area and in the Israeli territories, because the passage through Gaza necessarily involves recurrent contacts with the Israeli authorities (airport, border). From this point of view, it is sometimes difficult to ignore personal feelings in order to emphasize the scientific dimension, and consequently the question of work ethics arises on one side as well as the other: to what extent are science and knowledge acceptable reasons to stay neutral, as a human confronted to endangered lives or a threatening situation? How much are we scientific or ethical while voluntarily staying apart from the conflict? How much are we scientific or ethical, giving an historical value to looted objects, knowing where it is coming from? Could it be more fair not to study it?The questions remain.

2.2.3 Adapt to material constraints

Work on EBAF excavation materials, on the collection or on the hoard was carried out with the tools that were then available on site. Few things can be taken to Gaza, so the equipment has to fit in a suitcase because the passage is only possible by foot. While some of the restoration equipment is transportable (scalpels), everything else must be found on the site. Thus, in order to compensate for the missing restoration tools, it was neces-

sary to build an electrolysis laboratory on site in 2012, which has been used to restore the private collection, to clean some coins from Rafah's hoard and coins from EBAF's excavations in 2012 and 2013.

Electrolysis, as well as chemical restoration baths, were entirely made in Gaza itself, and stayed in the material storage. The cataloguing of coins in the Qasr el Pasha was an opportunity to adapt to local conditions: without suitable equipment, boxes of shoes and hazelnut bags were used to classify each coin. Electricity was only available 6 hours every two days, and it was a generator that allowed us to take photos and use computers in the Qasr el Pacha, and the monetary restoration was done mechanically when electricity was unavailable.

Another example: The stamping of an inscription was the occasion of an experiment. The equipment suitable for this purpose was not found, and the conditions did not permit to search for shops. Therefore, it is with basic products that the inscription was taken: brush of blush, black eye shadow, hairspray, handkerchiefs (fig. 5).

Whatever the material we had to study, photography, restore, it was necessary to gather as much information as possible. Each mission can face a sudden interruption, each information collected is a victory. Each passing year, requests for entry into Gaza become more and more difficult, so that each mission is foreseen with no certainty of realization. Since 2014, none of the previously mentioned projects could be accomplished.

All information from the Rafah's hoard was collected, but the majority of the material from the two EBAF'S excavations, Blakhiyah and Jabbaliyah are still in a warehouse in Gaza, now entrusted to the care of one of our contacts on the spot. We do not know when, or even if, it will be possible to go back and continue the study. Other excavations are nevertheless necessary: as evidenced by the incredible variety and richness of the material, the region is still far from having revealed all its secrets, and the historical and cultural heritage of Gaza is still, for our knowledge of the history of the Middle East and for the inhabitants of this ancient city, a treasure still very little known.

Figure 5: Tools used for coin cleaning in the Qasr el Pacha, Photo Credit Thomas Bauzou, Gaza, 2012.

Figure 6: The destruction of the Tell es Sakkan, Photo Credit Fadel Al-Otol, Gaza, 2017.

3. THE IDENTITY QUESTION IN A WAR CONTEXT

3.1. Destruction and reconstructions: a vicious circle

In Gaza, archaeological research is essentially a matter of emergency: the multiplication of areas under construction clearly threatens major sites, most of which are witnesses of an old and complex History along the coast – even for the ones still occupied (Tell Harubah, the site of ancient Gaza).

3.1.1 Sites at Risk

Tell Rafah, located on the border of Egypt, is a site of regular clashes between the Palestinians in the south of the Gaza Strip and armed Egyptian groups; as all unbuilt areas, it is a spot threatened by psychological bombardments that take place throughout the year in Gaza[14]. As for all the other empty territories of the Gaza strip, Tell Rafah is threatened by the growing impact of building construction.

In August 2017, a construction project was established on the Tell es Sakkan site. This project could have succeeded if the Department of Antiquities of Gaza had not contacted all the archaeologists who formerly worked there; Jean-Baptiste Humbert went to Gaza to warn the authorities about the historical meaning of the site; he presented in detail the discoveries that the site allowed. It was finally thanks to the intervention of the inhabitants of Gaza that the workers were stopped until today (fig.6).

3.1.2 The example of a destructive reconstruction

The destruction of buildings in each war result in reconstruction, necessary for the local population. These reconstructions are nevertheless destructive, each of them requires the digging of foundations that gradually destroys the deep layers of the old tell of Gaza. In April 2016, a building had to be rebuilt; at the time the foundations were dug, the remains of a byzantine church appeared[15]. Despite the importance of the newly-revealed site, it was impossible to stop the work in progress,

14. These kind of weapons are created to produce explosions noises, in order to maintain a certain level of fear. They do not create as much damages as real rockets, but still produce a significant blast.

15. Europe Israël News 2016.

the Department of Antiquities can't oppose housing, especially when work is already under way. The photos taken by a friend show the remains of the Byzantine church, probably not the only archaeological monument that this building construction has returned to nothingness.

The recurring destruction of the settlements in Gaza, at each war, does not only destroy buildings and lives; they destroy a past, and in doing so, it is an identity, a past and a whole culture that is threatened with extinction. The conflict then became a machine for the mass destruction of heritage, and it was largely thanks to private collectors that the archaeological documentation of Gaza was saved from the destruction of war and from looting.

3.2. Private collections, an answer to the situation?

In this regard, the private collections of Gaza are an opportunity for archaeologists and historians in their quest. Two collectors are known to us in Gaza, one for allowing us to study the objects he had patiently gathered for 25 years; the second let one of our contacts on the spot take some photos of his collection, alas closed to our studies.

3.2.1 The Khoudary Collection

The collection of Mr. Al Khoudary contains thousands of objects, from coins to Christian Cross, columns and capitals, lamps and amphoras ... His collection is today saving a significant part of the heritage of Gaza, a heritage that disappears as destruction, reconstruction or plundering continues.

Mr. Al Khoudary's personal mission is to preserve as much as possible the archaeological and historical heritage of Gaza. Al Khudary family, long-time gazean inhabitants, is aware of the richness and age of archaeological sites in the Gaza Strip. For twenty-five years he has been buying and collecting all the archaeological objects he has managed to find[16]. It has thus become a major figure in the research landscape in Gaza (fig.7).

The most impressive objects in his collection were exhibited in Geneva in 2007 at the Museum of Art and History; in parallel and through his enterprise, he built his own Museum in Gaza, with the aim of making the history of Gaza accessible to its people[17]. This ambition was possible thanks to the support of French archaeologists who came to work on site for several months. His implication is one of the few barriers limiting the leak - however partially - of a large number of archaeological objects looted and sold, while government can't succeed to stop the leak, both by lack of staff and of financial support.

The question of identity is a crucial point concerning the inhabitants in Gaza. Most of them are living in terrible conditions, in which they have no past to strengthen them, nor future to hope for. Our duty, as archaeologists and historians, as diggers of the past, is to give to inhabitants an idea of their history, their cultural tradition through roots that can be relied on. In Gaza, the heirs of an incredibly glorious past are ignorant and not exactly interested in these considerations, because of their very heavy and complex situation. And this last point is, also, a consequence of the war.

3.2.2 Private Collection VS Archaeological Ethic

It is difficult to see the boundary of heritage preservation by private collection. Is it part of the duty, of archaeological ethic, to permit the buying of looted objects to avoid the leakage, if possible by authorities ; but if not, what's the choice? In Gaza, this question becomes meaningful, as well as for many other sites in the Middle East. At what moment is the limit reached? The collector who opened his doors saved some of the archaeological findings from Gaza but the plunder continues because the current conditions in Gaza do not allow the inhabitants to live decently enough to ignore the value of objects buried under their feet. The consequences of the conflict on the population supposes, in addition to the destruction of the sites destined to perish drowned under the concrete, the permanent leakage of archaeological objects towards buyers. This situation makes it necessary to reconsider the way in which rescues, whatever they may be, can be apprehended.

16. Guelpa 2009.

17. Haldimann *et al.* 2007 ; Opening of Gaza Museum, Lebhour 2008.

Figure 7: The Khoudary Personal Museum, Photo credit Alain Chambon, 2008.

CONCLUSION

Studying the history of Gaza takes the form of personal, intellectual and physical involvement. The archaeological wealth of the Gaza region, still not very much studied, is now more known by the objects that looting reveals than by scientific explorations. It is then necessary to look into these illegal excavations, and to create a local network to establish a documentary watch on heritage that may be sold outside the territory. This watch does not prevent the looting, but it allows to document at least partly objects that may otherwise disappear forever from the heritage of the region.

The various excavations that have been done in previous years have given rise to some publications, but much remains to be done. Much of the excavation documentation, now stored on site, is still under study. The continuation of this work requires an adaptation both to the political or military constraints and the material constraints related to the particular situation of this territory. The war situation requires great flexibility as well as a great rigor in the collection of information. The work of gathering information is also accompanied by inventiveness to make up for the lack of study material. The gathering of information must be as complete as possible, because nothing allows to ensure the continuity of the missions. Even if incomplete, these data allow researchers, once they have returned from their stay, to use the data collected and to shed more light on the knowledge of this area.

It is then a personal commitment to the extent that the situation of war and the consequent blockade create a complex human situation. The human link is essential in that it also concerns private collections. It is a necessary relay for the conservation of a part of the archaeological artefacts otherwise doomed to disappear, and for the maintenance on the spot of a network of information on the human reality of the situation. It is thanks to these links that the research succeeds, despite the difficulties, to maintain a form of hope in a territory that no longer has any, to avoid the destruction of entire parts of history, but also to restore for Gazaeans their past.

REFERENCES

Arutz Sheva Staff, 2017, «Attempt to smuggle ancient Coins from Gaza», *Arutz Sheva [16 juillet 2017]* URL http://www.israelnationalnews.com/News/News.aspx/232537.

Bauzou T. & Thevenin G., 2013, «Un trésor de monnaies athéniennes et philistines du IVe siècle avant J.-C. découvert à Rafah», Paris.

Bonis A., 2016, «Le patrimoine du Proche-Orient, arme de guerre, source de paix», *Les nouvelles de l'archéologie* 144, p. 32–34.

Bouazza N., 2014, «La disparition de la statue d'Apollon pose la question du pouvoir à Gaza», *L'Express [7 décembre 2014]* URL https://www.lexpress.fr/actualite/monde/proche-moyen-orient/la-disparition-de-la-statue-d-apollon-pose-la-question-du-pouvoir-a-gaza_1629593.html.

De Mirochedji P., 2000, «Travaux archéologiques à Tell Sakan (Bande de Gaza) en 1999», *Orient Express* 2000, 2, p. 30–33.

De Miroschedji P., 2001, «Gaza et l'Égypte de l'Époque Prédynastique à l'Ancien Empire: premiers résultats des fouilles de Tell es-Sakan», *Bulletin de la Société Française d'Égyptologie* 152, p. 28–52, URL https://dialnet.unirioja.es/servlet/articulo?codigo=2416820.

De Miroschedji P. & Sadek M., 2000, «Tell es-Sakan, un site du Bronze ancien découvert dans la région de Gaza», *Comptes rendus des séances de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres* 144, 1, p. 123–144, URL https://www.persee.fr/doc/crai_0065-0536_2000_num_144_1_16103.

Elter R. D. d. l. p., 2014, *Patrimoine en Palestine: enjeux et obstacles de sa mise en valeur*, Riveneuve éd., Paris, France.

Europe Israël News, 2016, «Les vestiges d'une église du 7e siècle détruits par les islamistes du Hamas», *Europe Israël News [9 avril 2016]* URL https://www.europe-israel.org/2016/04/photosvideo-gaza-les-vestiges-dune-eglise-du-7e-siecle-detruits-par-les-islamistes-du-hamas/.

Garstang J., 1920, «The Walls of Gaza», *Palestine Exploration Quarterly* 52, 4, p. 156–157, URL https://doi.org/10.1179/peq.1920.52.4.156.

Guelpa B., 2009, *Gaza debout face à la mer: le défi de Jawdat Khoudary*, Ed. Zoé, Genève, Suisse.

Haldimann M.-A., Humbert J.-B., Martiniani-Reber M., Sadeq M. & Taha H. (eds.), 2007, *Gaza : à la croisée des civilisations*, Chaman, Neuchâtel.

Hamza A., 2014, «Une statue d'Apollon sème le trouble dans la bande de Gaza», *France 24 [13 février 2014]* URL https://www.france24.com/fr/20140213-gaza-statue-apollon-dieu-grec-archeologie-hamas.

Hardy S. A., 2013*a*, «The Apollo of Gaza: less innocent origins, equally problematic destinations», *Conflict Antiquities* URL https://conflictantiquities.wordpress.com/2013/10/16/palestine-gaza-apollo-false-provenance-ebay-scam/.

Hardy S. A., 2013*b*, «The Apollo of Gaza: "nobody can say, "I didn't know where it came from""», *Conflict Antiquities* URL https://conflictantiquities.wordpress.com/2013/10/13/palestine-gaza-hamas-funding-illicit-antiquities-market/.

Hardy S. A., 2014*a*, «The Apollo of Gaza: the origins of the origins story?», *Conflict Antiquities* URL https://conflictantiquities.wordpress.com/2014/02/08/palestine-gaza-apollo-accidental-fatah-hamas-story/.

Hardy S. A., 2014*b*, «When was the "Apollo" of Gaza taken into "custody"?», *Conflict Antiquities* URL https://conflictantiquities.wordpress.com/2014/02/26/palestine-gaza-apollo-location/.

Humbert J.-B. & Sadek M., 2000, «Fouilles de Blakhiyah-Anthédon», *in* Humbert J.-B. (ed.), *Gaza méditerranéenne*, Errance, Paris, p. 105–120.

Lebhour K., 2008, «Le premier musée archéologique de Gaza ouvre ses portes», *Radio France International [15 août 2008]* URL http://www1.rfi.fr/culturefr/articles/104/article_70037.asp.

Mackenzie D., 1918, «The Port of Gaza and Excavation in Philistia», *Palestine Exploration Quarterly* 50, 2, p. 72–87, URL https://doi.org/10.1179/peq.1918.50.2.72.

Mazar A., 1992, *Archaeology of the land of the Bible - 10 000-586 BCE*, Anchor Bible Library, New-York.

Paradon M., 2014, «L'encombrante statue de l'Apollon de Gaza», *Radio France International [13 février 2014]* URL http://www.rfi.fr/moyen-orient/20140212-encombrante-statue-apollon-gaza-dieu-grec-antiquite.

Partouche D., 2014, «Gaza: découverte d'une antique statue en bronze d'Apollon», *Lemondejuif.info [9 février 2014]* URL https://www.lemondejuif.info/2014/02/gaza-decouverte-dune-antique-statue-en-bronze-dapollon/.

Petrie W. M. F., 1931, *Ancient Gaza. vol. I-V*, British school of archaeology in Egypt, London.

Phythian-Adams W. J., 1923*a*, «Reports on Soundings at Gaza», *Palestine Exploration Quarterly* 55, 1, p. 11–17, URL https://doi.org/10.1179/peq.1923.55.1.11.

Phythian-Adams W. J., 1923*b*, «Second Report on Soundings at Gaza», *Palestine Exploration Quarterly* 55, 1, p. 18–30, URL https://doi.org/10.1179/peq.1923.55.1.18.

Ribadeau Dumas L., 2014, «Archéologie : quand Apollon sème la zizanie», *France Info [21 avril 2014]* URL https://www.francetvinfo.fr/monde/palestine/archeologie-quand-apollon-seme-la-zizanie-a-gaza_3069247.html.

Scuto F., 2013, «L'Apollo ritrovato che divide Gaza», *La Repubblica [10 octobre 2013]* URL http://www.repubblica.it/cultura/2013/10/10/news/l_apollo_ritrovato_che_divide_gaza-68301889/.

Silver V., 2014, «New details emerge in mystery of bronze Apollo held by Hamas», *Bloomberg Businessweek [10 février 2014]* URL https://www.bloomberg.com/news/articles/2014-02-10/new-details-emerge-in-mystery-of-bronze-apollo-statue-held-by-hamas-in-gaza.

Singer P., 2011, «The New American Approach to Cultural Heritage Protection: Granting Foreign Aid for Iraqi Cultural Heritage Student Notes», *Chicago-Kent Journal of International and Comparative Law* 11, p. 1–38, URL https://heinonline.org/HOL/P?h=hein.journals/chkjicl11&i=119.

Stern E., 2001, *Archaeology of the Land of the Bible. 2. The assyrian, babylonian, and persian periods 732-332 BCE*, New York.

Thevenin G. & Bauzou T., 2019, «Un trésor considérable et perdu: le trésor d'Alexandre de Gaza», *in* Callegher B. (ed.), *Too big to sudy, proceedings of the conference, May 17th-19th, Trieste*.

Times of Israël staff, 2017, «Palestinian caught trying to smuggle rare, ancient coins from Gaza», *The Times of Israël [16 juillet 2017]* URL https://www.timesofisrael.com/palestinian-caught-trying-to-smuggle-rare-ancient-coins-from-gaza/.

Zecchini L., 2014, «Le très convoité Apollon de Gaza», *Le Monde [12 avril 2014]* URL https://www.lemonde.fr/a-la-une/article/2014/04/12/le-tres-convoite-apollon-de-gaza_4400184_3208.html.

About Tell es Sakkan:

http://www.rtl.fr/actu/international/gaza-un-site-vieux-de-5-000-ans-menace-de-destruction-7790715551

https://www.memri.org/tv/gaza-destruction-archaeological-site-by-hamas/transcript

https://www.al-monitor.com/pulse/originals/2017/10/palestine-youth-protest-tell-es-sakan-old-historic-dredging.html

SECTION 2:

ARCHÉOLOGIE DE LA DESTRUCTION : APPROCHES HISTORIOGRAPHIQUES / THE ARCHAEOLOGY OF DESTRUCTION: HISTORIOGRAPHICAL APPROACHES

L'évacuation et la gestion du département des Antiquités orientales du musée du Louvre pendant la Seconde Guerre mondiale

Zoé Vannier[1]

Résumé : Le 25 août 1939, le Louvre ferme ses portes et lance son plan d'évacuation élaboré de façon continue depuis 1932. Ce plan diffère de celui effectué lors de la Première Guerre mondiale car l'évacuation est immédiate et à grande échelle. Le Louvre met en lieu sûr près de 5 446 caisses dont 359 juste pour le département des Antiquités orientales. Entre août 1939 et mai 1940, ce département évacue environ 8 650 œuvres. Grâce à l'alliance tacite entre Jacques Jaujard et le comte Franz Wolff-Metternich les œuvres évacuées par le département restent pendant toute la guerre dans le dépôt de Cheverny. La période de l'occupation entraine une adaptation de l'organisation des musées nationaux qui répondent à la fois du régime de Vichy et du III^e^ Reich. Le retour des œuvres en 1945-1946 dans un bon état de conservation couronne cette évacuation d'un succès. Ce succès reste toutefois entaché par l'échange d'œuvres effectué avec l'Espagne en 1941. Jugées inégales, ces tractations feront l'objet de contestations puis d'un boycott des prêts avec les musées espagnols jusqu'en 1963. Ainsi, les dispositions prises par l'administration du musée ne peuvent être effectives que si les autorités supérieures partagent les mêmes pratiques patrimoniales et veillent à leur fonctionnement.

Mots-clefs : évacuation, Louvre, Antiquités orientales, Seconde Guerre mondiale, plan d'urgence.

Abstract : The evacuation and management of the Département des Antiquités orientales of the Louvre Museum during the Second World War

On the 25th of August 1939, the Louvre museum closes its doors and launches its emergency plan prepared since 1932. This new emergency plan is different from the one executed during the Great War. This time, the evacuation is immediate and realised in a large scale. The Louvre museum, put in safety places about 5 446 crates of which 359 from the Near Eastern Antiquities department. Between August 1939 and May 1940 around 8 650 artefacts from this department are evacuated. Thanks to the tacit alliance between Jacques Jaujard and Franz Wolff-Metternich, the artefacts evacuated remain in safety at the Cheverny castle during all the war period. The occupation of France forces the administration of the national museums, which depends on the Vichy government and the III^rd^ Reich, to adapt their organization. The return of the collections in 1945-1946 in a good state of conservation crowns with success this evacuation. However, this success is riddled by the exchange of works of art with Spain in 1941. Considered unequal, these negotiations were contested and lead to the boycott of loan to Spanish museums until 1963. Thus,

1. Doctorante à l'École du Louvre et à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne.

L'évacuation du musée du Louvre pendant la Seconde Guerre mondiale a fait l'objet de nombreux travaux (Bazin & Huyghe 1992; Fonkenell 2009; Gob 2007...). Cet article présente les principales conclusions de recherches menées dans le cadre d'un mémoire de master de l'École du Louvre (Vannier 2016). Je remercie à cette occasion Ariane Thomas, conservatrice en charge des collections mésopotamiennes au musée du Louvre, de m'avoir donné l'opportunité d'étudier ce sujet en profondeur.

the emergency plan made by the museum's administration can only be effective if the highest authorities share the same heritage practices and supervise their right implementation.

Keywords : evacuation, Louvre, museum, Near Eastern Antiquities, World War II, emergency plan.

ملخص / پووخته / خلاصه

إخلاء وإدارة قسم الآثار الشرقية في متحف اللوفر خلال الحرب العالمية الثانية:

في ٢٥ آب ١٩٣٩ أغلق متحف اللوفر أبوابه وأطلق خطة الإخلاء الموضوعة والمدروسة بشكل مستمر منذ عام ١٩٣٢. و تختلف هذه الخطة عن تلك التي نُفذت خلال الحرب العالمية الأولى وذلك لأن الإخلاء كان فورياً وعلى نطاق واسع. وضع متحف اللوفر في مكان آمن ما يقرب من ٥٤٤٤ صندوقاً، منها ٣٥٩ صندوقاً لقسم الآثار الشرقية فقط. بين آب ١٩٣٩ وآيار ١٩٤٠، قام هذه القسم بإخلاء حوالي ٨٦٥٠ لوحة. وبفضل التحالف الضمني بين جاك جاوجارد والكونت فرانز وولف - مترنيخ، ظلت اللوحات التي تم إجلاؤها من قبل القسم طوال الحرب في مستودع شيفيرني. أدّت فترة الاحتلال إلى تكيف تنظيم المتاحف الوطنية التي استجابت لكل من نظام فيشي والرايخ الثالث. إن عودة اللوحات في عام ١٩٤٥-١٩٤٦ في حالة جيدة من الحفظ توج هذا الإخلاء بالنجاح، ولكنه بقي متأثراً بالمفاوضات الفرنسية الإسبانية. وبالتالي، فإن الترتيبات التي اتخذتها إدارة المتحف لم تكن فعالة إلا حينما اشتركت السلطات العليا في نفس ممارسات التراث وضمنت عملها.

الكلمات المفتاحية: الإخلاء، متحف اللوفر، الآثار الشرقية، الحرب العالمية الثانية، خطة الطوارئ.

چۆڵ کردن و بەڕێوەبردنی بەشی شوێنەوارى شەرقی لە مۆزەخانەی لۆظەر لە کاتی جەنگی جیهانی دووەم

پووخت: لە 25 ی ئاپی 1939، مۆزەخانەی لۆظەر دەرگاکانی داخست و وە پلانی دانا بۆ بەتاڵ کردنی کەوا لە ساڵی 1932 دا بۆی دانرابوو، ئەو پلانە دەگۆردرێت بە جیاوازی ئەوەی کەوا لە جەنگی جیهانی یەکەمدا جێ بەجێ کرابوو لە بەر ئەوەی چۆڵکردنی دەست بەجێ وە بە شێوەیەکی بەرفراوان. مۆزەخانەی لۆظەر نزیکەی 5444 کەیسی دانابوو وە 359 یان تایبەت بوون بە بەشی شوێنەوارى رۆژهەلآت. لە نێوان تۆغستسی 1939 و مایۆ 1940، ئەم بەڕێوەبەرایەتیە هەڵسا بە بەتاڵ کردنی 8650 کاری هونەری. بە هۆی ئەو هاوپەیمانی نێوان جاك جیرارد و فرانز وۆلف-ماتێرنیش کاری هونەریەکان گواستراونەوە لە لایەن بەشەوە وە لە ماوەی هەموو جەنگەکەدا لە کۆگای شیفیرن. ماوەی داگیرکاری بوو بە رەخساندنی رێکخستنی مۆزەخانە نیشتیمانیەکان لە فیشی و سێیەمی ریش. گەراندنەوەی کارە هونەریەکان لە 1946-1945 لە بارێکی باشدا لە پاراستن و سەرکەوتنی گواستنەوەکە، کەوا پر ببوو لە ئاژاوەگێڕی فەرەنسی و ئیسپانی. وە هەروەها، ئەو رێکخستنانەی کەوا بەڕێوەبەرایەتی مۆزەخانە گرتوویەتی بەدەستەوە تا ئێستا کاریگەرە تەنها دەسەلاتی بالآ نەبووایە کەوا بەشدار بووایە بۆ ئەنجامدانی کلتور و وە لە خۆی بگرتایە.

ووشەی تێپەر: پەتاڵ کردن - مۆزەخانەی لۆظەر- شوێنەوارى رۆژهەلاتی دوور-جەنگی جیهانی دووەم-پلانی فریاکەوتن.

تخلیه و مدیریت دیپارتمنت عتیقه‌جات شرقی موزه/موزیم لوور در جریان جنگ جهانی دوم

موزه/موزیم لوور در ۲۵ اوت/اگست ۱۹۳۹ میلادی، درهایش را بروی مراجعین بست و برنامه تخلیه آثار را آغاز نمود، که این برنامه از سال 1932 میلادی بشکل پیوسته ادامه داشت. تخلیه آثار این موزه/موزیم متفاوت‌تر از دوره جنگ جهانی اول بود؛ بخاطریکه این برنامه می بایست در مقیاس بزرگ و زمان اندک صورت گیرد.

کارمندان توانستند در حدودی ۵۴۴۶ صندوق موزه/موزیم لوور را در جای مطمئن قرار دهند، که از آنجمله 359 صندوق آن مربوط دیپارتمنت عتیقه‌جات شرقی میگردید. بین اوت/اگست ۱۹۳۹ و می ۱۹۴۰ میلادی، این دیپارتمنت تقریباً ۸۶۵۰ اثر را به لطف پیمانی، که بین ژاک ژوژارد و کُنت فرانز ولف-مترنیخ وجود داشت، تخلیه نموده و آثار این دیپارتمنت در جریان همه دوره جنگ در دپو/انبارهای شوورنِی نگهداری گردیدند.

دوره اشغال تحولاتی را در بخش سازماندهی موزه/موزیم‌های ملی بوجود آورد، که گاهی تحت تأثیر دولت ویشی و یا رایش سوم می‌بود. بازگشت دوباره این آثار حفاظت شده در سالهای 1946-1945 میلادی، بیانگر تحقق یک برنامه تخلیه موفقیت آمیز است؛ علیرغم معاملات غیرقانونی، که در فرانسه و اسپانیا وجود داشتند. همچنان، تدارکاتی که توسط بخش اداری موزه/موزیم بخاطر نجات آثار در نظر گرفته شده بود، تا وقتی مؤثر نمیبود، که مقامات بالا فعالیت‌های میراث فرهنگی خود را با هم شریک و از کارایی آن مطمئن نمی شدند.

واژه‌های کلیدی: تخلیه، موزه/موزیم لوور، عتیقه‌جات شرقی، جنگ جهانی دوم، برنامه اضطراری.

Le 14 juin 1940, les troupes allemandes entrent dans Paris et découvrent le musée du Louvre presque vide. À l'image de tous les grands musées européens, il évacue ses collections en prévision des combats. L'administration du Louvre parvient à protéger les collections loin de Paris pendant toute la guerre puisque les œuvres ne sont rapatriées dans les salles du musée qu'à partir de 1945.

Le succès de cette évacuation marque un tournant dans l'histoire de la protection des collections du Louvre. La majorité des œuvres du département des Antiquités orientales sortent de la guerre dans un bon état de conservation alors qu'elles n'avaient jamais quitté le musée pendant une aussi longue période, tout en restant confinées dans des caisses. La réussite de ce plan d'urgence repose sur quatre principaux facteurs.

Tout d'abord, le musée du Louvre, a été vidé de manière méthodique et sans heurts, car son plan d'évacuation a été préparé bien en amont dans le souci de pallier les obstacles rencontrés lors de la Grande Guerre, mais également en prévision d'un éventuel autre conflit. Par ailleurs, l'organisation dès 1932 d'un tel plan témoigne du climat anxiogène de l'entre-deux-guerres.

Ensuite, la mise à l'abri des collections est immédiate. Autrement dit, le plan d'urgence ne comprend qu'une seule vague d'évacuation. L'ensemble des œuvres du département des Antiquités orientales inscrites sur les listes d'évacuation quitte le Louvre dans la même période soit entre le 25 août et le 12 octobre 1939, éloignant ainsi les œuvres des combats et de l'avidité de certains hauts fonctionnaires allemands.

Troisièmement, ce plan d'urgence se distingue des précédents par le nombre d'œuvres conditionnées et mises en sûreté. L'administration du Louvre décide de protéger loin de Paris le plus grand nombre possible d'objets et non juste une sélection. Ainsi, parmi les 5 450 caisses évacuées par le musée du Louvre 359 proviennent du département des Antiquités orientales soit environ 8 650 artefacts.

Enfin, outre la préparation et la mise en place du plan d'urgence, l'évacuation doit son succès à l'alliance tacite nouée entre Jacques Jaujard, directeur du musée du Louvre, et le comte Franz Wolff-Metternich, responsable du *kunstschutz* en France. Les deux hommes partagent les mêmes pratiques patrimoniales et le désir de sauvegarder les collections de toute forme de menace. La bonne entente entre Jacques Jaujard et Franz Wolff-Metternich illustre la lente application de la notion de neutralité des collections publiques en temps de guerre.

1. LA CONCEPTION D'UN NOUVEAU PLAN D'URGENCE SUITE AU BILAN DE LA GRANDE GUERRE

Pendant l'entre-deux guerres, l'administration française désire, en réaction à la Grande Guerre, améliorer la protection de son patrimoine culturel. En 1914, seuls 250 tableaux du Louvre sont envoyés par train à Toulouse. Une deuxième phase d'évacuation est programmée mais elle ne comprend pour l'essentiel que les départements de peintures. Des antiques, seule la Vénus de Milo quitte Paris.

Consécutivement à l'attaque allemande du chemin des Dames, le 27 mai 1918, le gouvernement ordonne d'évacuer le plus grand nombre d'œuvres possible vers Toulouse. L'évacuation tardive des Antiquités orientales témoigne de décisions prises au jour le jour, au regard des événements. Il ne semble pas que le Louvre possède de véritable plan d'évacuation pour faire face aux dangers du premier conflit mondial.

Le bilan de cette évacuation est mitigé. Paul Jamot, conservateur adjoint aux Antiquités orientales et chef du dépôt de Toulouse, constate que le transport, l'imperfection du conditionnement et les conditions de conservation sur place ont sensiblement fragilisé les œuvres. A leur retour, le département lance plusieurs campagnes de restauration pour un montant minimum de 10 000 Frs[2].

Pour pallier ces lacunes, le préfet de la Seine au nom de la direction des Beaux-Arts et des musées de la ville de Paris, attire l'attention de Paul Léon, sous-secrétaire d'état aux Beaux-Arts, sur la protection des musées nationaux en temps de guerre. Ainsi, le 4 octobre 1932, sous l'impulsion du ministre de l'Éducation Nationale, Henri Verne, directeur du Louvre, demande aux conservateurs de préparer des listes d'œuvres à évacuer par ordre d'urgence selon leur importance artistique et leur valeur scientifique. Cette demande survient moins d'un mois après que l'Allemagne se soit retirée de la conférence de Genève, et illustre la lente dégradation des relations franco-allemandes.

Le 13 juillet 1933, alors qu'en Allemagne les mesures antisémites et les camps de travail se multiplient depuis l'incendie du

2. AMN, 2015 00 44 / 28. Minute du 15 janvier 1919 d'Henry Marcel, directeur des Musées Nationaux à Louis Lafferre ministre de l'Éducation Nationale.

Reichstag et la prise des pleins pouvoirs par Hitler, Henri Verne envoie un rapport[3] au ministre de l'Éducation Nationale dans lequel il expose les premières mesures envisagées pour le plan d'évacuation des œuvres : listes d'œuvres, moyen de transport, mise à disposition du personnel et du matériel nécessaire ainsi que le choix du dépôt. La liste A comprend les« œuvres particulièrement importantes et devant être immédiatement mises à l'abri », la liste B celles« dont la protection présente un caractère de nécessité moins immédiat mais qui pourraient néanmoins faire l'objet d'une évacuation ultérieure » et la dernière celles« dont le déplacement serait difficilement réalisable mais dont la protection pourrait être assurée sur place[4] ». Ainsi, le plan prévoit d'évacuer une sélection précise d'œuvres d'art tandis que les autres resteront protégées au Louvre. Le lendemain même, le parti nazi est déclaré parti officiel du pays. L'Allemagne se présente comme l'ennemi potentiel et redouté. En effet, le 14 décembre 1933 les sapeurs-pompiers de la ville de Paris convoquent le directeur du Louvre pour assister aux expériences faites sur l'efficacité des bombes incendiaires allemandes[5].

L'idée d'évacuer les musées est partagée par la Grande Bretagne et illustre un point de vue assez européen concernant la protection des collections artistiques en temps de guerre. En effet, alors qu'en Europe les plans d'évacuations sont renforcés, de l'autre côté de l'Atlantique est signé le pacte de Roerich qui déclare pour la première fois la neutralité des œuvres d'art en temps de guerre au nom du patrimoine des peuples. Contrairement aux conventions de la Haye, il est établi que la nécessité militaire ne peut faire obstacle à la protection. De même, la notion de patrimoine des peuples est une innovation traduisant le développement du concept de responsabilité collective en matière de protection patrimoniale. Ce pacte souhaite en 1935 consolider les conventions internationales de la Haye, mais aucun pays européen n'en est signataire.

La définition du plan se précise à partir du 20 avril 1936. Suite à une circulaire d'Henri Verne, les conservateurs rédigent en cinq jours un projet concis tenant compte du crédit et des délais accordés à l'évacuation. Après avoir évincé la voie fluviale, les routes sont préférées aux voies ferrées, qui sont en temps de guerre automatiquement réquisitionnés par l'armée[6]. Dès cette période, des accords sont passés avec des compagnies de transports routiers et l'armée afin de prévoir l'évacuation vers Chambord. Ce château est sélectionné en prévision d'une attaque venant de l'Est. Géré par l'administration des Beaux-Arts, Chambord est un choix stratégique car depuis 1814 tous les plans d'évacuation du gouvernement marquent, en cas d'invasion, un repli sur la Loire. Ce château a l'avantage d'être à la fois suffisamment loin de Paris pour protéger les œuvres des combats, et relativement proche pour limiter le temps de transport, souvent néfaste aux œuvres. Il se situe loin des agglomérations et des centres industriels, tout en étant proche de routes et d'étendues d'eaux. Il s'agit d'éloigner le dépôt des populations pour éviter bombardements et actes de malveillance tout en assurant un rapide acheminement et une sécurité en cas d'incendie.

Le plan d'évacuation se prépare d'autant plus qu'il est élaboré pendant les travaux du plan Verne. Pensé dès 1926, le plan d'agrandissement du musée du Louvre porté par Henri Verne prévoit le réaménagement complet du département des Antiquités orientales. Une partie des collections est conditionnée en prévision d'un déménagement au sein des salles du Louvre. De fait, en 1936 sur les 348 caisses évacuées en 1939, 191 sont déjà prêtes. Des abris anti-bombardement sont assignés aux Antiquités orientales au niveau de la crypte Marengo, de l'escalier Asiatique et de la salle Susiane. Les dispositions s'accompagnent dès 1938 d'une formation du personnel à travers des exercices d'entrainement. Cette démarche intègre une politique plus large que celle de l'administration des Beaux-Arts puisque le 11 juillet 1938 est votée la loi sur l'organisation générale de la Nation en temps de guerre.

En 1938, les pressions diplomatiques atteignent leur point culminant. Après la légalisation de l'Anschluss, Hitler déclare dans un violent discours que« l'Allemagne ne sera véritablement l'Allemagne que lorsqu'elle sera l'Europe[7] ». Le 12 août, l'Allemagne décrète la mobilisation générale de ses troupes mais ce n'est que le 24 septembre à la suite d'un autre discours véhément d'Hitler que la France ordonne une mobilisation partielle de l'armée et l'évacuation des collections des musées nationaux.

3. *Ibid.*

4. AMN, 2014 47 92 / 1. Lettre du 13 juillet 1933 d'Henri Verne à Anatole de Monzie, ministre de l'Éducation Nationale.

5. AMN, 2015 00 44 / 28. Lettre du 21 décembre 1933 d'Henri Verne au Colonel Islert, commandant le régiment de sapeurs-pompiers de la Ville de Paris.

6. AMN, 2015 00 44 / 42. Instruction particulière, imprimée en 1933, relative aux modalités d'exécution des transports d'intérêt national, en application des dispositions de l'Instruction de la Présidence du Conseil, en date du 22 septembre 1927, concernant l'établissement des demandes d'inscription aux programmes de transports d'intérêt national.

7. Rayssac 2007, p. 26.

Pour la première fois, le plan d'évacuation pensé depuis 1932 est mis en place. À peine trois jours après l'alerte, un premier convoi quitte le palais du Louvre en direction de Chambord. L'évacuation du département des Antiquités orientales est facilitée en 1938 puisque les œuvres issues du déménagement n'ont pas été déballées[8].

Lors de cette alerte, 237 caisses du département des Antiquités orientales quittent le Louvre. Aux 191 déjà existantes, 9 caisses supplémentaires ont été préparées pour les vitrines de l'escalier Asiatique, puis 37 ont été conçues au moment de l'évacuation. Elles représentent selon Georges Contenau l'intégralité des œuvres à évacuer en première urgence et une partie des œuvres de deuxième urgence. Parmi ces caisses, 6 partent pour la banque de France, où les conditions de conservation semblent être de meilleures qualités. Il s'agit notamment d'objets précieux en métal qui craignent particulièrement l'humidité[9]. A l'intérieur de la caisse, l'inventaire est accompagné d'une feuille de papier de cuir pour protéger les pièces de l'eau et d'une feuille de papier d'amiante pour les préserver du feu. Chaque convoi est acheminé par un conducteur et un conservateur. Toutefois, les collections ne voyagent pas systématiquement avec leur responsable car l'administration du Louvre veille à ce que les convois transportent des caisses venant de plusieurs départements. Il s'agit d'éviter de perdre avec un convoi une école entière. Cette évacuation n'est que de courte durée puisque dès le lendemain de la signature des accords de Munich dans la nuit du 29 au 30 septembre 1938, l'administration des Beaux-Arts ordonne le retour des caisses.

Cette première évacuation met en lumière les lacunes du plan d'urgence. Dans son rapport, Henri Verne insiste sur l'importance de réduire la durée entre le déclenchement du plan et sa mise en application[10]. Le directeur note que la période précédant l'alerte se caractérise par un fléchissement du nombre d'entrées. Il en conclut qu'il« parait donc possible et souhaitable de prescrire pour l'avenir une application plus rapide de cette mesure »[11]. Il préconise de restreindre la durée entre la prise de décision et la fermeture des portes du Louvre pour la mise en pratique du plan d'évacuation.

Ensuite, il souligne le manque de personnels spécialisés et de ressources pour effectuer l'emballage des œuvres. Les membres du département des Antiquités orientales ont travaillé deux jours de 8h du matin à minuit avec seulement un apprenti d'une maison d'emballage pour diriger l'équipe. L'ensemble des départements manque de personnel puisque le plan d'urgence est déclenché simultanément aux mobilisations de l'armée. C'est pourquoi le directeur du musée demande dans son rapport du 3 février 1939 que les techniciens bénéficient d'un sursis de mobilisation pour les jours d'évacuation des collections. Il rejoint également ses confrères conservateurs en alarmant la direction à propos de l'humidité ambiante dans les abris du Louvre. Seuls les monuments en pierre dure du département ont pu y être entreposés pendant l'alerte.

Des incidents sont également intervenus lors du trajet entre Paris et Chambord. La qualité de la route n'avait pas été prise en compte lors de la préparation du plan. Les convois ont été ralentis face à des ponts étroits ou des câbles électriques trop bas. Cette première mise à l'abri pousse les conservateurs à reconsidérer le système de dépôt initialement prévu. Les œuvres devant quitter Paris sont toutes acheminées vers Chambord. Or, il apparaît que certains des espaces de stockage sont trop humides et limitent la contenance du château.

Cette alerte présente l'avantage de constituer une répétition grandeur nature de l'évacuation, elle a en revanche l'inconvénient d'en révéler les secrets. En effet, la mise à l'abri des œuvres en septembre 1938 a largement été relayée dans la presse française et internationale, compromettant ainsi la sécurité des œuvres. Il est désormais nécessaire de« déterminer plusieurs locaux pour la seconde étape d'évacuation et de les tenir réellement secrets, les instructions nécessaires n'étant données qu'après la première étape au minimum de personnel indispensable[12] ». Face à cette difficulté le directeur des musées nationaux décide d'intégrer une nouvelle phase de redistribution des œuvres. Désormais, les convois se dirigeront vers Chambord, qui fera office de plaque tournante, avant d'être réexpédiés vers des dépôts secondaires.

Forte de cette expérience, l'administration française apparaît comme une experte en la matière. C'est pourquoi en février 1939, Henri Verne, Jacques Jaujard, sous-directeur des musées nationaux et secrétaire du comité international pour la sauve-

8. AMN, 2015 00 44 / 28. Lettre du 15 octobre 1938 de Georges Contenau à Jacques Jaujard.

9. AMN, 2015 00 44 / 28. Lettre du 15 octobre 1938 de Georges Contenau à Jacques Jaujard.

10. AMN, 2015 00 44 / 28. Rapport du 3 février 1939 d'Henri Verne sur l'évacuation de 1938 pour Paul Landowski, directeur des Beaux-Arts.

11. *Ibid*.

12. *Ibid*.

13. David David-Weil (1871 – 1952) diplômé de l'École libre des sciences politiques, en 1934 il est élu à l'Académie des Beaux-Arts. Associé-gérant et chef de la maison de Banque Lazard, il devient régent de la Banque de France en 1935.

garde des Trésors d'art espagnols, et David David-Weil[13], président du conseil des musées nationaux, pilotent avec l'aide du peintre espagnol José Maria Sert l'évacuation des collections du musée du Prado.

Après avoir envisagé de déposer les œuvres à Paris, le comité fixe son choix sur le palais de la Société des Nations à Genève. Le plan d'évacuation est conclu le 3 février 1939 à Figueras en présence de David David-Weil. La France apporte son expertise et David David-Weil finance à hauteur de 297 183, 95 Frs le comité international pour la protection des Trésors d'art espagnols[14].

La sauvegarde des œuvres espagnoles est ainsi au cœur d'une dynamique internationale. Elle illustre pendant l'entre-deux-guerres la volonté de plusieurs pays européens d'assurer la protection des collections muséales en temps de conflits armés.

2. L'ÉVACUATION DES COLLECTIONS EN 1939

Le 5 août 1939, Jacques Jaujard récemment nommé à la direction du musée du Louvre remet au ministre de l'Éducation Nationale le rapport définitif sur la protection des collections en temps de guerre[15]. Tout juste 20 jours plus tard, suite à la signature du pacte de non-agression entre la Russie et le III[e] Reich, les musées nationaux ferment leurs portes et commencent à emballer les œuvres.

Dans la nuit du 25 au 26 août 1939, l'alerte gouvernementale est transmise par la direction des musées nationaux, le Louvre ferme ses portes sans préavis. Seuls sont autorisés à entrer dans le palais les membres du personnel titulaires et tous ceux qui ont un laisser-passer. Le personnel en vacances est rappelé afin d'emballer les collections au plus vite. Sont présents pour le conditionnement des caisses le docteur Georges Contenau, conservateur en chef, Marguerite Rutten et Louis Delaporte, tous deux attachés au département des Antiquités orientales. André Parrot, conservateur adjoint au docteur Georges Contenau, est appelé sous les drapeaux le 29 août 1939 et ne participe qu'en partie a l'évacuation. L'effectif du Louvre est renforcé par des bénévoles et les emballeurs des grands magasins parisiens (Samaritaine et Bazar de l'Hôtel de Ville).

Dans un premier temps, le plan comprend le déplacement, l'emballage vitrine par vitrine et la mise à l'abri en sous-sol des œuvres inscrites sur la liste n° 1 d'urgence[16] (Figure 1). Le personnel stocke les caisses dans les sous-sols de manière à faciliter leur départ avec le minimum de manipulation et dans l'ordre d'urgence[17]. L'inventaire de chaque caisse est rédigé en quatre exemplaires. Un exemplaire est glissé dans la caisse, un autre est remis au conducteur pour qu'il le confie au conservateur du dépôt, un autre reste en possession du conservateur responsable de la caisse et un dernier est envoyé à la direction des musées nationaux. Grâce à ces inventaires actuellement conservés au Louvre et aux archives nationales il est possible de déterminer le contenu de chacune des caisses.

L'évacuation est immédiate et massive. Les œuvres sont mises à l'abri en moins de deux mois. Lors de la déclaration de guerre à l'Allemagne le 3 septembre 1939, l'administration a déjà mis hors d'atteinte plus des trois quarts des collections du Louvre. Aussi, elle décide que toutes les collections transportables devant être protégées doivent quitter Paris au plus vite. C'est pourquoi, les caisses déjà constituées contenant des œuvres inscrites sur les listes d'urgence partent en premier. Ces dernières sont rapidement mises à l'abri car depuis l'alerte de septembre 1938 les caisses sont restées dans les salles. Les réserves et les objets tout juste arrivés des fouilles de Mariet de Ras-Shamra sont également envoyés loin de Paris. Le plan d'évacuation est effectif en moins de 48h. Entre le 28 août et le 12 octobre les Antiquités orientales envoient 348 caisses réparties sur 18 convois. Le département des Antiquités orientales est après le département des Arts graphiques, celui qui évacue le plus de caisses. Sur l'ensemble des caisses convoyées correspondant aux départements du Louvre 18% proviennent des Antiquités orientales, 14% des Antiquités égyptiennes et 10% du département des Antiquités grecques, étrusques et romaines. Au cours de la guerre, 11 caisses dont six contenant des tablettes de Mari s'ajoutent au compte. Entre août 1939 et le 20 mai 1940, date du départ des dernières tablettes, les Antiquités orientales mettent à l'abri 359 caisses soit près de 8 650 œuvres.

14. Rayssac 2007, p. 171.

15. AMN, 2014 47 92/55-57. Rapport d'évacuation du 5 mai 1940 d'André Chamson, conservateur adjoint au musée de Versailles et des Trianon et responsable des dépôts de Chambord, Loc-Dieu, Montauban, Loubéjac et Latreyne.

16. AMN, 2015 44 00/29. Note de service du 15 avril 1939 sur les consignes générales à observer dans les musées nationaux en cas de mobilisation, d'état de tension politique ou d'alerte.

17. *Ibid.*

Fig. 1: Photographie des caisses 310 et 511, 3-6 septembre 1939, auteur inconnu. © Archives du département des Antiquités orientales du musée du Louvre.

Les caisses sont transférées selon l'ordre d'importance des listes. Les objets figurant sur la liste des éléments à évacuer en première urgence sont essentiellement composés d'œuvres légères, faites de matière précieuse et/ou avec un support textuel. Ces œuvres sont particulièrement vulnérables et ne peuvent supporter des vibrations ou des chutes entrainées par des tirs ou des explosions. Les bijoux, les tablettes, les cylindres et les vases sont les premiers à être envoyés dans les dépôts. Le premier convoi est constitué aux deux tiers de caisses dont au moins un élément fait partie de la liste des objets importants. Les convois du 30 août, du 1er et du 2 septembre sont entièrement constitués de caisses contenant des objets importants. Il s'agit de protéger des œuvres de grande valeur historique ou artistique.

L'ordre d'évacuation des caisses est quelque peu modifié le 3 septembre 1939. La France déclare la guerre à l'Allemagne. Au même moment, Magdeleine Hours[18] rapporte dans ses Mémoires que « Georges Salles, porte-parole de J. Jaujard, en uniforme bleu horizon apparut. Il précisa que toutes les œuvres importantes devaient avoir quitté le palais avant la nuit »[19]. On remarque donc une légère augmentation du nombre de caisses envoyées dans les convois du 6 et 12 septembre, alors que la tendance était plutôt décroissante dans les départs précédents.

Par « œuvres importantes » Georges Salles entend également les chefs-d'œuvre non prévus dans le plan d'évacuation à cause de leur fragilité ou de leur poids. Pour le département des Antiquités orientales, ces pièces majeures sont regroupées sous la liste « gros monuments » qui est différente de celle des « objets importants ». Au total, 19 caisses sont ajoutées au plan d'évacuation initial. Si elles avaient été prévues dès le début, ces caisses seraient parties en premier et elles auraient été inscrites sur la liste des objets importants. Ce sont exclusivement des chefs-d'œuvre dont le plus connu est le code de Hammourabi (caisse 500). Le fait qu'elles aient été envoyées avec le dernier convoi, soit le 12 octobre 1939, corrobore les faits rapportés par Magdeleine Hours. Autrement dit, ces monuments partent bien suite a une décision prise pendant l'évacuation.

L'évacuation des caisses s'effectue plus d'un mois après la prise de décision. Les « gros monuments » partent tardivement

18. Magdeleine Hours (1913 – 2005) diplômé de l'École du Louvre, elle devient en 1937 chargée de mission au laboratoire du musée du Louvre et participe à son évacuation pendant la guerre.

19. Hours 1987, p.60.

car leur emballage est très difficile. Il s'agit principalement de sculptures lourdes. De plus, ces pièces requièrent beaucoup de temps de travail et de matières premières. Enfin, les gros monuments partent en dernier car sont évacuées en premier lieu les caisses déjà prêtes. Il s'agit d'économiser du temps. Ainsi, les gros monuments bien qu'étant de grande valeur, ne gagnent pas la priorité par rapport aux œuvres déjà emballées et prêtes à partir.

Hormis les œuvres inscrites sur la liste des objets importants, se distinguent deux catégories d'objets évacués en premier. La première regroupe les caisses les plus anciennes. Il ne s'agit donc pas d'une évacuation salle par salle mais bien selon les listes de première urgence puis en fonction des caisses déjà prêtes à partir. La deuxième catégorie rassemble les œuvres situées dans les mêmes vitrines que les objets importants. Dans une logique d'économie de temps, les pièces présentées avec eux sont emballées en même temps. Ainsi, l'emballage est réalisé vitrine par vitrine. 80% des caisses du département des Antiquités orientales sont organisées de cette manière. À l'inverse le reste des caisses présente des mélanges d'objets venant de différentes salles et de différentes vitrines.

Ainsi, les convois sont constitués d'objets venant de diverses salles. Cette logique rejoint une logique de guerre qui mélange les styles et les époques artistiques pour éviter de perdre une école entière en perdant un camion.

Les caisses rapidement évacuées font une première escale d'une semaine à Chambord avant d'arriver au château de Cheverny. Il semble que la logique du plan veille dans un premier temps à éloigner le plus et le plus rapidement possible les œuvres de Paris pour ensuite redistribuer les caisses dans les dépôts alloués. Les caisses sont dispersées entre le château pour les pièces craignant l'humidité et ses dépendances pour les objets moins fragiles. Les dépôts dans les dépendances sont repartis entre le musée de la Vénerie, les Cuves et les communs. Le département des Antiquités orientales occupe 381 m² sur l'ensemble du château de Cheverny[20]. Les caisses sont isolées sur des chantiers de 10cm de hauteur et si le local est une cave ils s'élèvent à 25cm. Elles sont déposées à au moins 50cm des murs de construction et sont séparées les unes des autres sur le plan horizontal en laissant apparaitre des travées de 60cm qui permettent le passage et l'inspection. Ces travées sont aménagées si possible dans le sens du courant d'air pour optimiser l'aération de la salle de stockage Sur le plan vertical, les caisses sont intercalées de cales de bois d'environ 50 cm[21].

Le département n'est pas évacué dans sa totalité. À l'image des taureaux ailés de Khorsabad, les pièces trop lourdes et/ou trop volumineuses restent dans les salles. Elles sont protégées dans la mesure du possible par des sacs de sable et/ou déposées face contre le sol. Comme le précise le docteur Georges Contenau à l'administration des Beaux-arts,« on réserve seulement pour les sous-sols les pièces d'intérêt secondaire ou celles dont les spécialistes nous ont déconseillé le transport en raison de leur fragilité[22] ». Par exemple, la célèbre stèle des Vautours, inscrite depuis 1932 sur la liste des œuvres à évacuer en première urgence, reste au Louvre car elle ne supporterait pas le voyage jusqu'à Cheverny. Une trentaine de caisses sont entreposées dans les sous-sols du Louvre. La crypte Marengo forte de ses 650m³ accueille la majeure partie des caisses à protéger sur place. 31 caisses ne craignant pas l'humidité, soit approximativement 647 pièces, sont également entreposées dans les abris anti-bombardements situés dans les sous-sols du Louvre.

Entre fin août et mi-octobre 1939, environ 5 446 caisses du Louvre sont installées en sureté dans les châteaux-dépôts ou dans les sous-sols du musée. L'ensemble de cette opération s'élève à 2 millions 773 Frs[23]. Le Louvre décide de protéger un maximum d'œuvres en les dispersant loin de la capitale et en protégeant les plus fragiles en son sein. La logique n'est plus de protéger des échantillons restreints d'objets mais de tout sauvegarder. Enfin, le plan d'urgence prévoit la mise à l'abri de la documentation du département ainsi que de ses inventaires. De cette manière, le Louvre conserve loin des combats la preuve irréfutable que les œuvres appartiennent au domaine public ce qui implique qu'elles sont inaliénables et imprescriptibles.

Plusieurs facteurs peuvent expliquer un tel changement dans la logique du plan d'urgence du Louvre. Tout d'abord, au cours de l'entre-deux-guerres les Antiquités orientales connaissent un âge d'or. La nouvelle place qu'acquièrent les Antiquités orientales au sein du Louvre dans les années 1930, soit au moment de la préparation du plan d'urgence, légitime une évacuation à grande échelle comme elle avait été pensée pour le département des peintures en 1914. Parallèlement, le département bénéficie de plus de personnel. En 1939, il compte à sa tête

20. AMN, 2014 47 92 / 123. Lettre du 15 décembre 1941 de Georges Contenau à Hans Haug, directeur des musées de Strasbourg et chef du dépôt de Cheverny.

21. *Ibid.*

22. AMN, 2014 47 92 / 55-57. Rapport d'évacuation du 5 mai 1940 d'André Chamson.

23. AMN, 2014 47 92 / 20-22. Rapport du 15 mars 1949 de Georges Contenau à Georges Salles.

le Docteur Georges Contenau épaulé par un conservateur adjoint, André Parrot, et une attachée, Marguerite Rutten. Louis Delaporte est également présent jusqu'à son arrestation par la gestapo en avril 1942[24].

Doté d'un personnel plus nombreux et hautement qualifié, le département est plus à même de préparer une évacuation efficace et à grande échelle. Ensuite, le budget du musée a considérablement augmenté pendant la période de l'entre deux-guerres. Il reçoit régulièrement des crédits exceptionnels pour la réalisation des travaux de modernisation du plan Verne qui profite également à la création des abris anti bombardement et des caisses pour le transport des œuvres.

Enfin, la destruction des musées madrilènes pendant la guerre civile espagnole et la politique culturelle de l'Allemagne nazie incitent les administrateurs français à mieux protéger leurs collections.

3. LA PÉRIODE DE L'OCCUPATION

Suite à la signature de l'armistice du 21 juin 1940, les administrateurs français dialoguent avec le gouvernement de Vichy et les responsables du *kunstschutz* allemands.

Le *kunstschutz* désigne le principe de préservation du patrimoine artistique« de l'ennemi » en temps de conflits armés. Dans cette optique est créé, dès la Première Guerre mondiale, un service du même nom qui veille à la gestion du patrimoine français en période de guerre[25]. Ce service travaille en parallèle avec de nombreux acteurs et autres services impliqués dans la spoliation et la destruction d'œuvres d'art. Il dépend directement de l'administration militaire et peut bénéficier d'un appui des armées, alors que les services de spoliations sont sous la responsabilité du bureau des affaires Étrangères. Étant sous l'autorité du haut commandement des armées, le *kunstschutz* possède une réelle autorité et une large liberté d'action. Toutefois, les agents ne sont pas des militaires, mais des fonctionnaires de l'administration militaire recrutés parmi les conservateurs allemands. Lorsque le comte Franz Wolff-Metternich est nommé directeur du *kunstschutz*, il est conservateur de la province de Rhénanie. N'étant pas membre du parti nazi, il devient un haut fonctionnaire assez atypique.

Dès sa première rencontre avec le conte Franz Wolff-Metternich[26], le 16 août 1940, Jacques Jaujard lui confie les inventaires des œuvres évacuées avec leur emplacement. Nourris d'une culture et du désir commun de préserver les collections publiques françaises, les deux hommes nouent rapidement une alliance contre toute tentative d'aliénation de ces œuvres.

Le comte Franz Wolff-Metternich garantit à Jacques Jaujard que les châteaux-dépôts ne seront pas réquisitionnés par l'armée allemande. Plus encore, le comte assure la protection des dépôts par l'armée, des estafettes sont envoyées dans les châteaux. Mais pour éviter le moindre incident, et surtout les incendies, il concède à l'administration française le retrait des forces allemandes des châteaux au profit d'une présence dans la ville avoisinante. En contrepartie, il agrée l'armement des gardiens des dépôts. Il accorde des laissez-passer au personnel muséal mais aussi des ravitaillements d'essence pour les voitures et les chauffages des différents dépôts. Ainsi, les communications sont maintenues entre ces derniers et la direction à Paris. Grâce à celles-ci, des restaurateurs peuvent être envoyés pour effectuer des sondages ou des interventions. Les sources indiquent six campagnes de sondage à Cheverny entre le 23 février 1940 et le 1er septembre 1943, plus une dont on ne connaît pas la date.

Au Louvre, les autorités allemandes sont davantage présentes. À partir du 17 septembre 1940, Hitler donne l'ordre au *Reichsleiter* Rosenberg de perquisitionner les objets de valeur pour l'Allemagne. Le service de la *Einsatzstab Reichsleiter Rosenberg* (E.R.R) occupe en octobre 1940 six[27] salles du département des Antiquités orientales pour entreposer les œuvres réquisitionnées. Ces salles sont alors condamnées puisque le service, soucieux d'agir à l'abri des regards, interdit l'accès aux personnels du Louvre. Jacques Jaujard redoute la présence des troupes dans l'enceinte du Louvre et parvient à contraindre le E.R.R à ces six salles.

Face aux multiples demandes d'extension du service dans les autres salles du département des Antiquités orientales, où des œuvres sont encore présentes, le directeur leur livre, fin octobre, les clés du Jeu de Paume.

24. AMN, 2015 04 97 / 189. Lettre du 2 juin 1942 de René Dussaud à Jacques Jaujard.

25. Granger 2013.

26. Franz Wolff-Metternich est conservateur de la province de Rhénanie, spécialisé en art médiéval, nommé directeur sans être membre du parti nazi.

27. 2014 47 77 / 2. Lettre du 30 décembre 1941 de Georges Contenau à Mr. Petite, chef du personnel.

En parallèle de l'activité du E.R.R, juste de l'autre côté de la Cour carrée, le musée ré-ouvre ses portes. Privé de ses chefs-d'œuvre, un Louvre transfiguré est inauguré le 29 septembre 1940. La réouverture de ces salles à moitié vides, est pour les Allemands le symbole d'un retour à la normale. Toutefois, celui-ci n'est pas synonyme du retour des œuvres. Lors de son discours devant les plus hauts dignitaires allemands, dont Otto Abetz et le *Militarbefehlshaber* général Streccius, Franz Wolff-Metternich définit clairement sa position :« c'est une heureuse occasion de proclamer publiquement les principes et les buts de [la Commission de] la protection des arts, d'attirer l'attention du public sur les immenses valeurs humaines qu'incarnaient les chefs-d'œuvre exposés, et de conclure par un appel vibrant à la conscience de tous les responsables de leur sauvegarde[28] ».

Selon ce principe, le directeur du *kunstschutz* s'oppose, dès l'été 1940, à Otto Abetz, ambassadeur allemand à Paris, qui souhaite ardemment le retour des œuvres sur Paris en vue d'un éventuel envoi vers l'Allemagne. Face à la tentative d'Otto Abetz, le conte Woff-Metternich fait remonter l'affaire jusqu'au bureau du *Generalfeldmarschall* Walther von Brauchitsch. Celui-ci est le Commandant en chef de l'armée de terre. Il s'agit du grade le plus élevé dans la hiérarchie militaire, après celui de *Reichsmarschall*, poste détenu par Hermann Göring.

Dès les premières semaines de l'occupation, la question de la gestion des œuvres d'art interpelle les plus hautes sphères du pouvoir allemand. Au terme de ces démarches, le comte Metternich obtient de ses supérieurs que le service des affaires étrangères, donc la diplomatie, n'ait qu'un droit d'étude sur les collections. La controverse prend fin le 29 juillet, lorsque la commission allemande d'armistice juge qu'il n'est pas nécessaire de remettre les collections dans les musées. Les deux fonctionnaires parviennent à éviter le retour des œuvres en rappelant à la commission le risque de faire voyager les œuvres et en faisant appel à l'article 56 de la convention de la Haye[29].

Cependant, si Jacques Jaujard trouve un allié parmi les hauts fonctionnaires allemands pour protéger les œuvres de l'occupant, il a plus de difficulté avec son propre gouvernement. Le 12 octobre 1940 des représentants du gouvernement espagnol font valoir des revendications artistiques. Parmi les œuvres réclamées par le gouvernement de Franco, figure la célèbre Dame d'Elché conservée au département des Antiquités orientales du Louvre (Figures 2 and 3). Cette œuvre est au département des Antiquités orientales ce que Mona Lisa est au département des peintures. Si au départ, il s'agit d'une stricte revendication les négociations parviennent à la transformer en un échange. Au tournant du mois de novembre 1940, le buste ainsi que deux autres objets du département sont extraits de leur caisse pour être transférés en Espagne. La remise officielle des œuvres a lieu le 13 février 1941, lors de la rencontre du maréchal Pétain et du Caudillo à Montpellier. Les œuvres françaises sont rendues à l'Espagne alors que celle-ci refuse de procéder à l'échange tant qu'elle ne sera pas en possession de l'ensemble des archives de Simancas. Les œuvres du département des Antiquités orientales passent les Pyrénées et quittent définitivement les collections françaises alors que l'Espagne n'a pas honoré sa part de l'échange[30] et que la législation française n'a pas encore déclassé les œuvres envoyées. En effet, elle n'entérine cet échange que par le décret du 19 juillet 1941[31]. La France reçoit en contrepartie des œuvres espagnoles dont la qualité réciproque est contestée jusque dans les années 1970.

Ainsi, la mise en sûreté au Louvre ou l'évacuation n'offrent pas une protection absolue aux chefs-d'œuvre. Les enjeux diplomatiques peuvent délier, malgré le principe de l'inaliénabilité des collections, les mesures de sauvegarde prises en temps de guerre. Il est probable que le gouvernement de Pétain accepte cet échange pour que« le gouvernement espagnol nous aide de son influence à Rome et à Berlin pour modérer les exigences de l'Allemagne et de l'Italie et pour faire en sorte que les questions soumises aux deux Commissions d'armistice soient résolues dans un esprit aussi conciliant que possible[32] ».

Les autorités allemandes tentent une ultime fois de rapatrier les collections du Louvre sur Paris au début de l'année 1944[33]. La multiplication des frappes aériennes et l'avancement des forces françaises libres dans le sud du pays inquiètent l'occupant et interrogent la sécurité des dépôts des musées nationaux. Toutefois, Jacques Jaujard renforce les dispositifs de surveillance

28. Rayssac 2007, p. 181

29. Art 56« les biens des communes, ceux des établissements consacrés aux arts, même appartenant à l'État, seront traités comme les propriétés privées. Toute saisie d'œuvres d'art est interdite et doit être poursuivie ».

30. AMN, 2015 00 44 / 28. Lettre du 27 mai 1941 de Jacques Jaujard à Louis Hautecoeur.

31. Gruat *et al.* 2011.

32. AMAE, 10 GMII 247. Lettre du 3 juillet 1940 de Paul Baudouin, ministre des Affaires étrangères, à François Piétri, ambassadeur de France à Madrid.

33. Campbell Karlsgodt 2011, p. 69

dans les dépôts et fait savoir qu'il a informé les alliés en 1943 de l'emplacement des collections publiques. Il passe par la Résistance, car depuis sa première demande le 12 novembre 1942, le gouvernement de Vichy refuse de transmettre l'emplacement des collections aux Alliés[34]. Le 3 février 1944 un accord est signé, les œuvres restent en région.

Par ces instructions, les dépôts semblent mis hors de danger. Les autorités françaises, allemandes et alliées connaissent leur emplacement et assurent leur neutralité. Par mesure de précaution, le personnel des dépôts écrit à l'aide de bottes de pailles ou de cartons« Musée du Louvre » en grand dans les jardins pour signifier la présence d'un dépôt d'œuvres d'art aux pilotes. Toutefois, ces mesures n'ont pu empêcher quelques heurts. Suite à la libération de Blois le 1er septembre 1944 les soldats allemands tentent un repli au dépôt, mais le manque de place contraint ces derniers à trouver un autre emplacement. En conséquence, les tours de garde sont renforcés et le responsable exige des papiers officiels allemands pour contrer la volonté des troupes[35]. En raison de sa proximité avec l'hôtel Meurice où siège l'état-major allemand, le Louvre renforce les mesures de protec-

Fig. 2: Dame d'Elché, vue de face, IV-Ve siècle av. J.-C., Pierre et calcaire, 58 x 18 x 16 cm, Musée archéologique national de Madrid, Madrid, © Ministerio de Educación, Cultura y Deporte | Museo Arqueológico Nacional.

34. Bertinet 2015, p. 27.

35. AMN, 2014 47 92 / 123. Lettre du 1er septembre 1944 de Bernard Dorival à Jacques Jaujard.

tion et crée une milice patriote pour surveiller le Palais.

La libération de la France au cours de l'année 1944 n'occasionne aucune perte au département des Antiquités orientales. La fin de la guerre permet la sortie des œuvres des sous-sols du Louvre et le rapatriement des caisses évacuées. Le gouvernement provisoire français présidé par le général de Gaulle souhaite rapidement ré-ouvrir les musées pour marquer la fin de la guerre et le retour à la « vie normale ». Il s'agit également de démentir les rumeurs annonçant que certaines œuvres du Louvre ont été transportées en Allemagne. C'est pourquoi le 5 octobre 1944 est annoncée la réouverture des salles de sculptures assyriennes, égyptiennes, grecques et romaines. Les salles ne sont alors guère plus riches en œuvres qu'au cours de l'occupation. L'administration ne peut envisager un retour des caisses sur Paris qu'une fois les combats terminés.

Fig. 3: Dame d'Elché, vue de profil, IV-Ve siècle av. J.-C., Pierre et calcaire, 58 x 18 x 16 cm, Musée archéologique national de Madrid, Madrid, © Ministerio de Educación, Cultura y Deporte | Museo Arqueológico Nacional.

4. LE RETOUR DES OEUVRES AU MUSÉE DU LOUVRE

La signature de la capitulation le 7 mai 1945 annonce la fin des combats et amorce le retour des caisses évacuées au musée du Louvre. Le rapatriement du dépôt de Cheverny se déroule entre le 6 octobre 1945 et le 4 avril 1946. Il s'organise lentement en raison du manque de camions, d'essence et de conditions de conservation satisfaisantes au Louvre, où se sont poursuivis des travaux de modernisation. Le département des Antiquités orientales rencontre des difficultés supplémentaires en raison de la présence des collections Rothschild dans les anciennes salles du rez-de-chaussée réquisitionnées par le *Einsatzstab Reichsleiter Rosenberg* (E.R.R).

Le retour des œuvres se fait en grande pompe. Le code de Hammourabi est la première œuvre du département des Antiquités Orientales à rentrer (Figure 4). Toutefois, toutes les caisses ne sont pas déballées avant l'inauguration de la nouvelle muséographie du département le 27 juin 1947. Le musée reprend son activité rapidement et dès le 10 juillet l'exposition des Chefs-d'œuvre est inaugurée, suivie le 12 août par l'exposition sur l'activité des musées pendant la guerre. Le travail du Louvre pendant l'occupation est révélé. Lors de cette exposition, la Résistance est mise à l'honneur dans un souci de reconstruction morale. Elle souligne notamment comment certains responsables de dépôt ont relayé des informations entre la zone libre et la zone occupée grâce aux laissez-passer du *kunstschutz*. Cependant, aucun engagement global de l'administration du Louvre n'a été avéré, de même pour les responsables des Antiquités orientales ou du dépôt de Cheverny.

Le retour des collections dans un bon état de conservation traduit le succès du plan d'urgence développé par le Louvre. L'évacuation des collections marque un tournant puisqu'elle est pensée bien amont, immédiate et à grande échelle. La réactivité des administrateurs face aux événements dans le déclenchement du plan d'urgence, l'alliance tacite entre Jaujard et Metternich mais surtout l'échange avec l'Espagne montrent que les œuvres ne sont pas protégées par les plans de protection mais par les agents qui les régissent.

Ainsi, les dispositions prises par l'administration du musée ne peuvent être effectives que si les autorités supérieures partagent les mêmes pratiques patrimoniales et veillent à leur fonctionnement.

Fig. 4: Photographie immortalisant le retour du code de Hammourabi, 27 juin 1945, auteur inconnu. © Archives du département des Antiquités orientales du musée du Louvre.

BIBLIOGRAPHIE

Bazin G. & Huyghe R., 1992, *Souvenirs de l'exode du Louvre: 1940-1945*, Somogy, Paris, France.

Bertinet A., 2015, «Évacuer le musée, entre sauvegarde du patrimoine et histoire du goût, 1870- 1940», *in Modèles et modalités de la transmission culturelle*, Cahiers du CAP n°2, Éditions de la Sorbonne, Paris, p. 9–40.

Campbell Karlsgodt E., 2011, *Defending national treasures : French art and heritage under Vichy*, Stanford University Press, Stanford.

Fonkenell G. (ed.), 2009, *Le Louvre pendant la guerre : regards photographiques 1938-1947*, Le Passage - Musée du Louvre, Paris.

Gob A., 2007, *Des musées au-dessus de tout soupçon*, Armand Colin, Paris.

Granger C., 2013, «La protection des collections des Musées Nationaux durant la Première Guerre mondiale », *in* Nivet P. (ed.), *Guerre et patrimoine à l'époque contemporaine*, Encrage Edition, Amiens, p. 247–260.

Gruat C., Martínez L. & Rosenberg P., 2011, *L'échange : les dessous d'une négociation artistique entre la France et l'Espagne, 1940-1941*, Armand Colin, Paris.

Hours M., 1987, *Une Vie au Louvre*, Robert Laffont, Paris.

Rayssac M., 2007, *L'exode des musées : histoire des oeuvres d'art sous l'Occupation*, Payot, Paris.

Vannier Z., 2016, *Gérer une collection « loin du bruit des tambours »*, mémoire de master, École du Louvre, Paris.

SOURCES

Archives du ministère des affaires étrangères (AMAE)

- 10 GMII 247 : Cabinet du ministre.

Archives des musées nationaux(AMN)

- 2015 00 44 / 28 : Correspondance de l'administration générale 1918-1938.
- 2014 47 92 / 1, 2, 20-22, 55-57, 123 : Protection et mise à l'abri des œuvres du musée du Louvre.
- 2015 00 44 / 42 : Rapports annuels d'activité des Musées Nationaux 1937-1953.
- 2015 04 97 / 189 : Dossier individuel de René Dussaud.
- 2015 44 00 / 29 : Correspondance de l'administration générale 1946-1964.

Archéologie de la bataille de Normandie (6 juin-29 août 1944)

L'exemple du site d'Hérouvillette, RD 513

Benoît Labbey[1], Jan Veron[2]

Résumé : La Normandie a été au cœur des événements de la Seconde Guerre mondiale et il n'est pas rare que des opérations archéologiques, diagnostics ou fouilles, livrent les traces des combats ou de la vie quotidienne des soldats et civils. Si on ne peut nier que ces vestiges appartiennent aujourd'hui au champ d'enquête de l'archéologie, leurs témoins mobiliers ou non demeurent encore source d'interrogation. Le caractère nouveau, sensible ou encore dangereux de ces éléments archéologiques est un paramètre important qui conditionne l'émergence d'une discipline dont les problématiques ne cessent de s'affiner.

L'exemple du site d'Hérouvillette illustre parfaitement cette réalité. Sa fouille a été menée du 1er septembre au 30 novembre 2016 sur une surface de 1,2 hectare. Suite au décapage, une dizaine de structures en creux pouvant être rattachées à la Bataille de Normandie ont été mises au jour, recoupant en partie les niveaux d'occupation gallo-romains et protohistoriques. Bien que non comprises dans la prescription, une grande partie de ces structures a pu être fouillée. Ceci a permis la mise en lumière d'un autre aspect du site, celui d'un champ de bataille de la Seconde Guerre mondiale.

Mots-clefs : Normandie, Seconde Guerre mondiale, archéologie des conflits récents, combats, destructions

Abstract : Archeology of the Normandy Battle (June 6-August 29, 1944)

Normandy has been a hotspot during the WWII events and archaeological operations (survey or excavations) frequently reveal traces of the fights, or of the everyday life of the soldiers and civilians. It can't be denied that these remains belong nowadays to the discipline of archeology, even if they still raise many methodological questions. Since late in date, touchy and dangerous, these new archaeological remains have also raised new research questions within an emergent field in archaeology.

The site of Herouvillette provides a clear context for documenting this reality. The excavations have been conducted from the 1st September to the 30th November 2016 over an area of 1,2 ha. After scouring with mechanic engines, a decade of pits have been dated to the Normandy Battle. Some of those pits cut through gallo-roman and protohistoric levels. Even if the remains of the WWII have not been recognized as archaeological structures or material, they have been studied by a specialized archaeologist who has identified a WWII battlefield. It permitted to show another aspect of the site : a WWII battlefield.

Keywords : Normandy, World War II, modern conflicts archaeology, battles, destructions

1. Direction Régionale des Affaires Culturelles de Normandie, Service Régional d'Archéologie.

2. Conseil départemental du Calvados, direction de la Culture, Service Archéologie.

ملخص / پووخته / خلاصه

علم آثار معركة نورماندي (٦ حزيران - ٢٩ آب ١٩٤٤) : مثال موقع هيروفييت، رد٥١٣

كانت نورماندي في قلب أحداث الحرب العالمية الثانية، ومن غير النادر أن تكشف العمليات الأثرية أو التشخيص أو التنقيب عن آثار القتال أو الحياة اليومية للجنود والمدنيين. في حين أنه لا يمكن اليوم إنكار أن هذه البقايا تنتمي إلى مجال التحقيق في علم الآثار، فإن دلائلها المنقولة أو غير المنقولة ما تزال قيد الاستجواب. تعد الطبيعة الجديدة الحساسة والخطرة لهذه العناصر الأثرية معلماً مهماً يؤدي إلى ظهور إشكالية يتم صقل تفاصيلها باستمرار. يوضح مثال موقع هيروفييت هذا الواقع تماماً. أجريت أعمال الحفر في الفترة من ١ أيلول إلى ٣٠ تشرين الثاني ٢٠١٦ على مساحة ١.٢ هكتار. في أعقاب تنظيف الموقع، تم تسليط الضوء على أكثر من عشرة هياكل مجوفة يمكن ربطها بمعركة نورماندي، ومتداخلة جزئياً مع سويات الاحتلال في عصر الغال-الروماني وفترة ما قبل التاريخ. على الرغم من عدم تضمينها في الخطة، فإن جزءاً كبيراً من هذه الأبنية تم تنقيبها. وأدى ذلك إلى تسليط الضوء على جانب آخر من الموقع، وهو ساحة من ساحات معركة الحرب العالمية الثانية.

الكلمات المفتاحية: نورماندي، الحرب العالمية الثانية، آثار النزاعات الحديثة، القتال، الدمار.

شوێنەواری چەنگی نۆرماندی (6 یۆنیۆ-29 ئۆغستسی 1944) نموونە بۆ شوێنی هیرۆفیلیت، RD 513

نورماندی لە ناو چەرگەی رووداوەکانی جەنگی جیهانی دووەم دا بووە، بە دوور بووە لە کاری هەڵکۆڵینی شوێنەواری یا روویێوی یا هەڵکۆڵین، بۆ دۆزینەوەی پاشماوەی کوشتار و ژیانی رۆژانەی سەباز و خەڵکی. لەو کاتەی کەوا ئینکاری لە ئەو پاشماوانە نەکرێت بۆ لێکۆڵینەوە لە زانستی شوێنەوار، گەواهیدەرە گواستراوەکانیان تا ئێستا سەرچاوەی وەلآمدانەوەی ئەمانە بوون. چالّە نوێیەکان، هەستیار و یا مەترسیدارن بۆ پاشماوە شوێنەواریەکان وە هۆکارێکی گرنگن بۆ باری فریاکەوتن ئەمەش دەبنە دەرکەوتنی رێکخستنی ئەم گرفتانە بە بەردەوامی. وە نموونەی ناوچەی هیرۆفیلیت ئەم بارە بەتەواوەتی، وە کاری هەڵکۆڵین لە نێوان 1 سێپتەمبەر بۆی 30 تۆفەمبەری 2016 لە سەر رووبەری 1.2 هیکتار. لە زۆربەی کاتدا، تیشك خراوەتە سەر 10 ئێسکەپەیکەری بەتاڵ کەوا بەستراون بە جەنگی نۆرماندی، تێکهەڵکێشی بەش بەشی چینەکانی داگیرکرای سەردەمی گاڵۆ رۆمان و چینەکانی پێش میژووبوونە. هەرچەندە لە رووی پزیشکیەوە باس نەکراوە، بەلام تۆژینەوەکەمان لە سەر بەشێکی گەورەی ئەو ئێسکە پەیکەرانەیە. وە بووە هۆی تیشك خستنە سەر لایەکی تری شوێنەکە، ئەوش بریتی بوو لە گۆڕەپانی جەنگی جیهانی دووەم.

ووشەی تێپەڕ: نۆرماندی، جەنگی جیهانی دووەم، شوێنەواری جەنگە نوێیەکان، شەڕ، وێرانکاری.

باستان شناسی نبرد نرماندی (۶ ژوئن/جون - ۲۹ اوت/اگست ۱۹۴۴): ساحه هیروفییت، آر-دی (RD) 513

نرماندی در بطن رویدادهای جنگ جهانی دوم قرار داشت و غیر معمول نیست، که عملیات‌های باستان شناسی، ارزیابی و حفاری، آثاری از جنگ و زندگی روزمره سربازان و مردمان ملکی را از دل خاک بیرون می‌آورد. اگر امروز نمیتوانیم مخالف ادعای باشیم، که این آثار را مرتبط به رشته‌ی پژوهشی باستان شناسی میداند، پس شواهد اشیای منقول و غیر منقول منبعی پرسش‌های ما بشمار میرود. ویژگی‌های مهم این اشیای باستانی را: خصوصیت جدید، حساس و یا هم خطرناک این آثار تشکیل میدهند، که باعث ظهور یک رشته‌ی جدید گردیده، که این رشته ی جدید تا رسیدگی کامل به معضلات توقف نخواهد کرد.

مثال ساحه هیروفییت بطور کامل بیانگر چنین حقیقت است. کاوش درین ساحه، که 1.2 هکتار مساحت دارد، از اول سپتامبر تا ۳۰ نوامبر ۲۰۱۶ میلادی انجام گردید. بعد از تمیزکاری قسمت بالایی ساحه، ده‌ها ساختمان حفره مانند مربوط به نبرد نرماندی مشاهده گردید، که این ساختمان‌ها یک قسمت از ساحه گل-روم و دوره آغازتاریخی را قطع میکنند، گرچند کاوش قسمت عظیم این ساختمان‌ها جزء برنامه‌ی اصلی حفاری نبود. این کاوش سیمای دیگری ازین ساحه، که همانا یک میدان نبرد جنگ جهانی دوم بود را روشن ساخت.

واژه‌های کلیدی: نرماندی، جنگ جهانی دوم، باستان شناسی جنگ‌های پسین، نبردها، ویرانی‌ها.

INTRODUCTION

Les vestiges de la Seconde Guerre mondiale sont désormais rentrés dans le champ de l'Histoire et font ainsi partie de notre patrimoine. Il est donc tout à fait légitime qu'ils relèvent du code du patrimoine et que leur découverte soit interrogée par l'archéologie. Pour autant, étudier un site de la Seconde Guerre mondiale par l'archéologie ne va pas de soi. D'une part, les sources aussi diverses soient-elles sont très abondantes. Pour appuyer cela il convient de reprendre les mots prononcés par Alain Schnapp : « l'approche archéologique des vestiges des conflits récents ne va pas bouleverser l'histoire des faits mais peut contribuer à enrichir notre compréhension de ces faits et permettre de définir des problématiques partagées avec les historiens »[3].

D'autre part, fouiller les traces de la Seconde Guerre mondiale n'est pas neutre. La distance entre l'archéologue et son objet de fouille est très faible et c'est véritablement cette proximité qui implique d'autant plus de prudence. Nous nous trouvons face à une Histoire sensible car récente ! La mémoire émotionnelle que dégagent certains vestiges est forte ! Les traces de la Grande Guerre nous rattachaient à un parent éloigné (et là nous pourrions citer pour exemple la fouille de la tombe d'Alain Fournier et de ses camarades en 1991[4]), dans le cas de la Seconde Guerre, ce phénomène est d'autant plus présent que de nombreuses personnes ayant vécu cette période sont toujours en vie.

Contrairement à ce qui en est pour les périodes les plus anciennes la terre se défend : le problème des munitions se pose. La terre n'est donc pas un élément inerte comme elle peut l'être sur un site néolithique. Avec le recourt massif à l'artillerie et aux bombardements aériens, d'importants stocks de munitions subsistent enfouis, et constituent une menace pour la sécurité des personnes et à laquelle les archéologues doivent faire face. Fouiller les traces des combats implique donc des consignes de sécurité forcément plus strictes. Il faut être sensibilisé à ces engins et une collaboration avec les services de déminage est indispensable.

1. BILAN ET ÉTAT DE LA RECHERCHE EN BASSE-NORMANDIE

L'émergence de cette discipline nouvelle est très récente. Les bases d'une réflexion sur le sujet ont été fondées lors de plusieurs événements. Chronologiquement, c'est d'abord un colloque qui s'est tenu en 2008 au Mémorial de Caen qui a lancé les réflexions sur l'archéologie des conflits contemporains[5]. Depuis, d'autres manifestations se sont succédées : les rendez-vous de l'Histoire de Blois en 2013 sur le thème « La Guerre », ou encore la parution d'un ouvrage sur le sujet en 2014[6].

Des chantiers, par leur caractère exceptionnel, ont également fait avancer et évoluer notre perception de ces vestiges. En 2009, un camp de prisonnier situé à La Glacerie (département de la Manche) a été fouillé (Figure 1). Il s'agissait d'une première dont les apports furent particulièrement intéressants[7]. Des travaux universitaires sont également à mentionner et prouvent que l'intérêt pour cette discipline nouvelle ne cesse de croître[8].

A l'heure actuelle, l'archéologie de la Seconde Guerre mondiale se développe principalement en Basse-Normandie (pour le cas de la France) et se présente ainsi : des structures, des vestiges qui viennent jouxter, recouvrir, ou détruire des traces d'époques plus anciennes. Il faut bien admettre qu'à l'heure actuelle les traces du dernier conflit mondial s'imposent d'elles-mêmes aux archéologues. Il est, pour le moment, encore très rare que les problématiques d'une opération soient centrées sur les vestiges de la Seconde Guerre mondiale.

On pourra citer l'exemple de la fouille programmée du château de Caen[9] où un cratère de bombe (Figure 2) de plusieurs

3. Schnapp 1998.

4. Adam 2006.

5. *Archéologie et conflits armés XIX^e^-XX^e^ siècles*, Mémorial de Caen du 3 au 5 octobre 2008 [non publié].

6. Carpentier & Marcigny 2014.

7. Early 2011.

8. Labbey 2013; Taunay 2017; Gaffney 2004.

9. Guillot 2012.

Fig. 1: Camp de prisonniers de La Glacerie : Fond d'une structure d'habitation une fois la fouille terminée. Cet abri pouvait accueillir jusqu'à six prisonniers. Les restes d'un poêle au centre témoignent de la volonté d'apporter un minimum de confort au quotidien. © Robert Early, ENT, 2009.

mètres de diamètre et profond d'environ 2 mètres est venu endommager une maçonnerie médiévale. La fouille de ce cratère a livré le squelette d'un cheval, des restes de rations alimentaires britanniques ainsi qu'une grande quantité d'obus antiaériens allemands. Ces données nous renseignent sur la défense du château pendant la bataille de Normandie.

L'exemple de Bretteville-sur-Odon (en périphérie de Caen) est tout aussi parlant. Un diagnostic conduit par l'INRAP en septembre 2017[10] a permis la mise au jour d'une position fortifiée allemande (Figure 3). Face à ce type de vestiges se posent de nombreuses interrogations : de quoi s'agit-il ? Quand cela a-t-il été construit ? Quelle était sa fonction ? Qui l'occupait ? Autant de questions auxquelles seule l'archéologie peut apporter des éléments de réponse puisque les sources écrites sont inexistantes pour ce type de site.

Depuis quelques temps, des initiatives se multiplient : les Services Régionaux de l'Archéologie sont de plus en plus sensibles à ces vestiges et ne les écartent plus systématiquement de leurs prescriptions. Toujours plus de structures sont fouillées et étudiées et un inventaire a même été lancé depuis peu.

En effet, avant de se projeter dans des opérations portant sur des vestiges de la Seconde Guerre mondiale il est impératif de recenser, inventorier, se renseigner sur les sites existants, etc : sous quelles formes se présentent les sites, où se trouvent-ils, quelle est la nature de ces sites ?

Un Programme Collectif de Recherches initié par la Direction Régionale des Affaires Culturelles de Normandie a débuté en septembre 2015. Cet ambitieux programme vise à inventorier d'un point de vue archéologique tous les vestiges liés à la Seconde Guerre mondiale en Normandie occidentale. Parmi ces vestiges on trouve : fortifications, camps de toutes sortes, sites de stockage, aérodromes, lieux de détention, etc.

Si parmi les sites inventoriés un certain nombre était déjà connu, une part non négligeable ne figurait nulle part. De plus,

10. Lepaumier 2018.

Fig. 2: Caen, le Château : Cratère formé par l'explosion d'une bombe dans une maçonnerie médiévale. Du mobilier allemand et britannique ainsi que les restes d'un cheval ont été mis au jour à l'intérieur. © Benoît Labbey, INRAP.

le recourt à une géolocalisation systématique dans cet inventaire offre une précision jusqu'à là inégalée pour des vestiges de cette nature. Les résultats obtenus sont très prometteurs et d'autres régions de France sont d'ores et déjà intéressées pour mettre en place le même type d'inventaire chez elles.

Des travaux relevant de l'archéologie du paysage sont actuellement menés dans les grands massifs forestiers de l'Orne. Ils ont pour objectif de documenter les dépôts logistiques allemands qui s'y trouvaient en 1944. Ils mettent également en évidence l'impact des bombardements alliés sur ces zones boisées[11].

2. INTÉRÊTS ET APPORTS

Il convient finalement de se débarrasser d'un certain nombre d'idées reçues : nous sommes loin de connaître chaque recoin de la Seconde Guerre mondiale. Nous avons certes une très bonne connaissance des grands événements, des diverses batailles et opérations militaires (nous disposons parfois de chiffres très précis, d'innombrables photos, de témoignages) mais les événements ponctuels sont totalement ignorés. Il en va de même pour tous les événements qui sont survenus une fois les combats terminés. Des pans entiers de cette période trouble tel que la gestion des prisonniers de guerre, le quotidien des soldats allemands sur le Mur de l'Atlantique ou bien encore le sort des populations réfugiées sont totalement méconnus. L'archéologie va au-delà des sources existantes dans ces cas précis et nous livre de précieux indices.

Ajoutons que l'archéologie sur la Seconde Guerre mondiale peut être présente à plusieurs chefs : enquête historique et ar-

11. Capps Tunwell *et al.* 2016; Passmore *et al.* 2013.

chéologique ; enquête judiciaire[12] et enquête anthropologique (relèvement d'un corps en cas de découverte d'une sépulture de guerre et analyse du mode d'inhumation).

Enfin, rappelons qu'à l'heure actuelle les vestiges du dernier conflit nécessitent encore un encadrement juridique. Il est arrivé que des équipes étrangères interviennent sur le sol français sans même en informer les services archéologiques locaux. Cette archéologie naissante est aussi malheureusement confrontée à de nombreuses fouilles clandestines dont le but reste la collecte de reliques militaires. A l'image du nord-est de la France, les sites bas-normands sont régulièrement livrés au pillage. Le développement et la reconnaissance de cette archéologie permettront donc de mettre en place un cadre limitant les dérives actuelles.

Fig. 3: Bretteville-sur-Odon : Abri enterré allemand en cours de fouille réalisé en moellons calcaire. Cet élément faisant partie intégrante du Mur de l'Atlantique interpelle par la nature des matériaux employés pour sa réalisation.© Benoît Labbey, INRAP.

12. Desbois 2007. Nous faisons ici référence aux travaux du père Desbois sur la Shoah par balle pour qui l'archéologie permet de mobiliser des artefacts qui sont autant de preuves dénonçant les massacres perpétrés sur le front de l'est.

3. LA FOUILLE D'HÉROUVILLETTE, RD 513: UN CAS CONCRET

La fouille d'Hérouvillette, RD 513 a été menée par le service archéologique du Conseil Départemental du Calvados du 1er septembre au 30 novembre 2016, consécutivement à un arrêté de prescription notifié par la préfète de la région Normandie suite au diagnostic réalisé en 2013 par le même service[13], en amont de la mise en place d'une déviation routière autour du lieu-dit Sainte-Honorine-la-Chardronnette concernant les communes de Collombelles, Ranville et Hérouvillette (Figure 4).

La prescription de fouille portait sur des vestiges laténiens et gallo-romains. En l'occurrence un établissement rural occupé au cours des trois derniers siècles de notre ère et un sanctuaire fréquenté au cours du Ier et du IIe siècle. Les vestiges de la Seconde Guerre mondiale n'étaient pas compris dans cette prescription. A la vue de l'importance de ces derniers il a été décidé en accord avec Service Régional de l'Archéologie de procéder à un échantillonnage de ces vestiges. Ainsi, sur les seize structures qui ont pu être datées de la Seconde Guerre mondiale, huit ont pu être fouillées intégralement et caractérisées. Il s'agit de structures excavées implantées sur toute l'emprise de la fouille (1,2 hectares) de part et d'autre de la RD 513 (Figure 5).

La ville de Caen, située à moins de huit kilomètres de Sainte-Honorine-la-Chardronette, constituait un objectif majeur pour les troupes alliées comme pour les Allemands. Pour les Alliés, la cité normande était un carrefour stratégique vital qui leur ouvrait la route vers la Seine et ensuite vers Paris. La plaine entourant la ville de Caen était également propice au déploiement rapide et massif des blindés. Pour les forces allemandes, la cité fondée par Guillaume Le Conquérant avait le même intérêt capital et ne devait en aucun cas tomber aux mains des Alliés.

Selon le plan de l'opération *Overlord*[14], Caen devait être capturée dès le 7 juin par les troupes britanniques débarquées sur la plage de *Sword Beach*. Bien que des petits groupes de soldats aient atteint les faubourgs nord et ouest de la ville dès le soir du 6 juin, la libération de Caen était loin d'être acquise.

Les troupes allemandes réagirent rapidement à l'avancée des Alliés et installèrent un périmètre défensif autour de la ville. Des éléments blindés de la *21. Panzer-Division* se retranchèrent au nord de Caen pour en verrouiller l'accès. Ils furent soutenus par la *12. SS-Panzer-Division* ainsi que par des éléments de la *716. Infanterie-Division* fortement décimée.

Cette disposition aboutit à la stabilisation du front. Ne pouvant plus progresser, les forces britanniques et canadiennes n'eurent d'autres choix que de s'enterrer et d'établir ainsi une ligne de front qui n'allait quasiment pas évoluer pendant près d'un mois ! Ce n'est qu'à partir des 8 et 19 juillet avec le déclenchement des opérations *Charnwood*[15] et *Goodwood*[16] que les alliés allaient enfin libérer Caen et reprendre leur avancée. Les abords de la ville ont donc été très marqués par cette guerre de position.

Le site d'Hérouvillette[17] n'échappe pas à cette réalité puisque le front s'était fixé à seulement quelques centaines de mètres de là. Du 8 juin au 18 juillet 1944, le front n'a que très peu évolué. Les soldats des deux camps ont donc eu largement le temps d'aménager leurs positions.

3.1. Les traces de la présence britannique

L'interprétation des structures excavées liées au dernier conflit mondial est toujours délicate. Il est en effet très compliqué de rattacher des fosses de combat ou de repos à une armée en particulier. En termes de construction, on retrouve les mêmes grands principes aussi bien du côté allié que du côté allemand. La distinction n'est donc rendue possible que grâce à l'étude du contexte historique, géographique et à la présence de mobilier associé.

13. Giraud *et al.* 2013.

14. Overlord était le nom de code donné à l'opération dont l'objectif était la reconquête de l'Europe de l'ouest par les troupes alliées. Le débarquement de Normandie n'était que la première étape de cette gigantesque opération militaire.

15. Opération déclenchée le 7 juillet 1944 au soir et visant à percer le front défensif allemand pour libérer la ville de Caen par le nord et l'ouest. L'opération Charnwood se termine le 9 juillet et a permis aux Alliés de s'emparer de la moitié de Caen située au nord de l'Orne.

16. Goodwood est le nom de code attribué à l'opération qui s'est déroulée du 18 au 20 juillet 1944 et qui avait pour objectif le dégagement de la ville de Caen par l'est. Il s'agit de la plus grande offensive blindée lancée par les Alliés au cours de la Bataille de Normandie. Elle combinait des centaines de blindés à un gigantesque bombardement préalable. Malgré de très lourdes pertes pour les Alliés, Goodwood permis d'étendre la tête de pont d'une dizaine de kilomètres à l'est de Caen et d'anéantir près d'une centaine de panzer ennemis. Bernage 1994, 2004; Lodieu 2008.

17. Veron 2018.

Fig. 4: Localisation du site d'Hérouvillette à l'échelle de la Normandie et du Calvados.© CD14.

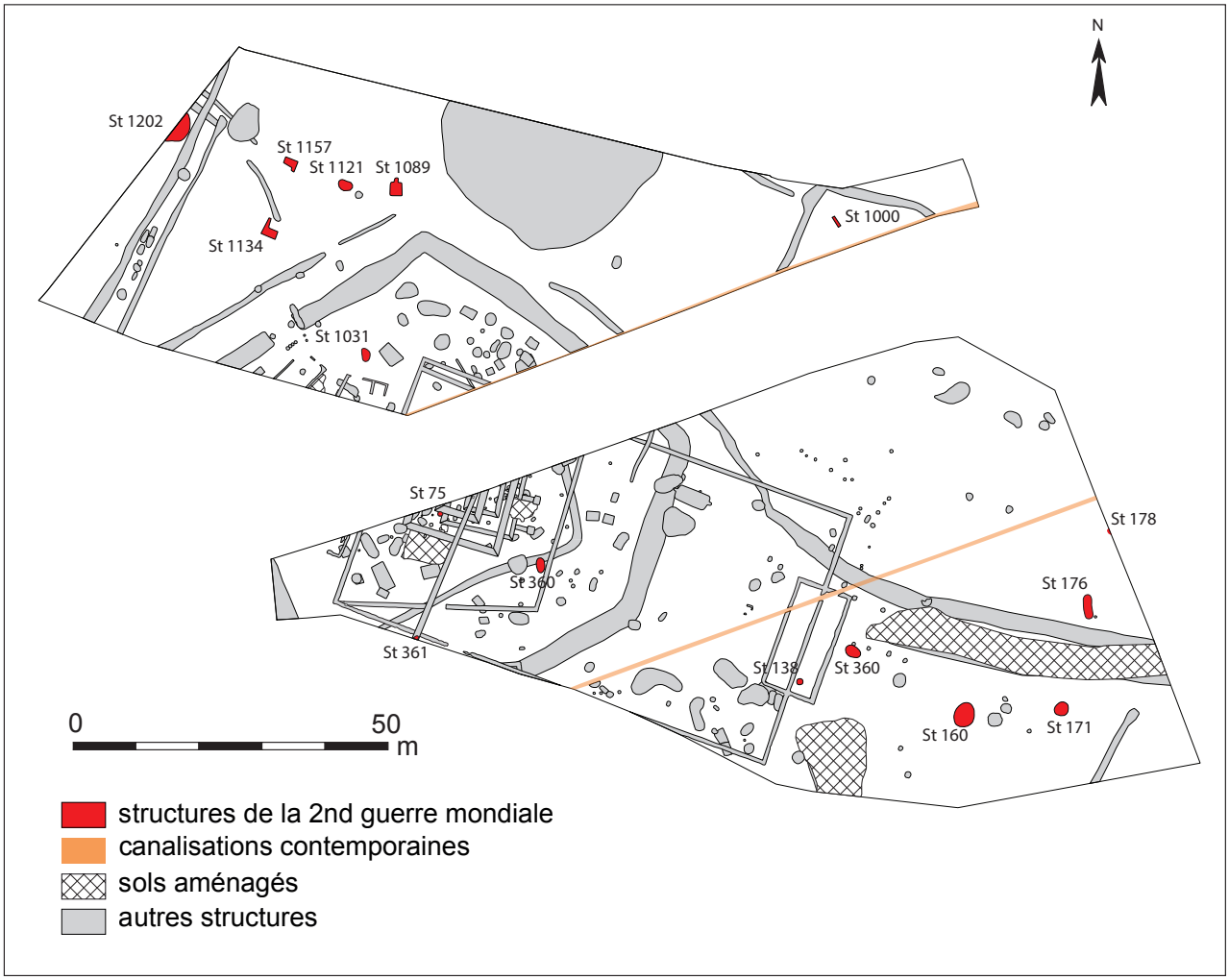


Fig. 5: Plan des structures : Localisation des structures liées à la Seconde Guerre mondiale au sein du site d'Hérouvillette. Ces excavations apparaissent en rouge et recoupent parfois des structures plus anciennes. © CD14.

Le site d'Hérouvillette a révélé une large variété de structures qui peuvent toutes être attribuées à l'armée britannique. Cette attribution repose sur une identification du mobilier trouvé à l'intérieur des fosses et à une analyse du contexte historique entourant les combats qui se sont déroulés dans ce secteur.

3.2. Rappels historiques

Le territoire d'Hérouvillette se trouve à moins de trois kilomètres à vol d'oiseau du célèbre pont de *Pégasus Brigde*. Cet objectif d'une importance capitale pour les troupes alliées et allemandes a donc concentré l'attention des forces des deux camps. Dans la nuit du 5 au 6 juin 1944, les parachutistes britanniques de la *6th Airborne Division* s'emparent des ponts de Bénouville et de Ranville. Dans les jours qui suivent, les parachutistes établissent une tête de pont englobant les environs d'Hérouvillette mais sont rapidement bloqués devant la résistance allemande. Les hommes de la *51st (Highland) Infantry Division*, débarqués le 7 juin 1944, viennent les appuyer en renfort. Ils vont ainsi établir une ligne défensive en arc de cercle allant de Sainte-Honorine-la-Chardronnette à Bréville-les-Monts en passant par Escoville.

Face à eux, les hommes de la *21. Panzer-Division* et quelques éléments de la *Luftwaffe* sont solidement retranchés. Ils ont reçu pour ordre de tenir le front et opposèrent une sérieuse résistance. Suite aux nombreuses tentatives infructueuses pour s'emparer de Caen, le général britannique Montgomery décide de lancer l'opération *Goodwood*. Cette dernière doit faire progresser les divisions britanniques à l'est de Caen afin d'atteindre la vaste plaine céréalière qui s'étend au sud de la ville. Pour cela, près d'un millier de blindés et plusieurs divisions vont être engagés. En attendant le départ, cette formidable concentration d'hommes et de véhicules est regroupée dans le secteur d'Hérouvillette. La *start line* à partir de laquelle s'élanceront les forces britanniques se situe juste au niveau de Sainte-Honorine-la-

Chardronnette.

3.3. Description des structures

Sur le site d'Hérouvillette, plusieurs types de structures se sont révélés. Cette variété de formes, de fonctions et de conceptions en fait un site particulièrement intéressant pour mieux comprendre les combats de 1944. Avant d'entrer dans le détail des structures, il convient d'éclaircir un point important. Les fosses de combat résultant du second conflit mondial sont très souvent amalgamées dans un seul et même ensemble :celui des trous d'hommes (*foxholes* en anglais). Il est vrai que les centaines de témoignages recueillis auprès des vétérans, les milliers de clichés réalisés sur le terrain font référence, la plupart du temps, aux trous de combat individuels. De plus, les manuels militaires ont largement détaillé les trous d'hommes et nettement moins les autres types d'abris. Nous ferons ici la distinction suivante : les trous d'hommes sont des fosses de protection oblongues pour un à deux soldats tandis que les abris font référence à d'autres fosses plus importantes, pouvant abriter davantage de soldats et dont les fonctions ne se limitent pas uniquement au repos de la troupe.

3.3.1 Les trous d'hommes

Les structures les plus fréquemment rencontrées lors d'opérations archéologiques sont les trous d'hommes. Ces fosses, présentes par milliers sur les théâtres d'opérations, sont ici représentées par les structures numérotées 171, 176, 360 et 1121.

La fosse numéro 171 de forme oblongue mesure 1,80 m de long pour 1,20 m de large. Sa profondeur conservée n'excède pas 0,20 m. Le fond est plat et ne présente pas d'aménagement particulier. Elle présente un comblement uniforme composé de limon brun qui contenait cinq caisses de quatre obus de 87 mm ainsi qu'un casque anglais, une bouteille en verre brisée et un couvercle en matière plastique de boite à savon. Il s'agit là d'un trou d'homme classique qui a servi de dépotoir une fois les combats terminés.

Un autre trou d'homme plus important que le précédent a pu être repéré. Il s'agit de la fosse numéro 176 (Figure 6) située dans le même secteur. Elle mesure 3,25 m de long pour une largeur d' 1,05 m et une profondeur de 0,35 m. Le fond est plat et ne présente pas d'aménagement notable. Là encore, le comblement n'est composé que d'une unique couche qui renfermait huit caisses dont sept liées aux obus de 87 mm. La dernière était une caisse de biscuits carrée typique des rations alimentaires britanniques.

La fosse numérotée 1121 ne se distingue pas réellement des deux précédentes. Il s'agit là encore d'un trou d'homme mesurant 1,85 m de long et 0,55 m de large. Très peu profond à l'origine, il n'était conservé que sur un peu moins de 0,10 m de profondeur. Deux chargeurs (probablement de pistolet-mitrailleur britannique *Sten*) se trouvaient dans le comblement ainsi que des restes de bois semblant provenir d'une caisse de *composite ration* (caisse en bois contenant l'équivalent d'une journée de repas pour 14 hommes. Les repas se présentaient sous forme de boites de conserve. Il existait sept menus différents représentés

Fig. 6: Structure 176: Illustration d'un trou d'homme. Ce type de petite fosse oblongue pouvait accueillir un à deux soldats. Une fois les combats terminés, cette dernière a servi à éliminer les débris du champ de bataille. © CD14.

Fig. 7: Structure 160: Abri enterré de plan cruciforme une fois la fouille terminée. Cette disposition est totalement inédite et vient compléter la typologie existante. Cette fosse a servi de dépotoir. Les caisses présentes sur le côté avaient été jetées à l'intérieur.© CD14.

chacun par une lettre (A à G) peinte en bleue sur la caisse).

Le dernier trou d'homme à avoir été identifié est plus atypique que les trois précédents. Il a en effet bénéficié de plus de soin lors de sa réalisation. Il s'agit de la fosse numérotée 360. Longue de 2,85 m et large de 1 m, cet abri est bien plus profond que les précédents et dispose de marches d'accès. Il mesure 0,75 m de profondeur et trois marches formant un petit escalier de 0,60 m de large ont été aménagées. De plus, les parois de l'abri ont été habillées de toile de jute afin d'isoler le ou les soldats de l'humidité de la terre. Des fragments de toile ont été retrouvés plaqués contre les parois. La toile était à l'origine maintenue par des clous en fer et deux grandes tiges en bois retrouvés au cours de la fouille. Cet aménagement témoigne d'une installation durable. Les utilisateurs de cette fosse ont souhaité apporter un minimum de confort à un abri qui leur a probablement servi pendant plusieurs jours voire plusieurs semaines. Un niveau de piétinement a également été observé ce qui renforce l'idée d'une longue durée d'utilisation. Un seul niveau de remplissage comblait la fosse. Il contenait deux caisses d'obus de 87 mm vides ainsi que deux couvercles de boites de *tea ration* ou *emergency ration* (petites boites en fer faisant partie des rations alimentaires du soldat anglais. Elles contenaient des denrées de première nécessité et furent très largement consommées au combat).

3.3.2 Les abris

La fosse numérotée 160 est particulièrement singulière (Figure 7). Lors du décapage, elle est apparue sous la forme d'une tâche grossièrement circulaire et renfermant du mobilier métallique fortement oxydé. La fouille a révélé une structure beaucoup plus complexe et bien plus intéressante qu'il n'y paraissait au premier regard. Cette dernière se distingue des autres par son plan mais également son comblement. Il est en effet très vite apparu à la fouille qu'elle renfermait une grande quantité de caisses de munitions vides (57 au total). La quasi-totalité de ces caisses étaient identiques. Il s'agit de caisses qui contenaient quatre obus de calibre 87 mm (25 *pounder* en anglais). Ce genre de caisse fait directement référence à l'artillerie de campagne de l'armée britannique. Une fois les caisses retirées, la forme de la fosse s'est dessinée. Il s'agit d'un creusement particulièrement atypique puisqu'il repose sur un plan cruciforme. Une fosse rectiligne mesurant 3,20 m de long et 0,60 m de large a été creusée et deux renfoncements ont été ajoutés de part et d'autre du centre de celle-ci. La profondeur conservée est de près d'un mètre. Le substrat calcaire a donc été creusé sur près de 40 centimètres. Un petit niveau d'occupation formé de limon grisâtre tapissait le fond de la structure. Après le départ des troupes, le comblement s'est fait en deux temps. Un premier niveau composé de limon brun a rempli la partie basse de la fosse tandis qu'un second essentiellement composé des caisses de munitions est venu combler le reste de la structure. Il est clair que cette excava-

Fig. 8: Canon britannique de *25 pounder* (87 mm) en action dans la campagne normande au cours de l'été 1944. Cette pièce d'artillerie robuste entrée en service en 1939 a été utilisée tout au long du second conflit mondial. Les caisses au premier plan sont identiques à celles retrouvées sur le site d'Hérouvillette. © IWM (B 9543).

tion échappe totalement à la typologie classique des fosses de combat. Son lien avec l'artillerie est néanmoins évident. On peut donc supposer qu'elle a servi d'abri à deux voire quatre servants de canon. La configuration de la fosse permettait en effet à plusieurs soldats de s'abriter dans la partie la plus longue. Les deux renfoncements situés de part et d'autre pouvaient quant à eux accueillir des caisses de munitions. Leurs dimensions (0,75m x 0,80m) correspondent précisément au gabarit des caisses d'obus de 87 mm. En empilant des caisses dans les renfoncements, la structure protégeait les munitions en plus des soldats.

Au vu de ces éléments, on en déduit donc qu'une pièce d'artillerie de *25 pounder* (Figure 8) devait se trouver à proximité immédiate de la structure. Pour des raisons évidentes de sécurité, les servants s'abritaient aux abords directs du canon pour être réactifs le plus rapidement possible en cas de combat.

La structure numérotée 1089 (Figure 9) a également retenu notre attention. Tout comme la structure 160, il s'agit d'une excavation totalement inédite. Au décapage, elle est apparue sous la forme d'un cercle contenant une grande quantité de fragments de bois. La fouille a finalement révélé une grande fosse carrée peu profonde mesurant 2,10 m de long pour 1,90 m de large. Une rigole large de 45 centimètres coupe la fosse en deux dans le sens de la longueur et se prolonge en dehors du carré. Cette rigole est beaucoup plus profonde que le reste de la fosse

Fig. 9: Structure 1089: Fosse peu profonde atypique en lien avec un canon automoteur de 105 mm. Des caisses de munitions en bois relativement bien conservées sont visibles au centre. © CD14.

puisqu'elle est conservée sur près de 55 centimètres alors que la fosse ne mesure que 20 centimètres de profondeur.

Le comblement de la structure était composé d'un mélange de limon brun et de substrat calcaire. Les fragments de bois se sont finalement révélés être des caisses de munitions pour obus de 105 mm. Six caisses plus ou moins complètes se trouvaient en place dans le fond de la fosse et de la rigole. La structure n'a malheureusement pas pu être identifiée clairement mais son lien avec une pièce d'artillerie est très probable.

Par rapport aux diverses fosses de protection mises au jour sur le site d'Hérouvillette, deux se sont distinguées plus particulièrement. Leurs réalisations soignées et leurs dimensions en font des structures notables. Il s'agit des structures numérotées 1134 et 1157. Elles présentent plusieurs similitudes. Elles reposent sur un plan rectangulaire, disposent d'un accès fait de quelques marches et sont d'une profondeur d'au moins un mètre.

L'abri 1134 est assez curieux dans sa conception (Figure 10). Il prend la forme d'un rectangle de 2,50 m de long pour 1,30 m de large. Il est desservi par un escalier extérieur composé de quatre marches qui facilitait la descente. Cette disposition donne à l'ensemble une forme de L. L'abri en lui-même se divise en deux dans le sens de la longueur et fonctionne sur deux niveaux. Au pied de l'escalier d'accès, la profondeur conservée est de 1,17 m. Le niveau de sol de la seconde moitié est beaucoup plus haut puisque la profondeur conservée y est seulement de 0,50 m. Toute la partie basse de l'abri est donc directement taillée dans le substrat calcaire. Cette différence de niveau entre les deux paliers pourrait être comprise comme un aménagement permet-

Fig. 10: Structure 1134: Abri enterré à deux niveaux. La présence d'un escalier et la profondeur de cette structure confirment son utilisation sur le long terme. Des câbles électriques découverts dans le comblement suggèrent que cet abri a pu servir de poste de transmission. © CD14.

Fig. 11: Photo d'archive : Soldats britanniques de la *59th Infantry Division* au repos dans un abri enterré creusé dans les faubourgs de Caen. La conception de cette fosse de protection est semblable à la structure 1134 mise au jour à Hérouvillette. © IWM (B 6760).

tant aux soldats d'être isolés de l'humidité en cas de pluie. Le substrat calcaire a, en effet, tendance à retenir l'eau. Lors d'une forte averse, la pluie qui dévale les marches de l'escalier va arriver dans le niveau le plus bas et n'aura pas d'incidence sur le palier plus élevé. D'autre part, le fait d'avoir une différence de niveau dans l'abri apporte davantage de confort aux soldats qui s'y abritent (Figure 11). En étant assis sur le palier le plus élevé, ils peuvent laisser pendre leurs jambes dans la partie la plus profonde et ainsi bénéficier d'une position plus agréable qu'en étant recroquevillés. La découverte des restes d'une sorte de toile cirée tapissant le palier le moins profond semble corroborer ces hypothèses.

Au niveau du comblement, une seule couche faite d'un mélange de limon et de substrat calcaire emplissait la structure. Elle contenait une gamelle britannique écrasée, une plaque métallique boulonnée et un cylindre non identifiés ainsi qu'une grande quantité de câble électrique. Tous ces éléments devaient se trouver aux environs immédiats de l'abri et ont été jetés dedans au moment de son comblement. La gamelle est l'un des rares objets mis au jour sur le site faisant référence au quotidien des soldats. Pour ce qui est du câble, il s'agit de câble téléphonique. Il est facilement identifiable grâce à la fine pellicule de couleur noire qui entoure les fils métalliques. La présence d'une grande quantité de ce type de câble implique qu'un poste de transmission devait se trouver à proximité ou bien directement dans l'abri. Afin de communiquer, les différents postes clés d'une position défensive (poste avancé, poste de commandement, poste de tir) devaient pouvoir échanger des informations ou des ordres sans s'exposer aux tirs ennemis. Les transmissions étaient donc d'une importance vitale. Il est donc très fortement probable que cet abri soigneusement aménagé ait servi de poste d'observation ou de poste de commandement à partir duquel des informations importantes étaient transmises.

L'abri 1157 est légèrement différent du précédent (Figure 12). Il s'agit d'un rectangle plus modeste mesurant 2,05 m de long pour 1,10 m de large. La profondeur conservée est d'un mètre. Compte tenu de cette profondeur, le fond de l'abri a été taillé dans le substrat calcaire. Ce dernier est totalement plat hormis dans un angle où une marche plus haute a été conservée. Une autre marche creusée cette fois-ci en dehors du rectangle forme un petit escalier qui facilitait grandement l'accès à la structure. L'abri ne possède aucun aménagement en dehors de l'escalier. Son comblement se composait d'une unique couche mêlant substrat calcaire et limon brun. En la dégageant, plusieurs objets ont été mis au jour. Une grande tige de fer non identifiée, des fragments de toile de jute, un couvercle de *tea ration* ou d'*emergency ration* ont été observés. Le fond de l'abri était tapissé d'une petite couche de piétinement. Sur celle-ci se trouvaient posées une caisse en fer carrée et une étroite plaque en acier. Ces deux objets n'ont pu être identifiés précisément. Compte tenu de ses dimensions, cet abri a été créé dans le but de durer. Il pouvait accueillir au minimum deux soldats.

Il est intéressant de signaler que l'escalier de l'abri numéroté 1157 est parfaitement aligné avec celui de l'abri numéroté 1134. Les deux escaliers se font donc face et il est certain que le hasard n'y est pour rien. Les nombreuses similitudes qui caractérisent ces abris nous permettent d'en déduire qu'ils ont très probablement fonctionné ensemble. Ils ont certainement été creusés en même temps par des soldats d'une même unité. Le soin apporté à leur réalisation pourrait même faire penser qu'ils sont le résultat du travail de soldats du génie (*Royal Engineers*). Faute de preuves suffisantes, nous en resterons à l'hypothèse.

3.3.3 Les autres structures

Bien que se trouvant en limite d'emprise, la structure numérotée 1202 aurait mérité que l'on s'y intéresse davantage. Faute de temps, elle n'a pas pu être fouillée. Au pied de la coupe délimitant l'emprise de fouille, une grosse fosse vaguement circulaire riche en mobilier est apparue. Dans son comblement, du verre présent sous forme de bouteilles civiles, des tuiles, du barbelé et des caisses de munitions ont pu être observés en grande quantité. La présence de mobilier d'origine civile laisse penser que le comblement a été réalisé une fois les combats terminés. Ce mobilier hétéroclite pourrait très vraisemblablement provenir d'habitations détruites ou endommagées par les combats. Quelques rares éclats d'obus en acier ont également été observés en surface autour de la structure. On peut donc émettre l'hypothèse qu'une fois la guerre terminée, l'exploitant de la parcelle a voulu remettre son champ en culture. Pour cela, il a comblé la fosse avec divers débris, civils et militaires qui traînaient aux alentours. De nombreux témoignages recueillis auprès de propriétaires de champs vont dans le sens de cette hypothèse. Pour ce qui est de la fosse, il est difficile de connaître sa nature. Les dimensions de celle-ci, son profil et son comblement pourraient faire penser à un cratère de bombe. La présence d'éclats à proximité immédiate suggère que d'autres débris liés à l'éclatement d'un engin explosif devaient se trouver à l'intérieur de la fosse. Les cratères résultant des intenses bombardements étaient innombrables au nord de Caen. Beaucoup d'entre eux furent convertis en dépotoirs avant d'être nivelés. Ils sont le reflet des pratiques de remise en culture d'après-guerre. Faute d'avoir pu pousser plus loin nos investigations, nous en resterons à l'hypothèse qui semble la plus probable, à savoir celle du cratère.

Quelques petites structures non identifiées clairement parsemaient le site. Il s'agit des fosses numérotées 75, 114, 138, 178,

Fig. 12: Structure 1157: Abri enterré de grande dimension. Cette réalisation soignée témoigne de la durée d'occupation du site par les troupes britanniques. La ligne de front n'a pratiquement pas bougé pendant près d'un mois. © CD14.

361, 1000 et enfin 1031.

La grande majorité de ces fosses n'a pas pu être sondée, faute de temps. Il est donc difficile de se prononcer sur leur nature. La moitié de ces fosses étaient de petites dimensions (moins d'un mètre carré) et ne contenaient parfois aucun mobilier. Les fosses 178 et 361 contenaient chacune une caisse d'obus de 87 mm. Situées en limite d'emprise, elles n'ont été que partiellement fouillées. Il peut s'agir de fosses dépotoirs creusées après les combats afin d'évacuer le matériel laissé sur le terrain.

Les structures 114 et 1031 pourraient être identifiées comme des trous d'homme si l'on en juge par leurs dimensions. N'ayant pu être fouillées, nous en resterons à cette hypothèse. Enfin, lors du décapage, les structures numérotées 75 et 138 ont livré des éclats métalliques déchiquetés. Peu profondes, il est fort probable que ces structures soient liées à des impacts d'engins explosifs de petit calibre. Il s'agirait donc des rares témoignages des combats entourant le hameau de Sainte-Honorine-la-Chardronnette.

3.4. Le mobilier mis au jour

Par rapport à la surface concernée par l'opération archéologique et à la quantité de structures découvertes, le mobilier n'est apparu qu'en faible quantité. Tous les objets proviennent exclusivement de l'intérieur des structures. La terre végétale ne semble avoir contenu que des éclats d'obus.

Il est intéressant de préciser que très peu de munitions ont été découvertes. Ceci peut s'expliquer par différents facteurs. D'une part, le site de Sainte-Honorine n'était pas directement en première ligne et en dehors de salves d'artillerie il n'y a pas eu de violents affrontements. En première ligne, il n'est pas rare de tomber sur d'importants stocks de munitions. La précipitation des soldats, l'intensité des combats favorise l'oubli et l'enterrement accidentel ou volontaire de munitions. Ce n'était pas le cas sur le site de Sainte-Honorine. D'autre part, au moment du départ des troupes une fois les combats terminés, les équipes de déminages sont entrées en action. Finalement, seuls deux chargeurs de pistolet-mitrailleur ont été découverts dans la fosse numéro 1121. Ils contenaient encore des munitions de calibre 9 mm et il est fort probable que ces chargeurs aient été destinés au

pistolet-mitrailleur britannique *Sten*. Ceux-ci ont été directement prélevés par les démineurs. Enfin, il faut également préciser que la récupération par les civils a été très forte une fois les combats terminés. D'une part, les privations endurées pendant les années d'occupation ont stimulé le recyclage de matériel militaire abandonné (caisses de munitions vides, jerrycans, uniformes) et il n'est pas rare, encore aujourd'hui, d'observer du matériel dans les fermes ou bien au fond des caves des particuliers. D'autre part, le ferraillage systématique des champs de bataille a permis de récupérer des matières premières qui ont participé à la reconstruction du pays. Le haut fourneau encore visible sur le plateau de Colombelles à moins de cinq kilomètres du site de fouille témoigne de cette intense activité qui régna après-guerre.

3.5. Les reliques de l'artillerie de campagne

La très grande majorité du mobilier mis au jour est directement liée à l'artillerie de campagne britannique. Les caisses de munitions sont le plus fortement représentées. Sur la totalité du site, près de 75 caisses ont été découvertes. Dans plus de 90% des cas, il s'agit de caisses de type P 59 destinées à contenir quatre obus de 87 mm (*25 pounder*). Ces caisses métalliques disposent de deux poignées facilitant le transport. Les quatre obus étaient bloqués à l'intérieur de la caisse grâce à des racks en tôle. Ces racks empêchaient les obus de bouger et rendaient toute percussion accidentelle impossible. Deux cordes fixées de part et d'autre des racks permettaient de les extraire facilement de la caisse. La plupart du temps, les caisses ont été retrouvées vides mais dans certains cas le rack avait été remis à l'intérieur. Ces caisses sont apparues dans les structures numérotées 160, 171, 176, 178, 360 et 1202. On remarque qu'en dehors du cratère de bombe (St 1202) présent en zone 2, toutes les caisses proviennent de la zone 1 et plus précisément de la structure numéro 160.

Il est intéressant de noter que certaines caisses ont été mises au jour fermées et totalement remplies de substrat calcaire. Cette disposition curieuse au premier abord fait référence à une pratique assez courante pendant les combats. Plutôt que de jeter les caisses vides, les soldats les remplissaient de terre et les fixaient sur les blindés pour renforcer la protection. On peut légitimement supposer que cette pratique fut également mise en œuvre autour des abris excavés.

Les autres caisses mises au jour étaient également liées à l'artillerie puisqu'il s'agissait des caisses qui contenaient les douilles. Ces caisses, de type C206, étaient destinées au transport de huit douilles pour obus de calibre 87 mm. Elles sont indissociables des caisses de type P59 puisque l'obus et la douille sont indispensables pour ouvrir le feu avec le canon de *25 pounder*. Là encore, deux poignées latérales permettaient le transport de la caisse. Curieusement, ces caisses de douilles ont été trouvées en très petite quantité sur le site contrairement aux caisses d'obus. Cela s'explique par le fait que les douilles en laiton étaient devenues précieuses. Au fil de la guerre, les matières premières telles que le laiton sont devenues plus rares et pour des raisons d'économies les douilles étaient réutilisées. Une fois les douilles éjectées du canon au moment du tir, les artilleurs les remettaient en caisses. Les caisses étaient ensuite renvoyées en Angleterre *via* les unités d'intendance.

Un dernier type de caisse a été mis au jour sur le site. Il s'agit de containers vraisemblablement pour douilles d'obus de 87 mm. Ces containers peu courants sont très peu documentés et il n'a pas été possible d'en déterminer le type précis. Leur fonction était identique aux caisses de type C206 puisqu'ils étaient destinés à contenir 8 douilles. Chaque container s'ouvrait aux deux extrémités pour permettre l'extraction rapide des douilles.

Bien que les caisses en bois mises au jour dans la structure 1089 n'aient pas pu être prélevées compte tenu de leur état de conservation, il n'est pas inutile de les évoquer. Une fois de plus, ces caisses sont étroitement liées à l'artillerie. Cette fois-ci, il s'agit de l'artillerie d'origine américaine employée par les forces britanniques. En effet, certains régiments d'artillerie britanniques (*field regiment - Royal Artillery*) furent dotés de pièces américaines. C'est le cas avec l'obusier automoteur M7 surnommé *Priest* par les troupes britanniques. Cet engin était armé d'un canon de 105 mm. Les caisses en bois mises au jour étaient destinées à l'approvisionnement de ce type de pièce. De forme rectangulaire, les caisses étaient prévues pour contenir deux coups complets (douille + obus) de 105 mm. Ces caisses sont peu courantes dans l'armée britannique et sont d'autant plus rares en contexte archéologique. La présence de marquages à la peinture encore lisibles a permis d'identifier le calibre sans hésitation.

3.6. L'équipement du soldat

Comme nous l'avons évoqué précédemment, la fouille n'a révélé presque aucune pièce d'équipement ou objet du quotidien en dehors d'un casque, d'une gamelle et d'un couvercle de boite à savon.

La seule pièce d'équipement emblématique découverte sur le site est un casque. Celui-ci a été mis au jour par la pelle mécanique lors du décapage. Il se trouvait dans la fosse numérotée 171. Il a certainement été jeté dans la fosse avec des caisses de munitions vides lors du départ des troupes. La présence de ce casque dans la fosse peut avoir deux raisons. On peut tout d'abord supposer que son propriétaire a été tué ou blessé. Lorsque le corps a été évacué vers l'arrière, le casque a été abandonné puisqu'il était devenu inutile. La seconde possibi-

lité serait une détérioration du casque. Au combat, le matériel est soumis à rude épreuve. Le casque ou bien l'intérieur de ce dernier a pu être abîmé et le rendre ainsi moins confortable ou inefficace en termes de protection. Faute de preuves suffisantes, nous en resterons au stade des hypothèses. L'analyse de ce dernier a tout de même permis de dire qu'il s'agissait d'un modèle MK1 ou MK2. C'est le modèle réglementaire employé dans l'armée britannique au cours du second conflit mondial. Aucun insigne d'unité n'a été repéré sur la coque.

La gamelle est indissociable du repas des troupes. Chaque soldat possédait la sienne. Le modèle britannique est assez original puisqu'il repose sur deux récipients qui s'emboîtent l'un dans l'autre. De forme rectangulaire, la gamelle dispose d'une poignée repliable. Le modèle mis au jour a été produit en milieu de guerre en fer étamé. Ces productions de mauvaise qualité résistent très mal dans la terre et la gamelle fut malheureusement impossible à prélever.

Le petit couvercle découvert dans la fosse 171 est directement lié à l'hygiène du soldat. Il s'agit d'un couvercle en matière plastique de couleur beige provenant d'une boite destinée à contenir un morceau de savon. Ce genre d'objet se rencontrait dans toutes les armées et avait quasiment systématiquement la même forme.

3.7. Les sources

La Bataille de Normandie est à l'origine d'innombrables publications. C'est une période très bien documentée dans l'ensemble. Toutes les grandes opérations ont été minutieusement analysées et décrites. En revanche, les événements ponctuels et très localisés échappent bien souvent totalement aux divers travaux réalisés. Il n'a donc pas été simple de mobiliser des informations sur les structures mises au jour à Sainte-Honorine.

Pour le secteur d'Hérouvillette, les ouvrages intéressants se consacrent soit à la capture du pont de *Pegasus Bridge* à Bénouville ou bien aux préparatifs et au déroulement de l'opération *Goodwood*. Entre ces deux événements séparés par un peu plus d'un mois, on ne sait que très peu de choses. Les ouvrages de Georges Bernage, intitulés *Goodwood, Bombardement géant brise-panzer* (1994) et *Goodwood, Normandie 1944* (2004), et parus aux Editions Heimdal, donnent quelques détails sur la préparation de cette gigantesque opération dont le point de départ était Hérouvillette. Plus récemment (2008), Didier Lodieu a publié un ouvrage intitulé *Normandie 44 Opération Goodwood* aux éditions Histoire & Collections. Là encore, les détails sur le secteur qui nous intéresse sont très peu nombreux. Il existe enfin quelques publications anglo-saxonnes (non traduites à ce jour en français) sur le secteur d'Hérouvillette.

Les sources cartographiques sont elles aussi peu abondantes. Elles renseignent surtout la capture du pont de Bénouville ou encore l'évolution de la ligne de front au nord de Caen.

Bien que de très nombreuses prises de vues aériennes aient été réalisées au cours de la Seconde Guerre mondiale, il est très difficile d'en trouver pour le secteur de Sainte-Honorine. L'étude des clichés réalisés par l'IGN est également peu probant. N'étant pas un site particulièrement stratégique, il n'a pas fait l'objet d'une couverture photographique intense et précise.

Enfin, les journaux de marche des régiments, bien que peu fournis en détails sur les positions défensives, auraient mérité d'être consultés. Faute de temps, ils n'ont pu être lus.

3.8. Perspectives quant aux vestiges découverts à Hérouvillette

À travers l'étude d'une dizaine de structures mises au jour sur le site d'Hérouvillette, c'est tout un épisode de la Bataille de Normandie qui réapparaît. Les fosses et le mobilier exhumés témoignent de l'implantation durable de positions d'artilleries et de surveillance qui jouèrent un rôle déterminant dans l'opération *Goodwood* et la libération de Caen par les troupes alliées.

Si des positions d'artillerie de *25 pounder* avaient déjà fait l'objet de fouilles sur les sites de Fleury-sur-Orne et de Ranville, la découverte ici d'une position de canons de 105 mm est inédite. Ceci nous montre à quel point la concentration d'unités fut importante dans les environs d'Hérouvillette. En l'espace d'un mois seulement, plusieurs occupations se sont succédées. Une ligne défensive constituée d'abris enterrés a d'abord été implantée. L'artillerie est ensuite arrivée pour soutenir l'assaut sur Caen et surtout pour préparer l'opération *Goodwood*. Une fois les combats terminés, les champs ont repris leur vocation agricole.

Au delà de ces constats, les vestiges d'Hérouvillette mettent en exergue la très grande diversité des structures liées à la Seconde Guerre mondiale et prouvent que nos connaissances relatives aux « trous d'hommes » sont encore lacunaires. Toutes ces excavations viennent étoffer notre corpus et enrichir une typologie dont les bases ont été posées seulement très récemment. La prise en compte plus régulière et systématique de ces traces d'un passé récent permettra, à terme, d'affiner cette typologie en pleine construction.

CONCLUSION

Encore balbutiante, l'archéologie du second conflit mondial tend maintenant à trouver sa place et de réelles avancéessont notables : les prescriptions de vestiges liés à la Seconde Guerre Mondiale par les Services de l'État se multiplient et ne se limitent plus à de simple relevés photographiques. À cela s'ajoute la volonté d'inventorier ce qui existe et ce qui a été détruit notamment à travers des programmes comme le PCR évoqué précédemment. Cette démarche favorise ainsi l'alimentation de la carte archéologique nationale avec des sites jusque-là ignorés.

Si l'archéologie des conflits contemporains ne nous apprendra que peu de choses sur le matériel utilisé, elle sera riche d'enseignements sur les pratiques des soldats au combat, sur les aménagements défensifs (alliés, allemands : fortifications de campagne, Mur de l'Atlantique), sur le sort des populations civiles pendant les combats mais aussi sur la gestion des prisonniers de guerre et des corps. Enfin, à travers tous ces vestiges, c'est aussi la réappropriation des terrains par les civils après la guerre qui se dessine : comment gérer et évacuer le matériel abandonné, les corps, comment supprimer les innombrables cratères, etc. Dès lors, on constate que cette archéologie du conflit contemporain ne se limite pas au domaine militaire et va au-delà du fait guerrier.

Cette archéologie de la Seconde Guerre mondiale ne se borne donc pas à l'illustration de faits. Les vestiges produisent leurs problématiques qui viennent légitimer l'existence de cette discipline en plein essor.

Ajoutons enfin que cette archéologie peut avoir un rôle de protection, d'attention et de valorisation des vestiges de la dernière guerre mondiale. Trop de sites résultant de cette période sont aujourd'hui oubliés et menacés de disparition sans même qu'ils aient été recensés et clairement identifiés.

La publication de l'ouvrage « Archéologie du débarquement et de la Bataille de Normandie » en 2014[18], la présence d'articles dans des ouvrages de synthèse portant sur l'archéologie préventive confirme des avancées certaines. Ces dernières doivent néanmoins être concrétisées par une réflexion visant à intégrer dans une programmation nationale l'archéologie contemporaine.

18. Carpentier & Marcigny 2014.

BIBLIOGRAPHIE

Adam F., 2006, *Alain Fournier et ses compagnons d'arme. Une archéologie de la Grande Guerre*, Éditions Serpenoise, Metz.

Bernage G., 1994, *Goodwood, Bombardement géant brise-panzer*, Heimdal, Bayeux.

Bernage G., 2004, *Goodwood, Normandie 1944*, Heimdal, Bayeux.

Capps Tunwell D., Passmore D. G. & Harrison S., 2016, «Second World War bomb craters and the archaeology of Allied air attacks in the forests of the Normandie-Maine National Park, NW France», *Journal of Field Archaeology* 41, 3, p. 312–330.

Carpentier V. & Marcigny C., 2014, *Archéologie du débarquement et de la bataille de Normandie*, Éditions Ouest-France / Inrap, Rennes.

Desbois P. P., 2007, *Porteur de Mémoire*, Éditions Michel Lafon, Neuilly-sur-Seine.

Early R., 2011, «Le camp de prisonniers de guerre : Camp de travail 112a (1944-1946).», Rapport de fouilles archéologiques préventives, Oxford Archéologie Grand Ouest, DRAC/SRA n°2247.

Gaffney C., 2004, «D. Day: geophysical investigation of a World War II German site in Normandy, france », *Archaeological Prospection* 2, 1, p. 121–128.

Giraud P., Poirier A. & Veron J., 2013, «Calvados, Basse-Normandie, Colombelles, hérouvillette, Ranville, Déviation routière de Sainte-Honorine-la-Chardronnette», Rapport de diagnostic, Service Archéologie du Conseil général du Calvados.

Guillot B., 2012, «Caen, Le Château, Calvados», Rapport d'opération programmée, Inrap Grand Ouest.

Labbey B., 2013, *L'archéologie du paysage appliquée au secteur de débarquement Gold Beach, 1940 – 2013*, Mémoire de Master, Université de Caen Normandie.

Lepaumier H., 2018, «Bretteville-sur-Odon, Calvados, Les Forques/Le Buisson», Rapport de diagnostic, Inrap Grand Ouest.

Lodieu D., 2008, *Normandie 44 Opération Goodwood*, Histoire et Collections, Paris.

Passmore D. G., Capps Tunwell D. & Harrison S., 2013, «Landscapes of logistics : the archaeology and geography of WWII German military supply depots in Central Normandy, north-west France», *Journal of conflict archaeology* 8, 3, p. 165–192.

Schnapp A., 1998, «Une archéologie de la Grande Guerre est-elle possible ? », *in* Schnapp A. (ed.), *14-18 : Aujourd'hui, Today, Heute, n° 2 : L'archéologie et la Grande Guerre. Actes du Colloque de Péronne (1997)*, Historial de la Grande Guerre, Péronne, p. 19–27.

Taunay A., 2017, *La défense de l'entrée de l'estuaire de la Gironde (Royan-Pointe de Grave) : état des lieux et perspectives de recherches sur le Mur de l'Atlantique*, Mémoire de Master, Université Bordeaux-Montaigne.

Veron J., 2018, «Hérouvillette, Déviation de Sainte-Honorine-la-Chardronnette, Site 4, « Delle du Carel, Delle de la Commune », Rd 513, Calvados, Basse-Normandie», Rapport final d'opération, Service Archéologie du Conseil général du Calvados.

Archaeology and Memory, and the International Brigades, in a Battlescape of the Spanish Civil War

Salvatore Garfi[1]

Résumé : Archéologie et Mémoire : les Brigades Internationales sur fond de Guerre Civile Espagnole

Les Brigades Internationales durant la Guerre Civile Espagnole (GVE) sont bien connues pour tout ce qui est relatif à la géopolitique de l'entre-deux-guerres, à leur histoire et à leur constitution. En revanche, nous connaissons peu la matérialité des paysages dans lesquels les Brigadistes ont vécu, combattu et péri. Cet article, basé sur le travail de terrain effectué par l'*International Brigades Archaeology Project* (IBAP) en Espagne en 2014 et en 2015, vise à présenter quelques exemples de cette matérialité grâce à l'archéologie du paysage, ainsi qu'à travers l'expérience de volontaires étrangers ayant contribué à ce projet, certains de ces volontaires étant eux-mêmes des descendants des Brigadistes Internationaux. Le travail de terrain de l'IBAP a été mené au sud-est de Saragosse, autour des ruines de Belchite, icônes de la Guerre Civile, et le long des tranchées en direction du nord à Mediana de Aragón, où se sont opposés nationalistes. La réaction du conseil municipal et des habitants de Belchite ont fait également l'objet d'une discussion.

Mots-clefs : archéologie des conflits modernes, Guerre Civile Espagnole, archéologie du paysage

Abstract : A great deal is known about the International Brigades in the Spanish Civil War (SCW) in terms of inter-world war geopolitics, their history and make-up, but little is known about the materiality of the landscapes in which they lived, fought, and died. This paper, based on fieldwork carried out by the *International Brigades Archaeology Project* (IBAP) in Spain, in 2014 and 2015, aims to present examples of that materiality through landscape archaeology, and through the experiences of foreign volunteers on the project, some of which were related to International Brigaders. IBAP's fieldwork took place southeast of Zaragoza around the iconic Civil War ruins of Belchite, and along the opposing Nationalist and Republican entrenchments to the north, at Mediana de Aragón. The reaction of the town council and people of Belchite to the project is also discussed.

Keywords : Modern Conflict Archaeology, Spanish Civil War, Landscape Archaeology

1. Leverhulme Post-Doctoral Research Fellow, School of Cultures, Languages, and Area Studies, University of Nottingham.

ملخص / پووخته / خلاصه

علم الآثار والذاكرة: الألوية الدولية على خلفية الحرب الأهلية الإسبانية

نحن نعرف الكثير عن الألوية الدولية في زمن الحرب الأهلية الإسبانيةK وذلك فيما يتعلق بالجغرافيا السياسية العسكرية وتاريخهم ودستورهم، لكننا نعرف القليل عن الأهمية المادية للمشاهد الطبيعية التي عاش فيها اللواء، والتي قاتل فيها وهلك. تهدف هذه المقالة، المستندة إلى العمل الميداني الذي قام به مشروع آثار الألوية الدولي في إسبانيا بين عامي ٢٠١٤ و٢٠١٥ إلى تقديم بعض الأمثلة من خلال علم آثار المشاهد الطبيعية وكذلك من خلال تجربة المتطوعين الأجانب الذين ساهموا في هذا المشروع. بعض هؤلاء المتطوعين هم أنفسهم من نسل اللواء الدولي. تركز العمل الميداني لمشروع آثار الألوية الدولي في جنوب شرق سرقسطة وحول أطلال بلدة بيلتشيتي، وأيقونات الحرب الأهلية، وعلى طول الخنادق التي تقابل القوميين والجمهوريين والتي تتجه شمالًا إلى مديانا أراغون. وتناقش أيضاً رد فعل المجلس البلدي وسكان بيلتشيتي.

الكلمات المفتاحية: آثار النزاعات الحديثة، الحرب الأهلية الإسبانية، علم آثار المشاهد الطبيعية.

ئزانستی شوێنەوار و یادەوەریەکان: لیوای نێودەوڵەتی لە سەر پاشماوەی جەنگی ناوخۆی ئسپانی

زۆر شت لە سەر لیوای نێو دەوڵەتی کاتی جەنگی ناوخۆی ئسپانی (GVE) سەبارەت بە جوگرافیای سیاسی و سەربازی لە نێوان هەردووکیاندا دەزانین، وە سەبارەت بە مێژوو و دەستوریشیان، بەڵآم لە سەر گرنگی مادەی دیمەنی سرووشتی ئەوکاتەی کەوا لیواکان تێدا ژیاون وە سەبارەت ەب کوشتن و وێرانکردن. ئەمانجی ئەم بابەتە، پشتی بە کاری میدانی پرۆژەی لیوای شوێنەواری نێودەوڵەتی بەستووە لە ئیسپانیا لە سالآنی 2014 و 2015 دا، بۆ پێشکەش کدنی هەندێ نموونە لە سەر ئەو گرینگیە لە ماوەی زانستی شوێنەواری سرووشتیەوە وە هەروەها لە رێگای تاقیکردنەوەی خبەخشانەوە کەوا بەشداربوون لەم پرۆژەیەدا، وە هەندێ لەو خەڵکی خۆبەخشانەی کەوا بەشداربوون لەم لیوایە. کاری مەیدانی IBAP لە باشوری-رۆژهەلاتی سەرەگۆزە، لە دەورەی پاشماوەی گوندی بێلشیتی گوندێکی بچووکی سەر بە پارێزگای سەرەگۆزە ئەنجامدرا،چالّەکانی جەنگی ناوخۆ، وە بە درێژایە چالّەکانی بەرهەڵستان و جمهوردا وە بەرزبوونەوە بەرەو باکوردا، تاوەکو شاری مێدیانا ی ئاراگۆن. کاردانەوەی ئەنجوومەنی شارەواونو خەڵکی بێلشیتی بابەتی گفتوگۆمان دەبێت.

ووشەی تێپەر: شوێنەوار و ناکۆکیەکانی نوێ، جەنگی ناوخۆی ئیسپانیا ، دیمەنی شوێنەواریەکان.

باستان شناسی و خاطره: تیپ‌های بین المللی در جنگ داخلی اسپانیا

دیریست در مورد تیپ‌های بین المللی در زمان جنگ داخلی اسپانیا[2] تاریخ و تشکیل و آنچه که بین این دو ژئوپلیتیک نظامی گذشته، آگاهیم؛ اما اندکی در مورد مادیت منظری، که این تیپ‌ها در آن زندگی، جنگ و از بین رفته‌اند میدانیم.

این مقاله به اساس کار ساحوی پروژه باستان شناسی تیپ‌های بین المللی[3]، بین سالهای 2015-2014 میلادی در اسپانیا انجام شده و با ارائه چندین مثال، بازگو کننده مادیت این زمان است، که از طریق باستان شناسی منظری و تجربه رضاکاران خارجی سهیم درین پروژه حاصل گردیده. بعضی از خارجی‌های رضاکار از اولاده‌های سربازان بین المللی اند.

کار ساحوی پروژه باستان شناسی تیپ‌های بین المللی در جنوب شرق ساراگوسا در اطراف ویرانه‌های بلچیته انجام شد. این منطقه نمادیست از جنگ داخلی اسپانیا، واقع درامتداد سنگری، که ملی گرایان و جمهوری خواهان را دور هم قرار می‌دهد و بطرف شمال تا مدیانا دآراگن ادامه دارد. عکس العمل شورای شهری و شهروندان بلچیته نیز موضوع مورد بحث این مقاله است.

واژه‌های کلیدی: تپه‌های باستانی، اشغال نظامی، خسارات، تأثیرات، درگیری‌ها، متدولوژی (روش شناسی).

2. GCE (Guerre Civile Espagnole).

3. IBAP (International Brigades Archaeology Project)

ARCHAEOLOGIES OF THE SPANISH CIVIL WAR

When I first became interested in the archaeology of the Spanish Civil War, almost everyone I talked to about the work I was about to embark on, presumed that I was involved in fieldwork looking for, and examining and unearthing, sites of extra-judicial killings and burials from the Civil War and the post-war period of Francoist repression. Many crimes against humanity were carried out by both sides during the war, with an estimate of more than 49,000 unlawful killings carried out by supporters of the Republican government[4], while the much greater estimate of up to 200,000 or more[5] extra-judicial killings were carried out by Francoist Nationalist forces and their supporters, and the victorious Francoist regime after the war[6]. Many opponents of the Nationalist regime also spent much of the 1940s, and into the early 1950s, imprisoned or in concentration or labour camps[7]. The Francoist rebels who, on the 17th of July, 1936, attempted to depose Spain's democratically elected left-wing Popular Front government – which won the country's national elections just seven months previously – saw themselves as on a holy crusade – *La Cruzada Nacional* – to rid the country of what they saw as a surge of socialist and liberal democratic ideals and institutions, and to preserve the power and authority of the country's traditional elites: the landed classes, the moneyed oligarchies, the Catholic Church, and the Army[8].

The victims and their families of that 'Crusade', and the families of those people killed in the Fascist repression that occurred in those parts of Spain occupied by the Nationalists early on, and throughout Spain after the war, stayed silent for the 36 years that the dictator Francisco Franco ruled the country. In fact, they stayed silent until the new millennium. At that time, the journalist Emilio Silva Barrera wanted to look for the remains of his own grandfather, and tell the story of the violence that occurred in his grandfather's village in northern Spain, and through his efforts with Santiago Macías and others, the *Asociacion para la Recuperacion de la Memoria Historica*, that is the *Association for the Recovery of Historical Memory* (the ARHM), was founded. The ARMH is a national organisation, now taking advantage of Spain's 'Historical Memory Law' of 2007 which reversed the so-called 'Pact of Silence' that sought, after the death of Franco in 1975, not to examine the legacy of the Spanish Civil War and the Franco Regime for the supposed fear of "raking up the ashes", and opening old wounds that would divide the country[9].

With the right to examine the actions of the Franco regime and the events of the Civil War – supported by the Law of Historical Memory – the ARHM (and other similar organisations and interest groups of various kinds and sizes) has become a major catalyst in unearthing the injustices of the war, and its aftermath, by excavating many sites of extra-judicial and mass killings perpetrated by the Nationalists. As of 2015, more than 150 grave sites had been examined by the ARHM alone, and the remains of more than 1300 victims[10] were exhumed. All of this has been carried out mainly by volunteers, alongside forensic archaeologists and anthropologists, and their work has allowed numerous Spanish families and communities to learn about the circumstances of the disappearance and death of their family and community members, and to achieve personal, familial, and community 'closure'. The ARHM is in itself a profound facilitator of this, and of bearing witness to and making sense of the violence of the Civil War. As an archaeological endeavour, their work, and that of their kindred organisations is poignant in the extreme.

There is, however, another type of archaeology that is taking place in Spain, and though for some it may seem overshadowed by the work of the ARHM, it too aims to make sense of the Spanish Civil War and its legacy, and it too bears 'witness' to the war and memorialises it. This is the archaeology dealt with in this paper, and it is the complex archaeology of modern 20th

4. Preston 2013, p. xvi.

5. Beevor 2006, p. 94 & 405.

6. The Francoists forces and supporters are also referred to as Nationalist, Rebels, or Fascists. Supporters of the elected Government of Spain are referred to as either Republicans or Loyalists. Francoists very often referred to Republicans as 'Reds' – categorizing all government supporters as 'Communists'.

7. González-Ruibal 2011.

8. Preston 1993, p. 185 & 351..

9. Preston 2013, p. 520.

10. Alba 2015.

and 21st century conflict. A popular view of conflict archaeology is battlefield archaeology, but there is a drastic difference between the two. Battlefield archaeology deals with a specific facet of conflict, and one that is only a part of the much broader field of conflict archaeology. In the main, it deals with the events and happenings of a single event in history – a single battle. This confines it spatially and temporally, and thereby differentiates it from the archaeology of conflict which is highly multidimensional.

Modern conflict can be military or civilian. It can include small-scale ethnic disputes or larger civil conflagrations. Conflicts can be 'hot' or 'cold' and spread across the globe. Their complexity and size can include individual battlefields, the landscapes in which battles are situated, and the 'landscape of experience', including not just the land, but also the sea and air, and into space[11]. This sense of scale and multidimensionality, to Nicholas Saunders for instance, means that the archaeology of modern conflict is, by its very nature,

"an anthropologically-informed multidisciplinary endeavour, concerned with the social, cultural, psychological, and technological as well as military complexities of recent conflicts, and their powerful and unpredictable legacies. . . This multitude of issues makes modern conflict sites, in effect, highly sensitised multilayered landscapes that require a robust, interdisciplinary approach, far beyond the ability of traditional, single event-oriented, battlefield archaeology to deliver"[12].

By taking this multidimensional approach conflict archaeology explores our relationship with the material transformations that inevitably come about through war. How landscapes change over time during conflicts, and how they affect the ways in which people work and act out their daily lives in their attempts to survive and make sense of the momentous events in which they either willingly, or unwillingly, are involved.

Such a recent or contemporary archaeology can draw upon people's memories and experiences, so it can include oral history. It can draw upon documentary sources, and these can also include a great deal of audio and visual resources; and for the very contemporary world, it can draw upon the internet. As such, this type of archaeology brings to the fore memories as well as histories of recent conflicts, and by so doing, it also bears witness to them.

11. Schofield 2005, p. 19-20.

12. Saunders 2012, p. x.

Figure 1: View of the ruins of Old Belchite. Photo: Óscar Rodríguez.

ARCHAEOLOGY AND MEMORY: THE INTERNATIONAL BRIGADES ARCHAEOLOGY PROJECT

The two World Wars make up the beginning and end of what some have called Europe's second Thirty Year's War[13], and between them, and virtually on the eve of World War Two, and lasting from July 1936 to April 1939 was, the Spanish Civil War. Among the combatants of that war were the more than 35,000 volunteers from 50 some odd countries that made up the International Brigades fighting for the Spanish Republic. Although some have criticised the brigaders as a fighting force manipulated by the Soviet Union and the *Communist International* (which founded the Brigades), over all, they are remembered as 'right thinking' individuals who recognised the threat of rising fascism in Europe, and felt they had to stop 'talking' about it and actually do something. To confront the threat and fight it in what was its latest battle ground – Spain[14]. This was a Democratic country with most of its military in revolt, and which was denied international aid by a Non-Intervention treaty that came

13. Kershaw 2005.

14. The bibliography on the International Brigade is very large, with publications going back to the very end of the Civil War in 1939 (for example, see Rust 1939). However, for a very small selection of more recent publications relevant to this research, and importantly, utilizing records from the former Soviet Union, see Baxell 2007, 2012; Eby 2007; Petrou 2008; Skoutelsky 1998.

15. Twenty-eight countries signed the non-intervention agreement that was put forward by France and 'strongly championed' by Great Britain. However, it was blatantly ignored, in the first instance, by Germany, Portugal, and Italy who supported the Nationalists, and then by

into effect soon after the start of the war, in August 1936 [15].

This sense of willingness on the part of the international volunteers to put their lives on the line, to fight for a cause: a cause that was politically to the left, and with an inherent sense of social, and politically social, justice and responsibility, has caused the brigaders to still be admired today, with International Brigade organisations in numerous countries aiming to keep alive their memory, and fostering the ideals that inspired the volunteers to go to Spain in the first place. As a result, there is today an international community of people keen to learn about the Brigades, and to spread 'the word' about the ideals that they see the brigaders as standing for. Some of these people are politically active (usually on the left) while others are not. But they support the International Brigade organisations that exist in many countries, and may go to their sponsored events, and even go to Spain as individuals, or in groups, to visit the battle sites and tread where the men of the brigades lived, fought and died some eighty odd years ago.

The memories of individual brigaders, and the women and men who volunteered in other capacities or with the anti-fascist militias, are still kept alive by relatives of former volunteers, and through the efforts of battlefield tour guides who are extremely enthusiastic and knowledgeable about their subject. This very active interest, apparently alive in the activities of the Brigade

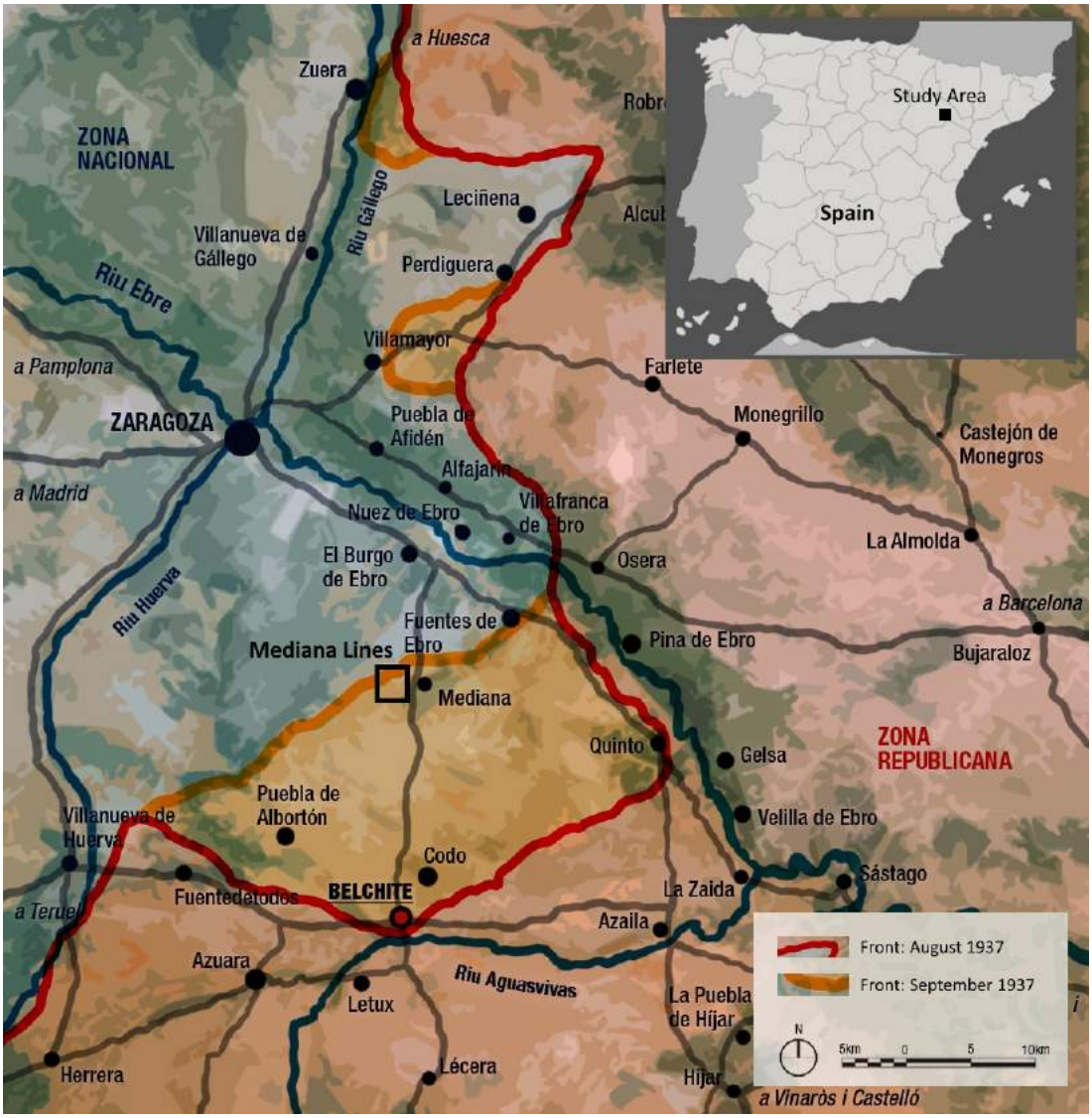


Figure 2: Map showing the position of Belchite and Mediana, and the Mediana Lines study area. The map also shows how the front line east of Zaragoza changed in the late Summer of 1937. Sources (main map): https://commons.wikimedia.org/wiki/File:Batalla_de_Belchite_català.jpg; (inset map): http://gta.wikia.com/wiki/File:Spain-Map.png.

the Soviet Union which supported the Republic.

Figure 3: IBAP participants and visitors in 2014, outside the entrance to Old Belchite. Photo: Óscar Rodríguez.

organisations, and by individuals from many walks of life, inspired the creation of the International Brigades Archaeology Project in 2014 – IBAP.

By following the lead of those research projects that have explored the archaeology of World War One by drawing upon private individuals for support – often linked on a personal level through their own nation's connections with the Great War– it was thought that people from outside of Spain, with a strong and heartfelt interest in the International Brigades would be keen to know more about the Brigades through the very hands-on activity of archaeology. Through archaeology, they would have the chance to literally – intimately even – touch the past. All archaeology is forensic by nature, and as such, it bears witness to past human activities.

The model for IBAP was the Great Arab Revolt Project (GARP), which, between 2005 and 2014 excavated sites, and explored and surveyed landscapes of the First World War in southern Jordan with volunteers who paid to take part and, by doing so, contributed to the running and sustainability of the project[16]. Running research in the field in this way is not unusual, since many projects do not have enough funding to either get started, or sustain themselves over a reasonable period of time. Archaeology in Spain dealing with the Spanish Civil War is also poorly funded, and many projects work very much on shoe string budgets with money cobbled together from a variety of sources. So, at an archaeologcal conference in Leicester (UK) in 2013, Afredo González-Ruibal (of Incipit, the Heritage Sciences branch of the Spanish National Research Council[17]) and I talked about the possibility of a GARP-like project centering on the International Brigades in the Spanish Civil War, and subsequently IBAP was born. Alfredo González-Ruibal, as the project's lead archaeologist, had been working on Civil War archaeology since 2006, when he surveyed and excavated remains of the Civil War extant in Madrid's University City. He is a leading proponent of modern conflict archaeology, and continues to work on many battle arenas and places of violence in Spain. He also works with a dedicated team of Spanish archaeologists, all with a strong interest in the archaeology of modern conflict.

Alfredo González-Ruibal was keen to start the project since, with his many years experience, he thought it would be more than worthwhile to investigate a conflict landscape through the prism of the International Brigades. So through

16. Website for the project is http://www.jordan1914-18archaeology.org/. Accessed 6 April 2018.

17. Website for Incipit (CSIC) is http://www.incipit.csic.es/en/Default.aspx. Accessed 6 April 2018.

the research interests of a colleague based in Zaragoza, the town of Belchite – one of the most iconic locations of the Civil War which was bitterly fought over in both 1937 and 1938, and whose ruinous remains (Figure 1) are preserved as a memorial to the conflict – was chosen as the locus for IBAP's fieldwork[18].

Work at Belchite itself was limited to field walking just outside the ruined town's boundaries, but excavations and surveys were carried out in the countryside nearby, and 17 kilometres to the north near the village of Mediana de Aragón (Mediana, Figure 2). The project had mixed funding from Spanish (and EU) sources, supplemented by the paying volunteers (along with a small amount of money from the UK in 2015). The project's field seasons were of two week's duration, similar to those of GARP.

In the two years that IBAP was in existence, there were no more than 11 volunteers per season, though the full compliment of fieldworkers could double with Alfredo González-Ruibal's professional staff and Spanish students (Figure 3).

Most of the volunteers came out for the full two weeks, while some only participated for one week. The age range varied from 21 to 74, and the mix included individuals from Britain, Canada, Ireland, The United States and Croatia, as well as some Spanish paying volunteers. Recently graduated archaeologists and post-graduates took part, as well as individuals with no experience of archaeology but with a keen interest in the Spanish Civil War, and in particular, the International Brigades. The volunteers included people who knew brigaders personally, but more especially, we had volunteers who were actual relatives of International Brigaders. For this latter group (though they only participated in 2014), taking part in IBAP was very much a personal journey, one in which they could get close to the very earth on which their uncles, fathers and grandfathers fought, and for some, died. They wished to gain an extra dimension to the memory of their relatives, who to them, were people who were very special indeed.

The father of one American volunteer was a Cypriot, who served with the 15th International Brigade as an interpreter and driver. Another woman, from Glasgow, never got to know her grandfather because he died in the war along the Aragón front when her own father was only twelve. He was one of the few brigaders with a family, since men with wives and children were often discouraged from joining-up. But his memory lived on in his letters sent home, and many of his accounts were included in the book *Homage to Caledonia*[19], about the volunteers from Scotland. Strikingly, two Anglo-American sisters joined the project, and they had an uncle, Sidney Shostek (adjutant to the American officer Robert Merriman) who died at Belchite (Figure 4). While on the project, and for a short while afterwards, they kept up a blog about their experiences and feelings while working in and around Belchite:

"Belchite was a name familiar to our family for many years as the place where our uncle Sidney Shosteck died. We made up our stories based on the few scraps left to us; a newspaper article, a few pages of diary, a letter. We made assumptions which [once taking part in IBAP and reading the Merriman diaries] we had to discard: Sidney buried in the olive press; leaving roses at the town fountain. We imagined a scenario where Sidney walked through the town gate, following a tank, and was shot from the church tower.

"Now we learned that the Lincoln Battalion approached the fascist holdout in the church from the opposite side of town. We saw the building used first as a hospital, then as the Falangist headquarters. This was where a fascist prisoner was leading a tank, followed by Sidney, when he was shot in the head from a high vantage point. It was clear that this must have been either the clock tower, or one of the buildings near it" [20].

While working around and exploring Belchite, the sisters, Elaine and Wendy, came face to face with the place of death, the street even, where their uncle was killed. As their blog testifies, they came to an appreciation of the materiality of the battlespaces of the Civil War. They could see the remains of grenades, bullets and cartridges, all of mixed variety – especially for the Republican troops – and they could handle the flesh tearing shrapnel that litters any modern battlefield. And in the case of the fought over landscape around Belchite, they came to feel the dust and heat of the so-called desert of Aragón. Again, as they wrote in their blog:

"the positions of the finds we had marked were recorded calling out to a staffer with a transom on the next hill. Elaine was astonished at the detail of data: identifying each tiny piece of metal, each twist of wire… and giving it a number and location. Meanwhile Wendy was sweating at the top of the hill , cheerfully shoveling, carefully scraping in a trench, volunteers calling out for an identification when they found something they hoped was of interest.

"Elaine was amazed that such seemingly unimportant ob-

18. González-Ruibal *et al.* 2015; Rodrígues Simón *et al.* 2016.

19. Gray 2008.

20. Lewis & Ryan 2014.

jects could tell archaeologists a story: Russian bullets from 1917, German machine gun casings, a jug, ammunition boxes and unexploded mortars.

"Through repetitive work in the sun and dust personal and national histories are uncovered. An International Brigader from Wales, Alun Menai Williams , was asked: What was Spain like? He replied, 'I can't tell you- I only know the taste of the soil when you have your nose six inches from the ground, crawling'. But modern scientific techniques help put all the little pieces together for a view a little further off the ground" [21].

Nevertheless, the sisters also found joy in their encounter with the remains of war. Being keen and relatively accomplished amateur singers they would break into song in the streets of Belchite, singing *The Communist International* and *Viva La Quince Brigada*, but when standing in the ruins of one of Belchite's churches, the sisters had this to say in their blog,:

"Near here, German planes had flattened many houses. We sang '*Gehat hob ikh a heym*', a deeply felt [Yiddish] song of loss of home, written in the ruins of the Warsaw Ghetto.

'Once I had a home to comfort me.. the years I spent to build it, in one breath, to rubble smashed... in a moment's time'[22].

To the sisters, and this is true of the other IBAP participants who were related to Brigaders, their uncle was always somewhere in the background of their lives, and his convictions and desire to make the world a better place served, in their own words, as a real model for them.

In 2015, another volunteer, but one not related to any brigader, Geoffrey Billett, wrote about his involvement on the project. He is also a gifted photographer, and he published his impressions and some photographs in an online magazine: *Bizaare Culture*. His background was in psychiatric nursing and he had no previous exposure to archaeology save for the television programme *Time Team*. He was profoundly struck by our archaeological confrontation with a relatively recent and violent past, describing archaeology as a "rabbit hole, into a dimension of reversed-engineered history" . His photos capture the ghost-like quality of ruined, Old Belchite, initially preserved by Franco as a memorial testifying to the brutality of "the Reds", and barely separated from the New Town which

Figure 4: Elaine Ryan in the ruins of Old Belchite. She is holding a photograph of her uncle killed when the International Brigades took the town in 1937. Photo: Álvaro Minguito.

21. Lewis & Ryan 2014.

22. Lewis & Ryan 2014.

was constructed by forced labour in the 1950s. In the materiality of the two towns, one a ghost town while the other an exemplar of fascist town planning in a rural setting, he saw continued conflict. And in this landscape of conflict he saw, in his words, "young intellectuals [archaeologists] try[ing] to make sense of – and undo – a wrong which stubbornly, at least in Spain, remains unyielding to science or reason"[23].

But this tension, this conflict, this wrong that refuses to go away, had an impact on the other members of IBAP too, and it was in a real and concrete way. In 2014, the Belchite town council supported our fieldwork wholeheartedly. They provided a flat, for free, for the professional Spanish archaeologists on the project, and they provided an earth moving machine as well, at no cost. They also facilitated the project by providing an assembly room so that two public presentations could be given to the local community. In the first talk, Alfredo González-Ruibal introduced the project to the people attending, and he explained our fieldwork interests and intentions. At the end of the season, he gave another presentation, summarising and presenting our findings. In both instances, the townsfolk welcomed us and were very keen to see us get on with our work. They too wanted us to undo a wrong which stubbornly remains unyielding to science or reason.

There was, however, a little bit of opposition. In Alfredo González-Ruibal's first presentation, he received heckling from a man in the back of the hall. The other people, in no uncertain terms told him to keep quiet, but it turned out, as I was told, that he was the son of a man who was known to be the head of a death squad in the Belchite area, after the war. We saw him later in the street, and if looks could kill, then we would have ended up like the victims of his father. Of course, this should not have been a surprise. There were still Fascist emblems affixed to buildings in Belchite, and it is not uncommon to find present day pro-fascist graffiti. Even in the nearby village of Codo where the IBAP volunteers were housed in 2014, there was a street named after General Franco.

Nonetheless, our relations with the community of Belchite and its town council were extremely good, and we were under the impression that their goodwill and support would continue. But in the Spring of 2015, there were regional elections in Spain, and the local town council was won by the conservative, *Partido Popular* (the Popular Party – the PP) and with a new PP mayor our fortunes were to change.

First it took longer than it did in 2014, to secure agreements with the town council and with the Aragónese government for our September fieldwork. The town council did provide the same flat as in the previous year, but after one week in the field, the Mayor evicted the Spanish team (with no warning and with no clear reason), and this meant that we had to find extra accommodation in a single day. Also, the council did not provide any earth moving machinery as in the previous year, and we had to find and pay for our own. Unlike in 2014, the council did not publicise our work, and they did not give us space for any public presentations in the town hall. We ended up giving only one public presentation at the end of the season, and that was in a much smaller venue within Belchite's ethnographic museum. We had open days on site (as in the previous season), and although our publicity did not match that of 2014, we still had a good turnout from local people.

In Alfredo González-Ruibal's public presentation at the end of the 2015 season, we had very positive feedback from the people who attended. Unlike, presumably, the mayor (and other PP members), they thought that our explorations of the warscape around Belchite very worthwhile indeed. And although we excavated trenches and bunkers, and the former do not preserve well once exposed, they wanted to know why was there not more work like ours, and why were the sites that we investigated not preserved. They clearly did not want to keep the history of the Civil War under wraps. Indeed, some even demanded that this recent archaeology be preserved for all to see. Unfortunately, we had to reply that, firstly, Civil War remains are not commonly treated as "archaeology" in Spain since they are not more than 100 years old, and secondly, the money is just not available. Also, we reiterated that quite simply, we were no longer getting popular support from the Belchite Town Council. Of course, those who came to our presentations were people who deliberately felt that the nation's trauma from the Francoist years should be laid bare, while those people still dreaming of a Spain, where the stones of the country's past should not be upturned, stayed away and ignored us.

23. Billett 2015.

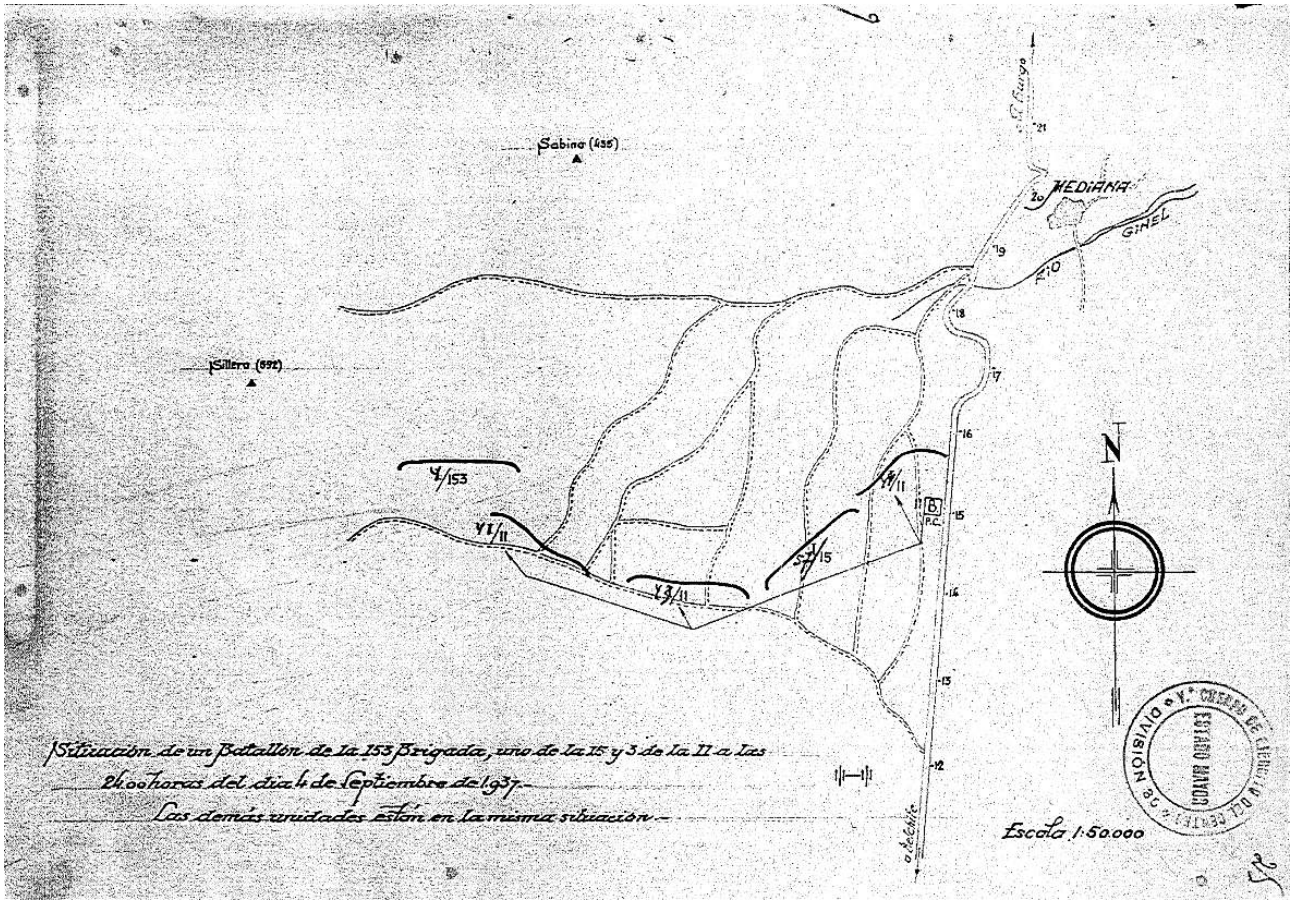


Figure 5: Military sketch map showing the Republican positions along the Mediana Lines as of September 4th, 1937. Source: Diario de Operaciones Belchite del 27-8-37 a 17-9-37, p. 25.

WARSCAPE ARCHAEOLOGY

Belchite was fortified by the Francoists early on in the Civil War. It was a part of the front line between them and the Republicans in the region of Aragón. When the Republic launched its Aragón offensive in the late Summer of 1937, Belchite was deemed a target that had to be occupied to secure the way to Zaragoza. The spearhead of the attack was carried out by the Dimitrov and Abraham Lincoln battalions of the 15th International Brigade. The fighting was severe and bloody and at the end of it, after a week or so, a third of the town was destroyed and left in ruins. The town was retaken by the Francoists in March of 1938, and that damaged the town even further.

Soon afterwards, Belchite was seen as a monument to the "martyrdom of Aragónese villages" : the martyrdom of Catholic and Nationalist Spain, suffered at by the hands of the "barbaric" and "destructive" – "Reds" , meaning the Republican government. As such, the ruins of the town were deemed by Franco and the Nationalist regime to be a "precious monument and sanctuary of patriotism for future generations" . The ruins of the town would serve as a place to teach a new, Francoist, "national spirit" to the youth of the Nation[24]. A new Francoist planned town was built alongside the ruins of the old town – similar to other planned towns in fascist and authoritarian countries elsewhere in Europe – though over time Old Belchite became even more ruinous by the robbing of building materials by the local people. Now, in democratic Spain, the ruined town is seen as a monument to all of the violence of the Civil War, and the town is a managed site with access only through guided walks.

However, since the subject of the Civil War is still contentious in Spain, and since the more pedestrian issues of health

24. Garcia Enquita 2014.

and safety would have been difficult to manage within the ruins of Old Belchite, IBAP's fieldwork was directed into the *Campo de Belchite*, the countryside surrounding the town, and it included field walking and excavations of nearby Nationalist positions (and a partial survey of tunnels making up a part of Republican hill-top fortifications overlooking Belchite). But further north of Belchite, by around 17 kilometres, and along the Mediana-Belchite road (now the A222), lies the Mediana system of entrenchments – the Mediana Lines – representing the front line created after the fall of Belchite to Republican forces in September 1937. Figure 5 is a contemporary military sketch map showing the positions occupied by Republican forces along the

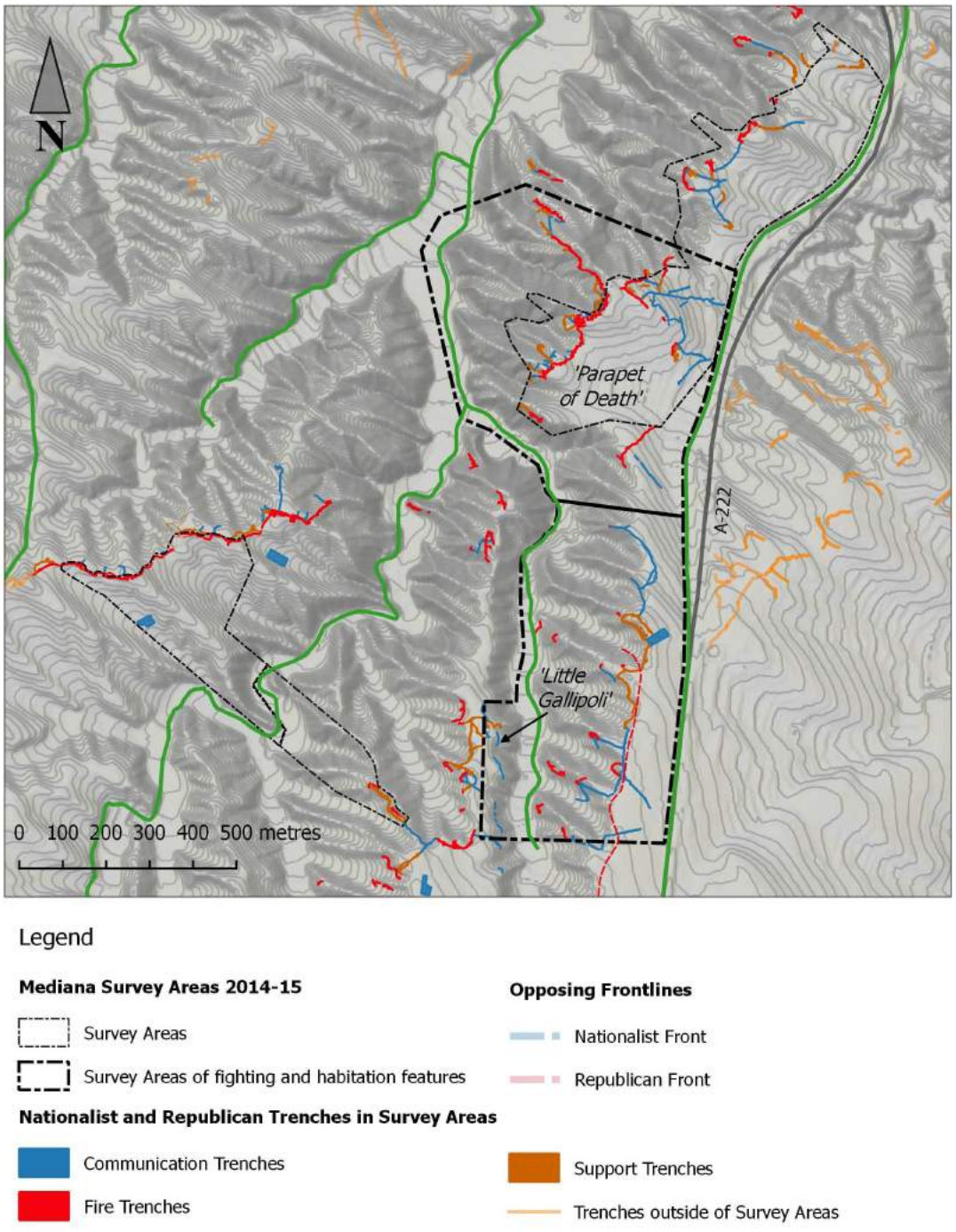


Figure 6: Map showing the fieldwork zones where excavations and surveys were undertaken by IBAP in 2014 and 2015. The two survey zones, where fighting positions and soldiers' habitations (shelters) were recorded, are highlighted.

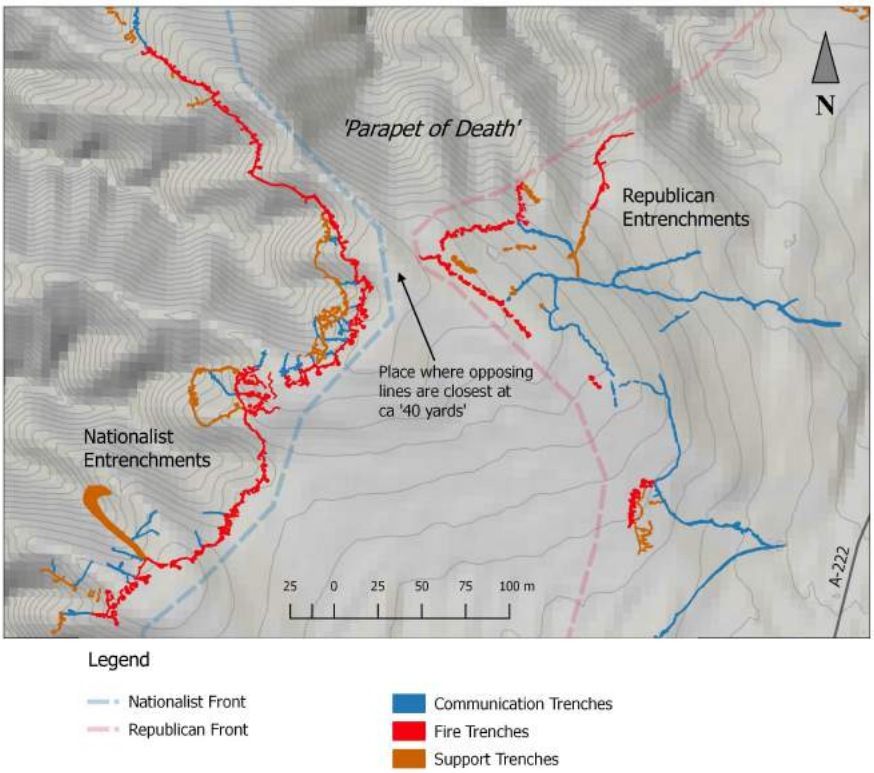


Figure 7: Map showing a part of the so-called 'Parapet of Death' where Republican troops got their closest to the Fascist lines. Fire (fighting) trenches, communication trenches and support trenches are also indicated.

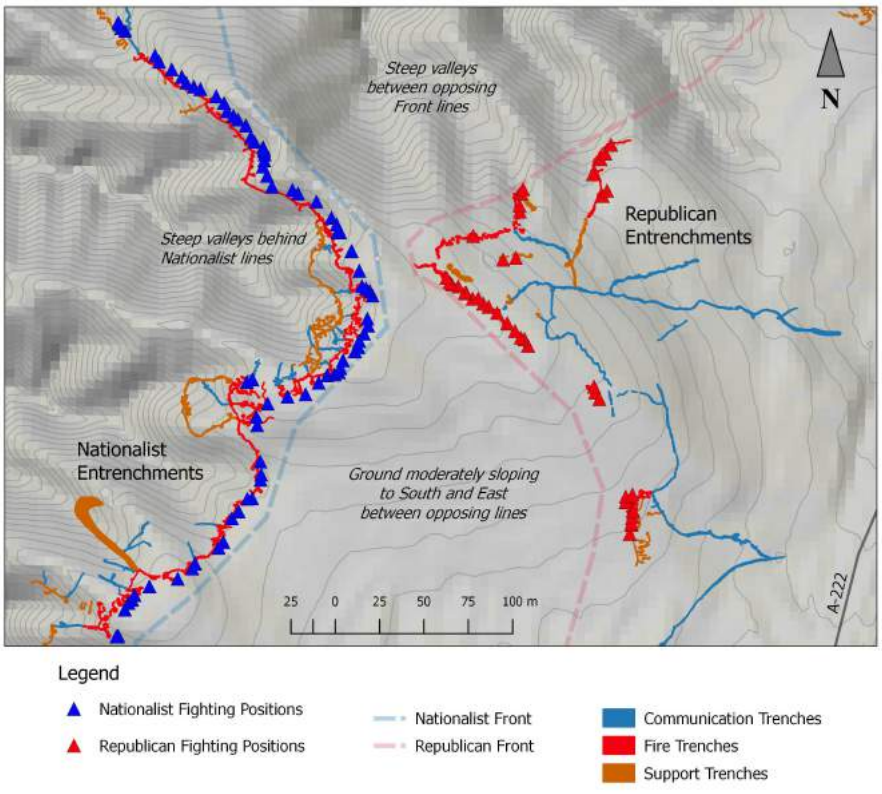


Figure 8: Map showing the disposition of Republican and Nationalist fighting positions along the opposing front lines at the 'Parapet of Death'.

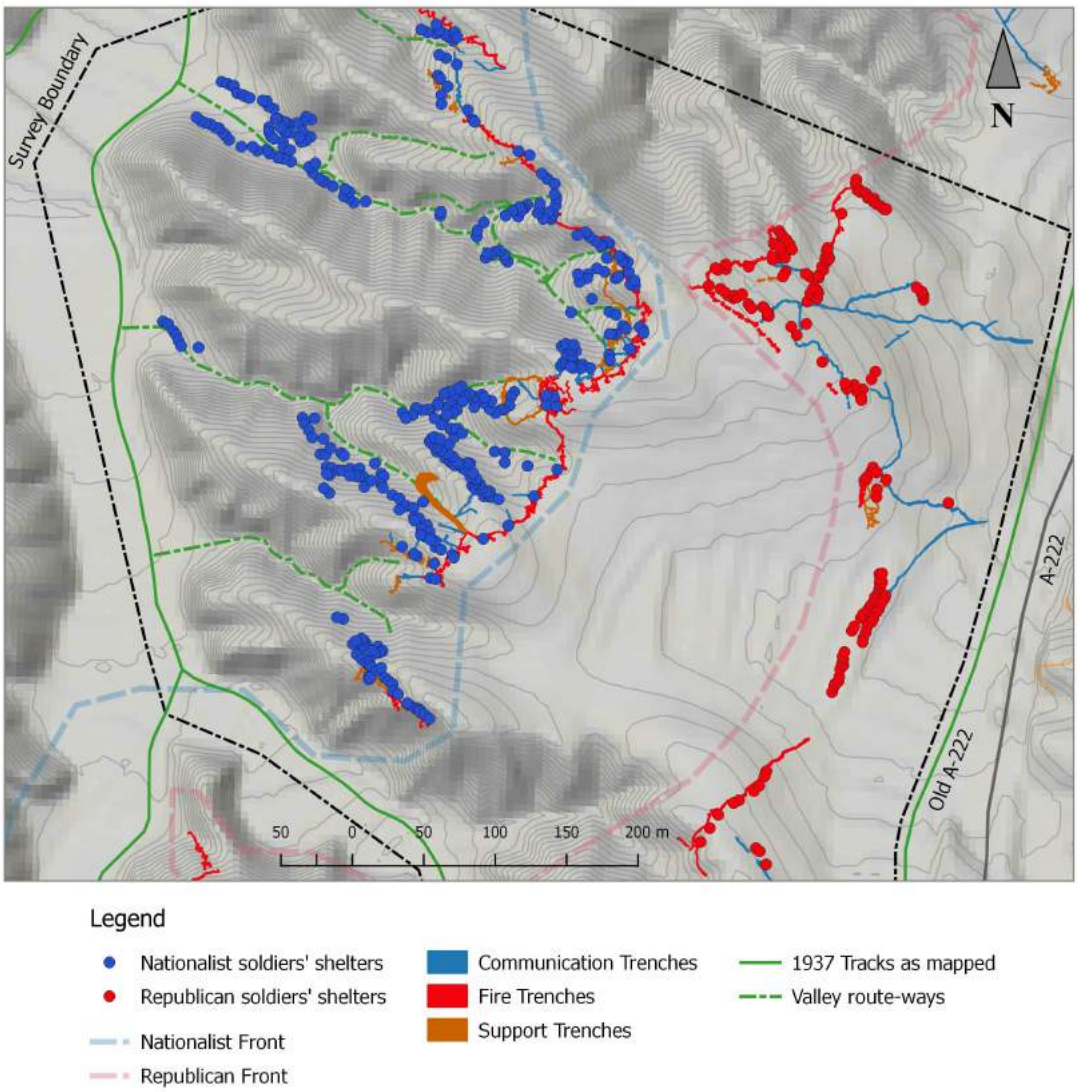


Figure 9: Map showing the distribution and depth of soldiers' habitation structures – shelters and the like – behind the opposing front lines. It also shows the tracks behind the lines and the valley route-ways leading, in particular, to the Nationalist positions.

new front line at Mediana[25]. Here, both the Nationalist and Republican armies dug-in, creating not just fighting spaces, but a landscape of settlement in what is now a relatively well preserved warscape.

As such, further locations were chosen for small scale and targeted excavations of mainly Republican features, which included a forward fighting machine gun position; a small dugout shelter suitable for one or two soldiers and linked by trenches to the machine gun post; a free standing pastoral shed-like structure that was re-used as a substantial shelter for Republican soldiers; semi-dugout shelters with dry stone walling, disposed along the slopes of a steep sided valley; and one, very small Nationalist fighting position[26].

Fieldwalking aimed at recording the spread of battle debris was also carried out, while a further survey was undertaken to record the make-up and extent of the fighting lines and that of the soldiers' areas of habitation – the settlements, albeit martial ones – in the rear of both the Nationalist and Republican entrenchments. Some of the results of this latter work are described below.

Figure 6 indicates the overall area where IBAP undertook its excavations and surveys along the Mediana lines north of Belchite in 2014 and 2015, and the overall disposition of the Francoist and Republican trenches in the survey areas. The location,

25. Anonym. 1937.

26. González-Ruibal *et al.* 2015; Rodrígues Simón *et al.* 2016.

close to the village of Mediana de Aragón includes a salient in the Francoist lines known as the 'Parapet of Death'. At this location, while Belchite was under siege by Republican forces, the British Battalion of the 15th International Brigade spent three to four days preventing a Nationalist counter attack by advancing through hastily excavated entrenchments to around 40 metres from the enemy lines. As an eye witness from the 15th Brigade wrote:

"The fighting at Mediana was not heavy but the whole experience was wearying and nerve-racking. The sleep-starved men had to be always on the alert against surprise attacks in a wide sector that was but thinly held by a depleted Battalion; for three days and nights, the Republican troops were subjected to a continuous aerial and artillery bombardment; twice they had to repulse night attacks and there was much skirmishing between the rival outposts which in some cases were only forty yards apart. In addition, there were terrific electric storms which, during the night, illuminated the country for miles around. But the men stuck it out and got down to the monotonous work of constructing fortifications with a right good-will, and with such success that the casualties were only slight"[27].

Figure 7 shows the very spot where the Brigaders got to within "forty yards" (or metres) of the Nationalist trenches. But a plot like this, showing just the opposing Nationalist and Republican trenches, does not illustrate the built environment or the 'architecture' of the trenches.

In Figure 8 you can see the distribution of fighting positions along the trenches at the 'Parapet of Death', as surveyed in 2014 and 2015. On the other hand, in Figure 9, you can see the depth of occupation, by both the Republican and the Francoist forces, well behind the support and communication trenches, and which extend for more than half a kilometre behind (for example) the Nationalist front line defences (Figure 9). The terrain in this area is highly interdigitated, and the recorded habitation features – soldiers' shelters – which number in total more than 700 in the survey areas, are mainly situated in the numerous steep sided valleys which served as linkages or route-ways with the fighting trenches along the front.

Most of the features are poorly preserved, but examples of some of the Nationalist habitations and trenches can be seen in Figure 10 and Figure 11. Further, similar shelters, both dug-out and built-up with dry stone walling, are also situated in steep sided valleys behind the Republican lines, though overall, the Republican trenches and concentrated living areas are more spread out than the Nationalist ones. Nevertheless, in an area we dubbed 'Little Gallipoli', because of the density of shelters constructed in levels, one above another, we found dense concentrations of shelters in obvious tiers, situated in steep, hillside embayments (Figure 12). When I revisited the Mediana lines in the Summer 2017, I found further locations where Republican trenches and shelters were disposed, again in tiers, but this time they were spread out east of the Mediana-Belchite road – the A222.

The Republican lines at Mediana were over run by the Nationalist army in March of 1938, but for the six months previously, the two opposing armies faced each other off and built communities which had specific zones for living as well as fighting, and all connected through link-ways in the rear that were either valley bottoms or communication trenches. The opposing front lines throughout Spain, in that country's brutal Civil War, as in all wars, were not just places of fighting. They were places where soldiers dwelled, and their make up and disposition, and their individual structures, reflected the different components of any settlement, martial or otherwise.

27. Rust 1939, p. 94.

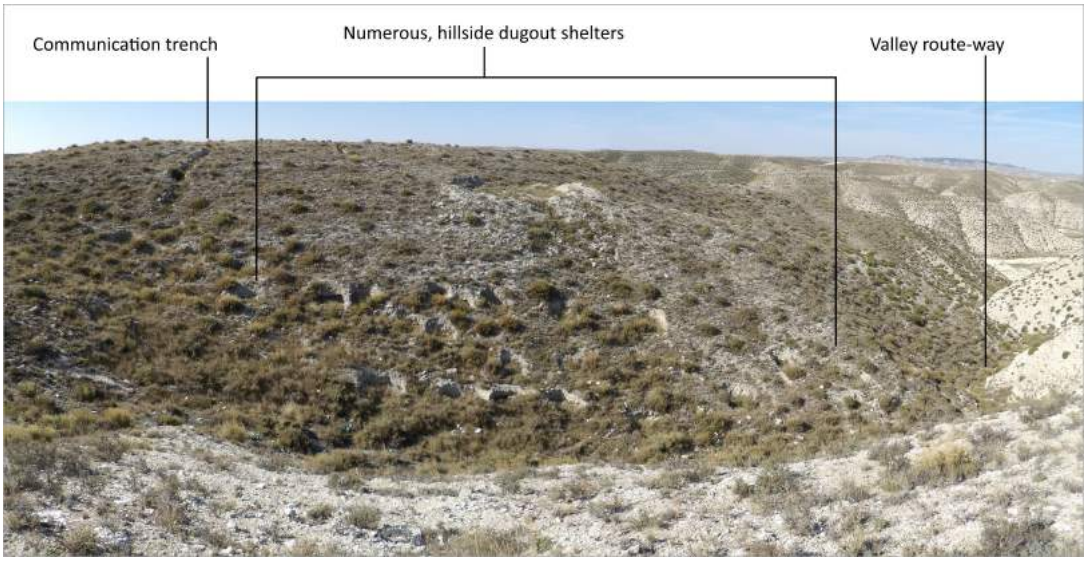


Figure 10: View behind the Nationalist lines along the 'Parapet of Death'. It shows a communication trench, a cluster of soldiers' dugout shelters, and a linking, valley route-way. The Nationalist front is to the left, beyond the limit of the photograph.

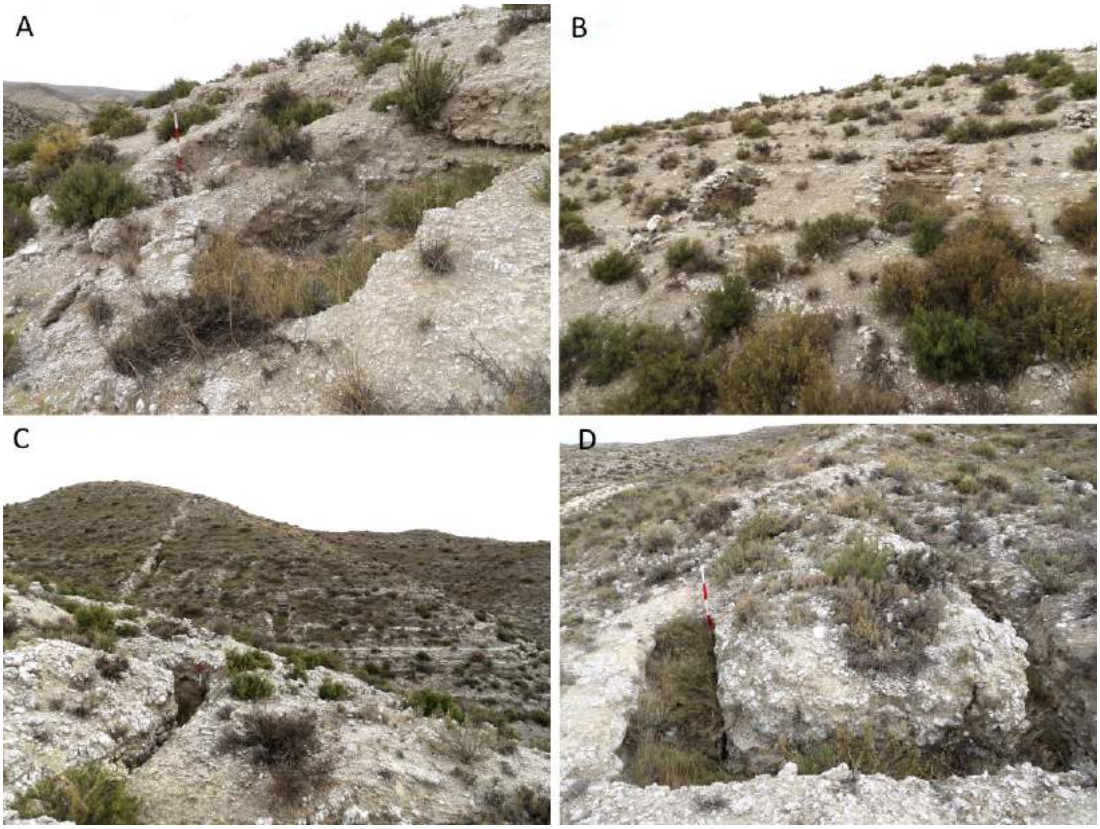


Figure 11: Four views of Nationalist trenches and soldiers' dugout shelters. Photos A and B show shelters dug into hillsides outlining the steep valleys behind the front lines. They are well made, incorporating stone rubble walls. Photo C shows Nationalist trenches in the rear. The one in the foreground is part of a support area, while the trench in the distance is a communication trench heading towards the front lines. In the middle of the photo is a terraced footpath with shelters dug out along it. Photo D shows a part of the Nationalist front line trenches.

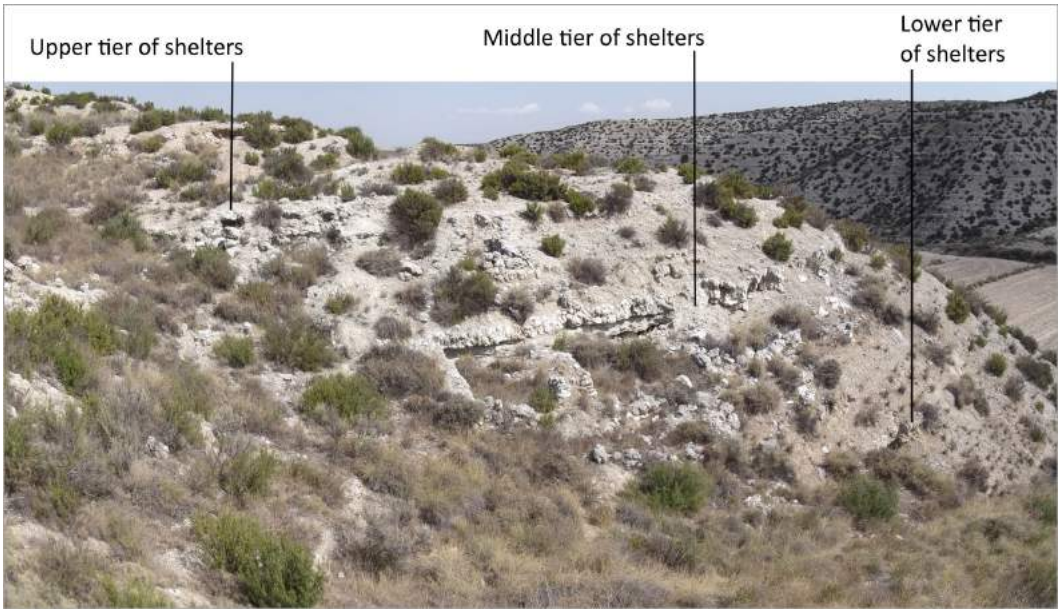


Figure 12: View of a part of 'Little Gallipoli'. An area of dugout and well made, rubble walled shelters, built in tiers along the steep side of a valley in the Republican rear.

CONCLUSION

While working near and around Belchite, one of Spain's most iconic sites of memory of the Spanish Civil War, The International Brigades Archaeology Project (IBAP) was able to involve private individuals from a number of countries with a sincere interest in Spain's Civil War, and perhaps more crucially, to even involve participants related to former International Brigade volunteers. The confrontation of these individuals with the materiality of the battles-paces where their relations fought, and in some instances died, had a profound effect on them and the project as a whole. It turned IBAP into a community archaeology project, but one with a community that was international. This undoubtedly added an extra dimension to the work undertaken by the project, and illustrates that the multidimensional nature of modern conflict archaeology applies also to the participants in the field, as well as the complex landscapes upon which wars are fought.

The so-called desert of Aragón was the setting of IBAP's landscape investigations, and these exposed a martial landscape that was lived in as well as fought over, with a network of fighting zones, trenches, route-ways and linkages, and habitation areas. The latter, consisting of shelters dug out of the ground or built up with dry stone walling, by either individuals or groups of soldiers, showed a density of occupation that was not initially envisaged. They were a backdrop to the fighting trenches at Mediana, where the Republican lines, manned by the 15th International Brigade, came as close as forty meters to the Francoist entrenchments.

IBAP also aimed to involve the local people of Belchite through site visits and public presentations. But even in these instances, the memory and scars of the Civil War that still rack Spanish society came to the fore. There was animosity from some modern-day pro-Francoists, and when the political complexion of the town council changed as a result of recent local elections, the assistance given to the project in its first year was discontinued. This illustrated the highly sensitive nature of our fieldwork, and shows that archaeologists of all recent conflicts do more than just expose historical remains and weave a narrative from them.

As all archaeologists know, fieldwork is physically demanding, and we struggle with the dust, the terrain, and the weather. But in Spain, by bearing witness to the Civil War through our work, and in effect memorialising it, we become part of another contemporary conflict – one that is ever present, and socially and politically charged.

Acknowledgements

I should like to thank the organisers of the conference on which this volume is based, and its editors, for asking me to take part and submit this paper. I should like to thank my colleagues, Alfredo González-Ruibal and all of his his team, without which the work described in this paper would not have been possible. I also wish to thank all of the volunteers, both foreign and Spanish who participated in IBAP, and in particular, Wendy Lewis and Elaine Ryan, and Geoffrey Billett for allowing me to quote form their web pages. I am also grateful to Óscar Rodriguez and Álvaro Minguito for allowing me to use their photographs. Lastly, my research in Spain would not have been possible without the generous funding I received from the Leverhulme Trust as part of my post-doctoral fellowship.

REFERENCES

Alba, 2015, «Spain's Association for the Recovery of Historical Memory Wins Human Rights Award», *The Volunteer [13 March 2015]* URL http://www.albavolunteer.org/2015/03/spains-association-for-the-recovery-of-historical-memory-wins-human-rights-award/.

Anonym., 1937, «Diario de Operaciones Belchite del 27-8-37 a 17-9-37», typescript record, Centro de Documentación de la Memoria Histórica, Salamanca.

Baxell R., 2007, *British Volunteers in the Spanish Civil War*, Warren & Pell, Abersychan.

Baxell R., 2012, *Unlikely Warriors*, Aurum Press, London.

Beevor A., 2006, *The Battle for Spain : the Spanish Civil War, 1936-1939*, Weidenfeld & Nicolson, London.

Billett G., 2015, «The Ruins of Belchite: A Ghostly Reminder of the Spanish Civil War», *Bizarre Culture [6 October 2015]* URL http://bizarreculture.com/the-ruins-of-belchite-a-ghostly-reminder-of-the-spanish-civil-war/.

Eby C., 2007, *Comrades and Commissars: The Lincoln Battalion in the Spanish Civil War*, Pennsylvania State University, Philadelphia.

Garcia Enquita A., 2014, *The Two Belchites: Conservation Master Plan*, Thesis submitted for the degree of Advanced Master in Conservation of Monuments and Sites, University of Leuven: Raymond Lemaire International Center for Conservation, Leuven.

González-Ruibal A., 2011, «The Archaeology of Internment in Francoist spain (1936-1952)», *The Archaeology of Internment* , p. 53–74.

González-Ruibal A., Rodrígues Simón P., Franco Fernández M. A. & Garfi S., 2015, «Arqueología de la Batalla de Belchite, Campaña de 2014», Report, CSIC/Incipit, URL http://digital.csic.es/handle/10261/114184.

Gray D., 2008, *Homage to Caledonia*, Edinburgh.

Kershaw I., 2005, «Europe's Second Thirty Years War», *History Today* 9, p. 10–17.

Lewis W. & Ryan E., 2014, «Digging for Historical Memories in Belchite, spain», *http://diggingspanishcivilwar.blogspot.co.uk* .

Petrou M., 2008, *Renegades: Canadians in the Spanish Civil War*, UBC Press, Toronto.

Preston P., 1993, *Franco*, London.

Preston P., 2013, *The Spanish Holocaust*, London.

Rodrígues Simón P., Gonzálel-Ruibal A., Ayán Vila X., Marín Suárez C., Franco Fernández M. A., Martínez Barrio C., Laiño Piñeiro A. & Garfi S., 2016, «Arqueología de la Guerra Civil en la Batalla de Belchite, International Brigades Archaeology Project», *in* Lorenzo Lizalde J. I. & Rodanés Vincente J. M. (eds.), *Actas I Congreso Arqueología Patrimonio Aragonés, 24-25 November 2015*, Zaragoza, p. 711–721.

Rust W., 1939, *Britons in Spain*, Uckfield.

Saunders N. J. (ed.), 2012, *Beyond the Dead Horizon: Studies in Modern Conflict Archaeology*, Oxford.

Schofield J., 2005, *Combat archaeology: material culture and modern conflict*, Duckworth, London.

Skoutelsky R., 1998, *L'espoir guidait leurs pas. Les volontaires français en Espagne républicaine. Les volontaires français dans les Brigades internationales, 1936-1939*, Grasset, Paris.

Picturing concrete matters

AN ARCHAEOGRAPHY OF LEBANESE DESTROYED FAMILY HOMES

Johnny Samuele Baldi[1]

Résumé: Une Archéographie de la destruction de maisons familiales libanaises

Malgré la tumultueuse reconstruction des dernières décennies, Beyrouth offre encore plusieurs possibilités d'étudier archéologiquement les restes de la guerre civile libanaise (1975-1990), tandis que les restes inhérents à cette même époque sont plus rares en périphérie et dans les campagnes. Les bâtiments détruits et pas encore investis par des chantiers de construction hypertrophiques, les demeures abandonnées ou les maisons familiales défigurées par les bombes et les balles sont omniprésents dans la vie matérielle du Liban actuel. Sur la base de deux cas d'étude, cet article présente quelques résultats d'une approche visuelle et archéologique très particulière des ruines de la guerre, à la fois à Beyrouth et à Qleiaat (au Mont Liban), où l'Ifpo et le Musée de Préhistoire Libanaise ont mis en place un programme conjoint. Bien que destiné à la réalisation d'une mission de prospections et fouilles des vestiges néolithiques, chalcolithiques et du début de l'âge du Bronze, ce projet a aussi pris en compte les ruines du passé récent en ayant recours à une approche « archéographique », à savoir une méthode interpolant archéologie et photographie, en utilisant la photographie comme un outil de documentation archéologique. L'« archéographie » ne consiste pas simplement en des images des ruines : elle implique plutôt une attitude d'anatomiste par rapport aux lieux et aux événements, à documenter par les images de leurs culture matérielle. Car, au-delà des mémoires conflictuelles, passées sous silence ou perdues, des questions telles « qu'est-ce qui s'est passé ici ? », « quand ? », et « comment cela s'est-il produit ? » sont intimement liées à une relation archéologique avec la réalité matérielle.

Mots-clefs: Guerre Civile Libanaise, Beyrouth, Qleiaat, archéographie, maisons familiales.

Abstract: Despite a tumultuous reconstruction in the last decades, Beirut still offers many opportunities to integrate landscape studies and archaeology of the Lebanese Civil War (1975-1990), while war ruins are rarer in the countryside. However, destroyed buildings still neglected by recent hypertrophic real estates, shattered houses or family homes disfigured by bombs and bullets are omnipresent in the Lebanese material life. Based on two case-studies, this paper presents some results of a specific visual and archaeological engagement with the war ruins both in Beirut and in Qleiaat (Mount Lebanon), where Ifpo and the Museum of Lebanese Prehistory have carried out a joined archaeological program. Intended as a mission of survey and excavations focused on Neolithic, Chalcolithic and Early Bronze Age vestiges, this project is also taking into account the ruins of the recent past by an "archaeographic" approach, namely a method at the intersection between archaeology and photography, where the latter is a documental instrument for the first one. Archaeography is not simply about picturing ruins, but rather about a forensic attitude towards places and events, documented though the image of their material culture. Because, beyond conflicting, silenced or lost memories, questions like "what happened here?" , "when?" , and "how it happened?" intimately deal with an archaeological engagement with materiality.

Keywords: Lebanese civil war, Beirut, Qleiaat, archaeography, family homes.

1. Researcher at Institut Français du Proche-Orient (IFPO), Department of Archaeology and Ancient History, Beirut (jsb.arch@gmail.com).

ملخص / پووخته / خلاصه

تصوير القضايا الملموسة: دراسة أثرية مصوّرة للمنازل اللبنانية المدمرة

على الرغم من إعادة الإعمار المضطربة في العقود الأخيرة، لا تزال بيروت توفر العديد من الاحتمالات لدراسة البقايا الأثرية لخلفات الحرب الأهلية اللبنانية (١٩٧٥-١٩٩٠)، في حين أن البقايا الأصيلة في هذه الفترة نادرة في المحيط وفي الريف. المباني التي دُمرت لم تشغلها بعد مشاريع البناء الضخمة، والمنازل المهجورة أو المنازل العائلية المشوهة بواسطة القنابل والرصاص موجودة في كل مكان في الحياة المادية للبنان اليوم. يعرض هذا المقال استنادًا إلى حالتَي دراسة بعض النتائج لنهج بصري وأثري خاص جدًا بأطلال الحرب وذلك في كل من بيروت وقليعات (في جبل لبنان)، حيث أعدّ كل من الايفبو ومتحف ما قبل التاريخ اللبناني برنامجًا مشتركًا لذلك. على الرغم من أنه تم الانتهاء من تنفيذ مهمة المسح والتنقيب لسويات العصر الحجري الحديث والعصر الحجري النحاسي والعصر البرونزي المبكر، إلا أن هذا المشروع أخذ في الاعتبار أنقاض الماضي القريب من خلال اللجوء إلى مقاربة "أثرية مصوّرة" من خلال استيفاء الآثار والتصوير الفوتوغرافي، وذلك باستخدام التصوير الفوتوغرافي كأداة توثيق أثرية. "علم الآثار الصوَري" لا يتألف ببساطة من صور من الأنقاض، بل يأخذ موقف الطب الشرعي للأماكن والأحداث، من خلال توثيق صور ثقافتهم المادية. فبالرغم من الذكريات المتضاربة، التي تم إسكاتها أو ضياعها، أسئلة مثل "ماذا حدث هنا؟ متى؟ وكيف حدث هذا؟ ترتبط ارتباطًا وثيقًا بعلاقة أثرية مع الواقع المادي.

الكلمات المفتاحية: الحرب الأهلية اللبنانية، بيروت، قليعات، الآثار، المنازل العائلية.

وێنەرکردنی بارە بەردەستەکان: لێکۆڵینەوەی شوێنەواری خانووی خانەوادە لوبنانیەکان

سەرەرای دووبارە بنیاتنانەوەی بینایە تێکچووەکان لە سالاّنی رابردوودا، شاری بەیروت زۆر ئەگەر دەیێت بۆ لێکۆڵینەوەی شوێنەواری پاشماوە شوێنەواریەکانی جەنگی ناوخۆی لوبنانی (1990-1975)، لەو کاتەدا پاشماوەکانی ئەو سەردەمە زۆر بە دەگمەن مانەوە لە دەوروبەر و لادێکاندا. ئەو بینایانەی وێرانکران لە ئێستادا هیچ بینایەیەکی گەورە لە جێگای درووست نەکراون، وە خانووە جێهێڵراوەکان یا خانووە خانەوادەیە شێوێندراویەکان لە ڕێگای بۆمب و چەك دا، لە هەموو شوێنێکدا لە ژیانی مادی لوبنانی ئەمڕۆکەدا هەیە.بە پشت بەستن بە دوو باری لێکۆڵینەوەکەماندا، ئەم توێژینەوە هەندێ ئەنجامی بەرچاوی خستە ڕوو لە سەر شوێنەوار و پاشماوەکانی جەنگ، لە هەموو شوێنێکی بەیروت و قەڵاآیەکان (شاخەکانی لوبنان)، لەو شوێنەی کەوا لێیەIfpo و وە مۆزەخانەی پێش مێژووی لوبنانی پرۆگرامێکی هاوبەشی دانا. هەرچەندە کۆتایی هات بە لێکۆڵینەوە لە پیشەی پشکنین لە هەڵکۆڵین و چاخی بەردی نوێ و چاخی برونزی کۆتایی، بەڵآم ئەم پرۆژەیە بە ومەبەستەی دەکرێت بۆ ڕزگارکردنی پاشماوەی رابردووی نزیك لە ڕێگای نزیکی (شوێنەوار)، بریتیە لە ڕێگای ڕزگار کردنی شوێنەوار و وێنەگرتنیان، ئەمەش لەڕێگای وێنەگرتن وەك ئامرازێکی بە بەڵگە کردنی شوێنەواری. زانستی شوێنەوار تەنها وێنەی پاشماوەکان لە خۆ ناگرێت: بەڵکو هەڵوێستی قەزایی بەرامبەر بە شوێن و ڕووداوەکان دەدوێنێت، بۆ بە بەڵگە کردنی لە ڕێگای وێنگرتنی کلتورە مادیەکان. سەبارەت بەوەی لە پشت یادەوەریەکاندا هەن، کەوا لە ڕێگایەوە دەکرێت بێدەنگ بکرێت یا لە دەست بدرێت، پرسیاری وەك ئەمە ((ئەمە چی ڕوویدا؟)) وە کەی؟ وە چۆن ئەمە ڕوویدا؟ بە شێوەیەکی باش بە پەیوەندیە شوێنەواریەکان بەستراوە لە گەڵ واقعی مادی دا.

ووشەی تێپەر: چەنگی ناوخەی لوبنا، بەیروت، قلیعات، شوێنەوار، خانوی خێزانی.

تصویربرداری اجسام بتنی/کانکریتی: باستان شناسی خانه‌های فامیلی ویران شده لبنان

باوجود بازسازی‌های سریع دهه‌های اخیر، هنوز هم این امکان در بیروت وجود دارد، که بقایای جنگ داخلی لبنان (1990-1975) را از نظر باستانشناسی مطالعه نمایم، گرچند بقایای اشاره شده حتی در آن زمان در روستاها و در حومه شهرها اندک بودند. در لبنان امروز، مسکن‌های متروک، ساختمان‌های ویران شده، که تاحال مورد بازسازی و ترمیم قرار نگرفته اند و خانه‌های فامیلی که توسط گلوله ها و بمب‌ها تخریب شده اند، قابل مشاهده‌اند.

براساس دو مطالعه موردی، این مقاله به تشریح نتایج بصری و باستانشناختی از بقایای جنگ در بیروت و قلعیات (جبل-لبنان) می پردازد، جای که مؤسسه فرانسوی خاور نزدیک و موزه/موزیم ما قبل تاریخ لبنان برنامه مشترکی را بنیان گذاشته‌اند. در کنار تکمیل ماموٴریت سروی‌ها و کاوش‌ها بقایای دوره نوسنگی، عصر مس سنگی و آغاز دوران برنز، این ماموٴریت بقایای دوره‌های پسین را نیز با استفاده از یک روش «باستان نگاریی1»، که روش مشترک باستانشناسی و عکسبرداری است، مطالعه می کند. دراین روش عکسبرداری، منحیث یک وسیله اسناد سازی آثار باستانی تلقی میگردد. «باستان نگاری2» تنها تصاویر مخروبه‌ها را در برنمی گیرد، این روش بیشتر گرایش قضائی در مورد مکان‌ها و وقایع دارد، که این فرهنگ مادی را بواسطه تصاویر اسناد سازی نماید. بخاطریکه فراتر از خاطرات جنگی، سکوت و فراموشی؛ پرسش هایی چون: «چی واقعه‌ای اینجا گذشته؟»، «چی وقت؟» و اینکه «چگونه بوجود آمده؟» روابط عمیقی با باستان شناسی و واقعیت مادی دارند.

واژه‌های کلیدی: جنگ داخلی لبنان، بیروت، قلعیات، باستان نگاری، خانه‌های فامیلی.

AN HISTORICAL INTRODUCTION

A critical appreciation of historical archaeology as a practice dealing with recent conflicts requires a firm grounding in memory theory, specifically the formation and contestation of memory narratives. But, first of all, it requires specific material-cultural approaches intended to reconstruct historical dynamics. This paper focuses on an archaeological record of some ruins of the Lebanese civil war: a visual-material archaeology of circumstantial, intimate and unknown aspects of a well-known conflict. Because of its geopolitical complexity, this war has become the example of civil war *par excellence*, as well as a topic of theoretical-political reflection about the disintegration of a state.

The origins of the Lebanese civil war are rooted in the political-religious communitarianism (reinforced since the mandate of the French colonial power – 1920-1943), as well as in the disintegration within the framework of the Cold War, after the establishment of the state of Israel and the displacement to Lebanon of a hundred thousand Palestinian refugees. These ones changed the demographic balance of the country in favour of the Muslim population[2]. The militarization of some Palestinian groups, with the arrival of the PLO forces after their expulsion from Jordan during Black September, sparked an arms race amongst the different Lebanese political factions. Fighting between Maronite and Palestinian forces began in 1975, and Left Wing, pan-Arabist and Muslim Lebanese groups later allied themselves with the Palestinians. During the course of the fighting, alliances shifted rapidly and unpredictably: by the end of the war, nearly every party had allied with and subsequently betrayed every other party at least once[3]. Furthermore, foreign powers meddled in the war and fought alongside different factions. Since 1976, Syrian troops entered Lebanon, and went on their presence until 2005. The Israeli (1978-2000) involvement, initially targeted against the Palestinian organizations, implied a military invasion from the South, a siege of Beirut (1982-1983) and included amongst its consequences the massacre of Palestinians in the refugee camps of Sabra and Chatila, carried on by Maronite groups. Peace keeping forces, such as the Multinational Force in Lebanon and UNIFIL, were also stationed in Lebanon. The Taif Agreement of 1989 marked the beginning of the end of the fighting. In March 1991, parliament passed an amnesty law that pardoned all political crimes prior to its enactment.

Mainly due to the persistent sectarian tensions[4], in many respects, peace and political dynamics have been built as a continuation of war by other means. Destroyed Lebanese family homes retain not only traces of the violence that, during the war, has demolished them, but also the trauma that, after the war, has silenced individual and collective memories. In this sense, they represent an interesting case-study for an archaeological study of the material culture of the civil war.

A VISUAL-ARCHAEOLOGICAL APPROACH

Despite the growth in the last ten years of the so-called archaeology of the contemporary past as academic field[5], archaeological sensibility, methods and studies are rarely associated with recent ruins or remains. In social disciplines, much attention has been devoted to how memory crystallizes into sites or places of memory, locations of collective remembering[6] considered as decisive for some kind of past events. So, memory is generally associated with a "re-collective" notion, as a conscious and wilful human process of recalling the past. Conversely, archaeological practice is mostly concerned with a different kind of sites, too conflicting, intimate, prosaic or repulsive to be shaped as collective memory[7]. These places are also *materially* related to another kind of memory: a habit memory[8]. While re-collective memory implies a conscious gaze directed towards a particular past, habit memory is an implicit act of re-membering embedded in our bodily routines and ways of dealing with things:

2. Corm 2003.

3. Fisk 2001.

4. Corm 2003.

5. See for instance Shanks 2004; Schofield 2005; González-Ruibal 2008.

6. Nora 1984; Assmann 1992.

7. Domanska 2005.

8. Connerton 1989.

"it no longer represents our past to us, it acts it" [9]. In Bergson's formative conception, habit memory was largely a function of adaptive value: only those aspects of the past that are useful or compatible with our present conducts are habitually remembered. Remains dealing with what was once useful, and thus embedded in repetitious practice and infused with habit memory. When discarded, outmoded or shattered, their habitual mnemonic significance is lost while their physical presence, albeit ruined, continues.

In other words, beyond people once involved with ruins and who retains any direct memory about them, archaeological sites have an intrinsic capability to triggering habit memory as an involuntary remembrance[10], becoming potential agents of disruption and "actualisation" . Precisely by being redundant and discarded, they reveal the gaps in the idealized construction of history as progress and continuous narrative; they bring forth the abject memories that both the recollective and the habitual have displaced. Moreover, these ordinary sites and their associated events (collectively forgotten because sometimes too trivial, sometimes too traumatic) open up some glimmers to observe a silenced past. In other words, investigating these sites is an effective means of historical knowledge.

In this sense, the archaeology of the domestic ruins produced by the Lebanese civil war is a very "normal" archaeological topic. Ruins of a family home are not a formal place of memory: they have nothing official, collective or monumental; they are the site of a tragedy without any emphasis, a calamity and a defeat that are always private, even when repeated on a very large scale. Besides, the dream of every archaeologist (mainly prehistoric archaeologists like me) is to find a burned house, destroyed or abandoned after a sudden and traumatic event, which has preserved the context of the everyday life: a kind of little Pompeii with all the furnishings in their place[11]. I think there is something wicked and anti-scientific in the fact that the chronological distance from the documented context is directly proportional to the emotional detachment[12]. However, a (prehistoric or contemporary) ruined house is a context, namely a tangible frame of what remains of past events and relationships. Therefore, nature, size, quantity, relative position, depositional arrangements of the objects, as well as masonries and their degree of integrity have been photographically recorded.

In itself, this practice matches with the everyday behaviour of any kind of archaeologist on any kind of field-yard. But this kind of photographic archive does not aim at being objective or exhaustive: it is rather intended to be a visual engagement with the specific kind of material-cultural *mise-en-scène* produced by past events[13]. *Mise-en-scène* is about staging: the disposition, arrangement and relationships between people, artefacts, places and happenings. In this sense, photography enables alternative and genuine statements about the past and provides a means to make manifest the heterogeneous and ineffable that often is left out of scientific prose[14]. "Archaeography" is a scientific tool lying at the intersection between archaeology and photography: the first is not just about the past and the second one is not just about images. The both create relationships and material-cultural connections between places and events, establishing a forensic attitude towards places and documenting what becomes during and after a given event. Archaeology works with what remains of the past; photography arrests its presence and consequences. Therefore "archaeography" records ruins not as an object of enchantment or as a romantic aesthetic fascination for dust, decay and loss. Ruins are not the chic entropic side of war, they are not photographed for some kind of pornographic attraction towards destruction and pain: they are just recorded as an archaeological material when excavations or further investigations are materially impossible.

From a purely methodological point of view, archaeology consists in taking things away from where they were found and turning them into an archive, a collection, that one can study, write about, and share. Photography consists in using a camera and a point of view to turn a relationship with something into a form one can take away, look at later and share with other people. Therefore, "archaeography" consists in giving visual, (photo)graphic form to such relationships with the remains of the past, in order to share and study these material-cultural relationships.

9. Bergson 1896, p. 93.

10. Benjamin 1936.

11. Boissinot 1990.

12. Ginzburg 1998.

13. Shanks & Svabo 2013, p. 89-90.

14. See the "Opening Dialogs in Archaeological Photography" and the exposition organized during the Theoretical Archaeological Group (TAG) USA 2011 (University of Berkley 5/6th-8th/2011) https://www.flickr.com/photos/28768805@N00/galleries/72157626457055744/?rb=1, https://www.flickr.com/photos/28768805@N00/galleries/72157626462396599/?rb=1

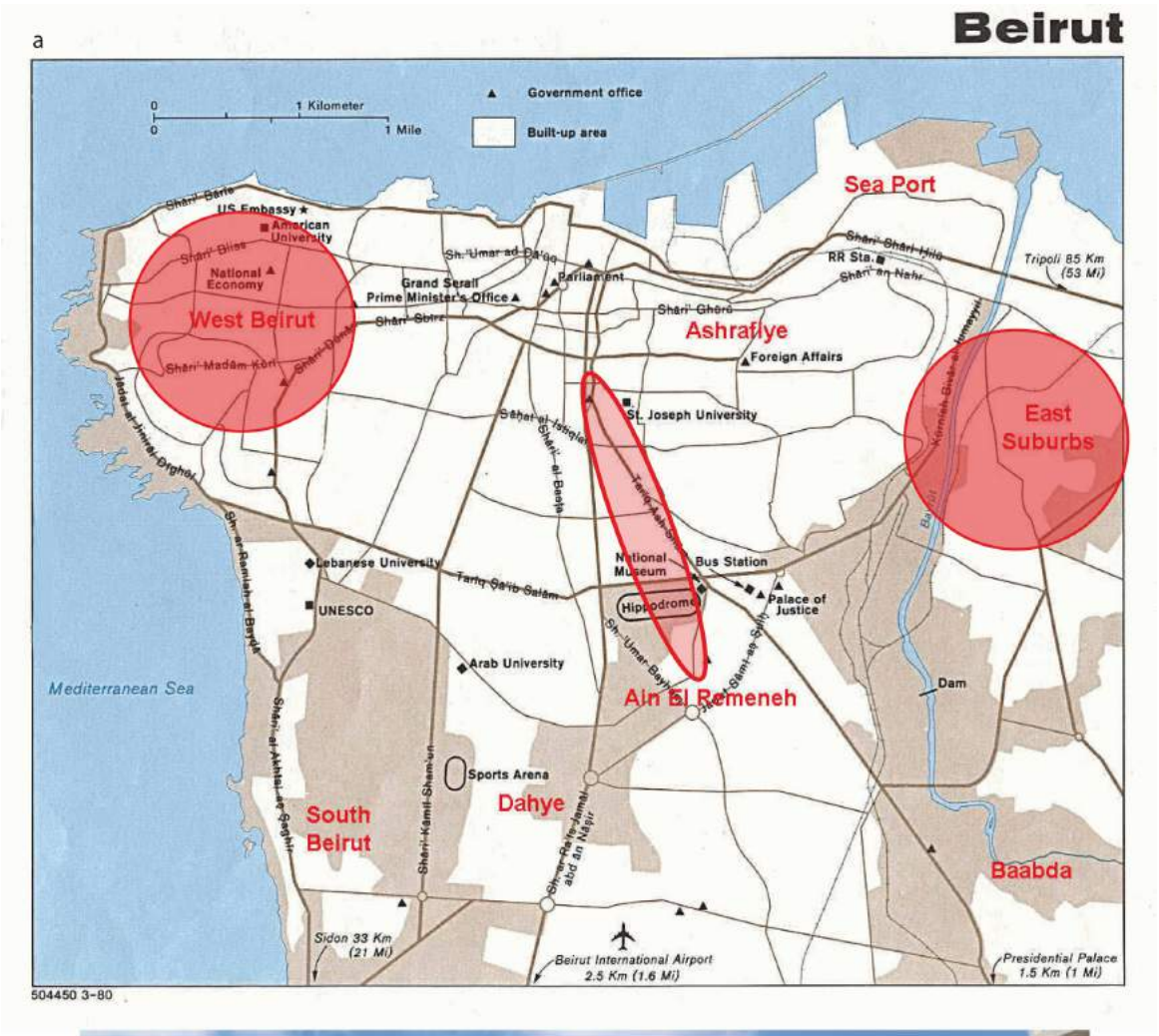


Figure 1: a: Map of Beirut with the location of Damascus Street.
b: Beirut. Current appearance of Damascus Street, close to the Ifpo and to Sodeco Square.

TWO CASE-STUDIES: FAMILY HOMES DESTROYED BY THE LEBANESE CIVIL WAR

The first case-study has to do with a densely inhabited zone of the Lebanese capital. It is about the destroyed family homes situated along a short segment of the demarcation line between East and West Beirut. It coincides with *Tarîq ash-Shâm Sharia Sham* (Damascus Street), south of Sodeco Square and north of Furn ach-Chabbak[15] (Figure 1 a). Both these areas have known lasting and bloody clashes during the '80s, with snipers stably occupying a famous sighted building in Sodeco, and car bombs and frequent street battles around the almost fortified Christian enclave of Furn ach-Chabbak. The Ifpo (French Institute for the

Figure 2: a, b, c: Beirut. Impacts of bullets on plastered façades.
d: Beirut. Broken staircases and windows sealed with concrete blocks to protect the snipers.

15. Fisk 2001.

Figure 3: Beirut. Family homes destroyed by fire on the ancient Green Line of Damascus Street.

Near East) is situated in this sector of Damascus Street, where residential buildings and family homes have been massively destroyed. Indeed, a fundamental distinction between East and West Beirut is present in the mental map of every inhabitant of the Lebanese capital, so that the expression "going from west to east" is still both a way to mean a physical shift, and a way to express a potential danger.

Nevertheless, the current urban landscape is completely banalized within the metropolitan panorama of the tumultuous reconstruction of the last decades: the eastern and western sides of the road appear quite similar and real estate prices are the same throughout the area (Figure 1 b). Very few destroyed buildings remain. From the point of view of their architectural typology, they have a peculiar aspect. This is due both to the injuries they suffered and to their structure, with two or three storeys and plastered façades. Recent buildings are concrete and steel multi-storey palaces or towers. On the other hand, plaster was widespread since the '20s and radically affects the general appearance of the ruins: impacts of bullets or mortars on the walls represent their most characteristic and visible trait. Wherever, the layer of plaster on the external surfaces show irregular burst of perforations with unequal holes bordered by splashes (Figure 2 a, b, c). Even for the buildings still standing, most of time the depth and strength of the impacts has knocked down all appendices: terraces are wrecked, external stairs have collapsed, and columns of the arcades are broken (Figure 2 d). Openings have been reduced to slits: windows have been sealed with concrete blocks in order to protect the snipers who squatted the buildings from other snipers, in other buildings.

The archaeological reading of the domestic plans, as well as

of the everyday life in these houses is almost impossible even for the ancient owners. They decipher the images slowly, according to an archaeological process of interpretation: "This is the corner of the bedroom?....The bathroom floor was there?" [16].

Strangely, in the area of Beirut that was (and remains) known for the war of the snipers, houses tell a partially different and untold story[17]. Bullets did not force families to leave. Family homes, turned in little fortresses to protect inhabitants first and snipers then, were besieged and look as little citadels. Their external pipes of water and gas are cut, exterior walls did not constitute a sufficient barrier: destruction came through the windows, grenades shuttered interior walls and definitive devastation took place like in prehistoric times, by means of fire (Figure 3 a, b). For the owners and their descendants, these are sites of silenced memories and secluded pain: suffering is always private and exclusive; faults are always attributed to the "others" .

The most frequent reaction front of the photographic archaeological documentation is a kind of acknowledgement. The recollection follows an analogical procedure, starting from the material evidences and using memories to verify the reading of the ruins. An archaeographic record requires to deal with the chaotic mess of rubble, debris, fragments and scattered objects: an ordered and neat image of the past material life is recomposed backwards, on the basis of the disorder of the ruins and starting from the entropy caused by violence. Owners of the ruined homes are not the only ones concerned by this involuntary memorial process. Even in front of pictures of unknown houses, recorded in other districts or in other cities, often the genuine and spontaneous reaction is a sort of identification: "Yes, I know this zone. . . ." Many people recognize (often wrongly) as belonging to their political-religious community the ruined homes and are ready to accuse other communities of their destruction: pain is always a private concern, while faults always belong to the outside world[18].

Now, rejected by the collective consciousness, unusable by the public discourse in support of national unity, unnecessary for the creeping communitarianist propaganda, the destroyed family homes are simply destined to disappear.

The second case-study is about the destroyed family homes at Qleiaat, in the Mount Lebanon (Figure 4 a, b). Between 2015 and 2017, Ifpo and the Museum of Lebanese Prehistory carried out a mission of surveys and excavations at Qleiaat as a joined archaeological program. The Qleiaat project is mainly focused on late Neolithic, Chalcolithic and Early Bronze vestiges, namely on the emergence of the first urbanization in an area (wrongly) considered so far as a Levantine cultural periphery. But the field research has also taken into account the ruins of the recent past of Qleiaat. Here, towards the end of the civil war there have been many severe clashes between Christian militias[19]. The fights that in those years have opposed (especially in Beirut) Maronite and Orthodox armed groups are a somewhat known episode of the final phase of the war. But so far there was no evidence attesting of so hard clashes outside the capital.

The material culture manifests some banal aspects of the everyday life in a Christian village of the Mount Lebanon during the '80s. An enormous number of spoons and forks, bottles (of alcohol), plates and tableware show the importance traditionally attributed to hospitality, while several boxes of an Egyptian laxative suggest some consequences of this social love for food (Figure 5 a, b, c). Some furniture is still in place: shelves, armchairs, drawers containing lingerie and medicines, books and bags (Figure 6 a, b). Movable items inherent to the fighting have their industrial and trade codes indicating their origin (mainly Russia, Italy, France and Yugoslavia), as well as their date of production: they were all quite recent, assembled between the end of the '70s and the middle of the '80s (Figure 6 c). Other objects show the first consequences of the clashes: suitcases everywhere, both empty and full, abandoned in a hurry, open wardrobes, beds that still have their sheets, newspaper

16. Kanafani-Zahar 2011, p. 165-169.

17. At the northern end of Damascus Street in Sodeco Square is situated the so-called Barakat Building, also known as the Yellow House. In 1924, this beautiful and surprising structure was originally designed for the Barakat family, featuring an avant-garde architectural transparency, and connecting the residents to the city through its unique central void and through its whimsical facade that sweeps on a 270° angle. With the outbreak of the civil war in 1975, fire and violence left the structure destroyed, abandoned and disconnected from the urban area. Eventually it became a war machine, as militias moved in and abused its architectural genius. In particular, because of the wide angle of the façade, the Barakat Building became the most famous nest of snipers in the city. From there, protected by the massive structure of the edifice, they were able to patiently disseminate death on two main streets: Avenue Elias Sarkis to the west and the Green Line (Damascus Street) to the south. The Barakat Building has been currently turned into Beit Beirut (the Museum of Memory of the City of Beirut) and it is open to the public since September 2017 (http://www.beitbeirut.org/english/).

18. Rolland 2003.

19. Picard 2002.

Figure 4: a: Location of Qleiaat, in the central region of the Mount Lebanon (Google Maps). b: A view of Beirut and its bay from Qleiaat (about 1080 m above sea level).

Figure 5: Qleiaat. Material culture inherent to the love for food and to its consequences: tableware, alcoholic spirits and laxatives.

dating back to 1988, overturned books, female cosmetics left in bathroom cabinets (Figure 7 a, b, c).

Then, walls and staircases, destroyed and partially reconstructed masonries indicate how clashes have become a lasting battle. Once abandoned, family homes have been occupied by militias who have exploited some damages of the walls as firing stations to threat the lower part of the village (Figure 8 a, b, c). Qleiaat is a mountain village: winters are long and very cold. Many books and furnishings have been burnt to warm the fighters occupying these devastated architectures full of holes. War is a boring occupation, so they made a lot of graffiti on the walls: obscene pictures, caricatures, prayers, signatures, mutual offenses, insults against the enemy and attempts of self-portrait are intertwined, drawn with pens, pencils, cigarette remains or spark plugs – an iconographic repertoire crossing both the imagination and the ordinary life of the fighters (Figures 9 and 10).

At Qleiaat, everyone remembers these events: many displaced families have returned to live in the village (but not in the same houses); Abuna Youssef Mubarak, the priest of the Maronite parish, was a child when he was injured in a leg; some owners of the destroyed family homes are still alive. The inter-Christian clashes during the last years of the civil war are a haunting presence[20], but no one speaks about the fact that a war never ends peacefully. The destroyed family homes are ancient wounds, places that have never been considered attractive by official commemorations and that are now more and more concealed, buried and removed from the public space for the benefit of a shining renewal. Qleiaat is become a more and more nice-looking mountain resort, with a lot of recent apartments and hotels.

Given the generalized absence interest in war ruins, it is clear that a problem arises for archaeography as a means of investigation and documentation of this kind of material realities. In other words, what is the meaning and purpose of an archaeographic approach to the war ruins ?

20. Hanf 1993.

a

b

c

Figure 6: a, b: Qleiaat. Furniture still *in situ.*
c: Qleiaat. Russian weapon.

a

b

c

Figure 7: Qleiaat. Material culture of a hasty abandonment.

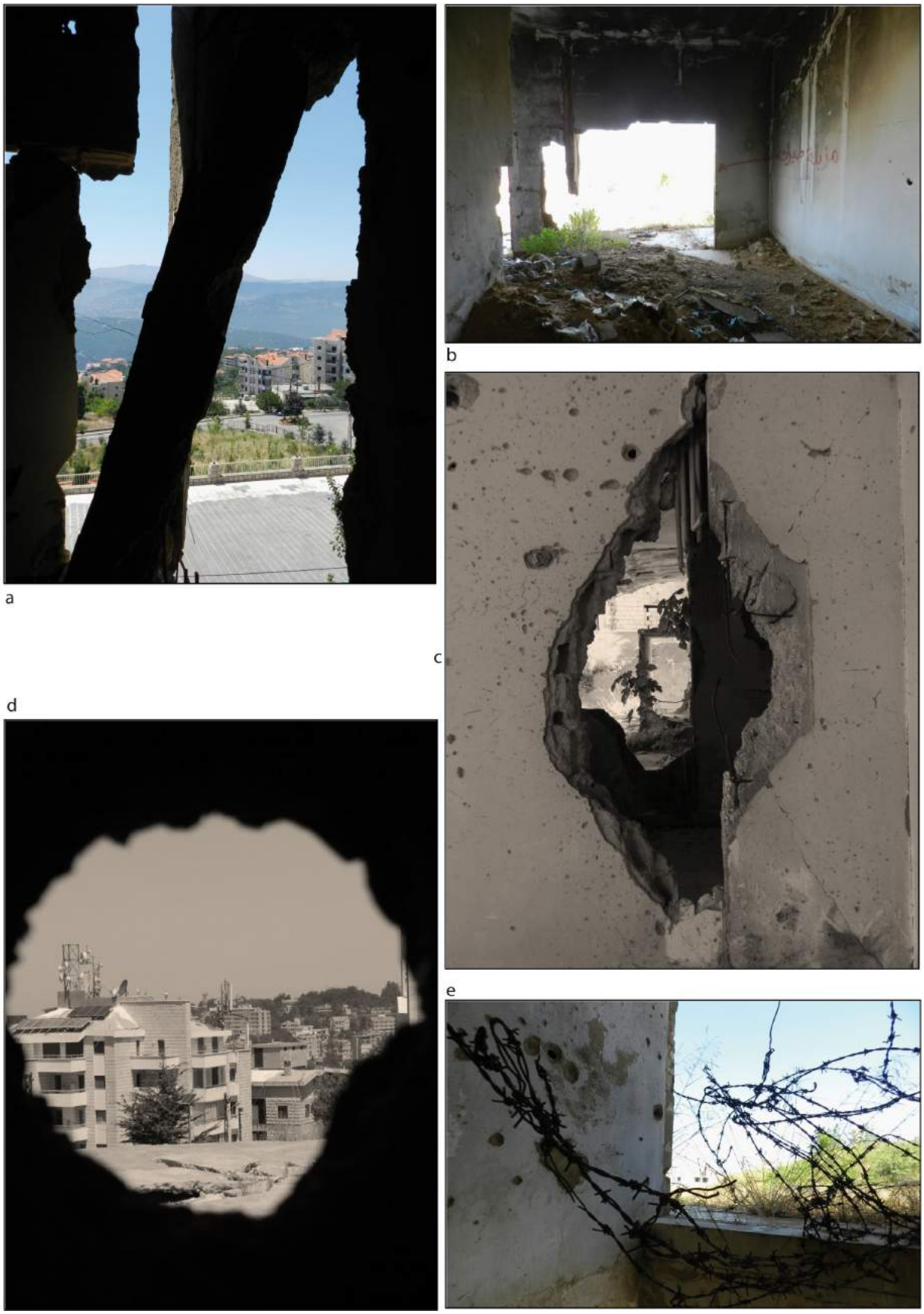


Figure 8: Qleiaat. Abandoned family homes turned into firing positions.

Figure 9: Qleiaat. Graffiti made by occupant militias in the abandoned family homes.

Figure 10: Qleiaat. Graffiti made by occupant militias in the abandoned family homes.

CONCLUSIONS: PICTURING PERSISTING AND OFTEN UNKNOWN PASTS

In *The Eighteenth Brumaire of Louis Bonaparte*, Karl Marx[21] wrote that people make their own history, not as they please, "but under circumstances directly encountered, given and transmitted from the past. The tradition of all dead generations weighs like a nightmare on the brains of the living" . Sometimes this burden becomes particularly massive and viscous because past is never past. Archaeology deals with these problems, but it is not the solution and does not produce solutions. On the one side, its aim is to re-construct histories and to produce material cultural tales. On the other side, it cannot ignore memory (and its political implications) as fundamental and basic component of the archaeological narrative. This deontological and methodological dilemma is the same both for the prehistory and for the recent past. In Lebanon (and elsewhere), the better solution to heal the wounds of a shattered social conscience probably does not lie amongst the ruins of family homes or other forgotten sites marked by war and violence. Nevertheless, archaeological approaches (as archaeological photography) to sites marginalized and not touched by the official or monumental commemorations have demonstrated, as a secondary effect of the archaeological-historical investigation, their capability to produce intimate and individual re-compositions of broken and traumatised memories. These approaches allow us to study the past (in order to know it) and to experience it (in order to acknowledge it).

Materially, the past does not exist as a sequence of events, and never did. Archaeologists never encounter time as date, flow or sequence. Ontologically the past is all around us, mingling, merging, decaying, disappearing in the present. The past exists just as material relations, intermingling remains that persist through time by qualities of durability, which varies according to things and contexts[22]. This generates *kairos* or actuality: the presence[23] of the (remains of) the past in the present, and therefore the possibility of working on the past-in-the-present, just as memory. Memory is not in itself a coherent account of the past, but a process of discrete iterative acts of recollection, involuntary habit memory, present moments prompting connections with something that remains. In this, archaeology is work performed upon remains of the past. Photography is a mode of engagement between past and present characterized by an articulating temporality of *kairos*, a conjunctive moment of past/present[24]. It associates past events and relations with present places: "this happened here" [25]. In the same time, dynamics are integral to an archaeographic record: the photograph is mobile, he changes the angle, explores different perspectives addressing questions such as "How might the past be adequately represented? How might imagery document an event authentically?" . Especially if these relations and events deal with the everyday, the quotidian, photography can deliver an enormous archive of contemporary everyday mundane life in any single shot.

In this sense, sometimes archaeography proves its own capability to provide intimate memorial closure. The question that remains is: what is the social and political price for personal closure? According to Bruno Latour[26], there are many types of gatherings which are not political in the customary sense, but which bring a public together around particular things: laboratories, marketplaces, museums. Archaeography of the ruined family homes creates a particular 'parliament of things' that brings together objects, people and discourses. These are, however, parliaments that many want closed, dismembered or dissolved. In Lebanon, after the civil war, sharing the pain also means sharing the blame. Therefore, the removal of sins and ruins is a perfect and convenient solution for the communitarist framework of the society, but awkward and dire for the individuals and their families: a way to accommodate a sectarian peace and to feed private grudges.

However, beyond the acknowledgment of the past, archaeography also investigates it. And, in this sense, sometimes, its result is an archaeological discovery. This expression could seem meaningless if associated to the understanding of some circumstances of a very recent and ordinary past as the family homes destroyed by the Lebanese civil war. Nevertheless, it sounds good to speak of discovery if it is about a war of some

21. Marx 1852, p. 5.

22. Hodder 2012.

23. Runia 2006.

24. Barthes 1980, p. 22-31, 50-51.

25. Sontag 1977.

26. Latour 2005.

thousand years ago. One could object that, for the recent past, we already have images, texts and other historical sources, therefore it is useless to investigate some fresh scars by archaeological means. It is the same objection many scholars were used to make some decades ago about medieval archaeology. Moreover, one could also consider that individual memories are sufficient to convey and spread knowledge about domestic aspects of the recent past. It is the same objection anthropologists have had to deal with when they began to question the accuracy and reliability of the answers they receive during their interviews. Indeed, it is an archaeological truism that in the recent as in the ancient past, public or domestic aspects of traumatic, trivial, or shaming events have never been publicly documented. In the same way, it is obvious that individual memories about a silenced past do not convey nor spread any knowledge: memories can be, distorted, confused or perfectly silent. It is the case of the public records and individual memories about family homes destroyed during the Lebanese civil war.

On the one hand, even if life and death along the "Green Line" of Damascus Street in Beirut is a well-documented topic (made familiar by photos, cinema, personal stories, newspaper articles, etc.), there is no longer any document nor archive about timing and circumstances of the displacement of the families who lived in the area. On the other hand, even if many inhabitants still live at Qleiaat and have very fresh memories of the clashes, the battle for this mountain village between Christian militias is a major episode of the end of the civil war which has never been recorded by any media nor official file. These are little (but significant) archaeological discoveries, that confirm an obvious realty: archaeology of recent conflicts is a conflicting subject, which can offer information that cannot be found in any other way.

Archaeography appears, therefore, as a means of knowledge and acknowledgement because it is a process of "manifestation" [27]. This manifestation can be at least as important as the construction of narratives, in the usual sense of the term, and it has the added advantage of being less dangerous for the saturation of memory. Manifesting implies re-membering things and being less an historian, who writes stories, and more an archaeologist, who works with material remains that are not always reducible to mere text. Images of the ruined family homes deeply contrast with the fierce memorial rhetoric of every political-religious Lebanese community. In themselves, they do not produce a new memorial narrative: they are just an archaeological disclosure of the banality of the war, where everyday life is lost. This simple archaeography of bullets and masonries deals with the "unsayable" and the "un-constituted" that lie outside the official discourse[28]. Because, as Sontag said, "narratives can make us understand. Photographs do something else: they haunt us" [29].

27. Shanks 2004.

28. González-Ruibal 2008, p. 255.

29. Sontag 2003, p. 89.

REFERENCES

Assmann J., 1992, *Das kulturelle Gedächtnis: Schrift, Erinnerung und politische Identität in frühen Hochkulturen*, C.H. Beck, München.

Barthes R., 1980, *La chambre claire: note sur la photographie*, Gallimard : Seuil, Paris.

Benjamin W., 1936, «L'œuvre d'art à l'époque de sa reproduction mécanisée», *Zeitschrift für Sozialforschung* 5, 1, p. 40–68.

Bergson H., 1896, *Matter and Memory*, Courier Dover Publications, google-Books-ID: G9XAeb1mx6gC.

Boissinot P., 1990, «La maison brûlée. Document et écriture archéologique», *AGONE* 1, p. 29–49.

Connerton P., 1989, *How societies remember*, Cambridge University Press, Cambridge.

Corm G., 2003, *Le Liban contemporain : Histoire et société*, Éditions La Découverte, Paris.

Domanska E., 2005, «Toward the archaeontology of the dead body», *Rethinking History* 9, 4, p. 389–413.

Fisk R., 2001, *Pity the nation: Lebanon at war*, Oxford University Press, Oxford.

Ginzburg C., 1998, «Uccidere un mandarino cinese. Le implicazioni morali della distanza», *in* Ginzburg C. (ed.), *Occhiacci di legno. Nove riflessioni sulla distanza*, Feltrinelli, Milano, p. 194–209.

González-Ruibal A., 2008, «Time to destroy: An archaeology of supermodernity», *Current Anthropology* 49, 2, p. 247–279.

Hanf T., 1993, *Coexistence in wartime Lebanon: decline of a state and rise of a nation*, Centre for Lebanese Studies in association : I.B. Tauris, London.

Hodder I., 2012, *Entangled: an archaeology of the relationships between humans and things*, Wiley-Blackwell, Malden.

Kanafani-Zahar A., 2011, *Liban: la guerre et la mémoire*, Presses universitaires de Rennes, Rennes.

Latour B., 2005, «From Realpolitik to Dingpolitik – or how to make things public», *in* Latour B. & Weibel P. (eds.), *Making things public. Atmospheres of democracy*, ZKM Center for Art and Media, MA and Karlsruhe, Cambridge, p. 515–539.

Marx K., 1852, *The Eighteenth Brumaire of Louis Bonaparte*, Die Revolution, New York.

Nora P., 1984, «Entre mémoire et histoire : La problématique des lieux», *in* Nora P. (ed.), *Les lieux de mémoire, volume 1*, La République, Gallimard, Paris, p. 15–42.

Picard E., 2002, *Lebanon, a shattered country: myths and realities of the wars in Lebanon*, Holmes and Meier, New York.

Rolland J., 2003, *Lebanon: Current Issues and Background*, Nova Science Publishers, New York.

Runia E., 2006, «Presence», *History and Theory. Studies in the Philosophy of History* 45, 1, p. 1–29.

Schofield J., 2005, *Combat archaeology: material culture and modern conflict*, Duckworth, London.

Shanks M., 2004, «Three rooms: archaeology and performance», *Journal of Social Archaeology* 4, 2, p. 147–180.

Shanks M. & Svabo C., 2013, «Archaeology and photography – a pragmatology», *in* González-Ruibal A. (ed.), *Reclaiming Archaeology: Beyond the Tropes of Modernity*, Routledge, London and New York, p. 89–102.

Sontag S., 1977, *On Photography*, Penguin, London.

Sontag S., 2003, *Regarding the Pain of Others*, Picador, New York.

L'utilisation de la destruction comme instrument politico-militaire

CAS DE LA DÉMOLITION DE LA BASSE CASBAH D'ALGER

Mohamed Abdelaziz Metallaoui[1]

Résumé : À l'époque de la Régence ottomane, la *Casbah* s'étendait jusqu'à la mer. Elle a vu son urbanisme considérablement changer après l'arrivée de l'armée française à Alger le 5 juillet 1830. Considérée alors comme un « sous-espace urbain », résiduel et instable, le génie militaire apporte des transformations à la ville en démolissant une grande partie de la basse *Casbah*, pour aménager une place d'armes (l'actuelle place des Martyrs). La médina est alors reléguée à l'arrière-plan de la cité par le front de mer et son architecture en arcade.

L'endroit choisi pour l'emplacement de la future place d'armes monumentale fut la zone située au croisement de trois rues principales de la ville (rue *Bab-el-Oued*, rue *Bab-Azoun* et rue de la Marine) qui était le plus approprié, sachant que les forces militaires françaises étaient installées dans le complexe de la *Djenina* (ex-palais du *Dey* situé à proximité).

La construction de cette place et le choix du lieu avaient plusieurs objectifs. D'abord, elle représentait un point central d'où il était possible de surveiller l'ensemble de la ville. Aussi, par sa taille, la place symbolisait la présence, la puissance et la supériorité de la France.

Il s'agira dans l'article de revenir sur les démolitions survenues dans la basse *Casbah* pour la création de la place des Martyrs (ex-place du Gouvernement ou place d'Armes) d'Alger et sur les objectifs du génie militaire.

Mots-clefs : Alger, démolition, militaire, patrimoine, place d'armes.

Abstract : The use of destruction as a politico-military instrument

During the time of the Ottoman regency,the *Casbah* reached the sea. Its urbanism changed considerably after the arrival of the French army in Algiers on July 5, 1830. Considered then as an urban subspace, residual and unstable, the military genius brings transformations to the city by demolishing a large part of the Lower *Casbah*, to arrange a place of arms (the current Martyrs' place). Then, the medina has been relegated to the background of the city by the seafront and its arched architecture. The chosen location of the future monumental place of arms is the area situated at the intersection of three main streets (*Bab-el-Oued* Street, *Bab-Azoun* Street and Marine Street) which is the most appropriate, knowing that the French military forces were placed in the *Djenina*, the palace of *Dey*, located on this level.

The construction of this place and the choice of the location had several objectives. First, it represented a central point from which it was possible to monitor the whole city. Also, by its size, the place would symbolize the presence, the power and the superiority of France.

Keywords : Algiers, demolition, military, heritage, Martyrs' Square.

1. Docteur en architecture et patrimoine, membre associé au laboratoire Identités, Cultures et Territoires (ICT), Université Paris 7 Diderot

ملخص / پووخته / خلاصه

استخدام التدمير كأداة سياسية - عسكرية: حالة هدم القصبة السفلى بالجزائر العاصمة

امتدت القصبة إلى البحر في عهد الوصاية العثمانية. وشهدت بنيتها الحضرية تغييراً كبيراً بعد وصول الجيش الفرنسي إلى الجزائر العاصمة في ٥ كانون الثاني ١٨٣٠. وكان يُعتبر حينئذٍ "فضاءً حضرياً"، باقٍ وغير مستقر، حيث أحدثت الهندسة العسكرية تحولات في المدينة عن طريق هدم جزء كبير من القصبة السفلى، وذلك لتطوير مكان للأسلحة (ساحة الشهداء حالياً). وبالتالي توضعت المدينة بعمارتها المقوسة في الجزء الخلفي للمدينة الحديثة في مواجهة البحر. كان الموقع الذي تم اختياره لموقع ساحة الأسلحة الضخمة في المستقبل هو المنطقة التي تقع عند تقاطع ثلاثة شوارع رئيسية في المدينة (شارع باب الواد، وشارع باب العزون وشارع البحرية) الذي كان الأنسب، مع العلم أن القوات العسكرية الفرنسية قد استقرت في مجمع الجنينة (قصر الداي السابق القريب). وكان لبناء هذا الساحة واختيار المكان عدة أهداف. أولاً، كانت تمثل نقطة مركزية يمكن من خلالها مراقبة المدينة بأكملها. أيضاً، ترمز الساحة من حيث حجمها إلى وجود فرنسا وقوتها وتفوقها. تهدف المقالة إلى العودة إلى عمليات الهدم التي حدثت في القصبة السفلى لإنشاء ساحة الشهداء (ساحة الحكومة السابقة أو ساحة الاسلحة) في الجزائر وحول أهداف الهندسة العسكرية.

الكلمات المفتاحية: الجزائر، الهدم، الجيش، التراث، ساحة الأسلحة.

بەکارهێنانی وێرانکاری وەک ئامرازێکی سیاسی-سەربازی: باری رماندنی بەشی خوارەوەی کاسبای (قەلآی) پایتەختی جزائیر

لە سەردەمی ریجینسی عوسمان، ئەم قەلایە گەیشتۆتە سەر دەریا، وە گۆرانکاریەکی گەورەی بە خۆوە بینوە دوای گەیشتنی فەرەنسیەکان بۆ جەزائیری پایتەخت لە 5 ی یۆلیۆی 1830. وە ئەو کات ((بە بۆشای شارستانی لقی)) دادەنرا،مایەوە و ناجێگیر، لێهاتووی سەربازی گۆرانکاری گەورەی بۆ شارەکە لە رێگای وێرانکاری بەشێکی گەورەی قەلآی خوارو گەیاند، بۆ پێشخستنی جێگای چەك (شوێنی ئێستای شەهیدەکان). ئەم شارە بوو بە شارێکی رووبکی لە سەر دەریا بە بینایەی کەوانەیی. ئەو شوێنەی کەوا دەستنیشانکرا بۆ گۆرەپانی جەنگی گەورە لە داهاتوود ئەو ناو چەیەیە کەوا دەکەوێتە یەکتر بری سێ رێگای سەرکی شارەکە (جادەی یاب الود و جادەی باب العزون و جادەی مارین) کەوا زۆر گونجاو بوون، بۆ زانیاریش هێزکانی سەربازی فەرەنسا لە جنینە چێگیر کران (کۆشکی دای پێشو دەکەوێتە شوێنێکی نزیك). دروستکردنی ئەم بینایەو دەستنیشانکردنی چەند ئامانجێکی لە پشتەوەبوو. یەکەمیان، بە خالێکی ناوەندی دادەنرا کە لە رێگەیەوە دتوانرا چاودێری شاری پێبکرێت بەتەواوەتی، وە لە رووی قەبارەوە ئەو چوارگۆشەیە هێمابوو بۆ هەبوونی فەرەنسا و هێز و سەرکەوتنەکان. لە توێژینەوەی گەرانەوەمان بۆ کردارەکانی خاپورکردن کەوا بەشی خوارەوەی قەلایەکەی رووخاندبوو بۆ دروووست کردنی شوێنی شەهیدەکان (حکومەتی پێشوو یا شوێنی پێچاوپێ) لە جەزائیر و ئەنجامەکانی ئەندازیاری سەربازی.

ووشەی تێپەر: جەزائی، خاپور کردن، سەربازی، کلتوری، شوێنی سەربازی.

استفاده از تخریب منحیث ابزار سیاسی – نظامی: تخریب قصبه سفلی الجزیره

قصبه در دوران سلطنت عثمانی الی بحر وسعت داشت. برنامه ریزی شهری آن بعد از ورود نظامیان فرانسوی در پنجم ژوئیه/جولای 1980 میلادی بشکل چشمگیری تغییر نمود. قصبه مانند یک «مکان فرعی شهری»، عقب مانده و بدون ثبات تلقی می گردید، که مهندسان نظامی قسمت بزرگی از قصبه سفلی را بخاطر ساخت یک مکان نظامی تخریب نموده تا توانستند (ساحه کنونی شهداء) را بسازند. مناسب ترین محل برای نصب احتمالی سلاح های ثقیله، تقاطع سه جاده عمومی (جاده باب وادی/باب الواد به عربی، جاده باب عزون و جاده دی لا مارین به فرانسوی/یا نیرودریایی به پارسی) انتخاب شده بود. قابل ذکر است، که قوای نظامی فرانسه در محوطه جنینه (نزدیک قصر اسبق دای) مستقر گردیده بودند. ساخت و انتخاب این محل چند هدف داشت: اولاً چون این ساحه یک نقطه مرکزی است، که میتوان از آن تمام شهر را آن نظارت کرد و دوم بخاطر وسعت‌اش، که نشان دهنده حضور، قدرت و برتری فرانسه بود. در ادامه این مقاله دوباره در مورد تخریب قصبه سفلی برای اهداف مهندسی نظامی، ایجاد ساحه شهداء الجزیره (ساحه اسبق دولت یا ساحه جنگ افزارها) بحث می‌نمایم.

واژه‌های کلیدی: الجزیره، تخریب، نظامی، میراث فرهنگی، ساحه جنگ‌افزارها.

1. LES VESTIGES DE LA PLACE DES MARTYRES, UN VOYAGE DANS L'HISTOIRE D'ALGER

Les travaux d'extension de la ligne numéro1 du métro d'Alger vers le nord de la ville, sur un tracé passant par le quartier historique de la*Casbah* et plus précisément sous la place des Martyrs (ex-place du Gouvernement) ont permis la découverte de plusieurs vestiges. C'est dans ce cadre qu'un partenariat entre le ministère la Culture algérien et l'Institut National de Recherches Archéologiques Préventives (INRAP) sous la direction de l'UNESCO et avec le soutien du ministère du Transport algérien et l'entreprise publique du métro d'Alger a été mis en place en 2008[2].

Le but était de faire un diagnostic préalable afin de connaître le potentiel archéologique à l'emplacement des travaux et de préciser son étendue pour mieux adapter les aménagements futurs du métro.

Des sondages suivis par des fouilles ont fourni des résultats pertinents. Ils ont été considérés comme les découvertes archéologiques les plus importantes de l'histoire du pays, le site représente une stratification de l'histoire de la ville depuis sa fondation jusqu'à l'époque coloniale (Figure 1), puisque les fouilles ont permis d'exhumer :

1. Des vestiges remontant à l'époque romaine datant du 1er siècle avant notre ère quand la ville s'appelait Icosium.

2. Les archéologues ont pu également trouver les restes d'un édifice pavé de mosaïques qui remonterait à l'époque byzantine, plus précisément au Vème siècle et

Fig. 1: Les vestiges retrouvés sous la place des Martyrs à Alger [Photo prise par l'auteur en 2017].

2. Siti & Souq_ 2010.

Fig. 2: Photo panoramique sur la place des Martyrs d'Alger, au centre on aperçoit *Dar Aziza* (ancien évêché) et à droite les vestiges de la place découverts durant les travaux du métro, 2018 [Photo prise par l'auteur].

Fig. 3: Photo panoramique sur la place des Martyrs d'Alger, à gauche on aperçoit la mosquée *El Gadid* (de la pêcherie) et à droite le kiosque à musique, héritage de la colonisation française restauré. Derrière on aperçoit le bazar du commerce qui fut l'œuvre de l'architecte Gustave Bournichon, architecte du service des bâtiments communaux et de la voirie, 2018 [Photo prise par l'auteur].

une vaste nécropole avec plusieurs tombes du VII^{ème} siècle.

3. L'époque médiévale est documentée par plus de 6000 fragments.
4. Quant à l'époque ottomane, il s'agit, entre autres, des restes démolis de la salle de prière, la cour intérieure et la base du minaret de *Djama Al-Sayyida* en plus du sol carrelé de *Beyt el Mal* (Siège de l'administration financière à l'époque ottomane), ainsi que des ateliers de ferronnerie. . . etc.
5. Enfin la période coloniale est représentée par les restes des fondations de l'hôtel de la Régence.

Depuis début 2018, la place des Martyrs est de nouveau accessible[3] aux Algérois. Une place bordée par des monuments avec un large contraste architectural et dotée d'une station de métro musée qui retrace la très grande richesse historique et patrimoniale de la ville d'Alger (Figures 2 and 3).

Cette place, centre névralgique des quartiers historiques d'Alger, est désormais avec son nouveau visage un endroit incontournable pour les visiteurs de la capitale algérienne.

3. La place des Martyres et la station du métro du même nom ont été inaugurées par le président de la République algérienne Abdelaziz Bouteflika le 9 avril 2018.

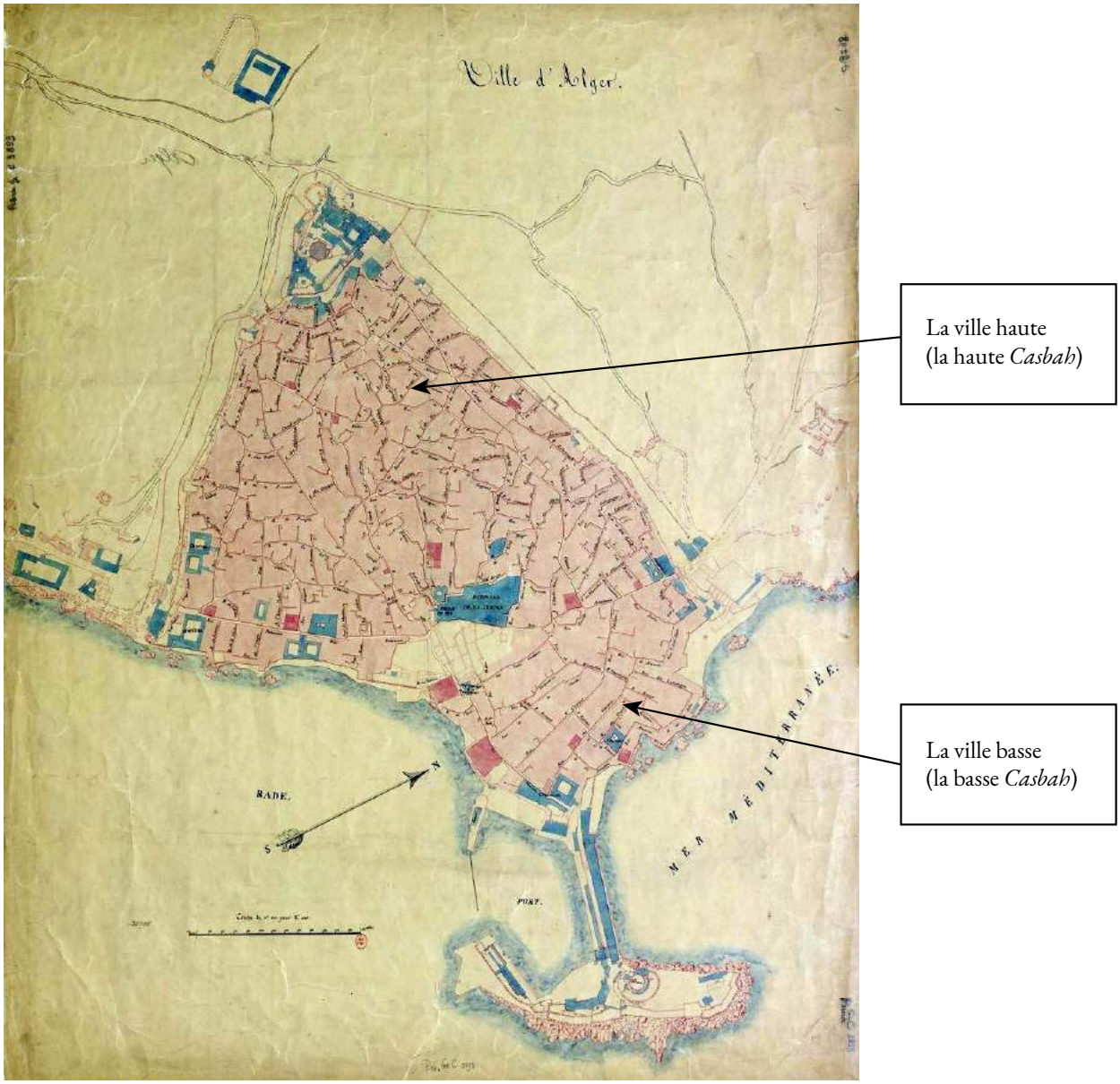


Fig. 4: Plan de la ville d'Alger en 1830 [Bibliothèque nationale de France, département Cartes et plans, GEC-3893 (RES)].

2. LE CENTRE D'ALGER DURANT LA PÉRIODE DE LA RÉGENCE OTTOMANE

Le centre d'Alger durant la période ottomane a fait l'objet de plusieurs études à partir du début du XX[ème] siècle, accompagnées par des essais de restitution du plan du centre de la ville, à commencer par le travail de Paul Eudel[4] suivi par celui d'Henri Klein[5], Marcel Emerit[6], André Raymond[7], Tal Shuval[8] et plus récemment de Sakina Missoum[9]. Il faut dire que la ville d'Alger durant l'époque de la Régence ottomane se présentait comme une sorte de labyrinthe avec des ruelles étroites où les places publiques étaient inexistantes[10]. L'urbanisme de la ville était alors composé de deux parties (Figure 4) :

- Une ville basse (la basse *Casbah*) avec un relief géographique relativement plat, des rues régulières et ouvertes où se concentrait la vie économique, politique, religieuse et militaire. Elle était également le lieu où se trouvaient la plupart des résidences des élites et des hauts dignitaires.
- Une ville haute (la haute *Casbah*) circonscrite sur un terrain en pente avec un système de rue très irrégulier en impasses. Cette partie de la ville était destinée à la résidence de la population la plus pauvre et aux commerces de proximité.

Ces deux parties, composant la ville d'*El-Djazaïr,* très contrastées comme on a pu le voir, étaient séparées par une zone centrale, lieu de convergence des trois rues principales de la ville qui se trouvait à proximité du complexe de la *Djenina*[11]. Une zone qui regroupait également *Dar Al-Sika* (l'hôtel de la monnaie, l'endroit où était frappée la monnaie), *Bayt Al-Mal* (l'institution des finances publiques), *le Batastan* (marché aux esclaves), *la Tarsana* (arsenal et chantier de construction et d'entretien des navires de la flotte) et plusieurs mosquées, dont la mosquée *Al-Sayyida* et la mosquée *Al-Gadid*, etc.

André Raymond commente cette organisation de la ville comme suit : « *De ce point de vue, Alger ne différait pas des autres grandes villes arabes du domaine méditerranéen (Fès, Tunis, Le Caire, Damas, Alep), où la concentration des activités dans le centre était également très marquée. Mais, à Alger, cette concentration avait un caractère réellement exemplaire, car dans son cas tous les organes essentiels de la ville, et de l'État dont elle était la capitale, étaient réunis là, qu'il s'agisse de la vie politique, de l'administration, de l'armée, de la vie religieuse et culturelle, des activités économiques dominantes.*[12] ».

Une partie de la basse *Casbah* fut transformée par l'armée française en une place d'armes[13], dès le début de la colonisation. Un exemple qui sera repris ailleurs puisque l'aménagement des places d'armes sur le tissu urbain ancien après la démolition des constructions ottomanes a été reproduit dans d'autres villes algériennes comme à Bône (actuelle Annaba) et à Constantine bien que la colonisation du pays ne soit pas encore décidée à cette époque-là.

Pour la ville d'Alger, la fièvre de la démolition a commencé dès le lendemain de la prise de la ville,par l'installation le 6 juillet 1830 de la commission de grande voirie. Sa tâche principale était de désigner les habitations à démolir pour l'élargissement des rues : « Les démolitions, effectuées en 1830 et 1831, comprirent 90 maisons, magasins ou boutiques »[14], quant à l'aménagement de la place Royale le nombre d'habitations démolies était estimé à 355 immeubles en 1832[15].

4. Eudel 1902.

5. Klein 2003.

6. Emerit 1952.

7. Raymond 1981.

8. Shuval 2002.

9. Missoum 2003

10. Shaw 1830, p. 293.

11. Le palais de la *Djenina* (*Djenina* signifie petit jardin en arabe) fut également appelé *Dar Al-Sultan Al-Qadima* ou *Dar Al-Imara*, elle fut la résidence des *Deys* d'Alger du XVI[ème] siècle jusqu'en octobre 1817 date de l'installation du *Dey* Ali Khodja à la citadelle d'Alger. Le complexe de la *Djenina* fut ravagé en partie par un incendie dans la nuit du 26 au 27 juin 1844 et complètement démolie en 1856.

12. Raymond 1981, p. 74.

13. La place d'armes dans une ville est définie par Antoine Furetière dans son dictionnaire de 1690 comme étant une grande place où se situe le rendez-vous de la garnison, lors des revues, ou en cas d'alarme, pour y recevoir les ordres d'un commandant (Furetière 1690, p. 1599).

14. Ministère de la guerre 1838, p. 271.

15. *Ibid.*

Fig. 5: L'emplacement de la future place d'armes (cercle en vert) avec la désignation des trois importantes rues : la rue *Bâb El Oued* en blanc, de la marine en mauve et la rue *Bâb Azoune* en rouge, le palais du *Dey* et les bâtimens de *Djenina* sont en bleu [Plan de la ville d'Alger en 1830, Bibliothèque nationale de France, département Cartes et plans, GEC-3893 (RES), traité par l'auteur].

3. HISTOIRE DE L'AMÉNAGEMENT DE LA PLACE D'ARMES D'ALGER

Dès les premières années de l'occupation d'Alger en 1830, les militaires décidèrent de créer une place d'armes monumentale. L'endroit choisi fut la zone située au croisement de trois rues principales (rue *Bab-el-Oued*, rue *Bab-Azoun*et rue de la Marine) sachant que les forces militaires françaises[16] étaient placées dans l'ancien palais du *Dey* et les Bâtimens[17] de la *Djenina*, situé à proximité (Figure 5).

Il est à signaler que devant le palais, il existait déjà un petit carrefour nommé « place du jet d'eau »[18]. C'est à partir de ce petit dégagement que l'aménagement de la place commença par le génie militaire quelques semaines après la conquête, comme le fait remarquer Pellissier de Reynaud :

« *Avant notre arrivée à Alger, il n'existait pas dans cette ville de place, de forum proprement dit. Les marchés se tenaient sous des portiques ce qui certainement était beaucoup plus commode, vu la chaleur du climat. Cependant, comme nos habitudes exigent une place, et qu'ensuite on désirait avoir un lieu de ralliement pour la garnison, on commença, sous l'administration de M. de Bourmont, à agrandir, par la démolition des maisons voisines, le petit espace quadrangulaire qui se trouvait au centre de la ville, en face de l'entrée principale du vieux palais de la Djenina. Ce fut l'origine de la place du Gouvernement.* »[19]

Si l'arrêté de création de la place retrouvé aux Archives Nationales d'Outre-Mer à Aix-en-Provence fut signé le 25 no-

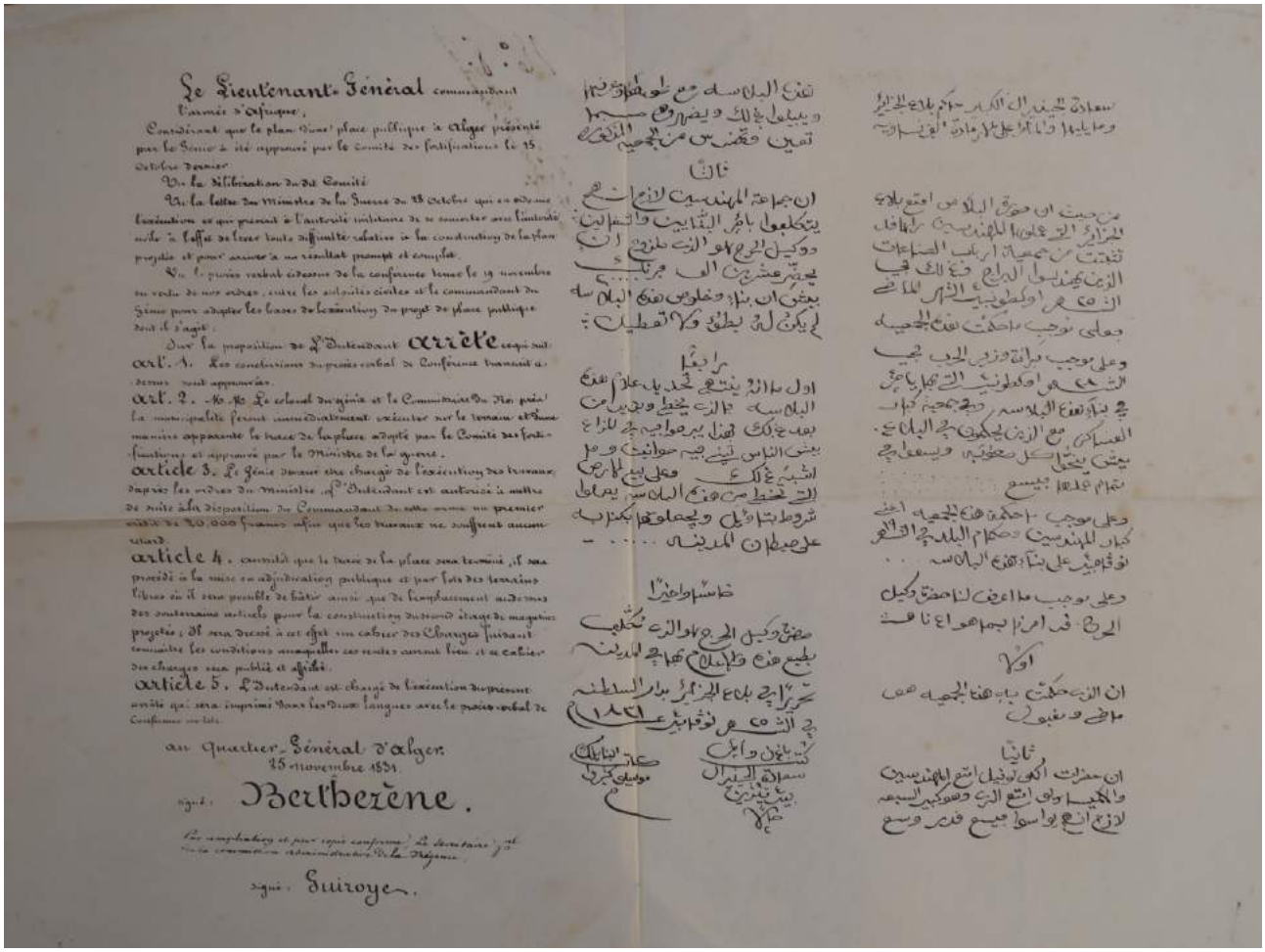
16. La manutention et le magasin de campement furent installés à la *Djenina* par les Français dès le début de la conquête.

17. Le mot bâtiments est l'orthographe ancienne (avant 1835) du mot bâtiments, pluriel de bâtiment.

18. Paul Eudel propose un premier essai pour restitution de la basse *Casbah* d'Alger ((Eudel 1902, p. 76-77)) Ce travail très détaillé laisse penser qu'il a été réalisé à partir de plans et des écrits du génie militaire aujourd'hui disparus.

19. Pellissier de Reynaud 1854, p. 185.

20. Pierre Berthezène est un général français né le 24 mars 1775 et mort le 9 octobre 1847, il fut Commandant en chef en Algérie du 21 février



Le Lieutenant-Général commandant l'armée d'Afrique ;

Considérant que le plan d'une place publique à Alger présenté par le Génie a été approuvé par le comité des fortifications le 25 Octobre dernier

Vu la délibération du dit Comité

Vu la lettre du Ministre de la Guerre du 28 Octobre qui en adresse l'ampliation et qui prescrit à l'autorité militaire de se concerter avec l'intendance civile à l'effet de lever toute difficulté relative à la construction de la place projetée et pour arriver à un résultat prompt et complet.

Vu le procès verbal rédigé en conférence tenue le 19 novembre en vertu de nos ordres, entre les autorités civiles et le commandant du Génie pour adopter les bases de l'exécution du projet de place publique dont il s'agit.

Sur la proposition de l'Intendant arrête ce qui suit

art. 1. Les conclusions du procès verbal de conférence transmis ci-dessus sont approuvées.

art. 2. Mr Mr le colonel du génie et le Commissaire du Roi près la municipalité feront immédiatement exécuter sur le terrain et d'une manière apparente le tracé de la place adopté par le Comité des fortifications et approuvé par le Ministre de la guerre.

article 3. Le génie devant être chargé de l'exécution des travaux d'après les ordres du Ministre, l'Intendant est autorisé à mettre de suite à la disposition du Commandant de cette arme un premier crédit de 20.000 francs afin que les travaux ne souffrent aucun retard.

article 4. aussitôt que le tracé de la place sera terminé, il sera procédé à la mise en adjudication publique et par lots des terrains libres où il sera possible de bâtir ainsi que de l'emplacement aux dessus des souterrains actuels pour la construction du grand étage de magasins projetés ; Il sera dressé à cet effet un cahier des Charges fixant et soumettre les conditions auxquelles ces ventes devront être et un cahier des charges sera publié et affiché.

article 5. L'Intendant est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera imprimé dans les deux langues avec le procès verbal de Conférence ci-dessus.

au Quartier Général d'Alger
25 novembre 1831

signé Berthezène.

Pour ampliation et par ordre conforme / Le directeur / Le commissaire ordonnateur / De la Hogue

signé Duroyer.

Fig. 6: Arrêté de création de la place d'armes d'Alger signé le 25 novembre 1831 par le Commandant en chef en Algérie Pierre Berthezène, dans les deux langues française et arabe [Archives nationales d'Outre-Mer, Aix-en-Provence, France, fond du Gouvernement général de l'Algérie, travaux publics, 1N3].

vembre 1831 par Pierre Berthezène[20] (Figure 6), l'histoire de l'aménagement de la place remonte aux premières démolitions de maisons et de boutiques entreprises par le lieutenant-colonel François Auguste Lemercier sous l'administration de Louis Auguste Victor de Ghaisne de Bourmont[21]et au plan de la place Louis Philipe dressé le 31 octobre 1830 par le capitaine Gallice sous l'administration du général Bertrand Clauzel[22], soit moins de quatre mois après la conquête.

Un rapport résumant cette première phase de l'histoire de la place fut établi par François Auguste Lemercier, Commandant du génie, dans lequel, il explique que pour faciliter l'accès au palais de la *Djenina* devenue siège des troupes françaises, des démolitions ont étaient opérées. Il écrit le 22 août 1831 dans son rapport : « On démolit beaucoup de mauvaises boutiques, plusieurs maisons, et l'on obtint promptement une place très utile pour les troupes, les stations de voitures, l'établissement des marchés. . . »[23].

Ces premiers travaux de démolition qui respectèrent les mosquées furent arrêtés par la suite. Mais, le capitaine Gallice proposa un premier plan d'aménagement d'une place royale dont le nom était place Louis Philipe quelques semaines après, ce projet qui prévoyait la démolition de la mosquée *Al-Sayyida*

1831 au 6 décembre 1831.

21. Louis Auguste Victor de Ghaisne de Bourmont est un général de l'armée française né le 2 septembre 1773 et mort le 27 octobre 1846. Il fut le général en chef du corps expéditionnaire contre la régence d'Alger du 5 juillet 1830 au 12 août 1830.

22. Bertrand Clauzel est un général français né le 12 septembre 1772 et mort le 21 avril 1842, il fut Commandant en chef en Algérie du 12 août 1830 au 21 février 1831.

23. Rapport mentionné dans Klein 2003, p. 59-60.

fut abordé que vaguement par Lemercier dans son rapport. La succession fut par la suite assurée par la municipalité et l'architecte du gouvernement François Luvini (un civil), qui dessina le second plan de la place le 1er février 1831. Il proposa une place de forme rectangulaire bordée par le palais du gouvernement au sud, un théâtre au nord, des immeubles de rapport à arcades à l'ouest et prévoyait la démolition des deux mosquées de cette partie de la ville à savoir la mosquée *Al-Sayyida* et la mosquée *Al Gadid* (la pêcherie). Le plan fut approuvé par Bertrand Clauzel avant son départ en février 1831 et validé par son successeur Pierre Berthezène en mars 1831.

Les travaux de démolition de la mosquée *Al-Sayyida* commencèrent le 1er avril de la même année. André Raymond commente la destruction de la basse *casbah* dans son article comme suit : « . . . *La destruction fut si rapide, et si complète, que les premiers relevés cartographiques d'Alger vinrent trop tard pour que fût enregistré l'état de la ville avant 1830 sur la carte de Pelet le centre d'Alger n'est plus qu'un vaste blanc. Lorsque des chercheurs français commencèrent à s'intéresser à l'histoire précoloniale d'Alger, le caractère désastreux de cette opération apparut avec évidence. Mais ce n'est qu'une cinquantaine d'années plus tard que l'on commença à se préoccuper de reconstituer, au moins par la pensée, l'espace central qui avait été anéanti, et dont la disparition était aussi catastrophique pour Alger que l'aurait été au Caire la démolition des quartiers situés entre le Hân al-Halilï, la région du Gûriyya et al-Azhar, ou à Alep celle de la Madina* »[24].

Mais, Lemercier se sentant mis à l'écart d'un projet qu'il a entamé intervient auprès du commandant en chef de l'Algérie pour l'arrêt des travaux qu'il juge nuisibles pour la sécurité et la défense de la ville. Le génie militaire obtient gain de cause par la suspension des travaux de François Luvini. Par la suite, le ministre de la guerre informé de la situation interrompt des correspondances avec Alger et charge Lemercier de préparer un nouveau projet mieux adapté à la protection de la ville. Un projet qui fut également conditionné par une demande du comman-

Fig. 7: Philippe Benoist, Place Royale d'Alger, à droite la mosquée de la pêcherie, à gauche la *Djenina* avec sa façade transformée par l'installation d'une horloge, au milieu s'élève l'hôtel de la régence construit en 1837 à la place de la mosquée *Al-Sayyida* [le site http ://www. gros-delettrez. com].

24. Raymond 1981, p. 76.

25. C'est grâce à cette condition que la mosquée *Al Gadid*, dite mosquée de la Pêcherie, fut conservée et sauvée de la démolition.

dant en chef Pierre Berthezène de ne plus démolir de mosquée[25]. C'est dans ce cadre que le troisième projet dit « projet du lieutenant du génie Davout » fut élaboré le 16 juin 1831 avec un devis estimatif des travaux de 280 000francs, un plan qui proposait la conservation de la mosquée de la Pêcherie.

Les problèmes de financement et les incertitudes urbanistiques reportèrent les travaux durant plusieurs années. Ce n'est qu'en 1840 que la forme finale de la place fut arrêtée. Les travaux furent achevés des années plus tard, la lithographie de Philippe Benoist (Figure 7) le démontre très bien. Il est encore visible sur la peinture que les travaux des voutes qui constituent le socle de la place n'étaient toujours pas terminés. À ce moment, la place fut structurée par cinq côtés. Elle s'étendait sur une surface de près d'un hectare et était délimitée par des bâtiments dont le style rappelle celui de la métropole. Si les édifices projetés autour de la place étaient initialement publics (hôtel de ville, palais du Gouvernement, théâtre, etc.), c'est la fonction commerciale qui s'est affirmée avec la construction des hôtels, bazars et galeries marchandes en plus de l'ouverture des cafés de Bordeaux, d'Appolon et de la Comète. Une sorte de renouvellement du centre marchant de la ville ottomane comme l'explique « *L'emprunt aux typologies métropolitaines contemporaines des formes urbaines et architecturales du nouveau 'forum de la Colonie' renouvelle ainsi de manière paradoxale le centre marchand, les souks et les bazars de la ville ottomane*[26]. » La première place publique d'Alger était même agrémentée d'arbres de différentes essences : « Plus tard, des arbres sont plantés sur les côtés nord, sud et ouest de la place (des orangers en 1841, des bellombras en 1844, des platanes en 1853, des ficus et des palmiers les années suivantes)[27] ». La place verra également l'introduction de la sculpture figurative en Algérie à travers l'inauguration de la statue équestre du duc d'Orléans[28] le 28 octobre 1845.

Djama Al-Sayyida

Parmi les premiers bâtiments démolis pour l'aménagement de la place d'armes d'Alger, il faut citer le cas de *Djama Al-Sayyida* (mosquée de la Dame), appellation rappelant qu'il s'agit de l'œuvre d'une dévote musulmane. Si la date de sa création remonte probablement au XVI[ème] siècle, le monument fut considéré comme le plus élégant des édifices religieux de la ville d'Alger durant la période ottomane. Sa démolition pour la création d'une place d'armes provoqua une vive réaction chez la population musulmane (Figure 8). Auguste Lodyer ancien membre de la société historique algérienne rapporte sur ce sujet ce qui suit :

« *Cette mosquée a été le premier monument abattu, avec la pioche et le marteau, par la main des Français à Alger. Sa démolition, ainsi que celle des maisons qui l'entouraient, fut jugée nécessaire, non seulement pour dégager les abords de l'ancien palais que l'on avait converti en manutention militaire et en magasins du campement, mais aussi pour avoir un espace libre dans l'intérieur de la ville et un point de ralliement pour la défense en cas de soulèvement de la part de la population indigène* »[29].

La démolition rapide de la mosquée après la conquête n'a pas laissé de temps pour faire son relevé architectural. Les seules sources dont on dispose aujourd'hui sont iconographiques, ils représentent, tous, la façade sud-est de la mosquée. La seule représentation de la mosquée dans son état entier est la lithographie d'Alexandre Genêt (Figure 9). Samia Chergui se basant sur un rapport des circonstances de la démolition de la mosquée élaborée par Auguste Lodyer et Albert Devoulx a fait un essai de restitution architectural de la mosquée dans son livre *les mosquées d'Alger*. Elle explique que la mosquée avait un plan carré couvert par une coupole centrale à base octogonale décorée par des versets de coran de grands caractères en couleur doré, le tout soutenu par une vingtaine de colonnes de marbre blanc[30]. À droite et à gauche se trouvaient des tribunes ornées de balustrades en bois finement sculptées et richement décorées. Elles étaient réservées pour le *Dey* et sa cour. Le minaret démoli en 1832 était de forme carrée typique de l'architecture maghrébine, il se dressait à l'angle de la mosquée. Ses quatre façades étaient décorées par « un réseau losangé établi sur trois arcatures lobées »[31] couronnées par des carreaux de céramiques polychromes colorés.

26. Piaton *et al.* 2016, p. 77.

27. Oulebsir 2004, p. 124.

28. La statue équestre du duc d'Orléans est l'œuvre du sculpteur Charles Marochetti, elle a été fondue avec le bonze des canons de la régence d'Alger par Soyer à Paris.

29. Devoulx 1870, p. 156.

30. Seuls vestiges de la démolition de la mosquée *Al-Sayyida*, les colonnes en marbres blancs ornent aujourd'hui le portique rajouté à la grande mosquée d'Alger en 1837. Il s'agit d'une idée de l'intendant civil Stanislas Bresson pour essayer de faire oublier aux musulmans les saccages des monuments religieux au lendemain de la prise d'Alger (Chergui 2011, p. 57).

31. *Ibid.*

Fig. 8: Aubert Lessore et William Wyld, iconographie de*Djama Al-Sayyida* à Alger durant sa démolition vers 1831 [tiré de Chergui 2011, p. 55].

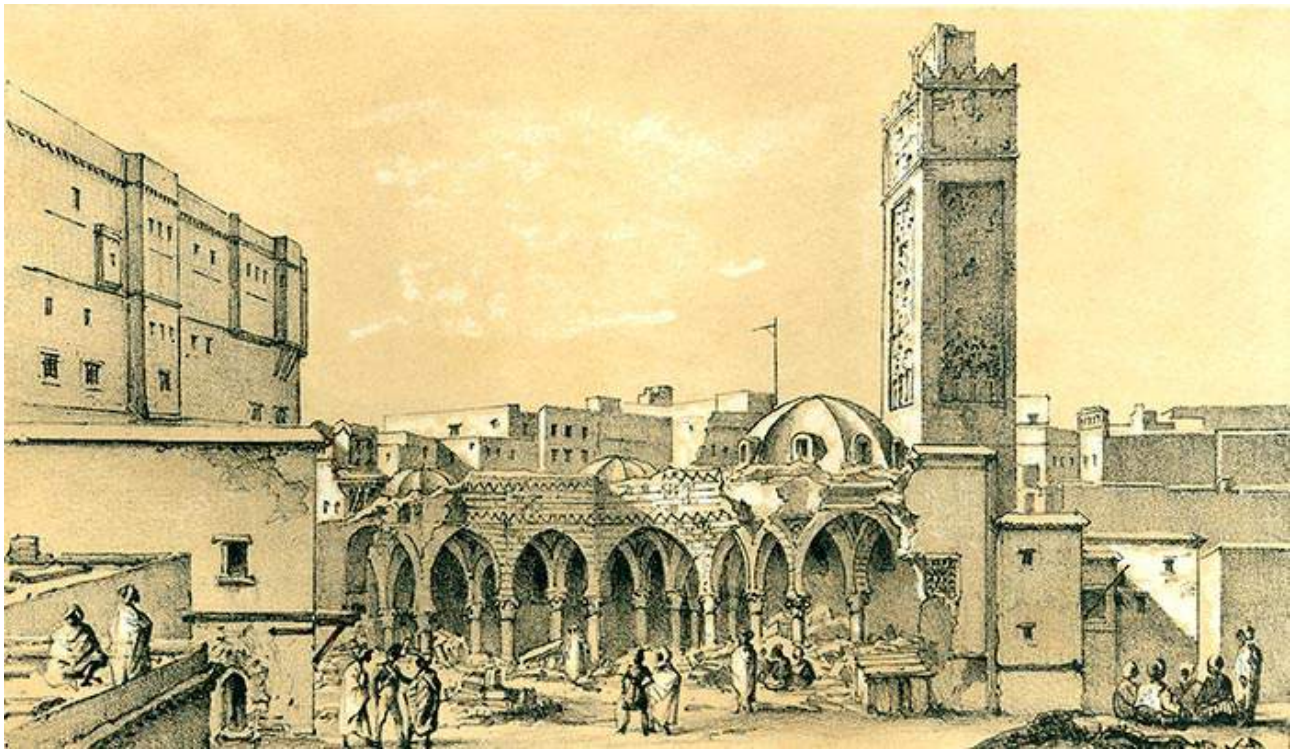


Fig. 9: Alexandre Genêt, la place d'Alger avec la mosquée *Al-Sayyida*encore debout en 1830 [Service historique de la défense, Gb 33].

4. LES OBJECTIFS POLITICO-MILITAIRES DE L'AMÉNAGEMENT D'UNE PLACE D'ARMES À ALGER

Comme on l'a vu en amont, dès 1830 et pour des besoins militaires, l'aménagement d'une place d'armes ainsi que des percés sont effectuées dans la basse *Casbah* ou des élargissements des rues *Bab-Azoun*, *Bab-el-Oued* et de la Marine sont opérés pour éviter les enfilades. Dans l'intérêt de la défense, ses travaux avaient plusieurs objectifs politico-militaires. Nous en mentionnons une série de sept :

1. Par son emplacement qui constitue une zone centrale de convergence des trois principales rues d'Alger, la place est reliée aux deux principales portes de la ville (porte de *Bab el Oued* et Porte de *Bab Azoun)* et à son port (porte de la Marine). Cela permettait une meilleure répartition des soldats et des canons.
2. La place représentait un point central, d'où il était possible de surveiller l'ensemble de la ville et de son port.
3. Par sa grande taille, la place symbolisait la présence, la puissance et la supériorité de la civilisation du conquérant.
4. Avoir un espace dans lequel les troupes pouvaient se rassembler et manœuvrer en cas de soulèvement de la population locale. D'autant plus que l'armée française a pris le palais de la *Djenina* comme quartier général qui est juste à côté de place.
5. Avoir un lieu de commémoration et de célébration de cérémonies officielles en plein centre d'Alger (la mise en place de la statue équestre du duc d'Orléans en 1845 en mémoire du fils aîné du Roi de France Louis-Philippe mort lors d'un accident de calèche à Neuilly-Sur-Seine, la célébration de la Fête Dieu en 1849, etc.) (Figure 10)
6. Un des objectifs politiques était la célébration de la nouvelle dynastie royale, démontré par le tout premier nom de la place « place Louis-Philippe ».
7. Donner un air de ville de la métropole à la ville indigène à travers l'aménagement de la place et le choix du style architectural néo-classique pour les monuments la bordant.

La nouvelle place créée a radicalement changé l'identité spatiale arabo-berbère de la basse *Casbah* de la ville d'*El-Djazaïr*

Fig. 10: Tableau représentant la place du Gouvernement décorée pour la Fête Dieu de 1849 [Archives de l'archevêché d'Alger].

qui fut transformée au fil du temps en une ville avec une architecture et des aménagements inspirés de ceux de la métropole. Chose qui a engendré la perte de repère du paysage urbain d'avant la colonisation de la ville.

Notre étude a démontré le rôle joué par les conflits et en particulier la colonisation dans les changements spatiaux, historiques et identitaires qui peuvent mener à une acculturation, une situation que seules l'archéologie et une histoire du conflit peuvent retracer et même restituer.

BIBLIOGRAPHIE

Chergui S., 2011, *les mosquées d'Alger : construire, gérer et conserver (XVI^e – XIX^e siècles)*, Presses de l'Université Paris-Sorbonne, Paris.

Devoulx A., 1870, *Les édifices religieux de l'ancien Alger*, Bastide, Alger.

Emerit M., 1952, «Les quartiers commerçants d'Alger à l'époque turque », *Algeria* , p. 6–13.

Eudel P., 1902, *L'Orfèvrerie algérienne et tunisienne*, Éditions Adolphe Jordan, Paris.

Furetière A., 1690, *Dictionnaire universel, contenant generalement tous les mots françois, tant vieux que modernes, et les termes des sciences et des arts.*, A. et R. Leers, La Haye.

Klein H., 2003, *Les Feuillets d'El Djezaïr*, vol. 2, Éditions du Tell, Alger.

Ministère de la guerre, 1838, *Tableau de la situation des établissements français en Algérie*, Imprimerie Royale, Paris.

Missoum S., 2003, *Alger à l'époque ottomane la médina et la maison traditionnelle*, Édisud, Aix-en-Provence.

Oulebsir N., 2004, *Les Usages du patrimoine. Monuments, musées et politique coloniale en Algérie (1830-1930)*, Éditions de la Maison des Sciences de l'Homme, Paris.

Piaton C., Huber J., Aiche B. & Lochard T., 2016, *Alger : ville et architecture 1830-1940*, Honoré Clair et Barzakh, Arles.

Raymond A., 1981, «Le centre d'Alger en 1830», *Revue de l'Occident musulman et de la Méditerranée* 31, p. 73–84.

Pellissier de Reynaud E., 1854, *Annales algériennes*, vol. 1, J. Dumaine, Paris.

Shaw T., 1830, *Voyage dans la régence d'Alger, ou Description géographique, physique, philologique, etc. de cet état*, Chez Marlin, Paris.

Shuval T., 2002, *La ville d'Alger vers la fin du XVIIIe siècle : Population et cadre urbain*, CNRS Éditions, Paris.

Siti K. & Souq F., 2010, «Alger place des martyres, évolution depuis l'antiquité d'un quartier de la basse casbah d'Alger. Rapport final d'opération », Diagnostic Archéologique, Inrap Méditerranée, Nîmes.

SOURCES ARCHIVISTIQUES

1. Bibliothèque Nationale de France, département Cartes et plans, cote GEC-3893 (RES).
2. Archives nationales d'Outre-Mer, Aix-en-Provence, France, fond du Gouvernement général de l'Algérie, travaux publics, cote 1N3
3. Service historique de la défense, Vincennes, Cote Gb 33.
4. Archives de l'archevêché d'Alger

SECTION 3:

LA DESTRUCTION AU PROCHE-ORIENT ET EN ASIE CENTRALE : ETUDES DE CAS / DESTRUCTIONS IN THE MIDDLE EAST AND CENTRAL ASIA : CASE STUDIES

Mari et la crise syrienne

Pascal Butterlin[1], Mathilde Mura[2]

Résumé : Pour mesurer l'ampleur du désastre subi par le site de Tell Hariri Mari, il importe d'abord de rappeler ce que représentait cette fouille en 2011 après plus de 75 ans de recherches sur le site. La crise syrienne a conduit à une réorientation d'un programme qui comprend à la fois le suivi des dommages sur le site et la valorisation du travail de la mission archéologique française. On présentera ce que nous savons pour l'heure de ces dommages puis les mesures prises pour offrir une contribution de la mission archéologique de Mari à la reconstruction du pays. L'exploitation systématique des archives pour un programme cohérent de mise en valeur et de publication est devenue à la fois un enjeu scientifique et patrimonial, dans un contexte où se jouent sur place un choix de société, mais aussi l'existence même d'une politique patrimoniale.

Mots-clefs : Mari, fouilles anciennes, archives, dégâts, mise en valeur, politique patrimoniale.

Abstract : Mari and the Syrian crisis

To assess the extent of the disaster suffered by the site of Tell Hariri Mari, it is important to recall what this excavation represented in 2011 after more than 75 years of research on the site. The Syrian crisis has led to a reorientation of a programme that includes both monitoring damage to the site and enhancing the work of the French archaeological mission. We will present what we know about this damage so far and then the measures taken to contribute to the reconstruction of the country from Mari's archaeological mission. The systematic use of archives for a coherent programme of enhancement and publication has become both a scientific and a heritage issue, in a context where a choice of society is at stake, but also the very existence of a heritage policy.

Keywords : Mari, ancient excavations, archives, damages, valorisation, heritage policy.

1. Professeur à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, Directeur de la Mission Archéologique Française de Mari, UMR 7041, ArScAn, VEPMO.

2. Doctorante à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, UMR 7041, ArScAn, VEPMO.

ملخص / پووخته / خلاصه

ماري والأزمة السورية

لقياس مدى الكارثة التي تعرض لها موقع تل حريري (ماري)، من المهم أولاً وقبل كل شيء أن نتذكر ما مثّله تنقيب هذا الموقع في عام ٢٠١١ بعد أكثر من ٧٥ عامًا من البحث في الموقع. أدت الأزمة السورية إلى إعادة توجيه برنامج يتضمن مراقبة الأضرار على الموقع ونشر أعمال البعثة الأثرية الفرنسية. سوف نقدم ما نعرفه عن هذه الأضرار والتدابير المتخذة لتقديم مساهمة البعثة الأثرية في ماري في إعادة إعمار البلاد. أصبح الاستثمار المنهجي للمحفوظات كبرنامج متماسك للتنمية والنشر مسألة علمية وقضية تراثية في سياق يحدث فيه الاختيار الاجتماعي بالإضافة إلى أهمية وجود سياسة تراثية.

الكلمات المفتاحية : ماري، الحفريات القديمة، المحفوظات، الضرر، التقييم، سياسة التراث.

گردی ماری و ئەزمەی سوریەکان

بۆ پێوانەی دیاریکردنی ئاستی ئەم کارەسانە کەوا گردی حەریری ماری بەمەوە دەنالێنێت، ئەوەی گرنگە لە سەرەتاوە وە پێش هەموو شتێك ئاماژە بە نموونەی هەندی هەڵکۆڵین بکەین لە ساڵی 2011 دا دوای 75 ساڵ لە تۆژینەوە لە سەر ئەم ناوچەیە. ئەزمەی سوریا وای کرد چاوپخشانەوەیەك بکەین بە پرۆگرامی چاودێری ئاستی زیان پێکەوتووەکان لە سەر ناوچەکە و دیاری کردنی هەڵسەنگاندنی کاری شاندە شوێنەوارە فەرەنسیەکان. وە باس لەو زیانانە ز ئەو رێکارانە دەکەین کەوا بۆ هەڵسەنگاندنی شاندی شوینەواری ماری کراوە بۆ بنایتنانەوەی وولآت. داگیرکردنی ریَبازی ئرەشیفەکان لە پێناو پرۆگرامێکی یەگگرتو بۆ بلآوکردنەوە وە بلاو کردنەوە بابەتێکی زانستی و مەسئەلەیەکی کلتوریە، لەو چوارچیوەی کەوا دەستنیشان کردنی دەست بەجێ و وە لە هەمان کاتدا سیاسەتی کلتورش وجودی دەبێت.

ووشەی تێپەر : ماری، هەڵکۆڵینی کرن، بە ئەرشیف کردن، زیانەکان، دووپاتکردنەوە، سیایەتی کلتور.

ماری و بحران سوریه

برای ارزیابی ویرانی هایکه ساحه تل حریری ماری متحمل شده، ابتدا باید از شرح این کاوش، که در سال ۲۰۱۱ میلادی تقریباً بیشتر از ۷۵ سال بعد دوباره روی ساحه اجرا گردید، یادآوری نمایم. بحران سوریه ما را دوباره بطرف یک برنامه ی جهت داد، که از یکسو تعقیب ادامه تخریب ها روی ساحه را در بر داشته و از جانب دیگر ارزش دهی به فعالیت مأموریت باستان شناسی فرانسه است. ما ابتدا آسیب هایکه امروز وارد ساحه شده را بیان نموده تا متعاقباً بتوانیم اقدماتی را جهت همکاری در رابطه به مأموریت باستان شناسی ماری برای بازساخت کشور در نظر گیریم. استفاده سیستماتیک آرشیف ها برای تدوین یک برنامه جامع معتبر سازی و انتشار، به یک مسئله هم علمی و میراث فرهنگی مبدل شده، در زمینه ی که در آنجا انتخاب جامعه و همچنان وجود یک سیاست میراث فرهنگی نقش دارند.

واژه های کلیدی : ماری، کاوش های قدیم، آرشیف ها، خسارات، معتبر سازی، سیاست میراث فرهنگی.

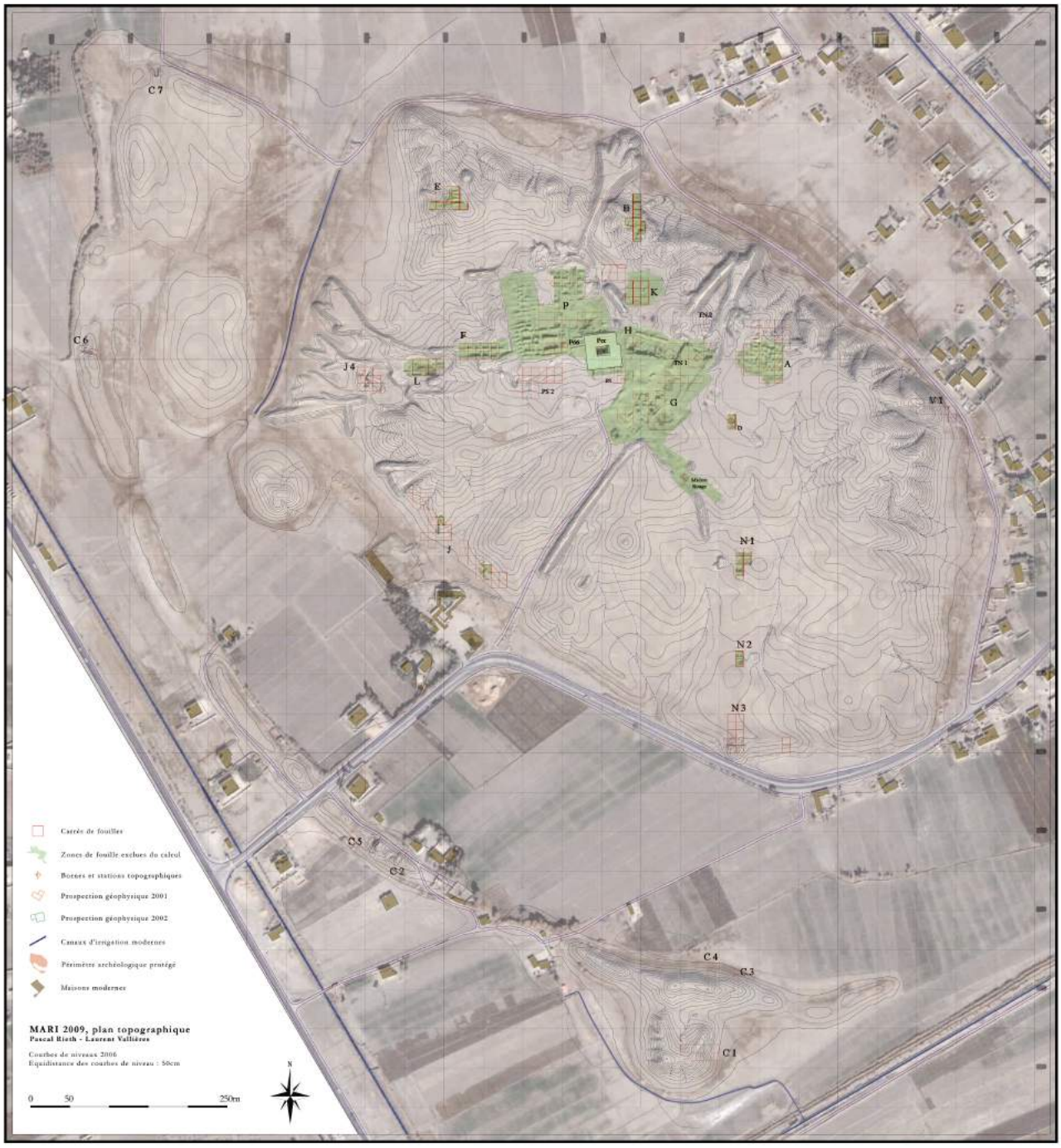


Fig. 1: Mari, le site archéologique, photo satellite de 2007 et situation des zones fouillées, mission archéologique française de Tell Hariri-Mari.

En 2010, la Mission Archéologique Française de Mari a célébré avec la Direction Générale des Antiquités et des Musées (DGAM) de Syrie les 75 ans de la découverte du Grand Palais royal de Mari par André Parrot. Un colloque organisé conjointement à Damas (Mari ni est ni ouest[3]) avec la DGAM et l'Institut Français du Proche-Orient — Damas (IFPO – Damas) permit de faire le point sur plus de trente années de recherches continues, depuis le colloque du cinquantenaire de la découverte du site qui s'était tenu en 1984[4]. Le bilan était impressionnant et le chantier à venir conséquent, car après 75 ans de recherche, à peine 8 % de la surface de ce site immense de plus de 150 ha de superficie (Figure 1) avait été exploré. Tant du point de vue de la recherche que de la valorisation patrimoniale, le travail à accomplir restait considérable.

Après sept ans d'un conflit syrien sans précédent, Mari, située sur l'Euphrate, à la frontière entre la Syrie et l'Irak (Figure 2), est, parmi de nombreux autres sites, l'un des plus ravagés par les pillards, dans un espace occupé par Daesh de 2014 à 2017. La reprise du site par l'armée syrienne en décembre 2017 a permis aux archéologues de la DGAM d'en faire une première couverture photographique et de mesurer ainsi l'ampleur du désastre que l'on ne pouvait que soupçonner par télédétection.

Depuis le début du conflit, la question a été de savoir quelle contribution pouvait apporter la mission archéologique française aux entreprises de sauvegarde et aux projets de reconstruction du pays, en collaboration avec la DGAM et l'UNESCO. La situation dramatique à Mari, par la force des choses moins médiatisée que celle de Palmyre, n'en est pas moins désastreuse, il s'agit d'ailleurs du site de l'âge du Bronze qui a été le plus pillé en Syrie.

Il faut, pour mesurer l'ampleur du problème, tout d'abord rappeler brièvement ce que représentent les recherches à Mari et l'importance de l'étude de cette ville antique, puis comment la mission archéologique de Mari a participé aux efforts d'évaluation des dégâts, tout en étant soucieuse de construire une mémoire partagée, à travers la gestion des archives, le programme de publications et la valorisation de diverses activités.

Fig. 2: situation de Mari, carte de l'auteur.

3. Butterlin & Lecompte 2014.

4. Édité dans MARI 4, Margueron & Durand 1983.

Fig. 3: Mari, temple d'Ishtar, mars 1934, mission archéologique française de Tell Hariri-Mari.

Fig. 4: Mari, temple d'Ishtar, statuette du roi Ishgi Mari in situ, mission archéologique française de Tell Hariri-Mari, AP 00797

Fig. 5: Mari, vue aérienne du site, palais et temple d'ishtar, mission archéologique française de Tell Hariri-Mari, AP 01682.

Fig. 6: Moyenne vallée de l'Euphrate, 2008. Photo P. Butterlin.

MARI, "VILLE PERDUE", "MÉTROPOLE DE L'EUPHRATE".

Ces deux appellations empruntées aux sous-titres de deux ouvrages fameux d'André Parrot[5] et Jean Claude Margueron[6] rappellent que la mise au jour de Mari a été l'une des grandes découvertes archéologiques du 20ème siècle, celle d'une capitale légendaire mentionnée dans la liste royale sumérienne. Les archéologues qui sillonnaient la Mésopotamie depuis la fin du 19ème siècle la cherchaient plus à l'est en Irak, tant elle paraissait avoir joué un rôle majeur dans la géopolitique des cités mésopotamiennes au 3ème et au début du 2ème millénaire avant notre ère.

La réponse à ces questions vint d'une découverte fortuite sur les bords de l'Euphrate, en amont d'Abu Kemal, dans ce qui était alors en 1933 le mandat français de Syrie. Une statuette de facture sumérienne avait été découverte par des bédouins qui enterraient l'un des leurs. André Parrot, qui venait de fermer la fouille de Larsa en Irak, fut dépêché sur les lieux. Dès la première campagne qui se tint en 1933-1934, des découvertes exceptionnelles eurent lieu, notamment à la limite ouest du tell principal (Figure 3) : des statuettes inscrites vouées à la déesse Ishtar par les Mariotes mentionnaient non seulement le nom de la grande divinité mésopotamienne, mais aussi celui d'un roi de la ville de Mari, Ishgi Mari (Figure 4) qui régna à la fin du 24ème siècle avant notre ère[7].

Parrot, au fil des six campagnes qu'il dirigea avant la Seconde Guerre mondiale, dégagea les vestiges en ruines de deux villes, la première détruite en 2300 par Sargon d'Akkad et la seconde en 1759 par Hammu-rabi de Babylone. Ces niveaux de destruction renfermaient d'inestimables trésors, enfouis dans les vestiges d'une impressionnante série de temples construits au milieu du 3ème millénaire d'une part et d'autre part d'une série de palais, dont le dernier, le fameux Grand Palais (Figure 5) dit aussi Palais de Zimri Lim[8], livra plus de vingt mille tablettes, restes des archives des derniers rois de Mari.

Mari devint ainsi dès le milieu du 20ème siècle l'un des sites majeurs de l'archéologie du Proche-Orient. Située entre le Levant et les cités de la Mésopotamie du Sud, elle fut, comme beau-

Fig. 7: Mari, trésor d'Ur, mission archéologique française de Tell Hariri-Mari.

5. Parrot 1936.

6. Margueron 2004

7. Parrot 1956; Butterlin 2014*a* pour l'histoire de ces recherches et les photos inédites.

8. Parrot 1958*a*,*b*, 1959

coup plus tard Palmyre ou Doura Europos, un carrefour, un pont entre deux mondes, la Méditerranée et le Moyen Orient. Elle était à la fois un centre contrôlant la route de l'Euphrate (Figure 6) et l'aboutissement d'une série de pistes caravanières qui rayonnaient vers l'est et le nord-est en Assyrie ou l'ouest, vers Palmyre. Les recherches de Parrot se poursuivirent jusqu'en 1974. Après la guerre, Parrot eut le privilège de reprendre les fouilles dans la jeune République arabe de Syrie[9]. Il découvrit une nouvelle série de temples et les restes de palais plus anciens que le Grand Palais, dans lequel il découvrit notamment le trésor d'Ur (Figure 7)[10].

Fig. 8: Mari, palmier. Photo P. Butterlin.

Au terme de vingt campagnes, Parrot avait posé les jalons de recherches pionnières, alors que se développaient, tous azimuts, les fouilles en Syrie. Les découvertes réalisées à Tell Brak, en Djézireh puis à Ebla montrèrent que Mari, conçue d'abord comme un avant-poste de la civilisation sumérienne en Syrie, fut surtout un intermédiaire, la caisse de résonance d'un monde syro-mésopotamien où les échanges culturels s'intensifièrent considérablement au 3ème millénaire avant notre ère. Il s'agit d'une des plus anciennes villes du monde, et à ce titre ses vestiges souvent bien conservés sont inestimables.

Comprendre quelle place occupait la cité de l'Euphrate dans ce concert des cités-États puis des royaumes amorrites fut la priorité des recherches engagées sous la direction de Jean Margueron[11]. La mise en place d'un programme pluridisciplinaire d'études permit de comprendre comment la ville fut fondée *ex nihilo* vers 2900 avant notre ère et comment elle interagit avec un environnement très contraignant tout au long de son existence tumultueuse[12].

Mari est d'abord le fruit d'un monde fait de briques crues séchées au soleil, de roseaux et de bitume, un monde mésopotamien résultat d'une lutte constante contre l'aridité, mais aussi contre des fleuves, sources de vie tout autant que de catastrophes naturelles. Il en a résulté un mode de vie très particulier, fondé sur l'agriculture irriguée, la culture au premier chef de l'orge, d'arbres fruitiers, notamment du palmier dattier (Figure 8), symbole de la fertilité par excellence, célébrée au cœur d'un palais qui s'appelle à la fin de l'histoire de la ville le Palais du Palmier. Profitant de sa position sur l'Euphrate, la ville s'enrichit par le commerce, notamment le commerce à longue distance de métaux et de pierres semi-précieuses[13]. Le développement de cette puissante cité fut le résultat de plusieurs opérations d'urbanisme de grande ampleur[14].

C'était surtout une puissance politique et militaire majeure, la cité du royaume des bords de l'Euphrate qui domina à plusieurs reprises l'est de la Syrie et l'ouest de l'Irak. Cité des rois de Mari, elle est d'abord la cité du Seigneur du Pays, un dieu dont les temples successifs s'appuyaient contre des hautes terrasses (Figure 9)[15] Le plus ancien de ces sanctuaires fut dégagé

9. Parrot 1975.

10. Parrot 1967, 1968.

11. Margueron 2004. Sur le programme des fouilles de J.C Margueron, voir Butterlin 2014*b*.

12. Margueron 2007, 2009.

13. Butterlin 2014*c*.

14. Margueron 2013.

15. Butterlin 2014*d*, 2015*a*,*b*.

16. Butterlin 2014*d*.

Fig. 9: Mari, chantier du massif rouge, vue du nord-est, mission archéologique française de Tell Hariri-Mari.

Fig. 10: Mari, cachette du temple du seigneur du pays, statuettes in situ, octobre 2009, mission archéologique française de Tell Hariri-Mari.

en 2009[16] et livra une cachette avec quatorze statuettes fragmentaires vouées au Seigneur du Pays (Figure 10)[17]. C'était l'un des moments forts des recherches que P. Butterlin eu le privilège de diriger sur le terrain de 2005 à 2010[18] et qui ouvraient de nouvelles perspectives sur les édifices du centre monumental, mais aussi sur l'évolution de la ville[19]. De nombreuses questions restaient en suspens et les dernières découvertes permirent de comprendre plus précisément les étapes du développement d'une ville qui subit plusieurs destructions, mais sut aussi se relever à plusieurs reprises avant de disparaître de l'Histoire.

Ce travail de recherches s'est accompagné, dès les années 70, d'un programme de conservation des vestiges exhumés. André Parrot fit recouvrir une partie du Palais par un toit qui affronta toutes les rigueurs du climat mariote jusqu'en 2011, où un vent de sable détruisit la moitié nord de l'ensemble, alors que le conflit débutait. Jean-Claude Margueron initia une entreprise de grande ampleur de conservation et restauration des vestiges de terre crue, en collaboration avec le laboratoire CRAterre de Grenoble[20]. Un programme de sauvetage de l'Enceinte Sacrée (Figure 11) fut entamé à partir de 1990 et un travail très ambitieux de restauration du Grand Palais royal fut entrepris à partir de 2004, aboutissant notamment à la restauration de la salle du trône de l'édifice (Figure 12). Le tout fut complété en 2009-2010 par la construction d'un centre de visite en briques crues et pisé, inauguré en octobre 2010 (Figure 13). Toutes ces entreprises en plein essor, qui devaient être couronnées par le projet de classement du site à l'UNESCO, ont été brutalement interrompues en 2011.

Fig. 11: Mari espace central du palais de la ville II restauré, état octobre 2005, mission archéologique française de Tell Hariri-Mari. Photo P. Butterlin.

17. Butterlin & Lecompte 2014.

18. Butterlin 2010*b*,*a*.

19. Butterlin 2010*b*.

20. Bendakir 2009.

Fig. 12: Mari, salle du trône 65 du Grand palais royal, état 2010, mission archéologique française de Tell Hariri-Mari.

Fig. 13: Mari, centre de visite, octobre 2010, mission archéologique française de Tell Hariri-Mari.

Fig. 14: Mari, palais de la ville II toiture endommagée, avril 2011, mission archéologique française de Tell Hariri-Mari.

Fig. 15: Mari, palais de la ville II toiture endommagée, avril 2011, mission archéologique française de Tell Hariri-Mari, débris du toit.

MARI, UNE VILLE PERDUE, UNE FOUILLE PERDUE

Après huit ans de conflit, Mari est l'un des sites archéologiques de Syrie à avoir subi les dégâts les plus massifs : outre les dommages dus aux intempéries, le site a été pillé massivement entre 2014 et 2017 et à la fin de l'année 2017, l'Enceinte Sacrée, l'un des plus anciens palais de l'histoire de l'humanité à avoir été miraculeusement conservé, a été pulvérisé par deux missiles. Il s'agit d'un désastre patrimonial majeur, resté largement ignoré du grand public et des médias qui se sont concentrés sur une série de cas largement médiatisés et instrumentalisés.

Alors que la Syrie basculait dans la crise, le site archéologique subit les aléas climatiques. La toiture qui avait résisté pendant plusieurs décennies fut en partie arrachée à l'occasion d'un violent vent de sable (Figures 14 and 15). Toute la moitié nord de l'Enceinte Sacrée, restaurée depuis 1994 et aménagée pour la visite, est depuis lors exposée aux intempéries. Il faut en effet rappeler à quel point cette architecture de terre est vulnérable et nécessite un entretien constant. Les murs subissent non seulement les effets du vent, mais aussi ceux des eaux de surface et des remontées capillaires qui fragilisent les murs.

Ce n'était que le début d'une longue série de problèmes, sans comparaison possible avec les souffrances des populations, naturellement. Dès le début du conflit, des pillages sporadiques eurent lieu sur le site, en 2012 et 2013, surtout après le départ de l'armée syrienne de la vallée. Le processus de pillages s'est considérablement accéléré fin 2013 et surtout au cours de l'année 2014. On a pu suivre ce processus par télédétection (Figure 16), les

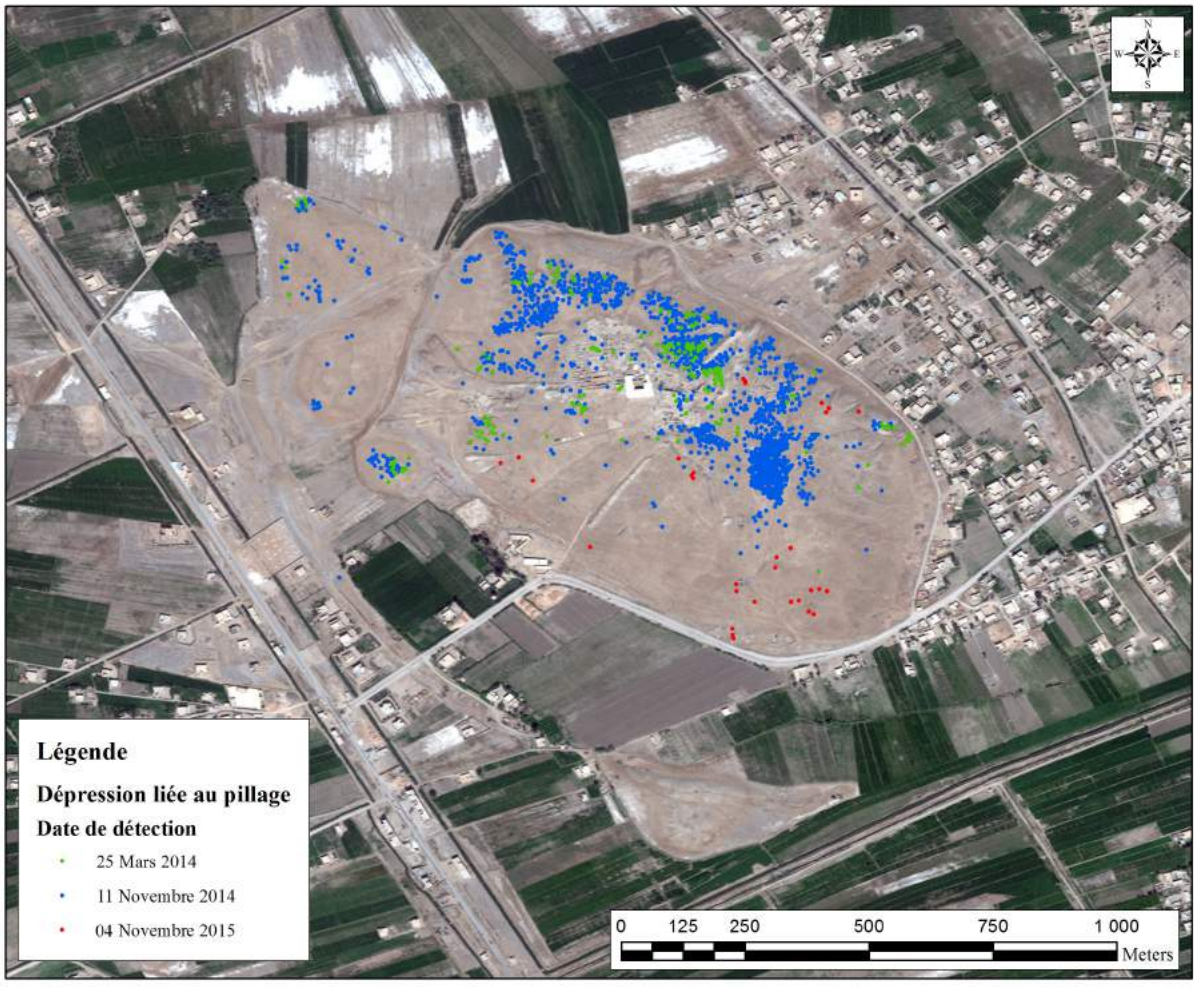


Fig. 16: Mari, vue satellite DIGITAL Globe, situation des fouilles illégales et décompte des pillage en mars, novembre 2014 et novembre 2015, M. Mura, fond courtoisie Digital Globe.

Fig. 17: Mari, vue satellite DIGITAL Globe, situation des fouilles illégales, détail au nord des fouilles Parrot, fond novembre 2015, courtoisie Digital Globe.

communications sur place étant devenues impossibles jusqu'à décembre 2017. Les photos prises par les envoyés de la DGAM en février 2018 sur les lieux ont permis de mieux mesurer l'ampleur du désastre.

Les premières traces de pillages observées montrent qu'ils se sont concentrés sur les parties hautes du site (194 dépressions), dans le secteur Nord-Est et aux alentours du Palais royal, en périphérie des grands secteurs de fouille et du secteur des temples et terrasses. Des fouilles illégales ont été menées dans le Grand Palais royal, notamment dans les salles 65 (sous la salle du trône) et 64 (dans la tribune restaurée en 2009) et dans les secteurs situés sous la cour 131 du palais. Les dépressions observées, d'une longueur pouvant aller jusqu'à 9 m, aux arrêtes nettes et aux empreintes régulières, témoignent de fouilles clandestines mécanisées. La plupart des pièces du Grand Palais présentent en effet en février 2018 un sondage en grande partie réalisé à la pelle mécanique, à une profondeur de 2 à 3 m. L'usage de pelles mécaniques peut indiquer un encadrement de ces pillages peu discrets.

De telles opérations furent également entreprises sur la Haute Terrasse qui a été partiellement détruite à la pelleteuse (angle sud-est), et dans le secteur des temples, notamment au Massif Rouge, éventré par des tranchées profondes. Les anciennes tranchées de fouilles qui avaient été comblées ont été rouvertes et approfondies. Les fouilles clandestines se sont surtout concentrées au nord des édifices fouillés, Haute Terrasse, Massif Rouge et Palais (Figure 17).

Elles se sont aussi développées par extensions successives entre les mois de mars et de novembre 2014 (1 402 nouvelles dépressions), autour d'anciens chantiers, en particulier du secteur du temple d'Ishtar, du chantier E, d'une part et du petit palais oriental d'autre part. Deux photos satellites de 2014 prises en mars et novembre 2014 permettent de mesurer à la fois la progression massive des fouilles illégales, mais aussi la diversité des méthodes utilisées. La taille des fosses varie depuis des tran-

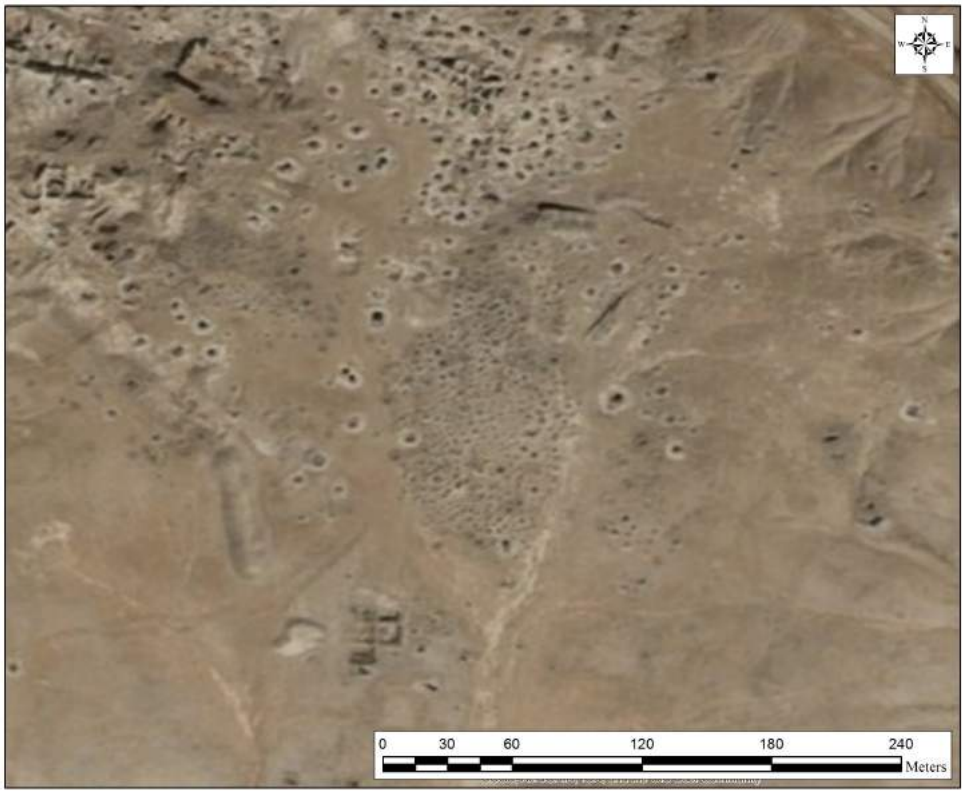


Fig. 18: Mari, vue satellite DIGITAL Globe, situation des fouilles illégales, détail du maillage serré des pillages manuels, fond novembre 2015, courtoisie Digital Globe.

Fig. 19: Tell Medkouk rasé au bulldozer, vue satellite novembre 2015, courtoisie Digital Globe.

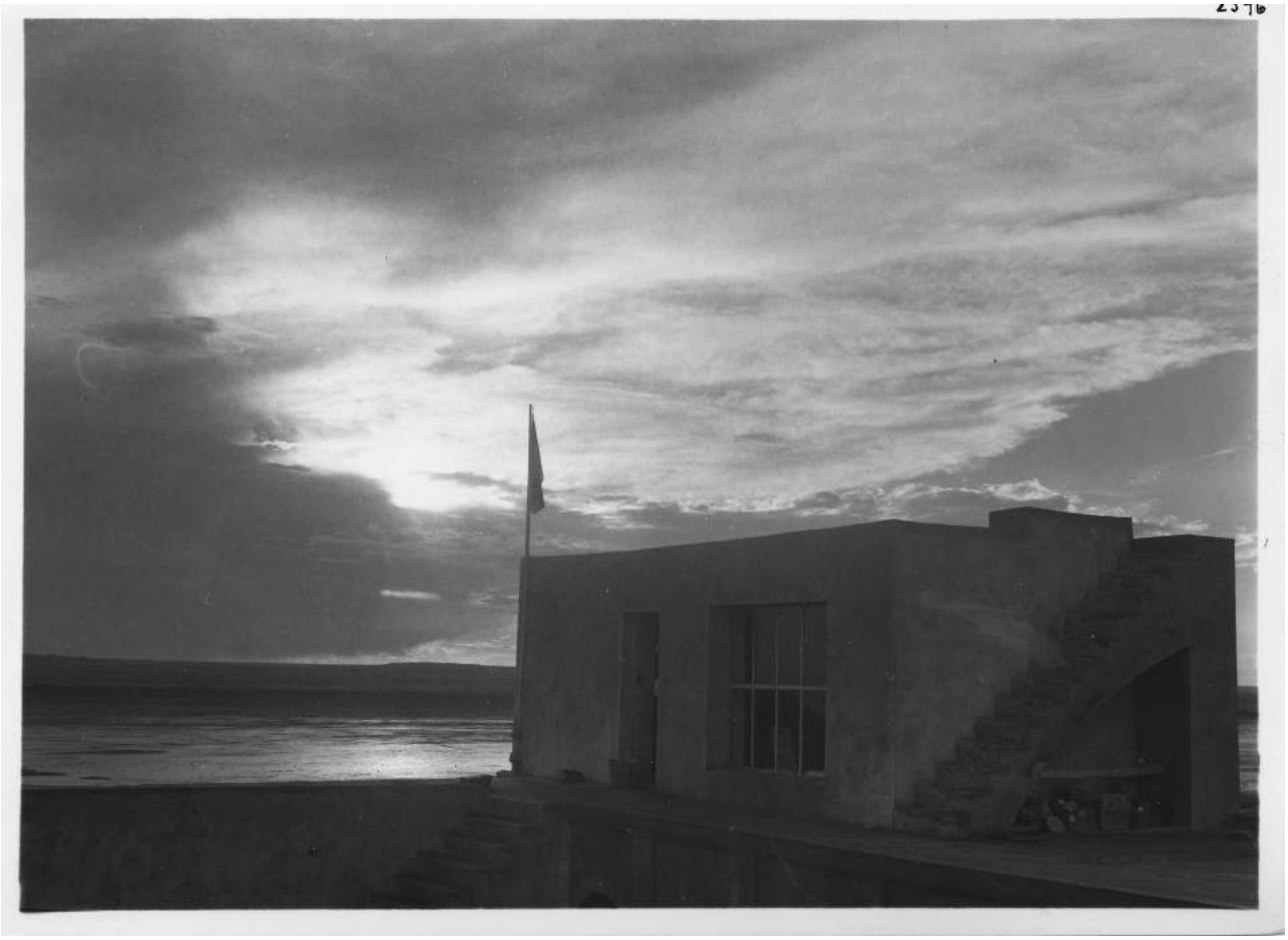


Fig. 20: Mari, maison Parrot, 1939, mission archéologique française de Tell Hariri-Mari.

chées massives de plusieurs mètres de largeur, réalisées avec des moyens mécaniques, à de petites fouilles faites à la main. Les empreintes observées sur les images satellites sont cette fois de formes circulaires, irrégulières et aux arrêtes érodées (Figure 18) et témoignent d'un pillage manuel. Bien que la méthode semble moins intrusive, le maillage serré et l'acharnement à l'Est de la maison rouge nous indiquent des fouilles illégales sans doute fructueuses.

Un an après, seules quelques nouvelles dépressions (31 observées sur les images satellites) liées aux pillages sont détectables sur les images. Il semble donc que les fouilles clandestines se soient arrêtées en 2015. Plusieurs hypothèses sont possibles pour expliquer ce phénomène : (1) soit les zones choisies se sont avérées moins riches en matériel archéologique (Sud du Tell) ou (2) les fouilles clandestines ont pu être contenues par une forme d'administration. C'est malgré tout durant cette période que le site de Tell Madkouk a été intégralement rasé, les images satellites témoignant de l'usage d'une pelle mécanique pour détruire le site voisin de Mari exploré sous la direction de P. Butterlin en 2005. Celui-ci a été intégralement nivelé au bulldozer : il avait la forme d'un tumulus de 125 m de diamètre et de 25 m de hauteur au-dessus du niveau de la plaine et a donc été complètement détruit, probablement dans l'espoir de trouver un tombeau (Figure 19). Enfin, les dernières photos reçues en 2018 indiquent que les fouilles clandestines ont repris en 2017, et que d'autres, plus fraîches, ont eu lieu au cours de l'hiver 2017-2018.

Les tells bas situés à la périphérie du site, à l'ouest, n'ont pas été épargnés par les pillards. La densité des fosses y est moindre, mais il est à craindre que les dégâts soient considérables, les secteurs concernés étant plus facilement accessibles pour des grands engins dont les traces sont visibles sur les photos satellites.

Les différentes méthodes mises en évidence supposent divers modes opératoires et probablement l'intervention d'acteurs variés. A la fin de l'année 2015, 1627 fosses avaient été recensées et toutes les parties hautes du site avaient été intensivement pillées. Les dégâts sont donc massifs et nous n'avons aucune idée de ce qui a pu être trouvé à travers de telles recherches, mais il est à craindre que, dans les années à venir, on ne voie apparaître de manière sournoise des objets en provenance de Mari, qu'il s'agisse de tablettes, de bijoux, d'armes ou de statuettes. On ne sait pas ce qu'il en est aujourd'hui de la situation sur le site.

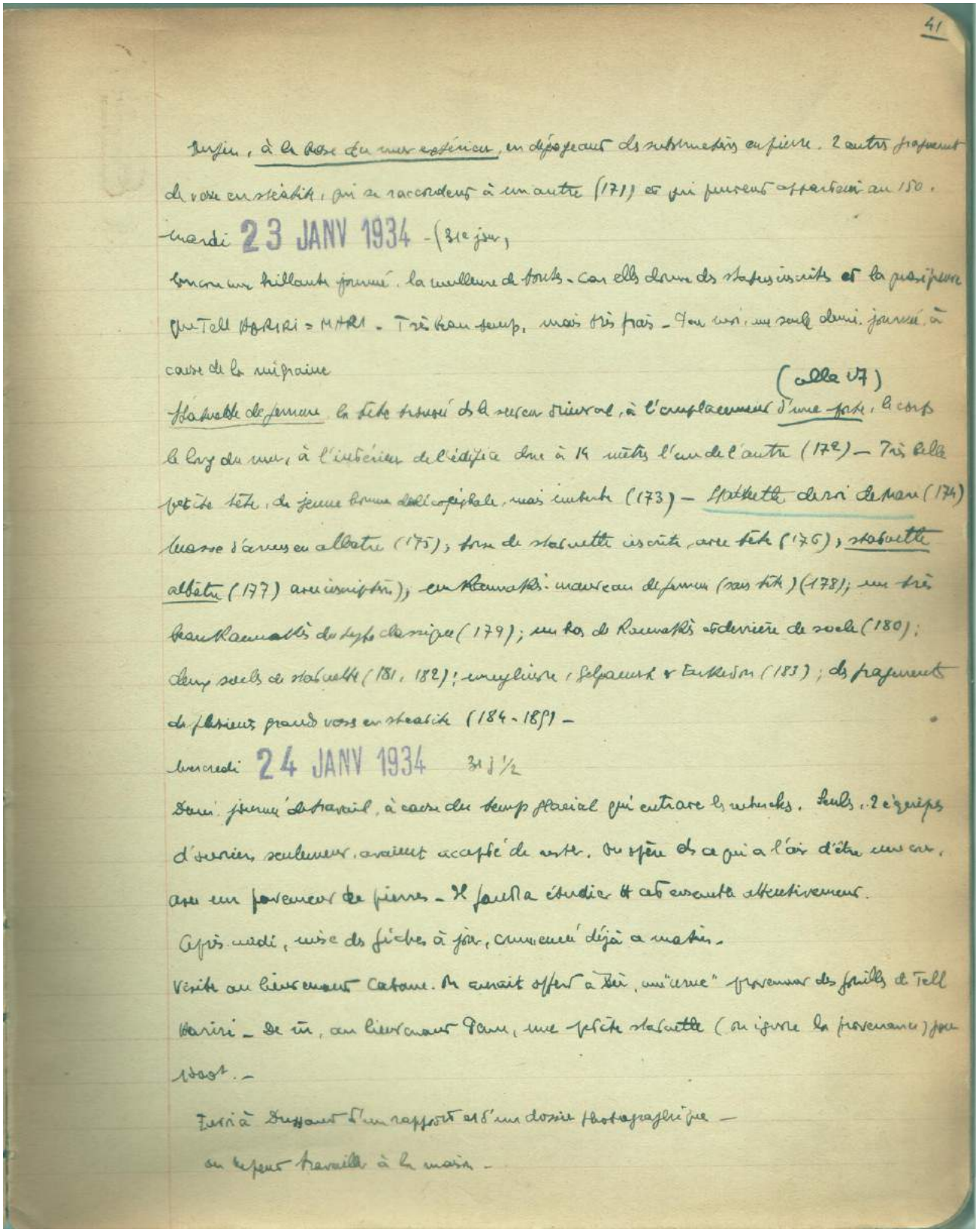
Il faut enfin mentionner le pillage et la destruction de la maison de fouilles de la mission. Cette dernière est l'héritière de la maison édifiée par Parrot (Figure 20), endommagée pendant la Deuxième Guerre mondiale et devenue inutilisable lors des années 1970. Jean-Claude Margueron fit reconstruire la maison, depuis lors entretenue par la mission française (Figure 21). L'ensemble a été pillé : un double des archives de fouilles s'y trouvait à la disposition des chercheurs, avec une bibliothèque ainsi qu'un laboratoire de traitement des objets qui étaient envoyés au musée de Der-e-Zor, pour restauration et conservation. La maison a été dévastée par les pillards et le toit démonté, rendant l'ensemble inutilisable pendant que le centre de visite servait de base aux pillards (Figure 22).

Le bilan est donc catastrophique et on peut d'ores et déjà dire que Mari se range avec Apamée et Doura Europos parmi les villes antiques qui ont subi les plus grands dommages en Syrie. Au cours des combats de l'automne 2017, le site a subi de graves dommages : comme mentionné ci-dessus, l'Enceinte Sacrée qui avait été endommagée en 2011 par un vent de sable a subi deux explosions massives, à la suite probablement de tirs de roquettes ou de missiles. Deux photos satellites publiées récemment montrent que le site a été frappé à deux reprises, une première fois fin novembre et une autre en décembre. Les murs de l'Enceinte Sacrée ont été pulvérisés et des blocs entiers de maçonnerie projetés à plusieurs mètres avec ce qui restait de la toiture, détruite à 70 % . Les deux impacts sont bien visibles, à l'angle sud-est et au centre de l'Enceinte Sacrée dont l'espace central est rempli de débris de maçonnerie. Il est difficile d'estimer les dégâts en l'état, mais il semble que la partie est a moins souffert. En revanche, l'onde de choc a été massive, comme en témoignent les nouvelles auréoles ravinées autour des points d'impact. Il faut rappeler qu'il s'agit là d'un des plus anciens palais de l'histoire de l'humanité dont les murs étaient encore conservés sur près de 6 m de hauteur, une situation unique au Proche-Orient. Cet édifice d'une extrême fragilité a disparu et c'est une des pertes archéologiques majeures du conflit syrien.

Mari ne semble toutefois pas avoir été ciblée pour des destructions spectaculaires comme Palmyre ou Nimrud. Moins connue des touristes, elle n'est pas un symbole aussi visible. Mais les pillages correspondent à la destruction de l'archéologie de demain et du potentiel considérable du site pour des fouilles et études futures. En s'attaquant au passé, les pillards détruisent le futur et c'est précisément face à cela qu'il est indispensable de réagir.

Fig. 21: Mari, maison Margueron vue du nord, mission archéologique française de Tell Hariri-Mari. Photo P. Butterlin.

Fig. 22: Mari, état de la maison de fouille, mars 2014 et novembre 2014, démontage du toit, détail photos Digital Globe.


41

Surface, à la base du mur extérieur, en déposant les sebkhas en pierre. 2 autres fragments de vase en albâtre, qui se raccordent à un autre (171) et qui peuvent appartenir au 150.

mardi 23 JANV 1934 - (31e jour)

Encore une brillante journée. La meilleure de toutes - car elle donne des résultats inscrits et la poursuite du Tell Hariri = MARI - Très beau temps, mais très froid - Pour moi, une seule demi-journée à cause de la migraine

Plusieurs belles pièces. La tête trouvée de la veille environ, à l'emplacement d'une fosse (celle 47), à corps le long du mur, à l'intérieur de l'édifice dure à 14 mètres l'une de l'autre (172) — Très belle petite tête de femme brune délicieusement, mais cassée (173) — Statuette dans le même (174) masse d'armes en albâtre (175); torse de statuette inscrite avec tête (176); statuette albâtre (177) avec inscription; en Remarquable morceau de femme (sans tête) (178); une très beau Remarquable de type classique (179); un bas de Remarquable admirable de socle (180); deux socles de statuette (181, 182); amygdaloïde, Serpentine & Turquoise (183); des fragments de plusieurs grands vases en albâtre (184-185) —

Mercredi 24 JANV 1934 31 J 1/2

Dans journée de travail, à cause du temps glacial qui entrave les retouches. Seuls, 2 équipes d'ouvriers seulement avaient accepté de venir. Découverte de ce qui a l'air d'être une cour, avec un parement de pierres - Il faudra étudier et cet ensemble attentivement.

Après midi, mise des fiches à jour, commencé déjà ce matin.

Visite du lieutenant Cabane. Il avait offert à Dr, une "urne" provenant des fouilles de Tell Hariri - De m, au lieutenant Parrot, une petite statuette (en ignore la provenance) pour Louvre. —

Terminé à Dr présent d'un rapport et d'un dossier photographique —

On repart travailler à la main -

Fig. 23: Mari, archives Parrot, carnet de fouille au jour de la découverte de la statuette qui permet l'identification du site, mission archéologique française de Tell Hariri-Mari.

DIGI MARI ET LA RECONSTRUCTION DE LA SYRIE

La mesure de ces destructions n'est possible qu'au vu de ce qui existait en 2010 et de l'histoire des recherches à Mari. Comme pour les autres fouilles de Syrie, les archives des missions archéologiques documentent des situations qui n'existent plus, voire des objets qui pourraient disparaître si les collections des musées venaient à être prises dans la tourmente (ce qui n'est pas le cas pour le moment). Dans ce contexte, la dimension patrimoniale des archives des missions devient essentielle. Elle permet, notamment, de comprendre comment les monuments ont évolué. Il est donc crucial non seulement de poursuivre les programmes de publication, mais aussi de valoriser la documentation existante et d'en faire un outil de gestion patrimonial à part entière.

Dans le cas de la documentation des fouilles de Mari, il s'agit de 250 000 documents conservés à la Maison de l'Archéologie et de l'Ethnologie à Nanterre (Figure 23). Seuls les documents produits depuis 2005 sont sous forme numérique. Dans ce contexte, un programme de numérisation des archives de la mission de Mari a été entrepris dans le cadre du Labex *Les passés dans le présent* de l'université Paris 10 à Nanterre, avec le soutien de la Commission des Recherches Archéologiques à l'étranger du Ministère français des Affaires Étrangères[21]. La numérisation, qui a débuté en 2013, a s'est depuis étendu à l'ensemble des archives des fouilles d'André Parrot, à l'exception de la documentation administrative.

Il faut ici rappeler brièvement que les fouilles et études de la mission de Mari sont publiées à la Bibliothèque Archéologique et Historique de l'institut français du Proche-Orient. Si presque

Fig. 24: Mari, survol du temple d'Ishtar par l'aviation française du Levant, mission archéologique française de Tell Hariri-Mari.

21. Butterlin & Glasson-Deschaume 2017.

Fig. 25: Mari, situation des principaux inventaires de la ville II, montage de l'auteur, mission archéologique française de Tell Hariri-Mari.

tous les rapports préliminaires ont été publiés dans la revue Syria, les fouilles d'André Parrot ne le sont pas encore dans leur intégralité. De vastes ensembles restent ainsi inédits : le secteur central des temples (Haute Terrasse, Massif Rouge, temple du Seigneur du Pays et temple de Shamash), et surtout les fouilles menées dans les palais présargoniques. De surcroît, un nombre non négligeable de photos restées inédites des fouilles qui ont fait l'objet de publications sont également à notre disposition.

En 2013-2014, a été mis en œuvre le projet Ishtar[22]. Il s'agissait, à l'occasion des 80 ans de la fouille, d'organiser une exposition croisant les objets conservés au Louvre avec les archives numérisées de la fouille du temple d'Ishtar (Figure 24). L'exposition s'est tenue entre janvier et mai 2014 à l'Institut du Monde Arabe. Les objets étaient présentés de pair avec les photos de fouille et les fiches correspondantes. L'exposition a ainsi permis d'étudier des documents restés inédits, d'amorcer une nouvelle recherche sur les problèmes de stratigraphie[23], mais aussi de localiser des objets dans et aux environs du sanctuaire. Après 80 ans de fouilles, revisiter cette documentation s'est révélé particulièrement fructueux, tant l'inventaire découvert au temple d'Ishtar est atypique dans la ville du 3ème millénaire (Figure 25)[24]. Ce projet a été un excellent sondage pour mesurer tout le potentiel d'un tel travail qui peut ainsi être mené dans d'autres domaines.

A ainsi été amorcé dans le même esprit le programme de restitution en 3D du Grand Palais Royal, encadré par Jean Margueron. Outre la restitution digitale du palais, il s'agit également d'exploiter les données des archives. Ces programmes de digitalisation n'ont d'intérêt que dans le cadre d'une publication globale des documents, mais aussi de leur valorisation, notamment sur internet. S'il existe une synthèse sur les fouilles de Ma-

22. Cluzan & Butterlin 2014.

23. Margueron 2014.

24. Butterlin 2014*d*; Cluzan 2014.

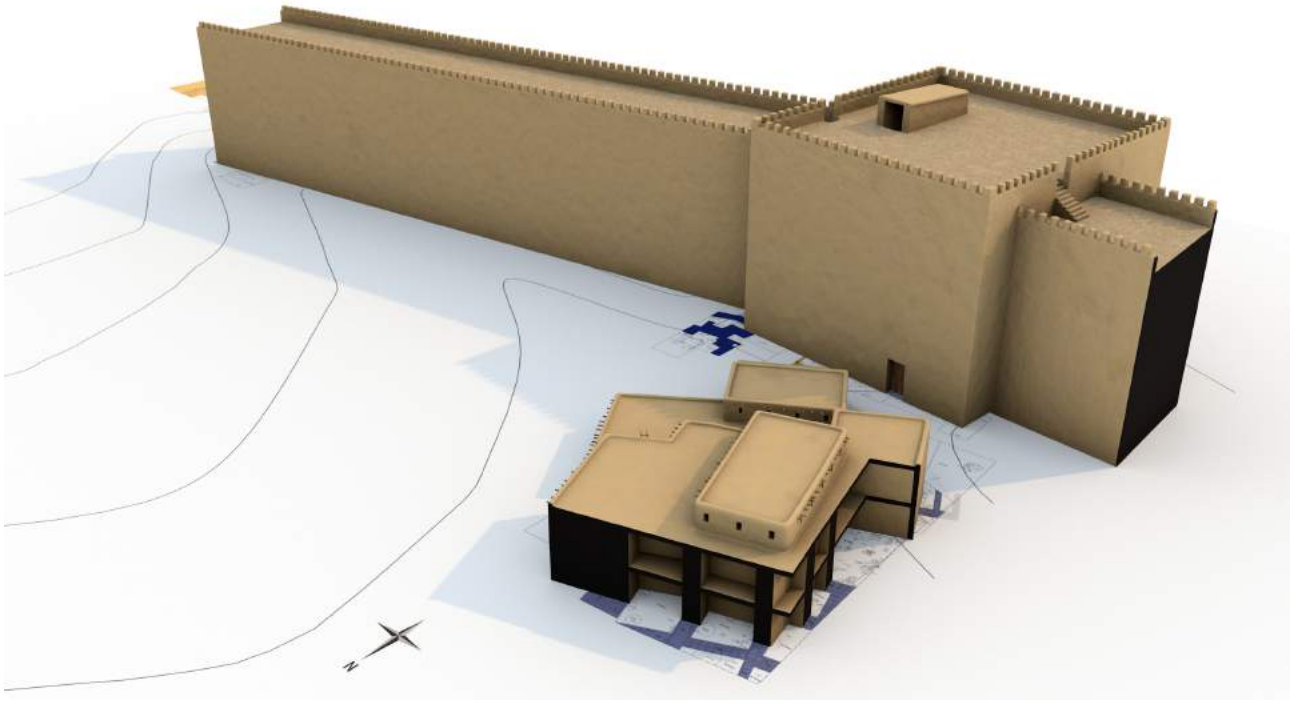


Fig. 26: Mari, chantier N 3 - N 4 restitution du bastion sud, du mur d'enceinte et de la résidence sud, ARTEFACT – mission archéologique française de Tell Hariri-Mari.

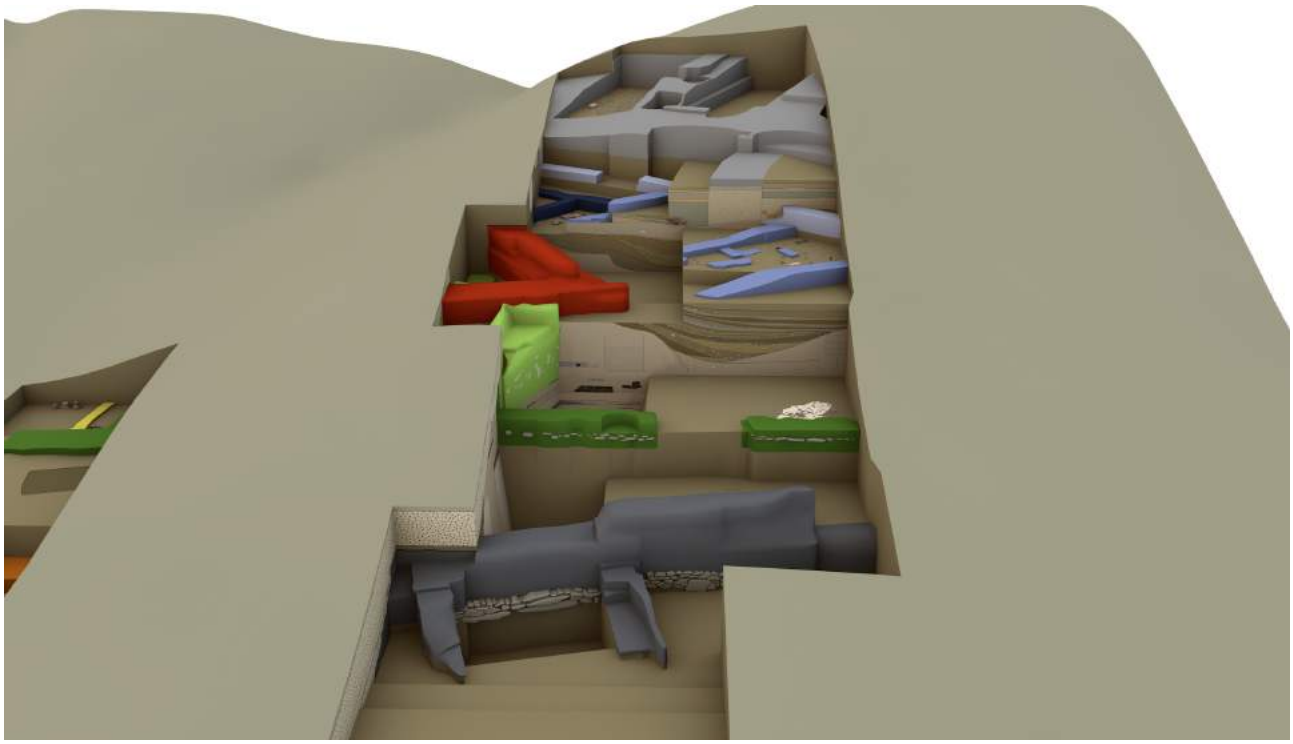


Fig. 27: Mari chantier V 1, modélisation 3D de la tranchée stratigraphique, ARTEFACT- mission archéologique française de Tell Hariri-Mari.

ri jusqu'en 2003[25], la publication des rapports préliminaires des fouilles dirigées par Jean-Claude Margueron a été achevée en 2015[26], mais il reste à achever celle, définitive, de ces chantiers.

Parmi ces programmes, figurent également les travaux entrepris sur les dernières fouilles réalisées sous la direction de P. Butterlin de 2005 à 2010. Plusieurs opérations ont été conduites, depuis 2010 : la première a porté sur les fouilles menées de 2007 à 2010 dans le sud de la ville est où une grande résidence, un bastion massif, une section de l'enceinte et une porte de la ville ont été dégagés (Figure 26)[27]. Un travail de restitution 3D de l'ensemble dans ses divers états du milieu du 3ème millénaire au début du 2ème millénaire a été réalisé. La seconde opération était destinée au rendu 3D d'une fouille stratigraphique complexe menée au chantier V.1 de 2007 à 2010 (Figure 27)[28]. Là, il s'agissait de matérialiser les divers états d'une fouille en tranchée étagée qui a documenté toutes les étapes de l'histoire de la ville depuis le début du 3ème millénaire et permis d'intéressantes observations sur la topographie de la ville.

Enfin, depuis 2014, a été entamé le programme Massif Rouge[29]: il s'agit du rendu en 3D d'un secteur de recherches de 2000 m²(Figure 28), centré sur l'énigmatique massif de briques au cœur rouge désigné conventionnellement sous le terme de Massif Rouge par Parrot[30]. Plusieurs états d'un édifice qui était au départ une terrasse étagée, ancêtre des ziggurats, ont été défi-

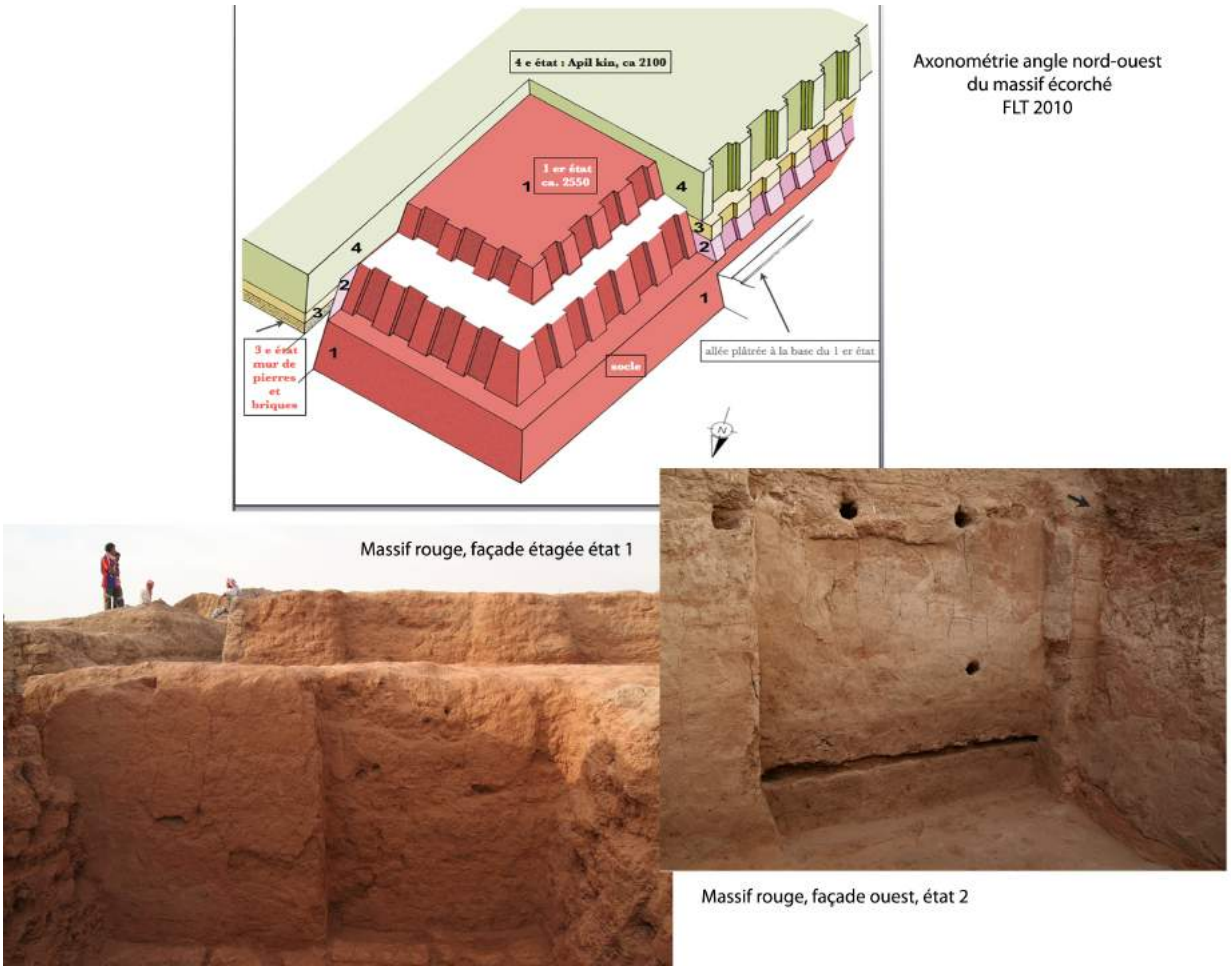


Fig. 28: Mari, vue écorchée du massif rouge et façades, mission archéologique française de Tell Hariri-Mari.

25. Margueron 2004.

26. Margueron *et al.* 2015.

27. Butterlin & Rey 2016.

28. Abu-Azizeh & Rey 2014.

29. Butterlin 2015*b*.

30. Beyer *et al.* 2014; Butterlin 2014*d*.

nis. Les mutations de l'édifice se sont accompagnées non seulement de l'exhaussement et de l'élargissement du massif, mais aussi de l'exhaussement de tout le centre monumental, avec les sanctuaires associés. On est là au cœur du pouvoir religieux à Mari, le massif étant accolé au temple du Seigneur du Pays où 14 statuettes fragmentaires ont été découvertes en 2009.

L'un des grands chantiers de ce programme de mise en valeur est assurément l'élaboration d'une documentation en 3D d'artefacts dans le cadre d'un véritable musée virtuel qui permettra de réunir des objets déposés au Louvre et dans les musées syriens à Alep, Der-e-Zor et Damas. Un tel projet permettrait en particulier de remettre en route les programmes de formation qui sont au cœur de toutes les démarches entreprises pour participer à l'immense chantier que sera la reconstruction de la Syrie.

BIBLIOGRAPHIE

Abu-Azizeh W. & Rey S., 2014, «Fortifications et topographie urbaine à Mari : recherches archéologiques dans la Ville Est (chantiers N3, N4, N5 et V1). Résultats préliminaires », *in Mari, ni est, ni ouest : actes du colloque tenu les 20-22 octobre 2010 à Damas, Syrie*, Syria supplement 2, p. 125–158.

Bendakir M., 2009, *Les vestiges de Mari : la préservation d'une architecture millénaire en terre*, Éditions de la Villette, Paris.

Beyer D., Muller B., al Maqdissi M., Beyer D. & Cavigneaux A., 2014, «Les temples de Mari, Bilan de 20 ans de travaux au chantier G (1990-2010) », *in* Butterlin P. & Margueron J.-C. (eds.), *Mari ni est ni ouest, actes du colloque international de Damas 20-22 octobre 2010*, Syria Supplément 2, Presses de l'Institut Français du Proche-Orient, Beyrouth, p. 517–541.

Butterlin P., 2010*a*, «Cinq campagnes à Mari : nouvelles perspectives sur l'histoire de la métropole du Moyen Euphrate», *Comptes rendus de l'Académie des Inscriptions et des Belles Lettres* 154, 1, p. 171–210.

Butterlin P., 2010*b*, «D'Uruk à Mari, recherches récentes sur la première révolution urbaine en Mésopotamie méridionale et centrale », *Revue d'Histoire urbaine* 29, p. 133–159.

Butterlin P., 2014*a*, «André Parrot et la découverte du temple d'Ishtar en perspective », *in* Butterlin P. & Cluzan S. (eds.), *Voués à Ishtar*, Guides archéologiques de l'Institut français du Proche-Orient 11, Presses de l'Institut Français du Proche-Orient, Beyrouth, p. 31–113.

Butterlin P., 2014*b*, «Les recherches de Jean Margueron à Mari et leurs enjeux », *in* Fenollos J.-L. (ed.), *Redonner vie aux Mésopotamiens, mélanges offerts à Jean Margueron à l'occasion de son 80e anniversaire*, Cuadernos Mesopotamicaos 4, p. 31–46.

Butterlin P., 2014*c*, «Les vases en chlorite du temple d'Ishtar et le « système-monde » sumérien », *in* Butterlin P. & Cluzan S. (eds.), *Voués à Ishtar*, Guides archéologiques de l'Institut français du Proche-Orient 11, Presses de l'Institut Français du Proche-Orient, Beyrouth, p. 175–189.

Butterlin P., 2014*d*, «Recherches au massif rouge, données nouvelles sur le centre monumental de Mari et son histoire », *in* Butterlin P., Margueron J.-C., Muller B., al Maqdissi M., Beyer D. & Cavigneaux A. (eds.), *Mari ni est ni ouest, actes du colloque international de Damas 20-22 octobre 2010*, Syria Supplément 2, Presses de l'Institut Français du Proche-Orient, Beyrouth, p. 81–101.

Butterlin P. & Glasson-Deschaume G., 2017, «Face aux patrimoines culturels détruits du Proche-Orient ancien : défis de la reconstitution et de la restitution numériques », *The Conversation [12/10/2017]* URL http://theconversation.com/face-aux-patrimoines-culturels-detruits-du-proche-orient-ancien-defis-de-la-reconstitution-et-de-la-restitution-numeriques-85032.

Butterlin P. & Lecompte C., 2014, «Mari, ni est, ni ouest, et les statuettes de la cachette du temple «Seigneur du Pays»», *in* Butterlin P., Margueron J.-C., Muller B., al Maqdissi M., Beyer D. & Cavigneaux A. (eds.), *Mari ni est ni ouest, actes du colloque international de Damas 20-22 octobre 2010*, Syria Supplément 2, Presses de l'Institut Français du Proche-Orient, Beyrouth, p. 605–629.

Butterlin P. & Rey S., 2016, «Mari and the Development of complex defensive systems in Mesopotamia at the dawn of history », *in* Fredericksen R., Muth S. & Schneider P. (eds.), *Focus on Fortifications: New Research on Fortifications in the Ancient Mediterranean and the Near East*, Fokus Fortifikation Studies 2, Oxbow Books, Oxford, p. 1–13.

Butterlin P. t., 2015*a*, «Mission archéologique française de Tell Hariri Mari: rapport préliminaire à l'issue de la 42ème campagne (septembre-octobre 2005) », *Akh Purattim* 3, p. 209–225.

Butterlin P. t., 2015*b*, «Mission archéologique française de Tell Hariri Mari: rapport préliminaire à l'issue de la 43ème campagne (septembre-octobre 2006) », *Akh Purattim* 3, p. 225–247.

Cluzan S., 2014, «La place de la statuaire votive du temple d'Ishtar virile dans la sculpture de la ville II de Mari», *in* Cluzan S. & Butterlin P. (eds.), *Voués à Ishtar*, Guides archéologiques de l'Institut français du Proche-Orient 11, Presses de l'Institut Français du Proche-Orient, Beyrouth, p. 140–150.

Cluzan S. & Butterlin P. (eds.), 2014, *Voués à Ishtar*, Guides archéologiques de l'Institut français du Proche-Orient 11, Presses de l'Institut Français du Proche-Orient, Beyrouth.

Margueron J.-C., 2004, *Mari : métropole de l'Euphrate au IIIe et au début du IIe millénaire av. J.-C.*, Picard : ERC, Paris.

Margueron J.-C., 2007, « Mari et la chronologie. Acquisitions récentes et problèmes », *in* Matthiae P. t. (ed.), *From Relative Chronology to Absolute Chronology. The Second Millennium B.C. in Syria-Palestine, actes du colloque 29 novembre-1er décembre 2001*, Bardi Editore, Roma, p. 285–301.

Margueron J.-C., 2009, « La fondation de Mari, première approche d'une technologie de fondation », *in* Caramelo F. & Montero-Fenollos J.-L. (eds.), *IIe rencontre syro-franco-ibérique d'archéologie et d'histoire ancienne du Proche-Orient, la basse et moyenne vallée de l'Euphrate syrien : zone de frontière et d'échanges*, Estudos Orientais 10, Instituto Oriental, Lisboa, p. 13–35.

Margueron J.-C., 2013, *Cités invisibles : la naissance de l'urbanisme au Proche-Orient ancien : approche archéologique*, Geuthner, Paris.

Margueron J.-C., 2014, « Le temple d'Ishtar : ce que l'on peut dire 80 ans après la fouille », *in* Butterlin P. & Cluzan S. (eds.), *Voués à Ishtar*, Guides archéologiques de l'Institut français du Proche-Orient 11, Presses de l'Institut Français du Proche-Orient, Beyrouth, p. 131–148.

Margueron J.-C. & Durand J.-M. (eds.), 1983, *À propos d'un cinquantenaire, Mari, bilan et perspectives : actes du Colloque International*, Mari annales de recherches interdisciplinaires 4, Éditions Recherche sur les civilisations, Paris.

Margueron J.-C., Rouault O., Butterlin P. & Lombard P. (eds.), 2015, *Rapports préliminaires sur les campagnes 1997-2004*, Akh Purattim 3 - Les rives de l'Euphrate, MOM Éditions, Lyon, URL http://books.openedition.org/momeditions/4365.

Parrot A., 1936, *Mari, une ville perdue*, Éditions « Je sers », Paris.

Parrot A., 1956, *Mission archéologique de Mari. Volume I, Le temple d'Ishtar*, Bibliothèque Archéologique et Historique 65, Geuthner, Paris.

Parrot A., 1958*a*, *Mission archéologique de Mari. Volume II: Le Palais. 1, Architecture*, Bibliothèque Archéologique et Historique 68, Geuthner, Paris.

Parrot A., 1958*b*, *Mission archéologique de Mari. Volume II, Le Palais. 2, Peintures murales*, *Bibliothèque Archéologique et Historique*, vol. 69, Paul Geuthner, Paris.

Parrot A., 1959, *Mission archéologique de Mari. Volume II, Le Palais. 3, Documents et monuments*, Bibliothèque Archéologique et Historique 70, Geuthner, Paris.

Parrot A., 1967, *Mission archéologique de Mari. Volume III, Les Temples d'Ishtarat et de Ninni-Zaza*, Bibliothèque Archéologique et Historique 86, Geuthner, Paris.

Parrot A., 1968, *Mission archéologique de Mari - Tome 4 - Le «Trésor» d'Ur*, Bibliothèque Archéologique et Historique 87, Geuthner, Paris.

Parrot A., 1975, « Les fouilles de Mari. XXIe campagne de fouilles (Automne 1974) », *Syria* 52, 1-2, p. 1–17.

http ://www.asor-syrianheritage.org/asor-chi-mr-dec2017/

Craters at Qasr Shemamok (Kurdistan, Iraq)

OPPORTUNITIES AND PROBLEMS FOR EXCAVATIONS

Ilaria Calini[1]
Jean-Jacques Herr[2]
Maria Grazia Masetti-Rouault[3]

Résumé : Des cratères à Qasr Shemamok (Kurdistan, Irak)

Qasr Shemamok – une cité antique, identifiée, au moins pendant la période assyrienne, par le toponyme de *Kilizu* – a été l'un des centres régionaux du « pays d'Assur » dès la fin de l'âge du Bronze et pendant l'âge du Fer. Son acropole se distingue par la présence de vastes cratères, bien visibles sur son sommet. Remplis progressivement par la colluvion et par des remblais, ces cratères ont été produits au cours d'opérations de guerre récentes (2002-2003) : les bombardements effectués par la coalition menée par les États-Unis étaient destinés à la destruction d'une base militaire irakienne, installée en bonne position stratégique pour contrôler les routes traversant la plaine du Shiwazor, de la rive du Zab Supérieur jusqu'à la cité d'Erbil. Si les bombes ont détruit l'occupation militaire visée, elles ont également endommagé une partie des niveaux archéologiques ; cependant, les cratères nous ont également offert l'opportunité d'atteindre rapidement les vestiges des périodes plus anciennes. En effet, les premiers sondages avaient montré que les occupations de l'âge du Fer étaient couvertes par environ 5 mètres de couches datables aux époques post-assyriennes. Ainsi, la fouille d'un cratère situé sur le côté nord-est de l'acropole aurait pu nous donner assez rapidement une idée plus précise de la séquence stratigraphique de cette zone. La première partie de cet article présente les phases d'avancement et les premiers résultats de cette opération, illustrant à la fois les progrès et les difficultés rencontrées. La deuxième partie montre les caractères taphonomiques d'une « bombturbation » dans une stratigraphie archéologique.

Mots-clefs : Qasr Shemamok, Kurdistan, fouilles, stratigraphie, occupation militaire, « bombturbation », cratère, explosion.

1. Post-doc EPHE-PSL, Paris – UMR 8210 ANHIMA, Ceramic specialist for the French Archaeological Mission at Qasr Shemamok.

2. Post-doc Research Fellow for the Peshdar Plain Project at the Alexander von Humboldt – Professorship for the Ancient History of the Near and Middle East, Ludwig Maximilians University, Munich, Paris – ArScAn, UMR 7041 VEPMO.

3. Professor at the EPHE-PSL, Paris – UMR 8167 Orient et Méditerranée, Director of the French Archaeological Mission at Qasr Shemamok.

Abstract : Qasr Shemamok – an ancient city identified by the toponym of *Kilizu* at least during the Assyrian period – was one of the regional centres of "The Land of Assur" , since the end of the Bronze Age and during the Iron Age. Its acropolis features nowadays a series of craters of considerable size, clearly visible on the top of the site. These craters, filled up with colluvium layers and intentional backfills, have been produced by some bombings by US-led coalition during the recent wars (2002-2003). The attack targeted an Iraqi military facility placed on the acropolis, meant to take advantage of its location as a strategic road checkpoint in the Shiwazor valley, between the Upper Zab valley and the city of Erbil. Coalition's explosive ordnances destroyed not only the military base, but also a part of the archaeological levels that laid underneath. Nevertheless, eventually they offered us an opportunity to reach quicker the remains of the ancient settlements. Soundings on the citadel have shown that Iron Age levels were sealed by about 5 meters of Post-Assyrian layers. Under such circumstances, we chose to focus a part of our work on a crater located on the north-eastern side of the citadel, in order to gain a more precise understanding of the stratigraphic sequence in this area. In the first part of this article, we present the different phases of development and the first results of this operation, discussing both progress and difficulties. The second part of this study explains the taphonomic properties of a "bombturbation" in an archaeological stratigraphy.

Keywords : Qasr Shemamok, Kurdistan, excavation, stratigraphy, military occupation, "bombturbation" , crater, explosion.

ملخص / پووخته / خلاصه

الحُفر في قصر شماموك (كردستان، العراق): الفرص ومشاكل الحفريات

قصر شَماموك -مدينة قديمة- تم تحديدها على الأقل خلال الفترة الآشورية وفق اسم كِلِيزو، والتي كانت واحدة من المراكز الإقليمية لـ "بلاد آشور" في نهاية العصر البرونزي وخلال العصر الحديدي. يتميز أكروبولها (قمة التل) بوجود فوهات كبيرة، يمكن رؤيتها بوضوح في قمة التل. وتمتلئ هذه الفوهات بشكل مستمر بالردميات والمجارة. تم إنتاج هذه الحفر خلال العمليات الحربية الأخيرة (٢٠٠٢-٢٠٠٣) نتيجة عمليات القصف التي كانت تقوم به قوات التحالف الذي تقوده الولايات المتحدة والتي كانت تهدف إلى تدمير قاعدة عسكرية عراقية ذات الموقع الاستراتيجي والتي كانت تسيطر على الطرق التي تعبر سهل شهرزور من ضفة نهر الزاب الأعلى إلى مدينة أربيل. وحينما دمرت القنابل القاعدة العسكرية المستهدفة، فإنها ألحقت أضراراً ببعض السويات الأثرية في الموقع. ومع ذلك، فإن الحُفر قد أتاحت لنا الفرصة للوصول بسرعة إلى سويات العصور القديمة. وأظهرت الاستطلاعات الأولى في الموقع أن طبقات العصر الحديدي كانت مغطاة بحوالي ٥ أمتار من السويات المؤرخة بفترات ما بعد الفترة الأشورية. وبذلك فقد مكّن التنقيب في حفرة على الجانب الشمالي الشرقي من الأكروبول من أن يعطينا فكرة سريعة عن التسلسل الطبقي لهذه المنطقة. يعرض الجزء الأول من هذه المقالة مراحل التقدم والنتائج الأولى لهذه العملية، موضحاً التقدم المحرز والصعوبات المصادفة. ويعرض الجزء الثاني الدور المزعج للتفجير في الطبقات الأثرية.

الكلمات المفتاحية: قصر شَماموك، كردستان، الحفريات، الطبقية، الإشغال العسكري، "تفجير القنابل"، الحفرة، الانفجار.

چاڵە هەڵکەنراوەکانی گردی قەسر شەمامۆك (کوردستان ، عێراق): شانص و هەڵکۆڵین

پووخت: گردی قەسر شەمامۆك-شارێکی کۆن، ناسراوە، لە سەردەمی ئاشوریەکاندا، وە لە ناوی جوگرافیای ئاشوریەکاندا بە کیلیزو ناسراوە- سەنتەرێکی هەرێمایەتی ((وولآتی ئاشور بووە)) لە کۆتای سەردەمی برونزی و سەردەمی ئاسنی. شوێنێکە پرە لە چاڵی سەربازی و بەرگری، کەوا لە ماوەی جەنگی کۆتای (2003-2002) دا لێدراوە: وەك بردومانی هاوپەیمانان بە سەرکردایەتی ویلایەتە یەکگرتووکان بە مەبەستی بۆردمانی بنکەی سەربازی عێراق، کەوا شوێنێکی گرنگ بووە بۆ زاڵبوون بە سەر ئەو رێگایانەی کەوا بە دەشتی شیوازۆر تێپەر دەبن لەکەنار زێی گەورەو ب ۆشاری هەولێر. لەوانیە ئەو بۆمبانە بنکە سەربازیەکانی کردبێتە ئامانج، بەلآم لە هەمان کاتدا زیانی بە هەندێ چینە شوێنەواریەکان گەیاندووە، لە گەڵ ئەوەشدا، ئەم چالآنە بوون بە دەرفەتێك بۆ گەیشتن بەشێوەیەکی خێرا بە چینە کۆنەکاندا. لە راستدا، لە ئەنجامی هەڵکۆڵینە سەرەتاییەکاندا چینی نیشتەجێبوونی سەردەمی ئاسنی لە ژێر رووپێشی 5 مەتر دەرکەوتوون کەوا دەگەرێنەوە بۆ سەردەمەکانی پێش ئاشوری، وە هەروەها، لێدانی چاڵێك لە کەناری رۆژهەلاتی لووتکەی سەرەوە بیرۆکەیەکی خێرامان دەدا بەدەستەوە لە سەر چینە شوێنەواریەکانی گردەکە. بەشی یەکەمی ئەم توێژینەوەیە قۆناغەکانی پێکەوتن و ئەنجامە سەرەتایەکانی ئەم پۆپارسۆنە نیشان دەدا، کەوا پێشکەوتن و تەگەرەکان نیشان دەدا. دووەم بەش باس لە تایبەتمەندی ئەو بۆمبارانە دەکات کەوا زانیانیان بە چینە شوێنەواریەکان دازو.

ووشەی تێپەر: قەسر شەمامۆك، کوردستان، هەڵکۆڵین، چینە شوێنەواریەکان، نیشتگەی سەربازی، بۆمبارکردن، چاڵ، تەقاندنەوە.

حفره‌ها در قصر شیماموک (کردستان، عراق): فرصت‌ها و چالش‌های کاوش‌های باستان شناسی

قصر شیماموک، شهری قدیمی ایست که، کم از کم در دوره آشوری مشخص شده و با نام کیلیزو یاد میشد، این شهر از اواخر عصر مفرغ و در جریان عصر آهن یکی از مراکز محلی «کشور آشور» به شمار میرفت. در بلندای دژ، حفره‌های بزرگی موجود است، که بتدریج توسط کوهرفت‌ها و زباله‌ها پُر شده اند. این حفره‌ها در جریان عملیات نظامی اخیر بین سالهای ۲۰۰۲ و ۲۰۰۳ میلادی ایجاد گردیده‌اند، بمباردمان این ساحه، که توسط قوای ائتلاف به رهبری ایالات متحده صورت گرفت، برای نابودی یک پایگاه نظامی عراق بود. این پایگاه واقع در نقطه استراتژیک‌ایست، که راه‌های عبور و مرور از جُلگه شیوازور، کرانه علیا زاب تا شهر اربیل را در کنترل دارد.

اگرچه این بمب‌ها منجر به تخریب ساحه نظامی گردیدند، آنها قسمتی از لایه‌های باستانی را همچنان ویران کردند، در ضمن این حفره‌ها سبب شدند، تا زودتر به بقایای باستانی دوره‌های قدیم دسترسی پیدا نمایم. در واقع سانُداژهای ابتدایی گواه آنست، که زیستگاه عصر آهن تقریباً توسط ۵ متر لایه باستانی پوشیده شده و قدامت آنها به دوره بعد آشوری بر میگردد. همچنان کاوش یکی ازین حفره‌ها، که در گوشه شمال-شرقی دژ واقع شده، میتواند برای ما بطور سرسری، تصور کلی دقیق از توالی لایه‌های این بخش را ارائه کند.

قسمت اول این مقاله، مراحل پیشرفت و نتایج اولیه این عملیات کاوش را شرح میدهد، که همزمان بیانگر پیشرفت و مشکلات پیش آمده است. قسمت دوم مشخصات تافونومیکی یا فرایند حفظ شدگی یک «بمب توربسیان1» را در یک لایه باستانی نشان میدهد.

واژه‌های کلیدی: قصر شیماموک، کردستان، کاوش‌ها، چینه/لایه شناسی، اشغال نظامی، «بمب توربسیان» حفره، انفجار.

1. THE TELL OF QASR SHEMAMOK: A STRATEGIC CENTRE FOR THE "LAND OF ASSUR" AND BEYOND (ILARIA CALINI AND MARIA GRAZIA MASETTI-ROUAULT)

1.1. Location of the site and first identifications

The site of Qasr Shemamok covers around 70 hectares[4] and it is located at about 25 km from Erbil, and about the same distance from the Neo-Assyrian capital of Kalhu/Nimrud and the Tigris River beyond it (Figure 1).

Since the beginning of archaeological research in northern Mesopotamia, the site has been identified as the ancient city called *Kakzu* – a toponym read today, more correctly, as *Kilizu* – thanks to the discovery of cuneiform inscriptions on baked bricks celebrating the construction of a system of urban walls by the Assyrian king Sennacherib, at the very end of the 8th century B.C.[5]. The excavations of the French team, directed by Olivier Rouault and later by M. G. Masetti-Rouault (Mission Archéologique Française à Qasr Shemamok, MAFQS), ongoing since 2011, have confirmed this identification and the integration of the town into the Assyrian system since the Late Bronze Age[6].

The discoveries of Sennacherib's ramp, in the southern slope of the "citadel" , and of the remains of Adad-nirari I's palace in the northern one support this claim. However, further study has shown that the occupational

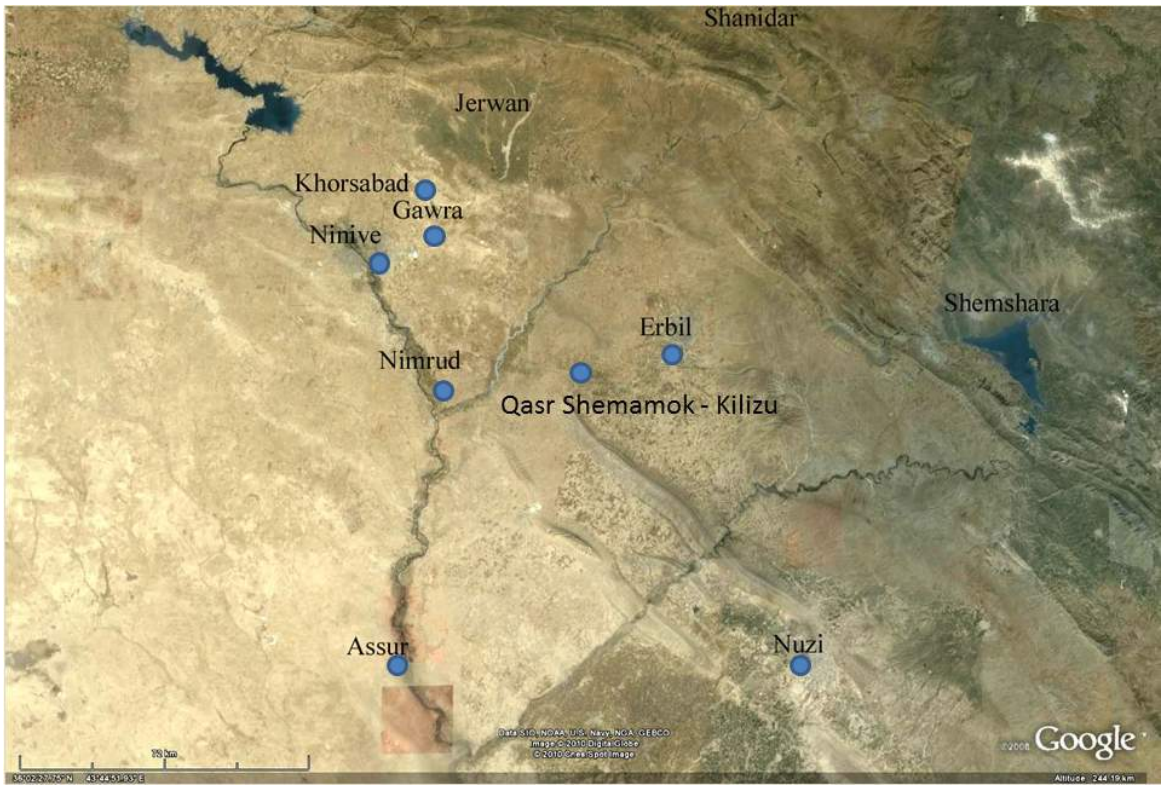


Figure 1: Location of Qasr Shemamok in north-eastern Mesopotamia (©Google Earth, DigitalGlobe, CNES Spot images, MAFQS).

4. The actual surface of the lower town corresponds to the area covered by city walls of Sennacherib's era, but the results of different surveys around the site suggest that, at certain times, the settlement could have been more extensive, up to 100 hectares.

5. Layard 1853, p. VI and p. 223-224. See also Postgate 1980, p. 591; Rouault & Masetti-Rouault 2014, 2015; Masetti-Rouault & Rouault 2012; Rouault 2015; Rouault & Masetti-Rouault 2016; Rouault *et al.* 2018*a*,*b*.

6. Rouault *et al.* 2018*a*,*b*.

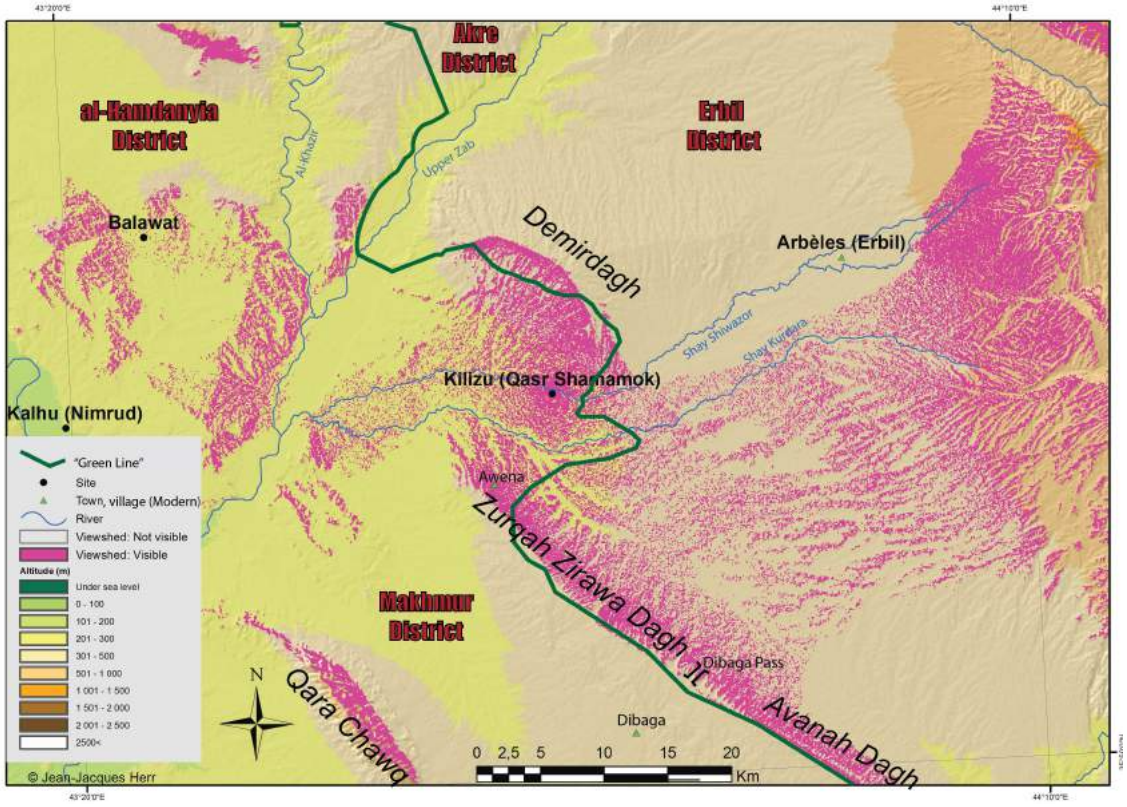


Figure 2: Map of the Erbil Plain with the Viewshed from Qasr Shemamok. (ArcMap, SRTM, USGS, realised by J.-J. Herr).

Figure 3: U2 aerial imagery of Qasr Shemamok and the surrounding area in 1960 (courtesy of J. Ur).

history of the site is in fact far longer, starting possibly as early as the Chalcolithic period, and continuing until the late Ottoman period.

Thanks to the fertility of its rural landscape and to its position – at the crossroads between the Assyrian capital cities on the Tigris and the region of Erbil/Arbela, and on the way towards the Zagros and northern Iran, as well as to Babylonian territories in the south-east – the site has had a great strategic importance during all historical periods. The viewshed analysis of ArcGIS software determines the raster area visible from the top of the tell (in purple in Figure 2) and shows that Qasr Shemamok, overlooking the entire plain, offers a clear line of sight, over a long distance, to the south-western slope of the Demirdagh and the north-eastern slope of the long anticline hill of the Zurqah Ziraw Dagh (northern part) and Avanah Dagh (southern part). This strategic feature ensured the continuity of its urban structure, though making it the object of frequent destructions, followed up by heavy reconstruction programs, often determined by the military and logistic needs of the states and empires ruling the region. Located on the left bank of the Shiwazor river – coming from Erbil and entering the Upper Zab just before its confluence into the Tigris –, Qasr Shemamok is formed by a "citadel" and a "lower town" . The latter is now covered by irrigated fields and, in its southern part, by the new Kurdish village of Sa'adawa, rebuilt after a destruction during the last conflicts. This is the reason why we have not yet been able to excavate the lower town, and had to limit our research there to pedestrian and magnetic surveys. Therefore, our excavations have been carried out mainly in the citadel area.

The descriptions given by Henry Layard and Victor Place[7] after their visits and first trenches at Qasr Shemamok insist on the imposing dimensions of the site. Layard also mentioned the presence, at the top, of ruins of

Figure 4: Satellite Imagery of citadel of Qasr Shemamok with the six large craters marking the surface. (ArcMap, Bing Map, DigitalGlobe, modified by J.-J. Herr).

7. Place 1852, p. 463-464.

Figure 5: Aerial view of Qasr Shemamok: the craters and the military installations, 2012 (© MAFQS).

Figure 6: Aerial view of Area B, at the north-eastern corner of the acropolis, 2012 (© MAFQS).

an Ottoman fortress, reused by an Arabic clan for its settlement. Despite these early identifications, no images nor graphic representations of Qasr Shemamok exist until the pictures taken by Doro Levi, the architect of the Italian archaeological team led by Giuseppe Furlani at the beginning of 1933[8]. These pictures – damaged by the flooding of the Arno River in the Florence archaeological museum archives in 1964 –show, among many other views and archaeological contexts and objects, the eastern part of the citadel – where area B is now located – and its centre, where the Italian camp was settled, as marked by the presence of ruins[9].

At the beginning of the 60's, when the first U2[10] and CORONA[11] pictures were taken, the situation had already dramatically changed (Figure 3). The acropolis's surface, almost 30 meters above the Shiwazor river, had been levelled by the Iraqi army, and it was – and still is – marked by a military trench all along its perimeter. Other remains of the Iraqi military installations, such as various sized pits, and the edges of a big platform, are still visible (Figures 4 and 5). When the MAFQS started working on the site in Spring 2011, the situation was, yet again, quite different. The surface of the tell was indeed completely flat as a result of a « 2002 or 2003 American bombing », according to the information provided by the inhabitants of the nearby villages of Sa'adawa and Tarjan and as testified by the presence of craters of different dimensions, now partially filled up by layers of colluvium. Later on, the remains of the Iraqi military installations have been levelled out by mechanical means and the rubble thrown downhill, probably as a local initiative in order to erase every memory of the military occupation.

After a mine clearance operation carried out by a specialised Kurdish military unit, we started our first season of excavation by opening a trench on the southern slope of the tell - called area A –, which goes from the top of the acropolis to the lower town. Trench A allowed us to make a first stratigraphic assessment of the site, documenting not only the Assyrian occupation, but also important settlements of the Hellenistic, Parthian and Sasanian periods. We can now tentatively propose that Qasr Shemamok could have lost its urban and residential setting since the Early Islamic period, although the citadel continued to be used as a military and administrative centre until the modern times. The first excavation carried out on the acropolis showed that the construction of the Iraqi military base had been set on a flat surface, resulting from the total erasure of the ancient Ottoman period structures still visible to Layard.

1.2. The MAFQS: excavation strategy and first observations

In Spring 2012, we decided to start working on the surface of the acropolis by opening area B at its north-eastern corner (Figure 6). Toward the North, we added to it a sounding dug on the edge of one of the craters (Figure 4, n° 1) created by the bombing. The choice of this specific location for Area B depended on the contextual necessity to create an alignment with the previous excavated Area A, in order to enable us to eventually link the archaeological levels of these two areas. That operation brought us to experience in a concrete way the correlation between the traces of the most ancient and the most recent past. By dealing with this kind of "polemo-shape" craters as part of the archaeological heritage[12], we eventually documented and described not only the remains of ancient occupations, but also the disruptive effects of the recent conflicts on the site.

Being fully aware we had to face significant stratigraphic perturbations due to the explosion, we hoped in this way to reach more quickly the Iron II-III levels we were interested in, exploiting the deep pit created in more

8. Furlani 1933, 1934*c*,*b*,*d*,*a*, 1935*a*,*b*.

9. Anastasio *et al.* 2012, p. 15, Fig. 5; p. 46, Fig. 42.

10. Aerial surveillance program in the Middle East by the U.S. (1958-1960). https://scholar.harvard.edu/jasonur/u2-aerial-photography-middle-east.

11. Spy Satellite program. https://scholar.harvard.edu/jasonur/pages/corona-photography-1.

12. On the specific issue of the ethical implications of excavating the remains of contemporary history, see Pollock 2016.

Figure 7: The bottom of Crater 1 and its eastern profile (© MAFQS, photo by M. G. Masetti-Rouault).

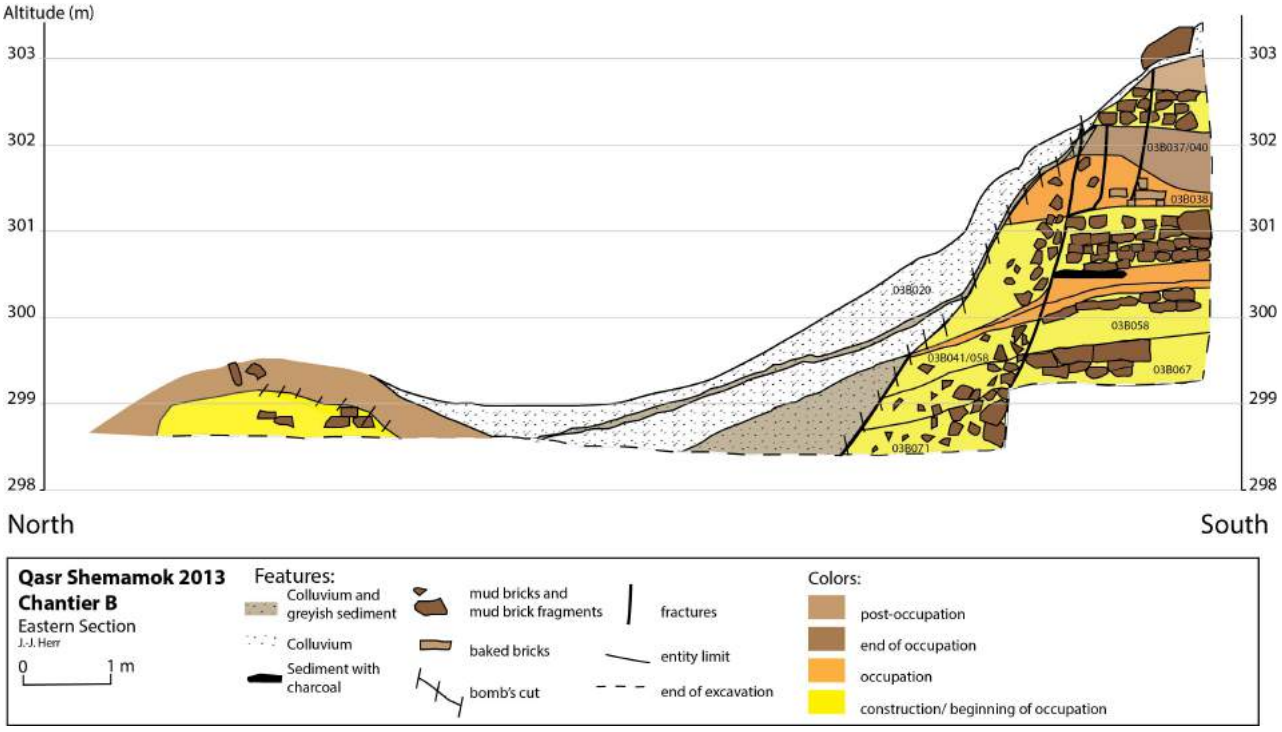


Figure 8: Eastern Section of Chantier B (© MAFQS, photo by J.-J. Herr).

than 4 meters of Sasanian, Parthian and Hellenistic levels of occupation.

Following this risky strategy, we have been progressing quite quickly in our excavations in the north-eastern slope of the citadel. After two seasons of excavation, we have been able to see the entire profile of Crater 1, showing the archaeological remains of walls, floors and ancient deposits in yellow, orange and brown (Figures 7 and 8).

Several fractures appear, due to the blast radius of an air dropped bomb: structures have been disintegrated on 1 meter deep and the stratigraphy has been cut obliquely. This sounding operation allowed us to reach the bottom of the crater and the Post-Assyrian and Neo-Assyrian levels, traversing the Hellenistic, Parthian and Sasanian stratigraphy. The remaining backed bricks visible at the bottom of the crater mark the level 8, dated to the Neo-Assyrian period (Figures 7 and 8). Another sounding, realised during 2017 campaign of excavation in order to explore the Early Neo-Assyrian and the Middle-Assyrian levels, was partially located in the western part of Crater 1, close to the impact point of the bomb, thus showing once again a series of disintegrated and completely burnt layers. However, it should be noted that there was no clear continuity of the burning traces starting from the impact point – where we found, in the previous years, larger parts of the bomb's debris. These layers are separated from the center of the explosion, thus indicating the trajectory of some metallic fragments which have penetrated into the archaeological strata, now marked by the presence of ashes and by chromatic effects of various shades (Figure 9).

Finally, the structures identified immediately west of the crater and belonging to the Parthian level show the effects of the seismic waves of the explosion too, particularly powerful toward the upper part of the crater. In contrast, some segments of a Neo- or Post-Assyrian canalization built in baked bricks, while being very close to the sector perturbed by the fragments of the bomb, did not show any mark of destruction connected with them.

Figure 9: Northern part of area B. Sounding underneath the centre and the western part of Crater 1 with bomb's debris, 2017 (© MAFQS, photo by M. G. Masetti-Rouault).

2. QASR SHEMAMOK, AN "OBSERVATION POINT" FOR THE IRAQI ARMY BEFORE 2003 WAR (JEAN-JACQUES HERR)

2.1. The context of the bombing: identifying the origins of the craters

As seen with the visibility analysis (Figure 2), the high mound of Qasr Shemamok provides an advantageous observation point for the surrounding plain, the Demirdagh and the Zurqah Ziraw Dagh hills, North and East of the *Green Line*. This site and the nearby site of Awena, located 8.5 km to the South West, mark the north-eastern border of the Gwer sub-district of Makhmur district. The eastern border of the Makhmur district corresponds to the former *Green Line*[13]. After the Gulf War, in late 1991, the Iraqi Army moved south of this limit and established military fortified positions along the southern limit of the line. The peripheral trench featuring regular firing positions marked by rectangular or round shape pits as well as nine rectangular pits of 4 m by around 10 m used as defensive firing and observation points by T54/55 Iraqi MBTs (Main Battle Tanks)[14] testify the nature of occupation of the site (Figures 4 to 6 and 10)[15]. The pattern of the visibility area combined to placement of the tank's entrenchment pits reveal an eastern and north-eastern focus of the Iraqi army, namely East and North of the *Green Line*. Thus, the tracing of the *Green Line* is correlated to the location of strategic sites such as Qasr Shemamok. The northern part of this boundary corresponds to the southern slope of the Demirdagh, visible from Qasr Shemamok. The high mound of the archaeological site may have been a topographic marker that influence the tracing of the boundary here. In any case, from its position we can assume Qasr Shemamok was designed to be an observation point on the frontier of the boundary and the Kurdish territories beyond.

As stated before, this strategic location has exposed the site to armed destructions. The American 2002-2003 bombing left, as a result, six large craters still marking the surface of the site (Figures 4 and 5). Evidence of aerial bombing operations in the area, in all likelihood, dates back to late March and early April 2003; i.e. at the time American led Coalition was undertaking *Operation Iraqi Freedom*. The U.S. army's northern operations have been conducted by *the Task Force Viking*[16] whose goal was to contain twelve Iraqi divisions[17] in the North in order to prevent them from intervening in the Bagdad area where Coalition forces were achieving their main thrust[18]. The dropping of around 1000 paratroopers of the 173rd Airborne Brigade of the U.S. Army at the civil airport of Bashur led to the seizing of Erbil on March 28th during the *Operation Northern Safari*. Between the 06th and the 10th of April, the Green Berets and Peshmergas marched along the Highway 2 from Erbil to Makhmur facing the 4th Infantry Division of the Iraqi army.

On the 06th of April happened the famous battle of the Dibaga Pass ("Debecka Pass"), situated on the *Green Line*. This battle was broadcasted on media. Located 28.7 km South-East of Qasr Shemamok, it enables the Coalition to penetrate Iraqi lines. During the battle, as was fre-

13. After the Gulf War in 1991 and the establishment of a no-fly zone north of the 36e parallel with the Operations Provide Comfort and Northern Watch, the Iraqi army of Saddam Hussein moved south to this Green Line which consists more like a buffer area of 5 to 40 km wide (Roussel 2014, carte 1; Meier 2015, p. 96; Bozarslan 2009, p. 40.). Nevertheless, this line has been established unilaterally by the Iraqi army after 1991 (Kane 2011, p. 20).

14. Fontenot *et al.* 2004, p. 251.

15. The dimensions of the T54 and T55 tanks are 3.60 m wide and 6.20 m chassis length, which correspond to the rectangular pits, identifies both on Qasr Shemamok and in Dibaga pass aerial imageries. (https://www.globalsecurity.org/military/world/russia/t-54-specs.htm).

16. Known as *Joint Special Operations Task Force-North* – Fontenot *et al.* 2004, p. 90.

17. Gilmore 2004

18. Fontenot *et al.* 2004, p. 250.

Figure 10: Satellite imagery of the "polemo-shapes" on 1) Qasr Shemamok and 2) Dibaga pass. a) Tank's entrenchments pits b) Aerial bomb crater c) military trench (QGIS, Bing Map, DigitalGlobe, modified by J.-J. Herr).

quent in US fighting procedures, the Iraqi army positions were first submitted to bombings from F16 and F15 fighter jets. The ridge of the Zurqah Ziraw Dagh and Avanah hills were hit by Coalition aircraft prior to the engagement of Peshmergas and Green Berets' infantry[19]. During the same day, *the Guardian* reports a friendly fire incident near the village of Pir Daoud caused by another airstrike conducted by F15 jets[20]. According to the Iraqi Kurdistan Democratic Party's newspaper *Brayati*, some days earlier the area was already intensively bombed by the Coalition resulting in the surrender to the Kurdish forces of around 140 Iraqi soldiers on April the 02nd. During this time Saddam Hussein's army withdrew its units from "Awena boundaries" - which probably includes Qasr Shemamok sector – towards the South-West, near the Qara Chawq ("Qarachogh") mountains[21].

The official record of Coalition activities in the area as well as the public and unclassified documentation concerning these two airstrikes events on the *Green Line* boundaries around Awena suggest that Qasr Shemamok craters could be dated between April the 02nd and 06th 2003. The comparisons of the aerial images of the "polemo-shapes" [22] (trenches, tank entrenchments positions and mostly craters) between Qasr Shemamok and the Dibaga pass (Figure 10.1 and Figure 10.2) show remarkably similar features[23]. We can therefore safely assume Qasr Shemamok craters are also most probably the result of F15 or F16 fighter jets' bombing.

2.2. Some excavated military installations

While excavating an open area South of Crater 1 (Figure 6) in 2013, the team identified what appeared to be the

Figure 11: Remains of an Iraqi military barrack, 2013 (© MAFQS, photo by M. G. Micale).

19. Fontenot *et al.* 2004, p. 250-252; LeFavor 2013, p. 88-89; Gresham 2015. (https://www.defensemedianetwork.com/stories/battle-debecka-pass-roughnecks-war/)

20. Harding & Howard 2003.

21. United Nations High Commissioner for Refugees 2004, p. 2.

22. Or morphological traces of warfare. Taborelli *et al.* 2017.

23. 6 km to the East of Qasr Shemamok similar "polemo-shapes" are also visible East of the village of Khazna near the Erbil Steel Factory.

Figure 12: Pit dug by the Saddam's regime soldiers, Locus QS03BK21 (© MAFQS, photo by M. G. Micale).

remains of the Iraqi military installations targeted during the Coalition's airstrike. The findings consisted in mud-brick walls and a cement floor belonging to a military barrack. Some drains for sewage purposes (Figure 11) were logically placed facing the northern gully to ease out wastewater evacuation. The remains of a defensive trench and a 2x2m square pit were also found in the North-East part of the excavation's trench (QS03BK21 Figure 12)[24].

As a matter of fact, the only "polemo-shapes" visible to the naked eye on the surface of the acropolis are the peripheral trenches and craters displayed in the aerial views of the site.

As shown by ground evidence, the rest of the site appears to have been submitted to systematic levelling activities, carried out by the population living around it. They still continue to do it in order to keep the surface of the tell undisturbed as we have noticed with the removal of our pill of excavated soil South-West of the area B-east (Figure 6). The photograph clearly shows how the freshly removed ground (more brownish than the dry white and yellowish sediment of the surface) has been spread around modern graves.

The conduction of levelling activities also impacted the morphology of the crater itself. When compared to the other craters, Crater 1's southern limit does not display the distinctive raised rim (or lip/collard) it should have. Specialized studies conducted on the cratering of soil due to explosive ordnance, called "*bombturbation*" , have analysed the effects of this violent event on the ground, namely the many disturbances it causes on the soil and its drastic impact on deeper layers. Hupy and Schaetzl have described this phenomenon studying the case of the WWI battlefield of Verdun[25]. According to their research, an aerial bomb exploding on the surface or underneath the ground surface leaves "a pit that is variously excavated of soil and underlying parent material, with an accom-

24. According to inhabitants these installations have been dug by the warriors of the Iraqi Army in order to hide from the U.S. warplanes sights. Simple roofing with reeds and mud covered the top. The backed brick fragments visible on the photo might have supported a floor, keeping the soldiers out of a muddy surface during spring and winter seasons.

25. Hupy & Schaetzl 2006.

panying rim of debris nearby" [26]. This rim is made out of the material excavated by the blast and ejected with equal forces falling to the surface, regularly around the cavity. Our excavation results show that the material coming from the former rim caused by the explosion was later pushed inside "Crater 1" making the stratigraphic entity 03B020 in the section (Figure 8).

The crater was also used for littering purposes. Ammunition remains of past fights were discarded into it and are to be found within the backfill. The excavation of the layer yielded various ammunition remains including nose fuses and shells from 82mm and 60mm mortar high explosive rounds (probably of Bulgarian or Yugoslavian origin), and assault rifle AK47 casings and cartridges[27] as well as artillery shells debris (Figure 13).

2.3. Archaeology of warfare: a "*bombturbation*" case study

Since we know that the craters marking the surface of the mound are due to aerial bombing, we can propose in the present section a closer analysis of the disturbances in the stratigraphy of the site. The scope of this section is, therefore, to pick up on different traces of the disturbances phenomenon which affect the soil due to aerial bombing in order to facilitate dealing with such "polemo-shapes" while excavating on a damaged site.

This phenomenon has been identified as a single taphonomic process by geologists within the field of "*impacturbation*" firstly focused on the effect produced by a meteorite on the soil[28]. In order to differentiate their study case from the meteorite process, Hupy and Schaetzl used the name " *bombturbation*" in the Verdun context[29]. Despite this differentiation, the case of Qasr Shemamok does show various similarities with the meteorite impact model and therefore can rightly muster some of its methods and vocabulary in order to provide better criteria of definition of the soil disturbances noticed within the stratigraphy.

The archaeological levels and their successions will not be studied here. Our work will be limited to specific traces of an aerial bomb exploding within the stratigraphy. The marks left by such projectile provide evidence for the three main stages of crater formation, namely *the contact and compression*, *the excavation* and *the modification* of the sediment[30]. The purpose of the present study is to identify undisturbed archaeological levels located underneath the *transient cavity*, which results from these three different stages, and to predict the situation an archaeologist may encounter if an excavation of such similar soil disturbance is planned.

2.3.1 Presentation of the craters and their shapes

Nowadays six large craters measuring more than 10 m in diameter mark the surface of the citadel of Qasr Shemamok (Figure 4). Crater 1 is 23 m wide, n° 2 is 18 m, n° 3 is 21 m, n° 4 is 19 m, n° 5 is 12 and n° 6 is 12 m. For comparing purposes, Dibaga sites craters display equivalent shapes and sizes (around 20m wide) (Figure 10.2). The identification with a F15 bombing allows us to assume the Explosive Ordnance hit the ground following a vertical or 45 degrees trajectory.

Each of these craters has a clear halo regularly distributed around the excavated central area (Figures 4, 5 and 10). Today, it is essentially visible for craters 2, 3, 4 and 5. These traces, named the *ejecta*, consist of loose earth and debris located in the immediate vicinity of the crater and form a "lip" around the rim. According to Hupy and Schaetzl, this type of crater is "often formed by conven-

26. Hupy & Schaetzl 2006, p. 826.

27. Identification made by D. Leonard, Demining/EOD Consultant (Adem Consulting) and G. Robin (EHM and IM Project Manager | United Nations Mine Action Service). I am very grateful to both of them for their proof reading and comments on this article.

28. Osinski & Pierazzo 2013*a*.

29. Hupy & Schaetzl 2006.

30. Osinski & Pierazzo 2013*b*, p. 3.

31. Hupy & Schaetzl 2006, p. 831.

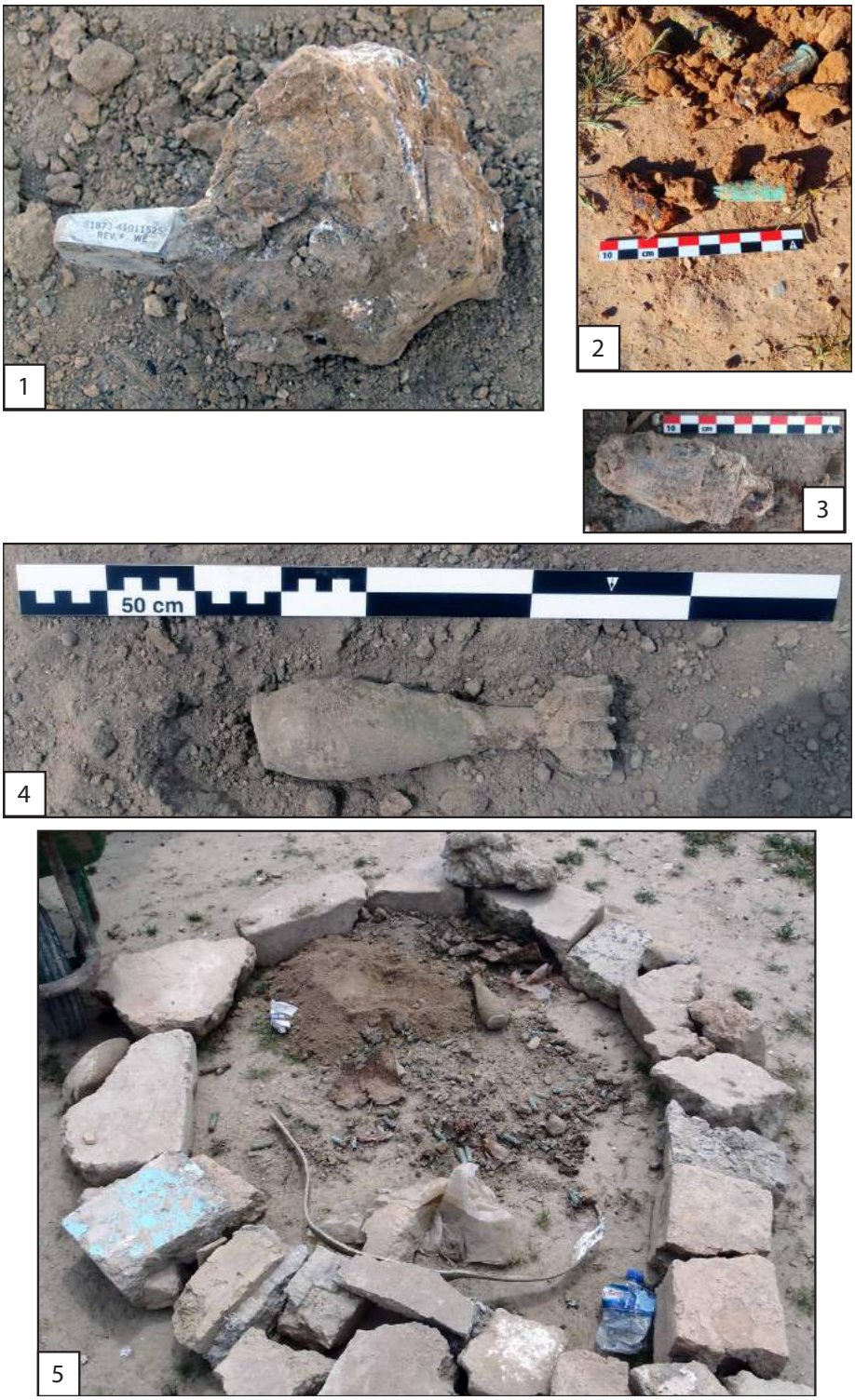


Figure 13: Ammunitions found inside the Crater 1's backfill. **1** Debris of the aerial bomb found underneath the centre of the crater. **2** AK47 cartridges. **3** Fuse nose of 82 mm round mortar. **4** Body of 82 mm round mortar. **5** Zone of deposit of ammunitions recovered in the crater's backfill. (© MAFQS, photos by J.-J. Herr).

Figure 14: Southern part of the Eastern section in Area B showing the listric faults, 2013 (© MAFQS, photo by J.-J. Herr).

tional artillery rounds and aerial munitions" . Such traces are classified by U.S. Army as "Type B crater" [31].

2.3.2 Excavation in Crater 1: documenting traces of "*bombturbation*"

Identifying this phenomenon helps better understanding the depositional process in this location and therefore the sorting of what belongs to a mixed or disturbed material (*allochthonous* sediment) from preserved levels of occupation (*autochthonous* sediment). Thus, this approach considers the stratigraphy according to a different perspective and not only according to possible identifiable ancient architectural levels. The taphonomy, namely the post-depositional process and the perturbation affecting the stratigraphy are the main focuses of the approach. In "*impacturbation*" , the geologists usually try to identify *impactites*, i.e. "*rocks* produced or affected by hypervelocity impact even" [32]. In an archaeological site we substitute "rocks" by "sediments" . According to the *impacturbation* model, the *impactites* can be subdivided into three categories:

- Autochthonous ("formed on site" , and subsequently dated before the impact event)
- Parautochthonous ("Displaced by the event but sharing a local origin")
- Allochthonous ("formed elsewhere and clearly moved to their current location" , consequence of the impact, therefore dated after the impact)[33]

The excavation of the northern part of "Crater 1" ended after the 2013's season with the usual stratigraphic profile in which archaeological remains have been identified in the eastern section (Figure 8). The profile highlights in yellow, orange and brown the archaeological remains of walls, floors and ancient deposits. The cut made by the aerial bomb is clearly visible on the left and on the right of the section. Fractures appeared due to the peripheral effect of the explosion and are *listric faults* (Figure 14). The

32. Grieve & Therriault 2013, p. 90.

33. Grieve and Therriault 2013, p. 90.

different stratigraphic layers slide along the fault plane. These fractures cut the stratigraphy obliquely on a 60° - 75° angle. Farther east, they ended where remains of mud brick walls have been recovered. These fractures are related to the *excavation stage*, when, due to the explosion, a hemispherical shock wave propagates out into the *autochthonous* sediment[34].

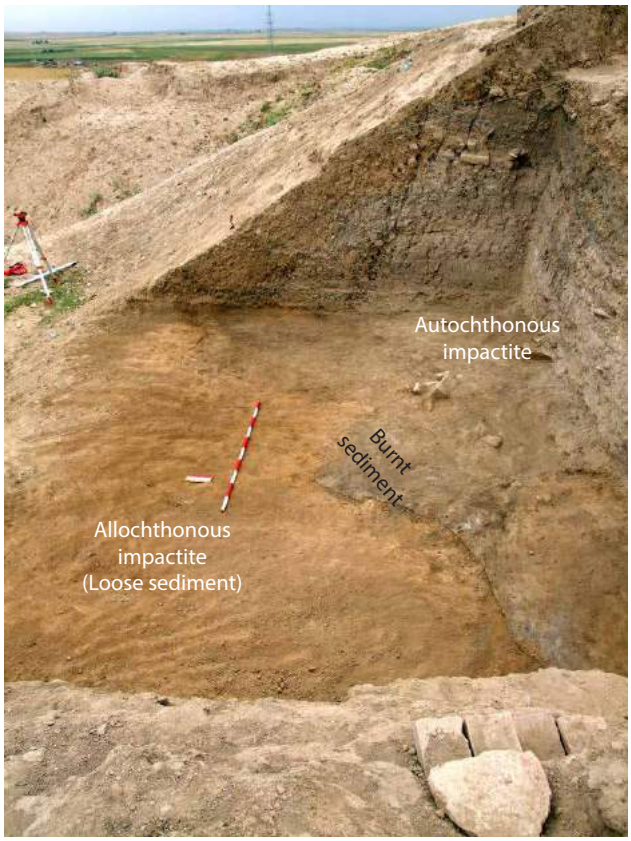


Figure 15: Northern part of Area B, 2013. (© MAFQS, photo by J.-J. Herr).

Next to the fractures, we can see the dark colours of the sediment (Figure 15). During the excavation, we understood progressively that these burnt traces were associated with parts of the bomb which penetrated deep beneath the impact spot, as proven by the finding of many metallic elements related to the debris of the bomb[35] (Figure 13.5). This burnt sediment caused by the rapid and explosive release of energy that caused the spreading of a mass of hot combusting gases that form a circular shock wave surrounding the point of impact[36]. In this part, we can clearly see in the section that the sediment has been removed as well as the mud bricks which appeared to have been disintegrated. This trace of the "shock wave" marks what Hupy and Schaetzl named the result of the "bombturbative force" . It moves the soil from the crater "as it radiates out in a nearly uniform circle" . Beneath the shock wave, the team still found, in a sounding in October 20th 2017, a layer of sediment disintegrated with chunks of soil probably coming from the damaged mud bricks (Figure 18). The bombturbative force can be directly seen on a roughly 50 cm to 1 m thick mantle on the crater's surface. Such mantle is the *Parautochthonous impactite*. It consists of the original stratigraphic structure composed by disintegrated material, which slid along the fractures and the cuts.

Shock waves cause the sediment to be set in motion[37], with an initial outward radial trajectory (which produces the *ejecta*) and a following downward-directed rarefaction which produces an "excavation flow-field and generate a *transient cavity*" .[38] "The *transient cavity* is partitioned into an upper excavated zone and a lower displaced zone" [39]. Usually, such impact results in a bowl shape. In Crater 1, however, after having excavated right underneath the central bottom surface, the team found the *Parautochthonous impactite* going up from west to the center of the crater as shown on the southern section of the crater (Figure 16). With meteorites, this phenomenon, named central uplift (SU), is usually distinctive of the "complex crater" and consist of the uplift of the *transient cavity floor* due to an

34. Osinski *et al.* 2013, p. 43.

35. The debris could not help to identify the type of aerial bomb, neither the quantity of explosive charge contained in it. Nevertheless, the dimension of the crater's diameter, bigger than 15 m, might argue for the use of a bomb bigger than 900 kg such as the MK 84. For comparison, see Tucker 2014, p. 316.

36. Hupy & Schaetzl 2006, p. 830.

37. Osinski *et al.* 2013, p. 43.

38. Osinski & Pierazzo 2013*b*, p. 4-6.

39. Osinski & Pierazzo 2013*b*, p. 4.

Figure 16: View from the northern limit of Area B, 2017 (© MAFQS, photo by M. G. Masetti-Rouault).

Figure 17: Western part of the southern section in area B, 2017 (© MAFQS, photo by M. G. Masetti-Rouault).

inward and upward movement of material related to the *modification stage*[40]. At approximately 2 meters beneath the top of the uplift, a fragment of the bomb was recovered (Figure 9). Other *listric faults* are also visible on the southern section more to the East and are parallel to the eastern slope. (Figure 17).

Thanks to these observations and interpretations, we can tentatively propose a hypothetical reconstruction of the entire profile of a crater such as "Crater 1" in Qasr Shemamok made in 2003 by an aerial bomb dropped most probably by a F16 or F15 U.S. fighter jet (Figure 19).

The crater has a 23 meters diameter (at rim level) and has a *transient cavity floor* located around 6.90 m (dt) from what could have been the original ground surface. Considering a similar density and nature of the sediment at Qasr Shemamok[41], we can deduce from this a hypothetical ratio corresponding to a third of the dimension of the rim diameter (D) is equal to the *transient cavity floor* depth in the center (namely D/3=dt). In order to verify the validity of this ratio, it should be compared to other airstrike cases for further studies on such aerial bomb impact. If correct, it could predict at which depth the *autochthonous* sediments, namely, the undisturbed archaeological stratigraphy, should be found at the site of Qasr Shemamok.

3. CONCLUSION

Digging of Crater 1 allowed us not only to get quickly through the more recent stratigraphy and reach the Iron Age and the Late Bronze Age levels, but also gave us an occasion to realize the impact of contemporary armed conflicts on a site which had already been destroyed, remodelled and restructured by prior military events.

Dominating the surrounding plains and conveniently placed on the *Green Line*'s outline, Qasr Shemamok has been a key location for Saddam's infantry divisions overlooking Kurdish territory. This location exposed the site directly to the armed conflicts and in early April 2003 the US-led coalition's F15 and F16 fighter jets targeted the military installation. This results in six large craters with diameter larger than 10, 15 and 20 m.

The excavations of Crater 1 (23 m diameter) by the MAFQS team during two campaigns help to understand the disturbances affecting the stratigraphy caused by aerial bombing.

In order to reach the unaltered layers, named the *autochthonous* sediment, it is necessary to identify the displaced zone, the *parautochthonous* and the *allochthonous* sediments. The *parautochthonous* is marked by *listric faults* and chunks of material distributed on a band 50 cm to 1 m thick radiating around the crater. Its end marks the *transient cavity floor* and the beginning of the *autochthonous* sediment. At the bottom of the crater a central uplift is to be expected from which debris of bomb could be found even 2 m deep down in the *autochthonous* sediment.

Later erosion and back filling of the Crater 1 modified its aspect. UXO (Unexploded Ordnance) and ammunitions have been found in the upper layers of the excavated part of the cavity.

Such excavation must be planned with EOD Technicians in order to get quickly and safely to the *autochthonous* sediment, namely the preserved archaeological stratigraphy.[42]

40. Osinski & Pierazzo 2013*b*, p. 8.

41. Indeed, we must consider also the nature of the sediments which can affects the resistance to the shock wave released by the explosion.

42. We would like to thank L. Jalabert d'Amado for the proof reading of this article.

Figure 18: Northern part of area B. Sounding underneath the centre and the western part of the Crater 1, 2017 (© MAFQS, photo by M. G. Masetti-Rouault).

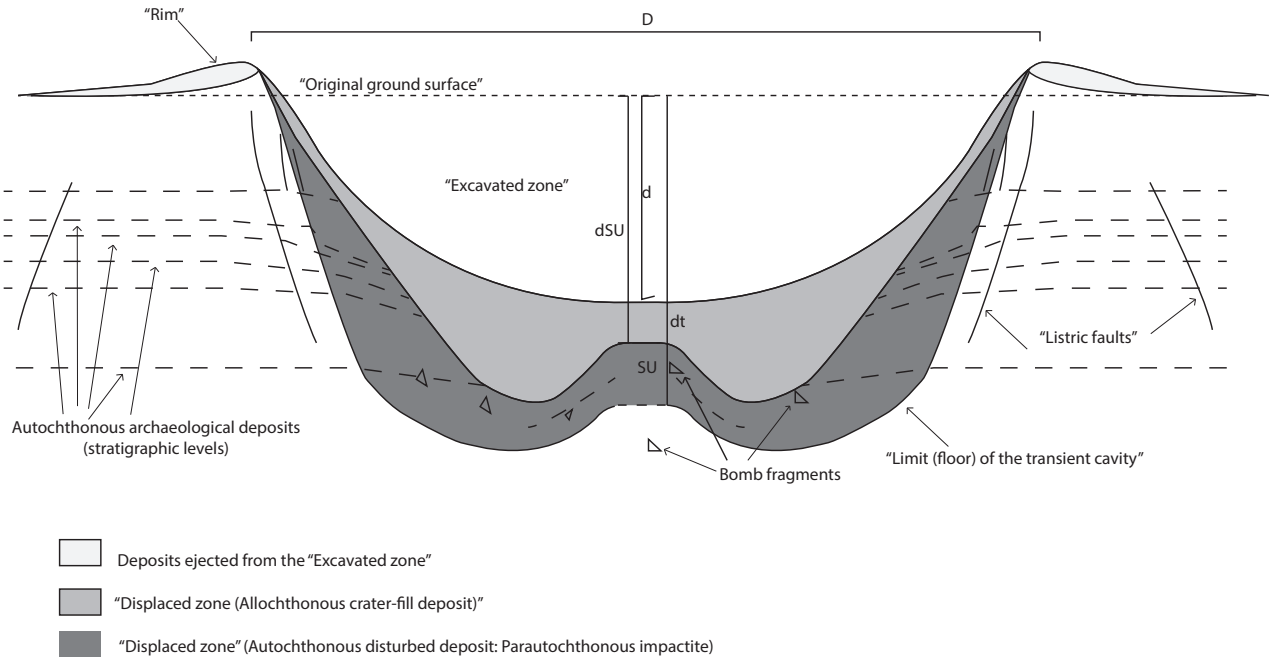


Figure 19: Sketch of the Crater 1 section. **D** Final Crater diameter (rim-to-rim). **d** Apparent depth. **dSU** Original ground surface-to central uplift depth. **dt** True depth, **SU** Central Uplift (realised by J.-J. Herr).

REFERENCES

Anastasio S., Conti G. & Ulivieri L. (eds.), 2012, *La collezione orientale del Museo Archeologico Nazionale di Firenze Volume 1: I materiali di Qasr Shamamuk*, Roma.

Bozarslan H., 2009, *Conflit kurde. Le brasier oublié du Moyen-Orient*, Autrement, Paris.

Fontenot G., Degen E. J. & Thon D., 2004, *On Point: The United States Army in Operation Iraqi Freedom*, Washington D.C.

Furlani G., 1933, «Scavi italiani in Assiria», *Illustrazione italiana* 17.

Furlani G., 1934*a*, «Antropologia della Mesopotamia e sepolture partiche (Missione Archeologica Italiana in Assiria)», *Archivio per l'Antropologia e l'Etnologia* 66, p. 202–208.

Furlani G., 1934*b*, «Gli scavi italiani in Assiria (campagna del 1933)», *Giornale della Società Asiatica Italiana, Nuova Serie* 2, p. 265–276.

Furlani G., 1934*c*, «Kakzu», *Archiv Für Orientforschung* 9, p. 74–75.

Furlani G., 1934*d*, «Sarcofagi partici di Kakzu», *Iraq* 1, p. 90–94.

Furlani G., 1935*a*, «Kakzu-Qasr Šemamok», *Rivista degli Studi Orientali* 15, p. 119–142.

Furlani G., 1935*b*, «Un'iscrizione di Sennacheribbo d'Assiria trovata a Kakzu», *Rendiconti dell'Accademia dei Lincei* 10, p. 475–478.

Gilmore G., 2004, «Special Operations Troops Recount Iraq missions», Report, United States Department of Defense.

Gresham J. D., 2015, «The Battle of Debecka Pass: Roughnecks at War», *Defense Media Network* URL https://www.defensemedianetwork.com/stories/battle-debecka-pass-roughnecks-war/.

Grieve R. A. F. & Therriault A. M., 2013, «Impactites: their characteristics and spatial distribution», *in* Osinski G. R. & Pierazzo E. (eds.), *Impact Cratering: Processes and Products*, Wiley-Blackwell, Hoboken, p. 90–105.

Harding L. & Howard M., 2003, «18 die as US plane bombs Kurdish convoy in worst 'friendly fire' incident», *The Guardian [07/04/2003]* URL https://www.theguardian.com/world/2003/apr/07/iraq.kurds.

Hupy J. P. & Schaetzl R. J., 2006, «Introducing "Bombturbation", a Singular Type of Soil Disturbance and Mixing», *Soil Science* 171, 11, p. 823–836.

Kane S., 2011, *Iraq's Disputed Territories: A View of the Political Horizon-and Implications for U.S. Policy*, United States Institute of Peace, Washington D.C.

Layard H. A., 1853, *Discoveries among the Ruins of Nineveh and Babylon*, Murray, New York.

LeFavor P. D., 2013, *U.S. Army Special Forces Small Unit Tactics Handbook*, Blacksmith, Fayetteville.

Masetti-Rouault M. G. & Rouault O., 2012, «Tutte le stradeportano a Roma (ed a Assur): dernières nouvelles de l'empire néo-assyrien dans le Bas Moyen-Euphrate syrien», *in* Lanfranchi G. B., Morandi Bonacossi D., Pappi C. & Ponchia S. (eds.), *Leggo! Studies presented to Frederick Mario Fales on the Occasion of His 65th Birthday*, Harrassowitz, Wiesbaden.

Meier D., 2015, «Le Kurdistan d'Irak : les *disputed* territories comme enjeu de définition nationale», *in* Berthelot P. & Lazar M. (eds.), *L'Irak, d'une crise à l'autre. Les réalités et les défis d'un Etat au bord de l'implosion*, l'Harmattan, Paris, p. 93–112.

Osinski G. R., Grieve R. A. F. & Tornabene L. L., 2013, «Excavation and impact *ejecta* emplacement», *in* Osinski G. R. & Pierazzo E. (eds.), *Impact Cratering: Processes and Products*, Blackwell, Oxford, p. 43–59.

Osinski G. R. & Pierazzo E. (eds.), 2013*a*, *Impact Cratering: Processes and Products*, Blackwell, Oxford.

Osinski G. R. & Pierazzo E., 2013*b*, «Impact Cratering: Processes and Products», *in* Osinski G. R. & Pierazzo E. (eds.), *Impact Cratering: Processes and Products*, Blackwell, Oxford, p. 1–20.

Place V., 1852, «Lettre de M. Place à M. Mohl, sur une expédition faite à Arbèles», *Journal Asiatique* 20, p. 441-470.

Pollock S., 2016, «Archaeology and Contemporary Warfare», *Annual Review of Anthropology* 45, p. 215–231.

Postgate J. N., 1980, «Kilizu», *in* Edzard O. (ed.), *Reallexikon der Assyriologie und vorderasiatischen Archäologie*, Band 6, de Gruyter, Berlin - New York, p. 591-593.

Rouault O., 2015, «Qasr Shemamok/Kilizu, a Provincial Capital East of the Tigris: Recent Excavations, and New Perspectives», *in* MacGinnis J., Wicke D. & Greenfield T. (eds.), *The Provincial Archaeology of the Assyrian Empire, (Conference held in the University of Cambridge, December 15, 2012)*, Ziyaret Tepe archaeological trust, Oxford, p. 151-161.

Rouault O. & Masetti-Rouault M. G., 2014, «Recent Research in the Erbil region: 2011 excavations in Qasr Shemamok - Kilizu (Iraqi Kurdistan)», *in* Bieliński P., Gawlikowski M. & Koliński R. (eds.), *Proceedings of the 8th International Congress on the Archaeology of the Ancient Near East*, vol. 2, Harrassowitz, Wiesbaden, p. 133-148.

Rouault O. & Masetti-Rouault M. G., 2015, «French Excavations in Qasr Shemamok-Kilizu (Iraqi Kurdistan): The First Mission (2011)», *in* Archi A. (ed.), *Tradition and Innovation in the Ancient Near East: Proceedings of the 57th Rencontre Assyriologique Internationale at Rome, 4-8 July 2011*, Eisenbrauns, Winona Lake.

Rouault O. & Masetti-Rouault M. G., 2016, «Les briques inscrites de Qasr Shemamok : migration, réutilisations et valeur documentaire», *in* Perello B. & Tenu A. (eds.), *Parcours d'Orient. Recueil de textes offert à Christine Kepinski*, Archaeopress, Oxford, p. 209-217.

Rouault O., Masetti-Rouault M. G., Calini I., MacGinnis J., Ur J. & Vitale Q., 2018*a*, «Qasr Shemamok-Kilizu (Kurdistan d'Irak), les campagnes de 2011 (9 avril-15 mai et 16 octobre-5 novembre) », *Études Mésopotamiennes – Mesopotamian Studies* 1, p. 211–253.

Rouault O., Masetti-Rouault M. G., Calini I., MacGinnis J., Ur J. & Vitale Q., 2018*b*, «Qasr Shemamok-Kilizu (Kurdistan d'Irak), les campagnes de 2012 (6 avril-20 mai et 11-31 octobre)», *Études Mésopotamiennes – Mesopotamian Studies* 1, p. 254–303.

Roussel C., 2014, «L'introuvable frontière du Kurdistan d'Irak», *Politique Étrangère* été, 2, p. 63–77.

Taborelli P., Devos A., Laratte S., Desfosses Y. & Brenot J., 2017, «Typologie et organisation spatiale des « polémo-formes » de la Grande Guerre révélées par l'outil LiDAR et les Plans directeurs. Application à la Champagne et à l'Argonne», *Revue de géographie historique* 10-11, URL http://rgh.univ-lorraine.fr/articles/view/88.

Tucker S. C., 2014, *Persian Gulf War Encyclopedia : A Political, Social, and Military History*, ABC-CLIO, Santa Barbara - Denver - Oxford.

United Nations High Commissioner for Refugees, 2004, «Chronology of Events in Iraq, April 2003», Report, UNCHR Ankara COI Team.

Mosul : systematic annihilation of a city's architectural heritage, its analysis and post-crisis management

Karel Nováček[1]

Résumé : Mossoul : l'annihilation systématique du patrimoine architectural d'une ville, analyse et gestion post-crise

Cet article offre un bref aperçu de l'annihilation de l'architecture historique de la ville de Mossoul, à la fois délibérément perpétrée par le groupe terroriste *État Islamique* et causée par les combats terrestres et les bombardements durant la libération de la ville. La situation du patrimoine architectural dans la ville est surveillée, notamment depuis 2014 dans le cadre du programme *Monuments of Mosul in Danger Project*. Outre la présentation des principaux résultats du volet documentation du projet, cet article aborde également des questions plus théoriques telles que le contexte idéologique de la violence à l'égard des monuments, l'analyse *ex post* des sites détruits, et les perspectives futures de la gestion du patrimoine local.

Mots-clefs : Mossoul, patrimoine culturel, organisation État Islamique, architecture d'époque islamique, violence culturelle

Abstract : The paper gives a brief overview of the annihilation of Mosul's historical architecture, whether deliberately perpetrated by ISIS (Daesh) or caused by terrestrial combats and bombardment during the liberation of the city. The situation of the architectural heritage in the city is monitored, among others, by the Monuments of Mosul in Danger Project since 2014. In addition to the main results of the documentation part of the project, the paper also introduces more conceptual questions regarding the ideological context of the violence on monuments, an *ex post* analysis of destroyed sites and future outlooks of the local heritage management.

Keywords : Mosul, cultural heritage, ISIS, Islamic-period architecture, cultural violence.

1. Palacký University Olomouc.

ملخص / پووخته / خلاصه

الموصل، مثال على الإبادة المنهجية للتراث المعماري للمدينة

تقدم هذه الورقة لمحة موجزة عن إبادة العمارة التاريخية للموصل، سواء ارتكبها تنظيم الدولة الإسلامية (داعش) عن عمد أو بسبب الاقتتال على الأرض والقصف أثناء تحرير المدينة. يتم مراقبة وضع التراث المعماري في المدينة، من خلال عدة جهات، منها مشروع الآثار في الموصل في خطر الذي بدأ منذ عام ٢٠١٤. بالإضافة إلى النتائج الرئيسية لجزء التوثيق من المشروع، تقدم الورقة أيضاً المزيد من الأسئلة المفاهيمية المتعلقة بالسياقات الإيديولوجية للعنف على المعالم الأثرية، وتحليل لاحق للمواقع المدمرة والاستشرافات المستقبلية لإدارة التراث المحلي.

الكلمات المفتاحية: الموصل، التراث الثقافي، تنظيم الدولة الاسلامية، العمارة الإسلامية، العنف الثقافي.

موصل، نموونەی خاپورکردنی نەهجی توراسی بیناسازی شارەکە

ئەم توێژینەوەیە ئاشنایەکی کورت لە سەر خاپور کردنی بیناسازی میژوویی موصل دەخاتەروو، چ لە لایەنی گروپی تیرۆرستی داعش بە ئەنقەست یا بە هۆکاری شەری ئەرزبو بۆردمان لە کاتی ئازاد کردنی شارەکدا ئەنجامدرابێت. چاودێری باری شوناسی بیناسازی شارەکە کرا، لەنێو کارەکانی تردا،لە پرۆژەی شوێنەوارەکانی مصل لە مەترسیدان لە 2014 دا. سەرەرای ئەنجامە سەرەکیەکانی بۆ بە بەڵگەکردنی پرۆژەکە، ئەم توێژینەوەیە زۆر بابەتی چەمکی هەلوسراو بە ئایدۆلۆژیا لە چوار چێوەی توند و تیژی لە سەر جیهانی شوێنەواریەکان پێشکەش دەکات، وە شیکردنەوەی پاشکۆیەك بۆ ناوچە وێرانبووەکان و پێشبینیە داهاتوویەکان بۆ راپەراندنی توراسی میلی.

ووشەی تێپەر: موصل، شوناسی کلتوری- داعش-بیناسازی ئیسلامی-توندوتیژی کلتوری.

موصل: مثالی از نابودی سیستماتیک بقایای ساختمانی یک شهر

چکیده: در این مقاله مروری بر تخریب ساختمان‌های تاریخی موصل می کنیم، ویرانی‌هایکه خواه بطور عمدی توسط حکومت اسلامی عراق و شام (داعش) و یا جنگ های زمینی و بمباردمان، در جریان آزادی این شهر بر آن وارد گردیده. از سال 2014 میلادی بدینسو، وضعیت بقایای ساختمانی این شهر، در میان بقیه فعالیت‌ها؛ توسط پروژه «آبدات در معرض خطر موصل» ارزیابی میشود. در این مقاله سعی شده‌است تا درکنار ارائه نتایج بخش اسناد سازی این پروژه، سؤالات ذهنی بیشتری در مورد بافتار ایدئولوژیکی در تخریب آبدات، تحلیل های معطوف به گذشته ساحات تخریب شده و چشم انداز آینده مدیریت میراث فرهنگی محلی نیز شرح گردد.

واژه‌های کلیدی: موصل، میراث فرهنگی، حکومت اسلامی عراق و شام، معماری دوره اسلامی، خشونت فرهنگی.

THE EVOLUTION OF URBICIDE

In the recent history of the world, the violence perpetrated against the cultural heritage of Mosul, North Iraq, by ISIS (Daesh) from June 2014 to July 2017 represents, by all known measures, one of the most serious cases of city annihilation resulting from sectarian conflict. The circumstances and evolution of the Mosul case have been extensively publicized and are well-known to the scholarly public. Consequently, it would not be necessary to repeat them in detail here.[2] Nevertheless, it should be pointed out that the media view of Mosul's destruction is often stereotyped as involving only the loss of a number of isolated city landmarks: the Mosque al-Nuri with the Minaret al-Hadba and the Mosque of Nabi Yunus represent the most frequently cited sites. In actual fact, the eradication of Mosul's historical architecture has had much more of a profound impact. The destruction was accomplished in a very systematic manner and not only affected several individual structures, but whole categories of monument, including a number of lesser-known structures that had entirely escaped earlier scholarly attention. According to the verified assessment produced by the Monuments of Mosul in Danger Project, Daesh attacked and entirely or partly destroyed 47 structures in five consecutive waves, all of which, with the exception of the first one, attracted very little attention on the part of the media[3].

Consequently, Mosul has lost all its major sites, all centres of communal religious life and social memory, all sites which once constituted its panorama and distinctive appearance. All buildings containing tombs, as well as monuments with strong symbolic and inter-religious meaning, were the primary targets of the destruction.

The annihilation of Mosul's old city was completed during the liberation, which took place between February and July 2017. The initial tactic employed by the coalition forces was to eliminate ISIS by ground combat, proceeding from house to house. However, in the last stages of the operation, this approach changed to a strategy of indiscriminate carpet bombing and the razing of the cityscape by recourse to the use of heavy machinery. It was also devastated by the efforts of ISIS suicide attackers. In this way, substantial parts of three historical neighbourhoods situated on the banks of the Tigris – Al-Makkawi, Ras al-Koar and Al-Maydan – were totally levelled between July 6–21[4]. This part of the old city cannot be restored as a whole; its complete removal is currently under way. According to a detailed comparative analysis of the satellite imagery, 16 Islamic religious buildings, five churches and 13 heritage houses were totally destroyed or suffered irreparable structural damage during the liberation (Figure 1[5]). Most other damage might probably be repairable but, of course, damage to decorations, sculptures, historical inscriptions, equipment etc. cannot be compensated for in any way.

2. See, e.g.,Melčák & Beránek 2017; Turku 2018; Isakhan & Meskell 2019.

3. The first wave was realized in the second half of July 2014 (11 buildings), the second one in September 2nd, 2014 (4 monuments), the third one in late December 2014 (3 monuments). In 2015, systematic attacks to monuments continued in January (3 monuments) and March (4 monuments). Other destructive episodes either happened isolately or cannot be verifiably linked with the reported waves (Melčák & Beránek 2017, p. 391 ; Nováček *et al*. 2016, p. 6).

4. The comprehensive destruction has been independently confirmed (UNITAR-UNOSAT 2017).

5. Nováček & Starková 2018

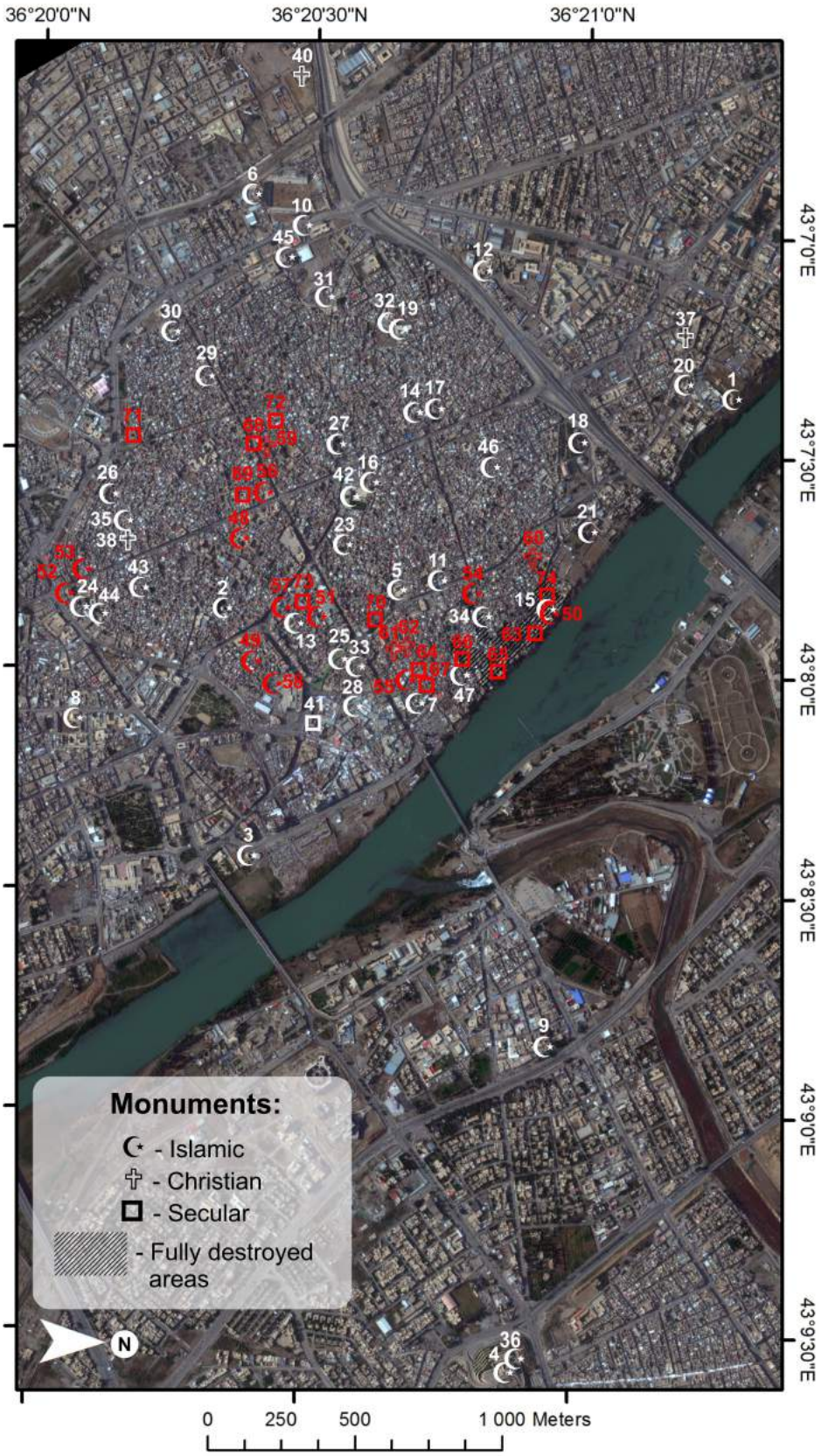


Figure 1: Old Mosul with architectural monuments destroyed during the ISIS (Daesh) occupation (June 2014 – July 2017; white) and during the liberation of the city (February to July 2017; red), marked by religious denomination. Hatched area was completely destroyed in June-July 2017. Identification codes of the monuments are in brackets. Satellite image: WorldView-2© DigitalGlobe, Inc., distributed by European Space Imaging GmbH/ARCDATA PRAHA, s.r.o. *List of monuments on next page.*

1. Shrine of al-Imam Yahya ibn al-Qasim (I04) – razed,
2. Shrine of al-Imam ʿAwn al-Din (known as Ibn al-Hasan) (I05) – ruined,
3. Mosque of al-Khidr (alternatively al-Jamiʿ al-Ahmar, al-Jamiʿ al-Mujahidi) (I06) – razed,
4. Tomb and mosque of al-Nabi Yunus (I07) – razed,
5. Mosque of Nabi Jirjis (I08) – razed,
6. Mosque and tomb of Qadib al-Ban al-Mawsili (I10) – ruined,
7. Mosque of Hamu al-Qadu (I11) – ruined,
8. Mosque of Nabi Shith (I12) – razed,
9. Mosque and husayniyya in the al-Faysaliyya Neighbourhood (I14) – razed,
10. Tomb of Ibn al-Athir (Qabr al-Bint), d. 640/1242-43 (I15) – razed,
11. Masjid of Imam Ibrahim (I16) – ruined,
12. Mosque and tomb of Shaykh Fathi (I18) – razed,
13. Mosque of Abu al-ʿAla (I19) – ruined,
14. Mosque and shrine of Nabi Daniyal (I21) – ruined,
15. Tomb of Shaykh al-Shatt (I22) – razed,
16. Shrine of ʿAli al-Asghar (Ibn al-Hanafiyya) (I28) – ruined,
17. Mosque (and shrine) of Sultan Uways with cemetery (I29) – ruined,
18. Shrine of Imam ʿAbd al-Rahman (I34) – ruined,
19. Mosque and shrine of Imam al-Bahir (I35) – razed,
20. Mosque and tomb of Imam Muhsin (I37) – ruined,
21. Shrine and cemetery of ʿIsa Dadah (I44) – ruined,
22. Mosque of ʿAjil al-Yawar (I47) – ruined,
23. Hammam al-Saray Mosque, tomb of Shaykh Yunus, and Shrine of al-Sitt Nafisa (I50) – ruined,
24. Hammam al-Umariyya (I69) – razed,
25. Mosque of al-ʿAbbas (I54) – ruined,
26. Shrine of Imam Zayd ibn ʿAli (I55) – ruined,
27. Mosque/Shrine of Shah Zanan (called Umm al-Tisʿa) and adjacent cemetery (I57) – ruined,
28. Madrasa of the ʿAbdal Mosque (I58) – razed,
29. Shrine of Imamayn Hamid wa Mahmud? (adjacent to Mosque of al-Mahmudin/al-Hamidin) (I68) – razed,
30. Shrine of Imam ʿAli al-Hadi (I36) – ruined,
31. Tomb of Shaykh Mansur (I61) – ruined,
32. Abu al-Hawawin Shrine (I62) – ruined,
33. Mosque/Shrine of Awlad al-Hasan (I63) – razed,
34. Mosque of al-Sab´awi (I64) – ruined,
35. Mosque al-Bayt al-Tikriti (I 30) – ruined,
36. Tomb of Shaykh Rashid Lolan (I67) – razed,
37. Al-Tahra Syriac Ortodox Church (al-Tahra al-Fawqaniyya) (C14) – razed,
38. Mar Hudeni (Ahudemmeh) (C09) – ruined,
39. Mar Kurkis (St. George) Monastery (C23) – ruined, out of the map,
40. English War Cemetery (C27) – ruined,
41. Al-Sanaye School or Al-Hadba Police Centre (P16) – razed,
42. Great Mosque of al-Nuri and Minaret al-Hadba (I02–I03) – ruined,
43. Mosque and madrasa of al-Ridwani (I48) – probably ruined,
44. Mosque of al-Abariqi (I51) – ruined,
45. Mosque al-Shahidin (I70) – ruined,
46. Mosque of Mahmud ´Abd al-Jalil al-Khidri (I71) – razed,
47. Shatt al-Jawma Mosque – Tomb of Shaykh Ibrahim al-Naqshbandi (I73) – ruined,
48. Mosque Rabi'yya Khatun (I59) – partly ruined,
49. Mosque al-Khazam (I27) – partly ruined,
50. Mosque of Shaykh al-Shatt (I22) – ruined,
51. Masjid al-Shaykh Abu al-Ulla – ruined,
52. Mosque Bab al-Jadid (al-Bashir Mosque) – ruined,
53. Masjid al-Sha´uri – razed
54. Mosque of al-Kawazin – razed,
55. Al-Khallal Mosque – ruined,
56. Al-Muta´afi Mosque – razed ? ,
57. Mosque of ´Uthman al-Khatib – ruined,
58. Mosque of Shaykh Muhammad – ruined,
59. Mar Guorguis Chaldean Church – ruined,
60. Mar Isha´ya Chaldean Church (C1) – ruined,
61. Church al-Azrá Ancient (Old Church of the Virgin Mary) – ruined,
62. Syriac Catholic Church – ruined,
63. haref Al-Dabakh House – razed,
64. Hana Jerjes House – ruined,
65. Basher Munir House – razed,
66. Hana Michel Hana House – razed,
67. Dawoud Ishak House – razed,
68. Abdul Rahman House – ruined,
69. Bahnam Raban House – razed,
70. Anes Kamas House – razed,
71. Ziyada House – ruined,
72. Al-Sharabi House – ruined,
73. Al-Tutunji House – ruined,
74. An unknown heritage house – razed.

DOCUMENTATION

Several institutions and initiatives, both worldwide[6] and local[7], have been engaged in monitoring Mosul's destruction.

The Monuments of Mosul in Danger Project[8] originated as a spontaneous activity of a team investigating medieval urbanism in Iraqi Kurdistan since 2006 and it only gradually evolved to handle the issue in a complex way and to pose more conceptual questions than simply document and assess the damages. Nevertheless, the documentation exercise is a core aspect of the project and focuses on the gathering of information about the devastation of Mosul's heritage through reference to open sources (media reports, social networks, personal witness statements of local informants). Diverse, imprecise and sometimes even biased data obtained in this way are corroborated by an analysis of a regularly updated set of satellite images. Apart from the extent of the devastation, other information, including the exact date of the incidents as well as any visual material that is available, are recorded. The purpose of this is to support possible future investigations and the identification of perpetrators. All data are saved and prepared in the form of an information bank that will form the basis for the future restoration or conservation of the monuments.

The vast majority of the buildings destroyed deliberately by ISIS (42 of 47) represented Islamic religious structures (mosques, mausoleums, tombs and graves, and one madrasa;

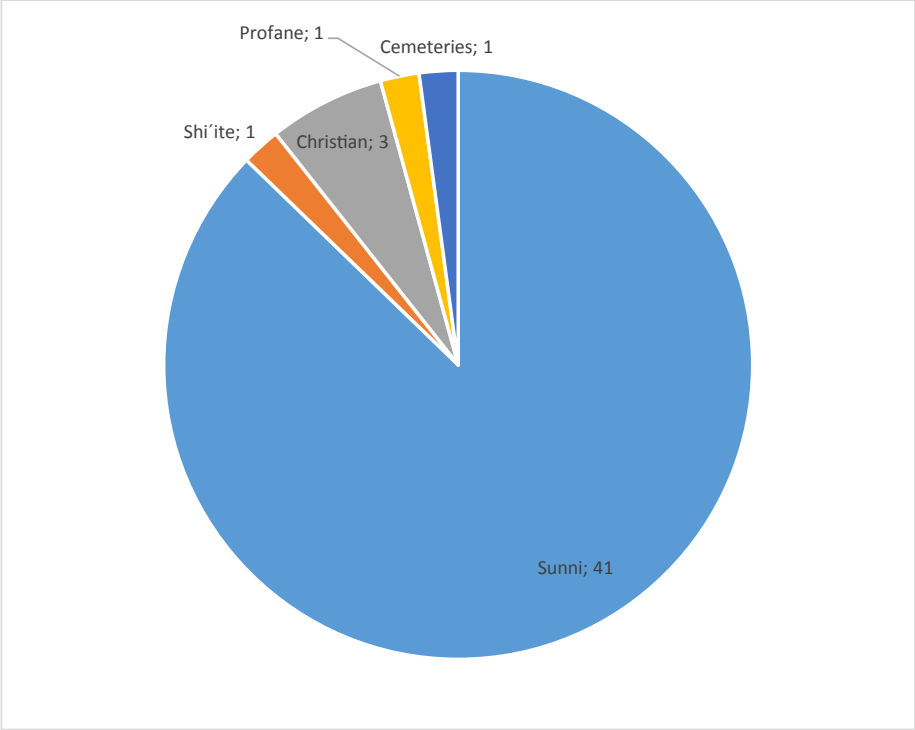


Figure 2: Heritage sites destroyed by ISIS in Mosul according to purpose and religious denomination.

6. Particularly Safeguarding the Heritage of the Near East Initiative (ASOR), issuing regular weekly and monthly reports monitoring the situation of the Near Eastern archaeological heritage, or Rashid International, e. V., which considers the Mosul's case in context of the Iraqi archaeological heritage and cultural human rights.

7. Gilgamesh Center for Antiquities and Heritage Protection, Mosul.

8. The project has been realized since 2015 under the auspices of the Oriental Institute, the Czech Academy of Sciences, Prague, and is supported by a Strategy AV21 Grant. The team consists of an archaeologist-historian of architecture (Karel Nováček, Palacký University Olomouc), an archaeologist-specialist in remote sensing and GIS (Lenka Starková, University of West Bohemia Plzeň), a historian-specialist in medieval Arabic sources (Miroslav Melčák, Oriental Institute Prague) and a historian focused on radical Islamic movements (Ondřej Beránek, Oriental Institute Prague).

Figure 3: Shrine of al-Imam Yahya ibn al-Qasim (I04), 3D digital model (realization by Petr Vavrečka and Monuments of Mosul in Danger Project).
To see the 3D Model under Adobe Reader, please click on the image then accept the "trust this document" conditions.

Figure 2). Although they were, in the context of contemporary Mosul, Sunni buildings, many of them, for example the tombs of the Prophet's family members, used to be venerated by both Sunnis and Shi'is. Three destroyed monuments were Christian churches; all the remaining churches and monasteries, however, were looted and/or set on fire.

One self-standing cemetery (the English war cemetery besides many other cemeteries, associated with religious buildings) was levelled, as well as the Ottoman-period Al-Sanaye School, used until recent as a police centre.

Considering the architectural value of the disappeared structures, the most serious loss is represented by a group of

fourteen shrines (*mashhads*) – cenotaphs, considered by Ernst Herzfeld (1879-1948) to be the purest representation of the Mosul Architectural School defined by him and attributed to the reign of the Mosul governor Badr al-Din Lu'lu' (616/1219–657/1259)[9]. This "school" [10] represents a distinctive synthesis of Syrian and Iranian formal influences with the local tradition of Christian architecture, which sought to express the political and religious attitudes of Lu'lu'. Only a tiny fraction of this distinctive group has been the subject of an architectural analysis[11] (Figures 3 and 4).

Two Zengid-period congregational mosques, built in the 560–570s/1170s period – Mosque al-Nuri with its 44 metre high leaning minaret called al-Hadba'[12], and Mosque al-Mujahidi – constitute another invaluable loss. Albeit that they had been rebuilt many times in the Ottoman period and during the 20th century, both structures were the last representatives of the earliest preserved layer of Mosul's architecture and important foci of local religious life and social memory.

The latter statement applies to a group of five mosques dedicated to the prophets Yunus, Jirjis, Khidr, Danyal and Shith, which led to Mosul acquiring the honorific epithet *madinat al-anbiya'* (the City of the Prophets). With the exception of Prophet Danyal's tomb, which was only 'discovered' during the first half of the 19th century, all other sites have held a strong inter-religious meaning and a long, rich tradition of local veneration, reaching back to the medieval period or even, in the case of Prophet Yunus, to the pre-Islamic period[13]. All these mosques were razed, mostly during the first wave of attacks.

Within the group of buildings targeted by ISIS iconoclasm, there are differences in the state of preservation. Some buildings were razed to the ground and their sites were either given over to a new, different use (Jami Nabi Jirjis, Jami Nabi Šith) or have been built up again (Mosque al-Khidr). In such cases, from the archaeological point of view, is their reconstruction impossible. Some sites, however, have been preserved either as ruins (the Minaret al-Hadba, Imam Awn al-Din) or their subterranean parts have been infilled with debris (Imam Yahya, Imam Bahir, Imam Muhsin, Mosque Qatib al-Ban etc.). In these cases it is still possible to see some potential for their careful excavation and conservation.

The liberation of the city brought about other serious losses, most notably the fatal damage sustained by the Shaykh al-Shatt Mosque, which was – after the demolition of the al-Nuri and al-Mujahidi mosques – the oldest preserved architectural monument still standing in the city. Coalition airstrikes led to the collapse of the northern façade of al-Khazam Mosque, the destruction of the lateral wing of the Rabi'yya Khatun Mosque. A distinctive group of decorated minarets between the medieval and Jalili periods (14th-18th centuries) was heavily damaged by terrestrial combat. The extensive damage suffered by Mosul's heritage houses includes, most significantly, examples such as the al-Tutunji House (conservated as a result of German cooperation between 2005–2010), the Ziyada House, the Sharef al-Dabakh House and many others. At least five late Ottoman riverside palatial houses, which had previously created a distinctive Mosul river-bank panorama, were lost as part of the total razing of the area during the final phase of the battle.

On the other hand, several valuable Islamic religious structures survived the aerial bombardment during the battle. Many Ottoman-period mosques in the southern half of the city (the mosques of al-Basha, Shaykh Abdal, al-Juwayjati, al-Umariyya, Umar al-Aswad, al-Umawi, Dawsat Ali and Umm al-Tis'a) stand out as examples of religious buildings unharmed by aerial strikes, even though they stood in urban neighbourhoods that were otherwise totally levelled. This situation also applies to the majority of churches, most of them suffering only light structural damage. This fact can probably be explained by the practice of deliberately avoiding conspicuous religious monuments in the city on the part of those who were engaged in planning the aerial bombardment. Some of the aforementioned sites, as for example Mosques al-Juwayjati and al-Basha, are being the subject of rapid renovation, funded and organized by religious endowments[14].

9. Sarre & Herzfeld 1920, p. 238-239.

10. Much of what is usually attributed to the Badr period comes, in fact, from the later Ilkhanid and Jala'irid revitalisation of the city.

11. Sarre & Herzfeld 1920, p. 249-88; al-Janabi 1982; Uluçam 1989; McClary 2017.

12. Tabbaa 2002.

13. Melčák & Beránek 2017, p. 393-396.

14. Monuments of Mosul in Danger Facebook page, posted in June 4, 2018.

OTHER OBJECTIVES OF THE PROJECT

The project has also paid attention to the rationale and ideological background behind the cultural violence. Iconoclasm, in line with the radical Salafi doctrine of the 'levelling of graves' (*taswiyat al-qubur*), has been recognized as one of the leading motivating forces behind the disappearance of Mosul's historical structures[15], particularly Islamic funeral monuments, cemeteries and some of the mosques containing graves or which were strongly associated with the veneration of saints. Any interpretation of events can never be completely straightforward since individual incidents have their own specific agency[16].

Given the generally low level of knowledge about Mosul's architectural legacy, it is worth taking this final opportunity to initiate an *ex post* analysis and interpretation of individual sites. In several cases, the quality of collected data (the published descriptions of structures, plans, photographs and movies) has facilitated a re-evaluation of the monuments, as well as a revision of their chronology and/or formal development. Thus, for example, Mosque al-Mujahidi (al-Khidr) most probably contained, at least until its demolition, an original and not fully recognized nucleus from the late 12th century, which corresponded to a large hypostyle mosque, formally standing very close to Mosque al-Nuri, its slightly earlier counterpart. Another site, the lesser-known shrine of Imam al-Bahir, situated in the northwestern part of the city, was apparently misdated by previous research and cannot be ascribed to Badr al-Din Lu'lu's building activity. Instead, it seems to represent a unique example of the *mashhad* building tradition, which continued into the Ilkhanid period (the early 14th century).

The construction of 3D digital models represents an important enhancement of the interpretation potential in relation to the destroyed structures. In isolated cases, where the visual and planimetric data are sufficient, we have succeeded in constructing models with the help of intersection photogrammetry and the digital transformation of overlapping terrestrial im-

Figure 4: Shrine of al-Imam 'Awn al-Din (105), 3D nontextured digital reconstruction model, a view in the northwestern corner (realization by Lucie Pospíšilová and Monuments of Mosul in Danger Project, work in progress).

15. Melčák & Beránek 2017, p. 399-401.

16. Harmanşah 2015, p. 175-176.

agery. The precision and accuracy of models depends on the amount and quality of the available imagery, which is generally rather low. Even in the case of the best documented structures (the minaret al-Hadba – Figure 5 or the shrine of Imam Yahya – Figure 3) we were forced to resign on a digital reconstruction of the interiors due to a critical lack of data. *Mashhad* Imam Awn al-Din represents an exception – Figure 4, though some parts of its reconstruction remain hypothetical. Despite this, we view the creation and improvement of digital photogrammetric models as being the best solution in our quest to re-create Mosul's historical cityscape, in no small measure due to its iterativity.

Updating the models by reference to additional data will hopefully render them more and more precise and accurate, theoretically up to a level where a reconstruction project can be implemented.

Animated digital models are, in addition to their scientific value, the best means by which to facilitate the public presentation and promotion of Mosul's lost heritage, which remains an integral part of the project. Apart from undertaking countless interviews, lectures and media entries worldwide, the project team was responsible for preparing an exhibition (presented in 2017, consecutively in Prague, Academy of Science and in Taipei, Taiwan, Central Library) and for publishing a booklet about the architectural heritage of Mosul[17]. In collaboration with NGO Rashid international, which supports initiatives concerned with the safeguarding of Iraqi archaeological heritage, we were able to submit a report to a special rapporteur from the UN about the intentional destruction of cultural heritage in Northern Iraq[18].

Figure 5: Minaret al-Hadba (I03), 3D digital model (realization by Petr Vavrečka and Monuments of Mosul in Danger Project).

THE FUTURE OUTLOOK

During the Kuwait International Conference for the Reconstruction of Iraq (Kuwait City, Kuwait 12-14 February 2018), the renovation of Mosul was stated as being one of the priorities in the post-war reconstruction plan for Iraq, both by the Iraqi government and by the international community[19]. On this occasion, the UNESCO Director-General launched an initiative entitled "Reviving the Mosul Spirit: the Recovery of the City of Mosul through Culture and Education"[20]. At the beginning of May 2018, UNESCO, together with the UAE's Minister of Culture, announced a five year project aimed at rebuilding the Mosque al-Nuri and the Minaret al-Hadba, the paramount symbolic landmarks of the city[21]. However, the destiny of other, less conspicuous structures, as well as authentic urban neighbourhoods, remains precarious as it depends on many unpre-

17. Nováček *et al.* 2017.

18. Nováček *et al.* 2016.

19. Khalil 2018; Anonym. 2018*a*.

20. UNESCO Executive Board 204 EX/32 2018; a critical reflection by Isakhan & Meskell 2019.

21. Anonym. 2018*b*.

dictable economic and political factors. No protection measures for the old city have been taken so far, and the lack of medium and long-term planning is apparent[22]. Even a solution to completely replace the old city with a modern city centre is currently being considered: this opinion has strong support across all social levels and professional groups in Mosul and is strongly promoted by mayor of Mosul and the Governorate of Ninawa[23].

The on-going removal of debris from the old city represents a serious threat to many of the surviving monuments: several of heritage structures flanking the main streets have been removed along with the rubble. This was the fate of substantial part of the late Ottoman *khan* (*karavanserai*) Hamu al-Qadu – the last preserved *khan* of the old city, situated in its south-eastern commercial sector – which was demolished shortly before 11th February 2018[24].

These acts are a consequence of the current non-functional heritage management in Mosul, as well as, in all likelihood, the implementation of new planning principles in the preparation of 'dubaization', a radical architectural transformation of the old city, aimed at the development of a modern commercial centre. The key role of the international scholarly community is to help their Iraqi colleagues to register, promote and defend the value of what remains of Mosul's old city, which is still facing a number of dangers.[25]

22. The necessity for emergency measures regarding the damaged cultural heritage remains on a general, proclamative level (UNESCO Executive Board 204 EX/32 2018).

23. al-Ta'i 2018.

24. Monuments of Mosul in Danger Facebook page, posted in February 11, 2018.

25. I am indebted to anonymous reviewer for comments and to Steven Patten for proof reading of this paper: all mistakes are, nevertheless, mine.

REFERENCES

Anonym., 2018*a*, «Kuwait conference pledges $30 billion for Iraq reconstruction», *The Bagdad Post [14/02/2018]* URL http://www.thebaghdadpost.com/en/story/23746/Kuwait-conference-pledges-30-billion-for-Iraq-reconstruction.

Anonym., 2018*b*, «UNESCO announces five year plan to rebuild Al-Nouri Mosque», *Al-Shahid [04/05/2018]* URL https://alshahidwitness.com/unesco-rebuild-al-nouri-mosque/.

Harmanşah Ö., 2015, «ISIS, Heritage, and the Spectacles of Destructions in the Global Media», *Near Eartern Archaeology* 78, 3, p. 170–177.

Isakhan B. & Meskell L., 2019, «UNESCO's project to 'Revive the Spirit of Mosul': Iraqi and Syrian opinion on heritage reconstruction after the Islamic State», *International Journal of Heritage Studies* 25. doi:10.1080/13527258.2019.1578988.

al-Janabi T. J., 1982, *Studies in Medieval Iraqi Architecture*, Republic of Iraq, Ministry of Culture and Information, State Organization of Antiquities and Heritage, Baghdad.

Khalil S., 2018, «Kuwait to host donors' conference on Iraq reconstruction», *Rawabet Center for Research and Strategic Studies [01/02/2018]* URL https://rawabetcenter.com/en/?p=5172.

McClary R. P., 2017, «Remembering the Imām Yaḥyā Ibn al-Qāsim Mashhad in Mosul», *Iraq* 79, p. 129–154.

Melčák M. & Beránek O., 2017, «ISIS's Destruction of Mosul's Historical Monuments: Between Media Spectacle and Religious Doctrine», *International ournal of Islamic Architecture* 6, p. 389–415.

Nováček K., Melčák M., Starková L. & Beránek O., 2017, *Monuments of Mosul in Danger*, Center of Administration and Operation CAS, Praha.

Nováček K., Mühl S., Fobbe S., Matthews R., Koliński R. & Nieuwenhuijse O., 2016, «The Intentional Destruction of Cultural Heritage in Iraq as a Violation of Human Rights», Submission for the United Nations Special Rapporteur in the field of cultural rights, URL http://www.ohchr.org/Documents/Issues/CulturalRights/DestructionHeritage/NGOS/RASHID.pdf.

Nováček K. & Starková L., 2018, «Mosul Liberation: Architectural Heritage Damage Assessment, A Preliminary Report», Unpublished MS.

Sarre F. & Herzfeld E., 1920, *Archäologische Reise im Euphrat und Tigris-begiet*, *Forschungen zur islamischen Kunst*, vol. II, D. Reimer, Berlin.

Tabbaa Y., 2002, «The Mosque of Nūr al-Dīn in Mosul, 1170-1172», *Annales Islamologiqes* 36, p. 339–360.

al-Ta´i N., 2018, «Ahali al-mawsil al-qadima yashra'una fi i'adat al-i'mar ba'da al-ma'arik», *Sawt al-Imarat [01/01/2018]* URL www.ehmiratesvoice.com.

Turku H., 2018, *The destruction of cultural property as a weapon of war : ISIS in Syria and Iraq*, Palgrave Macmillan, Cham, Switzerland.

Uluçam A., 1989, *Irak'taki Türk Mimari Eserleri*, Kültür Bakanlığı, Ankara.

UNESCO Executive Board 204 EX/32, 2018, «Reviving the mosul spirit: The recovery of the city through culture and education. the human dimension at the centre of iraq's recovery», Report, UNESCO, URL unesdoc.unesco.org/images/0026/002618/261863E.pdf.

UNITAR-UNOSAT, 2017, «Damage Assessment of Old City, Mosul, Ninawa Governorate, Iraq, Imagery Analysis: 18 July 2017, published 21 July 2017, version 1.0.», Report, Geneve, URL http://www.unitar.org/unosat/node/44/2631?utm_source=unosat-unitar&utm_medium=rss&utm_campaign=maps.

SECTION 4:

QUELLE ARCHÉOLOGIE EN POST-CONFLIT ? MÉTHODOLOGIES, TECHNOLOGIES POUR L'AVENIR / POST-CONFLICT ARCHAEOLOGY? METHODOLOGICAL AND TECHNOLOGICAL PERSPECTIVES FOR THE FUTURE

Tracking Heritage Loss in the Mids of Armed Conflict

THE ASOR CULTURAL HERITAGE INITIATIVES[1]

Allison E. Cuneo[2]
Michael D. Danti[3]

Résumé : À la poursuite du patrimoine perdu en plein conflit armé

Le conflit armé qui a débuté en Syrie en 2011 a rapidement engendré une catastrophe humanitaire de très grande ampleur. En 2014, la crise s'est intensifiée et elle a pris une ampleur régionale nouvelle avec la prise de la ville de Mossoul par l'organisation *État Islamique*, qui a été suivie par une expansion rapide des territoires contrôlés par le groupe terroriste dans le nord de l'Irak et en Syrie. Rien qu'en Syrie, les combats ont gagné l'ensemble des régions, engendrant le déplacement de près d'un tiers de la population à l'intérieur du pays et de plus de quatre millions de réfugiés. Les Syriens et les Irakiens sont confrontés à la désagrégation de leur identité, ainsi qu'à une perte de contrôle de leur destinée. Ces sentiments sont encore aggravés par la destruction de leur patrimoine culturel causée par le conflit en cours. Des milliers de biens culturels ont été affectés par des incidents liés aux combats, des pillages et des destructions volontaires. Dans le cadre de cet article, nous étudierons l'impact des conflits sur le patrimoine culturel par le prisme des actions et des travaux menés dans le cadre du projet *Cultural Heritage Initiatives* (CHI), soutenu notamment par un accord de coopération entre le Département d'État américain et l'*American Schools of Oriental Research* (ASOR). Le projet ASOR CHI a pour objectif de documenter l'impact des guerres sur le patrimoine culturel, de mettre en œuvre

1. The authors would like to extend their gratitude to the ASOR CHI reporting team and advisors for their diligence and dedication, including Richard Zettler, Amr al-Azm, Ali al-Jabuuri, Marina Gabriel, William Reynolds, Darren Ashby, Gwendolyn Kristy, Nour Halabi, Kyra Kaercher, Jamie O'Connell, Gwendolyn Kristy, Nour Halabi, Katherine Burge, Marshall Schurtz, and especially Susan Penacho for her assistance in creating the figures for this paper. These efforts would not be possible without ASOR CHI's past and present project partners : The Day After Heritage Protection Initiative, the Bosra al-Sham Antiquities Department (BSAD), Humanitarian Research Services (HRS), SREO Consulting, Mosul University, Authority of Tourism and Protection of Antiquities - Al Jazira Canton, the Iraqi State Board of Antiquities and Heritage, the Kurdistan Regional Government General Directorate of Antiquities, and especially our many Syrian, Iraqi, and Libyan in-country partners who must remain anonymous at this time for their safety.

2. PhD. Co-founder, Cultural Property Consultants, LLC; Program Officer, Mosul Heritage Stabilization Program; Postdoctoral Fellow, Massachusetts Institute of Technology Aga Khan Program for Islamic Architecture; Former Project Manager, ASOR Cultural Heritage Initiatives.

3. Phd. Co-founder, Cultural Property Consultants, LLC; Project Manager, Mosul Heritage Stabilization Program; Former Academic Director, ASOR Cultural Heritage Initiatives.

des programmes de stabilisation et de préparer des actions de préservation plus complètes pour l'avenir. Plus largement, le projet CHI vise à développer de meilleures pratiques pour la protection des biens culturels.

Les activités menées par l'ASOR CHI incluent la collecte et l'archivage non seulement de preuves des crimes commis sur les biens culturels, mais aussi d'informations sur la situation actuelle du patrimoine grâce à des données issues de médias en ligne, d'images satellites et de sources locales. En travaillant en collaboration avec d'autres groupes et agences, ASOR CHI a compilé des listes de ressources patrimoniales dans le but de créer un inventaire et une carte des biens culturels dans les deux pays. Ces informations sont utilisées pour réaliser des évaluations des conditions sur place et à distance afin d'analyser les caractéristiques des dégâts et d'évaluer les besoins en matière de préservation. Ces évaluations ont été cruciales pour l'établissement d'une liste d'actions de terrain prioritaires visant à compléter et à poursuivre les efforts de stabilisation.

Cet aperçu du programme CHI démontre l'efficacité des réponses qui ont été engagées par les acteurs locaux et souligne la complexité des défis concernant la protection du patrimoine culturel durant les conflits armés contemporains qui impliquent le plus souvent un panel complexe et changeant de forces conventionnelles, d'acteurs non-étatiques, de forces de substitution, et d'organisations terroristes.

Mots-clefs: télédétection, *MRF (monitoring, reporting, fact-finding)*, patrimoine culturel, conservation, dommages collatéraux, destruction volontaire, trafic d'antiquités, Irak, Syrie.

Abstract: The armed conflict that began in Syria in 2011 rapidly precipitated a massive humanitarian catastrophe. In 2014 the crisis escalated and became regional in scope with the take-over of Mosul by ISIS, followed by the group's rapid territorial gains in northern Iraq and Syria. In Syria alone, combat has reached every region, with nearly a third of the population internally displaced and more than four million refugees. Syrians and Iraqis are struggling with an erosion of identity and a lack of control over their lives, and these feelings are further compounded by the destruction of their cultural heritage as a result of the ongoing conflict. Thousands of cultural properties have been affected by combat-related incidents, theft, and intentional destruction. This paper examines the conflict's impact on cultural property by discussing the activities and outcomes of the Cultural Heritage Initiatives (CHI) project, supported in part by the award of a cooperative agreement between the U.S. Department of State and the American Schools of Oriental Research (ASOR). ASOR CHI documents the impact of the war on cultural heritage, implements stabilization projects now, and plans more comprehensive preservation actions for the future. Ultimately CHI seeks to develop best practices for cultural property protection.

ASOR CHI activities include gathering and archiving evidence of cultural property crimes and information about the condition of cultural heritage from online media, satellite imagery, and in-country sources. Working collaboratively with other groups and agencies, ASOR CHI has compiled lists of heritage resources to create an inventory and map of heritage assets in both countries. This information is used to complete on-site and remote condition assessments to analyze patterns of damage and assess preservation needs. These assessments have been crucial for prioritizing on-the-ground activities for completed and ongoing stabilization efforts.

This overview of the CHI program demonstrates the effectiveness of responses that engage local stakeholders and underscores the challenges of protecting cultural heritage during modern armed conflicts that often involve complex and shifting arrays of conventional forces, non-state actor, proxy forces, and terrorist organizations.

This overview of the CHI program demonstrates the effectiveness of responses that engage local stakeholders and underscores the challenges of protecting cultural heritage during modern armed conflicts that often involve complex and shifting arrays of conventional forces, non-state actor, proxy forces, and terrorist organizations.

Keywords: MRF (monitoring, reporting, fact-finding); Cultural Heritage; Preservation; Collateral Damage; Intentional Destruction; Antiquities Trafficking; Iraq; Syria

ملخص / پووخته / خلاصه

تتبع فقدان التراث في خضم النزاع المسلح: مبادرات أسور للتراث الثقافي

أدى الصراع المسلح الذي بدأ في سوريا في عام ٢٠١١ بسرعة إلى حدوث كارثة إنسانية هائلة. تصاعدت الأزمة في عام ٢٠١٤ وأصبحت إقليمية في نطاقها بالتزامن مع سيطرة تنظيم الدولة الاسلامية على الموصل، تليها المكاسب الإقليمية السريعة للمجموعة في شمال العراق وسوريا. في سوريا وحدها، وصل القتال إلى كل منطقة، مع ما يقرب من ثلث السكان الذين أصبحوا من فئة المشردين داخلياً وأكثر من أربعة ملايين لاجئ. يكافح السوريون والعراقيون من أجل عدم تدمير الهوية وانعدام السيطرة على حياتهم، وتزداد هذه المشاعر تعقيداً بسبب تدمير تراثهم الثقافي نتيجة الصراع المستمر. آلاف الممتلكات الثقافية كانت قد تأثرت بالحوادث المرتبطة بالقتال والسرقة والتدمير المتعمد.

تبحث هذه الورقة في تأثير النزاع على الممتلكات الثقافية من خلال مناقشة أنشطة ونتائج مشروع مبادرات التراث الثقافي، مدعومة جزئياً بمنح اتفاقية تعاون بين وزارة الخارجية الأمريكية والمدارس الأمريكية للأبحاث الشرقية (أسور). تقوم المبادرة بتوثيق تأثير الحرب على التراث الثقافي، وتنفذ مشاريع الاستقرار الآن، وتخطط لإجراءات حفظ أكثر شمولاً للمستقبل. في نهاية المطاف تسعى المبادرة إلى تطوير أفضل الممارسات لحماية الممتلكات الثقافية. وتشمل أنشطة المبادرة جمع وحفظ الأدلة المتعلقة بجرائم الممتلكات الثقافية ومعلومات حول حالة التراث الثقافي من وسائل الإعلام على الإنترنت وصور الأقمار الصناعية والمصادر داخل الدولة. من خلال العمل مع المجموعات والوكالات الأخرى، قامت المبادرة بتجميع قوائم بموارد التراث لإنشاء قائمة جرد وخريطة للأصول التراثية في كلا البلدين. تُستخدم هذه المعلومات لإكمال تقييمات الحالة عن بُعد في الموقع لتحليل أنماط الضرر وتقييم احتياجات الحفظ. لقد كانت هذه التقييمات حاسمة لتحديد أولويات الأنشطة على أرض الواقع لجهود الاستقرار المكتملة والمستمرة.

توضح هذه النظرة العامة لبرنامج المبادرة فعالية الاستجابات التي تُشرك أصحاب المصلحة المحليين وتؤكد تحديات حماية التراث الثقافي خلال النزاعات المسلحة الحديثة التي غالباً ما تتضمن صفائف معقدة ومتغيرة للقوات التقليدية والمُمَثلين الغير دوليين والقوات بالوكالة والمنظمات الإرهابية.

الكلمات المفتاحية: MRF (المراقبة، التقارير، تقصي الحقائق)، التراث الثقافي، الوقاية، أضرار جانبية، التدمير المتعمد، الاتجار بالآثار، العراق، سوريا.

چاودێری کردنی لەدەست دانی فەرهەنگ لە ناوەندی ناکۆکی چەکداری دا: هەنگاوەکانی فەرهەنگی کلتوری ASOR

ناکۆکی چەکداری کاتێك لە 2011 دا لە سوریا دەستی پێکرد کارەساتێ:ی مرۆڤی گەورەی چێبێشت. لە 2014 دا ئەزمەکە بەرزبوویەوە وە بوو بە هەرێمایەتی تا داگیرکردنی موسل لە لایەن داعشەوە، لە لایەن گرپێکی تیرۆرستی کەوا بە خێرایی باکوری کوردستان و سوریای گرتەوە.بەتەنها لە سوریا، شەرە گەیشتە هەموو هەرێمێك، بەو شێوەی کەوا یەك لە سێ خەڵکی کۆجیان کرد و وە زیاتر لە 4 ملیۆن بوون بە کۆچبەر. سوریەکان و عێراقیەکان لە پێناو نەمانی ناسنامەو نەمانی دەسەلات بەسەر ژیاندا تێیانکۆشی، وە ئەم هەستانە بەردەوام بوو وە ئاڵۆزتر دەبوو بە هۆی لە ناوچوونی شوناسی رووشەنبیری و کلتوری لە ئەنجامی ناکۆکی بەردەوام. هەزاران پاشماوەی کلتوری تووشی دزین و تالآن و تێکدانی بە ئەنقەست بوونەوە. ئەم تویژینەوە کاریگەری ناکۆکیەکان لە سەر خاوەنداری کلتوری دەکۆڵێتەوە لە رێگای گفتوگۆی چالاکیەکانی و پرۆژە دانراوەکانی سەرەتایی فەرهەنگی کلتوری ،(CHI) بە پاڵپشتی بەشی لە رێگای رێگەدانی رێکەوتنامەی هاوکاری نێوان وەزارەتی دەرەوەی ئەمریکا و قوتابخانەی ئەمریکی بۆ تویژنەوەکانی رۆژهەلات(ASOR).. CHI ASOR تۆماری کاریگەریەکانی جەنگ لە سەر فەرهەنگی کلتوری دەکات، جێگیرکردنی پرۆژەکان لە ئێستادا، وە نەخشە بۆ تێگەیشتنی زیاتر لە سەر پاراستن و بۆ داهاتوودا. لە کۆتاییدا، CHI دەگەرێت لە گەشەسەندنی باشترین راهێنان بۆ پاراستنی خاوەندارێتی کلتوری. چالاکیەکانی CHI ASOR بە ئەرشیف کردن و کۆکردنەوەی زانیاری لە سەر تاوانی خاوەندارێتی کلتوری و زانیاری سەبارەت بە باری فەرهەنگی کلتوری لە راگەیاندنی تۆنلاین، وێنەی سەتەلایتی و سەرچاوەی لە وولآتدا.کاری هاوبەش لە گەڵ گروپەکانی تر و نووسینگەکان، CHI ASOR لیستی سەرچاوەی فەرهەنگ بۆ دروستکردنی داتابەیس و نەخشەی فەرهەنگ لە رەهەندی هەردوو وولآت. ئەم زانیارانە بەکاردێن بۆ تەواوکردنی بار و شێکاری زیانەبەرکەوتووەکان و دیاری کردنی رێژەی پاراستن.ئەم هەڵسەنگاندنانە زۆر باشن بۆ دیاری کردنی سەرەتاییەکی چالاکیەکان لە سەر ئەرزی واقع بۆ چەسپاندنی تەواوکرای و بەردەوامی. رووبەرکردنەوەی ئەم چەمکە گشتیە بۆ پرۆگرامی چالاکی وەلآمدانەوە هاوبەشی دەکات بە خاوەن بەرژەوندی میلیەکان و چەخت کردنەوە لە سەر رکابەرایەتی پاراستنی فەرهەنگی کلتوری لەرێگای ناکۆکی چەکداری نوێ کەوا زۆر جار ریزی ئاڵۆز و گۆراو بۆ هیزە تەقلیدیەکان و نوێنەرایەتی لە دەولەت و هێزە بە وەکالەت و رێکخراوەکانی تیرۆریستیەکان.

ووشەی تێپەڕ: (چاودێری کردن، گەیاندن، دۆزینەوەی راستیەکان) فەرهەنگی کلتوری، پاراستن، تێکدانی بە ئەنقەست، تێکدانی نێو دەولەتی، بازرگانی کردن بە شوێنەوار : عێراق : سوریا.

پیگیری خسارات بقایای باستانی در میان یک جنگ تسلیحاتی: ابتکارات میراث فرهنگی آسور

چکیده: جنگ تسلیحاتی سوریه، که در سال ۲۰۱۱ میلادی آغاز شد، منجر به یک بحران انسانی بزرگ گردید. در سال 2014 میلادی این بحران بشدت افزایش یافت و با کنترل موصل به دست داعش به یک جنگ منطقوی مبدل گشت، که این گروه اراضی بیشتری را همچنان در شمال عراق و سوریه بدست آورد. تنها در سوریه، جنگ در هر منطقه‌ی شعله‌ور گشت، که یک سوم حصه‌ی نفوس در داخل این کشور بیجا شده و تقریبا چهار میلیون سوری مهاجر شدند. عراقی‌ها و سوری‌ها با حس از دست دادن هویت و نداشتن کنترل در زندگی شان مبارزه میکنند، که این حس در ادامه‌ی از بین رفتن میراث های فرهنگی در نتیجه جنگ جاری بشدت وخیم تر میشود. هزاران مالکیت فرهنگی از مصیبت‌های ناشی از جنگ، دزدی و تخریب عمدی متأثر گردیده‌اند.

این مقاله تأثیرات جنگ روی مالکیت‌های فرهنگی را با گفتمان فعالیت‌ها و نتایج پروژه ابتکارات میراث فرهنگی (چی) مورد مطالعه قرار میدهد، که بخشی ازین پروژه توسط قرارداد همکاری بین ایالات متحده امریکا و مدارس آمریکایی تحقیقات شرقی (آسور) حمایت میگردد. پروژه‌ی ابتکارات میراث فرهنگی مدارس آمریکایی تحقیقات شرقی (آسور - چی)، تأثیرات جنگ بالای میراث فرهنگی را اسناد سازی نموده، پروژه‌های ثابت سازی را اکنون اجرا و در نظر دارد اقداماتی جامع بیشتری حفاظت را در آینده انجام دهد. در نهایت (چی) تلاش دارد تا بهترین عملکردها را بخاطر حفاظت مالکیت فرهنگی انکشاف دهد. فعالیت‌های (آسور- چی) در برگیرنده جمع آوری و آرشیف سازی شواهد و مدارک جنایات در مقابل مالکیت فرهنگی و معلومات راجع به وضعیت میراث فرهنگی با کمک منابعی چون: رسانه‌های آنلاین، تصویربرداری ماهواره‌ای، و منابع داخل-کشوری است.

با همکاری مشترک با گروه‌ها و آژانس‌های دیگر، آسور-چی لست از منابع میراث فرهنگی را گردآوری نموده، که بتواند فهرست و نقشه دارایی‌های میراث فرهنگی را در هر دو کشور تدوین کند. این معلومات چه در ساحه و یا از طریق ارزیابی از راه دور بخاطر تحلیل نمودن مدل‌های آسیب و سنجش نیازها برای حفاظت استفاده میگردد. این سنجش‌ها برای تکمیل اولویت بندی فعالیت‌های ساحوی برای تلاش‌های پایدار سازی که در حال جریان است، ضروری می‌باشند. به طور اجمالی، برنامه (چی) نشان‌دهنده مؤثریت واکنش هایست، که سهامداران محلی اتخاذ نموده و نمایانگر چالش‌هایی فرا راه حفاظت از میراث فرهنگی در جریان جنگ جدید تسلیحاتی است، که اکثراً مشمول صف‌های مختلط و متغییری نیروهای رزمی معمولی، عاملین غیردولتی، نیروهای نیابتی و سازمان‌های تروریستی اند.

واژه‌های کلیدی: واژه‌های کلیدی: (ام-آر-اف - ،(MRF1 میراث فرهنگی، حفاظت، صدمات جانبی، تخریب عمدی، قاچاق آثار عتیقه، عراق، سوریه.

1. INTRODUCTION : ASOR CHI PROGRAM OBJECTIVES AND METHODOLOGY

Established in August 2014, the American Schools of Oriental Research's Cultural Heritage Initiatives (ASOR CHI) has been partially supported through a series of cooperative agreements between the American Schools of Oriental Research and the U.S. Department of State. The program seeks to document, protect, and preserve the cultural heritage of Syria, northern Iraq, and, as of 2017, Libya[4]. The three major program objectives of ASOR CHI are to 1) monitor and report on the crisis; 2) promote global awareness, and 3) develop preservation and damage mitigation projects to implement now and in the post-conflict period. ASOR CHI assesses ongoing damage through the analysis of high resolution satellite imagery, human-source information, photographs and videos made available online, news and social media reports.

All ASOR CHI data are stored in a relational database system. The backbone of this dataset is the site inventory database — a geospatial dataset comprised of archaeological sites, historical built heritage, cultural repositories and places of worship across the program area of interest. The database records each site's coordinates, site type, and site description with citations of key academic content and open-source information. Constant inventory expansion and refinement are core activities. Since the program's inception, ASOR CHI has inventoried more than 15,400 cultural heritage sites in Syria, Iraq, and Libya. Inventory entries include archaeological, religious, and secular sites as well as museums, libraries, and historic districts. This inventory was compiled with the assistance of multiple research groups around the world and merges numerous published surveys from the region. While the inventory continues to grow, it is only possible through collaboration with other experts in the various regions of the Middle East.

To date, this database catalogues over 16,000 media files associated with the geospatial inventory, including photographs, videos, and video stills provided by open source sources, individuals on the ground, and project contractors. Each object is provided with an inventory number and other metadata. The ASOR CHI also archives every website and news article referenced in our reports with the understanding that websites are impermanent and mutable. Additionally, we constantly compile a bibliography of cited publications and reference materials. All websites, news articles, and scholarly sources are cataloged in Mendeley.

Remote sensing analysis provides another critical data universe[5]. ASOR CHI geospatial specialists analyze DigitalGlobe imagery provided at no cost by the U.S. government to identify and assess new sites and to monitor known sites and identify changes. These satellite assessments complement and often verify open source and in-country reports and, conversely, establish priorities for ground-based observations[6]. ASOR CHI geospatial analysts are constantly monitoring all newly available satellite images to check for new and additional damage to inventoried sites. To date, the geospatial team has completed over 2,700 satellite assessments. These assessments provide the basis for our site condition assessments, which summarize potential threats to sites and /or calculate the extent of current damage. Additionally, we contract with in-country partners to conduct on-site assessments. Since program inception, we have completed 749 remote and on-site condition assessments following the Getty Conservation Institute and World Monuments Fund guidelines for documenting threats, disturbances, and condition issues to prioritize sites for intervention.

4. ASOR CHI has been supported by two consecutive cooperative agreements with the U.S. Department of State (NEA-PSHSS-14-001 and S-IZ-100-17-CA-021) and with the generous support of non-federal organizations and donors, including the Getty Conservation Institute, The Whiting Foundation, and the Kaplan Fund.

5. Danti *et al.* 2017.

6. Danti 2015*b*.

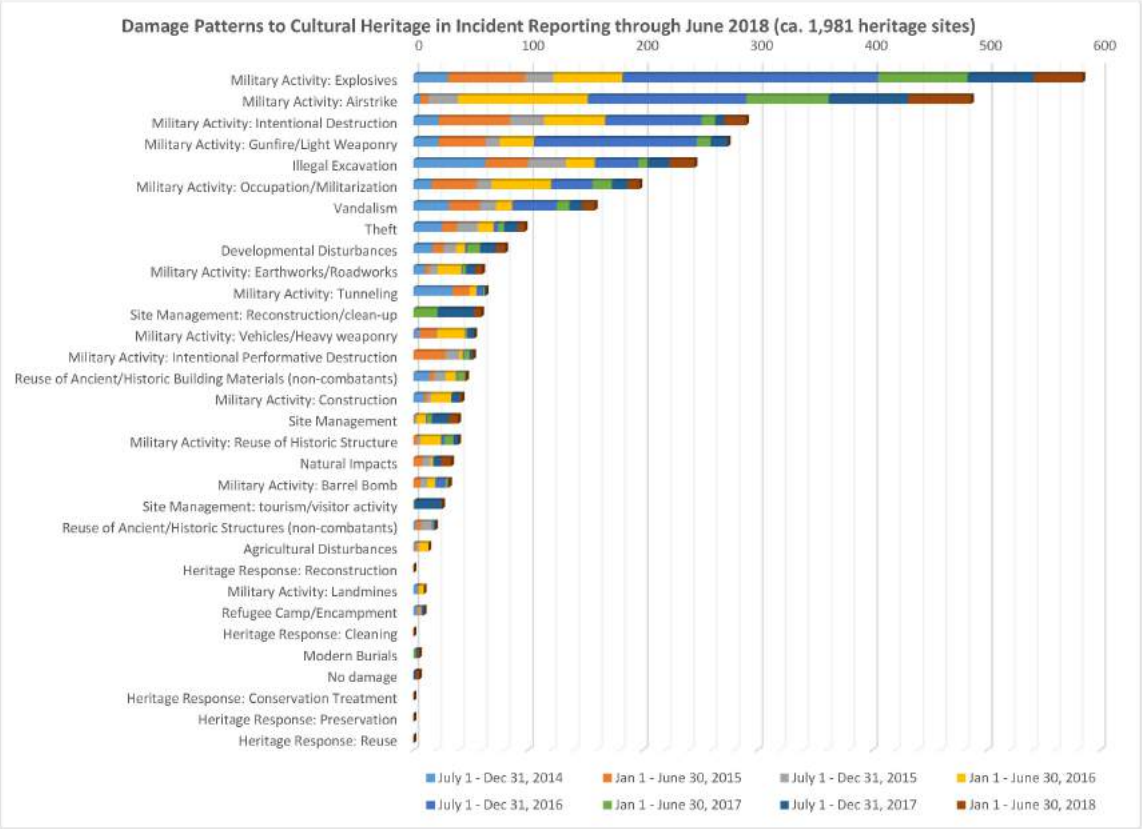


Figure 1: Damage patterns of incident reporting from Syria, Iraq, and Libya (all ASOR CHI project areas) through June 2018 (n=1981).

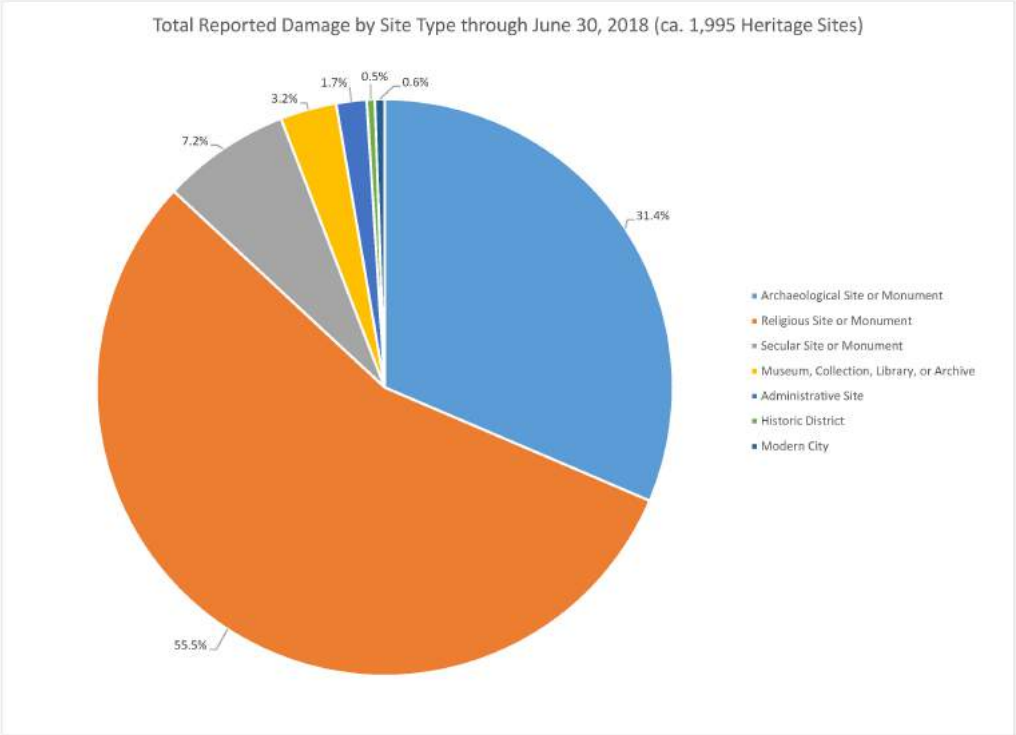


Figure 2: Total reported damage by site type in Syria and Iraq through June 2018 (n=1947).

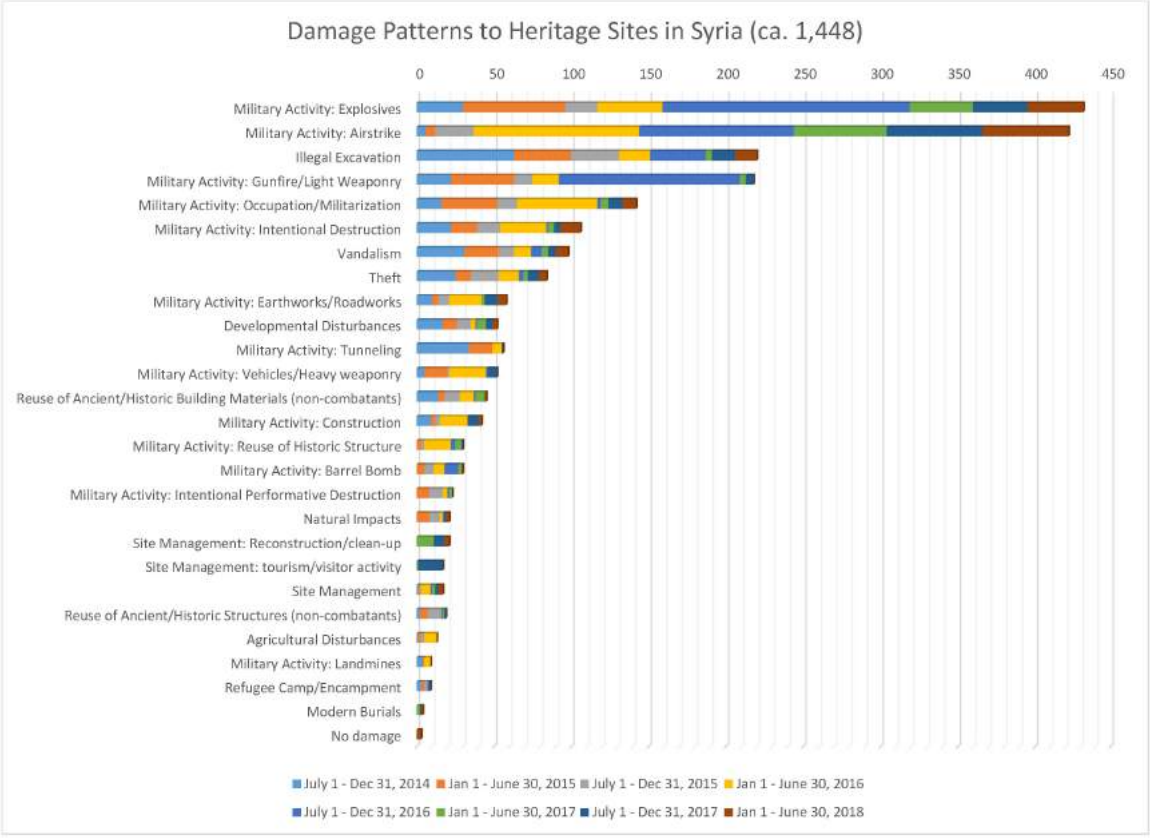


Figure 3: Damage patterns of incident reports from Syria through June 2018 (n=1448).

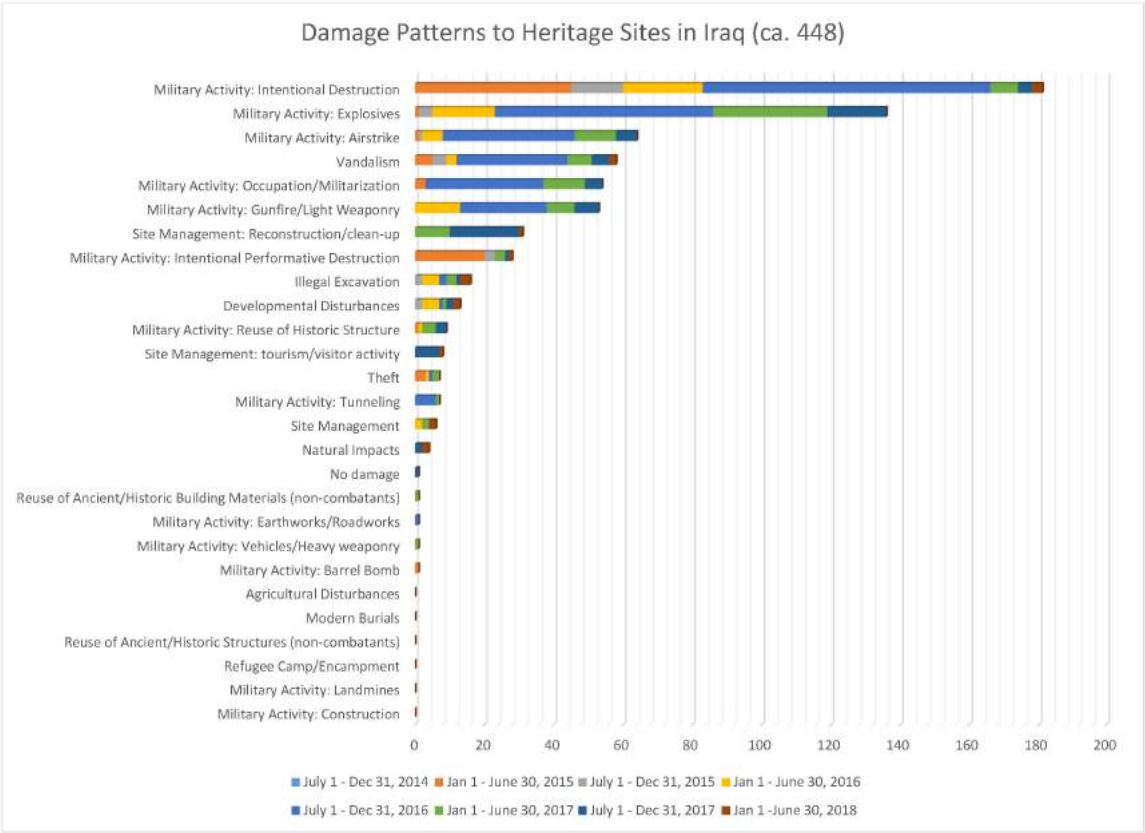


Figure 4: Damage patterns of incident reports from Iraq through June 2018 (n=448).

One of the primary program objectives of ASOR CHI is to raise awareness of the cultural heritage crisis among the public and policymakers and decision makers. Our publications include monthly damage summary reports, breaking event updates, special analytical reports, and monthly report highlights. These reports are available online in redacted form for all to access[7]. As the presence of U.S. military forces increased in Syria and Iraq, ASOR CHI has provided critical information to the relevant decision makers regarding cultural heritage sites. Our reports, including restricted-access reports, have been utilized in advising top U.S. government officials. We hope to promote collaborative partnerships with concerned in-country groups and other international organizations to collect more information, improve current datasets, and enact change.

2. PRELIMINARY RESULTS FROM MONITORING, REPORTING, AND FACT-FINDING INVESTIGATIONS: AUGUST 2014-APRIL 2018 IN SYRIA AND IRAQ

ASOR CHI has documented major heritage incidents in our monthly reports series since the project began in August 2014. We use a range of sources for monitoring, reporting, and fact-finding investigations (MRF), including information from in-country stakeholders; open source information, including social media, open access data, governmental and nongovernmental reports, and news media; and high-resolution satellite imagery. We have now reported for 184 weeks, covering 1,947 incidents of damage to heritage sites in the regions of interest[8]. This is the current minimum number of heritage incidents impacting cultural sites, collections, and infrastructure since August 2014—there were certainly more incidents that occurred during this period, and this number will increase as new data are acquired.

Our understanding of the baseline data for pre-conflict and post-conflict Syria, Iraq, and Libya underpins our ability to assess the extent of damage in the program areas of interest. ASOR CHI has been monitoring and reporting on this damage for nearly four years, and the results show the daunting challenges that we face in future post-conflict reconstruction efforts. Our data demonstrate that damage is frequent, widespread, and high magnitude and has continued at elevated levels over the last four years.

The three primary causes of damage to heritage in Syria and Iraq are combat-related incidents, most notably airstrikes and artillery strikes on heritage places; intentional destruction of heritage assets by extremists; and the intensive looting of archaeological sites for antiquities (Figure 1)[9]. Religious sites or monuments (both contemporary and historic) have sustained the most damage (55.5%), followed by archaeological/historical heritage sites or monuments (31.4%), secular heritage sites (7.2%), and museums, collections, libraries, or archives (3.2%) (Figure 2). Syrian heritage has sustained the highest number of damage incidents (n=1,448) compared to Iraq (n=448) (Figures 3 and 4).

2.1. Armed Conflict Damage

By far, military activity ranks as the leading cause of damage to cultural heritage sites in both Syria and Iraq, including incidents involving explosives, airstrikes, and gunfire/light weaponry (Figures 3 and 4). Of all types of military activity, military explosives (defined as ground-based projectiles, shells, or improvised explosive devices) and airstrikes (projectiles from aerial vehicles including

7. Please visit http://www.asor-syrianheritage.org/reports/ for access to ASOR CHI reports.

8. The following bar graphs (Figure 1, 3–8) organize the incident data biannually for ease of display and do not correspond to specific events associated with the conflict.

9. Libyan incidents have been catalogued only since April 2017, and so the currently available incident report data is less robust compared to Syria and Iraq. Therefore, the discussion in this paper will center on Syria and Iraq.

planes, helicopters, drones, etc.) were the leading cause of damage to cultural heritage sites (Figure 1). Explosives and airstrikes constitute the primary source of damage for religious sites (Figure 8), museums, collections, libraries, or archives (Figure 6), and secular sites (Figure 7). We see not only a high incidence of damage in the conflict zones of Syria and Iraq, but also an escalation in the frequency of damage linked to military activity, especially airstrikes, over time.

In Iraq, airstrikes and explosives damage increased significantly starting in July 2016 (Figure 4), following the liberation of Fallujah in late June 2016 and with the initiation of the battle for Mosul the following October. The incidence of damage dropped off precipitously in December 2017 after Mosul was liberated in June 2017 and Iraq declared victory over the Islamic State (ISIS) in December 2017. Sadly, the conflict in Syria has shown no signs of abating. In Syria, airstrike incidents sharply increased in frequency starting in January 2016 (Figure 3); this generally coincides with the intervention of Russian military forces in September 2015 and the partial "cease-fire" imposed in late February 2016 until its unravelling the following July.

The perpetrators of airstrikes in Syria and Iraq are traditional national militaries with air power: the Syrian regime, Russia, Iraq, the United States, and Turkey. Airstrikes not only represent the highest number of incidents, but also inflict the greatest damage per incident after intentional destructions perpetrated by extremists.

2.2. Intentional Destruction

We define intentional destruction as the deliberate targeting of non-militarized cultural heritage sites or features for primarily political, ideological, or retributory reasons, often with the actors admitting guilt and occasionally involving propaganda or publicity campaigns, which we further define as performative intentional destruction. Intentional destruction ranks as the second major category of damage in terms of frequency after military activity. The primary perpetrator of these incidents has been the so-called Islamic State (ISIS) during its height of territorial control across Syria and Iraq. Of the 320 known incidents of intentional destruction in ASOR CHI's regions of study, 91% are linked to ISIS with high degrees of certainty (Figure 9). For Iraq, the primary source of damage to heritage sites was intentional destruction (Figure 4). Hundreds of places of worship across the region were leveled in a matter of months, while thousands of years of human history were lost in a matter of hours during a coordinated attack on the ancient site of Nineveh (Kuyunjik), more specifically the mounded area named Nebi Yunus, the location of a multi-faith holy place dedicated to the Prophet Jonah.

Recent analysis suggests that ISIS undertook two waves of intentional destruction: each wave had distinct strategic and ideological objectives and targets (Figure 10).[10]

In the first wave, the majority of ISIS attacks targeted religious heritage with the purpose of enacting ISIS Jihadi-Salafist religious doctrines, but also pragmatically to expel or divide, subjugate, indoctrinate, and control newly conquered populations within the so-called "Caliphate." These attacks were not only directed at the heritage of religious minorities and sites with overlapping affiliations (e.g. Nebi Yunus or the Tomb of the Prophet Jonah) but also (and most frequently) included Muslim—Shia, Sufi, and Sunni—religious sites[11]. The erasure or repurposing of religious sites, primarily mosques, churches, shrines, and cemeteries formed an integral component of ISIS' campaign of cultural cleansing that targets non-believers and "apostate" Muslims who do not subscribe to its aberrant interpretation of Islam. ISIS also attacked secular cultural monuments, including statues dedicated to historic figures and political monuments in this first wave in an effort to erase secularism and to undermine the legitimacy of the modern nation-state[12]. Combined with corporal

10. Cuneo 2017.

11. Haykel 2013, Meijer 2013.

12. Isakhan & Zarandona 2017.

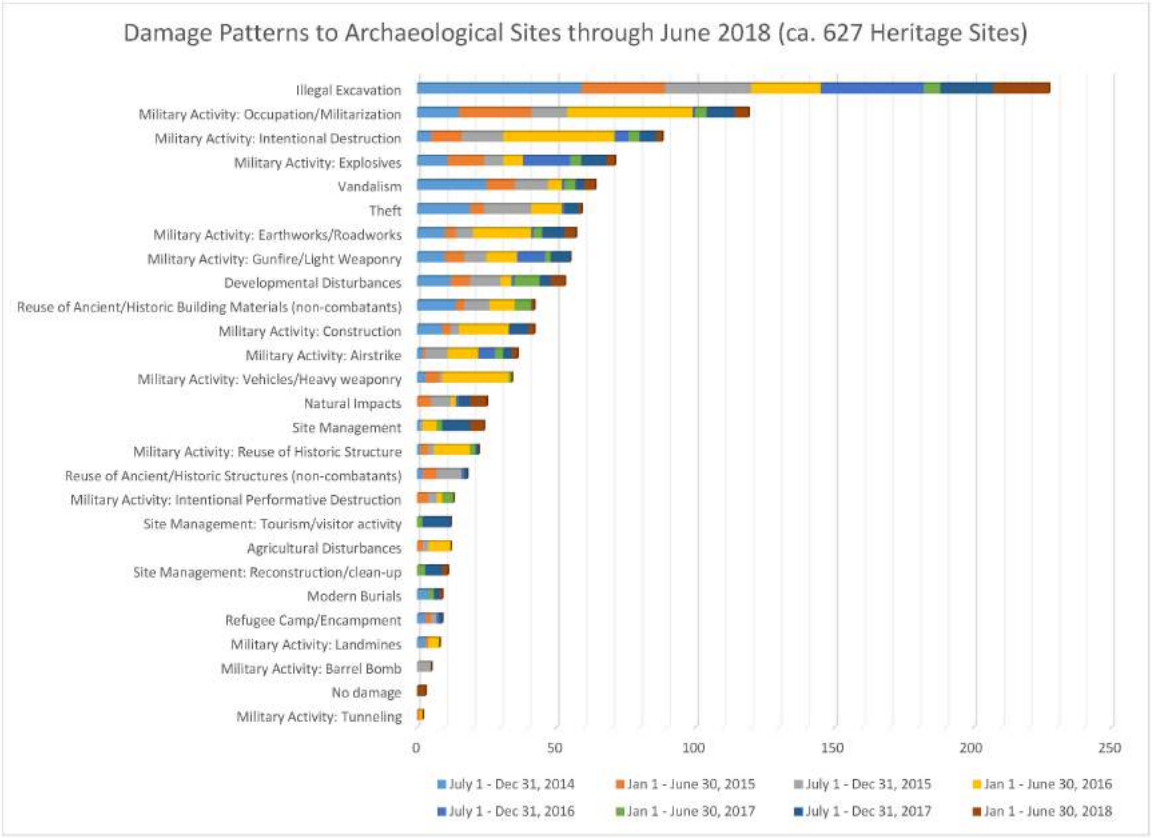


Figure 5: Incident report damage patterns to archaeological site incident reports from Syria, Iraq, and Libya through June 2018 (n=627).

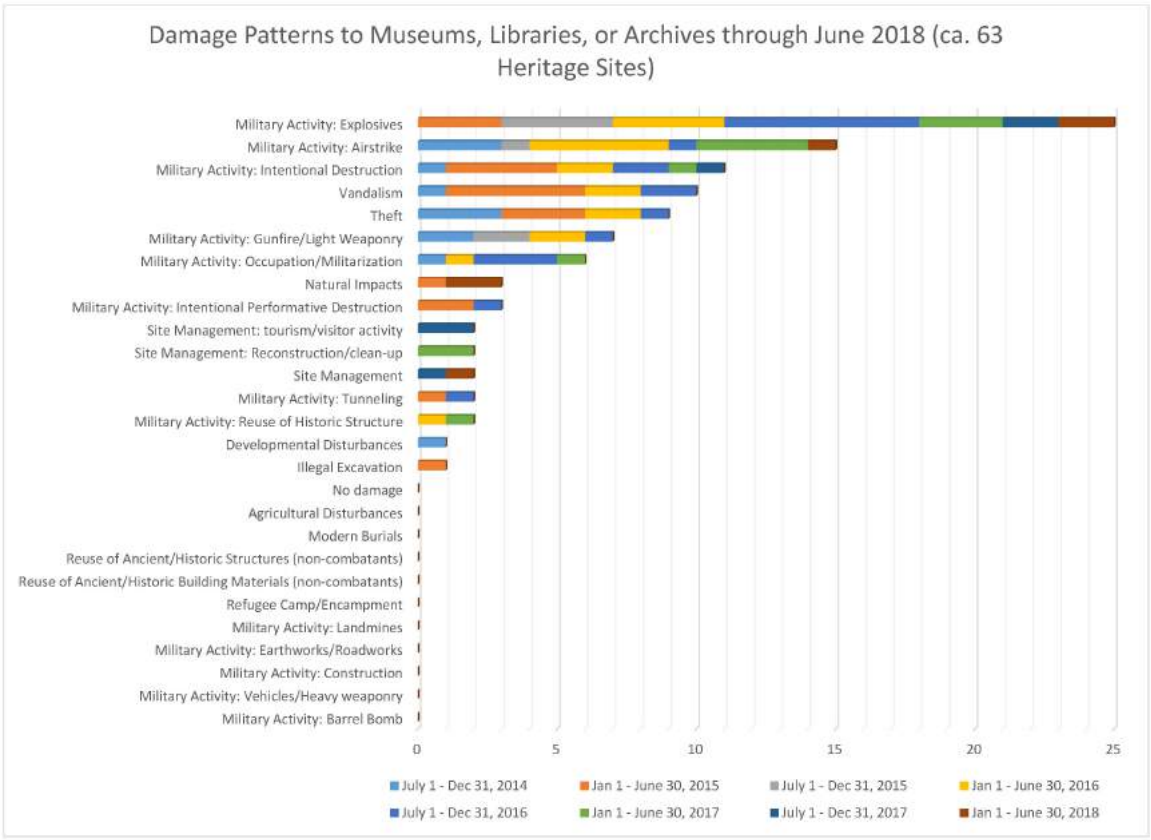


Figure 6: Incident report damage patterns to museums, libraries, or archives from Syria, Iraq, and Libya through June 2018 (n=63).

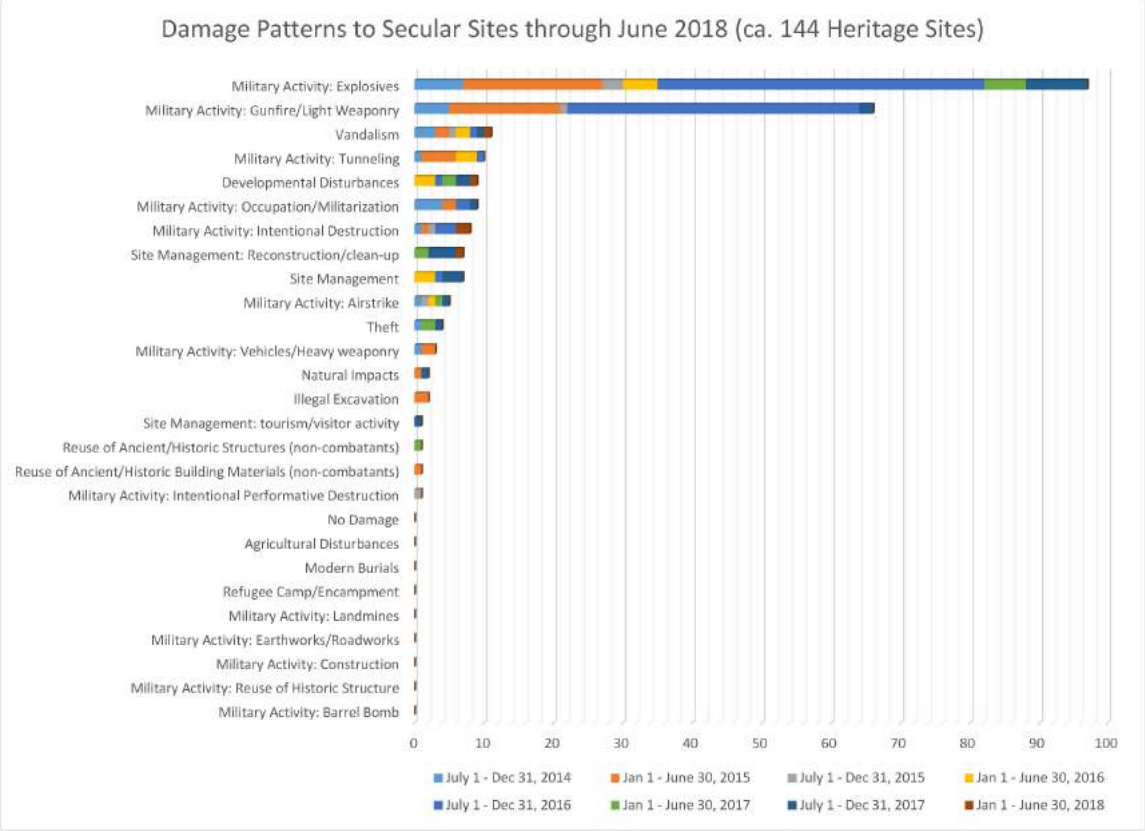


Figure 7: Incident report damage patterns to secular sites from Syria, Iraq, and Libya through June 2018 (n=144).

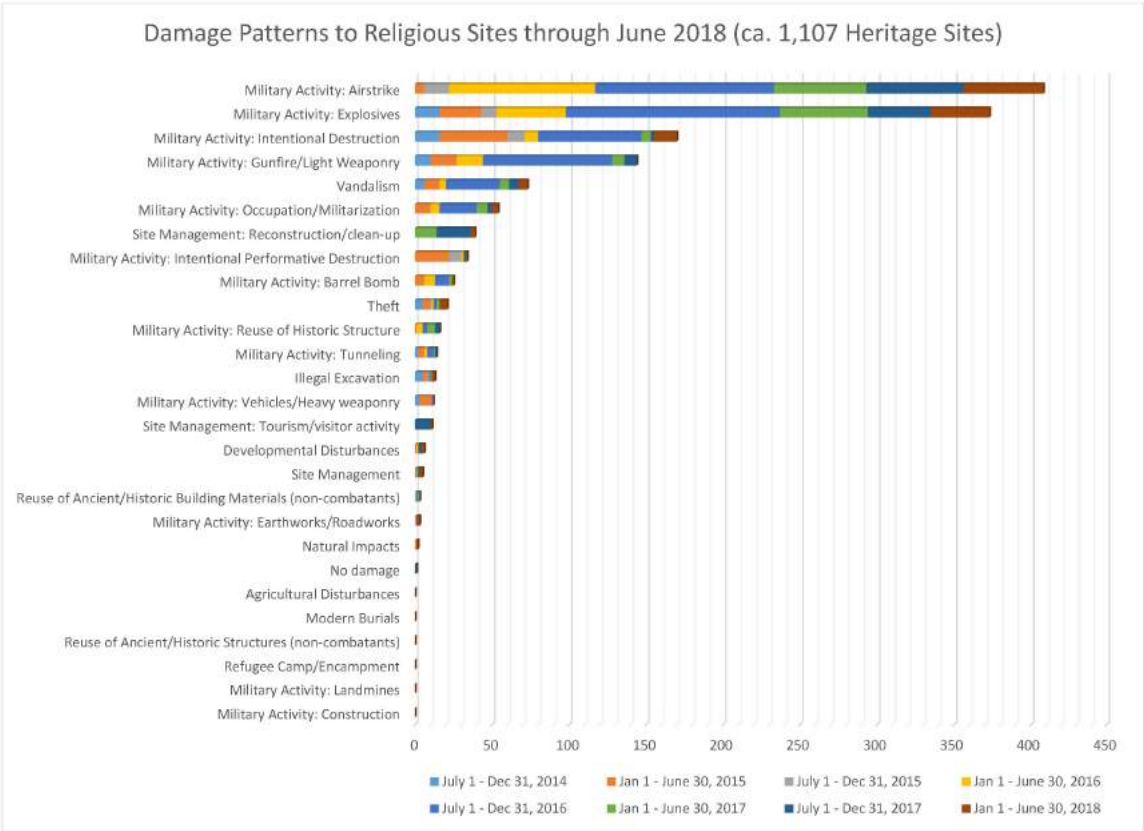


Figure 8: Incident report damage patterns to religious sites from Syria, Iraq, and Libya through June 2018 (n=1107).

punishment, mass executions, and other public displays of hyper-violence,[13] intentional destructions were used to demoralize populations and erode resistance by removing community gathering spaces as well as local cultural symbols that transcended ethno-religious identity[14]. Existing, pre-ISIS ethno-sectarian tensions in Syria and Iraq also contributed to the high incidence of deliberate destruction,[15] and ISIS sought to foment violence through intentional destructions of heritage sites and other acts.

In 2016, ISIS began to intensify its attacks against archaeological sites associated with pre-Abrahamic cultures (Figure 5). On the surface these attacks against ancient heritage align with the same ideological reasoning driving the targeting of religious heritage—elimination of so-called heresy or idolatry[16]. However, ISIS also sought to deepen divisions, not only among the people of Iraq, but also between the Middle East and the West by eliciting reactions to these attacks on pre-Islamic heritage. Western response has often focused on attacks on ancient heritage, which stands in stark contrast to the relative silence regarding intentional destructions of Islamic heritage and the sheer scale of the humanitarian disaster[17]. This in turn bolsters and validates ISIS' ideological justification and recruitment methodology drawing on Muslim victimization by Western and secular political powers[18]

The implications of these intentional destructions for post-conflict reconstruction are clear: many of the region's communities are under systematic attack. Cultural memory, cultural identity, and cultural diversity are being manipulated or erased. ISIS denies or strictly controls access heritage, cultural expression, and education. Post-conflict reconstruction must prioritize the reversal of these processes to heal communities and ensure effective conflict resolution, peace-building, and sustainable development.

2.3. Damage from looting and Theft

The illicit excavation and trafficking of antiquities has been an unfortunate but common consequence of the Syrian and Iraqi conflicts. The ASOR CHI project purview did not include monitoring antiquities trafficking and sales; however, ASOR CHI did receive a great deal of information on the economics of the illicit antiquities trade, internal market bureaucracy, targeted cultural property, and smuggling routes from in-country contacts in Syria and Iraq.

Most of the trafficked cultural property ASOR CHI has observed can be categorized as the low and middle tiers of the market. This material is not difficult to find and document given that smugglers and dealers use digital photographs and social media to reach prospective buyers all over the globe. Overall, there is a pattern for looting sites of the Classical and Byzantine periods given the demand for such material on the markets and the ease with which the provenance of such material can be masked. These sites/archaeological levels are also susceptible to rapid looting using metal detectors, which our colleagues on the ground note is a favored technique[19].

The role of ISIS in the illicit trade and the alleged presence or absence of big ticket items being sold in major auction houses have dominated the discussion, but analysis of the data retrieved by ASOR CHI provides a more nuanced understanding of the situation[20]. A geospatial study by Jesse Casana demonstrates that all belligerents are complicit in antiquities trafficking throughout the Syrian conflict zone[21]. However, while looting is ubiquitous, it

13. Stern & Berger 2016.

14. Bevan 2016.

15. Isakhan 2015.

16. Haykel 2013.

17. al-Manzali 2016 Flood 2002.

18. Guo 2015.

19. See also Brodie & Isber 2017.

20. Danti 2015*b*.

21. Casana 2015.

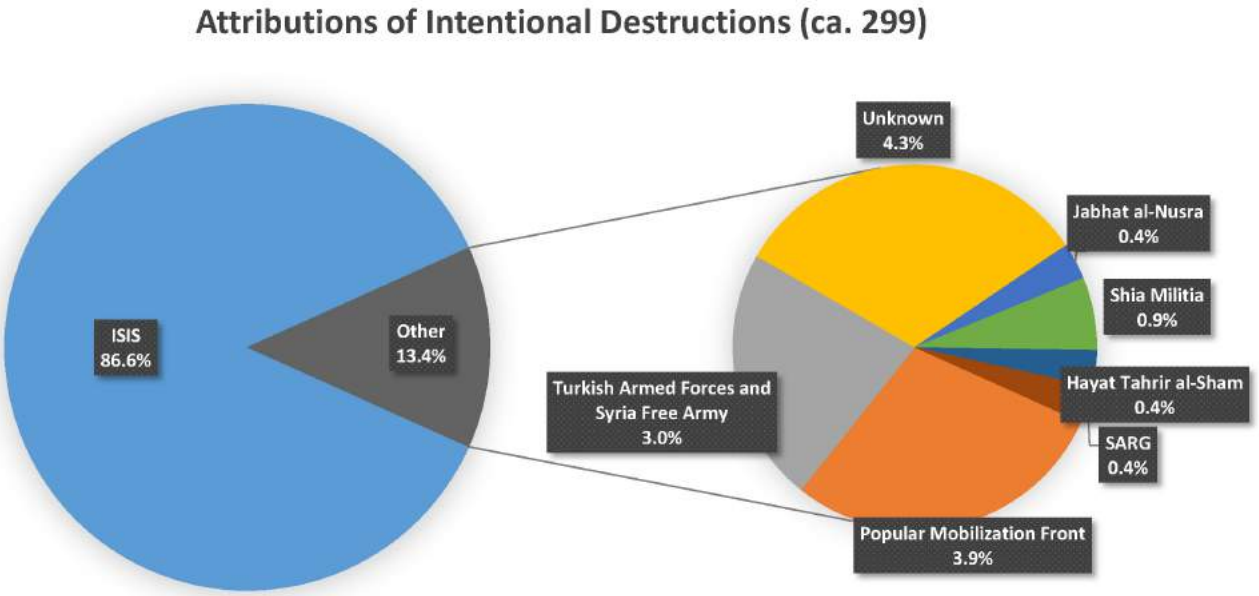


Figure 9: Perpetrators of intentional destruction incidents in Syria and Iraq through June 2018 (n=299).

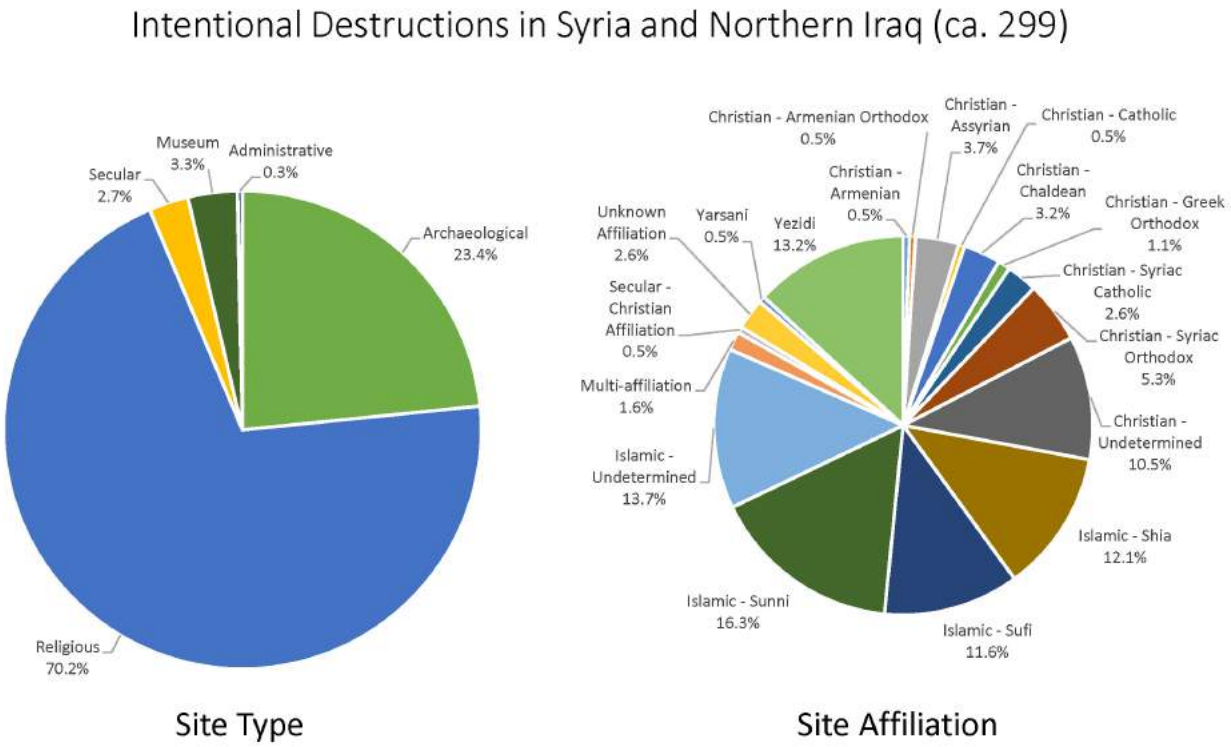


Figure 10: Intentional destruction incidents by site type and cultural affiliation in Syria and Iraq through June 2018 (n=299).

was most intense in ISIS-controlled areas at the organization's height of territorial control, where it is often industrial in scale and highly organized. This assessment has been repeatedly corroborated by sources on the ground, including informants engaged in various stages in the illicit trade. Furthermore, more is known about ISIS antiquities trafficking operations because the organization developed a bureaucracy to market cultural property and generated official documentation, such as excavation licenses and accounting records and promotional materials. The May 2015 U.S. special forces raid on the compound of Nabil Saddiq Abu Saleh al-Jabouri, known by his nom de guerre Abu Sayyaf, a senior ISIS leader overseeing natural resources for the caliphate in the Deir ez-Zor region, revealed a great deal of information on how ISIS, at the time, managed its systemic mining of cultural materials[22]. The Abu Sayyaf raid provided some of the only declassified, published evidence on the role the antiquities trade in the financing of this terrorist organization. Looting has provided key funding for ISIS in Syria and Iraq. The recovered antiquities and documents reveal that looting and trafficking were regulated by ISIS using a permitting and taxation system. While some artifacts were stolen from museums, other historical sites, and private collections, many were obtained via illicit digging. ISIS contracts to collect and sell the property of targeted individuals and groups and conducts such activities itself. While we currently lack robust estimates of the revenues associated with illicit trading in cultural property, art, and antiquities, for individual groups, the financial returns are undoubtedly significant. Perhaps more important than total profits, the illicit cultural property, antiques, and antiquities (CPAA) trade provides employment opportunities for local populations and establishes and strengthens sociopolitical and economic ties. CPAA trafficking requires little investment and entails few risks relative to the financial rewards. These factors combine to make CPAA crime especially attractive to groups such as ISIS and Jabhat al-Nusra.

ASOR CHI uses data on CPAA crime to develop a more comprehensive understanding of how antiquities trafficking strategies have responded to the conflict and international countermeasures and to raise public awareness of the crisis. Project researchers attempt to provide a contextualized and nuanced analysis of the situation on the ground to inform policy makers and law enforcement; that being said, much of this sensitive data constitutes evidence for ongoing criminal investigations and therefore cannot be made public at this time. ASOR CHI team members have delivered expert testimony on the antiquities trafficking of ISIS and other groups for many governmental and intergovernmental agencies and before the U.S. House of Representatives Subcommittee on Terrorism, Nonproliferation, and Trade and the House Financial Services Committee Task Force to Investigate Terrorism Financing[23].

3. IN-COUNTRY PRESERVATION INITIATIVES IN SYRIA AND IRAQ

Some of ASOR CHI's most important endeavors are in-country implementations of damage and risk mitigation projects now that will facilitate post-conflict reconstruction efforts. We support preservation projects using the aforementioned datasets to assess and mitigate risk and carry out stabilization projects. The current challenges for rehabilitation are great, but we must not wait for the post-conflict period to begin our efforts. Ensuring access to heritage is a high priority in ASOR CHI's collaborations with Syrians, Iraqis, and Libyans, as is providing local stakeholders with the necessary equipment and funds to preserve and protect local cultural assets. Maintaining and creating jobs in the cultural sector must also be a high priority now, or post-conflict rehabilitation efforts will

22. Anonym. 2015.

23. Danti 2015*a*; al-Azm 2016.

be further hindered. Our most comprehensive in-country stabilization projects have been centered in Syria at Bosra, Ma'arrat al-Numan, and Raqqa, and a new collaboration was recently initiated in Mosul.

3.1. Bosra Al-Sham Antiquities Departement

In 2015 and 2016, ASOR CHI implemented a heritage preservation initiative in southern Syria at the site of Bosra, a UNESCO World Heritage Site famous for its Roman, Byzantine, and early Islamic remains. Partnering with local stakeholders from the Bosra al-Sham Antiquities Department (BSAD), we provided financial support and technical assistance on site documentation, damage assessment, stabilization projects, and emergency collections preservation[24]. The program began with capacity building; like other conflict zones, heritage personnel throughout Syria, Iraq, and Libya often lack the most basic supplies and equipment, and so ASOR CHI conducted a needs assessment and provided the necessities, including computers, cameras, and a portable generator.

Years of combat and neglect had taken a severe toll on the architectural remains of Bosra. Due to ongoing conflict, the site was inaccessible for maintenance and repairs. The situation was further exacerbated when the site was damaged during military clashes, with the most devastating incident to the site the result of a rocket landing in the center of the Roman theater in December 2015. Bosra had been militarized for an extended period and contained many makeshift fortifications, barricades, and explosives. Furthermore, the archaeological storerooms had been looted multiple times over the course of the conflict; the Bosra al-Sham Museum had been impacted by combat damage and had been robbed in 2014.

To respond to these challenges, the BSAD team conducted detailed site assessments to collect baseline data on the impact of the conflict and to establish priorities for emergency conservation work. BSAD then cleaned the site with community assistance, removing debris and vegetation to prevent further deterioration, and stabilized architectural remains damaged by the conflict. Explosives were removed from the site by demolition experts. BSAD personnel also conducted emergency inventorying of the remaining museum collections that included photo-documentation and the packing and relocation of the collections to secure storage. BSAD cleaned these facilities, inventoried and photographed materials, and securely stored the material. In 2016, following the rehabilitation efforts of the Bosra al-Sham Antiquities Department, the site was opened to the local community, and that April a film festival was held in the Roman Theater.

3.2. The Day After Heritage Protection Initiative

ASOR CHI has been working with The Day After Heritage Protection Initiative (TDA-HPI) since August 2015 on several stabilization efforts, including another museum project in the town of Ma'arrat al-Numan in northwestern Syria. Here airstrikes had damaged the historic Ma'ara Museum complex, comprising the historic Khan Murad Pasha and its *tekkiyeh*. The complex serves as a museum for mosaics and antiquities from the famous Dead Cities region of northwestern Syria. This area in Idlib Governorate has been under prolonged aerial bombardment, and volunteers from TDA have repeatedly carried out cleanup and rescue efforts at this site[25]. ASOR CHI provided logistical and financial support to repair and stabilize the threatened collections and the damaged historic architecture of the museum complex as well as rescue the museum records. Mitigation efforts focused on the particularly vulnerable mosaics displayed in the open-air courtyard and on repairing the severe damage to the buildings caused by multiple airstrikes and artillery bombardments.

Airstrikes in June 2015 damaged the eastern wing of the museum complex, the mosque, and the *tekkiye*. In March 2016 TDA members moved the courtyard mosaics inside to the museum and installed sandbags to exterior courtyard walls for increased stability. Volunteers removed debris from the wings of the museum and relo-

24. For details of the project, including photographs, please visit the ASOR Blog http://www.asor.org/news/2016/08/bsad-summary/.

25. O'Connell 2017.

cated column capitals and ceramics. The following June, emergency repairs were made to the dome of the *tekkiye* as well as the dome of the mosque, and unstable masonry elements were carefully dismantled and numbered for future repairs. The mosque and *tekkiye* were thoroughly cleaned and the religious books there were cataloged and stored. Finally, the roof, courtyards, *tekkiye*, and the *khan* were swept in anticipation for the next phase of work.

The sandbagging effort proved its merit after the bathhouse (Arabic *hammam*) was hit by another airstrike in August 2016. No one was hurt in the attack, but the building did suffer extensive structural damage. The exterior of the northwestern wall, which separated the caravansary from the bathhouse, collapsed. The mosaics in this area, sandbagged in previous preservation efforts, were covered in rubble but intact. The following year, an emergency assessment conducted by TDA concluded that immediate intervention was needed to prevent further structure collapse. TDA in partnership with the Syrian Heritage Center (SHP) began a mitigation project in June 2017 to repair the deviated wall to prevent collapse. This work concluded successfully in August 2017.

Unfortunately, the Ma'ara Museum was hit by airstrikes for a third time in January 2018, inflicting severe damage to the west wing and gallery. Although many of the artifacts displayed in the courtyard had been moved in March 2016, heavier pieces, including two Byzantine-era sarcophagi, were damaged during this latest strike.

3.3. Raqqa Museum

ASOR CHI also has partnered with the Authority of Tourism and Protection of Antiquities - Al Jazira Canton (ATPA) beginning in November 2017 to assess the condition of heritage sites in the city of Raqqa, ISIS' former Syrian capital, and in the surrounding region. The majority of the museum's collections were stored off-site at Heraqla, located 7.5 km west of Raqqa. Both the Raqqa Museum and the Heraqla storerooms have been looted and damaged during the Syrian Civil War. The Raqqa Museum housed collections from the Epipaleolithic to early modern times, holding archaeological finds from nearby sites of Tell Sabi Abyad, Tell Bi'a, Tell Chuera, Tell Munbaqa, Tell es-Sweyhat, Hammam et-Turkman, Halawa, Tell Sheikh Hassan, and Tell Zeidan, as well as a large collection of Islamic-period remains from the Abbasid era. Working with local heritage experts on the ground, on-site condition assessments of the Raqqa Museum and the archaeological storerooms at Heraqla were completed in December 2017[26]. With ASOR CHI support, the NGOs Ru'ya and the Syrian Cultural Heritage Center in Idlib initiated a stabilization project at the Raqqa Museum in late May 2018 to secure the remaining collections and to repair the severely damaged historic structure.

3.4. Mosul University College of Archaeology

A grant agreement between the Whiting Foundation and ASOR CHI was finalized in May 2017 to support the assessment and digitization of at-risk textual collections in the war-torn city of Mosul, Iraq. The project, *An Emergency Assessment and Digital Preservation Initiative for Mosul's Textual Collections and Repositories* (dubbed the Mosul Digital Humanities Project or MDHP), is a digital preservation and emergency assessment initiative to enable Iraqis to safeguard textual collections immediately and over the long term, increase access to textual sources, and bolster diminished cultural heritage management and educational capabilities in the early phases of post-conflict recovery.

Mosul was liberated in July 2017 following an eight-month campaign that devastated large sections of the city and resulted in millions of displaced Mosulis and thousands of civilian casualties. The damage inflicted to Mosul's textual collection by ISIS exceeded all predictions; many objects and collections remain missing and are rumored to have been stolen or destroyed. We are still assessing the situation, especially in West Mosul (the Old City), which was severely impacted by ISIS and the military effort to liberate the city. Many families from West Mosul who own historical manuscripts and books are unable to return to their homes due to security issues and rebuilding

26. Danti *et al.* 2018.

efforts. Some are residing in displacement camps or with other family members outside Mosul, and those who fled to Kurdistan still have difficulty re-entering Mosul. At the time of this writing, the current situation in West Mosul is extremely difficult: emergency personnel are still clearing rubble, recovering the bodies of victims, demining, and re-establishing basic services and infrastructure.

Mosul University continues to rebuild after suffering severe damage from ISIS and aerial bombardment. Most buildings on campus have been damaged in some way. Many of the lesser-damaged buildings are being cleared of bombs, repaired, and cleaned. To date, the majority of digitized material was rescued in East Mosul in the area of Mosul University and in its surrounding neighborhoods. This area was less impacted during the ISIS occupation and liberation effort; however, ISIS did burn or steal the larger part of the University's library holdings and archives. As the owners of private collections return to their homes and bring their collections out of hiding, the College of Archaeology has proposed that the digitalization team begin working on original MA and PhD dissertations, which were salvaged from ISIS. These dissertations are not published and not electronically preserved, and contain original information on, for example, architecture, decoration, and inscriptions in local historical mosques, including the al-Nuri Mosque destroyed by ISIS as it retreated from Mosul.

ASOR CHI provided digitization equipment for faculty from the College of Archaeology at Mosul University, who were trained at the Centre Numérique des Manuscrits Orientaux (CNMO) in Erbil. The project has established trust among local decision-makers and stakeholders, an equipped facility, a trained staff, and a workflow. The rate of progress has quickened, and culturally and historically significant manuscripts are resurfacing for digitization, particularly now that word is spreading in Mosul of the digitization effort. To our knowledge, MDHP is one of the only cultural heritage preservation and protection projects operating in Mosul at the present time.

4. CONCLUSION

The ASOR Cultural Heritage Initiatives is a multifaceted project concerned with analyzing how armed conflicts affect movable and immovable cultural property with the intent of better evaluating heritage incidents and risks and assisting local heritage experts and grass-roots stakeholders. One of our primary goals is to implement responsive and effective mitigation strategies pre-, intra-, and post-conflict. As the conflict has escalated and spread, MRF efforts have often lacked the capacities to keep pace with the sheer number of heritage incidents. The level of effort required for effective MRF has been increased by the need to verify the accuracy of reports and filter out bias, misinformation, and circular reporting and redress lack of sourcing and detail in open-source and in-country reporting. The archiving of this information represents a massive undertaking in itself. As a result, ASOR CHI often lacks the resources to scale on demand and to drill down deeper into specific cases or topics. Furthermore, in-country mitigation and stabilization efforts have been difficult to initiate and develop due to a variety of overlapping logistical, financial, and political factors. It is the hope of ASOR CHI that the situation in Libya and Iraq improves and the war in Syria comes to an end soon. In the meantime, we will continue and expand our efforts in order to support our colleagues in the conflict zone and protect the cultural heritage of this region for its local communities.

REFERENCES

Anonym., 2015, «ISIL Leader's Loot», Report, U.S. Department of State, URL https://eca.state.gov/files/bureau/isil_leader_loot.pdf.

al-Azm A., 2016, «Testimony before the Task Force to Investigate Terrorism Financing on Preventing Cultural Genocide: Countering the Plunder and Sale of Priceless cultural Antiquities by ISIS», Report, U.S. House Committee on Financial Services, URL https://financialservices.house.gov/uploadedfiles/hhrg-114-ba00-wstate-aalazm-20160419.pdf.

Bevan R., 2016, *The Destruction of Memory Architecture at War*, London.

Brodie N. & Isber S., 2017, «The Illegal Excavation and Trade of Syrian Cultural Objects: A View from the Ground», *Journal of Field Archaeology* 43, p. 74–84.

Casana J., 2015, «Satellite Imagery-Based Analysis of Archaeological Looting in Syria», *Near Eastern Archaeology* 78, 3, p. 142–152.

Cuneo A. E., 2017, *Heritage Management Challenges and Changes in Northern Iraq After the Fall of Saddam Hussein: The Rise of Kurdistan and the Islamic State Onslaught*, Ph.D. thesis, Boston University, Graduate School of Arts and Sciences.

Danti M., 2015*a*, «The Finance of Global Terrorism Through Cultural Property Crime in Syria and Northern Iraq. Written Statement Submitted for Testimony before the House Committee on Foreign Affairs — Subcommittee on Terrorism, Nonproliferation, and Trade (TNT)», Report, U.S. House of Representatives, URL https://docs.house.gov/meetings/FA/FA18/20151117/104202/HHRG-114-FA18-Wstate-DantiM-20151117.pdf.

Danti M., 2015*b*, «Ground-Based Observations of Cultural Heritage incidents in Syria and Iraq», *Near Eastern Archaeology* 78(3), p. 132–141.

Danti M., Branting S. & Penato S., 2017, «The American Schools of Oriental Research Cultural Heritage Initiatives: Monitoring Cultural heritage in Syria and Northern Iraq by Geospatial Imagery», *Geosciences* 7(4), p. 95.

Danti M., Zettler R., Ashby D. P., Hiatlih K., Abdo R., Ahmed A., Qasim M., Cuneo A. E. & Gabriel M., 2018, «Current Status of the Raqqa Museum», *ASOR Cultural Heritage Initiatives* URL http://www.asor-syrianheritage.org/special-report-status-raqqa-museum/.

Flood F. B., 2002, «Between Cult and Culture: Bamiyan, Islamic Iconoclasm, and the Museum», *The Art Bulletin* 84, 4, p. 641 – 659.

Guo J., 2015, «Hating Muslims Plays Right into the Islamic State's Hands», *Washington Post* URL https://www.washingtonpost.com/news/wonk/wp/2015/11/17/isis-wants-you-to-hate-muslims.

Haykel B., 2013, «On the Nature of Salafi thought and Action», *in* Meijer R. (ed.), *Global Salafism Islam's New Religious Movement*, Oxford University Press, New York, p. 33–57.

Isakhan B., 2015, «<Creating the Iraq Cultural Property Destruction Database:Calculating a Heritage Destruction Index», *International Journal of Heritage Studies* 21(1), p. 1–21.

Isakhan B. & Zarandona J. A. G. Z., 2017, «Layers of Religious and Political Iconoclasm Under the Islamic State: Symbolic Sectarianism and Pre-Monotheistic Iconoclasm.», *International Journal of Heritage Studies* 23, 1-16.

al-Manzali M., 2016, «Palmyra and the Political History of Archaeology in Syria: From Colonialists to Nationalists», *Mangal Media* URL http://www.mangalmedia.net/english//palmyra.

Meijer R., 2013, *Global Salafism Islam's New Religious Movement*, Oxford University Press, New York.

O'Connell J., 2017, « Incident Report Feature: Ma'ara Museum – An airstrike causes severe damage to the Ma'ara Museum », *ASOR Cultural Heritage Initiatives* URL http://www.asor-syrianheritage.org/incident-report-feature-maara-museum/.

Stern J. & Berger J., 2016, *ISIS: The State of Terror*, Ecco Press, New York.

Documenting Military Occupation on Archaeological Sites

FROM THE IMPACTS ON ANCIENT REMAINS TO MODERN CONFLICT ARCHAEOLOGY

Mathilde Mura[1]

Résumé : Documenter l'occupation militaire sur les sites archéologiques

Cet article interroge la position stratégique des tells archéologiques dans le paysage et leur utilisation comme bases militaires. Que ce soit en Irak ou en Afghanistan, les tells archéologiques dominent les plaines et sont souvent réemployés comme des points de contrôle surélevés et facilement défendables par les forces armées. L'étude considère comme bases militaires des installations souvent peu impressionnantes mais néanmoins invasives, telles que des levées de terre ou des baraquements. Deux axes de réflexion seront examinés ici. D'une part, nous mesurerons l'impact de ces installations sur les sites archéologiques (morphologie générale des tells, impact sur les vestiges et la stratigraphie) à l'aide des résultats carto-interprétés et des résultats issus des travaux de prospections. Puis nous considérerons le potentiel de ces résultats pour l'archéologie des conflits modernes. Pour cela, nous examinerons la répartition des sites, les points de contrôle et de défense naturels et les connaissances acquises sur les bases militaires de ces régions. Cette double perspective permettra ainsi d'appréhender les sites archéologiques dans leurs contextes modernes et anciens. Notre démarche tend vers une communication des données entre les protagonistes collectant les informations pour la protection des sites archéologiques et les acteurs de l'archéologie des conflits contemporains.

Mots-clefs : tells archéologiques, occupation militaire, dégâts, impacts, conflits, méthodologie.

Abstract : This paper addresses the question of the strategic position of archaeological tells in the landscape and their use as military bases. Whether in Iraq or in Afghanistan, archaeological tells dominate the plains and are often occupied as high ground control points by the armed forces. In most cases, what the study considers as a base, only consists of small yet invasive installations, such as earth levees or barracks. Two focus points will be considered in this paper. On the one hand, I will measure the impact of these installations on ancient remains (general morphology of the tells, ruins and stratigraphy) by both cartography and survey results. On the other hand, I will interrogate the potential of those results towards an archaeology of modern conflict. In this second matter, I will consider a distribution analysis of the sites, natural access points and acquired knowledge on the military bases. This double perspective will help building a general comprehension of the sites. This approach aims at bridging the gap between monitoring site damage and exploiting the data thus collected towards modern conflict archaeology.

Key words : archaeological tells, military occupation, damages, impacts, conflicts, methodology.

1. PhD Candidate, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, UMR 7041 ArScAn, VEPMO.

Unless specified otherwise figures are made by the author.

ملخص / پووخته / خلاصه

توثيق الإشغال العسكري على المواقع الأثرية: من الأثر على الآثار القديمة إلى علم آثار الصراع الحديث

يبحث هذا المقال في الموقع الاستراتيجي للتلال الأثرية للمشهد الطبيعي واستخدامها كقواعد عسكرية. سواء أكان في العراق أو في أفغانستان، تنتشر البقايا الأثرية في السهول وغالبًا ما يتم استخدامها كنقاط مرتفعة للمراقبة، كما يمكن عبرها الدفاع بسهولة بواسطة القوات المسلحة. تعتبر هذه الدراسة أن منشآت القواعد العسكرية غالبًا ما تكون غير مؤثرة ولكنها بدورها تجتاح الموقع، مثل أعمال الحفر أو تأسيس الثكنات. سيتم هنا نقاش محورين من الموضوع. سنقوم بقياس تأثير هذه المنشآت على المواقع الأثرية (التشكيل العام للتل، التأثير على البقايا والطبقات) بمساعدة النتائج المُفسرة من الخرائط ونتائج أعمال فحص الموقع. ثم سننظر في إمكانات هذه النتائج لاستخدامها في علم آثار الصراعات الحديثة. وللقيام بذلك، سنبحث في توزع المواقع ونقاط المراقبة والدفاع الطبيعية والمعرفة المكتسبة عن القواعد العسكرية لهذه المناطق. سيساعد هذا المنظور المزدوج على فهم المواقع الأثرية في سياقاتها الحديثة والقديمة. يتجه المنهج الذي نتبعه نحو نقل المعلومات بين الأطراف الفاعلة التي تجمع المعلومات لحماية المواقع الأثرية والجهات الفاعلة في علم آثار الصراعات المعاصرة.

الكلمات المفتاحية: المواقع الأثرية، الإشغال العسكري، الضرر، الآثار، النزاعات، المنهجية.

به دۆکۆمینتکردنی نیشتەجێبوونی سەربازی لە شوێنە شوێنەوارییەکان: لە سەر کاریگەری لە سەر پاشماوە کۆنەکاندا بۆ ناکۆکی نوێ شوێنەواری.

ئەم توێژینەوەیە لە شوێنی ستراتیژی گردە شوێنەوارییەکان دەکۆڵێتەوە لە دەشتاییەکان و بەکارهێنانیان وەك بنکەی سەربازی. چ لە عێراق یا لە ئەفغانستان بێت، گردە شوێنەوارییەکان دەروانە سەر دەشتەکان و وە زۆرجار بەکارهاتووە وەك خاڵی پشکنین و چاودێری لە لایەن هێزی چەکدارەوە. توێژینەوەی بنکە سەربازییەکان زۆر جێگای سەرنج نەبووە بەڵگو شوێنی داگیر کراوبووە وە بۆ بەربەست و چاڵی بەرگری سەربازی. دوو ئاراستەی بیرکردنەوە لێرەدا شیدەکرێنەوە، لە رووێکیان، هەڵدەستین بە پێوانەکردنی کاریگەری بنکە سەربازییەکان لە سەر ناوچە شوێنەوارییەکان (شێوەی گشتی گردەکە، کاریگەری لە سەر پاشماوە و چینەکان) بە هاوکاری ئەنجامەکان کەوا بە پێی خواست و ئەنجامی هەڵکۆڵین راظەی بۆ دەکرێت. ئەنجا دەروانینە توانای ئەو ئەنجامانەی زانستی شوێنەوار لە ناکۆکیە نوێیەکان، بۆ ئەنجامدانی ئەمە، هەڵدەستین بە لێکۆڵینەوە لە دابەش بوونی ناوچەکان و خاڵەکانی چاودێری سرووشتی و بەرگری و زانیاری دەستکەوتوو لە بنکە سەربازییەکان ئەو ناوچانە. ئەم تێروانینانە یارمەتیمان دەدا بۆ تێگەیشتن لە ناوچە شوێنەوارییەکان لە چوارچیوەی نوێ و کۆن. ئەم ڕێچکەیەمان گرت بۆ گواستنەوەی زانیاریکان بۆ بەدوورخستنەوەی هەموو زانیاریەکان بۆ پاراستنی ناوچە شوێنەوارییەکان و لایەن کاریگەریەکانی سەر زانستی شوێنەوار لە ناکۆکیە هاوچەرخیەکاندا.

ووشەی تێپەڕ: گردە شوێنەوارییەکان، نیشتگەی سەربازی، زیانەکان، کاریگەریەکان، ناکۆکیەکان، میتۆدۆلۆجی (مەنهجی یا ڕێباز)

اسناد سازی مکان‌های نظامی در ساحات باستانی: از تأثیرات آن در بقایای قدیم تا باستان شناسی درگیری‌های مدرن

این مقاله موقعیت استراتژیک تپه‌های باستانی را در چشم انداز و استفاده آنها را منحیث پایگاه‌های نظامی مورد مطالعه قرار میدهد. تپه‌های باستانی چه در عراق و افغانستان در فراز جلگه‌ها استوار بوده و معمولاً منحیث نقاط بلند قابل کنترل و به راحتی قابل تصرف برای قوای نظامی است. تپه‌های مورد مطالعه به تأسیساتی نه آنقدر برجسته اما تهاجمی، مانند بلندی‌های زمین یا پایگاه‌ها اطلاق میشوند.

درین مقاله، دو موضوع مورد بررسی قرار خواهند گرفت. از یک جهت، ما تأثیرات این چنین ساخته‌ها را روی ساحات باستانی (ریخت شناسی عمومی تپه‌ها، تأثیرات روی بقایای باستانی ولایه‌ها)، که در نتیجه‌ی تفسیر-نقشه‌ها و یا هم سروی ساحات بدست می‌آید، را اندازه گیری نموده و متعاقباً پتانسیل این نتایج را برای باستان شناسی درگیری‌های مدرن مد نظر میگیریم. بدین منظور ما پراکندگی ساحات، نقاط طبیعی دفاع و کنترل و شناخت از پایگاه‌های نظامی این مناطق را مورد بررسی قرار میدهیم. این ژرفانمایی دوباره؛ امکان این را برای ما فراهم می‌سازد، که ساحات باستانی را در وضعیت قدیمی و مدرن آنها درک نمایم. اقدامات ما بعداً منجر به تبادل اطلاعات بین پیشگامان که این معلومات را برای حفاظت از ساحات باستانی گرد آوری میکنند و کسانیکه باستان شناسی درگیری های مدرن را مطالعه میکنند، میگردد.

واژه‌های کلیدی: تپه‌های باستانی، اشغال نظامی، خسارات، تأثیرات، درگیری‌ها، متدولوژی (روش شناسی).

INTRODUCTION

When documenting military occupation on archaeological sites, it is tempting to investigate if the data thus collected could be used in another field of research, i.e. modern conflict archaeology. The data presented here is collected with a twofold purpose : on the one hand, this study intends to assess the damages suffered by archaeological sites ; on the other, it allows intra-site inventories of such damages, combining both anthropic and natural destruction of ancient sites. The main goal is to develop excavation protocols for post-conflict scientific activities, but also to try and see what preliminary conclusion can be drawn from such data for modern conflict landscape archaeology.

Some postulates regarding endangered archaeological sites must first be acknowledged. Archaeological sites in Central Asia and in the Middle East are in an emergency situation regarding military occupation due to their strategic position. Both location and altitude of archaeological sites (especially with tells) usually offer control points over flat areas, an asset in the context of military deployment. In the context of military occupied sites, what archaeological and scientific answers can we provide against the damages suffered by the tells ? Will it still be possible to excavate military occupied sites in post-conflict and what are the possibilities offered by archaeology and modern conflict study in methodological terms ?

Furthermore, the aim of this paper is to use modern conflict archaeology, now fully recognised as part of the archaeological discipline in Europe, and transpose it to Oriental archaeology. To do so, we should consider military occupation as a phase of the stratigraphy of Middle Eastern and Central Asian sites, to be studied and documented as such. This study argues that documenting military occupation on archaeological sites cannot be completely detached from modern conflict archaeology.

In order to carry out the two field missions presented in this article, I have benefited from the support of the archaeological survey's directors for each region (Julio Bendezu-Sarmiento and

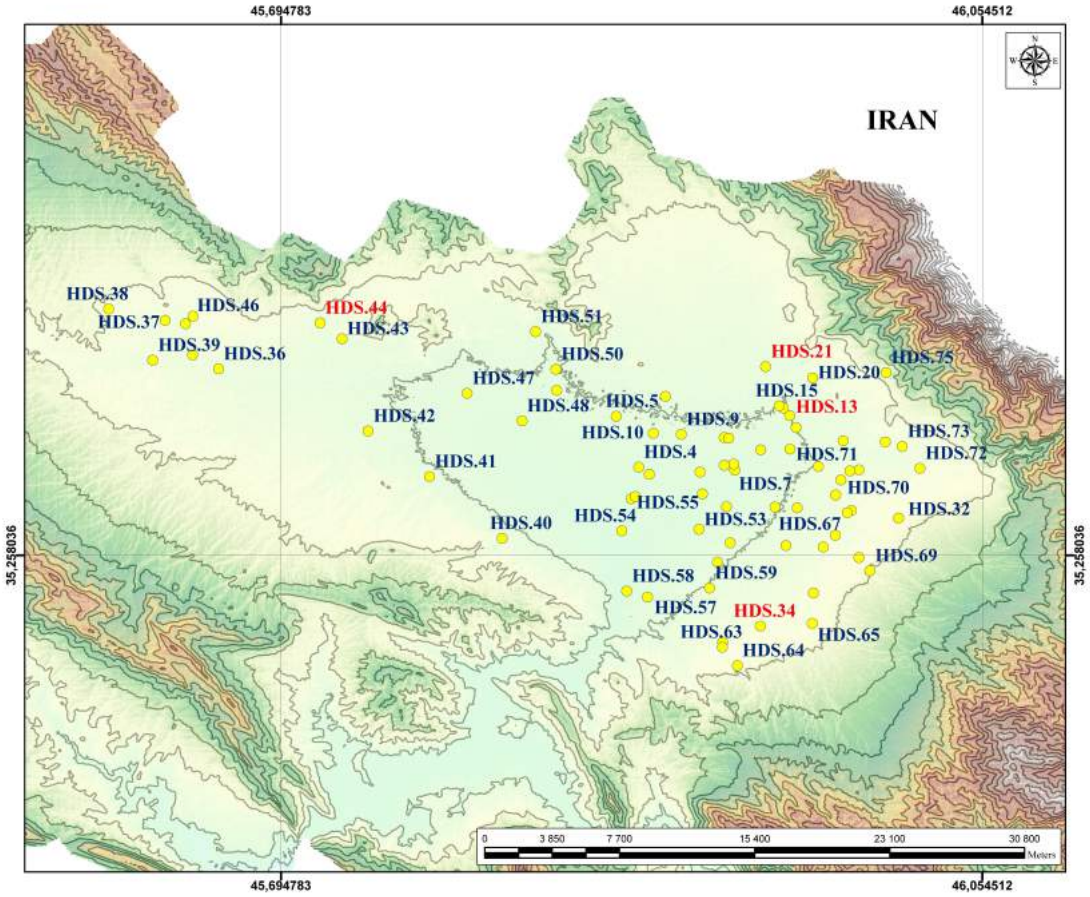


Fig. 1: Localisation map for the corpus of HDS area.

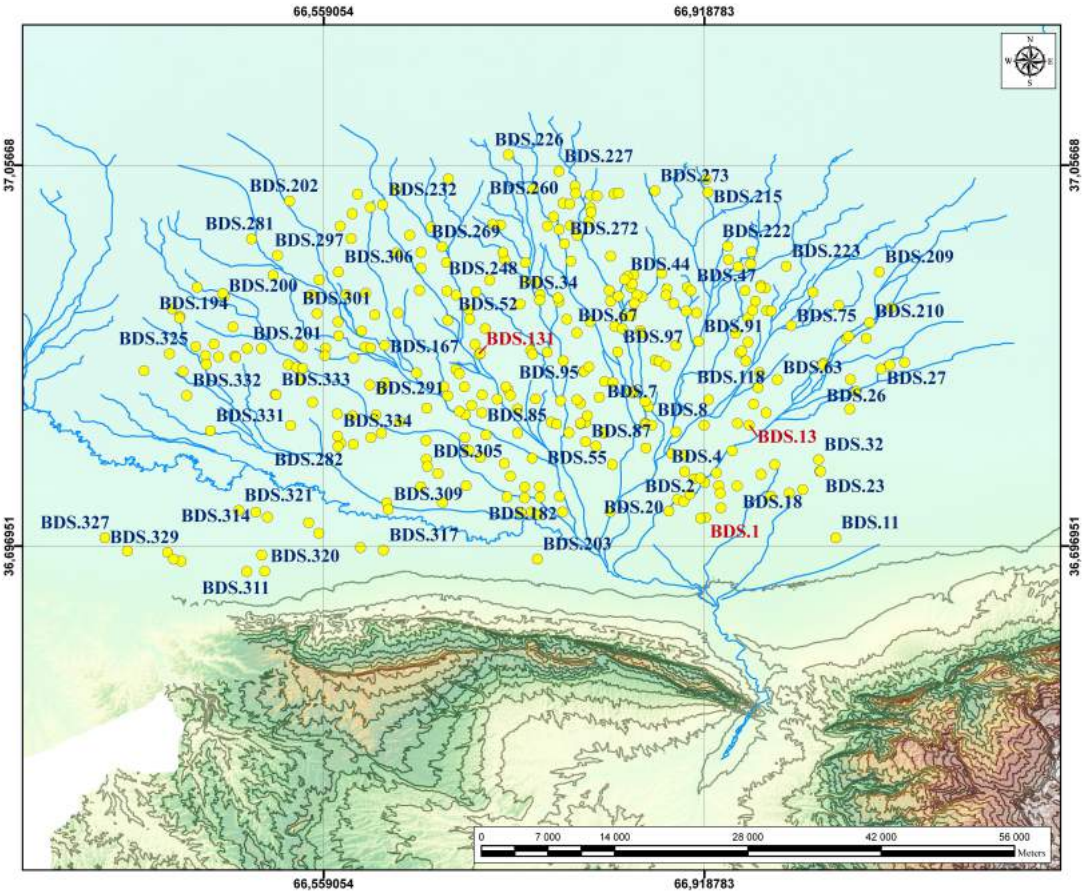


Fig. 2: Localisation map for the corpus of BDS area.

Jessica Giraud), the CNRS Attentats-Recherche[2] fund, and the DigitalGlobeFondation Grant who provided the satellite imagery. In the Shahrizor Plain, surveyed by the Shahrizor Survey Project[3] (SSP), the director, Simone Mülh, allowed me to survey the damages on the archaeological sites, while the Sulaymaniyah Governorate Archaeological Survey[4] (SGAS/MAFGS dir. Jessica Giraud) kindly funded part of the expedition. Fieldwork by the author was undertaken under the acronym HDS (Halabja Damage Survey) (Figure 1) as part of a doctoral project untitled "*Tell dynamics and voluntary destructions, comparative study of the evolution of tells within the Middle East and Central Asia, in three micro-regions of Syria, Iraq and Afghanistan*". The Shahrizor Plain is located in Iraqi Kurdistan. As part of the project, 73 tells were monitored (55 surveyed) among which 27 are military occupied sites[5]. The second area presented in this article is the Balkh Oasis in Afghanistan (Figure 2), surveyed thanks to the collaboration of the French Archaeological Delegation in Afghanistan (DAFA, directed from 2014 to 2018 by Julio Bendezu-Sarmiento), that historically surveyed the area and participated in most publications[6]. Encompassing all archaeo-

2. Mura 2016.

3. Altaweel *et al.* 2012; Muelh & Fassbinder 2016.

4. Kopanias *et al.* 2015.

5. Exhaustive archaeological survey's counts recorded 300 archaeological sites of which by now 81 have been investigated by the SSP (Muelh & Fassbinder 2016, fig. 1 p. 241) and 115 were investigated in 2015 by the Directorate of Antiquities in Sulaymaniyah (AMIN unpublished report for the Directorate).

6. Ball 1982; Lyonnet & Gardin 1998; Leriche & Fourniau 2001; Besenval *et al.* 2002; Besenval & Marquis 2008; Fouache *et al.* 2012.

7. This estimation is the highest of all publications and the evaluation is suggested in Hammer 2017 (CAMEL reports).

logical survey data, the Balkh Oasis is an archaeological centre comprising over 2000 archaeological sites[7]. As part of the aforementioned project, 335 tells inside the area were monitored, partially surveyed by the author and remotely sensed. This area henceforth referred to as BDS (Balkh Damage Survey), currently includes 60 military occupied sites.

Regarding the historical context of the conflicts, we are looking at two very different situations. In the Shahrizor Plain, all damages date back to the Iran-Iraq War (1980-1988), more precisely to the end of the conflict when the 43rd Iraqi division fought against the 55th Iranian parachutist division and the 84th Iranian division for the city of Halabja[8]. Right after the Iraqi defeat in March 1988, Saddam Hussein intensified the Anfal operation and ordered chemical attacks against Halabja[9]. Besides these events, it is also necessary to mention the massive mining campaign led by Saddam Hussein Regime against agricultural and farming activities[10]. On this last point, fieldwork must take security measures due to the uncertainty of the mine clearing[11]. The Plain was successively conquered and simultaneously occupied by the Iranian Army, the Iraqi Army and Kurdish troops trying to maintain their borders and to control the dams. Dams are indeed the main reason for the Iranian interest in the region : by controlling the dams, they wish to diminish the electric production and consequently the oil production and exportation of Iraq[12]. With this in mind, military occupations in the Shahrizor Plain are naturally roughly contemporary to each other but the issue would be to attribute it to either of the belligerents.

In Afghanistan, the Balkh Oasis has been the theatre of many events over years of conflicts. In this area, the main issue lies in attributing the damages to a certain period of time. During the Soviet invasion of Afghanistan (1978-1989), Mazar-i Charif[13] and the Oasis were far enough from the heart of the battlefield. In the beginning of the period of the Islamic State of Afghanistan, the region succeeded in maintaining this relative peace.

After 1994, however, fights over Mazar-i Charif escalated, with mainly sectarian violence and three major massacres perpetrated between 1997 and 1998[14]. In 1998, the Talibans took control of Mazar-i Charif, and within the following years of most of the northern territories of Afghanistan[15]. Yet, in 2001, the simultaneous *Northern Alliance* and US Army offensives inflicted the first defeat in the area on the Talibans and opened land and air supply routes[16]. The Talibans withdrew to the north and west ends of the Oasis, where they are still controlling a large territory. In the meantime, American forces and the *Northern Alliance* had been controlling Mazar-i Charif and Balkh, and a small perimeter around each city. After 2002, both cities came back under the control of the central administration, firstly with the Karzai administration and the deployment of the 209th Corps of the Afghan National Army[17]. They locally established their military barracks on high grounds – most of them being archaeological sites.

In this context, it is the fact that Taliban bases have scattered over the landscape for over thirty years that might be an issue in analysing the damages. Furthermore, their installations have hardly changed in shape or mode of construction over the years, making the attribution to a specific period of time even more difficult.

8. Razoux 2013, p. 450-452.

9. Even though the operation began in 1987, it is the episode of Halabja that raised the most awareness in the international community (Razoux 2013, p. 451, James & Gorgas 2018, p. 196).

10. Over 15 million landmines in Kurdish territory according to James & Gorgas 2018, p. 196-197.

11. With the advice of both S. Mühl and the Direction of Antiquities in Sulaymaniyah, HDS respected the same safety measures as within the SSP (Muelh & Fassbinder 2016) asking local person in the villages nearest to each site for information and renouncing to survey some sites when doubts remained.

12. Razoux 2013, p. 450-452.

13. The regional capital of Balkh Province.

14. The Afghanistan Justice Project 2005, p. 90, p. 115, p. 120.

15. The Afghanistan Justice Project 2005, p. 64.

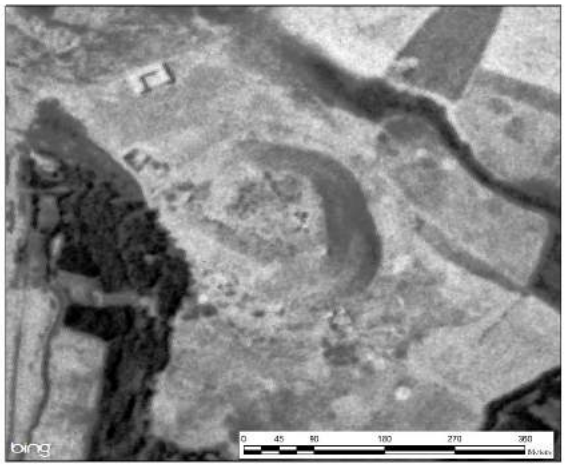
16. Guardian Staff 2001.

17. Radin 2009.

1. COLLECTION OF DATA, TYPOLOGY OF DAMAGES

Prior to field investigation, the two areas of study were remotely sensed in order to select a sample of sites and to identify the damages. Pre-zoning was also undergone in order to facilitate the survey. In the field, damaged archaeological sites were surveyed, and data collected from damages on every site. All military structures have been documented due to their uniqueness (we rarely observe rows of identical buildings, trench or earth levee on a site). The documentation consists in GPS localisation, measurements, description, sketches and photographs. Those measurements are especially informative as regards the depth and height of the damages. It enables us to better identify the signals for non-surveyed sites when doing remote sensing[18]. Moreover, ammunitions and shells present on site were carefully documented (only scaled photography in situ to avoid contact). Then, all the field data was transposed into the GIS and linked to external data for analysis.

Based on this fieldwork, it is possible to define a typology of military damages affecting archaeological sites and to begin to analyse their impact on the stratigraphic remains. There are four main elements that signal a military facility : barracks (2.a) ; trenching and levees (2.b) ; occasionally tank caches at the bottom of the slope or firing positions along the trenches (2.c) ; impact holes from air-to-ground and ground-to-ground strikes (2.d).



a.Corona Imagery, 1969

b.BingImagery 2015

Fig. 3: Satellite views of Bngrd Muani (HDS.44 or SSP.12) a. CORONA imagery, 1969 b. BingImagery, 2015.

1.1. Military barracks

First of all, the barracks are distinguished by their construction materials. In the corpus under study, I have noticed barracks built either from cement blocks or from mud bricks. Other few examples were constructed of HESCO bags, a type well documented in Babylon, for instance[19]. For the block category, only three formats have been identified (small, medium and large units) in HalabjaDS (HDS) and another larger one in BalkhDS (BDS). Regarding the mud brick structures, a great variability of shapes and construction methods is noticeable, making each category unique in its kind. The most concerning type would be the semi-underground architecture – cutting through stratigraphy – which is quite frequent. In terms of shape, this type can be a simple quadrangular barracks, a T or L shaped building, or dome barracks.

Military occupation is generally characterised by major ground modifications consisting of levelling, implantation of trenches or earth levees. Levelling is the most impacting of these modifications and is required when implementing barracks on top of the sites. On the site of Bngird Muani (HDS.44 or SSP.12), for instance, a large tell located to the northwest of the Shahrizor Plain, the flattening of the top of the tell is now doubtlessly identified. Even though we do not always find the spoiled earth, interviews with locals can attest to the event, as well as comparison between pre-war imagery (such as CORO-

18. For this reason, the second phase of remote sensing was implemented after all field surveys were conducted.

19. International Coordination Committee for the Safeguarding of the Cultural Heritage of Iraq, Sub-Committee on Babylon 2009.

NA imagery commonly used in archaeology[20]) and modern satellite captures (GeoEye or WorldView). Such imagery constitutes a more substantial evidence of the condition of the site in the past (Figure 3.a). On the 1969 picture, the presence of two prominences on the southeast and northwest edges of the site are potential signatures for eroded buildings, such as ancient towers that would have been destroyed by the levelling (Figure 3.b).

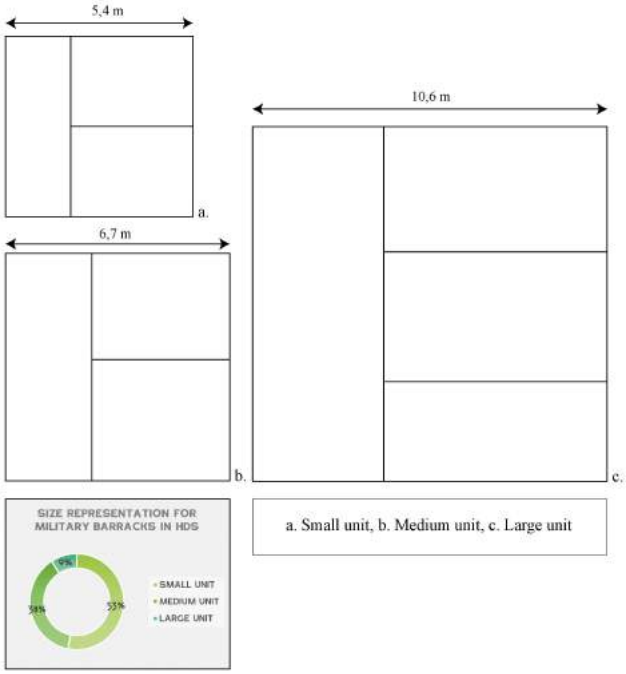


Fig. 4: Sketches of concrete block military barracks for HDS.

Military barracks themselves sometimes have only a minimal impact on the stratigraphy. Yet, it is still worth documenting it today for future archaeological excavations, especially when such structures are made of the same material as archaeological remains. In Afghanistan, for instance, a variety of military barracks were recorded[21], most of them made of mud bricks and some made of military HESCO bags filled with sand. Conversely, only one type of barracks has so far been recorded in Iraqi Kurdistan, varying in size and made of cement blocks. The cemented type (Figure 4) is the less intrusive one, as the barracks can be built without foundations. It is the only type found in the Shahrizor Plain area. On more than half of the sites studied, we are looking at small units, composed of an entrance corridor and two perpendicular rooms (three rooms on the larger units). For the cemented types, only the compaction effect can damage the stratigraphy, when no levelling was required for the implantation.

Afghan barracks, on the contrary, raise more issues. First of all, they are made of mud bricks. Once the building material is degraded, it can be mistakenly interpreted as remains of ancient structures made of the same material if there are no modern finds associated with the buildings. Secondly, Afghan barracks are often partially built underground, requiring digging onto the top layers of the site. The last type found in Afghanistan, impressive by its size of 25 m by 25 m, is very similar to the Iraqi concrete block barracks, but it is surrounded by a sand bag fence. Still, we have an issue regarding the entrance point, which might have been possible by a ladder or an underground access (the second option being more intrusive to the site).

1.2. Trenches and levees

Levelling can also be associated with the implementation of earth levees, most likely made of the removed sediment from the centre. Such levees are rudimentary and made with the most accessible material. The elevation of this pile of sediment can be between half a metre and two-and-a-half metres after twenty-five years of erosion. Both type of features are usually implemented with one or two entry points. Some exceptions could be noticed with special features such as a double earth levee marking the access, as for HDS.13 (Figure 5).

They usually serve as defensive features surrounding the top of the site. A combination of both trenches and levees was found in our corpus and is also observed in Syria, with the most compelling example of Ebla[22]. In our corpus, three depth levels have been noted for trenches (shallow : $H \leq 0.50$ m ; medium depth : 0.50 m $\leq H \leq 1$ m ; deep : $H \geq 1$ m), and are detectable by satellite imagery given the fact that field measurements were taken.

In few sites, lower trenches have also been recorded at the bottom of the slopes. They could belong to a system combining top trenches or earth levees, and are considered as a second defensive features. Ground measurements enabled the extrapolation of the depth intervals in the reading of satellite imagery : shallow trenches are usually larger and are visible by a slight contrast between the surrounding soil and the bottom sediment ; most common trenches are between 0.5 and

20. Philip *et al.* 2002; Casana & Cothren 2015.

21. This diversity may be explain by the succession of different conflicts. So far, no pattern was found nor specific shapes related to a conflict in particular.

22. Kaercher *et al.* 2018.

Fig. 5: Satellite view of Grdy Hama Amin (HDS.13) showing the double levee access ramp, BingImagery 2015.

1 m deep. Their profile is eroded and the contrast between surrounding sediments and the bottom of the trench is more pronounced. A few sites yield evidence for trenches deeper than 1 m : 1.3 m at Alaman Tepe (BDS.13) and 1.2 m at Gird-i Qulk Hurd (HDS.21 or SSP.19). When not covered by vegetation, the trenches display steeper and straighter edges that increase the colour contrast between the top and the bottom soil viewed from the sky. This difference in colours and shades can also be explained by the perforation of stratigraphic layers.

1.3. Firing positions and tank caches

Some trenches are flanked with firing positions consisting of small notches on their outer edge. Generally quadrangular, as in Topa Rostam (BDS.1), they are sometimes rounded, as is the case in Bakr Awa (HDS. 34 or SSP.10). The shooting positions can either be found on a section or on the entire periphery of the trench, such as BDS.1 (Figure 6).

Finally, tank caches also consist of notches, grouped (often by three or four) and organised in a parallel disposition. They are usually not exposed to the frontline and entrenched on the slope behind the tell.

Fig. 6: Ground photography of Topa Rostam (BDS.1) showing the surrounding trench and detail of a firing position.

The size of the notches can be easily matched with the different kinds of vehicles used by the military. Directly linked to the presence of these tank caches, traffic also causes significant damage to the sites. Access roads protected by trenches and levees are often distinguished at the bottom of the sites, which also attest to the presence of heavy vehicles on sites (tanks, oil or food transport trucks). The repeated passage of these machines causes smooth or chained tracks that can be more or less deep depending on the condition of the ground (wet soils, for example, induce a deeper furrow), therefore producing both surface stigmas and compaction phenomena of the underlying stratigraphy. This phenomenon of stratigraphic compression is the same as the one commonly observed when excavating under roads or wheelbarrow paths, even on sites with no military occupation.

1.4. Air-to-ground and ground-to-ground impacts

The impact of ground-to-ground or air-to-ground strikes is the fourth and last type of effects of military activity on archaeological sites. In the current corpus, very few signatures can be related to this kind of impact, but some exploded and unexploded ordnances have been found, as well as warning signs for mined areas.

These impacts are characterised by a circular shape with diameters that vary in the ratio of one to three depending on the type of projectile. The shape and size of the impact craters also varies in depth. The contact zone of the explosion is characterised by a light area at the bottom of the depression surrounded by a second part that is still recessed but darker. On the surface, the dispersion of sediments causes a clear and homogeneous halo around the impact. By analogy with volcanic phenomena, the surrounding sediments should form a heterogeneous strip in granulometry in cross section. The angle of the impact may slightly alter the circular shape and cause a deformation of the halo. The lateral distribution of the ejected sediments and halo noticed in plan makes it possible to distinguish between a vertical "air-to-ground" and a "ground-to-ground" impact induced by a mine[23].

2. MODERN CONFLICT ARCHAEOLOGY

From this dataset, I chose case studies that can relay to modern conflict research questions.

Further on, the method consists of an experimental part in order to test my documentation for other areas and fields of research. In the Shahrizor and Balkh landscapes, I wish to start shedding light on some intra-site insights and will finish by emphasizing some regional aspects.

The first case study consists in the site of Gird-i Qulk Hurd (HDS.21 or SSP.19), located on the northeastern part of the Shahrizor Plain, 12 km west of the Iranian border. It is an approximately 10 m high mound, providing an excellent control point over the area. The top of the site has a gentle slope from south to north. Military features have been spotted on top of the site by GeoEye satellite imagery from 2013[24] and then surveyed directly on site. These features are composed of a surrounding trench (Figure 7.1), marked with firing positions to the west, south and east (Figure 7.2), a secondary trench to the north (Figure 7.3), and a large depression between the two trenches that is of the exact same size as a medium unit barracks of 6.7 m by 6.8 m (Figure 7.4). In this case, the intervisibility analysis helps to understand the points of interest visible from the installation.

The various analyses have revealed that a military occupation oriented towards the south offered a larger observation angle towards the plain (Figure 8.a). There is, however, no evidence of a military barracks in the southern perimeter of the site.

23. Ground-to-ground also includes shots from artillery positions such as stationed tanks. Yet, unless effort is made to trace back to the ammunition used it is very difficult to distinguish it from air-to-ground strikes. In our case differentiation between the two was not possible based on remotely sensed data.

24. BingImagery plugin in ArcGIS.

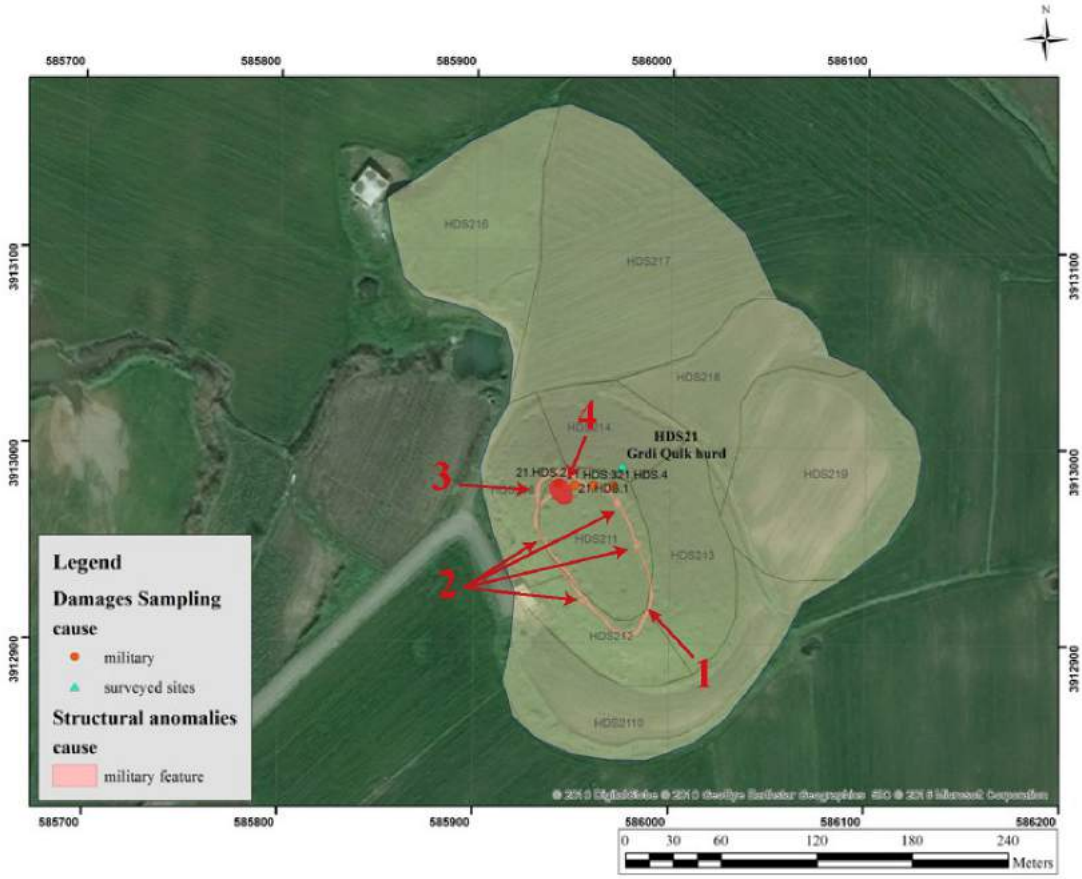


Fig. 7: Satellite view of Grdy Qulk Hurd (HDS.21 or SSP.19) showing the military features present on site 1. Surrounding trench 2. Firing positions 3. Secondary trench 4. Barrack's probable location, BingImagery 2013.

Besides, a visible cut, the size of a medium unit barracks, indicates a military settlement in the norhern part of the site, where the observation angle is clearly narrower than in the southern part. The military settlement is looking specifically into the valley and the Iranian border, neglecting the plain due to the inclination of the top (Figure 8.b). This analysis sheds light on the control points targeted by the military. Such observations confirm that the military occupation is rooted in the context of the Iran-Iraq War from 1980 to 1988. Furthermore, an occupation by the Iraqi forces is most likely at Gird-i Qulk Hurd (HDS.21 or SSP.19) since the mound protects the plain from a possible intrusion coming from the valley which connects it to Iran.

The second case study, on Bngird Muani (HDS.44 or SSP.12), underlines the potential of 3D modelling for a better understanding of the military occupation of archaeological sites. The 3D modelling of the site, using photogrammetry, has been made possible thanks to the drone flight and photography taken and processed by Rémi Méreuze (Paris 1 Panthéon-Sorbonne, UMR 8096, ArchAm) within the framework of ICONEM.

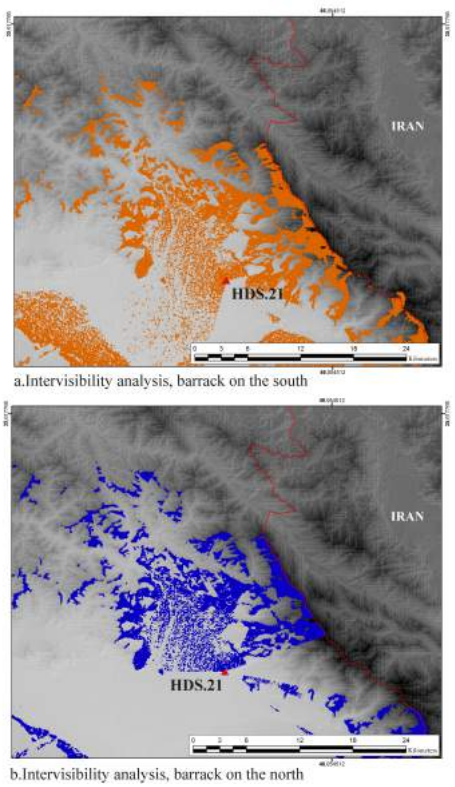


Fig. 8: Inter-visibility analysis for Grdy Qulk Hurd (HDS.21 or SSP.19) based on SRTM imagery, realized under ArcGIS software.

The main objective of such approach is to highlight the levelling and the excavation of trenches on top of the site. Therefore, I have used the processed Digital Elevation Model (DEM), whose histogram of values is reduced to the values of the top, thus providing a good visibility of the trenches (Figure 9). This enabled to extract north to south and east to west sections from the DEM and to reveal the presence of a second trench. This double trench from west to north was hardly visible on satellite imagery (CORONA, DigitalGlobe Imagery, etc.) and its presence attests to a protection system oriented towards the northwest valley, visible from the site as shown on the intervisibility analysis (Figure 10).

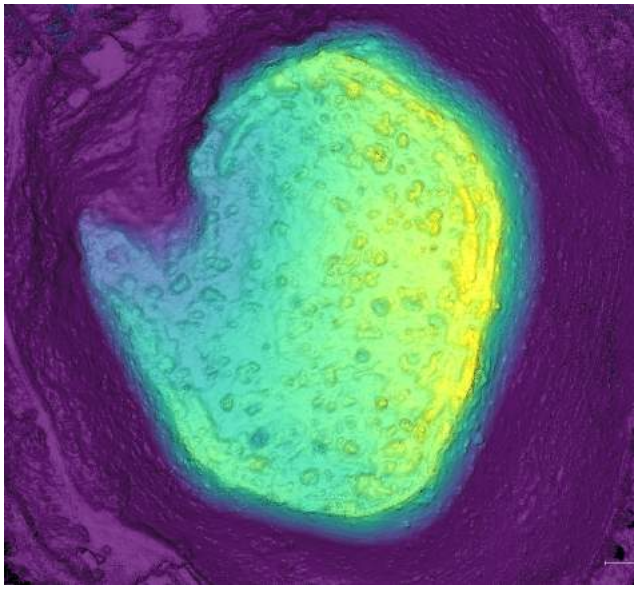


Fig. 9: DEM extracted from the 3D model of Bngrd Muani (HDS.44 or SSP.12), R. Méreuze.

This combined analysis shows that the occupation of the site served several purposes of control. As a matter of facts, the site offers a good visibility on the plain to the south and also on two strategic locations to the north (the northwest valley and the northeast pass). This was confirmed by information gathered from interviews with Gird-i Muani villagers. According to the local population, the site was indeed continuously occupied from the early 1980s until the end of the Iran-Iraq War. As far as they could remember, the site had a softly rounded profile. It was firstly used as a police station to control the area during the 1980s, and was later on slightly flattened on the top in order to install a military position by the end of the conflict to control the movements through the mountains coming from and going to Iran. Such information matches exactly the observations made on the DEM, the photogrammetry and the intervisibility analysis. The results shed light on the strategic interest of the army for the northwestern valley and the northeastern pass through the mountains.

The third case study, located in Afghanistan, aims at underlining the strategic differences between Balkh and the Shahrizor Plain. Adina Masjid (BDS.131) is located slightly off to the west from the centre of the Balkh Oasis. Contrary to the Iraqi sites, it does not hold any strategic value within the landscape (not protecting any access point, far from major cities, etc.).

The installation consists of multiple sections of trenches surrounding the tell and creating a rudimentary maze. The lower outside trench (Figure 11.1) is open to the east, while the inside one (Figure 11.2) displays a double opening to the east and west and the inside space is equipped with smaller sections of trench to the east creating a honeycomb layout (Figure 11.3). It should nevertheless be noted that there was no land preparation for this installation, with namely no levelling of the top of the site. No firing position could either be identified.

Most of the military occupied sites of the Oasis display the same kind of rudimentary defence, with earthen barracks in some cases. In this area, the Talibans' objectives was to create a tight mesh of military of occupation in order to control the territory rather than to defend a particular position. The closest to Balkh and Mazar-i Charif the tightest is the mesh and loosening towards the extremity of the Oasis as there is no access point and the natural protection of the dunes to the north.

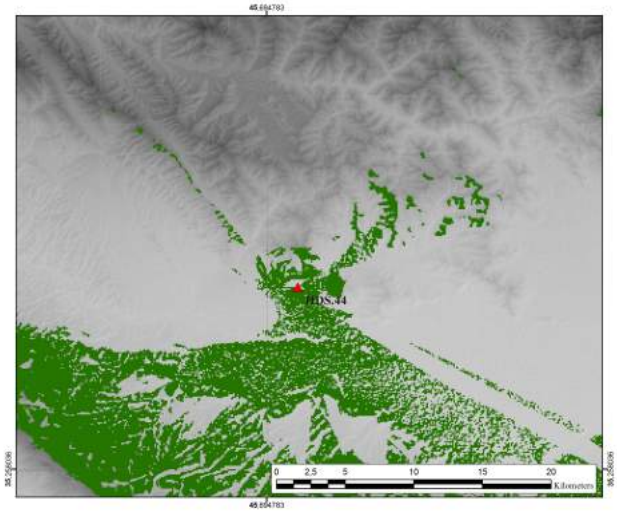


Fig. 10: Inter-visibility analysis for Bngrd Muani (HDS. 44 or SSP.12), based on SRTM imagery, realized under ArcGIS software.

In the studied areas, Kurdish and Afghan alike, the documentation is very scarce regarding the actions of both warring parties and the precise history of the fighting. It is even scantier on the actions of small armed groups that may have operated in the background of the conflicts. Both areas appear not to belong

to the wider narrative told in Western academic publications[25].

Even in some Kurdish[26] and Afghan publications[27], Halabja and Mazar-i Charif are mentioned only very briefly. That is so in spite of their respective importance in the Anfal campaign of 1988 for Halabja and the fights that have been shaking Mazar-i Charif since the 1990s.

Archaeological remains and interviews with locals are, in the current state of knowledge, the best sources of evidence to reconstruct the untold story of conflicts. In Iraq, the spatial reading of the occupied sites at a regional scale shows a predominance of occupied sites on the east border, looking towards Iran. In the isolated area of HDS (Figure 12), controlling the access points may have been the priority of the military strategy with a lesser interest in the movements in the plain. Military occupied sites are located around the Darband-i Khan lake and mainly looking out to the southeastern and the eastern mountains.

The Afghan area displays a very different pattern (Figure 13), with a dense occupation in a more open landscape. Indeed, this flat open area is bounded by natural features, with the dunes to the north and the mountain ridge and the pass to the south. Even if visibility over the northern and southern borders is aimed at, inside control along the many canals of the Oasis also seems to be a priority, which would explain the high density of occupied sites on the western part of the Oasis. Military bases are homogeneously distributed, and the variability of their densities is also related to the density of archaeological tells.

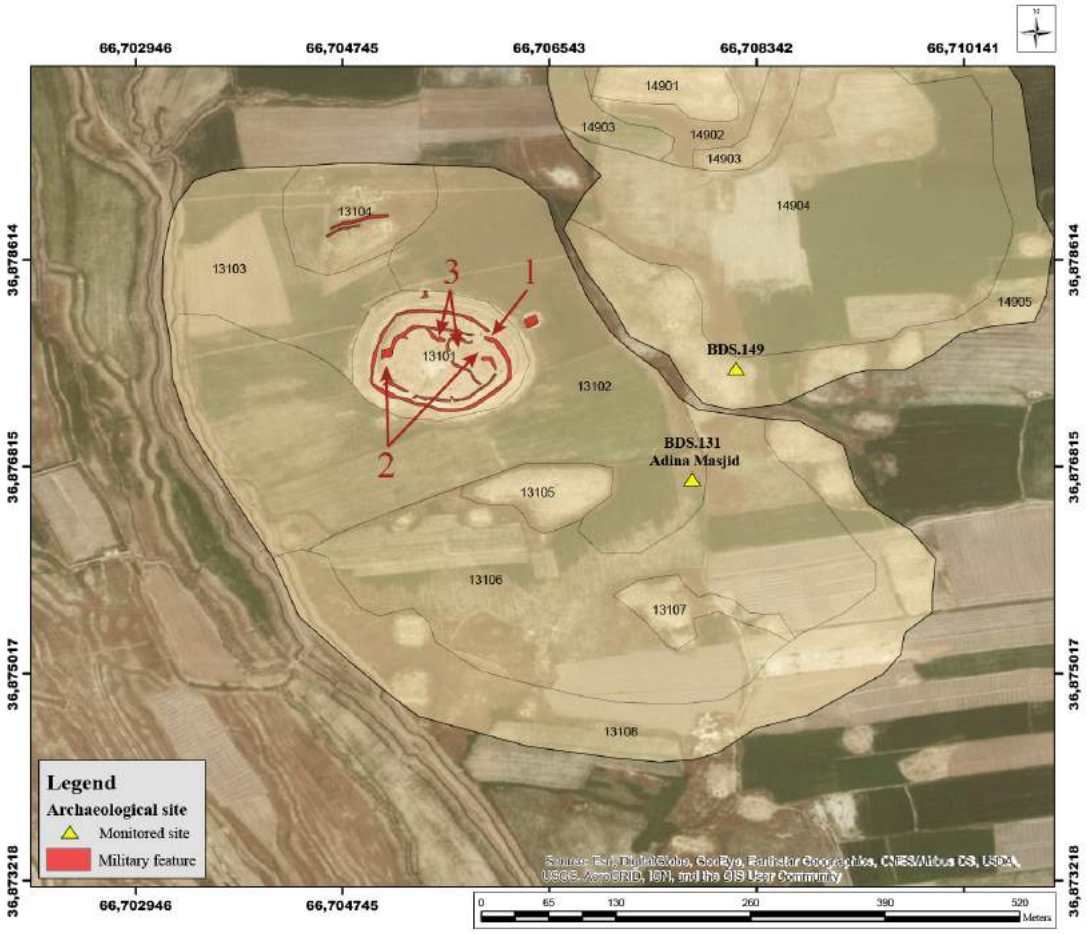


Fig. 11: Satellite view of Adina Masjid (BDS.131) showing the military features present on site 1. Lower trench 2. Inside trench 3. Sections of trenches for inside separation DigitalGlobe Imagery, GeoEye 2016.

25. Chubin & Tripp 1988; Maley 2009; Ashton & Gibson 2013.

26. Barzani 2009.

27. The case of Afghanistan is even more specific as national authors are represented mainly in local newspapers and therefore concentrating on targeted events.

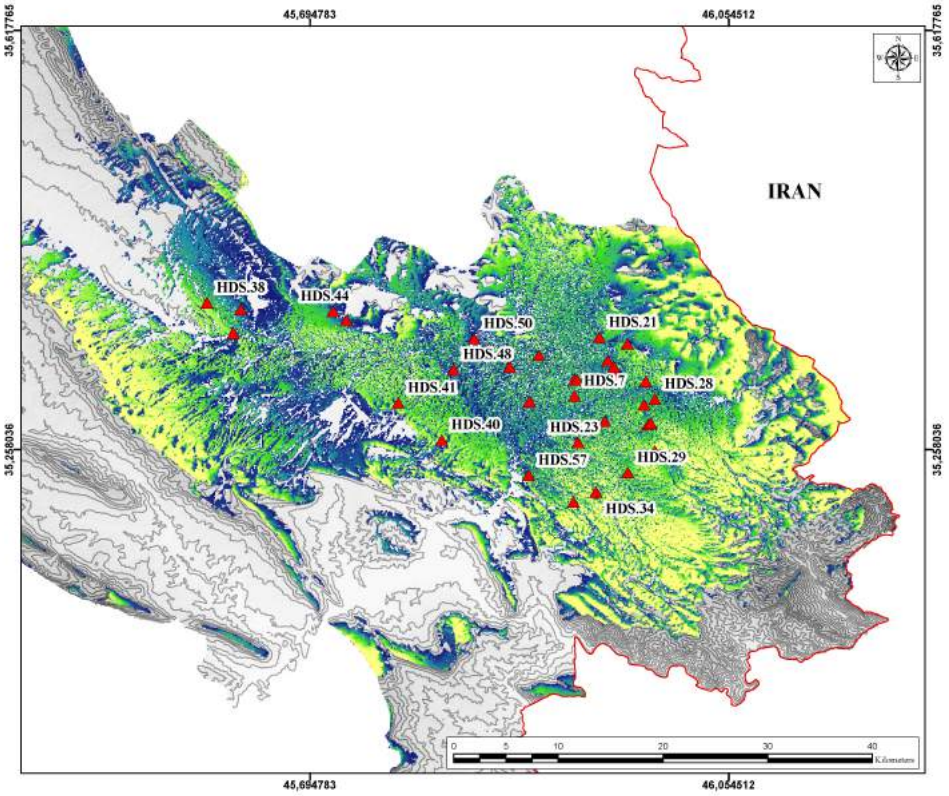


FIG. 12: Regional inter-visibility analysis for HDS based on SRTM imagery, realized under ArcGIS software.

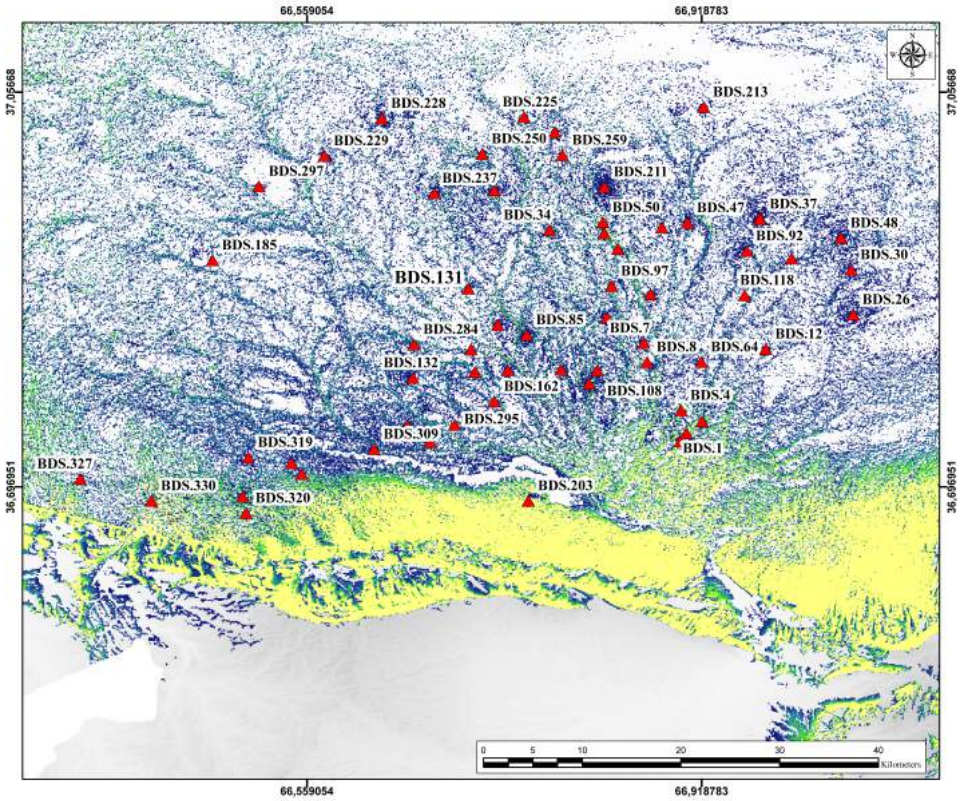


FIG. 13: Regional inter-visibility analysis for BDS based on SRTM imagery, realized under ArcGIS software.

CONCLUSION

Several points can be raised as a general conclusion for this study. Military damages are significantly disturbing the stratigraphy of archaeological sites even though they are mostly located on the upper areas of the tells. Data gathered for developing new archaeological strategies on these damaged sites can also be used for documenting modern conflicts in order to get some historical insight. This archaeological perspective is especially relevant in remote areas located far from the battlefront and set aside by historians and political science academics alike. In fact, studying the inlands of the conflict zones would enable us to gain a new and more definite knowledge on the everyday life of the soldiers. This kind of study, combined with a more traditional approach, would then provide a more precise view of the conflicts and lead to shaping a history of military occupation. It could also provide a better understanding and perception of border-areas during conflicts. In the case studies I presented, I have noticed the variability of military strategies and occupation on the one hand. On the other, I have underlined the impacts recurrence into the stratigraphy. Documenting war remains with as much efforts and thoroughness as is devoted to documenting ancient remains would certainly be a valuable asset to gain more insight into the topic. In those regions where information about the history of certain conflicts can be scarce, such information could provide valuable extra data recorded as much as a part of history that as a disturbance to the deeper levels.

That remote sensing and satellite imagery analysis[28] as it is now widely developed for monitoring damages[29] can be used for both documenting armed conflict and preparing scientific activities such as excavations is self-evident. Both analysis might also be used as a base to excavate the latest layers of occupation dated to the modern conflict period, and to understand the disturbances to ancient stratigraphic levels. Not to mention that it can also be possible to take advantage of military ground modifications and cuts to reach deeper archaeological layers as part of an inventive methodology. Finally, this article argues for the necessity to excavate military occupations following archaeological methodology in order to fill the gaps in not so well-known armed conflicts, from the daily life of the military to understanding the various battle strategies.

28. Hanson & Emberling 2008; Cunliffe 2013.

29. To cite only two : ASOR CHI and EAMENA projects for instance.

BIBLIOGRAPHIE

Altaweel M., Marsh A., Muehl S., Nieuwenhuyse O., Radner K., Rasheed K. & Saber Saber A., 2012, «New Investigations in the Environment, History, and Archaeology of the Iraqi Hilly Flanks: Shahrizor Survey Project 2009-2011», *Iraq* 74, p. 1–35.

Ashton N. J. & Gibson B. R. (eds.), 2013, *The Iran-Iraq war : new international perspectives*, Routledge, London / New York.

Ball W., 1982, *Archaeological Gazetteer of Afghanistan*, vol. 2, Éditions Recherche sur les Civilisations, Paris.

Barzani S., 2009, *Le Kurdistan d'Irak 1918-2008*, L'Harmattan, Paris.

Besenval R., Bernard P. & Jarrige J.-F., 2002, «Carnet de route en images d'un voyage sur les sites archéologiques de la Bactriane afghane (mai 2002) », *Comptes-rendus des séances de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres* 146, 4, p. 1385–1428.

Besenval R. & Marquis P., 2008, «Les travaux de la délégation archéologique française en Afghanistan (DAFA) : résultats des campagnes de l'automne 2007-printemps 2008 en Bactriane et à Kaboul», *Comptes-rendus des séances de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres* 152, 3, p. 973–995.

Casana J. & Cothren J., 2015, «Stereo analysis, DEM extraction and orthorectification of CORONA satellite imagery : Archaeological applications from the Near East», *Antiquity* 82, p. 732–749.

Chubin S. & Tripp C., 1988, *Iran and Iraq at war*, L.B. Tauris, London.

Cunliffe E. L., 2013, *Satellites and Site Destruction: An Analysis of Modern Impacts on the Archaeological Resource of the Ancient Near East*, PhD Thesis, Durham University.

Fouache E., Besenval R., Cosandey C., Coussot C., Ghilardi M., Huot S. & Lamothe M., 2012, «Palaeochannels of the Balkh River (northern Afghanistan) and Human Occupation since the Bronze Age Period», *Journal of Archaeological Science* 39, 11, p. 3415–3427.

Guardian Staff, 2001, «Taliban fall in Mazar-e-Sharif», *The Guardian [November 9, 2001]* URL https://www.theguardian.com/world/2001/nov/09/afghanistan.terrorism7.

Hammer E., 2017, «The Centre for Ancient Middle Eastern Landscape (CAMEL) 2016-2017 annual report », Report, Oriental Institute of Chicago, Chicago.

Hanson K. & Emberling G., 2008, *Catastrophe ! The Looting and Destruction of Iraq's Past*, Exhibition Catalogue, Oriental Institute of Chicago, Chicago.

International Coordination Committee for the Safeguarding of the Cultural Heritage of Iraq, Sub-Committee on Babylon, 2009, «Final report on damage assessment in Babylon», Report, UNESCO, URL https://whc.unesco.org/fr/activites/586/.

James B. & Gorgas J. T., 2018, *Les Kurdes, un peuple sans état en 100 questions*, Tallandier, DL, Paris.

Kaercher K., Penacho S., Burge K., O'Connell J. & Gabriel M., 2018, «Update : Ebla, An Evaluation of Damage», Report, ASOR Cultural Heritage Initiatives.

Kopanias K., MacGinnis J. & Ur J., 2015, «Archaeological Projects in the Kurdistan Region in Iraq», Report, The Directorate of Antiquities of Kurdistan, URL http://nrs.harvard.edu/urn-3:HUL.InstRepos:14022526.

Leriche P. & Fourniau V. (eds.), 2001, *La Bactriane au carrefour des routes et des civilisations de l'Asie centrale : Termez et les villes de Bactriane-Tokharestan actes du colloque de Termez 1997*, Maisonneuve / Larose / IFEAC, Paris.

Lyonnet B. & Gardin J.-C., 1998, *Prospections archéologiques en Bactriane orientale : 1974-1978*, vol. 3, Éditions Recherche sur les Civilisations, Paris.

Maley W., 2009, *The Afghanistan wars*, Palgrave, New York.

Muelh S. & Fassbinder J., 2016, «Magnetic investigations in the Shahrizor Plain: Revealing the unseen in survey prospections », Archaeopress, Oxford, p. 241–248.

Mura M., 2016, «Atteintes au patrimoine archéologique en Syrie, en Irak et en Afghanistan : prospections et état des lieux », *La Lettre de l'INSHS* 41, p. 12–13.

Philip G., Donoghue D., Beck A. & Galiatsatos N., 2002, «CORONA satellite photography : An archaeological application from the Middle East», *Antiquity* 76, p. 109–118.

Radin C., 2009, «Afghan National Army Air Corps: February 2009 Update», *FDD's Long War Journal* URL www.longwarjournal.org/archives/2009/02/afghan_national_army.php.

Razoux P., 2013, *La guerre Iran-Irak : Première guerre du Golfe 1980-1988*, Perrin, Paris.

The Afghanistan Justice Project, 2005, «Casting Shadows: War Crimes and Crimes against Humanity: 1978-2001», AJP Reports, AJP.

Pour une conservation préventive de post-conflit

RÉFLEXIONS SUR LE DEVENIR D'UN PATRIMOINE EN CRISE, À PARTIR DES COLLECTIONS ARCHÉOLOGIQUES DE LA DÉLÉGATION ARCHÉOLOGIQUE FRANCAISE EN AFGHANISTAN (DAFA)

Lucie Robert[1]

Résumé : La question de l'archéologie en post-conflit est une interrogation majeure qui s'inscrit dans une ligne de recherche plus vaste sur la prise en charge du patrimoine dans les situations de conflit et de post-conflit. C'est à ce titre qu'une réflexion sur la conservation préventive du patrimoine archéologique dans ce même contexte doit être posée. Dans un contexte archéologique complexe où les sites ont été et sont toujours soumis à des pillages et diverses destructions, bon nombre d'objets archéologiques ont perdu tout contexte stratigraphique. Dès lors, la conservation du mobilier issu de fouilles programmées revêt une importance toute particulière, car il constitue parfois la seule documentation scientifique existante.

Dans le cadre du mémoire de conservation préventive de l'université Paris I Panthéon-Sorbonne, nous avons donc souhaité mener une réflexion sur les apports possibles de la conservation préventive à la conservation, la gestion et la valorisation des collections conservées par la délégation archéologique française en Afghanistan. L'enjeu du travail réalisé dans le cadre de ce master était d'entamer une réflexion sur le développement d'un plan de conservation préventive des collections archéologiques approprié aux besoins de la mission archéologique et répondant aux spécificités du terrain dans lequel elle prend place.

Mots-clefs : Conservation préventive, collections archéologiques, Délégation archéologique française en Afghanistan.

Abstract : For a post-conflict preventive conservation

The question of post-conflict archaeology is a major issue that is part of a broader line of research on heritage protection in conflict and post-conflict situations. That is why a reflection on the preventive conservation of the archaeological heritage in this same context must be ask. In a complex archaeological context where sites have been and are still subject to looting and destruction, many archaeological objects have lost their stratigraphic context. Therefore, the preservation of the artefacts resulting from excavation programmes has a particular importance because it is sometimes the only available scientific documentation.

As part of a thesis on preventive conservation at Paris I Pantheon Sorbonne University, we therefore wanted to consider the possible contributions of preventive conservation to the conservation, management and enhancement of the collections kept by the French archaeological delegation in Afghanistan. The challenge of the work to be carried out within the framework of this master's degree, was to initiate a reflection on the development of a plan of preventive conservation of the archaeological collections appropriate for the needs of the archaeological mission and answering the specificities of the context in which it takes place.

Keywords : Preventive Conservation, Archaeological Collections, French Archaeological Delegation in Afghanistan.

1. Étudiante Master conservation-restauration des biens culturels – Université Paris I Panthéon-Sorbonne.

ملخص / پووخته / خلاصه

لأجل حماية وقائية في مرحلة ما بعد الصراع: تأملات حول مستقبل التراث في الأزمة، انطلاقاً من المجموعات الأثرية لـ "دافا"

إن مسألة علم آثار ما بعد الصراع هي مسألة رئيسية تشكل جزءاً من مجموعة أكبر من الأبحاث حول رعاية التراث في حالات الصراع وما بعد الصراع. ولهذا السبب يجب التفكير في الحفظ الوقائي للتراث الأثري في نفس السياق. في سياق أثري معقد حيث كانت المواقع في عرضة دائمة للنهب والتدمير المتنوع، فقدت العديد من القطع الأثرية سياقها الطبقي الأثري. لذلك فإن الحفاظ على وثائق الحفريات الممنهجة له أهمية خاصة، لأنها تصبح في بعض الأحيان التوثيق العلمي الوحيد المتاح.

كجزء من رسالة الماجستير في الحفظ الوقائي في جامعة باريس الأولى بانثيون-سوربون، أردنا أن نفكر ملياً في الإسهامات المحتملة للحفظ الوقائي في حفظ وإدارة وتعزيز المجموعات التي يحتفظ بها الوفد الأثاري الفرنسي في أفغانستان. كان التحدي الذي يواجه العمل المنجز في إطار درجة الماجستير، هو البدء في التفكير في وضع خطة للحفظ الوقائي للمجموعات الأثرية المناسبة لاحتياجات المهمة الأثرية والإجابة على خصائص الأرض التي يتم فيها البحث.

الكلمات المفتاحية: الحفظ الوقائي، المجموعات الأثرية، الوفد الأثاري الفرنسي في أفغانستان.

بۆ پاراستنی شوێنەوارەکان لە دوای جەنگدا: هیوایەکانی سەر داهاتووی کلتور لە قەیراندا، لە کۆمەڵە شوێنەوارەکانی دافادا

دۆخی زانستی شوێنەوار لە دوای جەنگدا مەسئەلەیەکی سەرەکیە کەوا بەشێك لە کۆمەڵە گەورەکانی تۆژینەوەکانی سەر خاوەنداریەتی توراس لە بارەکانی جەنگ و دوای جەنگ پێکدەهێنێت. وە لە بەر ئەم هۆکارە دەبێت بیری لە پاراستنی وقائی توراسی شوێنەواری لە هەمان چوارچیوە بکەینەوە. لە چوار چێوەی شوێنەواری ئاڵۆز کەوا شوێنەکان تووشی تاڵآن و وێرانکاری دەبنەوە، زۆر کەرەستەی شوێنەوەاری لە چوارچێوەی ستراتیژی لە دەستداوە. لە بەر ئەوە پاراستنی لە پاشماوەی دۆزراوەکانی هەڵکۆڵینەکانی پرۆگرام کراو گرنگیەکی تایبەتی هەیە، لە بەر ئەوەی هەندێ جار بە بەڵگە کردنی زانستی یەگگرتووەی رێگەکراوەیە. وەك بەشێك لە پاراستنی ویقائی بۆ زانکۆی پاریسی یەکەم –سۆربۆن، لە بەر ئەوە بە قوولی بیرمانکردەوە بۆ بەشداری پاراستنی ویقائی و بەرێوەبردنی کۆمەڵەکان کەوا وەفدی شوێنەواری فەرەنسی پاراستویانە. لە ئەفغانستان. ئەو بەرهەڵستەی کەوا کارێکی ئەنجامدراو لە چوارچێوەی پلەی ماستەر، سەرەتای بیرکردنەوەمان بوو بۆ دانانی پلانێك بۆ پاراستنی کۆمەڵێك شوێنەواری گونجاو بۆ پێداویستیەکانی پێشەی شوێنەواری و وەلامدانەوەی تایبەتمەندیەکانی زەوی.

ووشەی تێپەر: پاراستنی وقائی-کۆمەڵەی شوێنەواری-وەفدی فەرەنسی لە ئەفغانستان.

برای یک مراقبت پیشگیرانه دوره پساجنگ: تأملی روی آینده یک میراث فرهنگی در بحران، از کلکسیون‌های باستانی دافا (هیأت باستان شناسی فرانسه در افغانستان)

مبحث باستان شناسی در دوره پساجنگ معضله بزرگ است، که پژوهش در این موضوع مسؤولیت میراث فرهنگی در حالات جنگ و بعد از جنگ را به عهده دارد. بنابر این، باید موضوع مراقبت پیشگیرانه میراث فرهنگی باستانی در چنین حالتی مورد غور و تأمل کامل قرار گیرد. این حالت پیچده‌ایست، که اکثراً در آن ساحات باستانی دستخوش غارت و ویرانی‌های گوناگون قرار میگیرند، و تعدای از آثار، اطلاعاتی: چون مکان بدست آمده‌ی خود را از دست میدهند. از این جهت، نگهداری از آثار باستانی، که از کاوش‌های برنامه ریزی شده بدست آمده اهمیت برجسته‌ی دارد، چون یگانه اسناد علمی موجود را تشکیل میدهند.

در چوکات پایان نامه‌ی مراقبت پیشگیرانه دانشگاه پانتئون سوربن - پاریس ۱، می‌خواستیم بازتاب دهنده‌ی روش‌های مراقبت پیشگیرانه، منحیث یک ابزار محافظتی ممکن، مدیریت و معتبرسازی کلکسیون‌های حفظ شده توسط دافا در افغانستان، باشیم. هدف از انجام این کار در قالب پژوهش کارشناسی ارشد، غور بخاطر انکشاف یک برنامه مراقبت پیشگیرانه کلکسیون‌های باستانی، مناسب به نیازمندی‌های مأموریت باستانی است، که جوابگو ویژگی‌های ساحه مورد نظر باشد.

واژه‌های کلیدی: مراقبت پیشگیرانه، کلکسیون‌های باستانی – هیأت باستان شناسی فرانسه در افغانستان.

INTRODUCTION

Malheureusement, depuis de nombreuses années, le patrimoine afghan subit des destructions considérables. Face à l'enjeu que représente la protection de ce patrimoine, la communauté internationale a mené plusieurs entreprises de protection et de valorisation du patrimoine de ce pays. Ce champ de recherche a donné lieu à des publications traitant des problématiques liées à la conservation du patrimoine afghan et aux actions entreprises qu'il s'agisse de patrimoine graphique[2], archéologique[3]. C'est dans cette ligne de recherche que nous avons souhaité inscrire notre mémoire d'étude.

Dans le cadre du master de conservation-restauration des biens culturels de l'université Paris I Panthéon-Sorbonne nous avons eu la possibilité de travailler sur les collections archéologiques mises au jour par la DAFA lors des différentes campagnes de fouilles qu'elle a effectuées depuis sa réouverture en 2002. Ces collections, issues de plusieurs sites, sont actuellement conservées dans les locaux de la DAFA à Kaboul et ont vocation à être conservées à des fins d'étude (principalement) puis remises aux autorités afghanes pour leur conservation à long terme. La question de la conservation et de la gestion de ces collections se pose donc.

De la même façon qu'on s'interroge sur la place, le rôle et la forme de l'archéologie en situation de crise, la question de la conservation préventive (à court et moyen terme) doit être posée. Quelle conservation préventive peut-on espérer mettre en place dans ce contexte d'instabilité politique, de risque sécuritaire et de problèmes d'infrastructure ? Comment concevoir un projet de conservation préventive dans un tel contexte ? C'est la réflexion que nous avons choisi de mener dans le cadre de notre mémoire de recherche en conservation restauration des biens culturels – dominante conservation préventive.

La conservation préventive avec la conservation curative et la restauration constituent la « conservation-restauration ». Ces trois disciplines distinctes mais complémentaires ont pour objectif commun la sauvegarde du patrimoine. La conservation préventive a été définie en 2008 par le comité de conservation du conseil international pour les musées (l'ICCOM- CC) comme : « L'ensemble des mesures et actions ayant pour objectifs d'éviter et de minimiser les détériorations ou pertes à venir. Elles s'inscrivent dans le contexte ou l'environnement d'un bien culturel, mais plus souvent dans ceux d'un ensemble de biens quels que soient leur ancienneté et leur état. Ces mesures et actions sont indirectes -elles n'interfèrent pas avec les matériaux et structures des biens. Elles ne modifient pas leur apparence[4] ».

Cette définition de quelques lignes recouvre en réalité un champ extrêmement vaste de mesures et d'objectifs de conservation (conditionnement du mobilier, suivi sanitaire de l'état des collections, contrôle des conditions environnementales, inventaire.) qui vont varier selon la nature des collections et le contexte dans lequel elles se trouvent. La conservation préventive est une discipline protéiforme en constante évolution du fait, d'une part des apports des sciences dures qui l'enrichissent et la perfectionnent mais aussi par la multiplication de ses champs d'actions et des problématiques auxquelles elle fait face.

Dans le cas de l'archéologie, la conservation-restauration a pu apporter de nouvelles réponses face aux besoins de conservation et de gestion des collections que pouvait rencontrer l'archéologie. Son intégration progressive à la démarche archéologique (de la fouille jusqu'au dépôt archéologique ou au musée en passant par les laboratoires d'étude) a permis d'améliorer la prise en charge de nombreuses collections et de faciliter leur valorisation par l'étude et éventuellement par l'exposition. Initialement développée dans un contexte « occidental », les réflexions sur les apports et la mise en pratique d'une politique de conservation-restauration se sont étendues à de nouveaux terrains tels que le Proche et le Moyen Orient ou encore l'Asie centrale.

Ce développement dans ces territoires soulève de nouveaux enjeux et nécessite aussi une réflexion sur la mise en œuvre des pratiques de conservation-restauration et l'élaboration de nouvelles méthodologies propres à ce terrain et aux structures qui y font l'archéologie. En l'occurrence, sur les territoires mentionnés précédemment, les missions archéologiques sont des acteurs essentiels de la prise en charge du patrimoine. Il est donc im-

2. Hussein Moustafa 2016.

3. Stein *et al.* 2017.

4. ICOM-CC (International council of museums-committee for conservation), Terminologie de la conservation-restauration du patrimoine culturel matériel. Résolution adoptée par les membres de l'ICOM-CC à l'occasion de la XVe Conférence triennale, New Delhi, 2008

portant de développer des méthodologies de conservation préventive appliquées au mobilier archéologique conservé dans ces structures. Cette situation nécessite une approche particulière puisqu'on a une double spécificité qui tient non seulement au statut de mission archéologique mais aussi à sa localisation géographique. L'intérêt particulier d'aborder ces interrogations par le biais de l'action de la DAFA tient aux problématiques variées amenées par les territoires où elle intervient. Cela va du risque sécuritaire pour son action en Afghanistan à des questionnements plus largement partagés (manque d'infrastructures, de personnels, problématiques économiques. . .).

1. RÉALISER UN PLAN DE CONSERVATION PRÉVENTIVE : ENJEUX ET OBJECTIFS

Sur le terrain afghan, l'objectif premier est de lutter contre la destruction et le pillage quasi systématiques du patrimoine archéologique. Cette lutte passe aussi par la mise en place des moyens de prise en charge qui favorise la conservation et l'étude du mobilier archéologique mis au jour dans le cadre de fouilles programmées et disposant donc d'un contexte stratigraphique. L'objectif de cette étude est donc de poser les bases à la construction d'un plan de conservation préventive des collections archéologiques qui permettra de préserver l'intégrité physique du mobilier archéologique mais aussi de faciliter l'étude des différentes collections et la diffusion de l'information qui s'y rattache

1.1. Le plan de conservation préventive : Définition, démarche et éléments d'évaluation

Le plan de conservation préventive est « un outil qui, partant de la connaissance des collections, de leur environnement et du projet culturel scientifique qui s'y rattache, offre un programme précis des actions à mener et des différents acteurs impliqués, pour permettre, dans un cadre budgétaire et temporel défini, la pérennisation des collections et la transmission du message qui s'y rattache pour les générations présentes et futures[5] ».

Il revêt deux aspects complémentaires : le bilan, qui dresse le portrait le plus précis et le plus rigoureux de l'état des collections et de leur contexte de conservation (risques, statut des collections, institutions en charge des collections, moyens disponibles, exploitation des collections, etc. . .) et le projet de conservation préventive en lui-même. Pour aboutir, le plan de conservation préventive devra être précisé via la réalisation d'une évaluation de terrain[6]. Ce bilan ou évaluation des collections et de leur environnement portera sur quatre éléments essentiels qui devront nous permettre de déterminer précisément les enjeux et les contraintes auxquels devra répondre le projet de conservation préventive.

Le premier point à étudier est l'institution en charge des collections. Trois grandes dates sont à souligner dans l'histoire de la DAFA. Sa création le 19 septembre 1922[7] puis sa fermeture en 1982 au moment de l'invasion soviétique et enfin sa réouverte en 2002. Elle est à ce jour la seule mission archéologique permanente en Afghanistan. Depuis sa création, la DAFA a su s'adapter aux soubresauts de l'histoire du monde et de l'Afghanistan (Seconde Guerre Mondiale, ouverture de l'Afghanistan et fin de son monopole sur la région, invasion de l'union soviétique. . .) pour pouvoir poursuivre son travail de recherche sur l'histoire de l'Afghanistan. Elle a constamment fait évoluer les champs de sa recherche couvrant des régions plus vastes et sur de larges périodes historiques (préhistoire, période gréco-bouddhique, période islamique. . .) du pays. L'élargissement de ses compétences s'est poursuivi par le développement de sa compétence régionale en étendant ses missions aux pays limitrophes de l'Afghanistan qui partagent un passé commun et dont l'étude ne peut se faire qu'à travers la collaboration scientifique des différentes institutions et délégations archéologiques établies dans

5. Définition du plan de conservation préventive établie par les étudiants du master CRBC - C2P promotion 2016-2018. Enseignement « administration et gestion des collections » Gaël de Guichen - 2016.

6. Cette réflexion sur un plan de conservation préventive entreprise dans le cadre d'un mémoire de recherche n'a pu être développée que de façon théorique sans une période de recherche sur le terrain. Par conséquent, il ne nous est pas possible de présenter pour les propositions développées dans cet article des estimations budgétaires pertinentes (coût matériel et humain) ainsi qu'une programmation détaillée de la mise en œuvre d'un tel projet. On peut toutefois estimer (de façon très large) que les phases d'évaluation sur terrain, d'analyse des données, de rédaction et de budgétisation du plan de conservation préventive, puis de sa mise en œuvre prendraient facilement entre 6 mois et 1 an.

7. Bendezu-Sarmiento & Marquis 2015, p. 104.

ces pays. Au-delà de l'historique de sa création les différentes missions menées par la DAFA et son projet scientifique sont des éléments déterminants pour développer un plan de conservation préventive pertinent, à même de servir ses objectifs.

Le second point important qui mérite réflexion est celui du personnel et du public évoluant dans l'institution et autour des collections. Cette évaluation qui prend la forme d'un questionnaire s'adresse à ces différents acteurs et doit permettre de répondre aux interrogations suivantes : Quelles sont les pratiques actuelles de conservation préventive et de gestion des collections archéologiques à la DAFA ? Quel usage est fait des collections et quels sont par conséquent les différents besoins en termes d'accessibilité et de gestion des différents acteurs de la recherche ? Le but de cette enquête est d'obtenir une vision globale du processus de conservation du mobilier tout au long de la chaîne opératoire et d'en identifier les besoins, les manques éventuels afin de proposer des solutions de conservation préventive.

La conservation préventive a pour mission « d'éviter et de minimiser les détériorations ou pertes à venir[8] » des collections. Il faut pour cela identifier les risques qui menacent les collections. Dans le cas des collections de mobilier archéologique en Afghanistan, les risques principaux sont liés :

1. Aux vols, aux pillages, au vandalisme qui vont causer une destruction partielle voire totale de l'objet et surtout la perte de son contexte stratigraphique.
2. Le développement économique, les constructions nouvelles sans contrôle peuvent être la cause de destructions, de pertes d'informations.
3. Aux risques naturels (érosion éolienne pluviale) que la situation de conflit ou de post conflit va accentuer en compliquant la mise en place de procédure de protection.
4. À cela s'ajoute l'instabilité du pays, dans la mesure où les risques sécuritaires peuvent causer l'interruption ou l'annulation des fouilles. Le manque de temps est un élément essentiel à considérer
5. Enfin, la rareté de personnels formés, des infrastructures pour la prise en charge des artéfacts et le coût engendré par de telles formations ou la création de telles structures.

L'élément central à la réalisation d'un plan de conservation préventive est la ou les collections à conserver. Leur analyse prendra plusieurs formes. Tout d'abord une évaluation de la typologie et de la volumétrie des collections existantes. Elles devront aussi faire l'objet d'un bilan sanitaire qui mettra en évidence l'état de conservation, les fragilités des collections et leurs conditionnements. Cette analyse nécessitera une étude de l'environnement direct des collections, c'est-à-dire des espaces et des moyens de stockage notamment leur accessibilité et leurs fonctionnalités, (sûreté, sécurité des lieux).

1.2. Le plan de conservation préventive : hypothèse de construction

La pratique de l'archéologie par la DAFA en Afghanistan est conditionnée par de nombreux facteurs tels que les risques sécuritaires, le manque d'infrastructures, d'investissement de l'état. Les réponses du projet de conservation préventive que nous souhaitons développer doivent correspondre à la manière de faire de l'archéologie en Afghanistan, où de façon générale, les interventions de terrain se font dans des laps de temps courts avec un risque permanent d'interruption de chantier, une obligation de quitter les lieux sans la certitude de pouvoir y revenir et la quasi-certitude que le site sera pillé entre temps. Il faut donc travailler vite, récolter et enregistrer le maximum d'informations qui seront exploitées. On peut ainsi tracer les grandes lignes du plan de conservation préventive. Il devra permettre de faciliter la récolte d'informations sur les sites de fouilles, d'assurer la conservation du mobilier recueilli d'aider par la suite son étude et la diffusion des nouvelles informations générées.

Une mesure de conservation tel qu'un plan de conservation préventive s'inscrit dans une vision d'ensemble de la situation. Elle propose pour chaque écueil des solutions spécifiques. Bien que composé de mesures dissemblables, on peut structurer le plan de conservation préventive que nous envisageons autour de deux grandes catégories d'actions : des mesures de conservation préventive qui s'inscrivent dans la durée indépendamment de tout sinistre et des mesures de prévisions opérationnelles[9]. Au sein de ces deux groupes sont développées des mesures d'ordre organisationnel (optimisation des espaces, conditionnements, sureté et sécurité des collections et des bâtiments qui les abritent) et d'autres relevant plus de la gestion et de la valorisation des collections via un volet méthodologique, protocolaire sur la prise en charge des collections en partant de la découverte de l'objet jusqu'à son arrivée au dépôt en passant par son étude. L'ensemble des éléments qui vont suivre sont des

8. ICOM-CC 2008, op. cit..

9. Mission sécurité-sûreté-accessibilité de l'inspection des patrimoines 2016, p. 1.

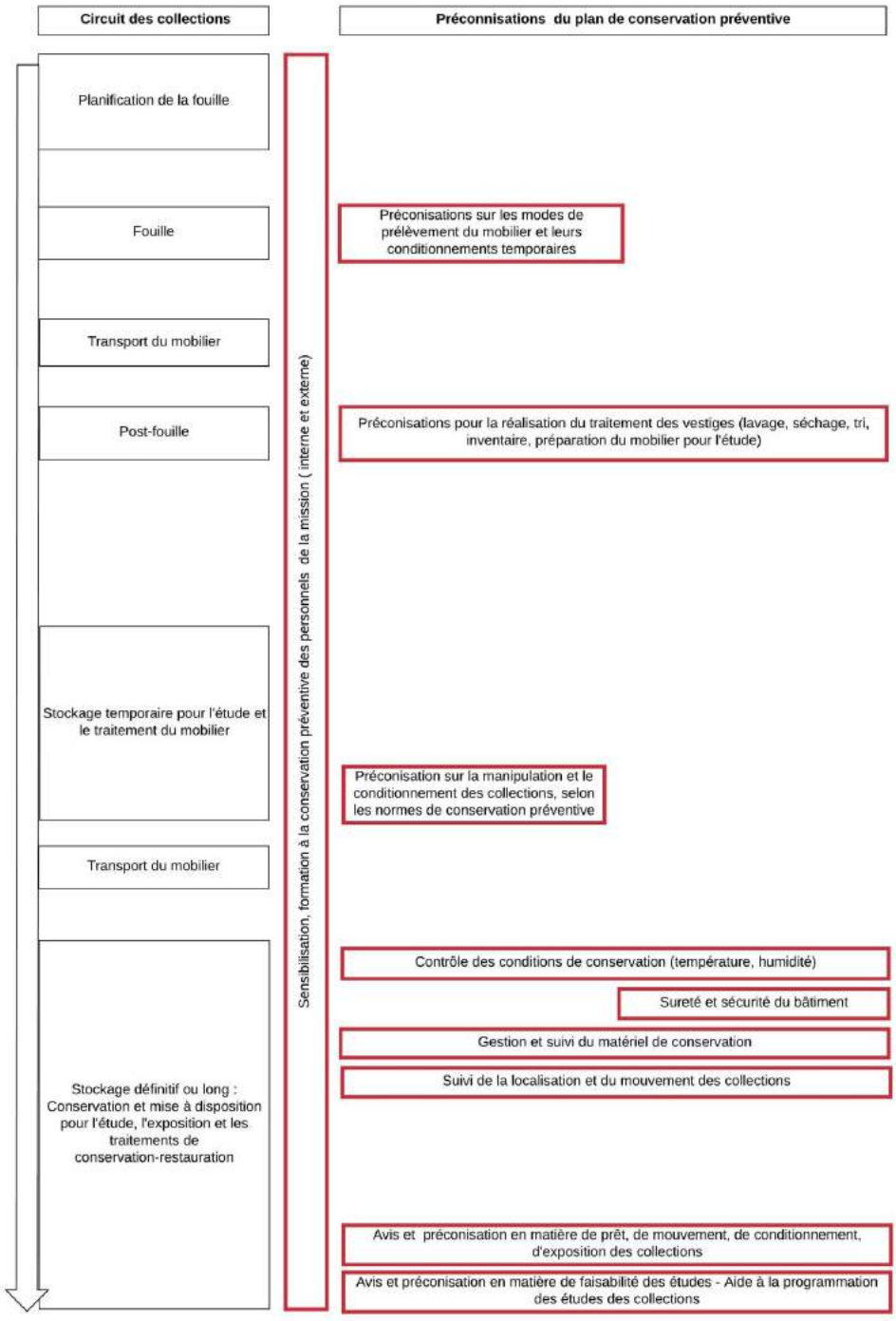


Fig. 1: Circuit des collections : préconisation « manipulation – stockage – la formation ».

propositions de mesures qui devraient constituer, à terme, un plan de conservation préventive adapté à une mission archéologique. Ces suggestions issues d'une analyse de la situation globale d'une mission archéologique sont variées mais complémentaires et fonctionnent ensemble. Elles offrent une démarche cohérente pour perfectionner la conservation, la gestion des collections mais aussi leur étude.

2. MESURES DE CONSERVATION PRÉVENTIVE S'INSCRIVANT DANS LA DURÉE.

2.1. Sensibilisation et formation du personnel

Depuis plusieurs années, une prise en compte du besoin de formation à la conservation préventive des archéologues a eu lieu. Dans une structure telle qu'une mission archéologique, un plan de conservation préventive ne peut faire l'impasse sur ce volet. L'idéal serait la création d'un poste lié uniquement à la gestion et à la conservation préventive des collections. La sensibilisation (voire dans le meilleur des cas la formation), à la conservation préventive devra concerner à la fois le personnel interne à la mission et le personnel externe (chercheurs, invités, vacataires, collaborateurs. . .). En premier lieu, il conviendra de former les membres permanents de la mission archéologique à la conservation préventive sur des points comme la manipulation et le stockage. Cette première phase permettra d'intégrer les pratiques de la conservation préventive à la démarche archéologique (de la fouille à l'étude et à la publication). Les personnels formés de la mission pourront ensuite eux-mêmes sensibiliser les intervenants extérieurs à la délégation à ces principes. Ils pourront s'appuyer sur les protocoles ou les méthodologies développés là aussi dans le cadre du plan de conservation préventive. La formation du personnel de la délégation est un élément central du plan de conservation préventive. Si une politique de conservation est développée, sa pérennité et son développement ne sont garantis que par la formation et l'adhésion du personnel à cette démarche.

2.2. Protocoles de manipulation, stockage et transport du mobilier archéologique

Des protocoles sur la manipulation et le stockage du mobilier tout au long de la chaîne opératoire devront être développés. Ils concerneront la manipulation (notamment durant la phase d'étude) et le conditionnement (temporaire ou permanent) des items. Il s'agirait de constituer des documents écrits de références auxquels l'ensemble du personnel permanent et temporaire de la mission pourra se référer en cas de besoin. Concernant le stockage des collections, il faudrait aussi instaurer un suivi régulier du matériel de conservation disponible et nécessaire pour permettre une meilleure gestion du stock de fourniture des matériaux de la conservation[10] (Figure 1). Le mouvement et le transport des œuvres sont des instants où les collections sont susceptibles d'être altérées du fait de mauvaises pratiques ou de non préparation du transfert des objets. Ces déplacements peuvent se faire au niveau national ou international selon l'objectif du transfert :

- Du site de fouille vers des locaux temporaires pour le traitement de post-fouille (dépôt, maison de fouille...).
- Transfert vers des locaux pour l'étude, des traitements de stabilisation ou une restauration.
- Transfert vers un lieu de conservation définitif et éventuellement transfert dans le cadre d'exposition.

Le mobilier archéologique bouge inévitablement, et ces moments de sa vie le rendent particulièrement vulnérable. Le plan de conservation préventive doit prévoir ces transports en incluant, la rédaction et la mise en œuvre de protocoles de mouvements des collections à chaque étape du parcours du mobilier archéologique. En plus de ces protocoles internes à la mission, il faudrait, afin de garantir la bonne conservation des items, adjoindre aux collections des protocoles et des préconisations de conservation à fournir au nouveau dépositaire des collections.

2.3. Collecte et exploitation des données de conservation

De même que les dimensions ou le type de pâte d'une céramique font l'objet d'un enregistrement, l'état de conservation des objets devrait également être renseigné. Un premier bilan de

10. Ce volet sur la manipulation, le stockage et le conditionnement des collections devra être précisé par une évaluation de terrain, afin de juger la nature et la quantité du matériel de conservation déjà présent. Des préconisations détaillées sur les besoins en matériel de conservation pourront ensuite être établies.

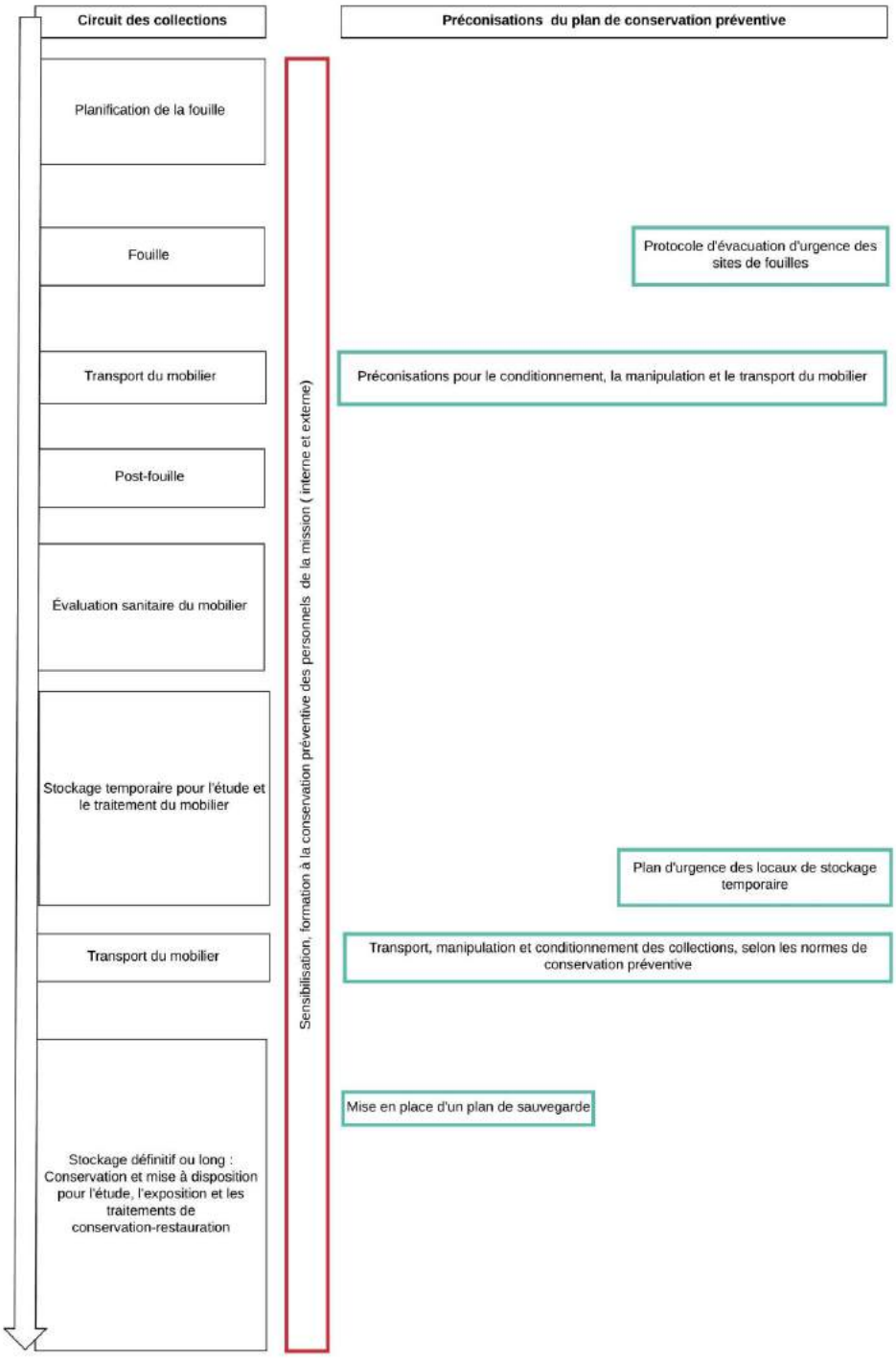


FIG. 2: Circuit des collections : Préconisation « transport et plan d'urgence ».

l'état de conservation des collections de la délégation devra être effectué. Il permettra de préciser les besoins en interventions (restauration, conservation curative, reconditionnements. . .) des collections. Cette première phase réalisée, il faudra instaurer un suivi de l'état de conservation des collections, pendant le temps de leur stockage et de leur conservation au sein de la mission. L'enregistrement de l'état de conservation et des besoins particuliers en termes de conservation des collections du mobilier intégrant les collections à l'issue des fouilles devra aussi se mettre en place. Cette phase d'enregistrement des données de conservation permettra par la suite leur exploitation plurielle. Là encore, ce projet est subordonné à la formation des personnels de la délégation à la conservation des collections ou à la présence d'une personne déjà formée. En effet, cela suppose une connaissance des matériaux et de leurs processus d'altérations.

2.3.1 Programmation des campagnes de terrains et données de conservation

Dans son ouvrage *Introduction à la conservation en archéologie*, Marie Berducou insistait sur l'importance d'intégrer la conservation dès la planification des fouilles en évaluant les besoins en termes de conservation. Elle recensait plusieurs types d'informations à réunir : l'époque du site, le contexte particulier de la fouille (durée de la campagne, locaux disponibles, provisoires ou définitifs)[11], les particularités du projet archéologique pouvant éventuellement avoir un impact sur les problématiques de conservation. Les types de climat et de milieu d'enfouissement que l'on va rencontrer doivent aussi être pris en compte.

L'ensemble de ces éléments permettent de proposer un cahier des charges de la conservation préventive en amont de la fouille (Ce cahier des charges détaillera les besoins en matériel de conditionnement et éventuellement de prélèvement du mobilier. Bien que la présence d'un restaurateur ne soit pas toujours indispensable lors d'une fouille, le cahier des charges pourra aussi anticiper et programmer si besoin l'assistance de personnel spécialisé (restaurateur, architecte. . .) selon la nature du site (lacustre, désertique. . . présence de peinture murale...).

Ce cahier des charges présenterait une utilité pour n'importe quel chantier de fouille. Dans le contexte qui est le nôtre il est encore plus important. Les difficultés logistiques et parfois sécuritaires compliquent fortement l'approvisionnement en matériaux de conservation et la présence de personnel qualifié. Cette intégration de la conservation dans l'organisation et dans la planification des fouilles permettra d'assurer un meilleur déroulement des opérations de fouilles et de parfaire la prise en charge du mobilier mis au jour. Comme nous l'avons dit, sur le terrain afghan, il s'agit de travailler vite, de collecter le plus d'informations, avec le risque de devoir quitter le site à tout moment sans savoir si l'on va pouvoir revenir. Dans ce contexte il est impératif que l'ensemble des moyens (humains et matériels) nécessaires à cette collecte soit disponible et mobilisable dès le début de l'opération. Ce « regard de la conservation » peut constituer une aide pour la planification des campagnes de fouille ; une « simple » aide car la programmation de fouille se fait en fonction avant tout du projet scientifique de la mission archéologique. Mais la connaissance de principe de la conservation peut permettre d'évaluer (approximativement mais tout de même) les besoins et les moyens (humains et financiers) à investir pour un site donné. En fonction des moyens dont dispose la mission et de la volonté des autorités nationales, la conservation peut éclairer d'une façon nouvelle le choix des projets à enclencher.

2.3.2 Suivi des besoins en conservation-restauration et programmation

L'apport de la conservation préventive ne se limite pas à la seule phase de programmation de la fouille. La discipline intervient aussi pour accompagner la phase d'étude du mobilier. En évaluant les besoins des collections en terme d'interventions (restauration, stabilisation, dépoussiérage. . .) conjointement à un recensement des professionnels pouvant intervenir sur les collections, nous pourrons non seulement dresser un bilan des besoins des collections en termes de traitement et participer à la programmation des interventions mais aussi faire appel à des professionnels spécialisés et familiers des terrains et des problématiques liés à la conservation matérielle des collections issues de ces régions. (Figure 3)

Dans un second temps, un bilan de l'exploitation scientifique des collections devra être réalisé. Il sera couplé au recensement des professionnels habilités à étudier le mobilier et à la mise en place d'un suivi de l'état sanitaire des collections. Cela permettra d'avoir une connaissance précise et régulièrement actualisée de l'état de conservation des collections en réserves et pourra le cas échéant dire si des études sont envisageables et ainsi participer à leur programmation.

La collecte des informations sur l'état de conservation et le suivi de l'état de collection sont par conséquent deux éléments centraux du projet de conservation préventive que nous suggérons. Ce plan permettrait de proposer une gestion des collec-

11. Berducou 1990, p. 29.

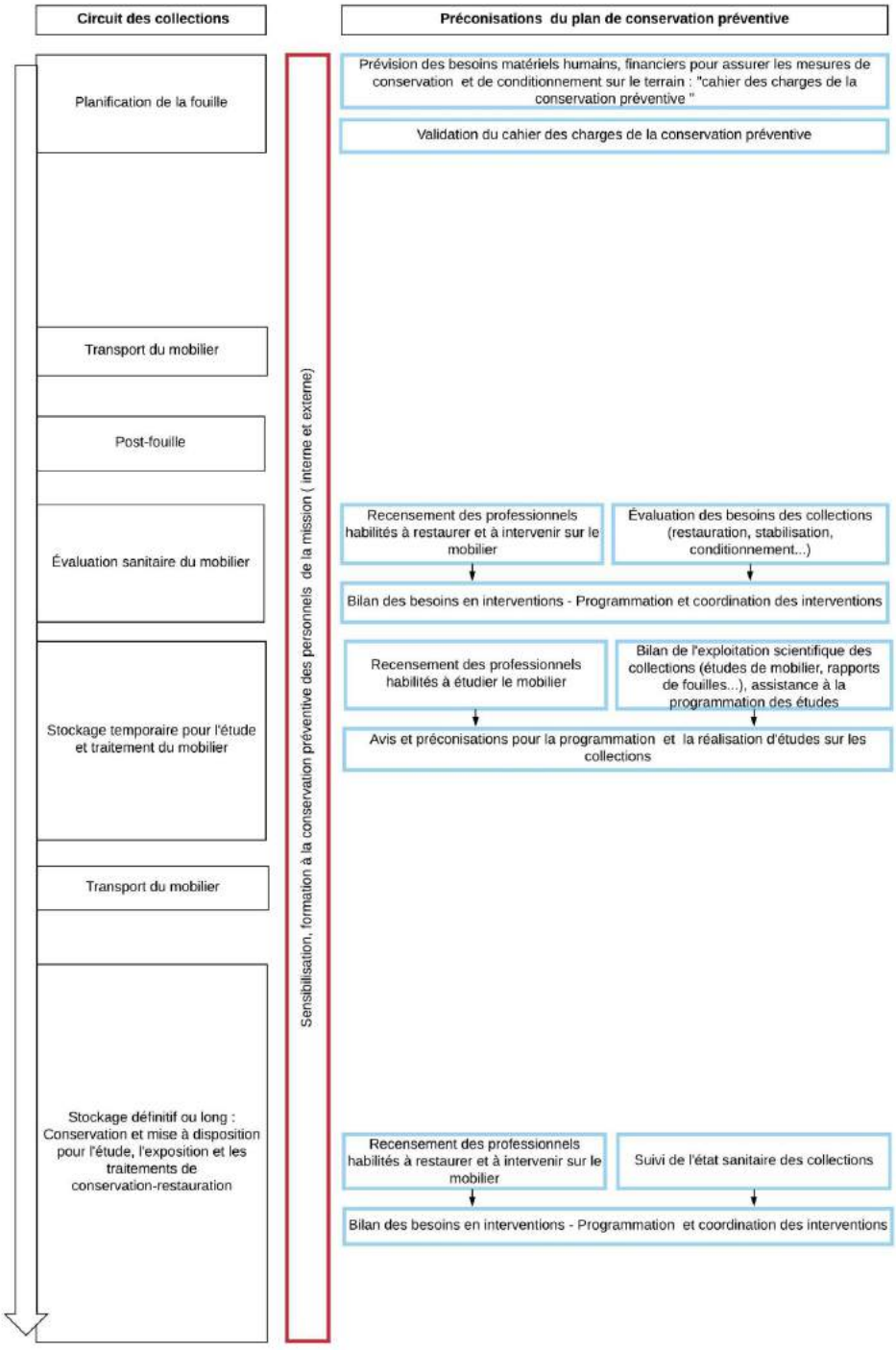


Fig. 3: Circuit des collections : Préconisation « collecte et exploitation des données de conservation ».

tions guidée par la connaissance de leur état de conservation et conduirait à une exploitation optimisée des collections

2.4. Développement de la collaboration internationale

Pour l'Afghanistan et plus largement l'Asie centrale, les problématiques rencontrées sont parfois communes aux différents territoires (manque de moyens financiers, logistiques, conservation des patrimoines en terre crue. . .). Les avancées faites dans certaines régions pourraient servir, le moment venu, à mettre en place des protocoles de conservation adaptés et adaptables aux contextes et aux problématiques récurrentes de ces régions. Dans cet objectif, l'enregistrement des données de conservation préconisé plus haut est d'autant plus important. Ces données, sont en fait la matière première nécessaire à toutes les réflexions sur de futures mesures conservatoires. Cette mutualisation permettrait aussi la multiplication des recherches et des expérimentations en matière de conservation sans pour autant faire peser une contrainte économique trop lourde sur une seule et même mission archéologique.

C'est donc un plan de conservation préventive pensé à plusieurs niveaux : tout d'abord, à l'échelle de la seule mission archéologique, puis dans un réseau plus vaste d'institutions partenaires se développant à l'échelle régionale, nationale et internationale. Dans le cadre d'une mission archéologique, le plan de conservation préventive accroît et met en place les mesures et initiatives nécessaires à la bonne conservation des collections dans le cadre de la délégation. Au niveau régional, national et international, ce plan de conservation préventive « partagé » œuvre à la mise en commun des ressources logistiques (espace et matériel de restauration, d'étude), des compétences (conservation préventive).

2.5. Protection et valorisation des archives de fouille

Il s'agira tout d'abord d'assurer la conservation matérielle des archives de fouilles en mettant en place pour elles aussi des conditions de conservation adaptées. La protection des informations contenues dans ces archives passe aussi par une numérisation de celles-ci (processus dans lequel la DAFA est engagée depuis 2015). En plus de garantir la sauvegarde des informations, la numérisation permet une diffusion et une exploitation des données beaucoup plus simples favorisant ainsi la recherche.

Dans le cadre du plan de conservation préventive, l'élaboration d'un bilan sur la valorisation scientifique des collections de la mission, en association avec les données sur l'état de conservation des collections, permettra de renseigner sur l'urgence et la possibilité ou non de mener telles ou telles études sur une partie ou un ensemble des collections en fonction des problématiques scientifiques des chercheurs. [Figure 3]

3. LES MESURES DE CONSERVATION PRÉVENTIVE OPÉRATIONNELLES

3.1. Définition et objectifs du plan de sauvegarde

Le plan de conservation préventive doit aussi proposer des mesures de prévention opérationnelle. C'est l'objectif du plan de sauvegarde qui doit permettre de réagir face à un sinistre. « Le plan de sauvegarde des biens culturels constitue une priorité du ministère de la culture et de la communication[12] », rappelé dans la Directive Nationale d'Orientation 2016-2017. Les institutions culturelles qui ont la charge d'un patrimoine quel qu'il soit doivent réaliser un plan de sauvegarde des biens culturels. Aujourd'hui, les conflits armés, causant des dommages volontaires ou collatéraux au patrimoine sont plus fréquents que jamais. Les missions archéologiques sont souvent en première ligne face à ces situations. Elles devraient donc, comme le reste des institutions culturelles dépositaires d'un patrimoine, disposer de cet outil pour garantir en toutes situations, la protection du patrimoine qu'elles conservent. La réalisation d'un plan de sauvegarde des œuvres pour une mission comme la DAFA est indispensable, « les conditions sécuritaires qui prévalent dans ce pays, dont on connaît la situation délicate peuvent remettre en cause du jour au lendemain des programmes établis de longue date[13] ».

Le plan de sauvegarde englobe plusieurs phases pour lesquelles il planifie les actions à mettre en place face à un sinistre, ainsi que les moyens (humains et logistiques) nécessaires à son bon déroulement et cela en adéquation avec les moyens de l'institution. Les risques principaux auxquels fait face la DAFA sont, nous l'avons vu, le risque sécuritaire lié aux conflits armés qui sévissent dans la région. Cela implique potentiellement une éva-

12. Mission sécurité-sûreté-accessibilité de l'inspection des patrimoines 2016, p. 1.

13. Marquis 2013, p. 93.

cuation dans l'urgence des collections, évacuation que le plan de sauvegarde doit préparer.

3.2. Un plan de sauvegarde en trois phases : préparation, action, reprise

L'« avant crise » est cette phase où l'on prépare et planifie. Cette période de préparation est capitale. Les actions à mettre en œuvre y sont déterminées ainsi que leurs déroulements, les personnes à mobiliser, les rôles et fonctions de chacun, la chaîne de commandement. Dans le cadre d'une évacuation des collections, c'est le temps où l'on détermine le ou les lieux de repli. Les données, comme l'espace disponible, le trajet et la logistique nécessaires en cas d'évacuation des collections sont précisés. Ce plan de sauvegarde, s'il est mis en œuvre par la délégation archéologique, prend en charge des collections appartenant à l'État. Le plan de sauvegarde devra donc être élaboré en accord avec les autorités nationales ; les autorisations et les questions d'ordre administratif et légal seront établies en amont de la crise.

Élément central, les collections à évacuer doivent être évaluées (quantité, volume, nature). Une liste prioritaire des œuvres à sauvegarder doit être rédigée. Pour le cas de la délégation, ces collections à protéger sont constituées du mobilier archéologique à proprement parler mais aussi des archives de fouille. La phase de planification permet d'établir avec précision le matériel dont on aura besoin pour procéder à l'évacuation. Une fois la liste établie, il faut s'assurer de rassembler le matériel de façon à ce qu'il soit disponible dès les premiers moments de la crise.

Ce plan de sauvegarde, devra régulièrement faire l'objet d'actualisations (nature, volume des collections, moyens disponibles. . .). Si le plan de sauvegarde met en branle des mesures spécifiques à la gestion de crise, il s'appuie aussi sur les mesures de prévention quotidienne. Ainsi le mobilier de fouille correctement conditionné et localisé est plus facilement déplaçable et protégeable en période de crise. Durant cette phase de planification, des exercices de simulation devront aussi être, dans la mesure du possible, organisés afin d'éprouver l'efficacité du plan de sauvegarde.

La gestion de la crise, période où l'on intervient, l'on agit est la plus critique. Dans un premier temps il s'agit de s'assurer que la sécurité du personnel n'est pas mise en cause et que le plan de sauvegarde peut être déclenché. Une fois la sécurité du personnel garantie, le plan de sauvegarde et sa chaîne de commandement peuvent être enclenchés. Les moyens humains et logistiques sont mobilisés dans l'ordre préconisé par le plan de sauvegarde.

Une fois cette phase d'évacuation réalisée et les collections sécurisées, le plan de sauvegarde doit permettre et prévoir le maintien de l'activité scientifique. La mission de recherche et de production scientifique de la délégation peut se poursuivre non plus via des fouilles mais par exemple via l'étude du mobilier qui est encore à sa disposition. Dans l'esprit de coopération nationale et internationale évoquée précédemment, la poursuite des activités pourra s'appuyer sur le soutien de missions archéologiques et autres institutions partenaires. Ainsi même si la recherche archéologique est temporairement interrompue, la continuité scientifique est malgré tout garantie.

Une fois le sinistre passé, que plus aucun danger ne pèse sur les équipes et les collections, le plan de sauvegarde doit assurer le retour à une activité normale de la mission archéologique. Prise en charge des collections éventuellement altérées durant l'évacuation ou le sinistre, réinvestissement et rapatriement des collections dans les locaux de la mission, évaluation des dommages, documentation et enregistrement de l'épisode sont autant d'étapes à accomplir que le plan de sauvegarde doit programmer. Il est aussi important d'inclure une étape de « retour sur expérience » permettant de discuter de l'efficacité du plan de sauvegarde afin de le perfectionner pour l'avenir.

3.3. Les deux cas de figures : une évacuation au niveau national ou à l'international

Nous l'avons dit, une des missions que doit assurer le plan de sauvegarde, dans le cas de la délégation, est l'évacuation des mobiliers vers des espaces sécurisés. Cette évacuation peut se faire et doit être préparée à différents niveaux : une évacuation sur le territoire national ou à l'international.

La DAFA mène en Afghanistan plusieurs chantiers de fouille localisés en différents lieux du pays. Si la recherche dans certaines zones est compromise, d'autres régions offrent une relative sécurité. Dans le cas où une campagne de fouille doit être interrompue pour des raisons sécuritaires, la préparation de l'évacuation d'urgence du site et du rapatriement des objets mis au jour devra avoir été planifiée. Les « zones » de repli devront avoir été définies en amont du chantier. Les collections étant la propriété de l'état afghan, on privilégiera leur maintien sur le territoire lorsque cela est possible.

La DAFA a dû, par le passé, fermer ses locaux et évacuer les

14. Bendezu-Sarmiento & Marquis 2015, p. 109.

collections dont elle avait la charge. Les archives ont été transférées à Paris[14] et le mobilier est resté en Afghanistan. Malheureusement, il faut envisager la possibilité qu'un maintien des collections sur le territoire afghan ne soit pas possible (il ne s'agit même plus là des seules collections archéologiques mises au jour par la DAFA mais aussi des collections des musées afghans).

À l'issue de la conférence internationale d'Abou Dabi « Sauvegarder le patrimoine en péril dans les zones de conflits » les 2 et 3 décembre 2016, il a été proposé de créer « un réseau de pays refuge pour assurer concrètement la sauvegarde du patrimoine[15] ». C'est-à-dire un ensemble « de pays s'engageant sur des garanties communes pour accueillir, de manière temporaire, les biens culturels d'un pays faisant face à une situation de conflit armé[16] ».

Le plan de sauvegarde des œuvres de la DAFA doit s'inscrire dans cette politique de coopération internationale pour la protection du patrimoine et intégrer cette possibilité d'évacuation à l'échelle internationale des collections. (Figure 2)

CONCLUSION

Dans le cas de la DAFA et plus largement dans le contexte des missions archéologiques, on observe que, si des politiques de conservation-restauration ont déjà été mises en place par le passé, la conservation préventive n'y semble pas pleinement exploitée. Face aux problématiques rencontrées par la délégation dans le contexte complexe de l'Afghanistan, notamment la gestion des collections en période de crise, la conservation préventive dispose d'outils appropriés. Cependant, ces outils ne sont pas usités ou alors seulement en partie et en tout cas non clairement intégrés à une démarche globale de conservation préventive. En somme, des outils existent mais du fait d'un manque de communication entre les deux milieux (archéologues et préventeurs), ils ne sont pas exploités autant qu'ils le pourraient.

La conservation préventive et les outils méthodologiques qu'elle offre n'influencent pas suffisamment les projets archéologiques et l'activité de recherches de la délégation. Une telle politique pâtit bien souvent du manque d'interfaces avec les différents intervenants et paramètres clés du projet de la délégation. Cela fait que la conservation préventive est bien trop souvent pensée comme un ensemble d'interventions ponctuelles ne s'inscrivant pas nécessairement dans la durée de fonctionnement d'une mission archéologique. Pourtant, la conservation préventive propose, sur les bases d'une vision globale de la situation, des solutions à des problématiques transverses et qui se déploient sur l'ensemble de la chaîne opératoire liée au mobilier archéologique. Il est donc important de penser un plan de conservation préventive non pas comme un ensemble de mesures indépendantes les unes des autres mais bien comme un groupe d'actions cohérentes et reliées entre elles s'inscrivant dans le mode de fonctionnement de la délégation archéologique et se développant à chaque étape du parcours du mobilier archéologique.

Le plan de conservation préventive est composé de deux grands types de mesures : des mesures de conservation préventive qui s'inscrivent dans la durée indépendamment de tout sinistre et des mesures de prévisions opérationnelles (plan d'urgence, protocole de mouvement et transfert des collections). Ainsi établie, la structure générale du plan de conservation préventive peut être étoffée en fonction des spécificités et des objectifs de la délégation. La finalisation du projet de conservation préventive doit aussi passer par une évaluation sur place (contexte, risque, moyens, pratique actuelle de conservation. . .). Elle est aussi subordonnée à l'implication du gouvernement afghan. De nombreux volets du plan de conservation préventive ont des ramifications juridiques qui nécessitent l'aval et l'implication du gouvernement afghan.

Avec des outils comme le plan de sauvegarde, la conservation préventive offre des solutions et des aides à la pratique de l'archéologie dans le contexte sécuritaire compliqué de l'Afghanistan. Elle est aussi une solution (pas miracle mais une solution tout de même) aux problématiques économiques et structurelles auxquelles fait face la délégation archéologique française en Afghanistan et plus largement, la recherche archéologique en Asie-centrale.

Face à cette problématique pécuniaire liée au financement d'une campagne de fouille et au développement en parallèle d'une politique de conservation-restauration, là encore la conservation préventive peut proposer des alternatives. Elle permet de pondérer le rapport entre le coût induit par le dévelop-

15. Sauvegarder le patrimoine en péril dans les zones de conflits (02 décembre 2016). https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/politique-etrangere-de-la-france/diplomatie-scientifique/archeologie-sciences-humaines-et-sociales/les-missions-archeologiques-francaises-des-acteurs-cles-de-la-cooperation/sauvegarder-le-patrimoine-en-peril-dans-les-zones-de-conflits-02-decembre-2016/

16. *Ibidem*.

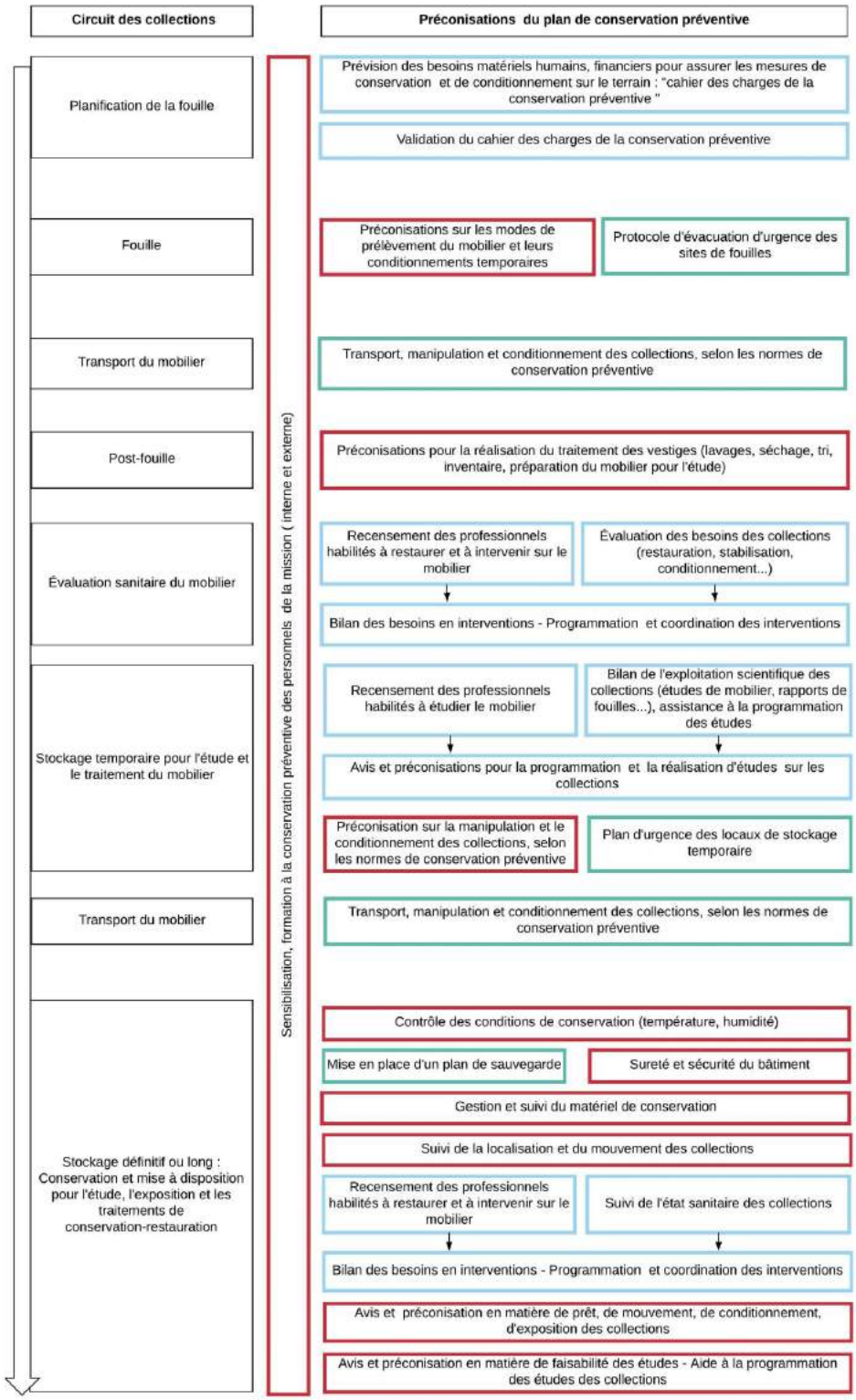


Fig. 4: Schéma du plan de conservation préventive.

pement d'une politique de conservation-restauration et la durée des fouilles planifiées. L'attention portée à la problématique économique est dans la définition même du plan de conservation préventive, puisqu'il se veut comme un outil devant être conçu de façon à correspondre au contexte aussi bien structurel, logistique que financier de l'institution où il va être mis en place. Si la conservation préventive ne supplée en aucun cas à la restauration, elle peut prévenir et retarder comme son nom l'indique le recours à la restauration. Elle demande une logistique moins complexe et chère que des interventions en restauration ou en stabilisation. Au travers de solutions qui ne sont pas nécessairement onéreuses et qui demandent un investissement logistique et technique raisonnable ou qui relèvent aussi simplement de changement d'organisation et de pratique, la conservation préventive offre la possibilité d'une conservation durable n'impliquant pas d'investissement financier trop important.

Une politique de conservation préventive offre donc un contrepoids au manque de moyens humains et logistiques qui est endémique dans ces régions. Développer et exploiter pleinement la discipline de la conservation préventive permet d'envisager que la DAFA et les missions archéologiques en général puissent développer une politique de conservation-restauration complète et adaptée à leurs missions scientifiques sans pour autant mettre en péril leur équilibre budgétaire. Il n'est pas nécessaire de choisir entre durée des fouilles, nombre de missions et conservation.

Si dans le cadre de notre réflexion nous nous sommes concentrés sur le cas de la DAFA, il nous semble intéressant d'envisager la politique de conservation préventive non pas à la seule échelle d'une mission archéologique mais à plusieurs niveaux « régional, national et international » dans un projet de conservation partagé. Face à la problématique sécuritaire, l'idée d'une coopération nationale voire internationale émergeait déjà à travers les plans de sauvegarde des œuvres et le concept de pays refuges. Une telle organisation en réseau serait aussi bénéfique d'un point de vue économique et logistique et se justifie aussi par la similitude et l'homogénéité des problématiques rencontrées et des biens à conserver et pas uniquement par des considérations d'ordre financier. Si une volonté de s'organiser sur un territoire pour penser et développer une politique de conservation du patrimoine archéologique commune voit le jour, les missions archéologiques apparaissent comme des acteurs clés de ce projet.

Sur le terrain complexe et difficile de l'Afghanistan, une politique de conservation préventive adaptée en complément à la restauration du patrimoine peut se révéler être un outil solide d'aide aux missions de protection et de valorisation du patrimoine archéologique que mène la DAFA. Au vu de ces observations, nous ne pouvons que plaider pour une plus grande diffusion sur les apports possibles de la conservation préventive et sur son intégration à la politique scientifique de la délégation archéologique française en Afghanistan et plus largement à celles des missions archéologiques. Si cette étude se limite au cas unique d'une seule mission archéologique, nous pouvons espérer le développement d'études sur la mise en place de politiques de conservation préventive dans le cadre de missions sur les territoires du Proche et du Moyen Orient ou de l'Asie centrale. Ceci pourrait permettre à terme, le développement de protocoles de gestion et de conservation préventive communs appliqués au mobilier dans le cadre de missions archéologiques à l'étranger. Car, si ces différentes zones ne sont pas nécessairement en situation de conflits armés actifs (comme en Afghanistan), elles partagent bien souvent les mêmes problématiques telles que le manque d'infrastructures, de moyens, de personnels formés (à la conservation-restauration etc. . .) difficultés auxquelles la conservation préventive semble pouvoir offrir un certain nombre de solutions.

Ce développement et cette intégration de la conservation préventive ne sauraient se faire sans un développement de la communication et de la coopération interdisciplinaire. La conservation préventive doit communiquer sur les outils qu'elle propose pour la conservation, la gestion et la valorisation des collections. De plus, son développement et sa spécialisation au terrain particulier des missions archéologiques françaises à l'étranger ne pourra se poursuivre que par les apports des différents acteurs qui travaillent à l'étude et à la protection de ce patrimoine. Nous pourrons alors espérer une diffusion et une banalisation de la présence d'une politique de conservation préventive au sein des missions archéologiques à l'étranger.

BIBLIOGRAPHIE

Bendezu-Sarmiento J. & Marquis P., 2015, «A short history of nearly a century of scientific research in Afghanistan (1922-2015) », *in* Cassar B. & Noshadi S. (eds.), *Keeping history alive : safeguarding cultural heritage in post-conflict Afghanistan*, UNESCO, Paris, p. 104–113.

Berducou M.-C., 1990, «Introduction à la conservation en archéologie », dans Marie-Claude, BERDUCOU (éd), , Masson, 1990, p. 3-35.», *in* Berducou M.-C. (ed.), *La conservation en archéologie : méthodes et pratique de la conservation-restauration des vestiges archéologiques*, Masson, Paris, p. 3–35.

Hussein Moustafa L., 2016, «From Peshawar to Kabul : Preserving Afghanistan's Cultural Heritage during Wartime», *RBM : A Journal of Rare Books, Manuscripts & Cultural Heritage* 17, 2-3, p. 134–147.

ICOM-CC, 2008, «Terminologie de la conservation-restauration du patrimoine culturel matériel. Résolution adoptée par les membres de l'ICOM-CC à l'occasion de la XVe Conférence triennale, New Delhi.», Report, International Council of Museums - Committee for Conservation.

Marquis P., 2013, «Les activités récentes de la Délégation Archéologique Française en Afghanistan (DAFA) », *in* Bendezu-Sarmiento J. (ed.), *Archéologie française en Asie centrale. Nouvelles recherches et enjeux socioculturels*, Cahiers d'Asie Centrale 21-22, p. 93–98.

Mission sécurité-sûreté-accessibilité de l'inspection des patrimoines, 2016, «Le plan de sauvegarde des biens culturels », Report, Ministère de la culture et de la communication - Direction générale des patrimoines.

Stein G., Fisher M. & Hafiz A., 2017, *Preserving the Cultural Heritage of Afghanistan: Proceedings of the International Conference Held at Kabul University*, Oriental Institute Miscellaneous Publications, Chicago.

Contributeurs / Contributors

Baldi Johnny Samuele Institut Français du Proche-Orient (IFPO), Department of Archaeology and Ancient History, Beirut.
jsb.arch@gmail.com

Butterlin Pascal Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, UMR 7041 ArScAn, VEPMO.
Pascal.Butterlin@univ-paris1.fr

Calini Ilaria EPHE-PSL, Paris, UMR 8210 ANHIMA.
ilariacalini@hotmail.it

Cuneo Allison E. Massachusetts Institute of Technology, Aga Khan Program for Islamic Architecture.
aecuneo@mit.edu

Danti Michael D. Project Manager, Mosul Heritage Stabilization Program.
michael.danti@gmail.com

Garfi Salvatore University of Nottingham, School of Cultures, Languages, and Area Studies.
ibapinfo@gmail.com

Herr Jean-Jacques Ludwig Maximilians University, Munich, Paris, ArScAn, UMR 7041 VEPMO.
herr.jeanjacques@gmail.com

Labbey Benoit Direction Régionale des Affaires Culturelles de Normandie, Service Régional d'Archéologie.
beno29@hotmail.fr

Masetti-Rouault Maria Grazia EPHE-PSL, Paris, UMR 8167 Orient et Méditerranée.
masetti.rouault@wanadoo.fr

Metallaoui Mohamed Abdelaziz Université Paris 7 Diderot, Laboratoire Identités, Cultures et Territoires (ICT).
mohamedabdelaziz2010@hotmail.fr

Mura Mathilde Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, UMR 7041, ArScAn, VEPMO.
mathildemura@gmail.com

Nováček Karel Palacký University Olomouc.
karel.novacek@upol.cz

Robert Lucie Université Paris I Panthéon-Sorbonne.
lucierobert72@gmail.com

Rose Vanessa Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, UMR Orient et Méditerranée.
van.rose@wanadoo.fr.com

Al-Shbib Shaker Université Paris Nanterre, ArScAn – UMR 7041, LabEx Les passés dans le présent.
shakershbib@yahoo.fr

Schiettecatte Jérémie CNRS
UMR 8167 Orient et Méditerranée, Ivry-sur-Seine.
jeremie.schiettecatte@cnrs.fr

Thévenin Gaëlle Sorbonne Université, UMR Orient et Méditerranée.
glthvn@gmail.com

Veron Jan Conseil départemental du Calvados, direction de la Culture, Service Archéologie.
jan.veron88@gmail.com

Vannier Zoé École du Louvre & Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne.
z.vannier@gmail.com

Quelques mots sur / About *Routes de l'Orient*

Routes de l'Orient est une association étudiante à but non lucratif, qui a pour objectif principal de promouvoir la recherche en archéologie orientale auprès d'un large public.

Notre originalité réside dans notre caractère interuniversitaire : nous comptons une quarantaine d'étudiants issus de Paris 1 Panthéon-Sorbonne, Sorbonne Université, l'École Pratique des Hautes Études / Paris Sciences & Lettres, le Museum d'Histoire Naturelle, l'École du Louvre, l'Université de Clermont Auvergne, l'Université Lille 3, et espérons nous ouvrir à d'autres universités françaises et étrangères. Nous favorisons ainsi les dynamiques de rencontre et d'échange entre futurs et jeunes chercheurs, rythmées par des rendez-vous réguliers d'ambition scientifique ou plus informels.

Notre activité comporte plusieurs facettes :

- une transmission des actualités de l'archéologie orientale sur le **site internet** de notre association et les réseaux sociaux. Vous pouvez nous suivre sur **Facebook**, **Twitter**, et **Academia.edu** !
- l'édition d'une **revue** éponyme à comité de lecture, et d'un hors-série thématique par an.
- l'organisation de manifestations scientifiques et colloques internationaux : actualité de la recherche en Afghanistan, **Espace Domestique au Néolithique**, **Archéologie des Conflits / Archéologie en Conflits**, et **Le cheval, l'âne et la mule dans les Empires Orientaux** d'octobre 2018 !
- la préparation d'une exposition photographique sur « la vie de chantier » en Orient.
- l'organisation d'activités de **médiation culturelle** à destination de collégiens, ainsi qu'en milieu carcéral en collaboration avec l'Association **Champ Libre**. Nous sommes également intervenus auprès de jeunes réfugiés accueillis par l'association **Hors la Rue**.

  Envoyez-nous un **courriel** pour obtenir notre plaquette !

Notre association s'adresse à toute personne témoignant d'un intérêt pour l'archéologie orientale et désireuse de se tenir informée de l'actualité scientifique en ce domaine. Quel que soit votre statut, vous pouvez contribuer à notre dynamisme ! L'association dispose d'un compte **HelloAsso** pour les cotisations et les dons.

- étudiants de licence, master ou doctorat : rejoignez nos rangs pour participer activement aux projets en cours, et bien sûr les enrichir de vos idées !
- enseignants et chercheurs : soutenez-nous moralement ou financièrement !
- curieux et passionnés de tous horizons : apportez-nous votre aide financière et n'hésitez pas à venir nous rencontrer lors de nos manifestations à destination du grand public !

Routes de l'Orient is a student non-profit association, who's main objective is the promotion of Near-East Archaeology to a wide audience.

We are an interuniversity organisation, with members from several parisian and provincial institutions, mixing together archaeologists, epigraphists, and art historians.

We thus encourage the dynamics of encounters and exchanges between future and young researchers, punctuated by regular meetings of scientific or more informal ambition.

Our activity includes several aspects :

- news follow-up of oriental archaeology, on our website and social networks. You can follow us on **Facebook**, **Twitter**, and **Academia.edu** !
- the publication of a peer-reviewed journal, and one special thematic series per year.
- the organization of international scientific events : current research in Afghanistan, **Domestic Spaces in the Neolithic** (in 2015), **Archaeology of Conflict / Archaeology in Conflict** (this volume), and **The Horse, the Donkey and the Mule in the Eastern Empires** of october 2018 !
- the preparation of a photographic exhibition on « Fielwork life » in the Near East !
- the organization of cultural mediation activities for middle school students. In collaboration with the Association **Champ Libre**, we give lectures to incarcerated people. We have also worked with young refugees welcomed by the association **Hors la Rue**.

We are open to anyone who shows an interest in oriental archaeology and wishes to keep up with scientific news in this field. Whatever your status, you can contribute to our dynamism ! We also have an **HelloAsso** account for membership and contributions.

- students from any level : you can join us to actively participate in current projects, and of course enrich them with your ideas !
- professors and researchers : you can support us morally or financially.
- curious and enthusiast people : do not hesitate to come and meet us at our public events !

ISSN 2272-8120